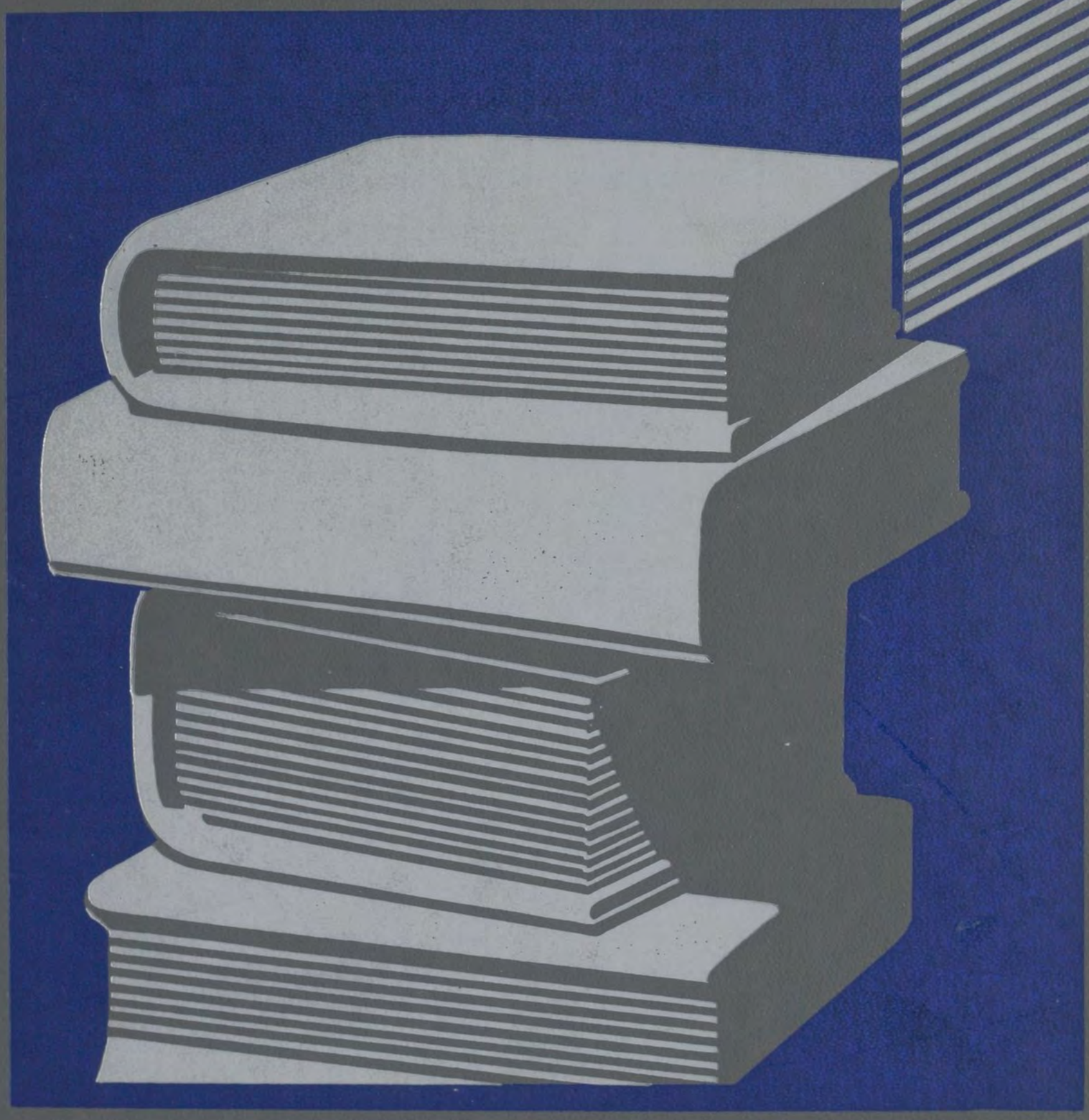
60000794887
Annuaire statistique de la France
1993 (Ed.94)
INSEE-BIBC S FRA 0001 3o

RÉSULTATS DE 1993

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

1994



LES SERVICES STATISTIQUES DES MINISTERES ET L'INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
- 6. FEV. 1995
BIBLIOTHÈQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1994

98e VOLUME
Nouvelle série n° 40

RÉSULTATS DE 1993

Remerciements

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Marc TAPIERO

Rédaction : D. BOUILLY, L. DIAZ, C. KERGUELEN, M. REGNART

© INSEE 1994

A nos lecteurs

*L'ambition de l'*Annuaire statistique de la France *est d'être un ouvrage général de repérage dans l'immense réservoir d'informations du système statistique français. Pour chaque sujet nous nous efforçons de présenter l'essentiel de l'information et de positionner la France dans l'Europe et dans le monde à l'aide de comparaisons internationales. Chaque chapitre est divisé en deux parties, celle contenant les textes (présentation, méthodologie, définitions et sources de documentation) et celle contenant les graphiques et les tableaux statistiques.*

Un cahier de cartes et graphiques inséré en début d'ouvrage permet de visualiser les grands traits de la France économique et sociale d'aujourd'hui.

Un index alphabétique inséré en fin d'ouvrage permet au lecteur d'accéder aisément à l'information recherchée.

Pour ceux qui s'intéressent davantage aux résultats régionaux et départementaux nous vous renvoyons d'une part à la publication nationale La France et ses régions *édition 1993 et d'autre part aux publications régionales de l'INSEE.*

*La rédaction espère que cette 98e édition de l'*Annuaire statistique de la France *vous donnera toute satisfaction et vous invite, si vous le souhaitez, à lui adresser toutes vos observations et suggestions à :*

INSEE, division Chiffres Clés
Timbre H 220
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

sommaire

Chapitre — Page

A. **POPULATION ET ENVIRONNEMENT**

A.01 **Territoire et population** 5
A.02 **Environnement** 23

B. **DÉMOGRAPHIE**

B.01 **Structure de la population** 41
B.02 **Mouvement de la population** 69
B.03 **Étrangers et immigrés** 93
B.04 **Ménages** 105

C. **EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES**

C.01 **Population active, emploi** 113
C.02 **Conditions de travail** 139
C.03 **Revenus et salaires** 157
C.04 **Transferts sociaux** 177

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

D.01 **Consommation et modes de vie des ménages** 201
D.02 **Logement** 225
D.03 **Santé** 235

E. **COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS**

E.01 **Communication** 257
E.02 **Culture** 267
E.03 **Tourisme** 283
E.04 **Jeunesse et sports** 295
E.05 **Loisirs divers** 305

F. **ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE**

F.01 **Enseignement et formation** 317
F.02 **Recherche et développement technologique** 351
F.03 **Propriété industrielle** 359

G. **DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES**

G.01 **Comptabilité nationale** 369
G.02 **L'appareil productif** 385
G.03 **Le mouvement économique** 409

Chapitre — Page —

H. **PRIX**

H.01 Indices de prix à la consommation 419
H.02 Prix de détail 433
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction 441

I. **AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

I.01 Agriculture 451
I.02 Forêt, bois 473
I.03 Pêche maritime 485
I.04 Industries agricoles et alimentaires 491

J. **ÉNERGIE**

J.01 Bilan de l'énergie 511
J.02 Charbon 521
J.03 Pétrole 529
J.04 Électricité 539
J.05 Gaz 547

K. **INDUSTRIE ET CONSTRUCTION**

K.01 Industries, données générales 557
K.02 Minerai de fer et sidérurgie 571
K.03 Minerais, métaux et demi-produits non ferreux 577
K.04 Minéraux divers et matériaux de construction 581
K.05 Verre et chimie 587
K.06 Fonderie et travail des métaux 597
K.07 Construction mécanique, électrique et électronique 603
K.08 Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique 615
K.09 Textiles et cuirs 623
K.10 Bois, papiers, imprimerie 635
K.11 Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses 643
K.12 Construction, logement 649

Chapitre — Page —

L. **TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

L.01 Transports ferroviaires 665
L.02 Transports routiers 675
L.03 Transports de navigation intérieure 687
L.04 Transports maritimes 693
L.05 Transports aériens 701
L.06 Poste et télécommunications 711

M. **COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS**

M.01 Commerce intérieur 721
M.02 Services marchands rendus principalement aux entreprises 733
M.03 Services marchands à destination des ménages 743
M.04 Assurances 751

N. **FINANCES**

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine 765
N.02 Marché financier, bourse 797

O. **COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS**

O.01 Commerce extérieur 805
O.02 Balance des paiements 829

P. **ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE**

P.01 Justice 853
P.02 Finances publiques 863

ANNEXES

Page —

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire IV
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VI
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer IX
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire ... XIV
Précisions d'ordre général XXII
Signes conventionnels XXII
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXII
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXIV

Page —

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale ... 11*
Autres organismes 21*
Les publications de l'INSEE 28*
Points d'information et vente 30*

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 41 17 50 50. Télécopie : 41 17 66 66
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 41 17 50 50

DIRECTEUR GÉNÉRAL : P. CHAMPSAUR

Cabinet du directeur général : M. DEVILLIERS

- **INSPECTION GÉNÉRALE** ..... F. MADINIER

Membres de l'Inspection : G. ADER, J.-M. CALLIES, H. FAUCHEUX, P. KOEPP, G. LE HÉGARAT, A. MOTHE, R. PADIEU, J.-M. REMPP, F. TURLOT, G. VALENTIN

- **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** ..... G. CONSOLO

Unité gestion des carrières	J. BÉGUÉ A.M. ZAMPA
Département de la programmation et de la gestion	J.-M. RUCH
Chef adjoint du département	X. CHAROY
Département du personnel	J. GARAGNON
Chef adjoint du département	T. DE JOUVENCEL
Cellule mise en valeur des ressources humaines	T. DE JOUVENCEL
Cellule organisation des concours et examens	A. PÊCHER
Division gestion du personnel titulaire B, C et D	P. A. GALL
Division gestion du personnel A et non titulaire	H. HÉBRARD
Division formation	M.-F. BOBIN
Département des services généraux	J.-C. SPINDLER
Cellule conditions de travail et actions sociales	R. PIPARI
Division comptabilité générale	G. BROUSSOUS
Division matériel et immobilier	J.-C. SPINDLER
Division logistique de la direction générale ...	L. PARMENTIER
Département de l'informatique	A. GOY
Adjoint au chef de département	J. P. LISSILLOUR
Cellule informatique d'enquêtes	J. C. CHAUMONT
Division infrastructure	F. COTTON
Division projets internes et études	G. POUGETOUX
Division applications	C. HARITI
Division aide	F. MENU
Division gestion des moyens informatiques ...	C. MIKAËLIAN
Département des projets	P. DEBREU
Chef adjoint du département	M. CHARBONNIER
Cellule méthodes de développement	M. HUG
Cellule coordination des activités d'enquêtes .	F. DUSSERT
Cellule ergonomie	R. LIONNET
Division technique et organisation du travail ..	M. ALAMBRET
Division projets pour la diffusion, les synthèses et la coordination	V. PISANO
Division projets pour les statistiques d'entreprises et les répertoires	A. RAVET
Division projets pour les recensements et les travaux connexes	J.-L. CHOPINEAU
Division projets pour l'emploi, les revenus et les conditions de vie	G. GADEL
Division projets pour la démographie et la gestion	F. HOUSSIN

- **GROUPE DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE** .... A. TROGNON

- **DIRECTION DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES** ..... J.-P. BEHMOIRAS

Département de la coordination statistique	J. ALLAIN
Division des relations avec les services statistiques des ministères	G. LANG
Secrétariat du Conseil national de l'information statistique	N. SELIGMAN
Cellule coordination juridique et institutionnelle	A. M. JAMES
Département des normes statistiques et comptables	P. DOMERGUE
Adjoint au chef du département	M. BOEDA
Division concepts et nomenclatures	J. MAGNIEZ
Division méthodes comparées	J. P. LEGLEAU
Division systèmes d'information des administrations	D. CROSNIER
Département des relations internationales et de la coopération	J.-L. BODIN
Division des relations multilatérales et des affaires européennes	M. H. AMIEL
Division des relations bilatérales et des programmes de coopération	A. AZOUVI
Division des études et méthodes statistiques pour le développement	P. BRION

- **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES** ..... M. HÉBERT

Unité répertoire et démographie des entreprises et des établissements	H. REDON
Division administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises	C. BERNARD
Division mise à dispositions du répertoire Sirène	A. SANTOLINI
Département du système statistique d'entreprises	J. P. GRANDJEAN
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	E. RAULIN
Division synthèse des statistiques d'entreprises	V. THOLLON-POMMEROL
Division information et travaux pour les entreprises	N...
Département de l'industrie et de l'agriculture	A. DE LOS SANTOS
Division prix de vente industriels	A. MOREAU
Division indicateurs conjoncturels d'activité ..	M. ISNARD
Division comptes et études de l'industrie	J. LIENHARDT
Division agriculture	V. MOYNE
Département des activités tertiaires	H. PICARD
Adjoint au chef de département	P. TROGAN
Division commerce	M. LEMAIRE
Division services	V. LE CALONNEC

- **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES** .... M. GLAUDE

Cellule administration des ressources	E. TALLET
Division des études sociales	L. CAUSSAT
Département de la démographie	M. JACOD
Cellule statistiques et études sur les populations étrangères	S. THAVE
Division enquêtes et études démographiques .	F. HÉRAN
Division répertoires et mouvement de la population	D. MAIRE
Division recensements de la population	C. MADINIER
Division statistiques communales et locales ..	J. ANFRÉ
Département de l'emploi et des revenus d'activité	J.-L. FAURE
Division emploi	V. DESTIVAL
Division revenus et patrimoine des ménages ..	D. VERGER
Division salaires et revenus d'activité	D. VERGER
Division exploitation des fichiers administratifs	D. DEPARDIEU
Département des prix de détail, des ressources et des conditions de vie des ménages	A. SAGLIO
Division prix de détail	M. BILLAUDEL
Division logement	T. LACROIX
Division conditions de vie des ménages	N...
Unité méthodes stastistiques	J. C. DEVILLE
Division méthodologie d'élaboration et d'analyse des données	O. SAUTORY
Cellule méthodologie de recueil des données .	F. DUPONT

- **DIRECTION DES ÉTUDES ET SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES** ..... P. MAZODIER

Département de la conjoncture	A. CHAPPERT
Cellule publications conjoncturelles	E. VERT
Division des enquêtes de conjoncture	D. LADIRAY
Division synthèse conjoncturelle	E. CHANEY
Département des études économiques d'ensemble	G. DE MONCHY
Division croissance et politiques macro-économique	G. CETTE
Division marchés et stratégies d'entreprise ...	L. BLOCH
Division redistribution et politiques sociales ..	D. BLANCHET
Département des comptes nationaux	J. E. CHAPRON
Cellule méthodes	J. BOURNAY
Cellule rapport sur les comptes	P. PÉTOUR
Division synthèse générale des comptes	M. DEMOTES-MAINARD
Division synthèses relatives aux biens et services	V. MADELIN
Division comptes trimestriels	S. GRÉGOIR
Division échanges extérieurs	H. TYRMAN

- **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE** ..... P. SOUBIE

Unité communication externe	B. BARTH
Département des moyens et méthodes de diffusion	D. LERNER
Chef adjoint du département	F. CAZIN

Cellule archivage	R. POHL
Division banques de données et systèmes de diffusion	C. BEAUME
Division impression et commercialisation	M.-J. GOUËT
Division documentation	Y. ANTHEAUME
Département édition	B. SEYS
Coordination de l'édition	B. SEYS
Rédaction en chef d'*Économie et Statistique*	P. MORIN
Rédaction en chef de *Données sociales* et de *Concours et Caractères*	P. L'HARDY
Division chiffres clés	M. TAPIERO
Département de l'action régionale	P. DELORME
Division statistiques et études régionales	C. TERRIER
Division coordination et assistance à l'action régionale	O. LEFEBVRE
Département INSEE-Info service	J. BOUDOUL
Division accueil des publics et télé-services	E. TRAYNARD
Division services spécifiques et grands comptes	J. P. BLANDINIÈRES
Cellule logistique	N...

Établissements régionaux de l'INSEE en métropole et outre-mer

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur

I. FRANCE MÉTROPOLITAINE

Direction régionale d'Alsace	**J. P. Grouthier.**	Cité administrative, Rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88 52 40 40 et 88 52 40 42. Télécopieur : 88 52 40 41.
Service études-diffusion	N. Vannieuvenhuize.	
Direction régionale d'Aquitaine	**B. Tregouët.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 56 91 02 35, 56 91 84 90 et 56 91 89 90. Télécopieur : 56 92 75 37.
Service études-diffusion	Ch. Durand.	
Direction régionale d'Auvergne	**M. Blanc.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 73 31 82 82 et 73 31 82 99. Télécopieur : 73 31 82 92.
Service études-diffusion	H. de Fouchier.	
Direction régionale de Bourgogne	**J.-F. Royer.**	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 80 40 67 48 et 80 40 67 99. Télécopieur : 80 40 67 40.
Service études-diffusion	B. Bouroche.	
Direction régionale de Bretagne	**Y. Guéguen.**	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier. 35082 Rennes Cedex. Tél. : 99 29 33 63 et 99 29 33 66. Télécopieur : 99 29 33 90.
Service études-diffusion	A. Richard.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale du Centre	**M. Schrantz.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 63 01 64. Télécopieur : 38 63 70 18.
Service études-diffusion	J.-P. Bernard.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 53 71 08, 38 69 53 35 et 38 53 71 08. Télécopieur : 38 69 52 00.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**J. L. Bellier.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex. Tél. : 26 48 42 60 et 26 48 42 80. Télécopieur : 26 48 42 99.
Service études-diffusion	M. Deroin-Thevenin.	
Direction régionale de la Corse	**C. Basso.**	1, résidence Cardo, rue des Magnolias, BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 95 23 54 54 et 95 23 54 61. Télécopieur : 95 23 54 79.
Service études-diffusion	R. Bastida.	
Direction régionale de Franche-Comté	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 81 52 42 20, 81 41 61 61 et 81 41 61 62. Télécopieur : 81 41 61 99.
Service études-diffusion	R. Polette.	
Direction régionale d'Île-de-France . . .	**A. Godinot.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : (1) 30 96 90 00, et (1) 30 96 90 99. Télécopieur : 30 96 90 01.
Service études-diffusion	R. Jean.	15, boulevard Gabriel-Péri, 92245 Malakoff Cedex. Tél. : (1) 41 17 50 50. Télécopieur : (1) 41 17 76 01.
INSEE Info-Service	J. Boudoul.	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy. 75582 Paris Cedex 12. Tél. : (1) 43 45 70 75, (1) 43 45 72 31 et (1) 41 17 66 11 . Télécopieur : 53 17 88 39.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale de Basse-Normandie	**J.-L. Bellier.**	93-95, rue de Géole, 14052 Caen Cedex. Tél. : 31 85 33 11, 31 85 35 70 (Service diffusion), et 31 23 87 00. Télécopieur : 31 23 29 27.
Service études-diffusion	J. M. Durr.	
Direction régionale de la Haute-Normandie	**C. Arquembourg.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 35 52 49 11, 35 98 41 10 et 35 52 49 94. Télécopieur : 35 15 06 32.
Service études-diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**G. Callais.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 67 15 70 00, 67 15 71 00 et 67 15 71 11. Télécopieur : 67 15 71 71.
Service études-diffusion	J.-L. Heller.	
Direction régionale du Limousin	**H. Theron.**	29, rue Beyrand, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 55 45 20 07 et 55 45 20 11. Télécopieur : 55 45 20 00.
Services études-diffusion	N. Levesques.	
Direction régionale de Lorraine	**M. Petry.**	15, rue du Général-Hulot, Case officielle 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 83 91 85 85 et 83 27 21 21. Télécopieur : 83 40 45 61.
Service études-diffusion	P. Redor.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées	**F. Limet.**	36, rue des 36-Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 61 36 61 36, 61 25 42 67 et 61 36 61 13. Télécopieur : 61 36 62 00.
Service études-diffusion	E. Mauvière.	
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**S. Gibert.**	12, rue du Bas-Jardin, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 20 88 61 61. Télécopieur : 20 53 95 13.
Service études-diffusion	R. Merlen.	10-12, boulevard Vauban, 59800 Lille. Tél. : 20 12 87 20 et 20 12 87 33. Télécopieur : 20 42 94 21.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale des Pays de la Loire	**J.-M. Béguin.**	105, rue des Français-Libres, BP 2189, 44204 Nantes Cedex 02. Tél. : 40 41 75 75 et 41 41 79 80. Télécopieur : 40 41 79 39.
Services études-diffusion	M. de Saboulin.	
Direction régionale de Picardie	**C. Gabet.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 22 97 32 00, 22 91 91 91 et 22 91 39 39. Télécopieur : 22 97 32 01.
Service études-diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**G. Roy.**	5, rue Georges Leclanché, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télécopieur : 49 55 24 55.
Service études-diffusion	M. Roussel.	6, rue du Bois-d'Amour, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 38 71 et 49 88 38 70 Télécopieur : 49 41 58 66.
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**E. Cadiou.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 91 17 57 57 et 91 78 01 95. Télécopieur : 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 91 17 59 60.
Service études-diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**A. Viénot.**	165, rue Garibaldi, BP 3196 (diffusion) et BP 3196 (autres services), 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 78 63 28 15, 78 63 22 04 et 78 63 22 02. Télécopieur : 78 63 25 25.
Service études-diffusion	P. Audibert.	
Centre national de gestion des publications	**S. Pacaud.**	INSEE CNGP, BP 2718, 80027 Amiens Cedex 01. Tél. : 22 92 73 22. Télécopieur : 22 43 85 75.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**F. Vennat.**	INSEE, BP 863, 97175 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : (19) 590 91 59 80. Télécopieur : (19) 590 83 89 25.
Coordination études-diffusion	D. Diman.	
Service régional de la Guadeloupe	**P. Leostic.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre. Tél. : (19) 590 81 42 50. Télécopieur : (19) 590 81 07 15.
Département études-diffusion	J. Cazenave.	
Service régional de la Guyane	**A. Tempier.**	INSEE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : (19) 594 31 56 03. Télécopieur : (19) 594 30 87 89.
Département études-diffusion	N...	
Service régional de la Martinique	**C. Hilico.**	INSEE, BP 7212, Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, 97274 Schoelcher Cedex. Tél. : (19) 596 61 60 88. Télécopieur : (19) 596 61 27 22.
Département études-diffusion	R. Hardy-Dessources.	
Direction régionale de la Réunion	**J.-C. Hautcœur.**	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13. 97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : (19) 262 29 52 70. Télécopieur : (19) 262 29 76 85.
Service études-diffusion	G. Lecointre.	

III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie	**P. A. Michaux-Bellaire.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni. BP 823, Nouméa. Tél. : (19) 687 28 31 56. Télécopieur : (19) 687 28 81 48.
Institut territorial de la statistique de Polynésie française	**D. Huart.**	ITSAT, BP 395, Papeete Tahiti. Tél. : (19) 689 43 71 96. Télécopieur : (19) 689 42 72 52.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'*Annuaire statistique de la France,* quelques informations sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclature d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services proposés) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — La « NAP 73 » est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. La NAP a été élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Elle met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à 4 chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »). Comme le niveau de détail de la NAP n'était pas suffisant, certains postes de la nomenclature des produits ont été subdivisés (voir ci-après le paragraphe consacré à la nomenclature NODEP).

La NAP a été officialisée par un décret de 1973 et le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE est à la base des statistiques sectorielles. La NAP est utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises, les enquêtes de branche, la comptabilité nationale, etc.

À partir de 1993, la NAP sera progressivement remplacée par la Nouvelle nomenclature d'activités françaises (NAF), dans le cadre d'un dispositif européen harmonisé. La NAF est l'adaptation française de la nomenclature européenne (NACE). Sa publication au *Journal officiel* doit en principe avoir lieu à la fin 1992. On trouvera des informations sur cette nouvelle nomenclature dans un dépliant, disponible dans les services régionaux de l'INSEE, ou sur Minitel par le code 3617 SIRENE.

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* : l'une, classée selon un ordre analytique, l'autre classée par ordre alphabétique.

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les services régionaux de l'INSEE (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : on trouvera à la fin du présent chapitre un tableau donnant l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE dans la collection *INSEE-Cadrages*. En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

3. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).* — Certains produits de la NAP (biens transportables), appartenant aux classes 00 à 54 et 56 ont été subdivisés pour former la NODEP (Nomenclature détaillée de produits). Celle-ci permet d'établir des statistiques à un niveau fin et de rapprocher les données concernant les productions et le commerce extérieur.

Le détail des codes de la NODEP est publié dans les fascicules de la NAP à partir de 1987. Des notes explicatives sont disponibles dans les services régionaux de l'INSEE.

4. *Nomenclature d'activité du Répertoire (NAR).* — Nomenclature dérivée de la NAP et adaptée aux textes réglementaires concernant les entreprises artisanales :
— disponible dans les chambres des métiers.

5. *Nomenclature de produits pour les statistiques douanières.* — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises remplace la nomenclature antérieure du Conseil de coopération douanière (NCCD). Le nouveau système permet d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur. Dans ce cadre, une nouvelle *nomenclature générale des produits* (NGP 9) a été élaborée par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au Centre de renseignements des Douanes, pavillon H1, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

6. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente au Centre d'informations des Nations Unies, 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

7. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Service d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

8. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions »* et *« durabilité » :*

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

B. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Code des catégories socioprofessionnelles (CSP).* — Ce code, destiné à répartir la population en un petit nombre de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale a été utilisé depuis le recensement de 1954 jusqu'aux débuts des années 1980. Il comprend 30 postes pour la population active, pouvant être regroupés en 9 grands groupes socioprofessionnels.

1. Voir au chapitre G.01 « Comptabilité nationale » et au chapitre K.01 : « Industrie, données générales » la définition des secteurs et des branches.

Actuellement, le code des CSP a été remplacé par la Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles qui est utilisée notamment pour l'exploitation des recensements de population et de l'enquête emploi. Néanmoins, on trouvera dans le présent annuaire quelques tableaux encore exploités avec ce code, notamment au chapitre F.01 : « Enseignement et formation ».

— *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1977 (6e édition);

— Fascicules « verts » du recensement de la population de 1975 (Notes méthodologiques).

2. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).* — Pour tenir compte des modifications sociales, un nouveau code a été élaboré et est utilisé depuis le recensement de population de 1982. La Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles est le résultat d'une refonte complète du système des nomenclatures d'emplois qui était utilisé auparavant. À son niveau le plus fin, on trouve les « professions » (455 postes). Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le niveau 42 dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature et des éléments d'information sur les principales modifications intervenues par rapport à la nomenclature des CSP.

On trouvera ci-après un tableau avec l'articulation entre ces différents niveaux :

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1983. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

3. *Type d'activité — Statut.* — Il ne s'agit pas de véritables nomenclatures, mais de codes très importants pour le classement de la population en actifs et non-actifs (type d'activité). Le code du statut permet de classer les personnes actives entre salariés et non-salariés, et parmi les salariés de faire la distinction entre les types d'employeurs (public-privé).

L'information sur ces codes est publiée dans les notes méthodologiques des fascicules de résultats des recensements de la population de 1982 et 1990 (Séries verte et bordeaux).

C. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 avec rectificatif 1989). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.

Il comprend :
- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère du Budget et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les services régionaux de l'INSEE.

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture. 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie.	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	53 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique.	32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite).*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 44 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerce.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite et fin).*

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

G. Correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12. Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des dates et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratrifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

Par téléphone ou minitel

L'INSEE VOUS INFORME

36 68 07 60*

pour obtenir 24 heures sur 24 les indices,

prix à la consommation, coût de la construction,
coût de la main-d'œuvre, autres indices

les coordonnées de l'INSEE en région.

Et aussi sur Minitel 36.15 ou 36.16 INSEE

- l'actualité économique,
- les indices,
- les publications disponibles à l'INSEE,
- les chiffres du dernier recensement de la population,
- les services offerts par les directions régionales
- des informations sur les banques de données INSEE

A Paris : *INSEE Info Service diffuse et commercialise l'information économique et sociale produite par l'INSEE :*

- *les ouvrages, revues, disquettes standard...*
- *les services : extraction des bases de données, travaux spécifiques*

INSEE Info Service
Tour Gamma A - 195 rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12
Librairie INSEE
même adresse

Renseignements SIRENE :	*(1) 53 17 88 99*
Autres renseignements :	*(1) 41 17 66 11*
Télécopie :	*(1) 53 17 88 09*

* 2,19 F la minute

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Evaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire;*
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Source des données

On trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui nous ont semblé particulièrement représentatifs des données de cet annuaire. Nous donnons ci-dessous les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire.

Dans les légendes des cartes sont indiquées les limites des classes avec la borne inférieure et la borne supérieure.

Page 1. — Carte 1 :

La densité de population dans les régions de la Communauté européenne.
Données détaillées au chapitre A.01.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1994.
Pyramide des âges de la population totale en 2020 dans deux hypothèses de fécondité.
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapite B.01) et dans *Données sociales - INSEE,* édition 1993.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1960-1992).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1992).
Données détaillées au chapitre B.02.

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers à divers recensements.
Part des étrangers dans la population totale en 1990.
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Évolution du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur (bac + 2 et au-delà) de 1977 à 1991.
Taux de réussite au baccalauréat par région en 1993.
Données détaillées et définitions au chapitre F.01.

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

Taux d'activité en mars 1983 et en mai 1993 (au sens du BIT).
Taux de chômage au sens du BIT par département en 1993.
Données détaillées et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

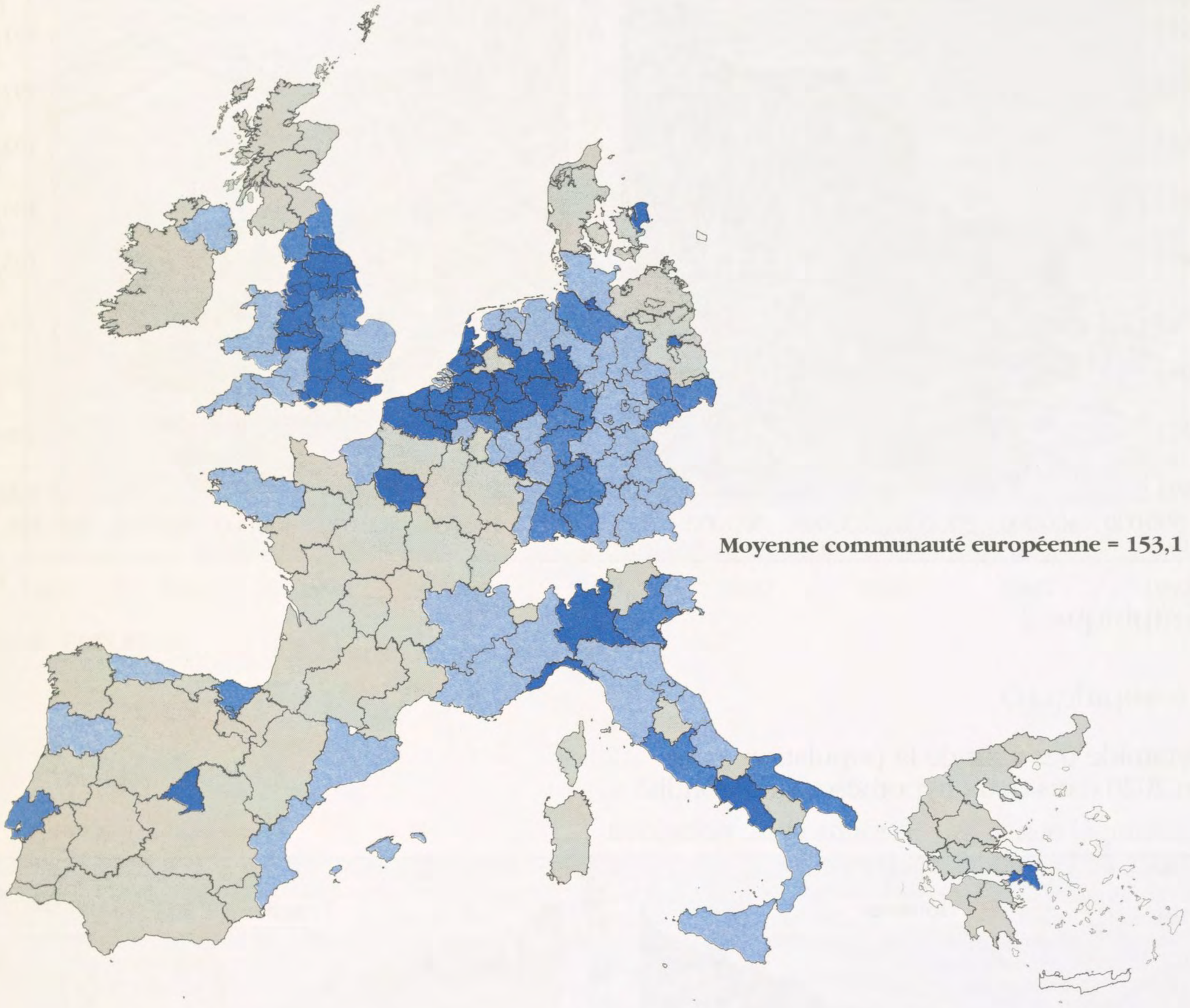
Évolution de la population résidente occupée par secteur.
Évolution des catégories sociales de 1982 à 1990.
Données détaillées et définitions au chapitre C.01 de cet annuaire et dans *Données sociales - INSEE,* édition 1993.

Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

Taux d'évolution du PIB.
Indices de la production industrielle dans quelques pays de l'OCDE.
Taux de chômage dans quelques pays de l'OCDE.
Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB.
Comparaisons internationales; indicateurs pour divers pays de l'OCDE;
Données et indications méthodologiques dans le chapitre G.01 de cet annuaire et dans « Comptes et indicateurs économiques »; rapport sur les comptes de la nation 1993. Collection *INSEE - Résultats.*

Carte 1

Densité de population de la communauté européenne par région en 1991



Moyenne communauté européenne = 153,1

Habitants au km^2

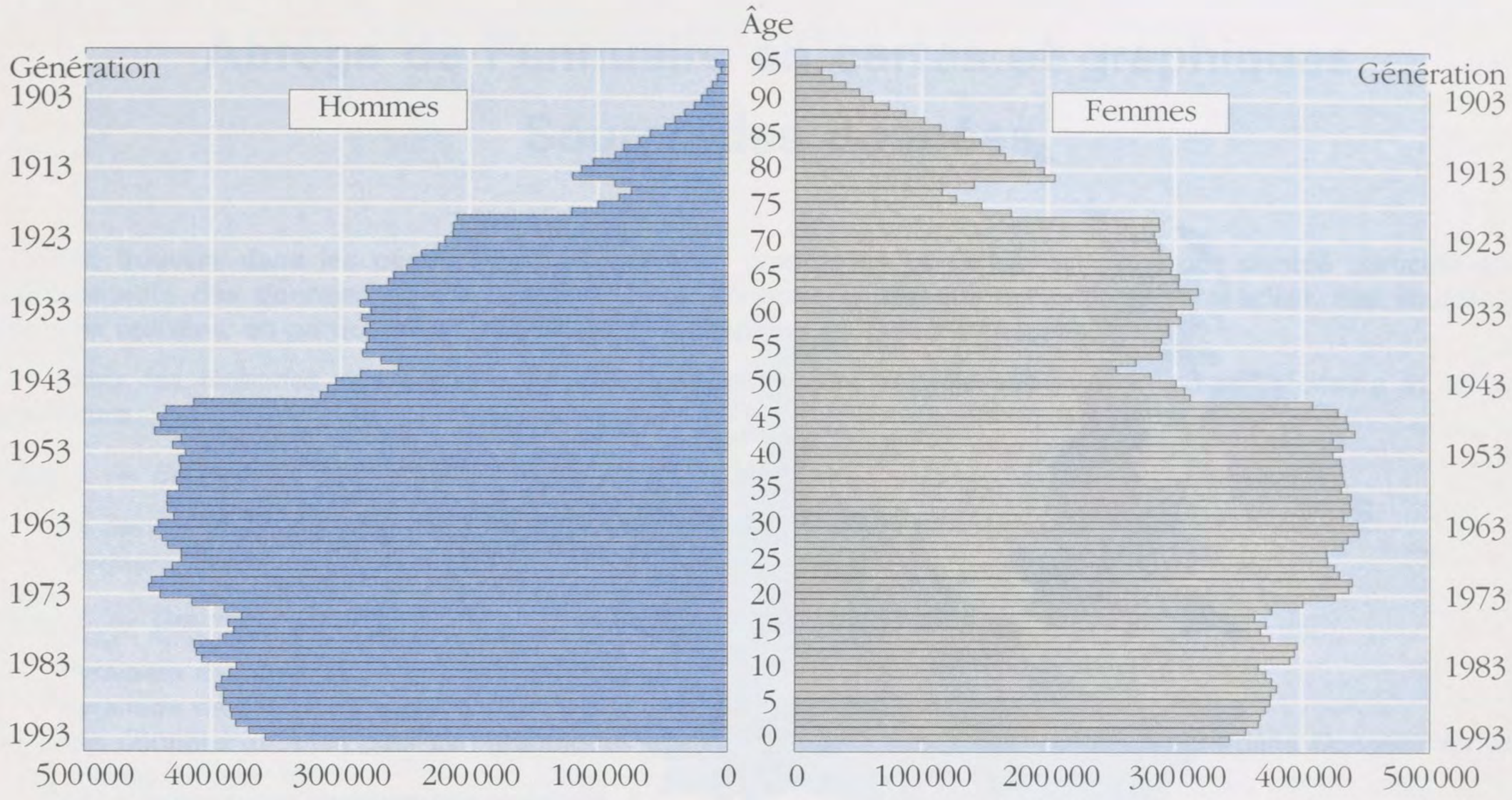
- moins de 100 hab/km^2
- 100 à 200 hab/km^2
- 200 à 300 hab/km^2
- 300 et plus hab/km2

Source : EUROSTAT.

Graphique 1

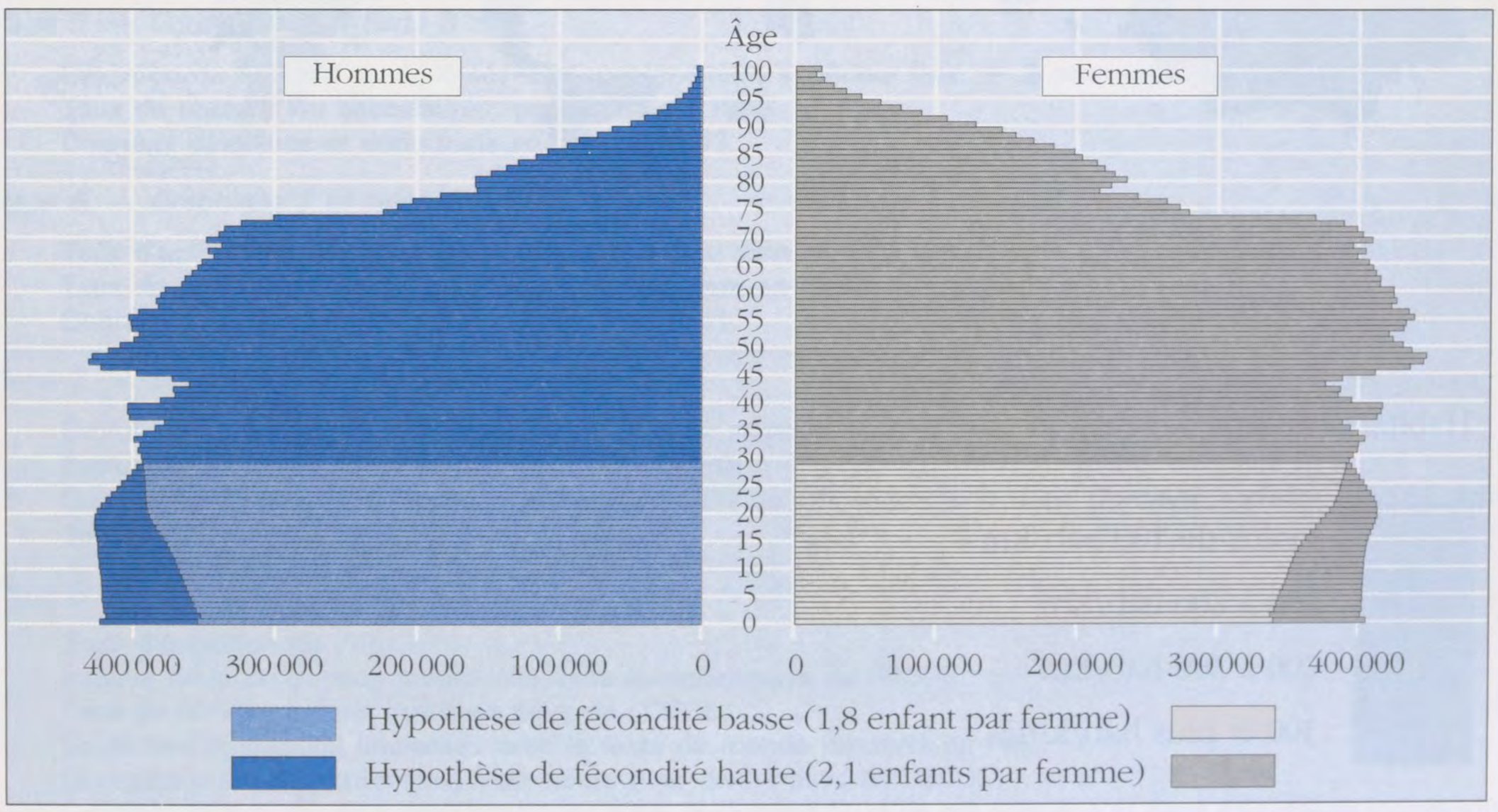
Structure de la population par âge et sexe

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1994



Graphique 2

Pyramide des âges de la population totale en 2020 dans deux hypothèses de fécondité

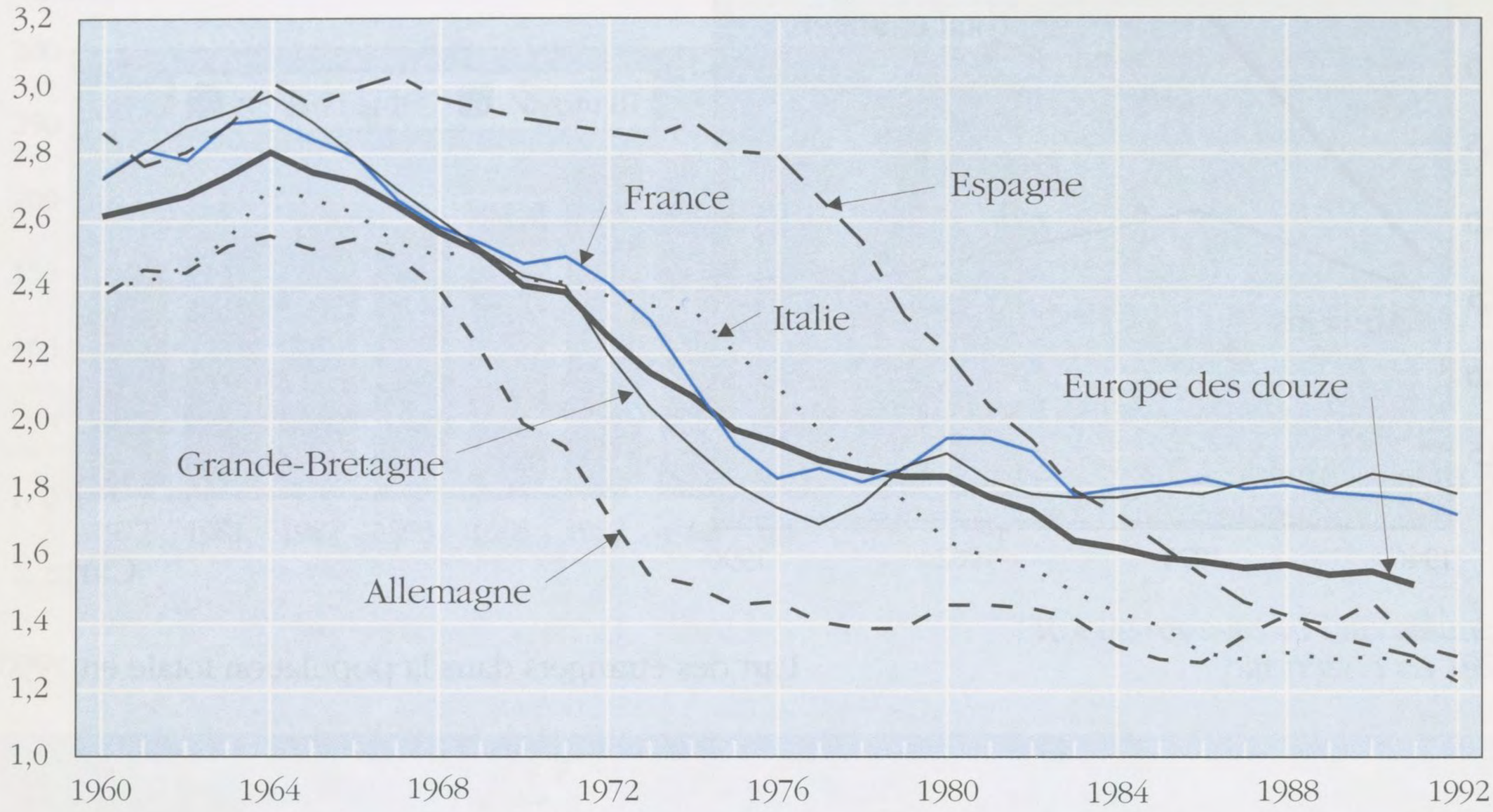


Source : INSEE.

Graphique 3

Quelques indicateurs démographiques français et européens

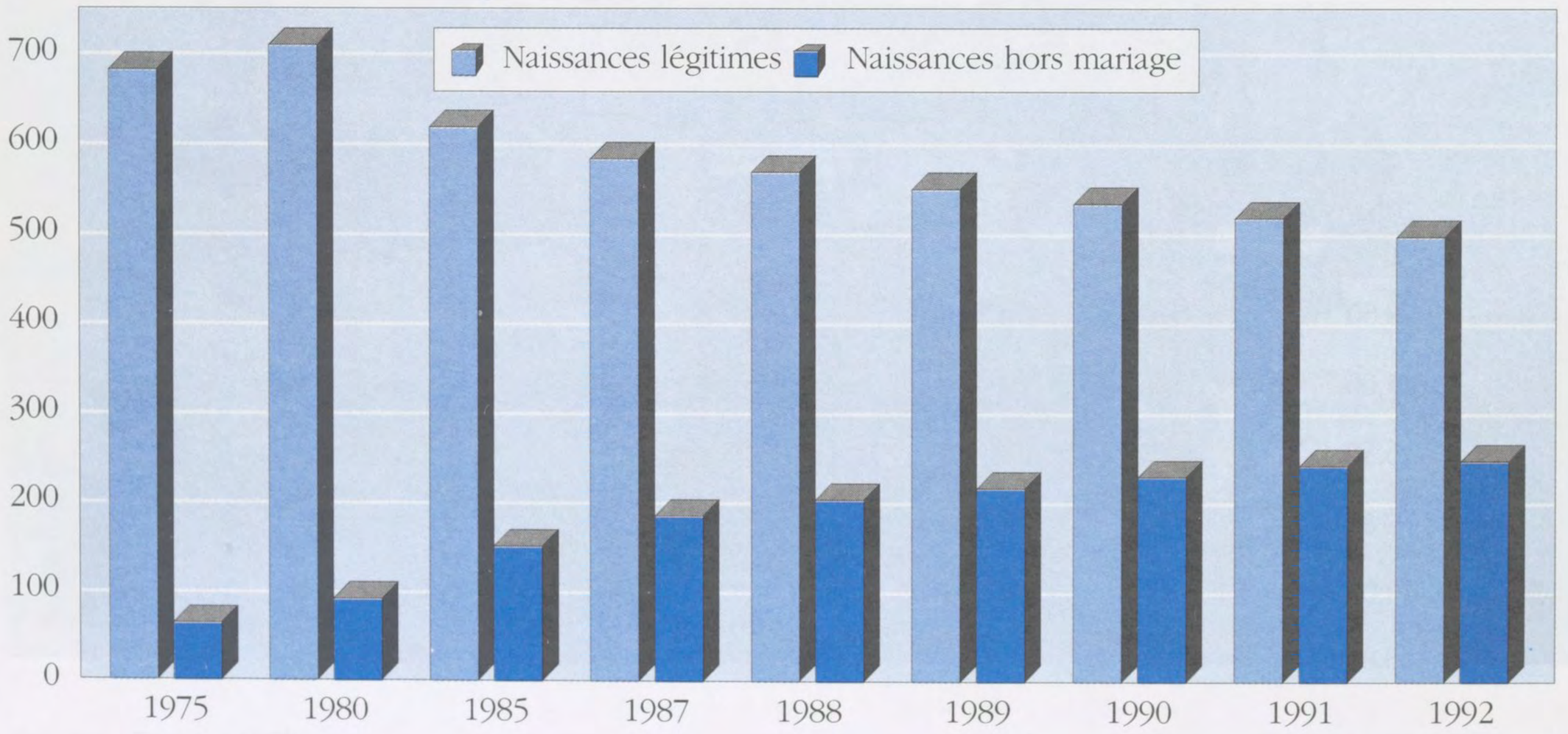
Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1960-1992)



Source : EUROSTAT.

Graphique 4

Évolution du nombre de naissance légitimes et hors mariage de 1975 à 1992

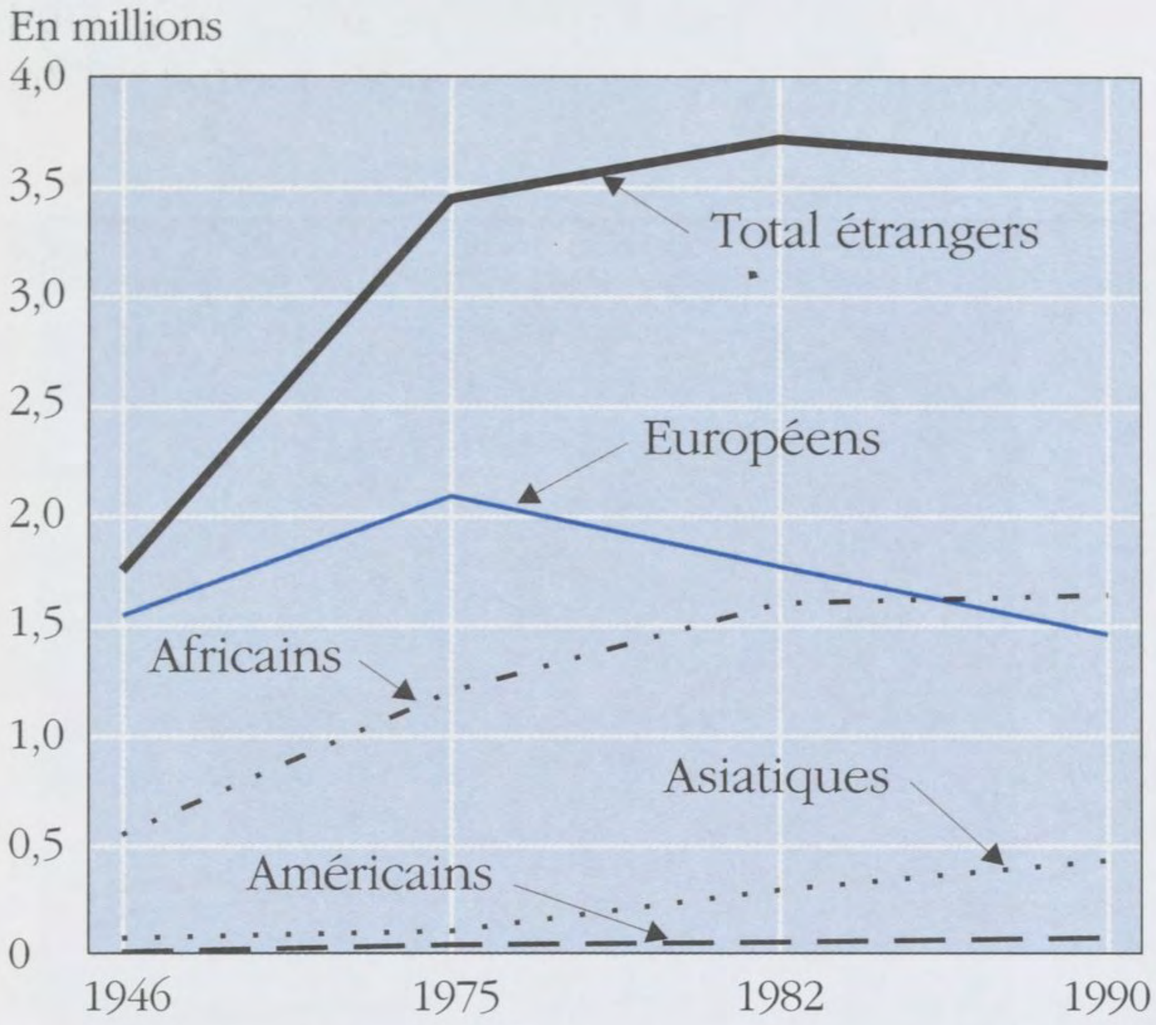


Source : INSEE.

La population étrangère à divers recensements

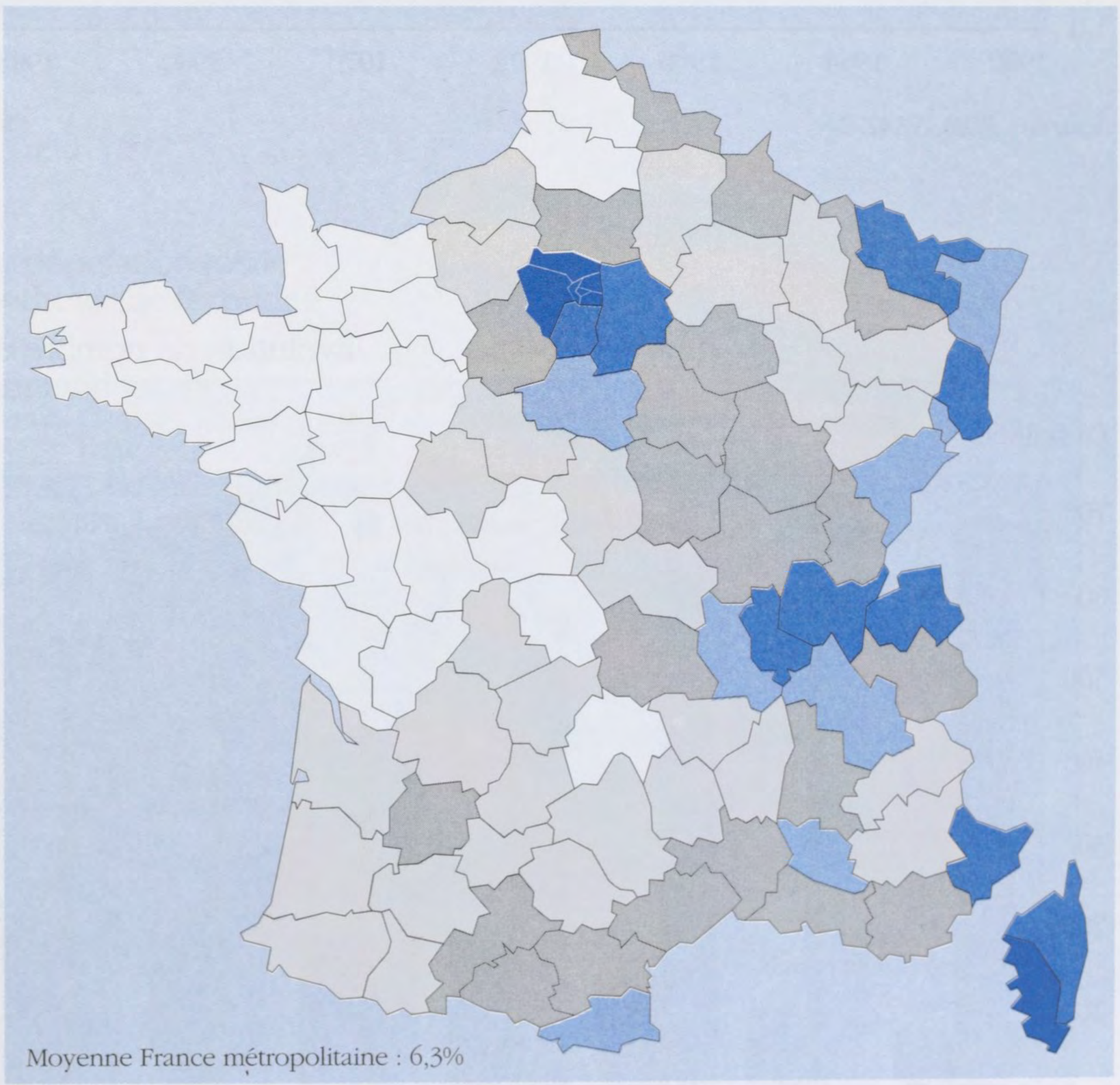
Graphique 5

Les étrangers à divers recensements



Carte 2

Part des étrangers dans la population totale en 1990

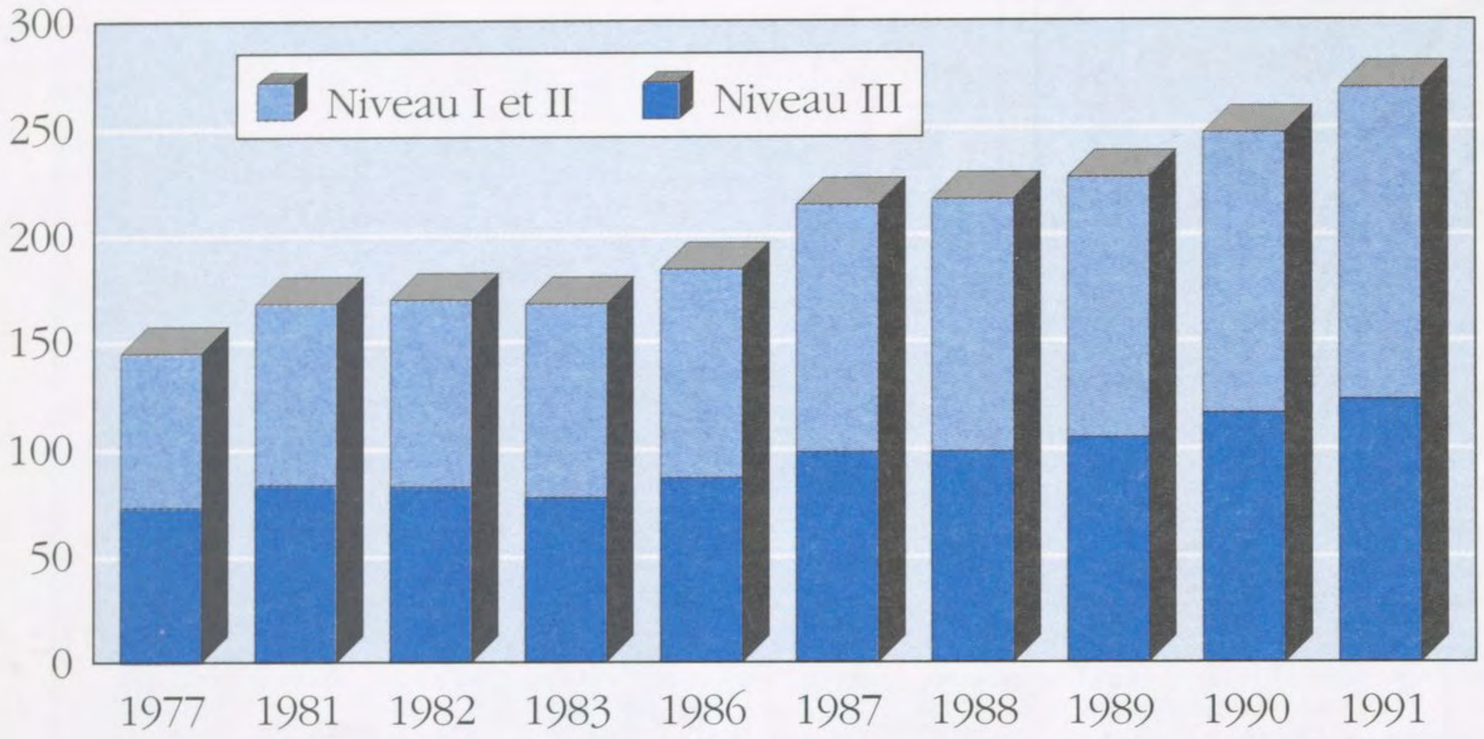


Source : INSEE, recensements de la population.

Graphique 6

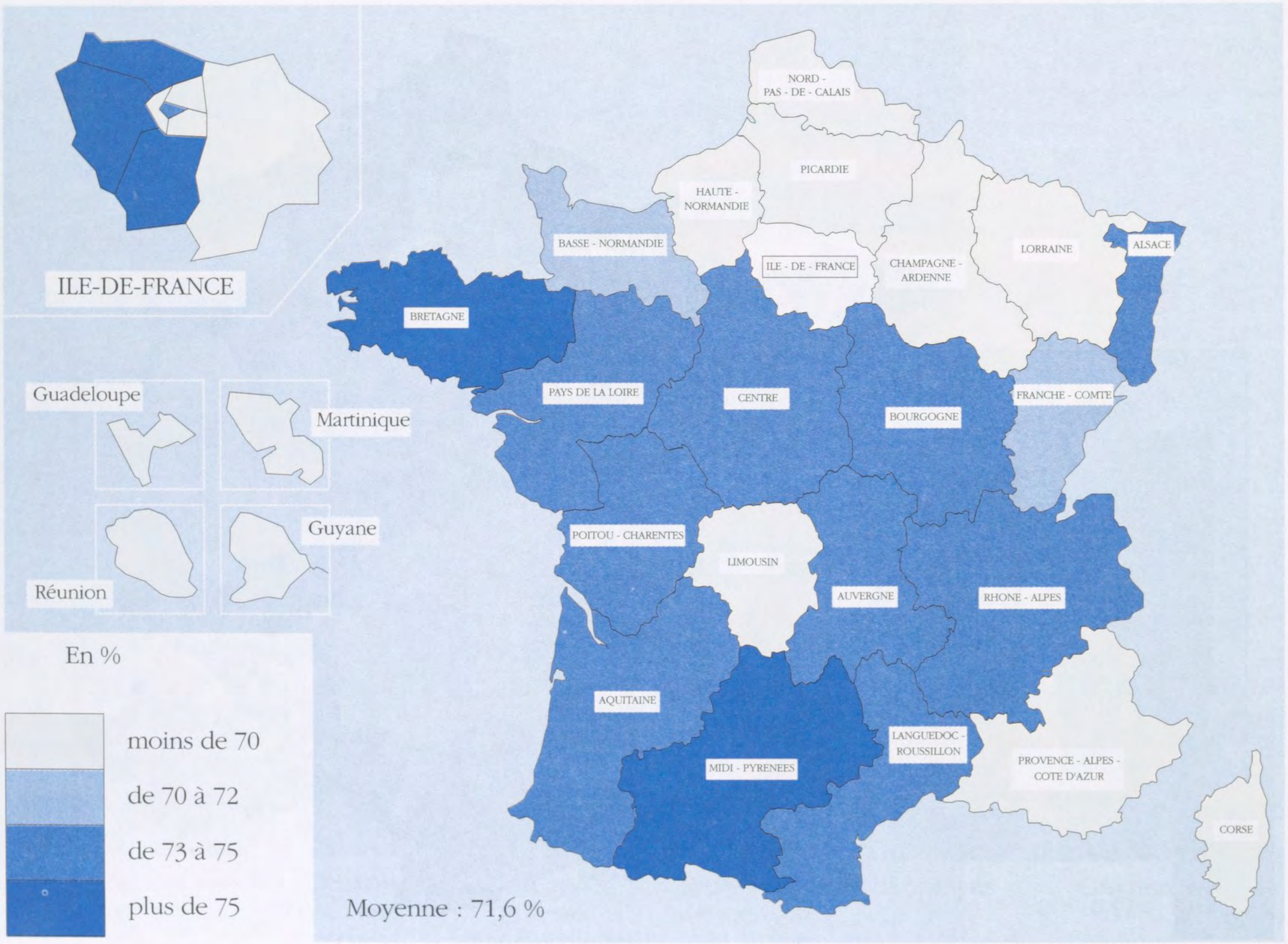
Évolution du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur (bac+2 et au-delà) de 1977 à 1991

En milliers



Carte 3

Taux de réussite au baccalauréat par région en 1993



En %

- moins de 70
- de 70 à 72
- de 73 à 75
- plus de 75

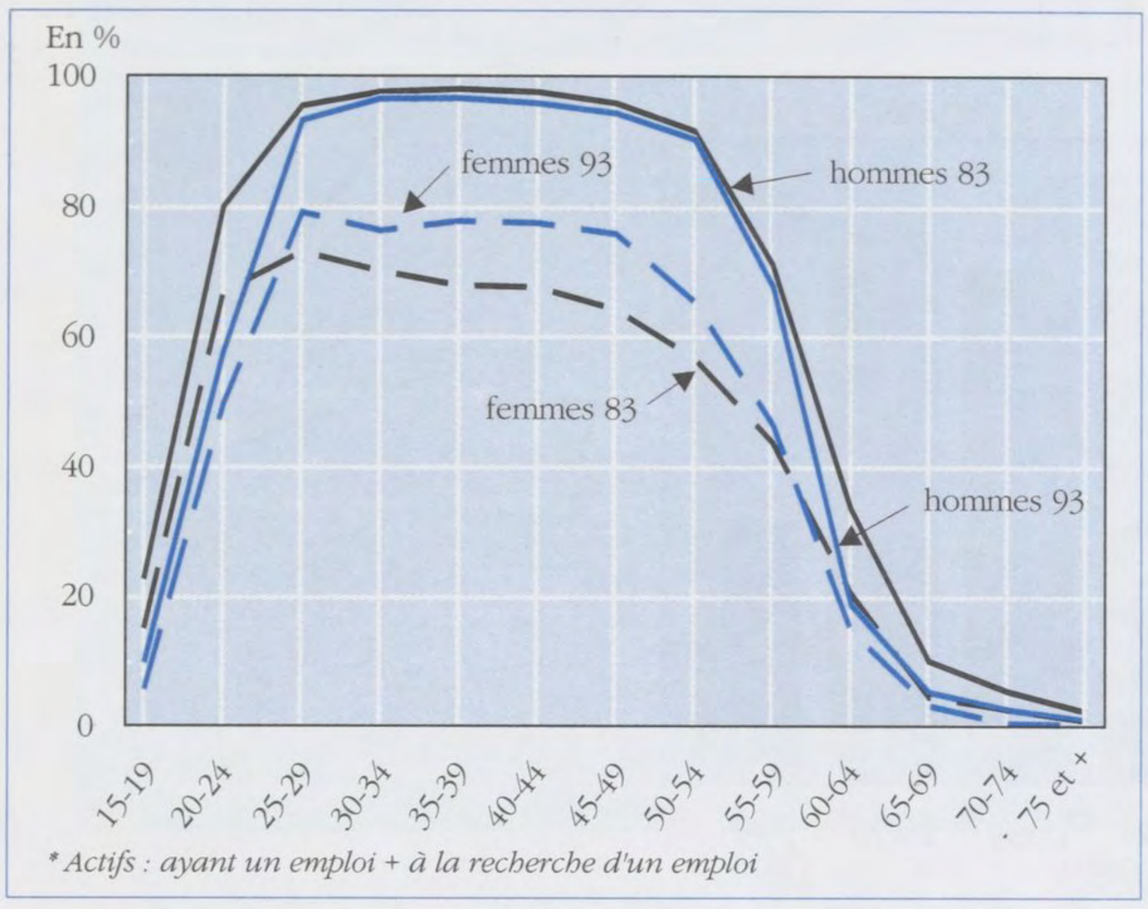
Moyenne : 71,6 %

Source : Emploi 1992.

Activité et chômage

Graphique 7

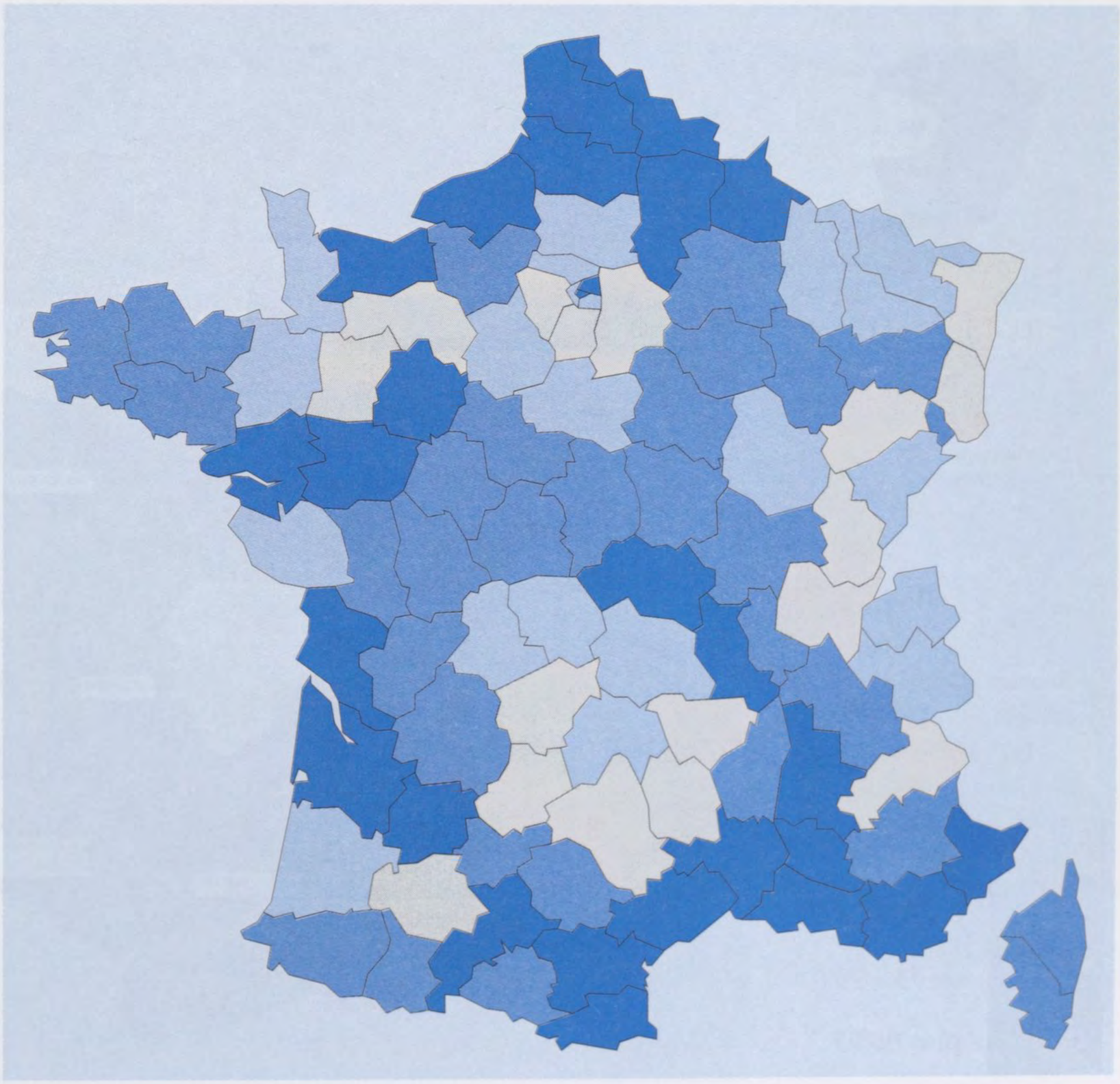
Taux d'activité* en mars 1983 et en mai 1993 (au sens du BIT)



** Actifs : ayant un emploi + à la recherche d'un emploi*

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT par département en 1993 (moyenne annuelle)

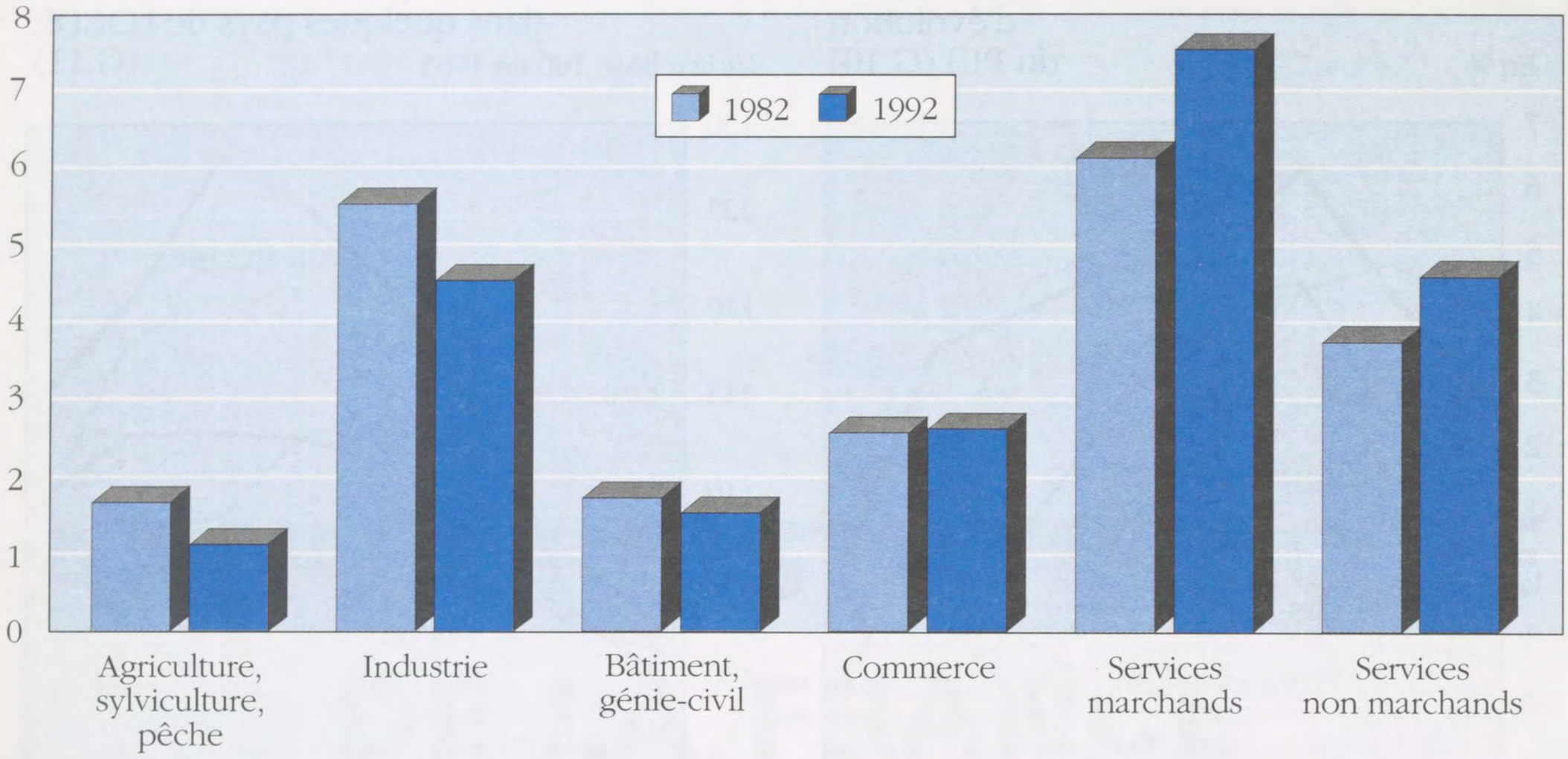


Source : INSEE, Enquête Emploi 1993.

Évolution de la population française par secteur d'activité et catégories sociales

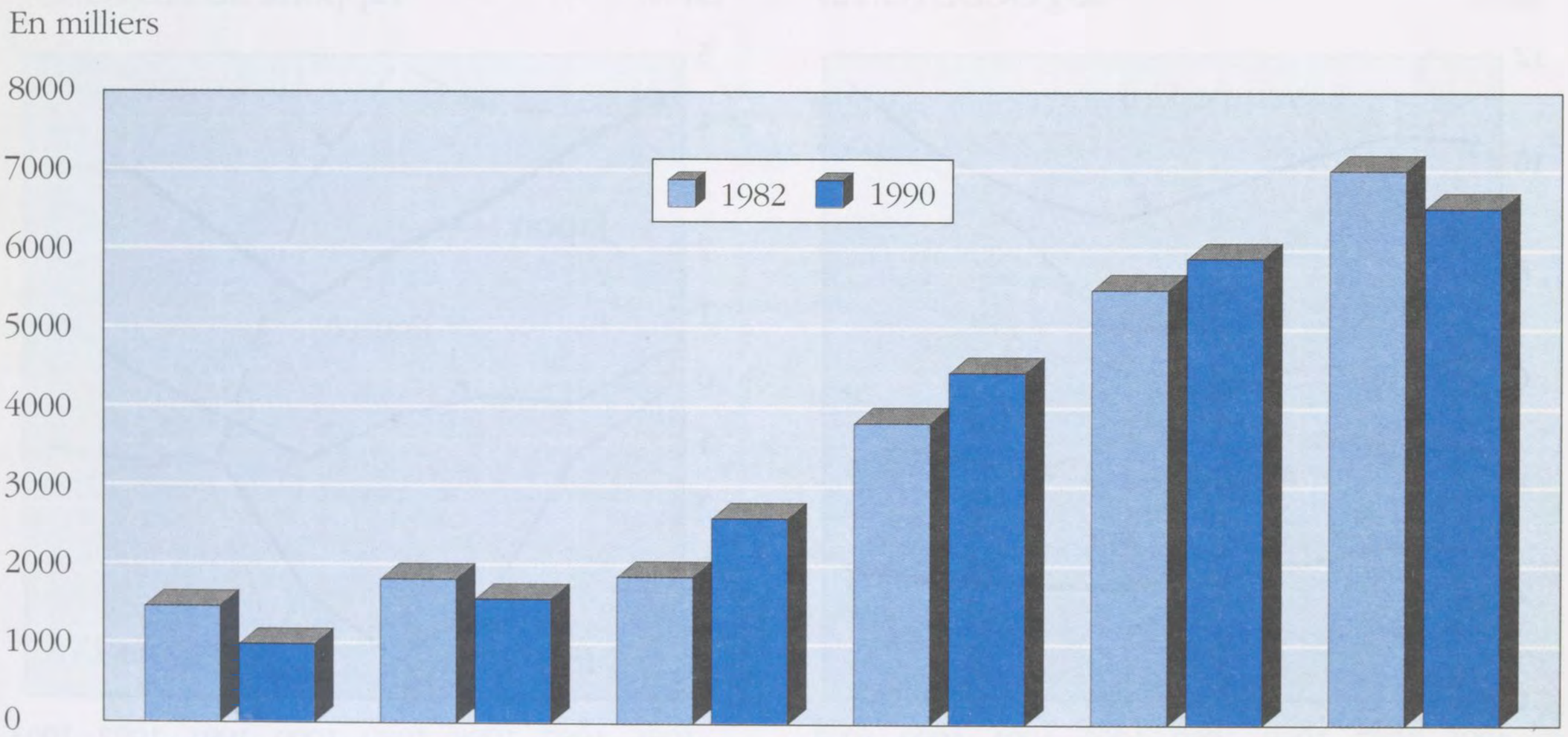
Graphique 8

Évolution de la population résidente occupée par secteur



Graphique 9

Évolution des catégories sociales de 1982 à 1990



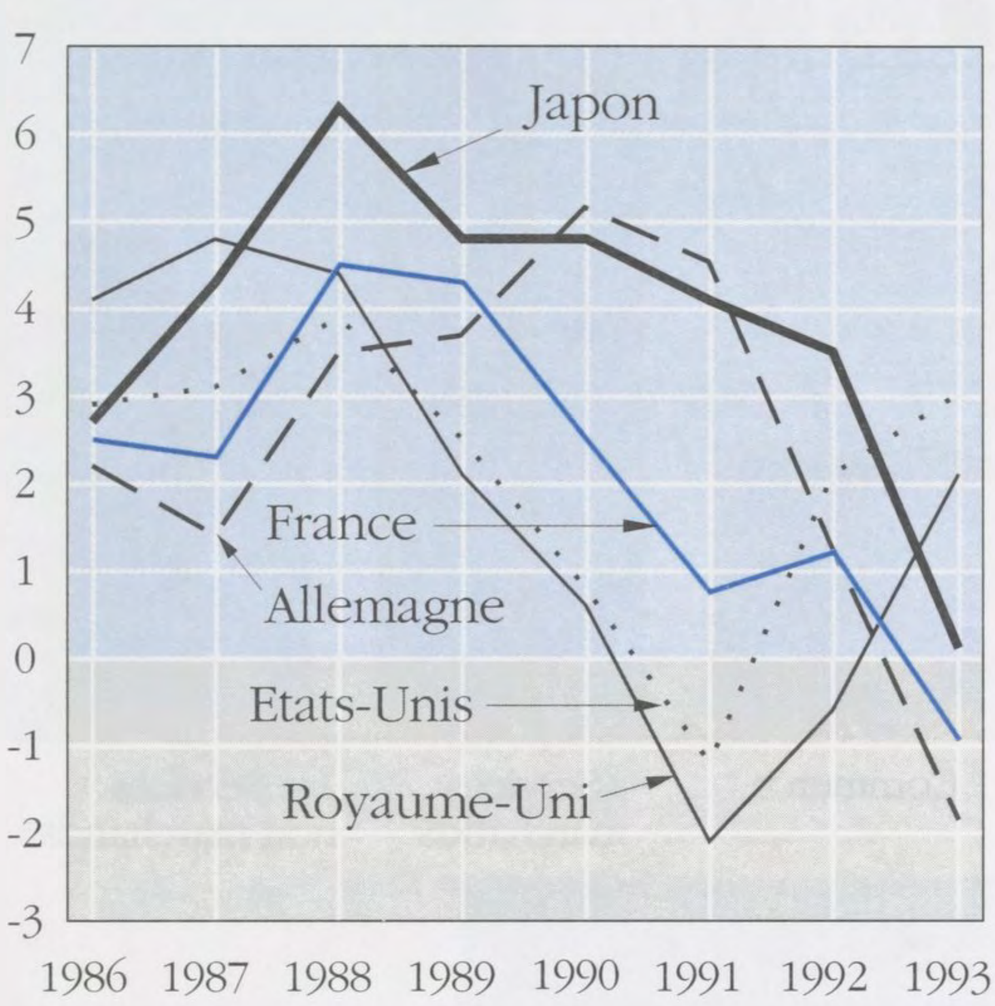
Source : INSEE, recensements de la population.

Graphiques 10, 11, 12 et 13

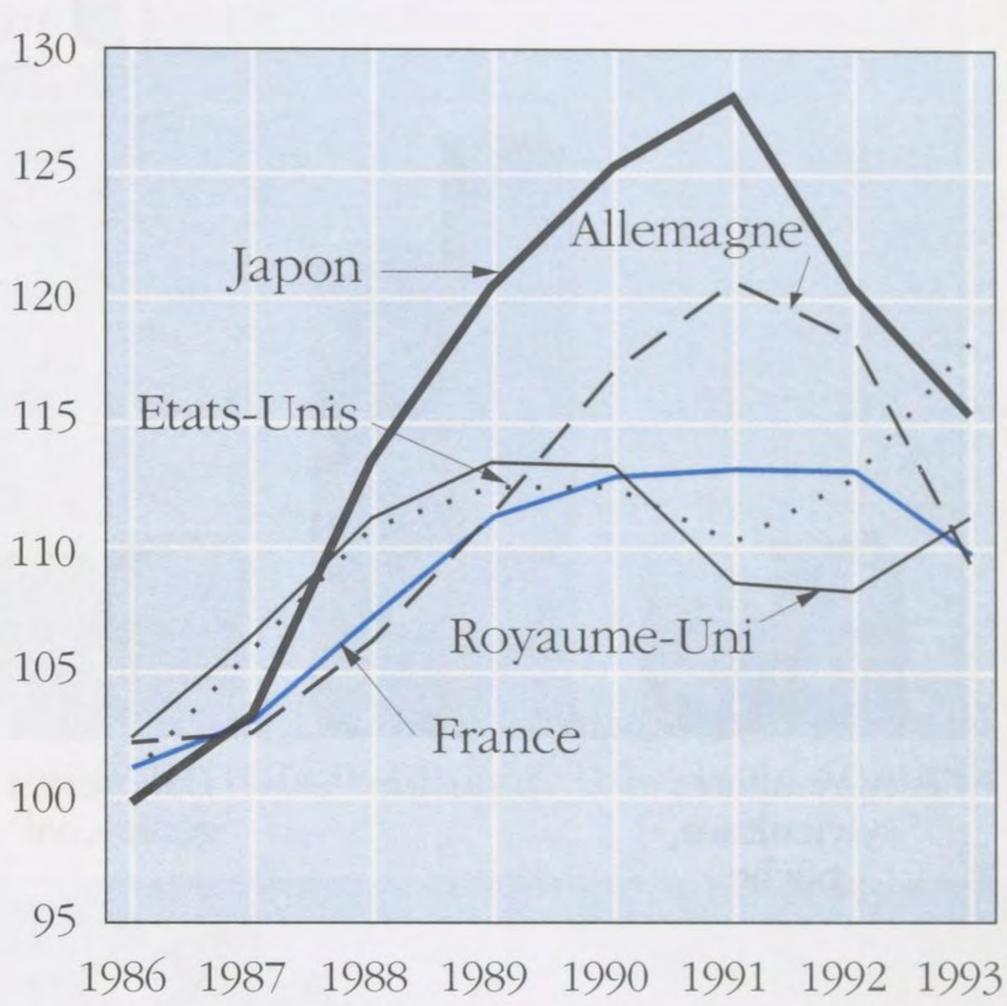
Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

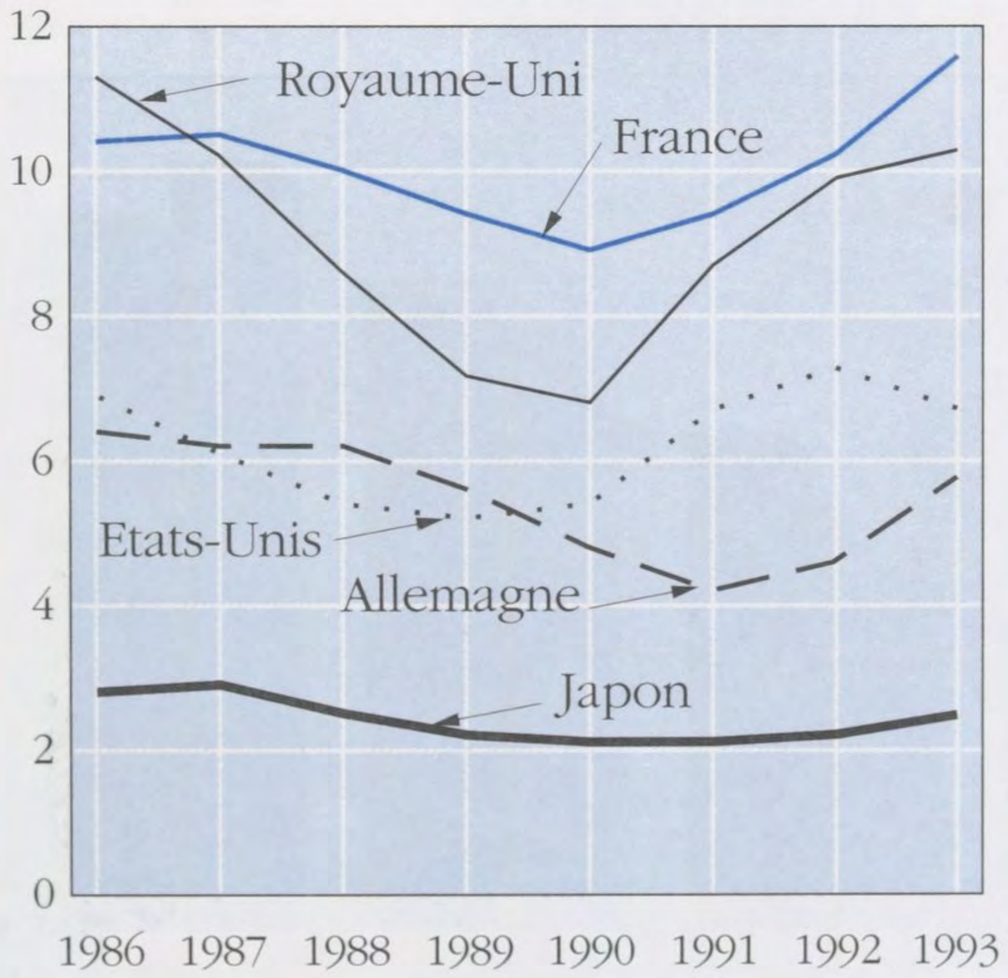
Taux d'évolution du PIB (G.10)



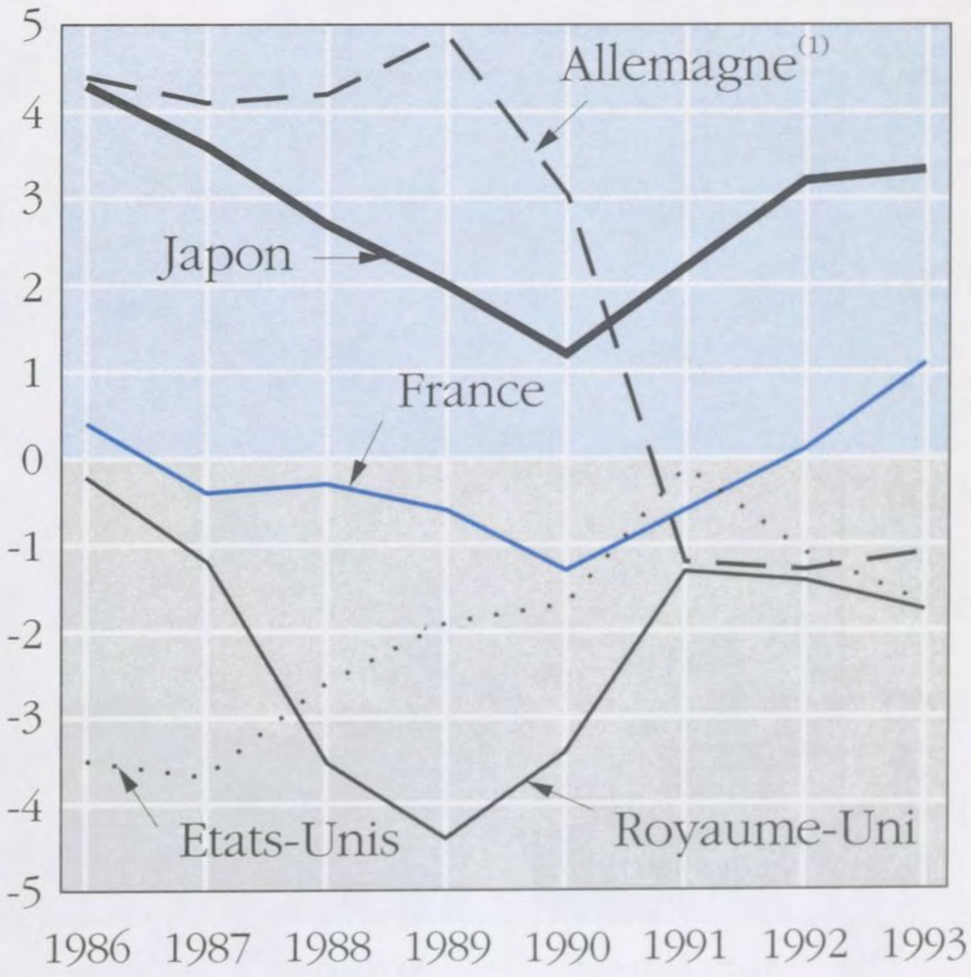
Indices de la production industrielle dans quelques pays de l'OCDE (G.11)



Taux de chômage dans quelques pays de l'OCDE (G.12)



Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB (G.13)



(1) Allemagne occidentale jusqu'en 1990, ensemble de l'Allemagne après.

Source : OCDE et INSEE, (Rapport sur les Comptes de la Nation 1993).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population
et environnement

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte, graphique et tableaux.

Carte, graphique et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

Graphique. Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays.
3. Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50.000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Les unités urbaines ont été délimitées à partir des résultats du recensement de la population de 1990. Avec l'extension des villes, 472 communes sont devenues urbaines. Dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants, la croissance de la population se différencie selon leur localisation géographique et leur activité dominante. Les anciennes villes industrielles déclinent au profit des villes tertiaires.

Le fait nouveau est la reprise de la croissance en Ile-de-France, qui concentre 18,8 % de la population métropolitaine en 1990 contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône - Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur, continuent à augmenter la part de population qu'elles concentrent. Au contraire, les neuf régions les moins peuplées se vident encore et ne comptent plus en 1990 que 19,4 % de la population contre 19,9 % en 1982.

L'évolution des dix départements les plus peuplés pourrait donner l'impression d'une certaine déconcentration : sept d'entre eux ont perdu de l'importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, il s'agit bien de déclin pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi de redistribution entre les départements de l'Ile-de-France : Paris perd encore de la population et les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale, au profit de ceux de la grande couronne. Pour l'essentiel, ces mouvements relèvent d'une déconcentration de type périurbain.

À l'opposé, on n'observe pas davantage de revitalisation parmi les vingt départements les moins peuplés : quatorze d'entre eux perdent de la population ou croissent moins vite que la moyenne nationale, les seules exceptions sont trois départements du Sud : Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Corse-du-Sud, qui améliorent un peu leur position. Les variations de populations départementales sont d'ailleurs demeurées d'une très grande stabilité depuis 1975.

La reprise de la concentration régionale traduit surtout l'essor des plus grandes villes. La nouveauté la plus marquante mise en évidence par le recensement de 1990 est la reprise de la croissance des plus grandes agglomérations : celle de Paris et celles de plus de 200.000 habitants se développent désormais plus vite que les villes de taille moyenne; les petites villes de 2.000 à 20.000 habitants gardent des taux élevés mais inférieurs à ceux de la période précédente.

Certes, cette croissance de la population des grandes villes résulte d'abord d'accroissement naturel élevé, les soldes migratoires restant négatifs pour toutes les agglomérations de plus de 20.000 habitants. Cependant, entre 1975-1982 et 1982-1990, les taux de variation dus au mouvement naturel ont plutôt baissé, et c'est le ralentissement de la perte par migration qui est à l'origine de la reprise de la croissance de la population.

Entre 1982 et 1990, la population des départements d'outre-mer — Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion — est passée de 1,246 million à 1,458 million; ceci correspond à un taux de croissance annuel de 2 %. Ce rythme est quatre fois plus élevé que celui de la métropole et, fait remarquable, il est nettement supérieur à celui des périodes antérieures : 0,7 % par an de 1974 à 1982 et 1,1 % de 1967 à 1974. Cette accélération s'observe pour tous les DOM avec une ampleur variable. En tête, on trouve la Guyane avec 5,8 % par an, suivie de la Guadeloupe (2,1 %), de la Réunion (1,8 %) et de la Martinique (1,1 %).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture », en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas, actuellement, d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune. Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace. Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Forêt, à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Les informations ci-après fournissent la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 90-1172 du 21 décembre 1990.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1991 pour Mayotte, 1990 pour Wallis et Futuna et pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 1989 pour la Nouvelle-Calédonie et 1988 pour la Polynésie française.

3. DÉFINITIONS

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimination est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il existe une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il existe d'importantes migrations lieu de travail - lieu de résidence;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975, 1982 et 1990.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des Enquêtes et Études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).
— Ministère du Budget, Direction générale des Impôts.
— Bureau des longitudes.

Publications :

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Annuaire démographique des Nations Unies.
- « Tous les pays du monde (1993) », *Population et sociétés*, INED, n° 282, août-septembre 1993.
- Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*
— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*
— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;
— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*
— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;
— Guyane;
— Martinique;
— Réunion;
— Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1988).
— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1989);
— Wallis et Futuna (1990);

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1990);
— Mayotte (1991).

- Recensement général de la population de 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :
— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);
— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :
— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :
— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1990;*
— *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain, délimitations 1990.*

- *INSEE-Première :*

— N° 40. *164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989;*
— N° 41. *Nouvelle Calédonie : principales caractéristiques de la population.*
— N° 81. *Recensement de la population de 1990, première estimation nationale;*
— N° 82. *La population des régions. Recensement de la population de 1990, premières estimations;*
— N° 83. *La population des départements d'outre-mer en 1990. Recensement de la population, premières estimations;*
— N° 111. *Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990;*
— N° 116. *La population légale au recensement de 1990;*
— N° 119. *Plus loin de la ville. Résultats du recensement de la population de 1990;*
— N° 136. *Villes et régions au rendez-vous de l'Europe;*
— N° 142. *La population de Wallis-et-Futuna en 1990;*
— N° 236. *6 Mahorais sur 10 ont moins de 20 ans.*
— N° 243. *57,5 millions d'habitants au 1er janvier 1993.*
— N° 325. *L'influence des villes et de bourgs-centres.*
— N° 341. *Les transformations sociales du territoire 1982-1990.*

- *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société »:

— N° 2. *Image de la population de Nouvelle-Calédonie;*
— N° 18. *Image de la population de Wallis-et-Futuna.*
— N° 20. *Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte.*
— N° 32-33. *Population totale. RP 90 résultats du sondage au 1/4 (quart).*

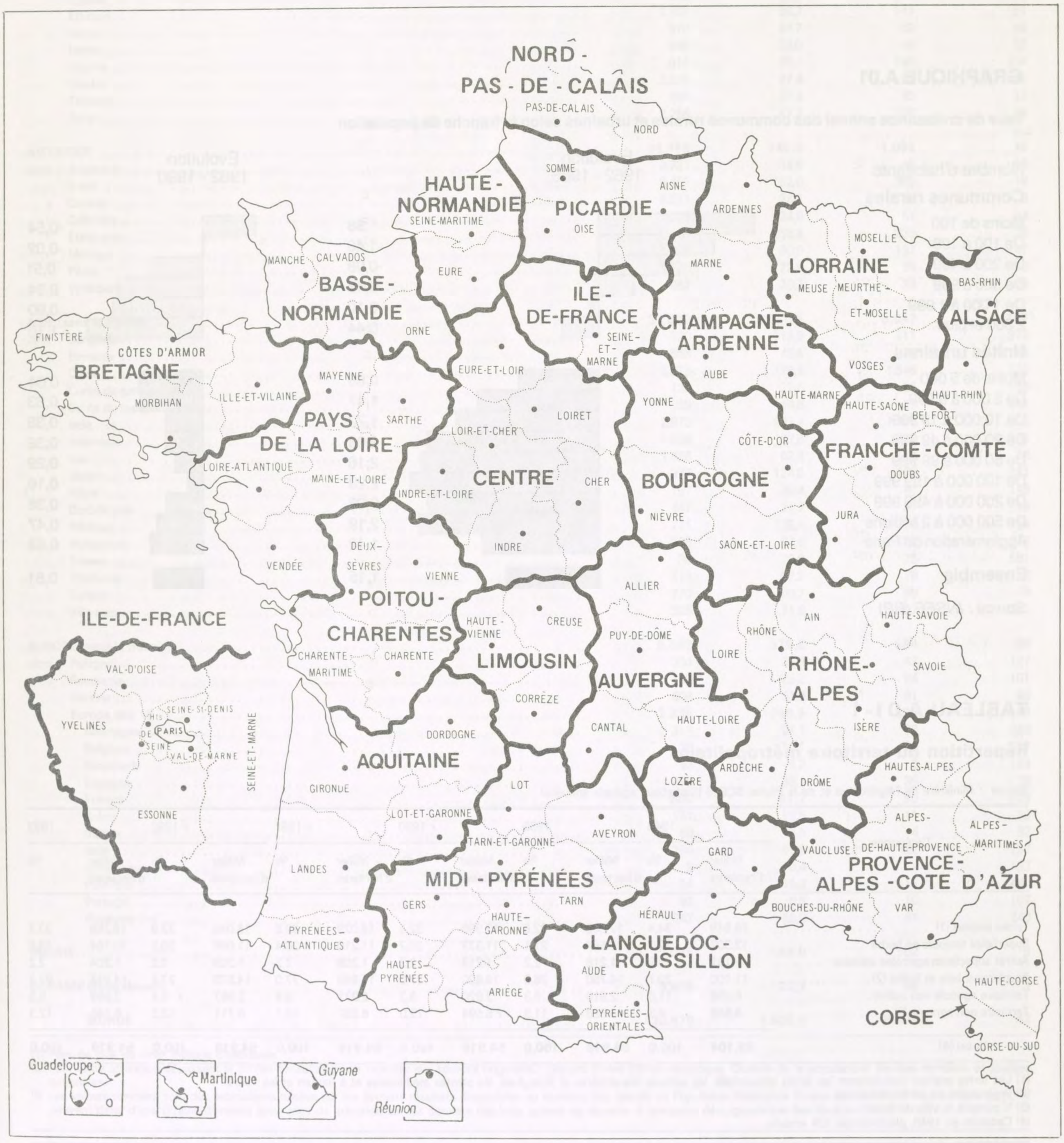
- *Économie et Statistique.*

— N° 248. *La population des DOM en 1990.*

*
* *

CARTE A. 01

La France administrative



GRAPHIQUE A.01

Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population

Nombre d'habitants	Évolution 1962 - 1968	Évolution 1982 - 1990
Communes rurales		
Moins de 100	-1,88	-0,54
De 100 à 199	-1,40	-0,02
De 200 à 499	-0,98	0,51
De 500 à 999	-0,43	0,84
De 1 000 à 1 999	0,10	0,90
2 000 et plus	0,44	1,16
Unités urbaines		
Moins de 5 000	0,98	0,64
De 5 000 à 9 999	1,47	0,63
De 10 000 à 19 999	1,73	0,38
De 20 000 à 49 999	2,08	0,38
De 50 000 à 99 999	2,16	0,29
De 100 000 à 199 999	2,29	0,16
De 200 000 à 499 999	2,08	0,38
De 500 000 à 2 Millions	2,19	0,47
Agglomération de Paris	1,42	0,53
Ensemble	1,15	0,51

Source : INSEE (RP)

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES (Statistique agricole annuelle)

Catégories	1948		1989		*r* 1990		*r* 1991		*r* 1992		1993	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.909	32,6	17.999	32,8	18.029	32,8	18.046	32,9	18.255	33,2
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	11.564	21,1	11.373	20,7	11.210	20,4	11.096	20,2	10.764	19,6
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,9	1.218	2,2	1.213	2,2	1.208	2,2	1.209	2,2	1.204	2,2
Peupleraies, bois et forêts (2)	11.100	20,1	14.790	26,9	14.820	27,0	14.850	27,0	14.870	27,1	14.932	27,2
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.910	5,3	2.920	5,3	2.971	5,4	2.987	5,4	2.999	5,5
Territoire non agricole (3)	4.586	8,3	6.528	11,9	*r* 6.594	12,0	6.651	12,1	6.711	12,2	6.765	12,3
Total (4)	**55.104**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Progression en partie apparente.
(3) Y compris la ville de Paris.
(4) Cadastre en 1948, planimétrage IGN ensuite.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1)

Source : Institut national d'études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	Superficie en milliers de km²	Population en millions		Densité mi-1993 (habitants par km²)
		Estimation mi-1993 (3)	Projection 2025	
AFRIQUE	**29.642**	**676,7**	**1.552**	**23**
dont : Afrique du sud	1.221	39,0	70	32
Algérie	2.382	27,3	47	11
Égypte	995	58,3	105	59
Éthiopie	1.101	56,7	141	51
Kenya	570	27,7	62	49
Maroc	446	28,0	46	63
Nigeria	911	95,1	246	104
Soudan	2.376	27,4	61	12
Tanzanie	886	27,8	73	31
Zaïre	2.268	41,2	105	18
AMÉRIQUE	**38.455**	**746,8**	**1.053**	**19**
dont : Argentine	2.737	33,5	45	12
Brésil	8.457	152,0	205	18
Canada	9.221	28,1	36	3
Colombie	1.039	34,9	51	34
États-unis	9.159	258,3	335	28
Mexique	1.909	90,0	137	47
Pérou	1.280	22,9	36	18
Venezuela	882	20,7	33	23
ASIE (sans la Russie)	**31.000**	**3.326,5**	**5.047**	**107**
dont : Bangladesh	130	113,9	211	876
Birmanie	658	43,5	70	66
Chine	9.326	1.178,5	1.546	126
Corée du nord	120	22,6	32	188
Corée du sud	99	44,6	55	451
Inde	2.973	897,4	1.380	302
Indonésie	1.826	187,6	278	103
Iran	1.636	62,8	162	38
Japon	377	124,8	126	331
Népal	137	20,4	41	149
Ouzbékistan	447	21,7	37	49
Pakistan	771	122,4	275	159
Philippines	298	64,6	101	217
Taïwan	36	20,9	25	581
Thaïlande	511	57,2	76	112
Turquie	770	60,7	99	79
Viêt-nam	325	71,8	107	221
EUROPE (sans la Russie)	**5.888**	**579,2**	**584**	**98**
dont : Pologne	304	38,5	43	127
Roumanie	230	23,2	24	101
Ukraine	604	51,9	51	86
Europe des 12	**2.335**	**348,5**	**338**	**149**
Allemagne	349	81,1	73	232
Belgique	30	10,1	10	337
Danemark	42	5,2	5	124
Espagne	499	39,1	36	78
France	**550**	**57,7**	**59**	**105**
Grèce	131	10,5	11	80
Irlande	69	3,6	4	52
Italie	294	57,8	52	197
Luxembourg	3	0,4	ε	133
Pays-Bas	34	15,2	17	447
Portugal	92	9,8	10	107
Royaume-Uni	242	58,0	61	240
RUSSIE	**17.075**	**149,0**	**152**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï)	**8.419**	**27,7**	**39**	**3**
MONDE	**130.479**	**5.506,0**	**8.425**	**42**

(1) Pays de plus de vingt millions d'habitants.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Office statistique, Division de la population), Banque mondiale et sources nationales.
(3) Les valeurs données sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 1993). Pour certains pays, ils peuvent dater d'une dizaine d'années (pour plus de précision sur les derniers résultats connus se reporter à l'annuaire démographique des Nations Unies).

TABLEAU A.01-3

Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Recensements de la population)

Unité : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1975	1982	1990
Bas-Rhin	882,1	915,7	953,1
Haut-Rhin	635,2	650,4	671,3
Alsace	**1.517,3**	**1.566,0**	**1.624,4**
Dordogne	373,2	377,4	386,4
Gironde	1.061,5	1.127,5	1.213,5
Landes	288,3	297,4	311,5
Lot-et-Garonne	292,6	298,5	306,0
Pyrénées-Atlantiques	534,7	555,7	578,5
Aquitaine	**2.550,3**	**2.656,5**	**2.795,8**
Allier	378,4	369,6	357,7
Cantal	166,5	162,8	158,7
Haute-Loire	205,5	205,9	206,6
Puy-de-Dôme	580,0	594,4	598,2
Auvergne	**1.330,4**	**1.332,7**	**1.321,2**
Côte-d'Or	456,1	473,5	493,9
Nièvre	245,2	239,6	233,3
Saône-et-Loire	569,8	571,9	559,4
Yonne	299,9	311,0	323,1
Bourgogne	**1.571,0**	**1.596,1**	**1.609,7**
Côtes-d'Armor	525,6	538,9	538,4
Finistère	804,1	828,4	838,7
Ille-et-Vilaine	702,2	749,8	798,7
Morbihan	563,6	590,9	619,8
Bretagne	**2.595,5**	**2.707,9**	**2.795,6**
Cher	316,4	320,2	321,6
Eure-et-Loir	335,2	362,8	396,1
Indre	248,5	243,2	237,5
Indre-et-Loire	478,6	506,1	529,3
Loir-et-Cher	283,7	296,2	305,9
Loiret	490,2	535,7	580,6
Centre	**2.152,6**	**2.264,2**	**2.371,0**
Ardennes	309,3	302,3	296,4
Aube	284,8	289,3	289,2
Marne	530,4	543,6	558,2
Haute-Marne	212,3	210,7	204,1
Champagne-Ardenne	**1.336,8**	**1.345,9**	**1.347,8**
Corse-du-Sud	100,3	108,6	118,8
Haute-Corse	125,3	131,6	131,6
Corse	**225,6**	**240,2**	**250,4**
Doubs	471,1	477,2	484,8
Jura	238,9	242,9	248,8
Haute-Saône	222,3	232,0	229,7
Territoire-de-Belfort	128,1	132,0	134,1
Franche-Comté	**1.060,4**	**1.084,0**	**1.097,3**
Paris	2.299,8	2.176,2	2.152,4
Seine-et-Marne	755,8	887,1	1.078,2
Yvelines	1.082,3	1.196,1	1.307,2
Essonne	923,1	988,0	1.084,8
Hauts-de-Seine	1.438,9	1.387,0	1.391,7
Seine-Saint-Denis	1.322,1	1.324,3	1.381,2
Val-de-Marne	1.215,7	1.193,7	1.215,5
Val-d'Oise	840,9	920,6	1.049,6
Île-de-France	**9.878,6**	**10.073,1**	**10.660,6**
Aude	272,4	280,7	298,7
Gard	494,6	530,5	585,0
Hérault	648,2	706,5	794,6
Lozère	74,8	74,3	72,8
Pyrénées-Orientales	299,5	334,6	363,8
Languedoc-Roussillon	**1.789,5**	**1.926,5**	**2.115,0**
Corrèze	240,4	241,4	237,9
Creuse	146,2	140,0	131,3
Haute-Vienne	352,1	355,7	353,6
Limousin	**738,7**	**737,2**	**722,9**
Meurthe-et-Moselle	722,6	716,8	711,8
Meuse	203,9	200,1	196,3
Moselle	1.006,4	1.007,2	1.011,3
Vosges	398,0	395,8	386,3
Lorraine	**2.330,9**	**2.319,9**	**2.305,7**
Ariège	137,9	135,7	136,5
Aveyron	278,3	278,7	270,1
Haute-Garonne	777,4	824,5	926,0
Gers	175,4	174,2	174,6
Lot	150,8	154,5	155,8
Haute-Pyrénées	227,2	227,9	224,8
Tarn	338,0	339,3	342,7
Tarn-et-Garonne	183,3	190,5	200,2
Midi-Pyrénées	**2.268,3**	**2.325,3**	**2.430,7**
Nord	2.511,5	2.520,5	2.531,9
Pas-de-Calais	1.402,3	1.412,4	1.433,2
Nord-Pas-de-Calais	**3.913,8**	**3.932,9**	**3.965,1**
Calvados	561,0	589,6	618,5
Manche	451,7	465,9	479,6
Orne	293,5	295,5	293,2
Basse-Normandie	**1.306,2**	**1.351,0**	**1.391,3**
Eure	423,0	462,3	513,8
Seine-Maritime	1.172,7	1.193,1	1.223,4
Haute-Normandie	**1.595,7**	**1.655,4**	**1.737,2**
Loire-Atlantique	934,5	995,5	1.052,2
Maine-et-Loire	629,8	675,3	705,9
Mayenne	261,8	271,8	278,0
Sarthe	490,4	504,8	513,7
Vendée	450,6	483,0	509,4
Pays de la Loire	**2.767,1**	**2.930,4**	**3.059,1**
Aisne	533,9	534,0	537,3
Oise	606,3	661,8	725,6
Somme	538,5	544,6	547,8
Picardie	**1.678,7**	**1.740,3**	**1.810,7**
Charente	337,1	340,8	342,0
Charente-Maritime	497,9	513,2	527,1
Deux-Sèvres	335,8	342,8	346,0
Vienne	357,4	371,4	380,0
Poitou-Charentes	**1.528,2**	**1.568,2**	**1.595,1**
Alpes-de-Haute-Provence	112,2	119,1	130,9
Hautes-Alpes	97,4	105,1	113,3
Alpes-Maritimes	816,7	881,2	971,8
Bouches-du-Rhône	1.633,0	1.724,2	1.759,4
Var	626,1	708,3	815,4
Vaucluse	390,4	427,3	467,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3.675,8**	**3.965,2**	**4.257,9**
Ain	376,5	418,5	471,0
Ardèche	257,1	268,0	277,6
Drôme	361,8	389,8	414,1
Isère	860,3	936,8	1.016,2
Loire	742,4	739,5	746,3
Rhône	1.429,6	1.445,2	1.509,0
Savoie	305,1	323,7	348,3
Haute-Savoie	447,8	494,5	568,3
Rhône-Alpes	**4.780,6**	**5.015,9**	**5.350,7**
Ensemble métropole	**52.592,0**	**54.334,9**	**56.615,1**
Guadeloupe	324,5	328,4	387,0
Guyane	55,1	73,0	114,7
Martinique	324,8	328,6	359,6
Réunion	476,7	515,8	597,8
Ensemble départements d'outre-mer	**1.181,1**	**1.245,8**	**1.459,1**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**53.773,1**	**55.580,7**	**58.074,2**

(1) En 1974 pour les départements d'outre-mer.

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	1989	164.173
Polynésie française	1983	166.753	1988	188.814
Wallis et Futuna	1983	12.408	1990	13.705
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1985	67.205	1991	94.385
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6.041	1990	6.277

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
	Arrondissements	Cantons	Communes					
Alsace	**13**	**75**	**899**	**8.280,20**	**1.624,4**	**196**		
67 Rhin (Bas-)	7	44	522	4.755,03	953,1	200	Strasbourg	252.338
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	671,3	190	Colmar	63.498
Aquitaine	**18**	**235**	**2.290**	**41.308,42**	**2.795,9**	**68**		
24 Dordogne	4	50	557	9.060,01	386,4	43	Périgueux	30.280
33 Gironde	5	63	542	10.000,14	1.213,5	121	Bordeaux	210.336
40 Landes	2	30	331	9.242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	28.328
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5.360,91	306,0	57	Agen	30.553
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7.644,76	578,5	76	Pau	82.157
Auvergne	**14**	**158**	**1.310**	**26.012,89**	**1.321,2**	**51**		
03 Allier	3	35	320	7.340,11	357,7	49	Moulins	22.799
15 Cantal	3	27	260	5.725,98	158,7	28	Aurillac	30.773
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4.977,14	206,6	42	Le Puy-en-Velay	21.743
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	136.181
Bourgogne	**15**	**172**	**2.044**	**31.581,96**	**1.609,7**	**51**		
21 Côte-d'Or	3	43	707	8.763,21	493,9	56	Dijon	146.703
58 Nièvre	4	32	312	6.816,71	233,3	34	Nevers	41.968
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8.574,69	559,4	65	Mâcon	37.275
89 Yonne	3	40	451	7.427,35	323,1	44	Auxerre	38.819
Bretagne	**15**	**197**	**1.269**	**27.207,91**	**2.795,6**	**103**		
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6.877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	44.752
29 Finistère	4	52	283	6.733,00	838,7	125	Quimper	59.437
35 Ille-et-Vilaine	4	51	353	6.774,72	798,7	118	Rennes	197.536
56 Morbihan	3	42	261	6.822,64	619,8	91	Vannes	45.644
Centre	**20**	**198**	**1.842**	**39.150,94**	**2.371,0**	**61**		
18 Cher	3	35	290	7.234,99	321,6	44	Bourges	75.609
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5.879,95	396,1	67	Chartres	39.595
36 Indre	4	26	247	6.790,63	237,5	35	Châteauroux	50.969
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6.126,70	529,3	86	Tours	129.509
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6.343,44	305,9	48	Blois	49.318
45 Loiret	3	41	334	6.775,23	580,6	86	Orléans	105.111
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1.936**	**25.605,75**	**1.347,9**	**53**		
08 Ardennes	4	37	462	5.229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	57.008
10 Aube	3	33	431	6.004,16	289,2	48	Troyes	59.255
51 Marne	5	44	619	8.161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	48.423
52 Marne (Haute-)	3	32	424	6.210,60	204,1	33	Chaumont	27.041
Corse	**5**	**52**	**360**	**8.679,79**	**250,4**	**29**		
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	118,8	30	Ajaccio	58.949
2B Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	37.845
Franche-Comté	**9**	**116**	**1.786**	**16.202,34**	**1.097,4**	**68**		
25 Doubs	3	35	594	5.233,64	484,8	93	Besançon	113.828
39 Jura	3	34	545	4.999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	19.144
70 Saône (Haute-)	2	32	546	5.360,08	229,7	43	Vesoul	17.614
90 Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	50.125
Île-de-France	**23**	**314**	**1.281**	**12.012,27**	**10.660,6**	**887**		
75 Paris	1	20	1	105,40	2.152,4	20.421	Paris	2.152.423
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5.915,29	1.078,2	182	Melun	35.319
78 Yvelines	4	39	262	2.284,43	1.307,2	572	Versailles	87.789
91 Essonne	3	42	196	1.804,40	1.084,8	601	Evry	45.531
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1.391,7	7.925	Nanterre	84.565
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.381,2	5.848	Bobigny	44.659
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1.215,5	4.961	Créteil	82.088
95 Val-d'Oise	3	39	185	1.245,91	1.049,6	842	Pontoise	27.150
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1.545**	**27.375,79**	**2.114,9**	**77**		
11 Aude	3	34	438	6.138,98	298,7	49	Carcassonne	43.470
30 Gard	3	45	353	5.852,90	585,0	100	Nîmes	128.471
34 Hérault	3	46	343	6.101,01	794,6	130	Montpellier	207.996
48 Lozère	2	25	185	5.166,88	72,8	14	Mende	11.286
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4.116,02	363,8	88	Perpignan	105.983
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16.942,34**	**722,8**	**43**		
19 Corrèze	3	37	286	5.856,83	237,9	41	Tulle	17.164
23 Creuse	2	27	260	5.565,38	131,3	24	Guéret	14.706
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5.520,13	353,6	64	Limoges	133.464

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Région ou département — Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
Lorraine	**19**	**154**	**2.335**	**23.547,40**	**2.305,7**	**98**		
54 Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5.240,95	711,8	136	Nancy	99.351
55 Meuse	3	31	499	6.216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	17.545
57 Moselle	9	51	727	6.216,27	1.011,3	163	Metz	119.594
88 Vosges	3	31	516	5.873,78	386,3	66	Epinal	36.732
Midi-Pyrénées	**22**	**285**	**3.019**	**41.347,94**	**2.430,7**	**59**		
09 Ariège	3	22	332	4.889,92	136,5	28	Foix	9.964
12 Aveyron	3	46	304	8.735,12	270,1	31	Rodez	24.701
31 Garonne (Haute-)	3	50	588	6.309,34	926,0	147	Toulouse	358.688
32 Gers	3	31	462	6.256,82	174,6	28	Auch	23.136
46 Lot	3	31	340	5.216,53	155,8	30	Cahors	19.735
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	484	Tarbes	47.566
81 Tarn	2	43	324	5.757,89	342,7	60	Albi	46.579
82 Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	200,2	54	Montauban	51.224
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**144**	**1.549**	**12.414,09**	**3.965,1**	**319**		
59 Nord	6	76	652	5.742,74	2.531,9	441	Lille	172.142
62 Pas-de-Calais	7	68	897	6.671,35	1.433,2	215	Arras	38.983
Basse-Normandie	**11**	**140**	**1.814**	**17.589,32**	**1.391,3**	**79**		
14 Calvados	4	48	705	5.547,92	618,5	111	Caen	112.846
50 Manche	4	52	602	5.938,02	479,6	81	Saint-Lô	21.546
61 Orne	3	40	507	6.103,38	293,2	48	Alençon	29.988
Haute-Normandie	**6**	**113**	**1.421**	**12.317,42**	**1.737,2**	**141**		
27 Eure	3	43	676	6.039,74	513,8	85	Evreux	49.103
76 Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.223,4	195	Rouen	102.723
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1.504**	**32.081,77**	**3.059,2**	**95**		
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6.815,38	1.052,2	154	Nantes	244.995
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	705,9	99	Angers	141.404
53 Mayenne	3	32	261	5.175,21	278,0	54	Laval	50.473
72 Sarthe	3	40	375	6.205,99	513,7	83	Le Mans	145.502
85 Vendée	3	31	283	6.719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	45.219
Picardie	**13**	**129**	**2.293**	**19.399,46**	**1.810,7**	**93**		
02 Aisne	5	42	817	7.369,12	537,3	73	Laon	26.490
60 Oise	4	41	693	5.860,22	725,6	124	Beauvais	54.190
80 Somme	4	46	783	6.170,12	547,8	89	Amiens	131.872
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1.465**	**25.809,53**	**1.595,1**	**62**		
16 Charente	3	35	405	5.955,99	342,0	57	Angoulême	42.876
17 Charente-Maritime	5	51	472	6.863,75	527,1	77	La Rochelle	71.094
79 Sèvres (Deux-)	3	33	307	5.999,35	346,0	58	Niort	57.012
86 Vienne	3	38	281	6.990,44	380,0	54	Poitiers	78.894
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**223**	**963**	**31.399,64**	**4.257,9**	**136**		
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6.925,22	130,9	19	Digne-les-Bains	16.087
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5.548,68	113,3	20	Gap	33.444
06 Alpes-Maritimes	2	51	163	4.298,58	971,8	226	Nice	342.439
13 Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.759,4	346	Marseille	800.550
83 Var	3	41	153	5.972,54	815,4	137	Toulon	167.619
84 Vaucluse	3	24	151	3.567,13	467,1	131	Avignon	86.939
Rhône - Alpes	**25**	**331**	**2.879**	**43.698,23**	**5.350,8**	**122**		
01 Ain	4	43	419	5.762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	40.972
07 Ardèche	3	33	339	5.528,64	277,6	50	Privas	10.080
26 Drôme	3	36	371	6.529,95	414,1	63	Valence	63.437
38 Isère	3	58	533	7.431,44	1.016,2	137	Grenoble	150.758
42 Loire	3	40	327	4.780,59	746,3	156	Saint-Etienne	199.396
69 Rhône	2	51	293	3.249,12	1.509,0	464	Lyon	415.487
73 Savoie	3	37	305	6.028,25	348,3	58	Chambéry	54.120
74 Savoie (Haute-)	4	33	292	4.387,80	568,3	130	Annecy	49.644
Ensemble métropole	**327**	**3.828**	**36.551**	**543.965,40**	**56.615,1**	**104**		
97-1 Guadeloupe	3	42	34	1.780,00	387,0	217	Basse-Terre	14.003
97-2 Martinique	3	45	34	1.100,00	359,6	327	Fort-de-France	100.080
97-3 Guyane	2	19	21	91.000,00	114,7	1	Cayenne	41.067
97-4 Réunion	4	44	24	2.510,00	597,8	238	Saint-Denis	121.999
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**150**	**113**	**96.390,00**	**1.459,1**	**15**		
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**3.978**	**36.664**	**640.355,40**	**58.074,2**	**91**		

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef-lieu	Population du chef-lieu avec doubles comptes (milliers)
Territoire d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19.058	1989	164,2	8,6	Nouméa	66,1
Polynésie française (1)	4.000	1988	188,8	47,2	Papeete	24,2
Wallis et Futuna	255	1990	13,7	53,7	Mata-Utu	1,2
Collectivité territoriale :						
Mayotte	374	1991	94,4	252,4	Dzaoudzi	8,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1990	6,3	26,0	Saint-Pierre	5,7

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 57,8.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants (métropole et DOM)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Code Départ. (1)	Nomb. de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	379	Paris	9.318.821	3.920
2	*	753	84	Lyon	1.262.223	1.544
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1.230.936	1.309
4	59	702	60	Lille (2)	959.234	2.456
5	33	701	44	Bordeaux	696.364	848
6	31	701	58	Toulouse	650.336	1.052
7	06	702	24	Nice	516.740	2.127
8	44	701	20	Nantes	496.078	1.080
9	83	701	18	Toulon	437.553	942
10	38	701	33	Grenoble	404.733	1.331
11	67	701	16	Strasbourg (2)	388.483	2.272
12	76	702	29	Rouen	380.161	1.539
13	59	701	58	Valenciennes (2)	338.392	755
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335.647	983
15	54	701	37	Nancy	329.447	1.230
16	62	701	36	Lens	323.174	1.205
17	42	701	15	Saint-Etienne	313.338	1.479
18	37	701	22	Tours	282.152	738
19	*	752	61	Béthune	261.535	681
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254.416	1.407
21	76	701	13	Le Havre	253.627	1.751
22	34	701	9	Montpellier	248.303	2.335
23	35	701	8	Rennes	245.065	1.430
24	45	701	19	Orléans	243.153	840
25	21	701	15	Dijon	230.451	1.549
26	68	701	17	Mulhouse	223.856	1.156
27	49	601	11	Angers	208.282	1.068
28	51	601	6	Reims	206.437	2.588
29	29	701	7	Brest	201.480	1.010
30	*	751	31	Douai	199.562	988
31	57	602	18	Metz	193.117	1.315
32	14	601	18	Caen	191.490	1.583
33	*	655	11	Dunkerque	190.879	1.042
34	72	601	10	Le Mans	189.107	1.011
35	*	654	13	Avignon	181.136	634
36	87	601	7	Limoges	170.065	853
37	*	653	17	Bayonne	164.378	778
38	66	601	11	Perpignan	157.873	1.185
39	80	601	10	Amiens	156.120	1.390
40	64	601	24	Pau	144.674	843
41	30	601	4	Nîmes	138.527	687
42	972	601	3	Fort-de-France	133.941	1233
43	57	601	12	Thionville	132.413	963
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131.511	468
45	74	601	15	Annecy	126.729	901
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre - Les-Abymes	124.358	710
47	10	601	14	Troyes	122.763	1.167
48	25	601	7	Besançon	122.623	1.263
49	974	601	1	Saint-Denis	121.999	854
50	25	602	21	Montbéliard	117.510	838
51	56	601	5	Lorient	115.488	1.293
52	*	652	23	Hagondange - Briey	112.061	645
53	*	651	6	Valence	107.965	978
54	77	502	10	Melun	107.705	1.794
55	86	601	8	Poitiers	107.625	720
56	73	501	16	Chambéry	103.283	767
57	16	601	16	Angoulême	102.908	629
58	59	601	15	Maubeuge (2)	102.772	872
59	62	601	7	Calais	101.768	746
60	17	601	7	La Rochelle	100.264	1.226
61	57	501	15	Forbach (2)	98.758	1.093
62	*	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (2)	98.758	842
63	60	503	17	Creil	97.119	1.018
64	18	501	5	Bourges	94.731	674
65	50	501	6	Cherbourg	92.045	1.343
66	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91.249	1.128
67	28	501	9	Chartres	85.933	1.306
68	22	501	6	Saint-Brieuc	83.861	712
69	68	501	6	Colmar	83.816	656
70	42	502	10	Saint-Chamond	81.795	609
71	65	501	12	Tarbes	80.680	1.015
72	62	502	12	Arras	79.607	985
73	*	556	17	Belfort	78.215	966
74	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77.764	880
75	42	501	9	Roanne	77.160	628
76	30	501	14	Alès	76.856	385
77	34	502	3	Béziers	76.304	610
78	83	501	3	Fréjus	73.967	338
79	13	501	3	Martigues	72.375	632
80	974	502	1	Saint-Paul	71.669	297
81	02	501	7	Saint-Quentin	71.113	1.695
82	47	501	14	Agen	67.960	386
83	08	501	7	Charleville-Mézières	67.213	945
84	36	501	4	Châteauroux	67.090	389
85	60	502	11	Compiègne	67.057	549
86	06	501	9	Menton - Monaco (2)	66.269	899
87	29	501	2	Quimper	65.954	704
88	79	501	3	Niort	65.792	651
89	41	501	6	Blois	65.132	589
90	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.379	524
91	81	501	8	Albi	64.359	650
92	34	501	4	Sète	63.833	972
93	24	501	9	Périgueux	63.322	465
94	03	502	6	Montluçon	63.018	534
95	77	501	7	Meaux	63.006	1.119
96	88	501	10	Epinal	62.140	528
97	03	501	9	Vichy	61.566	540
98	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61.452	821
99	2A	501	1	Ajaccio	58.949	659
100	58	501	5	Nevers	58.915	556
101	974	501	1	Saint-Pierre	58.846	613
102	27	501	4	Evreux	57.968	989
103	59	501	7	Armentières (2)	57.738	621
104	60	501	4	Beauvais	57.704	823
105	53	501	2	Laval	56.855	857
106	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55.784	545
107	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	55.249	697
108	49	501	1	Cholet	55.132	630
109	74	402	11	Thonon-les-Bains	55.103	546
110	62	501	12	Saint-Omer	54.642	586
111	*	553	2	Arles	54.309	68
112	*	552	9	Elbeuf	53.886	869
113	82	501	2	Montauban	53.010	379
114	45	501	8	Montargis	52.804	466
115	973	501	2	Cayenne	52.768	757
116	2B	501	6	Bastia	52.446	1.019

(1) Un astérisque dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9.318.821	16,46
200.000 à moins de 2.000.000 habitants	28	791	11.921.596	21,06
100.000 à moins de 200.000 habitants	28	366	3.892.316	6,88
50.000 à moins de 100.000 habitants	53	403	3.658.878	6,46
20.000 à moins de 50.000 habitants	122	530	3.836.597	6,78
10.000 à moins de 20.000 habitants	201	591	2.765.032	4,88
5.000 à moins de 10.000 habitants	455	847	3.117.365	5,51
Moins de 5.000 habitants	1.003	1.393	3.387.154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1.891**	**5.300**	**41.897.759**	**74,00**
Communes rurales		31.251	14.717.396	26,00
Ensemble des communes		**36.551**	**56.615.155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50.000 habitants (métropole et DOM)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.152.423	20.421	52	86	Poitiers	78.894	1.874
2	13	Marseille	800.550	3.327	53	92	Colombes	78.513	10.053
3	69	Lyon	415.487	8.680	54	94	Saint-Maur-des-Fossés	77.206	7.183
4	31	Toulouse	358.688	3.032	55	18	Bourges	75.609	1.100
5	06	Nice	342.439	4.761	56	62	Calais	75.309	2.248
6	67	Strasbourg	252.338	3.224	57	92	Asnières-sur-Seine	71.850	14.907
7	44	Nantes	244.995	3.746	58	974	Saint-Paul	71.669	297
8	33	Bordeaux	210.336	4.261	59	17	Rochelle (La)	71.094	2.501
9	34	Montpellier	207.996	3.657	60	34	Béziers	70.996	744
10	35	Rennes	199.396	3.920	61	59	Dunkerque	70.331	1.884
11	42	Saint-Etienne	197.536	2.495	62	06	Antibes	70.005	2.644
12	76	Havre (Le)	195.854	4.172	63	06	Cannes	68.676	3.500
13	51	Reims	180.620	3.851	64	93	Aubervilliers	67.557	11.729
14	59	Lille	172.142	6.783	65	92	Rueil-Malmaison	66.401	4.517
15	83	Toulon	167.619	3.913	66	92	Courbevoie	65.389	15.681
16	38	Grenoble	150.758	8.315	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65.320	2.379
17	29	Brest	147.956	2.988	68	44	Saint-Nazaire	64.812	1.385
18	21	Dijon	146.703	3.630	69	68	Colmar	63.498	954
19	72	Mans (Le)	145.502	2.755	70	26	Valence	63.437	1.729
20	49	Angers	141.404	3.312	71	971	Abymes (Les)	62.605	771
21	63	Clermont-Ferrand	136.181	3.192	72	92	Neuilly-sur-Seine	61.768	16.560
22	87	Limoges	133.464	1.723	73	93	Drancy	61.222	7.823
23	80	Amiens	131.872	2.655	74	02	Saint-Quentin	60.707	2.688
24	37	Tours	129.509	3.769	75	69	Vénissieux	60.644	3.943
25	30	Nîmes	128.471	794	76	83	Seyne-sur-Mer (La)	60.444	2.705
26	13	Aix-en-Provence	123.842	666	77	29	Quimper	59.968	704
27	974	Saint-Denis	121.999	854	78	56	Lorient	59.437	3.391
28	57	Metz	119.594	2.852	79	10	Troyes	59.271	4.489
29	69	Villeurbanne	116.872	8.049	80	2A	Ajaccio	59.255	659
30	25	Besançon	113.828	1.750	81	974	Saint-Pierre	58.846	613
31	14	Caen	112.846	4.391	82	92	Antony	57.771	6.043
32	68	Mulhouse	108.357	4.885	83	33	Mérignac	57.273	1.189
33	66	Perpignan	105.983	1.557	84	79	Niort	57.012	836
34	45	Orléans	105.111	3.825	85	08	Charleville-Mézières	57.008	1.813
35	76	Rouen	102.723	4.805	86	95	Sarcelles	56.833	6.726
36	92	Boulogne-Billancourt	101.743	16.490	87	49	Cholet	55.132	630
37	972	Fort-de-France	100.080	2.264	88	71	Chalon-sur-Saône	54.575	3.586
38	54	Nancy	99.351	6.619	89	60	Beauvais	54.190	1.624
39	59	Roubaix	97.746	7.388	90	73	Chambéry	54.120	2.578
40	93	Montreuil	94.754	10.623	91	93	Noisy-le-Grand	54.032	4.172
41	59	Tourcoing	93.765	6.173	92	94	Ivry-sur-Seine	53.619	8.790
42	95	Argenteuil	93.096	5.406	93	94	Maisons-Alfort	53.375	9.921
43	93	Saint-Denis	89.988	7.281	94	13	Arles	52.058	69
44	78	Versailles	87.789	3.353	95	94	Fontenay-sous-Bois	51.868	9.295
45	84	Avignon	86.939	1.342	96	82	Montauban	51.224	379
46	92	Nanterre	84.565	6.937	97	33	Pessac	51.055	1.315
47	94	Vitry-sur-Seine	82.400	7.061	98	36	Châteauroux	50.969	1.996
48	93	Aulnay-sous-Bois	82.314	5.081	99	53	Laval	50.473	1.475
49	64	Pau	82.157	2.607	100	78	Sartrouville	50.329	5.949
50	94	Créteil	82.088	7.182	101	90	Belfort	50.125	2.943
51	94	Champigny-sur-Marne	79.486	7.034					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population (métropole)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200.000 habitants et plus	9	5.043.495	4.985.252	— 0,14
100.000 à moins de 200.000 habitants	26	3.646.772	3.615.886	— 0,11
50.000 à moins de 100.000 habitants	61	4.100.435	4.114.819	0,04
20.000 à moins de 50.000 habitants	293	8.916.973	9.103.113	0,26
10.000 à moins de 20.000 habitants	426	5.645.286	5.982.007	0,73
5.000 à moins de 10.000 habitants	881	5.686.557	6.078.368	0,84
2.000 à moins de 5.000 habitants	2.611	7.344.110	7.944.742	0,99
1.000 à moins de 2.000 habitants	3.936	5.038.329	5.446.423	0,98
500 à moins de 1.000 habitants	6.604	4.290.356	4.594.429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10.825	3.350.408	3.490.732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6.748	995.940	994.780	— 0,01
50 à moins de 100 habitants	3.020	234.411	226.489	— 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1.111	41.799	38.115	— 1,15
Ensemble	**36.551**	**54.334.871**	**56.615.155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions (métropole et DOM)

Unités : Communes : Nombre
Population : Millier

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1.202.613	676	421.759	899	1.624.372
Aquitaine	308	1.831.023	1.982	964.807	2.290	2.795.830
Auvergne	128	774.080	1.182	547.134	1.310	1.321.214
Bourgogne	145	923.803	1.899	685.850	2.044	1.609.653
Bretagne	188	1.602.636	1.081	1.193.002	1.269	2.795.638
Centre	252	1.536.010	1.590	835.026	1.842	2.371.036
Champagne - Ardenne	128	838.742	1.808	509.106	1.936	1.347.848
Corse	15	146.660	345	103.711	360	250.371
Franche-Comté	144	637.880	1.642	459.396	1.786	1.097.276
Île-de-France	590	10.258.351	691	402.203	1.281	10.660.554
Languedoc - Roussillon	219	1.546.011	1.326	568.974	1.545	2.114.985
Limousin	41	371.399	706	351.451	747	722.850
Lorraine	339	1.661.202	1.996	644.524	2.335	2.305.726
Midi - Pyrénées	231	1.480.822	2.788	949.841	3.019	2.430.663
Nord - Pas-de-Calais	525	3.416.033	1.024	549.025	1.549	3.965.058
Basse-Normandie	148	739.553	1.666	651.765	1.814	1.391.318
Haute-Normandie	189	1.195.032	1.232	542.215	1.421	1.737.247
Pays de la Loire	232	1.912.729	1.272	1.146.383	1.504	3.059.112
Picardie	260	1.102.916	2.033	707.771	2.293	1.810.687
Poitou - Charentes	128	810.482	1.337	784.627	1.465	1.595.109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3.821.573	714	436.334	963	4.257.907
Rhône - Alpes	618	4.088.209	2.261	1.262.492	2.879	5.350.701
Ensemble métropole	**5.300**	**41.897.759**	**31.251**	**14.717.396**	**36.551**	**56.615.155**
Guadeloupe	30	380.863	4	6.124	34	386.987
Guyane	6	93.840	15	20.838	21	114.678
Martinique	21	324.604	13	34.968	34	359.572
Réunion	22	586.814	2	11.009	24	597.823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1.386.121**	**34**	**72.939**	**113**	**1.459.060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5.379**	**43.283.880**	**31.285**	**14.790.335**	**36.664**	**58.074.215**

(1) Population sans doubles comptes

TABLEAU A.01-12

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.630	10.934.173
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	346	1.635.802
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	122	1.475.219
4	Lille (1)	Nord	145	1.192.196
5	Bordeaux	Gironde	322	1.009.271
6	Toulouse	Haute-Garonne	420	915.889
7	Strasbourg (1)	Bas-Rhin	474	890.810
8	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	121	718.219
9	Rouen	Seine-Maritime, Eure	409	683.547
10	Nice	Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes	126	565.761
11	Grenoble	Isère, Savoie	196	540.819
12	Rennes	Ille-et-Vilaine	174	530.373
13	Toulon	Var	44	509.764
14	Saint-Etienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	115	476.859
15	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	344	470.276
16	Bas- Escault (1)	Nord	147	447.142
17	Montpellier	Hérault, Gard	135	440.078
18	Mulhouse	Haut-Rhin	247	439.303
19	Tours	Indre-et-Loire	169	429.619
20	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	162	412.632
21	Angers	Maine-et-Loire	167	400.764
22	Caen	Calvados	312	389.783
23	Mans (le)	Sarthe	197	382.549
24	Orléans	Loiret	141	379.342
25	Dijon	Côte-d'Or	329	369.386
26	Thionville (1)	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle	164	359.912
27	Grasse-Cannes-Antibes	Alpes-Maritimes, Var	47	356.739
28	Perpignan	Pyrénées-Orientales	154	346.332
29	Brest	Finistère	71	335.439
30	Lens	Pas-de-Calais	46	332.677
31	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	349	323.234
32	Limoges	Haute-Vienne	144	313.110
33	Havre (le)	Seine-Maritime	79	303.757
34	Nîmes	Gard	114	298.378
35	Reims	Marne, Aisne	203	293.728
36	Bruay-la-buissière	Nord, Pas-de-Calais	103	291.581
37	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	81	286.326
38	Forbach (1)	Moselle	218	278.086
39	Metz	Moselle	184	273.007
40	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	44	268.342
41	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	75	246.306
42	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	315	239.704
43	Poitiers	Vienne	122	234.829
44	Lorient	Morbihan	44	232.053
45	Bayonne-Côte basque (1)	Pyrénées-Atlantiques, Landes	53	228.336
46	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	144	218.735
47	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	44	213.580
48	Montbéliard-Héricourt	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	215	209.221
49	Valence	Drôme, Ardèche	76	204.396
50	Béziers	Hérault	71	204.023
51	Creil	Oise	118	202.834
52	Angoulême-La Rochefoucauld	Charente	167	201.092
53	Troyes	Aube	195	198.876
54	Annecy	Haute-Savoie	97	188.760
55	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	72	186.297
56	Cherbourg	Manche	144	182.257
57	Rochelle (la)	Charente-Maritime	78	180.366
58	Genève (Suisse)-Annemasse (1)	Haute-Savoie, Ain	89	180.306
59	Bourges	Cher	117	177.405
60	Colmar	Haut-Rhin	98	175.179
61	Etang de Berre	Bouches-du Rhône	12	174.669
62	Saint-Brieuc	Côte-d'Armor	60	169.396

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU A.01-12 (suite et fin)

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
63	Vannes	Morbihan	60	160.277
64	Niort	Deux-Sèvres, Vendée	109	159.076
65	Périgueux	Corrèze, Dordogne	156	158.677
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	72	157.562
67	Quimper	Finistère	42	157.378
68	Chalon-sur-Saône-Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	146	155.750
69	Sambre (1)	Nord	84	155.032
70	Arras	Pas-de-Calais	185	151.731
71	Chambéry	Savoie	95	148.947
72	Nevers	Nièvre, Cher	119	147.360
73	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	181	146.711
74	Compiègne	Oise, Aisne	116	142.782
75	Chartres	Eure-et-Loir	103	140.438
76	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	111	137.420
77	La Roche-sur-Yon	Vendée	60	136.874
78	Blois	Loir-et-Cher	87	135.479
79	Saint-Omer	Nord, Pas-de-Calais	114	133.730
80	Charleville-Mézières	Ardennes	104	132.915
81	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	141	131.895
82	Calais	Pas-de-Calais	35	124.277
83	Châteauroux	Indre	78	123.723
84	Evreux	Eure	133	123.322
85	Epinal	Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Vosges	123	122.240
86	Roanne	Loire, Rhône	65	122.090
87	Saint-Quentin	Aisne	112	121.893
88	Bourg-en-Bresse	Ain, Jura	83	117.649
89	Montargis	Loiret, Yonne	115	117.369
90	Belfort	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	82	117.053
91	Mâcon	Ain, Saône-et-Loire	87	110.908
92	Laval	Mayenne, Ille-et-Vilaine	45	109.838
93	Albi	Tarn	53	109.111
94	Auxerre	Yonne	106	105.997
95	Montauban	Tarn, Tarn-et-Garonne	48	105.906
96	Carcassonne	Aude	97	103.665
97	Cambresis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	79	103.565
98	Libourne	Charente-Maritime, Dordogne, Gironde	80	101.941

(1) Partie française.

Chapitre A.02

Environnement

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs naturels nationaux et régionaux.

1. Principales caractéristiques météorologiques.
2. Superficie des espaces naturels protégés .
3. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.
4. État des espèces de vertébrés en France.
5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Pollution atmosphérique dans les principales villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par secteur d'activité.
8. Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité.
9. Émissions de dioxyde de carbone par secteur d'activité.
10. État sanitaire des eaux continentales de baignade.
11. Prélèvement total d'eau soumis à redevance.
12. Pollution industrielle de l'eau.
13. Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux.
14. Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales.
15. Qualité des eaux de baignade en mer.
16. Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale.
17. Pollution nette du milieu marin en provenance des industries des communes littorales.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Les matériaux récupérés et leur taux d'utilisation.
20. Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut Français de l'Environnement et du ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, direction de la Météorologie nationale.

1. MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement issues de *l'Environnement en France - 1994* et des différents documents élaborés ou publiés par l'IFEN (Institut français de l'environnement).

Météorologie

- Température

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol.

- Gelée

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

- Durée d'insolation

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

- Jour de précipitations

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

- Précipitations

Les précipitations sont mesurées de 6 heures, temps universel (TU) le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Parmi les différents types d'instruments de protection de l'espace, on retiendra en particulier les suivants :

- Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU);
— le plan d'occupation des sols (POS).

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposaient, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le Préfet, précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

- Les périmètres sensibles

- Les sites

Certains sites dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :
— le classement;
— l'inscription sur l'inventaire des sites.

- Le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

- Les parcs nationaux

- Les réserves naturelles

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par source géographique; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée.

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Une des pollutions les plus importantes est l'acidité forte, indicateur de la pollution par le SO_2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le monoxyde de carbone produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement.

Par contre il convient de souligner que les résultats des émissions de polluants (dioxyde de soufre, oxyde d'azote et dioxyde de carbone) ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA (centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique). Ainsi une nouvelle méthodologie de calcul des émissions dues aux transports a conduit à revoir les valeurs fournies dans les annuaires précédents.

Les eaux continentales :

• Les eaux de baignade

La surveillance des eaux de baignade montre que l'origine de la mauvaise qualité des eaux est liée le plus souvent aux rejets, à proximité des zones de baignade, des effluents provenant des réseaux d'assainissement ou des apports des cours d'eau eux-mêmes.

Les résultats recueillis permettent ainsi de définir des priorités dans les programmes d'assainissement.

Les eaux douces de baignade sont soumises, conformément aux normes de la directive européenne du 8 décembre 1975, à une surveillance sanitaire qui s'est considérablement renforcée depuis quelques années.

• La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. Poids de matières en suspension (MES) en kilogrammes;
2. Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\,DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants;

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de toxicité sur la daphnie ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox par jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.
4. Substances azotées (organiques et ammoniacales);
5. Substances phosphorées (organiques et minérales).

Le service de l'environnement industriel du ministère de l'Environnement établit chaque année les données sur la pollution nette rejetée par les industries, à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

La mer :

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

• La salubrité des plages

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-test.

● Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels de navires (en particulier hydrocarbures);

— les *pollutions transportées par les fleuves,* très importantes, mais difficilement quantifiables;

— les *pollutions en provenance du littoral :* pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;

— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

1. La pollution des communes littorales

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques du ministère de l'Environnement.

2. La pollution industrielle

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales. Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

Les déchets :

● Les déchets des ménages

20,5 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 1 kg/habitant/jour).

Elles sont constituées pour plus de la moitié par des emballages (cartons, bouteilles, boîtes de conserves,...). À ce tonnage viennent s'ajouter environ 3 millions de tonnes de déchets encombrants, inertes et de résidus de travaux de bricolage.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés :

— la décharge contrôlée;
— le compostage;
— l'incinération sans récupération d'énergie;
— l'incinération avec récupération d'énergie;
— le traitement mixte.

● La récupération des déchets

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le recyclage proprement dit;
— la réutilisation;
— le réemploi.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie.

Les dépenses en faveur de l'environnement

Ce tableau, tiré des *Données économiques de l'environnement,* a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

● Eau :

— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau,...), défense contre les eaux et la mer...;
— lutte contre les pollution.

● Air :

— bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation.

● Protection du patrimoine écologique :

— parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes.

● Amélioration du cadre de vie :

— parcs naturels régionaux, parcs et jardins périurbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

2. DÉFINITIONS

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes

bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

Équivalent habitant

Un équivalent habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

Les Parcs nationaux

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément des générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la zone centrale dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;
— les réserves intégrales : protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;
— la zone périphérique où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;
— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);
— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

Plan d'occupation des sols

Le Plan d'occupation des sols (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;
— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

Pollution des communes littorales

La pollution produite est calculée à partir de la population estimée des communes littorales pendant la saison estivale. Elle est exprimée en équivalent habitant.

La pollution éliminée est la pollution retirée par les stations d'épuration.

Le taux de dépollution est le rapport de la pollution éliminée sur la pollution produite.

Recyclage des déchets

Il existe différents types de recyclage des déchets :

— le recyclage proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;
— la réutilisation, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;
— le réemploi, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Les réserves naturelles

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)

Il fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes.

Sites classés

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable.

Sites inscrits

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

Traitement des déchets

Il existe différents types de traitement des déchets :

— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le traitement mixte combine le procédé de compostage et celui de l'incinération des produits non compostables.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Environnement :

— Direction de l'eau.

— Direction de la prévention des pollutions et des risques.

— Direction de la nature et des paysages.

— Institut français de l'environnement.

Conseil supérieur de la pêche.

Office national de la chasse.

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme :

— Service technique de l'Urbanisme.

— Direction de la météorologie nationale; service central d'exploitation de la météorologie.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Secrétariat de la faune et de la flore.

— INSEE.

Publications :

L'État de l'environnement, rapports annuels et *Données économiques de l'environnement,* ministère de l'Environnement, direction de la Recherche et des Affaires économiques et internationales.

Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme (RISU, publication annuelle), ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, DAU.

IFREMER.

Rapport d'activité du service des technologies propres et des déchets, ministère de l'Environnement, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

Composantes industrielles de la pollution des eaux, ministère de l'Environnement, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (publication annuelle), ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville. .

Teneurs en nitrate des eaux destinées à la consommation, ministère des Afffaires sociales, de la Santé et de la Ville.

Données OCDE sur l'environnement, Compendium 1993, OCDE, Paris, 1993.

Dossier statistiques de l'environnement, INSEE. Courrier des statistiques, n° 65, mars 1993, p. 3 à 46.

« Actes du colloque Environnement et économie », *INSEE-Méthodes,* n° 39-40, décembre 1993.

« Le catalogue des sources de données de l'environnement », IFEN et Tec et Doc Lavoisier, 1993.

« L'Environnement en France - 1994 », Institut français de l'environnement, 1994.

Les données de l'environnement, IFEN (mensuel).

Les dossiers de l'environnement, IFEN (apériodique).

« Perception de l'environnement », *Population et Sociétés,* n° 280, INED, juin 1993.

● Prévisions météorologiques de Météo France :

Par minitel : 3615 code METEO.

Par téléphone :

— 36 65 00 00. Cinq jours de prévisions sur votre région.

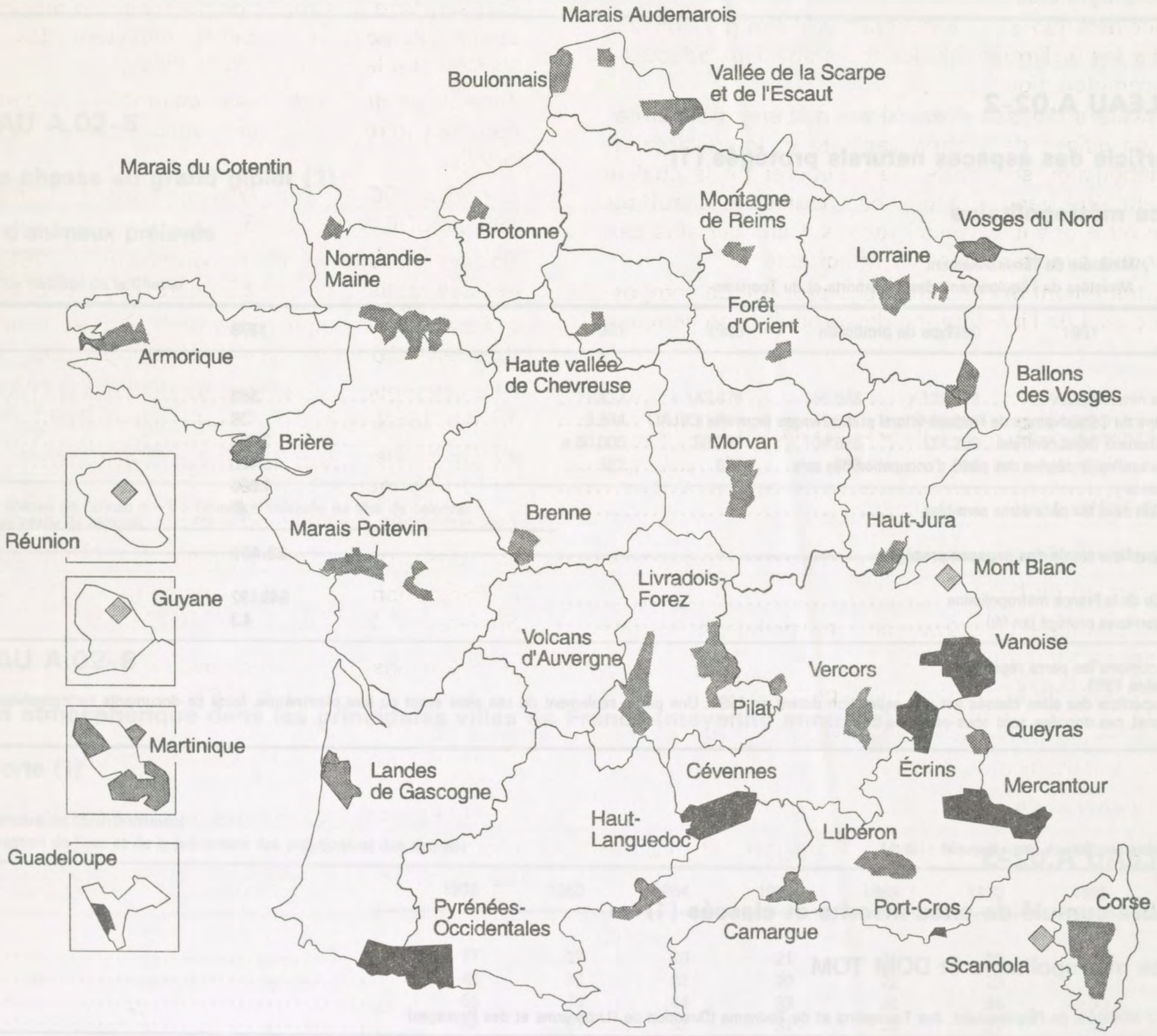
— 36 65 01 01. Cinq jours de prévisions sur la France entière.

— 36 62 02 XX. La prévision sur votre département (XX = numéro du département).

* * *

CARTE A.02

Parcs naturels nationaux et régionaux



Source : Ministère de l'Environement
Direction de la Nature et des Paysages

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météo France (Service central d'exploitation de la météorologie)

	Température (en degrés C)			Pluie (en millimètres)			Insolation (en heures)			Gelée (en jours)		
	Normale (1)	1992	1993	Normale (1)	1992	1993	Normale (1)	1992	1993	Normale (1)	1992	1993
Bordeaux	12,8	13,4	13,3	923	1.231	1.092	2.084	1.857	1.926	38	33	28
Clermont-Ferrand	10,9	*r* 11,6	11,2	591	826	610	1.907	1.752	1.890	71	58	68
Dijon	*r* 10,6	10,9	10,6	732	720	822	1.831	1.694	1.755	67	63	64
Lille	9,9	10,9	10,5	687	859	797	1.600	1.653	1.598	57	37	41
Lyon-Bron	*r* 11,5	12,0	11,7	825	986	1.105	1.976	1.739	1.728	58	44	59
Montpellier	14,2	15,1	14,7	699	505	683	2.687	2.353	2.501	32	28	26
Nancy-Essey	9,6	10,7	10,1	759	683	717	1.652	1.572	1.482	79	59	69
Nantes	11,9	12,1	11,8	789	702	718	1.956	1.593	1.497	35	31	36
Paris-Montsouris	11,7	12,4	11,9	642	645	664	1.798	1.560	1.475	29	22	26
Rennes	11,4	12,0	11,7	649	506	689	1.851	1.517	1.546	39	34	37
Rouen-Boos (2)	9,6	10,4	10,0	785	958	999	1.687	1.525	1.345	55	44	44
Tours	11,1	11,7	11,1	679	648	684	1.816	1.774	1.639	48	45	50

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1961-1990.
(2) Les normales de la station de Rouen couvrent la période 1969-1990.

TABLEAU A.02-2

Superficie des espaces naturels protégés (1)

France métropolitaine

Sources : Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme

Unité : km^2

Type de protection	1978	1993
Réserves naturelles	369	1.339
Aquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	38	424
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	3.609
Zones naturelles protégées des plans d'occupation des sols	18.420	(2) 78.055
Sites classés	1.856	(3) 2.000
Acquisition dans les périmètres sensibles	///	(2) 248
Superficie totale des espaces protégés	**23.450**	**85.675**
Superficie de la France métropolitaine	549.192	549.192
Part du territoire protégé (en %)	4,3	15,6

(1) Non compris les parcs régionaux.
(2) Données 1991.
(3) La superficie des sites classés est une estimation datant de 1991. Une partie seulement de ces sites ayant pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens), ces données sont sous-estimées.

TABLEAU A.02-3

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

France métropolitaine et DOM TOM

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

	1980	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre de sites inscrits	4.675	5.004	4886	4.910	4.933	5.000
Nombre de sites classés	2.260	2.438	2494	2.518	2.535	2.564

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.02-4

État des espèces de vertébrés en France

Année 1994

Source : Muséum National d'Histoire Naturelle (Secrétariat Faune Flore)

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
		nombre	%	nombre	%
Mammifères	113	24	21,2	15	13,3
Oiseaux	354	52	14,7	51	14,4
Poissons (1)	76	17	22,4	22	28,9
Reptiles	37	6	16,2	9	24,3
Amphibiens	31	11	35,5	9	29,0

(1) Uniquement les poissons d'eau douce.

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier (1)

Nombre d'animaux prélevés

Source : Office National de la Chasse

	1981	1988	1989	1990	1991	1992
Chevreuils	71.837	*r* 143.476	*r* 156.948	*r* 179.673	199.323	235.215
Cerfs	9.884	*r* 11.325	*r* 13.001	*r* 13.600	14.882	16.545
Sangliers	e 80.000	98.399	104.875	134.220	152.432	165.093
Mouflons	362	690	775	532	(2)	(2)

(1) Saison de chasse de l'année n—1 à l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) Données en cours de révision.

TABLEAU A.02-6

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

	1976	1980	1984	1988	1989	1990	1991	1992
Caen	77	27	20	21	21	20	29	22
Dunkerque	45	32	22	20	22	29	27	24
Le Havre	65	76	44	33	38	35	*r* 30	*r* 20
Lille	69	57	32	31	28	27	38	20
Lyon	76	66	55	50	54	53	45	*r* 42
Marseille	105	72	38	28	24	27	25	21
Paris	116	89	57	38	32	28	*r* 31	*r* 30
Rouen	53	70	39	37	35	29	*r* 29	*r* 24
Strasbourg	65	58	61	42	42	26	27	*r* 27

(1) Principalement dioxyde de soufre SO_2 produit par les chauffages domestiques et industriels.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(CITEPA — IFEN)

Unité : Millier de tonnes

	1980	1985	1990	1991	1992	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	423	262	181	198	*r* 181	14,8
Industrie et agriculture	1.065	369	259	256	250	20,5
Centrale électrique	1.222	408	313	403	*r* 330	27,0
Transformation d'énergie	210	111	123	123	123	10,1
Procédé industriel	302	194	*r* 179	182	182	14,9
Transport	*r* 127	107	145	152	155	12,7
Ensemble	***r* 3349**	**1.451**	***r* 1200**	**1.314**	***r* 1221**	**100,0**

(1) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(CITEPA — IFEN)

Unité : Millier de tonnes

	1980	1985	1990	1991	1992	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	95	85	76	80	79	5,2
Industrie et agriculture	207	111	81	*r* 75	75	4,9
Centrale électrique	287	134	105	128	111	7,3
Transformation d'énergie	27	16	21	21	21	1,4
Procédé industriel	170	144	*r* 143	*r* 143	145	9,5
Transport	860	910	1.060	1.088	1.088	71,7
Ensemble	**1.646**	**1.400**	***r* 1.486**	***r* 1.535**	**1.519**	**100,1**

(1) Y compris chauffage urbain.

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par secteur d'activité (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(CITEPA — IFEN)

Unité : Million de tonnes

	1980	1985	1990	1991	1992	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (2)	120	100	89	93	95	24,5
Industrie et agriculture	95	70	62	59	58	14,9
Centrale électrique	112	53	43	51	44	11,3
Transformation d'énergie	19	13	14	14	14	3,6
Procédé industriel	65	49	48	48	48	12,4
Transport	93	103	125	128	129	33,3
Ensemble	**504**	**388**	**381**	**393**	**388**	**100,1**

(1) Les émissions de CO_2 sont exprimées en carbone.
(2) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-10

État sanitaire des eaux continentales de baignade

Saison balnéaire d'eau douce en 1992, répartition des points de prélèvement suivant la qualité (1)

Source : Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale
(Direction générale de la santé)

	A	B	C	D	Total
Rivière :					
Nombre de points de prélèvement	52	365	135	88	**640**
Pourcentage	8,1	57,0	21,1	13,8	**100,0**
Lac :					
Nombre de points de prélèvement	89	123	21	2	**235**
Pourcentage	37,9	52,3	8,9	0,9	**100,0**
Retenue artificielle :					
Nombre de points de prélèvement	67	91	10	3	**171**
Pourcentage	39,2	53,2	5,8	1,8	**100,0**
Barrage réservoir :					
Nombre de points de prélèvement	88	100	8	2	**198**
Pourcentage	44,4	50,6	4,0	1,0	**100,1**
Carrière ballastière :					
Nombre de points de prélèvement	79	65	4	—	**148**
Pourcentage	53,4	43,9	2,7	—	**100,0**
Etang :					
Nombre de points de prélèvement	68	180	9	—	**257**
Pourcentage	26,5	70,0	3,5	—	**100,0**
Ensemble :					
Nombre de points de prélèvement	**443**	**924**	**187**	**95**	**1.649**
Pourcentage	**26,9**	**56,0**	**11,3**	**5,8**	**100,0**

(1) Ne sont pris en compte que les points ayant fait l'objet d'au moins quatre prélèvements. Les notes A, B désignent des eaux de qualité bonne ou moyennes et les notes C, D des eaux pouvant être momentanément polluées ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Prélèvement total d'eau soumis à redevance (1)

Sources : Ministère de l'Environnement (Direction de l'Eau)
Institut Français de l'Environnement (IFEN)

Unité : Million de m^3

	r 1981	*r* 1985	1987	1988	1989 (2)	1990
Collectivités locales	5.440	5.900	5.900	5.930	6.010	6.090
Industries	5.550	5.110	4.650	4.590	4.520	4.450
Centrales thermiques	19.750	19.420	20.000	22.480	22.370	22.260
Irrigation	4.370	4.470	3.840	4.020	4.475	4.930
Total	**35.110**	**34.900**	**34.390**	**37.020**	**37.375**	**37.730**

(1) Les volumes indiqués correspondent à des évaluations, les redevances pouvant être forfaitaires.
(2) Ces données sont des estimations de l'Institut Français de l'Environnement (IFEN).

TABLEAU A.02-12

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1987	1988	1989	1990	1991
Pollution nette (1) rejetée par les industries :								
— matières en suspension	Tonne/jour	2.397	1.890	1.689	1.601	1.538	1.656	1.486
— matières oxydables	»	2.774	2.288	2.158	2.168	2.025	2.109	2.009
— matières toxiques	10^3 équitox/jour	56.185	44.389	40.110	39.440	35.229	37.165	34.413
— azote	Tonne/jour	•	•	243	235	213	212	203

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.02-13

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991
Industries agro-alimentaires	*r* 23,7	23,7	23,7	25,0	*r* 44,6	44,0	44,5	44,9	0,2	0,2	0,2	0,3
Chimie et parachimie	22,3	23,1	21,1	20,8	16,1	15,6	14,8	14,5	54,5	51,5	45,9	45,7
Industries des métaux	*r* 4,4	5,8	5,3	4,9	*r* 1,6	1,6	1,5	1,7	*r* 3,1	3,7	3,3	2,8
Bois, papiers, cartons	12,7	10,5	10,2	9,9	14,3	14,6	14,4	14,6	1,0	1,9	5,8	5,2
Industries extractives	*r* 3,3	3,5	2,9	2,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries minérales	1,7	1,7	6,4	5,5	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Production d'énergie	1,0	1,5	0,9	1,2	0,7	0,8	0,7	0,8	0,2	0,3	0,5	0,5
Industries textiles	5,5	5,4	6,8	5,6	8,6	8,8	10,4	8,9	4,4	4,7	4,2	3,6
Cuirs et peaux	1,3	1,4	1,3	1,3	1,1	1,4	1,4	1,3	1,0	1,2	1,2	1,0
Commerces et services	*r* 12,8	12,4	11,6	12,3	4,0	4,0	3,8	4,0	—	0,1	0,2	0,2
Divers	*r* 11,3	11,0	9,8	10,9	*r* 8,7	9,0	8,3	9,0	*r* 35,4	36,2	38,5	40,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.02-14

Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement
(Statistiques des agences de l'eau)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1980	1985	1988	1989	1990	1991	1992
Pollution brute	68,5	70,0	69,4	72,1	82,6	72,5	75,7
Pollution entrant dans les stations	30,5	35,5	39,0	41,9	51,2	*r* 45,0	46,3
Pollution éliminée	20,8	24,3	27,1	28,6	36,1	30,7	31,9
Pollution rejetée	47,7	45,7	42,3	43,4	46,6	*r* 41,9	43,8
Capacité de traitement	48,3	57,0	*r* 62,9	66,4	68,4	70,2	71,4
Taux de dépollution (en %)	30,4	34,7	39,0	39,7	43,7	42,3	42,2

(1) Un équivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.02-15

Qualité des eaux de baignade en mer (1)

Source : Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville

	1980	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre de points de mesure	1.316	1.555	1.726	1.729	1.732	1.756	1.639
Catégories (2) :							
• A :							
Nombre de points de mesure	279	434	750	827	850	912	957
%	21,2	27,9	43,5	47,8	49,1	51,9	58,4
• AB :							
Nombre de points de mesure	334	396	393	383	312	///	///
%	25,4	25,5	22,8	22,2	18,0	///	///
• B :							
Nombre de points de mesure	295	471	398	367	424	607	518
%	22,4	30,3	23,1	21,2	24,5	34,6	31,6
• C :							
Nombre de points de mesure	298	233	175	145	136	231	162
%	22,6	15,0	10,1	8,4	7,9	13,2	9,9
• CD :							
Nombre de points de mesure	45	7	5	4	3	///	///
%	3,4	0,5	0,3	0,2	0,2	///	///
• D :							
Nombre de points de mesure	65	14	5	3	7	6	2
%	4,9	0,9	0,3	0,2	0,4	0,3	0,1

(1) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.
(2) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-16

Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale (1)

Année 1992

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Pollution : millier d'EH (2)
Taux de dépollution : %

Communes du littoral par bassin	Pollution produite	Pollution éliminée	Taux de dépollution
Matières oxydables :			
Bassin Artois-Picardie	979,0	412,3	42,1
Bassin Seine-Normandie	680,7	457,4	67,2
Bassin Loire-Bretagne	3.180,0	1.557,9	49,0
Bassin Adour-Garonne	1.434,0	701,8	48,9
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	6.364,9	2.205,3	34,6
Total	**12.638,6**	**5.334,7**	**42,2**
Matières en suspension :			
Bassin Artois-Picardie	831,1	322,2	38,8
Bassin Seine-Normandie	680,8	502,2	73,8
Bassin Loire-Bretagne	3.180,0	1.844,5	58,0
Bassin Adour-Garonne	1.434,0	444,4	31,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	5.817,8	2.447,8	42,1
Total	**11.943,7**	**5.561,1**	**46,6**

(1) Y compris les industries raccordées.
(2) Les pollutions sont estimées en équivalent/habitant (EH) soit 57g de Matières Oxydables (MO) et de 90g de Matières En Suspension (MES) par jour.

TABLEAU A.02-17

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Directions de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1986	1987	1988	1989 (2)	1990 (2)
Matières en suspension	Tonne/jour	256,2	280,9	223,9	186,8	174,9	170,0	165,0
Matières oxydables	»	210,8	224,0	173,9	153,0	153,5	150,0	145,0
Matières toxiques	10^6 équitox/jour	7,5	12,4	8,3	8,5	8,8	8,0	8,0

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.
(2) Ces données sont des estimations de l'Institut Français de l'Environnement (IFEN).

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 31 décembre de l'année de l'inventaire (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unités : Population : millier d'habitants
Capacité : tonne par jour

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1985	1989	1985	1989	1985	1989	1985	1989
Incinération sans récupération d'énergie	223	229	7.545	9.318	7.586	7.458	14,0	13,0
Incinération avec récupération d'énergie	66	77	12.296	19.639	12.401	15.706	22,8	27,5
Compostage	90	75	4.053	4.996	4.353	4.143	8,0	7,3
Broyage, mise en décharge	125	108	3.786	4.430	4.082	3.680	7,5	6,5
Décharges contrôlées	341	376	18.445	48.550	18.664	20.405	34,4	35,8
Divers	5	4	282	543	283	413	0,5	0,7
Total	**850**	**869**	**46.407**	**87.476**	**47.369**	**51.805**	**87,2**	**90,8**

(1) Usines et décharges traitant plus de 10 tonnes par jour.

TABLEAU A.02-19

Les matériaux récupérés et leur taux d'utilisation

Année 1990

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) et FEDEREC

Unités : Quantité récupérée : tonne par an
Taux d'utilisation : pourcentage

Matières	Quantités récupérées	Taux d'utilisation (1)
Ferrailles (y compris vieilles fontes)	9.700.000	(2) 28
Métaux non ferreux (3) :		
Aluminium	305.000	30
Plomb	176.000	61
Cuivre	280.000	32
Zinc	69.000	24
Papiers et cartons	(4) 3.217.000	46
Verre	(4) 1.165.000	28
Plastiques	(5) 180.000	1
Textiles	130.000	—

(1) Données 1989. Le taux d'utilisation est la quantité consommée divisée par la production.
(2) Pour les ferrailles : taux en sidérurgie.
(3) Résultats de 1989 pour les métaux non ferreux.
(4) Données 1993 pour le verre et les papiers- cartons.
(5) Plastiques récupérés en 1991.

TABLEAU A.02-20

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1992

Source : Ministère de l'Environnement (Service de la recherche et des Affaires Economiques)
(Données économiques de l'environnement 1992-1993)

Unité : Million de francs aux prix de 1992

Programmes	Administrations publiques	Industries	Ménages	**Total**
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	31.280	8.610	4.100	**43.990**
Air	—	7.190	1.190	**8.380**
Bruit	635	780	1.200	**2.615**
Déchets	17.970	8.000	1.560	**27.530**
Nettoyage des rues	4.860	—	—	**4.860**
Patrimoine écologique	1.900	—	—	**1.900**
Recherche et développement	2.800	1.965	—	**4.765**
Administration générale de l'Environnement	6.500	—	—	**6.500**
Par nature :				
Investissement	19.775	6.195	4.550	**30.520**
Fonctionnement	46.170	20.350	3.500	**70.020**
Total	**65.945**	**26.545**	**8.050**	**100.540**

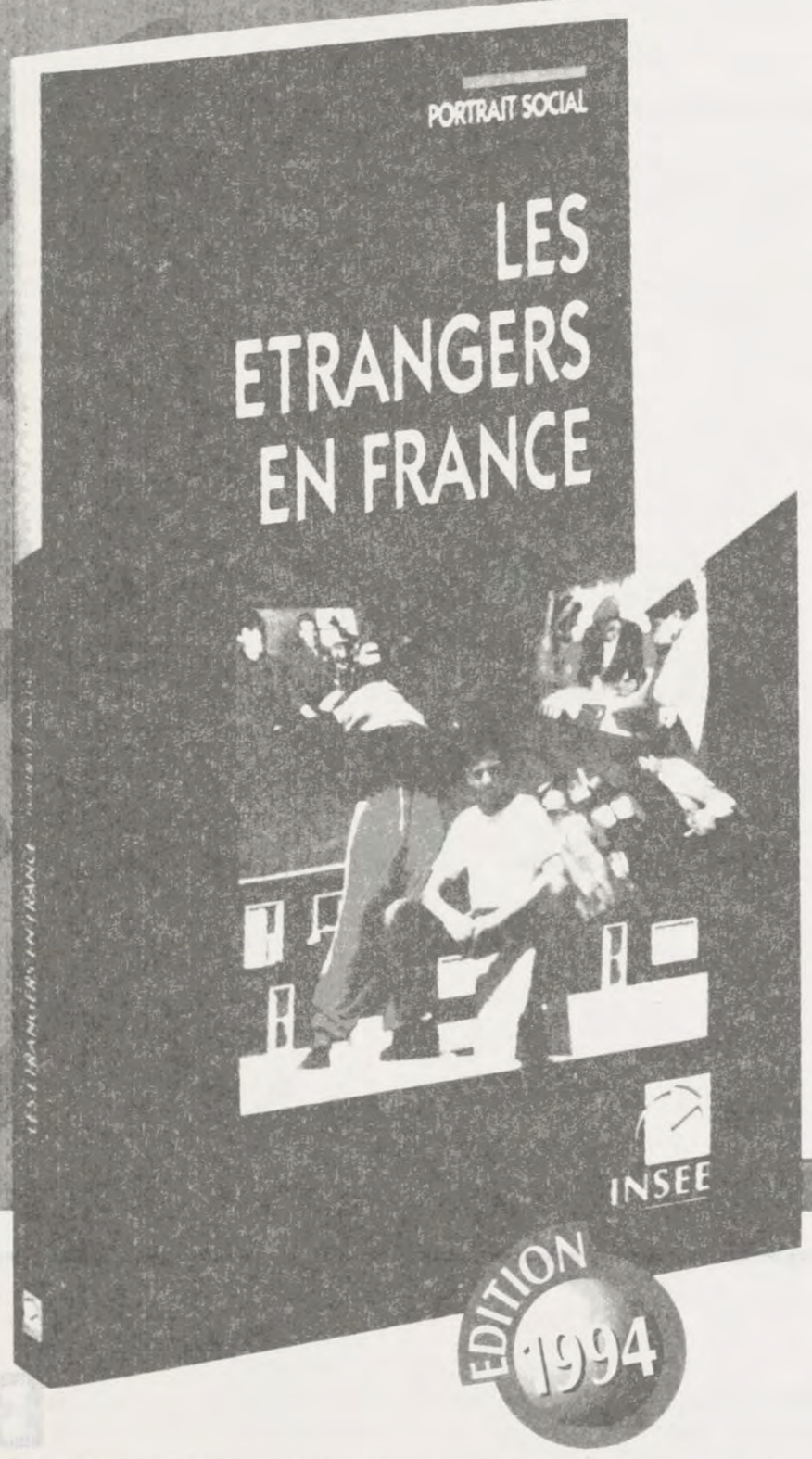
B

Démographie

Tous les chiffres, des données souvent inédites

PORTRAIT DE LA POPULATION DES ETRANGERS

Egalement vendu en librairie



L'ouvrage qui met en lumière la place des étrangers dans la société française

• *Près de 4 millions d'étrangers vivent en France en 1990.*

Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ?
Quelle place leur fait la société française au travail, à l'école ou à la ville ?
Au quotidien, vivent-ils différemment des Français ?

• *Cet ouvrage présente un portrait de la population des étrangers en 51 fiches, chacune comportant des tableaux de données et leur analyse.*

• *Démographie, familles, enfants, éducation et école, situation dans le monde du travail, chômage, revenus, localisation, logement, consommation, loisirs, vacances, santé, délinquance sont autant de points abordés dans ce volume.*

• *La série "Contours et Caractères" a déjà présenté d'autres groupes sociaux : les citadins et les ruraux, les familles nombreuses, les jeunes de 15 à 24 ans, les personnes âgées, les femmes, les enfants de moins de 6 ans, les agriculteurs.*

CREATONE

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

160 pages, format 16 x 24, **78 FF** *

* + une participation aux frais d'envoi : de 10 FF par envoi pour la France, de 20 FF par ouvrage, pour l'étranger, de 100 FF par ouvrage, pour l'étranger par avion

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

BON DE COMMANDE A RETOURNER

▼ A LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'INSEE

❑ Je commande ..... ouvrage(s)
"Les étrangers en France" au prix unitaire de 78 FF*

* une participation aux frais d'envoi de 10 FF par envoi pour la France, de 20 FF par ouvrage pour l'étranger, de 100 FF par ouvrage pour l'étranger par avion.

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

Mai 1994

C O N T O U R S E T C A R A C T E R E S

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1993.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1994.
4. Population des États de la Communauté européenne.
5. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (métropole).
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupe d'âge au dernier recensement.
8. Population de 15 ans et plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (métropole).
9. Population de 15 ans et plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990 (métropole).
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 (métropole).
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990 (métropole).
14. Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et activité économique au recensement de 1990 (métropole).
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 (métropole).
17. Migrations par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (métropole).
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Répertoire et mouvement de la population » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La France métropolitaine compte 57,8 millions d'habitants au 1er janvier 1994. La progression de sa population en 1993 a été inférieure à 0,5 %. Baisse importante des naissances et augmentation des décès ont ralenti le mouvement naturel. Cependant la France apparaît comme un des pays d'Europe les plus dynamiques du point de vue démographique.

Avec environ 712.000 naissances et 528.000 décès, l'excédent naturel en France métropolitaine représente en 1993 un peu plus de 0,3 % de la population, contre 0,4 % les années précédentes. Pour l'essentiel, ce ralentissement résulte d'une baisse importante de la natalité. En tenant compte du solde migratoire, estimé provisoirement au niveau de 1992, soit + 90.000, la population de la France métropolitaine atteint 57,8 millions d'habitants au 1er janvier 1994. Sa progression est inférieure à 0,5 %. Bien qu'affaibli, le facteur naturel contribue toujours majoritairement à la croissance de la population.

Dans la Communauté européenne, la France se situe avec l'Irlande et les Pays-Bas, parmi les pays ayant les taux d'accroissement naturel les plus élevés. À l'opposé, l'ensemble de l'Allemagne enregistre depuis de nombreuses années plus de décès que de naissances. Depuis dix ans, le taux d'accroissement naturel des Douze est en dessous de 0,2 % et continue de baisser progressivement. .

2. MÉTHODOLOGIE

Nous nous contentons de donner ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990. Pour plus de précisions, nous invitons les lecteurs à se reporter aux nombreuses publications indiquées à la fin de ce chapitre. Celles-ci comportent des notices méthodologiques en complément des tableaux.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages » et D.02 : « Logement ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le service de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives (voir chapitre A.01).

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, *âge, catégorie socioprofessionnelle,* confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la *population active,* ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et Statistique, INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. À côté de ces publications, le recensement de 1990 donne lieu comme les précédents à la production d'un certain nombre de publications spécifiques; on donne ci-après la liste de ces publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] qui, depuis 1962, diffusent les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation de cette vaste opération.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux services régionaux de l'INSEE ou à INSEE-Infos service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

● Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

● Tableaux :
— tableaux prédéfinis :
  — tableaux-lignes des fascicules bleus,
  — tableaux-lignes des fascicules orange,
  — fiche historique
(ces tableaux sont agrégeables sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

● Cartes :
— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— BDCOM : base de données communales;
— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :
— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules).

● Série « blanche » :
— composition communale des unités urbaines;
— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

● Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

● Tableaux (1) :
— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés au lieu de résidence (2 pages);
— tableaux-lignes des fascicules jaunes;
— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;
— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spéficiques.

Supports de diffusion :
— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...
● Cartes :
— cartes sur mesure.
● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— fichiers « détail » de l'exhaustif;
— fichiers « détail » au lieu de travail;
— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, *INSEE-Première* permet de présenter les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (2) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

● Série « verte » : « Population-activité-ménages » :
● Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « bordeaux ») :
— 7 volumes France métropolitaine :
  — population totale,
  — population active,
  — formation,
  — ménages et familles,
  — nationalités-étrangers,
  — logements et immeubles,
  — population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

● Tableaux :
— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (5 pages), standards (2 pages), résumés (4 pages), au lieu de résidence;
— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (8 pages), résumés (2 pages) au lieu de travail;
— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (7 pages), résumés (1 page) au lieu de résidence antérieure;
— tableaux-lignes d'indicateurs;
— tableaux d'étude pour partie, repris des volumes bordeaux;

---

1. De façon générale, un nouvel outil informatique a été mis au point pour permettre l'interrogation des bases du recensement de 1990; il s'agit de CIRCE (cheminement informatique sur le recensement pour le calcul et l'édition).
2. Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;
— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;
— fichier lieu de travail;
— fichier lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);
— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles — PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;
— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;
— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au diplôme le plus élevé obtenu figurant sur le bulletin individuel (question 8) correspond à une information simplifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1982.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— certificat d'études primaires;
— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;
— CAP;
— BEP;
— baccalauréat, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.);
— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;
— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

Il est à noter que les non-déclarations à la question 8 ne sont pas redressées et sont conservées dans une modalité « aucun diplôme déclaré ». Ces non-déclarations peuvent en effet correspondre à des omissions ou refus de réponse, de même qu'à l'absence de diplôme.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;
— dans des communes différentes :
  — de la même unité urbaine,
  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM),
  — du même département,
  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active — et particulièrement le nombre même de personnes actives — dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'œuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active avant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;
— statut;
— activité économique;
— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;
— salariés de l'État;
— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;
— salariés de la Sécurité sociale;
— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;
— employeurs;
— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

1. En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

Organismes divers :
— enseignement public supérieur (universités, IUT);
— CROUS;
— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);
— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;
— agence nationale pour l'emploi (ANPE);
— centre national de la recherche scientifique (CNRS);
— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :
— régions, départements, communes, communautés urbaines;
— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);
— syndicats et districts urbains;
— services communaux, départementaux;
— lycées, collèges;
— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);
— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;
— maisons de jeunes;
— syndicats d'initiative;
— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;
— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :
— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;
— régimes spéciaux ou statutaires;
— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :
Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit — sans avoir besoin d'une délégation quelconque — une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);
— président-directeur général;
— président de société anonyme;
— directeur général de société anonyme;
— associé de société en nom;
— associé de société de fait;
— commanditaire de société en commandite;
— chef d'entreprise;
— administrateur de société;
— agent d'assurance dirigeant un cabinet;
— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);
— administrateur général d'entreprise publique;
— président d'entreprise nationalisée;
— associé de GAEC (agriculture);
— autres :
  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;
  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;
  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous ? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
— actifs ayant un emploi;
— chômeurs;
— militaires du contingent.

2. Inactifs :
— anciens actifs;
— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);
— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socio-professionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Généralités et méthodologie sur le recensement :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1990.

Tome 1 : Présentation générale, géographie et cartographie, dénombrement (à paraître).

Tome 2 : Description des données (exploitation exhaustive).

Tome 3 : Description des traitements (exploitation exhaustive).

Tome 4 : Description des données (exploitation lourde).

Tome 5 : Description des traitements (exploitation lourde).

Tome 6 : Description des tableaux normalisés (à paraître).

Tome 7 : Fichiers issus des sondages au 1/24 et au 1/100 (tableaux normalisés).

Tome 8 : Description des fichiers.

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques, *INSEE-Résultats* .

Publications relatives au recensement de la population de 1990 :

Série « bleue » : « Population légale » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;

— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2 000 habitants.

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés en un seul volume);

— fascicule : France, départements, unités urbaines;

— fascicule : ZPIU (zones de peuplement urbain et industriel).

Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1990;

— composition des ZPIU (zones de peuplement urbain), délimitation 1990.

Série « jaune » : « Logement-Population-Emploi, évolution 1975-1982-1990 » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicule national : la France et ses régions, tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; communes de plus de 10.000 habitants; unités urbaines de plus de 20.000 habitants.

Série « verte » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2.000 habitants ou plus;
— fascicules régionaux (22) : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;
— fascicule national : la France et ses régions.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1990 », n° 81. Première estimation nationale;
— « La population des régions », n° 82. Recensement de la population de 1990. Premières estimations;
— « La population des départements d'outre-mer en 1990 », n° 83. Recensement de la population. Premières estimations;
— « Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 », n° 111;
— « La population légale au recensement de 1990 », n° 116;
— « Plus loin de la ville », n° 119. Résultats au recensement de la population de 1990;
— « Villes et régions au rendez-vous de l'Europe », n° 136;
— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit », n° 146. Recensement de la population de 1990;
— « Moins de logements neufs, plus de rénovation », n° 147. Recensement de la population de 1990;
— « Une population jeune dans les DOM », n° 148. Recensement de la population de 1990;
— « 25 millions d'actifs en mars 1990 », n° 149. Recensement de la population de 1990;
— « La population étrangère », n° 150. Recensement de la population de 1990;
— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne », n° 157. Recensement de la population de 1990;
— « Six femmes sur dix sont actives, une active sur quatre à temps partiel », n° 160;
— « La localisation des étrangers en France », n° 177. Recensement de la population de 1990;
— « Six millions de personnes seules », n° 200. Recensement de la population de 1990;
— « Les déplacements domicile-travail », n° 202. Recensement de la population de 1990;
— « La population des DOM-TOM en métropole », n° 204;
— « La population étrangère en 1990 par nationalité », n° 217. Recensement de la population de 1990;
— « Les quartiers prioritaires de la politique de la ville », n° 234;
— « 271.400 mariages en 1992 », n° 289;
— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293;
— « Bilan démographique de 1993 », n° 294;
— « Taille des familles et milieu social », n° 296;
— « Les diplômes des Français », n° 305;
— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311;
— « La formation professionnelle continue », n° 314;
— « Les naissances en 1992 », n° 317;
— « L'influence des villes et des bourgs-centres », n° 325;
— « Les transformations sociales du territoire 1982-1990 », n° 341.

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

Série thématique (ex-« bordeaux ») :

— « France métropolitaine et régions », n° 13-14-15. Résultats du sondage au vingtième;
— « Nationalités », n° 19. Résultats du sondage au vingtième;
— « Nationalités », n° 21. Résultats du sondage au quart;
— « Ménages-familles », n° 22-23. Résultats du sondage au quart;
— « Les populations des DOM-TOM, nées et originaires, résidant en France métropolitaine », n° 24;
— « Population active » - RP 90, n° 25;
— « Logements-immeubles », n° 28-29. Résultats du sondage au quart;
— « Formation », n° 30-31. Résultats du sondage au quart;
— « Population totale », n° 32-33. Résultats du sondage au quart.

Économie et statistique :

— « Les étrangers en France », n° 242;
— « Le vieillissement sera plus important que prévu », n° 243;
— « La ville », n° 245;
— « La population des DOM en 1990 », n° 248;
— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail », n° 219;
— « Les marchés régionaux du travail », n° 253;
— « La population active agricole devrait continuer à baisser », n° 254-5.
— « L'âge des Français », n° 264.

La Société française, données sociales 1993, mai 1993.

Contours et caractères - INSEE-portrait social :

— « Les familles monoparentales », septembre 1994;
— « Les étrangers en France », mai 1994.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 12 août 1991.

Wallis-et-Futuna : 9 octobre 1990.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 15 mars 1990.

Nouvelle-Calédonie : 4 avril 1989.

Polynésie française : 6 septembre 1988.

INSEE-Première :

— « Mayotte : 6 mahorais sur 10 ont moins de vingt ans », n° 236;

— « La population de Wallis-et-Futuna en 1990 », n° 142;

— « Nouvelle-Calédonie : Principales caractéristiques de la population ».

— « 164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989 », n° 41.

INSEE-Résultats :

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 20;

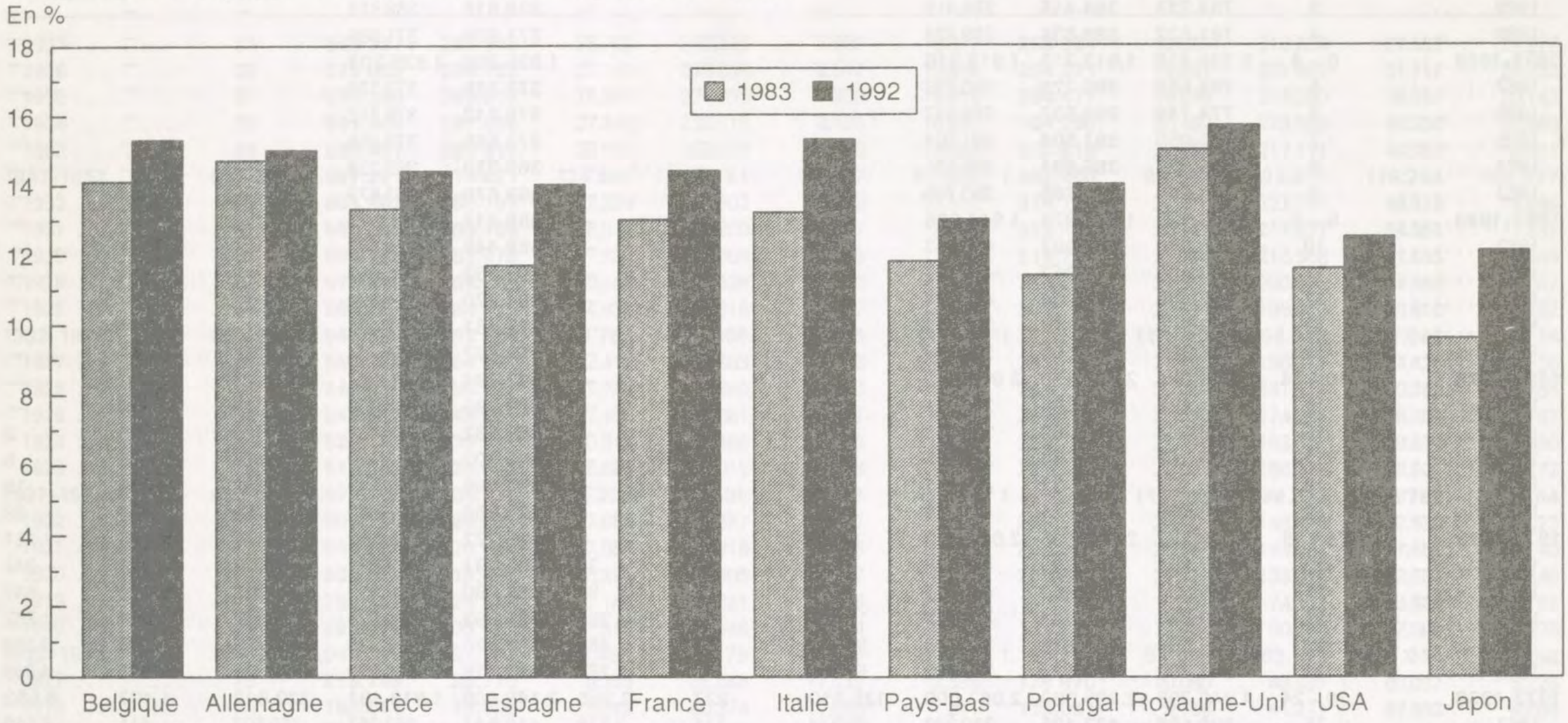
— « Image de la population de Wallis-et-Futuna », n° 18. Principaux résultats du recensement 1990;

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 2. Principaux résultats du recensement 1989.

* * *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.



Source : Eurostat

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de 0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1970	50.528,2	34,84	32,52	104,94	33,15	48,82	18,03	4,66
1975	52.600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53.731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55.157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1986	55.411,2	36,32	33,69	105,20	28,87	52,87	18,26	6,37
1987	55.681,8	36,44	33,93	105,27	28,59	52,97	18,44	6,44
1988	55.966,1	36,59	34,17	105,33	28,33	53,04	18,63	6,57
1989	56.269,8	36,73	34,42	105,37	28,07	53,09	18,84	6,69
1990	56.577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1991	56.893,2	37,03	34,92	105,37	27,48	53,27	19,25	6,65
1992	57.217,6	37,19	35,17	105,34	27,13	53,42	19,45	6,43
1993	*r* 57.529,8	37,36	35,43	105,32	26,77	53,57	19,65	6,25
1994 p	57.803,8	37,56	35,71	105,00	26,40	53,78	19,80	6,13

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1993

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1992	0	**731.763**	**375.043**	375.043	—	—	—	**356.720**	356.720	—	—	—
1991	1	**741.838**	**379.410**	379.410	—	—	—	**362.428**	362.428	—	—	—
1990	2	**749.762**	**384.506**	384.506	—	—	—	**365.256**	365.256	—	—	—
1989	3	**753.233**	**384.415**	384.415	—	—	—	**368.818**	368.818	—	—	—
1988	4	**761.822**	**389.836**	389.836	—	—	—	**371.986**	371.986	—	—	—
1992-1988	**0 - 4**	**3.738.418**	**1.913.210**	**1.913.210**	—	—	—	**1.825.208**	**1.825.208**	—	—	—
1987	5	**763.558**	**390.229**	390.229	—	—	—	**373.329**	373.329	—	—	—
1986	6	**774.749**	**396.537**	396.537	—	—	—	**378.212**	378.212	—	—	—
1985	7	**765.059**	**391.504**	391.504	—	—	—	**373.555**	373.555	—	—	—
1984	8	**755.129**	**385.891**	385.891	—	—	—	**369.238**	369.238	—	—	—
1983	9	**744.644**	**380.765**	380.765	—	—	—	**363.879**	363.879	—	—	—
1987-1983	**5 - 9**	**3.803.139**	**1.944.926**	**1.944.926**	—	—	—	**1.858.213**	**1.858.213**	—	—	—
1982	10	**796.040**	**407.597**	407.597	—	—	—	**388.443**	388.443	—	—	—
1981	11	**803.400**	**411.347**	411.347	—	—	—	**392.053**	392.053	—	—	—
1980	12	**807.464**	**413.144**	413.144	—	—	—	**394.320**	394.320	—	—	—
1979	13	**763.564**	**391.113**	391.113	—	—	—	**372.451**	372.451	—	—	—
1978	14	**746.396**	**382.169**	382.169	—	—	—	**364.227**	364.224	3	—	—
1982-1978	**10 - 14**	**3.916.864**	**2.005.370**	**2.005.370**	—	—	—	**1.911.494**	**1.911.491**	**3**	—	—
1977	15	**754.426**	**386.031**	386.031	—	—	—	**368.395**	368.366	19	10	—
1976	16	**736.028**	**376.066**	376.066	—	—	—	**359.962**	359.751	190	19	2
1975	17	**764.367**	**390.565**	390.556	9	—	—	**373.802**	373.129	623	45	5
1974	18	**816.127**	**417.232**	417.041	183	8	—	**398.895**	396.142	2.692	45	16
1973	19	**867.279**	**442.611**	441.739	846	20	6	**424.668**	416.663	7.853	54	98
1977-1973	**15 - 19**	**3.938.227**	**2.012.505**	**2.011.433**	**1.038**	**28**	**6**	**1.925.722**	**1.914.051**	**11.377**	**173**	**121**
1972	20	**887.851**	**452.060**	449.188	2.822	20	30	**435.791**	417.331	18.098	120	242
1971	21	**888.537**	**449.657**	441.621	7.909	32	95	**438.880**	404.189	33.915	129	647
1970	22	**867.081**	**438.388**	419.564	18.497	42	285	**428.693**	368.825	58.362	224	1.282
1969	23	**855.536**	**431.616**	394.245	36.632	54	685	**423.920**	331.836	89.496	256	2.332
1968	24	**841.790**	**423.672**	362.382	59.950	79	1.261	**418.118**	290.920	122.771	378	4.049
1972-1968	**20 - 24**	**4.340.795**	**2.195.393**	**2.067.000**	**125.810**	**227**	**2.356**	**2.145.402**	**1.813.101**	**322.642**	**1.107**	**8.552**
1967	25	**838.666**	**422.125**	330.342	89.344	111	2.328	**416.541**	253.967	155.507	511	6.556
1966	26	**861.962**	**432.298**	304.762	123.545	147	3.844	**429.664**	229.557	189.967	943	9.197
1965	27	**869.849**	**436.724**	274.953	155.208	209	6.354	**433.125**	202.612	216.703	1.203	12.607
1964	28	**884.298**	**442.600**	248.316	185.225	300	8.759	**441.698**	181.605	242.595	1.349	16.149
1963	29	**879.904**	**439.527**	220.079	207.668	396	11.384	**440.377**	160.071	258.481	1.815	20.010
1967-1963	**25 - 29**	**4.334.679**	**2.173.274**	**1.378.452**	**760.990**	**1.163**	**32.669**	**2.161.405**	**1.027.812**	**1.063.253**	**5.821**	**64.519**
1962	30	**857.954**	**428.232**	190.321	223.637	441	13.833	**429.722**	138.987	266.429	2.000	22.306
1961	31	**869.113**	**433.270**	173.431	241.934	494	17.411	**435.843**	126.397	281.035	2.417	25.994
1960	32	**870.190**	**434.424**	154.861	259.062	625	19.876	**435.766**	111.311	291.979	2.914	29.562
1959	33	**871.387**	**434.503**	138.427	272.420	765	22.891	**436.884**	100.142	300.602	3.338	32.802
1958	34	**854.612**	**425.505**	123.062	276.445	848	25.150	**429.107**	88.200	302.216	3.891	34.800
1962-1958	**30 - 34**	**4.323.256**	**2.155.934**	**780.102**	**1.273.498**	**3.173**	**99.161**	**2.167.322**	**565.037**	**1.442.261**	**14.560**	**145.464**
1957	35	**858.489**	**427.218**	111.474	287.217	990	27.537	**431.271**	79.929	308.669	4.385	38.288
1956	36	**856.358**	**425.866**	100.907	293.961	1.168	29.830	**430.492**	67.637	312.786	4.992	40.582
1955	37	**854.774**	**424.928**	89.865	301.768	1.299	31.996	**429.846**	72.132	315.523	5.581	42.864
1954	38	**855.433**	**426.475**	82.280	308.714	1.505	33.976	**428.958**	65.878	317.334	6.174	44.949
1953	39	**844.245**	**421.587**	74.800	309.952	1.641	35.194	**422.658**	60.501	314.608	6.761	45.870
1957-1953	**35 - 39**	**4.269.299**	**2.126.074**	**459.326**	**1.501.612**	**6.603**	**158.533**	**2.143.225**	**55.419**	**1.568.920**	**27.893**	**212.553**
1952	40	**863.437**	**432.171**	70.537	322.718	1.790	37.126	**431.266**	52.606	323.092	7.597	47.971
1951	41	**848.825**	**425.427**	63.999	320.934	2.093	38.401	**423.398**	48.420	318.193	8.476	48.309
1950	42	**887.510**	**446.493**	61.310	342.194	2.536	40.453	**441.017**	46.407	332.799	9.737	52.074
1949	43	**877.783**	**442.062**	55.404	343.300	2.813	40.545	**435.721**	42.807	330.092	10.943	51.879
1948	44	**879.474**	**444.996**	51.988	349.274	3.166	40.568	**434.478**	40.354	331.000	12.255	50.869
1952-1948	**40 - 44**	**4.357.029**	**2.191.149**	**303.238**	**1.678.420**	**12.398**	**197.093**	**2.165.880**	**230.594**	**1.635.176**	**49.008**	**251.102**
1947	45	**865.698**	**438.150**	47.332	347.058	3.419	40.341	**427.548**	37.503	326.783	13.418	49.844
1946	46	**824.850**	**416.722**	43.429	331.208	3.613	38.472	**408.128**	33.761	313.347	14.489	46.531
1945	47	**628.432**	**317.655**	31.472	254.059	3.069	29.055	**310.777**	24.780	237.575	12.627	35.795
1944	48	**618.926**	**312.276**	29.414	251.656	3.446	27.760	**306.650**	23.604	235.444	13.944	33.658
1943	49	**605.727**	**305.881**	27.809	248.132	3.509	26.431	**299.846**	21.991	230.574	15.073	32.208
1947-1943	**45 - 49**	**3.543.633**	**1.790.684**	**179.456**	**1.432.113**	**17.056**	**162.059**	**1.752.949**	**141.639**	**1.343.723**	**69.551**	**198.036**
1942	50	**566.816**	**286.733**	26.090	232.947	3.650	24.046	**280.083**	20.448	214.423	15.510	29.702
1941	51	**509.791**	**257.230**	23.624	209.269	3.569	20.768	**252.561**	17.976	194.065	15.674	24.846
1940	52	**539.735**	**271.069**	25.061	221.014	4.275	20.719	**268.666**	18.781	205.801	19.228	24.856
1939	53	**574.618**	**285.664**	26.966	233.283	5.020	20.395	**288.954**	19.712	221.957	22.657	24.628
1938	54	**569.829**	**282.657**	26.465	231.691	5.433	19.068	**287.172**	19.421	218.737	25.278	23.736
1942-1938	**50 - 54**	**2.760.789**	**1.383.353**	**128.206**	**1.128.204**	**21.947**	**104.996**	**1.377.436**	**96.338**	**1.054.983**	**98.347**	**127.768**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1993

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1937	55	**569.377**	**280.843**	26.500	230.327	5.999	18.017	**288.534**	19.061	219.634	27.862	21.977
1936	56	**579.053**	**284.732**	27.149	234.088	6.617	16.878	**294.321**	19.681	221.691	31.717	21.232
1935	57	**575.389**	**280.912**	26.956	230.732	7.208	16.016	**294.477**	19.648	219.290	35.397	20.142
1934	58	**591.905**	**287.655**	27.346	236.615	8.133	15.561	**304.250**	20.499	223.586	40.200	19.965
1933	59	**581.497**	**280.679**	26.853	230.419	8.840	14.567	**300.818**	20.659	217.111	44.067	18.981
1937-1933.....	**55 - 59**	**2.897.221**	**1.414.821**	**134.804**	**1.162.181**	**36.797**	**81.039**	**1.482.400**	**99.548**	**1.101.312**	**179.243**	**102.297**
1932	60	**603.962**	**289.798**	27.324	238.602	9.933	13.939	**314.164**	21.900	223.755	49.815	18.694
1931	61	**596.200**	**283.758**	26.574	233.200	10.587	13.397	**312.442**	22.222	217.837	54.551	17.832
1930	62	**604.769**	**285.978**	27.234	233.960	12.083	12.701	**318.791**	23.191	216.568	61.683	17.349
1929	63	**571.813**	**268.585**	25.189	219.628	12.373	11.395	**303.228**	22.559	200.600	64.382	15.687
1928	64	**568.791**	**264.775**	24.433	216.516	13.247	10.579	**304.016**	22.571	195.653	70.610	15.182
1932-1928.....	**60 - 64**	**2.945.535**	**1.392.894**	**130.754**	**1.141.906**	**58.223**	**62.011**	**1.552.641**	**112.443**	**1.054.413**	**301.041**	**84.744**
1927	65	**552.168**	**254.571**	22.417	208.393	14.003	9.758	**297.597**	22.466	186.377	74.424	14.330
1926	66	**549.619**	**250.394**	21.798	204.380	15.023	9.193	**299.225**	23.064	181.914	80.382	13.865
1925	67	**541.852**	**243.965**	22.150	197.281	15.967	8.567	**297.887**	23.652	174.267	86.201	13.767
1924	68	**520.143**	**230.791**	20.247	186.468	16.336	7.740	**289.352**	22.940	163.608	89.874	12.930
1923	69	**513.368**	**226.049**	18.620	183.013	17.118	7.298	**287.319**	23.071	156.075	95.901	12.272
1927-1923.....	**65 - 69**	**2.677.150**	**1.205.770**	**105.232**	**979.535**	**78.447**	**42.556**	**1.471.380**	**115.193**	**862.241**	**426.782**	**67.164**
1922	70	**506.290**	**220.205**	17.654	177.387	18.577	6.587	**286.085**	22.607	148.925	102.530	12.023
1921	71	**511.264**	**220.444**	17.054	176.918	19.908	6.564	**290.820**	22.539	144.591	111.650	12.040
1920	72	**509.572**	**218.607**	15.278	174.805	22.347	6.177	**290.965**	21.712	135.074	122.531	11.648
1919	73	**299.562**	**126.438**	9.148	99.721	13.886	3.683	**173.124**	13.314	74.345	78.303	7.162
1918	74	**255.170**	**105.457**	7.317	82.648	12.644	2.848	**149.713**	11.484	60.254	72.000	5.975
1922-1918.....	**70 - 74**	**2.081.858**	**891.151**	**66.451**	**711.479**	**87.362**	**25.859**	**1.190.707**	**91.656**	**563.189**	**487.014**	**48.848**
1917	75	**218.745**	**88.775**	6.399	68.688	11.332	2.356	**129.970**	10.060	48.597	66.087	5.226
1916	76	**198.041**	**78.980**	5.542	60.374	11.093	1.971	**119.061**	9.188	41.271	63.993	4.609
1915	77	**237.965**	**93.162**	6.665	70.002	14.291	2.204	**144.803**	11.528	46.530	81.376	5.369
1914	78	**340.571**	**129.053**	9.214	95.402	21.608	2.829	**211.518**	16.549	64.587	122.988	7.394
1913	79	**326.229**	**122.272**	8.581	87.894	23.189	2.608	**203.957**	16.056	57.281	123.690	6.930
1917-1913.....	**75 - 79**	**1.321.551**	**512.242**	**36.401**	**382.360**	**81.513**	**11.968**	**809.309**	**63.381**	**258.266**	**458.134**	**29.528**
1912	80	**310.442**	**113.296**	8.121	79.069	23.826	2.280	**197.146**	15.938	49.938	124.755	6.515
1911	81	**270.322**	**95.710**	6.868	64.507	22.374	1.961	**174.612**	14.233	40.154	114.429	5.796
1910	82	**260.774**	**89.693**	6.307	58.162	23.490	1.734	**171.081**	14.112	33.867	117.834	5.268
1909	83	**234.345**	**77.601**	5.366	48.459	22.358	1.418	**156.744**	13.149	27.426	111.470	4.699
1908	84	**212.321**	**68.305**	5.060	40.708	21.341	1.196	**144.016**	12.545	21.810	105.526	4.135
1912-1908.....	**80 - 84**	**1.288.204**	**444.605**	**31.722**	**290.905**	**113.389**	**8.589**	**843.599**	**69.977**	**173.195**	**574.014**	**26.413**
1907	85	**182.140**	**56.166**	3.848	31.873	19.593	852	**125.974**	11.025	16.724	94.700	3.525
1906	86	**161.104**	**47.982**	3.143	26.223	17.881	735	**113.122**	10.282	12.930	86.873	3.037
1905	87	**137.927**	**39.784**	2.574	20.471	16.164	575	**98.143**	9.114	9.566	77.050	2.413
1904	88	**115.913**	**31.594**	2.096	15.026	14.071	401	**84.319**	8.024	7.125	67.198	1.972
1903	89	**96.007**	**25.024**	1.522	10.978	12.233	291	**70.983**	6.962	5.017	57.327	1.677
1907-1903.....	**85 - 89**	**693.091**	**200.550**	**13.183**	**104.571**	**79.942**	**2.854**	**492.541**	**45.407**	**51.362**	**383.148**	**12.624**
1902	90	**80.300**	**20.122**	1.321	8.083	10.485	233	**60.178**	5.875	3.703	49.276	1.324
1901	91	**63.657**	**15.073**	1.089	5.596	8.219	169	**48.584**	4.946	2.794	39.798	1.046
1900	92	**46.240**	**10.331**	643	3.228	6.379	81	**35.909**	3.690	1.300	30.219	700
1899	93	**33.585**	**7.065**	463	2.027	4.518	57	**26.520**	2.768	906	22.407	439
1898	94	**24.070**	**4.736**	300	1.192	3.205	39	**19.334**	2.063	583	16.336	352
1902-1898.....	**90 - 94**	**247.852**	**57.327**	**3.816**	**20.126**	**32.806**	**579**	**190.525**	**19.342**	**9.286**	**158.036**	**3.861**
1897	95	**17.485**	**3.282**	193	750	2.330	9	**14.203**	1.599	353	12.028	223
1896	96	**12.304**	**2.076**	122	386	1.549	19	**10.228**	1.169	320	8.605	134
1895	97	**7.950**	**1.121**	73	198	836	14	**6.829**	783	140	5.790	116
1894	98	**5.394**	**783**	48	140	595	—	**4.611**	589	115	3.845	62
1893	99	**3.578**	**501**	41	60	393	7	**3.077**	375	51	2.613	38
1897-1893.....	**95 - 99**	**46.711**	**7.763**	**477**	**1.534**	**5.703**	**49**	**38.948**	**4.515**	**979**	**32.881**	**573**
1892 et avant....	**100 ou plus**	**4.404**	**570**	**49**	**63**	**456**	**2**	**3.834**	**484**	**229**	**3.063**	**58**
Population totale .		**57.529.705**	**28.019.565**	**13.693.608**	**12.696.345**	**637.233**	**992.379**	**29.510.140**	**12.339.289**	**12.516.810**	**3.269.816**	**1.384.225**
Moins de 20 ans . . .		**15.396.648**	**7.876.011**	7.874.939	1.038	28	6	**7.520.637**	7.508.963	11.380	173	121
20 ans à 64 ans . . .		**33.772.236**	**16.823.576**	5.561.338	10.204.734	157.587	899.917	**16.948.660**	4.420.371	10.586.683	746.571	1.195.035
65 ans ou plus		**8.360.821**	**3.319.978**	257.331	2.490.573	479.618	92.456	**5.040.843**	409.955	1.918.747	2.523.072	189.069

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1994

Evaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1993	0	**700.356**	358.795	341.561	1943	50	**603.649**	304.333	299.316
1992	1	**726.297**	371.609	354.688	1942	51	**564.774**	285.269	279.505
1991	2	**746.200**	381.798	364.402	1941	52	**507.855**	255.842	252.013
1990	3	**750.892**	384.859	366.033	1940	53	**537.041**	269.170	267.871
1989	4	**756.119**	386.118	370.001	1939	54	**571.767**	283.571	288.196
1993-1989	0 - 4	**3.679.864**	1.883.179	1.796.685	1943-1939	50 - 54	**2.785.086**	1.398.185	1.386.901
1988	5	**764.894**	391.376	373.518	1938	55	**567.091**	280.605	286.486
1987	6	**765.461**	391.183	374.278	1937	56	**566.382**	278.593	287.789
1986	7	**775.831**	397.039	378.792	1936	57	**575.622**	282.219	293.403
1985	8	**767.551**	392.738	374.813	1935	58	**571.536**	278.093	293.443
1984	9	**757.034**	386.831	370.203	1934	59	**587.315**	284.357	302.958
1988-1984	5 - 9	**3.830.771**	1.959.167	1.871.604	1938-1934	55 - 59	**2.867.946**	1.403.867	1.464.079
1983	10	**745.378**	381.115	364.263	1933	60	**576.596**	277.083	299.513
1982	11	**797.337**	408.239	389.098	1932	61	**598.342**	285.676	312.666
1981	12	**805.504**	412.418	393.086	1931	62	**590.096**	279.393	310.703
1980	13	**809.093**	414.101	394.992	1930	63	**597.739**	280.968	316.771
1979	14	**765.432**	392.039	373.393	1929	64	**564.688**	263.619	301.069
1983-1979	10 - 14	**3.922.744**	2.007.912	1.914.832	1933-1929	60 - 64	**2.927.461**	1.386.739	1.540.722
1978	15	**749.380**	383.419	365.961	1928	65	**561.437**	259.615	301.822
1977	16	**758.139**	387.660	370.479	1927	66	**544.548**	249.373	295.175
1976	17	**738.678**	377.229	361.449	1926	67	**541.175**	244.600	296.575
1975	18	**765.655**	390.717	374.938	1925	68	**532.794**	237.881	294.913
1974	19	**815.247**	415.793	399.454	1924	69	**510.769**	224.616	286.153
1978-1974	15 - 19	**3.827.099**	1.954.818	1.872.281	1928-1924	65 - 69	**2.690.723**	1.216.085	1.474.638
1973	20	**865.759**	440.635	425.124	1923	70	**503.586**	219.698	283.888
1972	21	**885.238**	449.406	435.832	1922	71	**495.655**	213.517	282.138
1971	22	**885.825**	447.279	438.546	1921	72	**499.664**	213.207	286.457
1970	23	**865.512**	437.142	428.370	1920	73	**496.406**	210.453	285.953
1969	24	**855.271**	431.145	424.126	1919	74	**290.903**	121.249	169.654
1973-1969	20 - 24	**4.357.605**	2.205.607	2.151.998	1923-1919	70 - 74	**2.286.214**	978.124	1.308.090
1968	25	**843.073**	424.104	418.969	1918	75	**247.264**	100.844	146.420
1967	26	**842.342**	424.125	418.217	1917	76	**211.011**	84.406	126.605
1966	27	**866.106**	434.725	431.381	1916	77	**190.322**	74.767	115.555
1965	28	**874.136**	439.089	435.047	1915	78	**228.276**	87.786	140.490
1964	29	**889.072**	445.146	443.926	1914	79	**324.709**	120.659	204.050
1968-1964	25 - 29	**4.314.729**	2.167.189	2.147.540	1918-1914	75 - 79	**1.201.582**	468.462	733.120
1963	30	**884.709**	442.013	442.696	1913	80	**309.244**	113.559	195.685
1962	31	**861.700**	430.048	431.652	1912	81	**292.452**	104.324	188.128
1961	32	**872.293**	434.896	437.397	1911	82	**252.437**	87.381	165.056
1960	33	**872.089**	435.426	436.663	1910	83	**241.354**	80.853	160.501
1959	34	**872.814**	435.225	437.589	1909	84	**214.441**	68.927	145.514
1963-1959	30 - 34	**4.363.605**	2.177.608	2.185.997	1913-1909	80 - 84	**1.309.928**	455.044	854.884
1958	35	**855.956**	426.128	429.828	1908	85	**192.614**	60.214	132.400
1957	36	**860.112**	427.884	432.228	1907	86	**163.086**	48.851	114.235
1956	37	**856.451**	425.699	430.752	1906	87	**142.392**	41.096	101.296
1955	38	**854.729**	424.571	430.158	1905	88	**120.223**	33.522	86.701
1954	39	**855.459**	426.145	429.314	1904	89	**99.525**	26.001	73.524
1958-1954	35 - 39	**4.282.707**	2.130.427	2.152.280	1908-1904	85 - 89	**717.840**	209.684	508.156
1953	40	**843.874**	420.985	422.889	1903	90	**80.949**	20.304	60.645
1952	41	**862.201**	431.121	431.080	1902	91	**66.582**	16.098	50.484
1951	42	**847.807**	424.452	423.355	1901	92	**51.325**	11.718	39.607
1950	43	**885.618**	445.124	440.494	1900	93	**36.496**	7.854	28.642
1949	44	**875.612**	440.524	435.088	1899	94	**25.678**	5.153	20.525
1953-1949	40 - 44	**4.315.112**	2.162.206	2.152.906	1903-1899	90 - 94	**261.030**	61.127	199.903
1948	45	**877.281**	443.199	434.082	1899 et avant	95 ou plus	**55.921**	9.385	46.536
1947	46	**863.320**	436.328	426.992					
1946	47	**821.952**	414.699	407.253	**Population totale**		**57.803.577**	**28.155.830**	**29.647.747**
1945	48	**626.483**	316.242	310.241	Moins de 20 ans		**15.260.478**	7.805.076	7.455.402
1944	49	**616.574**	310.547	306.027	20 ans à 64 ans		**34.019.861**	16.952.843	17.067.018
1948-1944	45 - 49	**3.805.610**	1.921.015	1.884.595	65 ans ou plus		**8.523.238**	3.397.911	5.125.327

TABLEAU B.01-4

Population des Etats de la Communauté européenne

Au 1er Janvier 1992

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin			Sexe féminin			
	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne	80.274,6	38.839,1	8.875,2	25.877,1	4.087,0	41.435,5	8.418,7	25.071,2	7.945,7
Belgique	1.002,0	4.899,2	1.255,0	3.039,0	605,3	5.122,8	1.196,3	3.005,9	920,8
Danemark	5.162,1	2.544,5	631,4	1.581,5	331,5	2.617,7	603,4	1.451,9	472,3
Espagne	39.055,9	19.172,0	5.464,8	11.484,4	2.222,9	19.883,9	5.129,0	11.579,3	3.175,6
France	**57.217,6**	**27.864,3**	**7.942,0**	**16.677,6**	**3.244,4**	**29.353,3**	**7.581,3**	**16.815,7**	**4.956,1**
Grèce (1)	10.279,8	5.065,2	1.330,3	3.092,5	642,4	5.214,7	1.244,6	3.139,7	830,3
Irlande	3.543,5	1.762,3	648,1	939,7	174,3	1.781,2	614,7	935,6	230,5
Italie	56.757,2	27.598,9	6.755,3	17.367,9	3.475,6	29.158,4	6.389,8	17.624,1	5.144,4
Luxembourg	389,8	191,3	46,4	125,4	19,6	198,5	44,1	121,0	33,3
Pays-Bas	15.129,2	7.480,4	1.922,1	4.776,8	781,7	7.648,5	1.840,1	4.630,6	1.178,0
Portugal (1)	9.855,4	4.751,0	1.408,6	2.775,5	567,4	5.104,3	1.352,3	2.952,7	799,5
Royaume-Uni	57.899,6	28.300,3	7.592,0	17.057,6	3.650,5	29.599,3	7.183,5	16.948,9	5.466,8

(1) données provisoires

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.651.955**	**27.565.056**	**29.086.899**
Moins de 20 ans	**16.151.675**	8.250.070	7.901.605	**15.594.780**	7.980.256	7.614.524	**14.991.528**	7.666.883	7.324.645
20 à 59 ans	**26.482.160**	13.400.630	13.081.530	**28.664.076**	14.403.584	14.260.492	**30.358.978**	15.197.550	15.161.428
60 à 74 ans	**7.005.255**	3.123.880	3.881.375	**6.478.304**	2.888.248	3.590.056	**7.256.296**	3.301.003	3.955.293
75 ans ou plus	**2.960.340**	969.895	1.990.445	**3.558.452**	1.215.568	2.342.84	**4.045.153**	1.399.620	2.645.533
0 à 4 ans	**3.424.210**	1.752.654	1.671.565	**3.137.284**	1.605.824	1.531.460	**3.150.782**	1.610.598	1.540.184
5 à 9 ans	**4.185.945**	2.138.455	2.047.490	**3.815.176**	1.952.904	1.862.272	**3.841.218**	1.962.629	1.878.589
10 à 14 ans	**4.299.265**	2.196.590	2.102.675	**4.284.568**	2.196.596	2.087.972	**3.784.589**	1.938.195	1.846.394
15 à 19 ans	**4.242.255**	2.162.380	2.079.875	**4.357.752**	2.224.932	2.132.820	**4.214.939**	2.155.461	2.059.478
20 à 24 ans	**4.211.185**	2.127.530	2.083.655	**4.257.252**	2.141.600	2.115.652	**4.282.196**	2.168.190	2.114.006
25 à 29 ans	**4.390.285**	2.264.060	2.126.225	**4.191.764**	2.103.168	2.088.596	**4.306.887**	2.147.719	2.159.168
30 à 34 ans	**3.060.575**	1.594.795	1.465.780	**4.372.288**	2.219.016	2.153.272	**4.289.527**	2.138.743	2.150.784
35 à 39 ans	**3.022.335**	1.553.940	1.468.395	**3.624.168**	1.856.868	1.767.300	**4.270.236**	2.131.606	2.138.630
40 à 44 ans	**3.270.555**	1.657.915	1.612.640	**2.877.544**	1.470.516	1.407.028	**4.360.919**	2.209.016	2.151.903
45 à 49 ans	**3.312.455**	1.663.095	1.649.360	**3.073.684**	1.547.672	1.526.012	**2.965.883**	1.502.147	1.463.736
50 à 54 ans	**3.203.030**	1.567.415	1.635.615	**3.218.468**	1.595.684	1.622.784	**2.872.736**	1.434.130	1.438.606
55 à 59 ans	**2.011.740**	971.880	1.039.860	**3.048.908**	1.469.060	1.579.848	**3.010.594**	1.465.999	1.544.595
60 à 64 ans	**2.466.590**	1.148.250	1.318.340	**2.508.048**	1.174.148	1.333.900	**2.938.024**	1.389.269	1.548.755
65 à 69 ans	**2.442.120**	1.093.285	1.348.835	**1.816.164**	807.664	1.008.500	**2.719.706**	1.223.471	1.496.235
70 à 74 ans	**2.096.545**	882.345	1.214.200	**2.154.092**	906.436	1.247.656	**1.598.566**	688.263	910.303
75 à 79 ans	**1.492.945**	555.610	937.335	**1.699.836**	655.224	1.044.612	**1.689.051**	660.981	1.028.070
80 à 84 ans	**874.855**	260.740	614.115	**1.118.192**	377.024	741.168	**1.317.686**	458.605	859.081
85 ou plus	**592.540**	153.545	438.995	**740.424**	183.320	557.104	**1.038.416**	280.034	758.382

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323.786**	**158.377**	**165.409**	**327.002**	**160.112**	**166.890**	**387.034**	**189.187**	**197.847**
Moins de 20 ans	**170.217**	85.787	84.430	**144.094**	72.772	71.322	**138.808**	70.309	68.499
20 à 39 ans	**73.729**	35.415	38.314	**93.157**	45.826	47.331	**130.776**	64.309	66.467
40 à 59 ans	**51.434**	24.768	26.666	**54.974**	26.130	28.844	**72.036**	34.697	37.339
60 ans ou plus	**28.406**	12.407	15.999	**34.777**	15.384	19.393	**45.414**	19.872	25.542
Guyane	**57.348**	**29.621**	**27.727**	**73.012**	**38.448**	**34.564**	**114.808**	**59.799**	**55.009**
Moins de 20 ans	**27.865**	14.016	13.849	**30.948**	15.678	15.270	**48.973**	24.836	24.137
20 à 39 ans	**16.640**	9.015	7.625	**25.759**	14.214	11.545	**40.196**	21.291	18.905
40 à 59 ans	**8.851**	4.728	4.123	**11.219**	6.118	5.101	**18.868**	10.348	8.520
60 ans ou plus	**3.992**	1.862	2.130	**5.086**	2.438	2.648	**6.771**	3.324	3.447
Martinique	**323.790**	**156.821**	**166.969**	**326.717**	**158.415**	**168.302**	**359.579**	**173.878**	**185.701**
Moins de 20 ans	**167.555**	84.074	83.481	**136.225**	68.712	67.513	**118.538**	60.258	58.280
20 à 39 ans	**71.845**	33.918	37.927	**93.158**	45.566	47.592	**121.225**	59.085	62.140
40 à 59 ans	**53.350**	25.478	27.872	**58.631**	27.460	31.171	**69.509**	32.703	36.806
60 ans ou plus	**31.040**	13.351	17.689	**38.703**	16.677	22.026	**50.307**	21.832	28.475
Réunion	**480.152**	**233.227**	**246.925**	**515.798**	**252.997**	**262.801**	**597.828**	**294.256**	**303.572**
Moins de 20 ans	**257.344**	128.084	129.260	**243.277**	122.651	120.626	**238.700**	120.608	118.092
20 à 39 ans	**123.004**	59.106	63.898	**150.551**	73.556	76.995	**204.729**	100.874	103.855
40 à 59 ans	**70.511**	34.238	36.273	**84.066**	41.134	42.932	**103.003**	51.076	51.927
60 ans ou plus	**29.293**	11.799	17.494	**37.904**	15.656	22.248	**51.396**	21.698	29.698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	Total	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie Recensement de 1989					
Les deux sexes	**164.173**	**72.006**	**51.159**	**29.616**	**11.392**
Sexe masculin	**83.862**	36.785	25.910	15.670	5.497
Sexe féminin	**80.311**	35.221	25.249	13.946	5.895
Polynésie française Recensement de 1988					
Les deux sexes	**188.814**	**87.031**	**62.181**	**29.759**	**9.843**
Sexe masculin	**98.345**	44.626	32.770	16.098	4.851
Sexe féminin	**90.469**	42.405	29.411	13.661	4.992
Wallis et Futuna Recensement de 1990					
Les deux sexes	**13.705**	**7.451**	**3.306**	**1.967**	**981**
Sexe masculin	**6.829**	3.847	1.538	976	468
Sexe féminin	**6.876**	3.604	1.768	991	513
Saint-Pierre et Miquelon Recensement de 1990					
Les deux sexes	**6.277**	**1.885**	**2.158**	**1.406**	**828**
Sexe masculin	**3.148**	956	1.127	756	309
Sexe féminin	**3.129**	929	1.031	650	519
Mayotte Recensement de 1991					
Les deux sexes	**94.385**	**54.632**	**26.126**	**9.682**	**3.945**
Sexe masculin	**49.095**	27.876	13.958	5.244	2.017
Sexe féminin	**45.290**	26.756	12.168	4.438	1.928

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
Les deux sexes	**45.875.366**	**5.261.236**	**11.827.052**	**8.406.576**	**3.116.306**	**6.223.971**	**2.243.796**	**4.275.290**	**2.286.519**	**2.234.620**
15 à 19 ans	**4.214.939**	3.678.630	304.285	45.851	58.409	89.737	30.255	7.147	401	224
20 à 24 ans	**4.282.196**	1.370.178	670.185	123.901	232.921	779.864	464.989	378.670	209.222	52.266
25 à 29 ans	**4.306.887**	171.082	811.903	181.627	347.185	910.945	504.725	614.601	452.010	312.809
30 à 39 ans	**8.559.763**	41.346	1.666.937	1.035.590	756.742	1.724.493	675.936	1.174.751	787.855	696.113
40 à 49 ans	**7.326.802**	—	1.584.636	1.488.856	572.483	1.427.240	253.437	924.893	478.484	596.773
50 à 59 ans	**5.883.330**	—	1.905.300	1.649.051	398.907	813.028	147.033	527.264	177.379	265.368
60 ans ou plus	**11.301.449**	—	4.883.806	3.881.700	749.659	478.664	167.421	647.964	181.168	311.067
Sexe masculin	**22.053.634**	**2.608.058**	**5.376.630**	**3.524.182**	**1.208.460**	**3.917.806**	**1.030.025**	**2.025.472**	**980.380**	**1.382.621**
15 à 19 ans	**2.155.461**	1.828.467	188.782	27.945	33.205	59.877	13.898	2.946	193	148
20 à 24 ans	**2.168.190**	662.248	367.001	66.095	113.609	482.096	210.939	157.673	86.101	22.428
25 à 29 ans	**2.147.719**	93.822	414.199	86.062	146.544	575.734	236.092	252.547	186.008	156.711
30 à 39 ans	**4.270.349**	23.521	822.271	439.046	313.041	1.091.232	315.900	534.156	333.714	397.468
40 à 49 ans	**3.711.163**	—	811.701	623.347	220.157	883.744	118.872	455.932	219.742	377.668
50 à 59 ans	**2.900.129**	—	931.590	694.300	137.683	525.929	65.231	278.706	77.442	189.248
60 ans ou plus	**4.700.623**	—	1.841.086	1.587.387	244.221	299.194	69.093	343.512	77.180	238.950
Sexe féminin	**23.821.732**	**2.653.178**	**6.450.422**	**4.882.394**	**1.907.846**	**2.306.165**	**1.213.771**	**2.249.818**	**1.306.139**	**851.999**
15 à 19 ans	**2.059.478**	1.850.163	115.503	17.906	25.204	29.860	16.357	4.201	208	76
20 à 24 ans	**2.114.006**	707.930	303.184	57.806	119.312	297.768	254.050	220.997	123.121	29.838
25 à 29 ans	**2.159.168**	77.260	397.704	95.565	200.641	335.211	268.633	362.054	266.002	156.098
30 à 39 ans	**4.289.414**	17.825	844.666	596.544	443.701	633.261	360.036	640.595	454.141	298.645
40 à 49 ans	**3.615.639**	—	772.935	865.509	352.326	543.496	134.565	468.961	258.742	219.105
50 à 59 ans	**2.983.201**	—	973.710	954.751	261.224	287.099	81.802	248.558	99.937	76.120
60 ans ou plus	**6.600.826**	—	3.042.720	2.294.313	505.438	179.470	98.328	304.452	103.988	72.117

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
GUADELOUPE										
Les deux sexes	**290.681**	43.220	148.616	17.963	16.452	20.951	12.281	16.376	7.882	6.940
dont : 15 à 19 ans	**42.455**	34.854	6.213	323	421	380	214	42	3	5
20 à 24 ans	**35.625**	7.352	15.940	1.041	1.880	4.389	2.898	1.510	456	159
Sexe masculin	**140.478**	20.859	73.455	7.847	6.507	12.177	5.009	7.044	3.473	4.107
dont : 15 à 19 ans	**21.600**	17.123	3.715	165	244	238	95	17	1	2
20 à 24 ans	**17.530**	3.241	8.413	590	774	2.573	1.116	551	198	74
Sexe féminin	**150.203**	22.361	75.161	10.116	9.945	8.774	7.272	9.332	4.409	2.833
dont : 15 à 19 ans	**20.855**	17.731	2.498	158	177	142	119	25	2	3
20 à 24 ans	**18.095**	4.111	7.527	451	1.106	1.816	1.782	959	258	85
GUYANE										
Les deux sexes	**76.497**	8.954	37.959	4.301	3.501	7.562	3.656	5.270	2.952	2.342
dont : 15 à 19 ans	**10.662**	7.483	2.756	91	158	125	41	7	1	—
20 à 24 ans	**9.893**	1.274	4.680	401	385	1.454	721	691	218	69
Sexe masculin	**40.326**	4.504	19.679	2.336	1.697	4.681	1.832	2.608	1.485	1.504
dont : 15 à 19 ans	**5.363**	3.824	1.295	48	82	88	23	2	1	—
20 à 24 ans	**5.230**	580	2.421	287	208	948	335	305	105	41
Sexe féminin	**36.171**	4.450	18.280	1.965	1.804	2.881	1.824	2.662	1.467	838
dont : 15 à 19 ans	**5.299**	3.659	1.461	43	76	37	18	5	—	—
20 à 24 ans	**4.663**	694	2.259	114	177	506	386	386	113	28
MARTINIQUE										
Les deux sexes	**276.590**	39.338	129.521	22.227	18.320	22.061	11.667	17.304	8.734	7.418
dont : 15 à 19 ans	**35.549**	30.370	4.112	199	398	287	147	29	4	3
20 à 24 ans	**34.245**	7.756	13.635	1.199	1.691	4.935	2.846	1.479	539	165
Sexe masculin	**131.765**	18.426	64.639	9.601	7.319	11.780	4.716	7.422	3.653	4.209
dont : 15 à 19 ans	**18.145**	14.865	2.652	121	242	187	60	18	—	—
20 à 24 ans	**17.052**	3.085	7.634	687	791	2.695	1.198	626	255	81
Sexe féminin	**144.825**	20.912	64.882	12.626	11.001	10.281	6.951	9.882	5.081	3.209
dont : 15 à 19 ans	**17.404**	15.505	1.460	78	156	100	87	11	4	3
20 à 24 ans	**17.193**	4.671	6.001	512	900	2.240	1.648	853	284	84
RÉUNION										
Les deux sexes	**421.220**	58.350	254.600	15.898	17.479	26.489	10.424	19.109	9.757	9.114
dont : 15 à 19 ans	**62.092**	48.322	12.289	197	490	369	329	91	3	2
20 à 24 ans	**58.555**	8.955	33.690	768	2.764	5.007	3.605	2.730	772	264
Sexe masculin	**205.079**	29.059	123.208	6.780	6.548	16.849	4.248	8.089	4.595	5.703
dont : 15 à 19 ans	**31.431**	24.118	6.656	99	208	223	102	24	—	1
20 à 24 ans	**28.654**	4.378	17.278	419	989	2.913	1.319	909	326	123
Sexe féminin	**216.141**	29.291	131.392	9.118	10.931	9.640	6.176	11.020	5.162	3.411
dont : 15 à 19 ans	**30.661**	24.204	5.633	98	282	146	227	67	3	1
20 à 24 ans	**29.901**	4.577	16.412	349	1.775	2.094	2.286	1.821	446	141

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	C S	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1.470.904**	923.868	547.036	**1.012.937**	638.045	374.892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1.829.788**	1.216.012	613.776	**1.822.856**	1.236.506	586.350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1.897.872**	1.429.736	468.136	**2.693.062**	1.859.579	833.483
Professions intermédiaires	4	**3.938.696**	2.357.040	1.581.656	**4.713.972**	2.616.258	2.097.714
Employés	5	**6.252.048**	1.706.188	4.545.860	**6.912.800**	1.533.495	5.379.305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7.798.260**	6.170.148	1.628.112	**7.623.343**	6.019.848	1.603.495
Retraités	7	**7.402.180**	3.614.292	3.787.888	**9.221.132**	4.629.623	4.591.509
Autres sans activité professionnelle	8	**23.705.864**	9.070.372	14.635.492	**22.651.853**	9.031.702	13.620.151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690.280**	419.004	271.276	**338.061**	198.285	139.776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451.068**	289.292	161.776	**309.972**	200.004	109.968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329.556**	215.572	113.984	**364.904**	239.756	125.148
Artisans	21	**898.408**	680.580	217.828	**850.464**	650.790	199.674
Commerçants et assimilés	22	**797.008**	423.988	373.020	**795.706**	437.004	358.702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134.372**	111.444	22.928	**176.686**	148.712	27.974
Professions libérales	31	**238.196**	171.476	66.720	**311.110**	211.890	99.220
Cadres de la fonction publique	33	**241.012**	186.240	54.772	**288.174**	207.270	80.904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355.400**	193.712	161.688	**564.443**	280.211	284.232
Professions information, arts et spectacles	35	**113.592**	67.376	46.216	**169.512**	97.116	72.396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569.244**	454.224	115.020	**758.868**	529.603	229.265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380.428**	356.708	23.720	**600.955**	533.489	67.466
Instituteurs et assimilés	42	**778.360**	283.096	495.264	**757.388**	264.072	493.316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613.996**	156.640	457.356	**783.659**	183.586	600.073
Clergé, religieux	44	**59.676**	33.176	26.500	**48.188**	28.032	20.156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278.300**	148.660	129.640	**395.704**	196.552	199.152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968.464**	592.780	375.684	**1.392.225**	747.797	644.428
Techniciens	47	**675.216**	611.696	63.520	**762.430**	664.777	97.653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564.684**	530.992	33.692	**574.378**	531.442	42.936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1.688.196**	401.216	1.286.980	**1.997.604**	409.992	1.587.612
Policiers et militaires	53	**385.628**	363.000	22.628	**414.066**	386.398	27.668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2.555.564**	639.680	1.915.884	**2.343.544**	359.021	1.984.523
Employés de commerce	55	**737.488**	152.976	584.512	**968.749**	183.624	785.125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885.172**	149.316	735.856	**1.188.837**	194.460	994.377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1.595.256**	1.424.676	170.580	**1.639.569**	1.416.203	223.366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1.487.484**	1.349.656	137.828	**1.603.153**	1.469.873	133.280
Chauffeurs	64	**566.208**	555.776	10.432	**621.944**	603.540	18.404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389.816**	360.868	28.948	**408.564**	374.802	33.762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2.399.084**	1.473.912	925.172	**2.136.466**	1.291.286	845.180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1.065.792**	757.316	308.476	**931.599**	646.780	284.819
Ouvriers agricoles	69	**294.620**	247.944	46.676	**282.048**	217.364	64.684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1.332.204**	576.792	755.412	**1.273.460**	589.088	684.372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740.728**	323.960	416.768	**773.416**	379.824	393.592
Anciens cadres	74	**340.044**	247.368	92.676	**577.940**	447.504	130.436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728.188**	381.512	346.676	**1.035.580**	561.756	473.824
Anciens employés	77	**1.886.440**	678.080	1.208.360	**2.674.969**	795.960	1.879.009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2.374.576**	1.406.580	967.996	**2.885.767**	1.855.491	1.030.276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363.608**	130.252	233.356	**276.266**	96.349	179.917
Militaires du contingent	83	**253.460**	253.460	—	**231.475**	230.099	1.376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4.274.204**	2.100.812	2.173.392	**5.261.236**	2.608.058	2.653.178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16.802.688**	6.450.452	10.352.236	**14.900.657**	6.020.755	8.879.902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2.011.904**	135.396	1.876.508	**1.982.219**	76.441	1.905.778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1.012.937**	**1.822.856**	**2.693.062**	**4.713.972**	**6.912.800**	**7.623.343**	**9.221.132**	**22.651.853**
0-19	3.304	4.050	1.344	9.388	162.795	243.749	—	14.566.898
20-24	33.552	40.375	45.640	301.425	992.183	999.072	—	1.869.949
25-29	75.509	124.842	298.964	736.985	1.193.311	1.249.524	—	627.752
30-39	200.788	468.606	847.487	1.553.919	2.041.185	2.251.221	11.948	1.184.609
40-49	228.960	614.255	917.653	1.339.808	1.486.426	1.652.785	42.055	1.044.860
50-59	349.300	428.439	475.766	680.007	886.220	1.117.023	572.094	1.374.481
60 et plus	121.524	142.289	106.208	92.440	150.680	109.969	8.595.035	1.983.304
Sexe masculin	**638.045**	**1.236.506**	**1.859.579**	**2.616.258**	**1.533.495**	**6.019.848**	**4.629.623**	**9.031.702**
0-19	2.812	2.533	640	5.064	40.476	214.469	—	7.400.889
20-24	27.568	25.048	21.988	146.916	193.961	803.222	—	949.487
25-29	58.465	83.329	177.316	383.153	275.516	1.004.775	—	165.165
30-39	142.648	327.054	564.431	848.279	489.425	1.762.115	4.756	131.641
40-49	139.884	419.787	653.160	759.881	322.497	1.288.912	17.738	109.304
50-59	195.772	292.471	361.020	419.913	185.824	870.178	376.469	198.482
60 et plus	70.896	86.284	81.024	53.052	25.796	76.177	4.230.660	76.734
Sexe féminin	**374.892**	**586.350**	**833.483**	**2.097.714**	**5.379.305**	**1.603.495**	**4.591.509**	**13.620.151**
0-19	492	1.517	704	4.324	122.319	29.280	—	7.166.009
20-24	5.984	15.327	23.652	154.509	798.222	195.850	—	920.462
25-29	17.044	41.513	121.648	353.832	917.795	244.749	—	462.587
30-39	58.140	141.552	283.056	705.640	1.551.760	489.106	7.192	1.052.968
40-49	89.076	194.468	264.493	579.927	1.163.929	363.873	24.317	935.556
50-59	153.528	135.968	114.746	260.094	700.396	246.845	195.625	1.175.999
60 et plus	50.628	56.005	25.184	39.388	124.884	33.792	4.364.375	1.906.570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Département d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5.916**	**16.742**	**7.935**	**17.948**	**55.773**	**43.583**	**36.278**	**202.859**	**387.034**
0-19	26	106	11	68	934	1.475	—	136.188	**138.808**
20-24	175	774	149	1.076	7.346	5.883	—	20.222	**35.625**
25-29	517	2.177	784	2.654	10.939	8.474	—	10.412	**35.957**
30-39	1.291	5.401	2.955	6.526	17.960	12.861	177	12.023	**59.194**
40-49	1.647	4.490	2.611	5.281	11.286	7.923	351	8.448	**42.037**
50-59	1.752	2.684	1.119	1.962	5.995	5.763	1.994	8.730	**29.999**
60 et plus	508	1.110	306	381	1.313	1.204	33.756	6.836	**45.414**
Sexe masculin	**4.938**	**12.678**	**5.257**	**8.756**	**13.008**	**37.623**	**17.043**	**89.884**	**189.187**
0-19	26	80	4	21	167	1.320	—	68.691	**70.309**
20-24	163	603	76	476	1.268	5.190	—	9.754	**17.530**
25-29	469	1.784	475	1.310	2.412	7.640	—	3.772	**17.862**
30-39	1.131	4.227	1.832	3.134	4.384	11.325	93	2.791	**28.917**
40-49	1.355	3.367	1.801	2.544	2.915	6.580	147	1.622	**20.331**
50-59	1.376	1.935	829	1.035	1.490	4.608	1.107	1.986	**14.366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15.696	1.268	**19.872**
Sexe féminin	**978**	**4.064**	**2.678**	**9.192**	**42.765**	**5.960**	**19.235**	**112.975**	**197.847**
0-19	—	26	7	47	767	155	—	67.497	**68.499**
20-24	12	171	73	600	6.078	693	—	10.468	**18.095**
25-29	48	393	309	1.344	8.527	834	—	6.640	**18.095**
30-39	160	1.174	1.123	3.392	13.576	1.536	84	9.232	**30.277**
40-49	292	1.123	810	2.737	8.371	1.343	204	6.826	**21.706**
50-59	376	749	290	927	4.505	1.155	887	6.744	**15.633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18.060	5.568	**25.542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2.803**	**3.448**	**2.968**	**6.877**	**12.633**	**14.837**	**4.971**	**66.271**	**114.808**
0-19	246	20	4	21	203	443	—	48.036	**48.973**
20-24	330	149	111	703	1.743	1.919	—	4.938	**9.893**
25-29	351	388	388	1.433	2.519	2.597	—	3.107	**10.783**
30-39	740	1.217	1.038	2.324	4.335	5.145	48	4.673	**19.520**
40-49	515	987	936	1.561	2.479	3.001	99	2.713	**12.291**
50-59	369	469	406	707	1.115	1.391	416	1.704	**6.577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4.408	1.100	**6.771**
Sexe masculin	**1.368**	**2.656**	**2.169**	**4.135**	**3.648**	**13.573**	**2.450**	**29.800**	**59.799**
0-19	62	14	3	7	67	393	—	24.290	**24.836**
20-24	119	104	78	465	429	1.776	—	2.259	**5.230**
25-29	144	304	279	877	746	2.415	—	980	**5.745**
30-39	427	931	688	1.278	1.248	4.737	28	979	**10.316**
40-49	287	788	718	953	719	2.726	56	529	**6.776**
50-59	196	348	331	474	355	1.224	224	420	**3.572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2.142	343	**3.324**
Sexe féminin	**1.435**	**792**	**799**	**2.742**	**8.985**	**1.264**	**2.521**	**36.471**	**55.009**
0-19	184	6	1	14	136	50	—	23.746	**24.137**
20-24	211	45	33	238	1.314	143	—	2.679	**4.663**
25-29	207	84	109	556	1.773	182	—	2.127	**5.038**
30-39	313	286	350	1.046	3.087	408	20	3.694	**9.204**
40-49	228	199	218	608	1.760	275	43	2.184	**5.515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1.284	**3.005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2.266	757	**3.447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Département d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3.450**	**11.542**	**8.807**	**19.746**	**53.378**	**43.301**	**40.212**	**179.143**	**359.579**
0-19	19	28	11	62	573	1.094	—	116.751	**118.538**
20-24	119	335	198	1.028	6.014	5.466	—	21.085	**34.245**
25-29	325	1.209	962	2.785	10.340	8.612	—	9.943	**34.176**
30-39	751	3.460	3.153	6.799	17.115	12.030	129	9.367	**52.804**
40-49	774	3.136	2.980	5.967	10.903	7.959	308	6.107	**38.134**
50-59	1.123	2.338	1.194	2.560	6.873	6.838	1.964	8.485	**31.375**
60 et plus	339	1.036	309	545	1.560	1.302	37.811	7.405	**50.307**
Sexe masculin	**2.879**	**8.670**	**5.680**	**9.374**	**11.667**	**35.726**	**18.993**	**80.889**	**173.878**
0-19	18	17	3	31	133	952	—	59.104	**60.258**
20-24	113	207	118	459	1.080	4.571	—	10.504	**17.052**
25-29	297	895	587	1.430	2.098	7.529	—	3.971	**16.807**
30-39	654	2.721	1.919	3.211	3.748	10.238	67	2.668	**25.226**
40-49	608	2.434	1.983	2.686	2.548	6.188	164	1.341	**17.952**
50-59	890	1.760	842	1.211	1.632	5.209	1.181	2.026	**14.751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1.039	17.581	1.275	**21.832**
Sexe féminin	**571**	**2.872**	**3.127**	**10.372**	**41.711**	**7.575**	**21.219**	**98.254**	**185.701**
0-19	1	11	8	31	440	142	—	57.647	**58.280**
20-24	6	128	80	569	4.934	895	—	10.581	**17.193**
25-29	28	314	375	1.355	8.242	1.083	—	5.972	**17.369**
30-39	97	739	1.234	3.588	13.367	1.792	62	6.699	**27.578**
40-49	166	702	997	3.281	8.355	1.771	144	4.766	**20.182**
50-59	233	578	352	1.349	5.241	1.629	783	6.459	**16.624**
60 et plus	40	400	81	199	1.132	263	20.230	6.130	**28.475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8.630**	**11.999**	**10.946**	**25.158**	**68.050**	**70.680**	**36.743**	**365.622**	**597.828**
0-19	95	42	15	100	1.279	2.231	—	234.938	**238.700**
20-24	508	652	268	1.993	12.047	10.733	—	32.354	**58.555**
25-29	1.013	1.849	1.299	4.665	14.401	15.493	—	18.952	**57.672**
30-39	2.264	4.054	4.035	9.711	20.859	21.191	189	26.199	**88.502**
40-49	2.307	3.055	3.724	6.159	12.302	12.632	647	18.565	**59.391**
50-59	2.126	1.841	1.356	2.201	6.414	7.752	3.211	18.711	**43.612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32.696	15.903	**51.396**
Sexe masculin	**7.711**	**9.216**	**7.568**	**12.567**	**19.144**	**64.168**	**19.328**	**154.554**	**294.256**
0-19	89	28	9	35	339	2.019	—	118.089	**120.608**
20-24	471	504	146	822	2.656	9.702	—	14.353	**28.654**
25-29	940	1.489	819	2.240	3.640	14.303	—	5.160	**28.591**
30-39	1.982	3.181	2.674	4.760	6.171	19.490	102	5.269	**43.629**
40-49	2.030	2.325	2.652	3.176	4.026	11.322	276	4.019	**29.826**
50-59	1.913	1.310	1.050	1.320	2.045	6.793	1.815	5.004	**21.250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17.135	2.660	**21.698**
Sexe féminin	**919**	**2.783**	**3.378**	**12.591**	**48.906**	**6.512**	**17.415**	**211.068**	**303.572**
0-19	6	14	6	65	940	212	—	116.849	**118.092**
20-24	37	148	122	1.171	9.391	1.031	—	18.001	**29.901**
25-29	73	360	480	2.425	10.761	1.190	—	13.792	**29.081**
30-39	282	873	1.361	4.951	14.688	1.701	87	20.930	**44.873**
40-49	277	730	1.072	2.983	8.276	1.310	371	14.546	**29.565**
50-59	213	531	306	881	4.369	959	1.396	13.707	**22.362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15.561	13.243	**29.698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22.270.218**	**19.053.283**	**12.603.148**	**3.058.414**	**2.148.349**	**1.243.372**	**3.216.935**
15-19	365.214	358.564	311.824	15.824	28.524	2.392	6.650
20-24	1.974.282	1.901.375	1.532.064	162.223	158.272	48.816	72.907
25-29	3.236.625	3.007.602	2.200.577	367.287	292.670	147.068	229.023
30-34	3.326.156	2.968.486	1.924.846	478.630	355.014	209.996	357.670
35-39	3.361.473	2.906.453	1.802.709	520.566	354.098	229.080	455.020
40-44	3.479.821	2.919.339	1.756.652	588.237	344.662	229.788	560.482
45-49	2.303.489	1.893.918	1.135.982	382.007	212.905	163.024	409.571
50-54	2.021.565	1.613.015	985.275	297.676	192.092	137.972	408.550
55-59	1.534.066	1.117.601	714.765	182.168	155.380	65.288	416.465
60 et plus	667.527	366.930	238.454	63.796	54.732	9.948	300.597
Sexe masculin	**12.834.629**	**10.712.626**	**7.547.429**	**1.487.434**	**732.467**	**945.296**	**2.122.003**
15-19	235.563	230.818	210.146	6.956	11.844	1.872	4.745
20-24	1.039.267	988.659	838.622	75.189	43.156	31.692	50.608
25-29	1.811.902	1.658.220	1.288.774	171.901	93.953	103.592	153.682
30-34	1.923.870	1.679.909	1.164.048	237.729	118.700	159.432	243.961
35-39	1.944.486	1.632.407	1.083.970	255.164	120.917	172.356	312.079
40-44	2.025.001	1.645.897	1.066.582	284.442	119.249	175.624	379.104
45-49	1.358.115	1.089.190	703.361	182.553	73.884	129.392	268.925
50-54	1.214.811	955.997	622.593	149.352	70.772	113.280	258.814
55-59	913.388	648.983	444.711	92.440	60.728	51.104	264.405
60 et plus	368.226	182.546	124.622	31.708	19.264	6.952	185.680
Sexe féminin	**9.435.589**	**8.340.657**	**5.055.719**	**1.570.980**	**1.415.882**	**298.076**	**1.094.932**
15-19	129.651	127.746	101.678	8.868	16.680	520	1.905
20-24	935.015	912.716	693.442	87.034	115.116	17.124	22.299
25-29	1.424.723	1.349.382	911.803	195.386	198.717	43.476	75.341
30-34	1.402.286	1.288.577	760.798	240.901	236.314	50.564	113.709
35-39	1.416.987	1.274.046	718.739	265.402	233.181	56.724	142.941
40-44	1.454.820	1.273.442	690.070	303.795	225.413	54.164	181.378
45-49	945.374	804.728	432.621	199.454	139.021	33.632	140.646
50-54	806.754	657.018	362.682	148.324	121.320	24.692	149.736
55-59	620.678	468.618	270.054	89.728	94.652	14.184	152.060
60 et plus	299.301	184.384	113.832	32.088	35.468	2.996	114.917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et par activité économique au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	NAP	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	**Ensemble**
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**994.289**	**7.100**	**6.296**	**18.905**	**16.188**	**226.820**	**1.269.598**
Agriculture, sylviculture, pêche	T01	994.289	7.100	6.296	18.905	16.188	226.820	**1.269.598**
Industries agricoles et alimentaires	**U02**	**516**	**81.216**	**31.796**	**64.172**	**92.004**	**361.763**	**631.467**
Industries de la viande et du lait	T02	216	4.628	11.592	22.728	17.948	133.292	**190.404**
Autres industries agricoles et alimentaires	T03	300	76.588	20.204	41.444	74.056	228.471	**441.063**
Production et distribution d'énergie	**U03**	**52**	**720**	**38.268**	**104.260**	**38.420**	**82.612**	**264.332**
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T04	—	28	740	4.088	1.672	17.968	**24.496**
Production de pétrole et de gaz naturel	T05	—	232	8.960	12.132	4.644	6.264	**32.232**
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T06	52	460	28.568	88.040	32.104	58.380	**207.604**
Industries des biens intermédiaires	**U04**	**236**	**43.110**	**87.086**	**225.568**	**96.964**	**844.159**	**1.297.123**
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T07	4	440	5.544	23.840	7.108	55.220	**92.156**
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T08	8	348	4.948	14.588	5.168	33.148	**58.208**
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T09	132	9.584	9.892	20.964	12.040	102.796	**155.408**
Industrie du verre	T10	—	1.352	3.600	8.636	3.900	42.785	**60.273**
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T11	36	1.008	16.756	39.212	12.108	57.750	**126.870**
Fonderie et travail des métaux	T13	28	24.202	24.036	64.692	30.080	318.656	**461.694**
Industries du papier et du carton	T21	24	1.688	7.696	15.848	9.396	77.628	**112.280**
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T23	4	4.488	14.614	37.788	17.164	156.176	**230.234**
Industries des biens d'équipement	**U05**	**84**	**35.574**	**202.344**	**380.648**	**137.152**	**852.454**	**1.608.256**
Construction mécanique	T14	60	21.224	42.793	103.962	40.820	256.318	**465.177**
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T15A	16	10.090	101.253	135.634	48.480	203.388	**498.861**
Production de biens d'équipement ménager	T15B	4	616	5.298	10.696	4.484	41.808	**62.906**
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T16	—	2.616	23.336	71.796	22.268	270.148	**390.164**
Construction navale et aéronautique, armement	T17	4	1.028	29.664	58.560	21.100	80.792	**191.148**
Industries des biens de consommation	**U06**	**820**	**91.122**	**121.492**	**188.361**	**112.172**	**749.244**	**1.263.211**
Parachimie et industrie pharmaceutique	T12	8	2.264	36.444	62.332	22.968	76.864	**200.880**
Industries textiles et de l'habillement	T18	36	20.808	16.024	41.513	27.616	277.853	**383.850**
Industries du cuir et de la chaussure	T19	12	3.652	2.640	6.820	4.860	60.458	**78.442**
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T20	756	45.830	14.004	35.084	24.400	218.300	**338.374**
Imprimerie, presse, édition	T22	8	18.568	52.380	42.612	32.328	115.769	**261.665**
Bâtiment, génie civil et agricole	**U07**	**3.344**	**340.968**	**60.120**	**159.959**	**75.432**	**1.007.433**	**1.647.256**
Bâtiment, génie civil et agricole	T24	3.344	340.968	60.120	159.959	75.432	1.007.433	**1.647.256**
Commerce	**U08**	**3.588**	**503.067**	**241.668**	**462.868**	**906.577**	**565.848**	**2.683.616**
Commerce de gros alimentaire	T25	1.356	27.192	22.896	49.288	57.048	124.424	**282.204**
Commerce de gros non alimentaire	T26	312	66.416	116.592	200.988	170.636	198.284	**753.228**
Commerce de détail alimentaire	T27	1.112	149.071	19.052	69.604	322.040	128.880	**689.759**
Commerce de détail non alimentaire	T28	808	260.388	83.128	142.988	356.853	114.260	**958.425**
Transports et télécommunications	**U09**	**268**	**77.156**	**114.013**	**294.389**	**407.213**	**529.704**	**1.422.743**
Transports	T31	252	76.756	68.365	137.529	153.445	501.700	**938.047**
Télécommunications et postes	T32	16	400	45.648	156.860	253.768	28.004	**484.696**

TABLEAU B.01-14 (suite et fin)

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et par activité économique au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	NAP	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	**Ensemble**
Services marchands	**U10**	**1.376**	**561.643**	**802.701**	**1.163.282**	**1.813.575**	**871.472**	**5.214.049**
Réparation et commerce de l'automobile	T29	56	79.072	15.624	57.776	65.228	193.372	**411.128**
Hôtels, cafés, restaurants	T30	384	215.466	19.872	75.280	321.919	112.224	**745.145**
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T33	308	124.692	407.521	368.583	446.642	208.220	**1.555.966**
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T34	628	142.413	359.684	661.643	979.786	357.656	**2.501.810**
Location et crédit-bail immobiliers	**U11**	**88**	**3.376**	**6.876**	**10.300**	**39.372**	**17.640**	**77.652**
Location et crédit-bail immobiliers	T35	88	3.376	6.876	10.300	39.372	17.640	**77.652**
Assurances	**U12**	**48**	**2.848**	**32.480**	**51.776**	**73.101**	**3.796**	**164.049**
Assurances	T36	48	2.848	32.480	51.776	73.101	3.796	**164.049**
Organismes financiers	**U13**	**4**	**1.428**	**107.348**	**93.580**	**249.024**	**12.060**	**463.444**
Organismes financiers	T37	4	1.428	107.348	93.580	249.024	12.060	**463.444**
Services non marchands	**U14**	**484**	**2.436**	**750.986**	**1.246.332**	**1.842.108**	**421.076**	**4.263.422**
Services non marchands	T38	484	2.436	750.986	1.246.332	1.842.108	421.076	**4.263.422**

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**8.391**	2.884	5.507	**6.899**	2.306	4.593	**1.492**	578	914
Industrie	U02 - U06	**9.630**	7.499	2.131	**7.688**	5.932	1.756	**1.942**	1.567	375
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**13.967**	8.959	5.008	**13.221**	8.298	4.923	**746**	661	85
Commerce	U08	**15.020**	10.560	4.460	**6.854**	4.743	2.111	**8.166**	5.817	2.349
Transport et télécommunications	U09	**6.950**	5.503	1.447	**5.072**	3.697	1.375	**1.878**	1.806	72
Services marchands	U10	**26.533**	21.817	4.716	**13.186**	9.856	3.330	**13.347**	11.961	1.386
Services financiers	U11 - U13	**2.802**	2.735	67	**1.349**	1.295	54	**1.453**	1.440	13
Services non marchands	U14	**34.223**	33.852	371	**13.989**	13.668	321	**20.234**	20.184	50
Ensemble		**117.516**	**93.809**	**23.707**	**68.258**	**49.795**	**18.463**	**49.258**	**44.014**	**5.244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**4.177**	1.433	2.744	**2.555**	1.234	1.321	**1.622**	199	1.423
Industrie	U02 - U06	**3.130**	2.622	508	**2.654**	2.250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**4.440**	3.627	813	**4.167**	3.379	788	**273**	248	25
Commerce	U08	**3.152**	2.216	936	**1.764**	1.191	573	**1.388**	1.025	363
Transport et télécommunications	U09	**1.857**	1.565	292	**1.372**	1.106	266	**485**	459	26
Services marchands	U10	**6.072**	5.023	1.049	**3.383**	2.658	725	**2.689**	2.365	324
Services financiers	U11 - U13	**1.688**	1.669	19	**1.015**	1.000	15	**673**	669	4
Services non marchands	U14	**12.068**	12.018	50	**6.520**	6.478	42	**5.548**	5.540	8
Ensemble		**36.584**	**30.173**	**6.411**	**23.430**	**19.296**	**4.134**	**13.154**	**10.877**	**2.277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**8.445**	5.366	3.079	**6.135**	3.551	2.584	**2.310**	1.815	495
Industrie	U02 - U06	**9.706**	8.076	1.630	**7.257**	5.953	1.304	**2.449**	2.123	326
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**9.298**	7.017	2.281	**8.603**	6.400	2.203	**695**	617	78
Commerce	U08	**13.965**	10.890	3.075	**6.166**	4.671	1.495	**7.799**	6.219	1.580
Transport et télécommunications	U09	**6.673**	4.942	1.731	**5.145**	3.466	1.679	**1.528**	1.476	52
Services marchands	U10	**23.537**	19.815	3.722	**11.275**	8.643	2.632	**12.262**	11.172	1.090
Services financiers	U11 - U13	**2.952**	2.904	48	**1.305**	1.269	36	**1.647**	1.635	12
Services non marchands	U14	**35.541**	35.346	195	**14.251**	14.101	150	**21.290**	21.245	45
Ensemble		**110.117**	**94.356**	**15.761**	**60.137**	**48.054**	**12.083**	**49.980**	**46.302**	**3.678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**11.141**	3.004	8.137	**10.062**	2.789	7.273	**1.079**	215	864
Industrie	U02 - U06	**11.295**	9.981	1.314	**9.207**	8.124	1.083	**2.088**	1.857	231
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**16.563**	14.108	2.455	**15.812**	13.469	2.343	**751**	639	112
Commerce	U08	**17.902**	13.353	4.549	**10.598**	7.668	2.930	**7.304**	5.685	1.619
Transport et télécommunications	U09	**7.250**	6.321	929	**5.801**	4.902	899	**1.449**	1.419	30
Services marchands	U10	**24.835**	20.176	4.659	**13.620**	10.349	3.271	**11.215**	9.827	1.388
Services financiers	U11 - U13	**3.005**	2.965	40	**1.512**	1.480	32	**1.493**	1.485	8
Services non marchands	U14	**54.262**	54.136	126	**23.914**	23.816	98	**30.348**	30.320	28
Ensemble		**146.253**	**124.044**	**22.209**	**90.526**	**72.597**	**17.929**	**55.727**	**51.447**	**4.280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22.270.218**	**9.922.422**	**5.847.730**	**7.566.603**	**8.876.342**	**1.500.216**
Sexe masculin	**12.834.629**	5.315.064	3.365.134	4.465.127	5.312.729	1.054.580
Sexe féminin	**9.435.589**	4.607.358	2.482.596	3.101.476	3.563.613	445.636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1.005.197**	954.761	4.108	37.468	43.420	6.228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1.751.764**	1.291.968	219.148	296.748	340.392	51.084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2.603.474**	990.750	943.244	724.028	897.548	255.964
Professions intermédiaires	**4.464.400**	1.615.532	1.382.792	1.640.132	1.981.556	384.860
Employés	**5.899.302**	2.748.411	1.649.824	2.015.800	2.303.393	308.328
Ouvriés	**6.546.081**	2.321.000	1.648.614	2.852.427	3.310.033	493.752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56.651.955**	**31.730.070**	**38.348.307**	**50.427.795**	**6.224.160**	**28.946.389**	**38.351.320**	**47.477.819**	**50.423.259**	**55.395.820**	**1.256.135**
Sexe masculin	**27.565.056**	15.564.271	18.718.030	24.407.026	3.158.030	13.964.146	18.559.997	23.025.313	24.466.572	26.933.725	631.331
Sexe féminin	**29.086.899**	16.165.799	19.630.277	26.020.769	3.066.130	14.982.243	19.791.323	24.452.506	25.956.687	28.462.095	624.804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1.012.937**	839.148	895.840	988.409	24.528	833.228	925.269	984.605	993.033	1.009.853	3.084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.822.856**	908.009	1.128.505	1.586.889	235.967	987.460	1.273.936	1.556.736	1.652.472	1.794.848	28.008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2.693.062**	766.429	1.250.560	2.332.363	360.699	1.071.016	1.484.738	1.858.038	2.128.942	2.595.742	97.320
Professions intermédiaires	**4.713.972**	2.033.759	2.781.369	4.246.148	467.824	1.987.596	2.738.644	3.666.632	4.038.528	4.627.628	86.344
Employés	**6.912.800**	3.517.522	4.389.158	6.092.677	820.123	2.959.414	4.322.667	5.668.106	6.093.581	6.792.701	120.099
Ouvriés	**7.623.343**	4.341.170	5.043.267	6.285.198	1.338.145	3.672.506	5.254.385	6.725.819	7.034.344	7.483.458	139.885
Retraités	**9.221.132**	4.886.833	5.859.114	8.216.849	1.004.283	7.085.076	7.900.568	8.515.116	8.694.640	9.178.412	42.720
Autres sans activité	**22.651.853**	14.437.200	17.000.494	20.679.262	1.972.591	10.350.093	14.451.113	18.502.767	19.787.719	21.913.178	738.675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387.034**	**321.543**	**6.379**	**29.898**	**29.214**	**226.344**	**292.327**	**334.955**	**2.784**	**32.684**	**16.611**
Sexe masculin	**189.187**	156.659	2.853	15.418	14.257	110.510	143.057	162.888	1.380	16.455	8.464
Sexe féminin	**197.847**	164.884	3.526	14.480	14.957	115.834	149.270	172.067	1.404	16.229	8.147
GUYANE											
Les deux sexes	**114.808**	**57.953**	**6.339**	**13.402**	**37.114**	**39.091**	**63.986**	**78.385**	**3.221**	**13.018**	**20.184**
Sexe masculin	**59.799**	28.595	3.426	7.631	20.147	19.790	32.620	39.947	1.711	7.348	10.793
Sexe féminin	**55.009**	29.358	2.913	5.771	16.967	19.301	31.366	38.438	1.510	5.670	9.391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359.579**	**321.265**	**4.793**	**25.936**	**7.585**	**216.377**	**279.972**	**322.016**	**3.775**	**30.720**	**3.068**
Sexe masculin	**173.878**	154.951	2.063	13.310	3.554	105.318	135.743	155.105	1.754	15.439	1.580
Sexe féminin	**185.701**	166.314	2.730	12.626	4.031	111.059	144.229	166.911	2.021	15.281	1.488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597.828**	**540.710**	**2.247**	**37.487**	**17.384**	**329.373**	**486.540**	**547.164**	**3.048**	**41.384**	**6.232**
Sexe masculin	**294.256**	263.592	1.245	20.540	8.879	163.120	239.748	267.588	1.634	21.883	3.151
Sexe féminin	**303.572**	277.118	1.002	16.947	8.505	166.253	246.792	279.576	1.414	19.501	3.081

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1990-1992.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Répertoires et mouvements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Avec environ 712.000 naissances et 528.000 décès, l'excédent naturel en France métropolitaine représente en 1993 un peu plus de 0,3 % de la population, contre 0,4 % les années précédentes. Pour l'essentiel, ce ralentissement résulte d'une baisse importante de la natalité. En tenant compte du solde migratoire, estimé provisoirement au niveau de 1992, soit + 90.000, la population de la France métropolitaine atteint 57,8 millions d'habitants au 1er janvier 1994. Sa progression est inférieure à 0,5 %. Bien qu'affaibli, le facteur naturel contribue toujours majoritairement à la croissance de la population.

Importante diminution des naissances en 1993

712.000 enfants sont nés en 1993, soit 31.000 de moins qu'en 1992. La baisse du nombre de naissances, continue depuis 1989, s'accentue : d'à peine — 1 % les trois premières années, elle passe à — 2 % en 1992 et — 4 % en 1993.

La fécondité enregistre une baisse comparable car le nombre de femmes d'âge fécond augmente très peu : de 180 enfants pour 100 femmes en 1988 l'indicateur conjoncturel de fécondité diminue à 173 en 1992 et 165 en 1993.

Un tel recul de la fécondité du moment s'est déjà produit auparavant : il correspond à peu près à la tendance moyenne observée entre 1964 et 1976 (baisse de 290 à 183 enfants pour 100 femmes). Les quinze années qui suivirent se sont caractérisées par une relative stabilité, malgré une poussée au début des années quatre-vingt suivie d'une brusque chute en 1983. Figurant jusqu'à ces dernières années parmi les pays les plus féconds d'Europe, la France tend actuellement à se rapprocher de la moyenne européenne.

L'Europe, dans son ensemble, est engagée dans un long mouvement de baisse. Pour les seuls pays de la Communauté européenne, l'indicateur de fécondité est passé de 182 à 148 enfants pour 100 femmes entre 1980 et 1992. Depuis 1990, la baisse s'est accentuée dans presque tous les pays européens. Ainsi la reprise qui avait été observée à la fin des années quatre-vingt en Europe du Nord ne s'est pas confirmée : 209 enfants en Suède en 1992 contre 214 en 1990, 188 contre 193 en Norvège. Depuis la réunification l'indicateur allemand s'est effondré : 130 enfants pour 100 femmes en 1992. De son côté, l'Europe méridionale affiche des taux très bas : 123 en Espagne, 126 en Italie, 141 en Grèce.

La prolongation des études, l'élévation du taux d'activité féminin et une meilleure maîtrise de la contraception se sont accompagnées d'une réduction progressive de la fécondité des femmes de 18 à 28 ans au cours de ces vingt dernières années. Toutefois cette évolution s'est faite en France sans grande incidence sur leur descendance finale. Ainsi les Françaises nées avant le début des années soixante sont les plus fécondes de l'Union européenne après les Irlandaises. Elles auront en moyenne plus de deux enfants par femme. Elles ont progressivement retardé l'arrivée de leurs enfants et l'âge moyen à la maternité a augmenté régulièrement : 28,5 ans en 1992 contre 27,5 en 1985.

La France est en phase avec les autres pays européens : la moyenne des Douze est de 28,2 ans en 1990.

Cependant, la chute de 1993, vu son ampleur, ne s'explique pas seulement par un recul de l'âge à la maternité; elle tient aussi probablement à une baisse de la fécondité à tous les âges qui, si elle persistait, pourrait affecter la fécondité des générations.

Moindre recul de la mortalité

Les décès survenus en 1993 sont estimés à 522.000, soit environ 6.000 de plus que l'année précédente. L'épidémie de grippe en décembre 1993 contribue à ce surcroît de décès d'autant que la fin de l'année 1992 avait été particulièrement épargnée.

L'accroissement et le vieillissement de la population auraient dû entraîner une augmentation de plus de 10.000 du nombre de décès. La baisse tendancielle de la mortalité se poursuit donc, mais elle se ralentit. Le gain annuel moyen d'espérance de vie sur les cinq dernières années, voisin de 0,2 année, est inférieur à celui des cinq années précédentes (0,3 année).

En 1993, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 81,5 années pour les femmes et 73,3 années pour les hommes. Dix ans auparavant, elle était respectivement de 78,8 et 70,7 années.

Avec à peine plus de 9 décès pour 1.000 habitants, le taux de mortalité en France est en dessous de la moyenne de la Communauté européenne. Les dernières données disponibles pour les Douze, qui portent sur l'année 1991, donnent toujours aux Françaises le privilège de la plus grande longévité, tandis que celle des Français est voisine de la moyenne.

Selon les résultats provisoires, la baisse de la mortalité infantile s'est accélérée en 1992 : 68 décès d'enfants de moins d'un an pour 10.000 naissances vivantes contre 73 les deux années précédentes. Pour 1993, le taux est estimé à 65 décès pour 10.000 naissances.

Une estimation des migrations

En 1993, l'excédent migratoire a été provisoirement estimé à 90.000 personnes. Le bilan définitif sera établi pour l'essentiel à partir des statistiques d'entrées d'étrangers retracées par l'Office des migrations internationales (OMI).

En 1992, selon la définition retenue par le haut Conseil à l'Intégration, le flux d'immigration d'étrangers avait progressé et atteignait 110.000 personnes. Le recul de l'immigration de type familial et la baisse du nombre de réfugiés reconnus étaient plus que compensés par l'augmentation des entrées au titre du travail. À l'origine de cette hausse se trouvaient la mesure d'admission exceptionnelle au séjour des demandeurs d'asile déboutés mais surtout l'accès à la libre circulation au sein de la Communauté européenne des travailleurs ibériques entaînant un afflux d'environ 15.000 travailleurs portugais. Le solde migratoire de 1992 se stabilisait toutefois : + 90.000 personnes.

Selon les données encore incomplètes de l'OMI sur l'année 1993, l'évolution des flux est incertaine : l'immigration familiale a progressé alors que le nombre de réfugiés politiques reconnus a diminué. C'est pourquoi, en première estimation, l'excédent migratoire de 1993 est maintenu au niveau de 1992.

Mariages : la baisse s'accélère

Pour la troisième année consécutive, le nombre de mariages diminue. En 1993 la baisse s'accélère avec seulement 254.000 unions célébrées, soit 6 % de moins qu'en 1992 (271.400 mariages); les deux années précédentes elle était de l'ordre de 3 %. Sur longue période le recul est spectaculaire : en vingt ans le nombre annuel de mariages s'est réduit de 40 %.

Comme la population en âge de se marier est stable, la diminution des premiers mariages traduit une nouvelle baisse de la nuptialité. Si les femmes avaient durant leur vie les comportements de nuptialité par âge observés au cours de l'année 1993, leur taux de célibat définitif serait de 50 % contre 47 % aux conditions de 1992 et seulement 10 % il y a vingt ans. Pris isolément, ces chiffres amplifient la crise réelle du mariage. Ils doivent être interprétés en tenant compte du recul régulier de l'âge au mariage. Ainsi entre 1982 et 1992, l'âge moyen des nouveaux époux a reculé de 3 ans, de 23,4 à 26,3 ans pour les femmes et de 25,5 à 28,3 pour les hommes. En effet, depuis de nombreuses années, les mariages de jeunes célibataires sont de moins en moins fréquents : c'est toujours vrai en 1992 avant l'âge de 26 ans pour les femmes et 28 ans pour les hommes. Inversement, les mariages tardifs progressent mais ce report de nuptialité est de faible ampleur. Le modèle de cohabitation hors mariage continue à se diffuser parmi les jeunes; ceux qui l'ont adopté s'y installent plus durablement : 17 % des femmes nées en 1952 n'étaient pas encore mariées à 30 ans; cette proportion est passée à 34 % pour les femmes nées en 1962.

En comparaison avec nos voisins, le mariage est en France moins fréquent et plus tardif. Avec à peine plus de 4 unions pour 1.000 habitants, la France a, avec l'Irlande, les taux les plus bas de la Communauté européenne, dont la moyenne était de 5,6 en 1992.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— résultats trimestriels provisoires par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le bulletin mensuel de statistique (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le quatrième trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— ensemble des résultats annuels, accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. — Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1990.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56.625.026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56.577.000 habitants.

Les populations au 1er janvier des années 1983 à 1989 ont été réévaluées. Comme le mouvement naturel n'a pas lieu d'être révisé, c'est donc seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces nouvelles évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA. La colonne « Autres cas » comprend des conjoints de Français, les parents d'enfants français, les familles de réfugiés et apatrides (ici à partir des enregistrements bruts de l'OMI), les actifs non salariés et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident.

3. DÉFINITIONS

Âge

• Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

• Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g*, l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

• Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

• Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

• Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

• Naissances vivantes, enfants déclarés vivants, enfants déclarés sans vie, mort-nés, faux mort-nés.

Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil sont légalement enregistrés comme enfants sans vie.

La question « L'enfant a-t-il respiré ou présenté un autre signe de vie ? » portée sur les bulletins statistiques des mort-nés permet de classer ceux-ci en trois catégories :

— « mort-né ayant respiré » ou « faux mort-né » : enfant né vivant mais décédé avant la déclaration de la naissance;

— « mort-né n'ayant pas respiré » ou « vrai mort-né » : enfant mort à la naissance;

— « respiration non déclarée » : aucune réponse n'a été donnée à la question précitée.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants déclarés vivants;

— la statistique des mort-nés comprenait l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

À partir de 1975 :

— la statistique des naissances comprend l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré.

La statistique des mort-nés comprend seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux dont la respiration n'est pas déclarée.

• Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

• Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés vrais ou faux ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

• Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans les statistiques de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

• Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

• Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

• Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants (y compris les « faux mort-nés »).

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité fœto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de (vrais) mort-nés (mort-nés n'ayant pas respiré et respiration non déclarée) à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient à chaque durée de mariage égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites de l'année sur la base de 100 femmes par génération, mesure le nombre total d'enfants d'une génération fictive dont les naissances seraient à chaque âge égales à celles observées l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotien *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);
— Institut national d'études démographiques (INED);
— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

« Données de démographie régionale en 1982 », *Les collections de l'INSEE,* série D, n° 115.

« La situation démographique » (annuel), *INSEE-Résultats,* série Démographie-société.

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier) : « Bilan démographique de 19.. », numéros de mars, juin, septembre et décembre « Statistiques trimestrielles de l'état civil ».

« La nuptialité des femmes », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 1 de septembre 1989.

« Image de la population de la Nouvelle-Calédonie. Principaux résultats du recensement 1989 », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 2 de décembre 1989.

« La taille des ménages dans les grandes villes et les départements », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 7 de janvier 1991.

« L'activité féminine », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 10 de février 1991.

« Images de la population de Wallis-et-Futuna. Principaux résultats du recensement de 1990 », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 18 d'août 1992.

« Les populations des DOM-TOM nées et originaires résidant en France métropolitaine », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 24 de mars 1993.

« La société française », *Données sociales,* édition 1993, INSEE.

INSEE-Première :

— « 271.400 mariages en 1992 », n° 289;
— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293;
— « Bilan démographique de 1993 », n° 294;
— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311;
— « Les naissances en 1992 », n° 317.

Autres publications :

Population et société (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national et études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	Population au 1er janvier	Mariages	Divorces prononcés (1)	Mouvement naturel							Variation totale
				Naissances		Décès		Mort-nés (2)	Excédent naturel	Solde des mouvements migratoires	
				Total	dont légitimes	Total	dont moins d'un an				
1970	**50.528,2**	393,7	38,9	**847,8**	789,9	**539,7**	12,8	14,1	308,1	179,9	488,0
1975	**52.600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53.731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,3	44,0	297,2
1981	**54.028,6**	315,1	87,6	**805,5**	703,3	**554,8**	7,8	6,6	250,7	55,7	306,4
1982	**54.335,0**	312,4	93,9	**797,2**	683,8	**543,1**	7,5	6,3	254,1	60,9	315,0
1983	**54.650,0**	300,5	98,7	**748,5**	629,7	**559,7**	6,8	5,7	188,9	56,0	244,9
1984	**54.894,9**	281,4	104,0	**759,9**	627,7	**542,5**	6,3	5,8	217,5	45,0	262,5
1985	**55.157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1986	**55.411,2**	265,7	108,4	**778,5**	607,8	**546,9**	6,3	5,6	231,5	39,0	270,5
1987	**55.681,8**	265,2	106,5	**767,8**	582,9	**527,5**	6,0	5,3	240,4	44,0	284,4
1988	**55.966,1**	271,1	106,1	**771,3**	568,2	**524,6**	6,0	4,8	246,7	57,0	303,7
1989	**56.269,8**	279,9	105,3	**765,5**	549,4	**529,3**	5,8	4,7	236,2	71,0	307,2
1990	**56.577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1991	**56.893,2**	280,2	108,1	**759,1**	517,4	**524,7**	5,5	4,4	234,4	90,0	324,4
1992 r	**57.217,6**	271,4	109,3	**743,7**	496,8	*p* **521,4**	...	4,1	222,3	90,0	312,3
1993 p	**57.529,8**	254,0	...	**712,0**	...	**528,0**	...	...	184,0	90,0	274,0

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) A partir de 1975, la statistique des morts-nés comprend les enfants nés sans-vie.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	Population moyenne	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (1)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Total	Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1970	**50.772.227**	7,8	16,7	10,6	+ 6,1	**18,2**	12,6	5,5
1975	**52.699.169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,6
1980	**53.880.009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10**	5,8	4,3
1981	**54.181.815**	5,8	14,9	10,2	+ 4,7	**9,7**	5,5	4,2
1982	**54.492.492**	5,7	14,6	10,0	+ 4,6	**9,5**	5,3	4,2
1983	**54.772.419**	5,5	13,7	10,2	+ 3,5	**9,1**	5,0	4,1
1984	**55.026.079**	5,1	13,8	9,9	+ 3,9	**8,3**	4,7	3,6
1985	**55.284.271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1986	**55.546.509**	4,8	14,0	9,8	+ 4,2	**8,0**	4,3	3,7
1987	**55.823.961**	4,8	13,8	9,4	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1988	**56.117.976**	4,8	13,7	9,3	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1989	**56.423.405**	5,0	13,6	9,4	+ 4,2	**7,5**	3,8	3,7
1990	**56.735.103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,8
1991	**57.055.392**	4,9	13,3	9,2	+ 4,1	**7,3**	3,5	3,8
1992 r	**57.373.706**	4,7	13,0	9,1	+ 3,9	**6,8**	...	...
1993 p	**57.666.835**	4,4	12,3	9,2	+ 3,2	**6,5**	...	...

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(2) De 0 à 28 jours.
(3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1970	91,5	92,0	11,8	247,2	120,3	117,0	68,4	75,9
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1981	64,3	65,8	24,3	194,5	94,7	92,9	70,4	78,5
1982	63,4	64,8	26,1	191,2	93,0	91,3	70,7	78,9
1983	60,5	61,5	27,6	178,4	86,9	85,3	70,7	78,8
1984	56,0	56,9	29,3	180,1	87,8	86,3	71,2	79,3
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1986	51,8	52,6	31,1	183,1	89,2	87,7	71,5	79,7
1987	51,0	52,0	31,0	180,1	87,9	86,5	72,0	80,3
1988	52,2	53,2	31,3	180,4	87,9	86,6	72,3	80,5
1989	53,8	54,9	31,6	178,7	87,3	85,9	72,5	80,6
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1991	53,8	54,8	33,2	176,6	86,1	84,8	72,9	81,1
1992 r	51,7	53,0	...	172,9	84,1	82,9	73,2	81,4
1993 p	...	49,6	...	165,5	...	...	73,3	81,5

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité.
(7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	morts nés naturels
1970	**847.783**	435.113	412.670	57.866	**14.067**	7.675	6.392	1.403
1975	**745.065**	381.804	363.261	63.429	**8.225**	4.406	3.819	1.008
1980	**800.376**	410.547	389.829	91.115	**6.942**	3.645	3.297	1.036
1985	**768.431**	394.112	374.319	150.492	**5.658**	2.945	2.713	1.386
1986	**778.468**	399.199	379.269	170.682	**5.615**	2.881	2.734	1.538
1987	**767.828**	393.231	374.597	184.926	**5.304**	2.732	2.572	1.546
1988	**771.268**	395.439	375.829	203.066	**4.808**	2.494	2.314	1.454
1989	**765.473**	391.649	373.824	216.063	**4.701**	2.454	2.247	1.589
1990	**762.407**	391.312	371.095	229.107	**4.488**	2.332	2.156	1.588
1991	**759.056**	389.239	369.817	241.628	**4.364**	2.272	2.092	1.570
1992	**743.658**	381.744	361.914	246.867	**4.055**	2.112	1.943	1.513

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1989		1990		1991		1992	
	Total	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels
Moins de 20 ans	**19.300**	14.354	**19.008**	14.320	**18.500**	14.001	**16.846**	13.110
20 à 24 ans	**165.580**	67.532	**157.498**	68.971	**151.544**	70.551	**142.353**	69.656
25 à 29 ans	**299.956**	70.589	**298.027**	75.567	**296.889**	81.139	**289.283**	83.404
30 à 34 ans	**191.230**	41.774	**195.196**	46.100	**197.165**	49.621	**198.469**	52.807
35 à 39 ans	**74.236**	17.694	**76.298**	19.502	**78.307**	21.265	**79.463**	22.529
40 à 44 ans	**14.485**	3.976	**15.661**	4.497	**15.848**	4.872	**16.377**	5.127
45 ans ou plus	**686**	144	**719**	150	**803**	179	**867**	234
Total	**765.473**	**216.063**	**762.407**	**229.107**	**759.056**	**241.628**	**743.658**	**246.867**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1989, 1990, 1991 ou 1992 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1982	**683.825**	293.135	236.800	100.764	53.126
1983	**629.674**	275.814	222.153	83.106	48.601
1984	**624.674**	269.924	219.292	87.032	48.426
1985	**617.939**	260.490	215.546	91.860	50.043
1986	**607.786**	250.558	212.250	94.493	50.485
1987	**582.902**	236.427	203.385	94.333	48.757
1988	**568.202**	231.535	195.014	92.387	49.266
1989	**549.410**	227.823	184.861	88.781	47.945
1990	**533.300**	228.868	176.791	82.110	45.531
1991	**517.428**	229.311	169.625	76.362	42.130
1992	**496.791**	222.192	164.275	71.281	39.043

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1982	**683.825**	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,0	10,7
1983	**629.674**	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,1	11,3
1984	**624.674**	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2	11,2
1985	**617.939**	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3	10,8
1986	**607.786**	523.016	6.792	14.138	63.840	10.242	86,1	3,4	10,5
1987	**582.902**	503.299	6.736	14.071	58.796	10.273	86,3	3,6	10,1
1988	**568.202**	485.708	8.525	13.578	60.391	11.610	85,5	3,9	10,6
1989	**549.410**	468.322	8.676	13.532	58.880	12.225	85,2	4,0	10,7
1990	**533.300**	451.521	9.026	13.801	58.952	13.386	84,7	4,3	11,1
1991	**517.428**	435.909	9.691	14.505	57.323	14.064	84,2	4,7	11,1
1992	**496.791**	415.544	10.788	14.832	55.627	14.103	83,6	5,2	11,2

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	dont part du groupe						Age moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1982	**191,18**	7,65	56,82	71,89	38,44	13,27	3,11	27,1
1983	**178,37**	6,77	52,32	67,69	36,18	12,52	2,89	27,1
1984	**180,13**	6,38	50,93	69,35	37,50	12,96	3,01	27,2
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1986	**183,08**	5,40	46,29	71,88	41,47	14,84	3,20	27,6
1987	**180,11**	5,00	42,73	71,01	42,37	15,72	3,28	27,9
1988	**180,44**	4,67	40,90	70,84	43,99	16,67	3,37	28,0
1989	**178,73**	4,48	39,03	69,67	44,61	17,35	3,59	28,2
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1991	**176,64**	4,36	35,87	68,64	45,60	18,27	3,90	28,4
1992 r	**172,85**	4,13	33,38	66,98	45,85	18,51	4,00	28,5
1993 p	**165,45**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1992

Source : INSEE

Âge (1)	Epoux				Epouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**844**	844	—	—	**6.714**	6.710	1	3
20-24 ans	**49.393**	49.312	2	79	**90.721**	90.093	25	603
25-29 ans	**108.690**	106.493	57	2.140	**92.809**	88.018	213	4.578
30-34 ans	**51.379**	44.581	186	6.612	**37.073**	27.835	475	8.763
35-39 ans	**23.901**	14.574	316	9.011	**18.482**	9.062	586	8.834
40-44 ans	**14.713**	5.155	441	9.117	**11.570**	3.434	684	7.452
45-49 ans	**9.082**	1.963	440	6.679	**6.750**	1.306	612	4.832
50-54 ans	**5.129**	935	454	3.740	**3.245**	554	465	2.226
55-59 ans	**3.388**	589	538	2.261	**1.869**	329	357	1.183
60 ans et plus	**4.908**	744	1.887	2.277	**2.194**	493	788	913
Total	**271.427**	**225.190**	**4.321**	**41.916**	**271.427**	**227.834**	**4.206**	**39.387**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	Etat matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Epoux célibataire	Epoux veuf ou divorcé	Epouse célibataire	Epouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes Epoux français	Couples mixtes Epoux étrangers	Hommes	Femmes
1982	**312.405**	270.331	42.074	274.037	38.368	284.386	7.124	8.740	12.155	**25,5**	**23,4**
1983	**300.513**	258.558	41.955	261.352	39.161	272.043	7.390	8.652	12.428	**25,8**	**23,6**
1984	**281.402**	239.989	41.413	242.841	38.561	252.993	6.944	8.866	12.599	**26,0**	**23,9**
1985	**269.419**	227.133	42.286	229.787	39.632	241.497	6.505	8.773	12.644	**26,4**	**24,3**
1986	**265.678**	222.912	42.766	225.362	40.316	235.872	6.554	9.244	14.008	**26,6**	**24,6**
1987	**265.177**	219.797	45.380	222.705	42.472	237.642	6.215	8.710	12.610	**27,0**	**24,9**
1988	**271.124**	225.243	45.881	228.137	42.987	242.214	6.696	9.468	12.746	**27,2**	**25,2**
1989	**279.900**	232.302	47.879	235.082	44.818	245.732	7.959	10.789	15.420	**27,5**	**25,5**
1990	**287.099**	238.910	48.189	241.521	45.578	247.853	8.703	12.606	17.937	**27,8**	**25,7**
1991	**280.175**	233.327	46.848	235.392	44.783	238.284	8.947	13.727	19.217	**28,0**	**26,0**
1992	**271.427**	225.190	46.237	227.834	43.593	231.991	8.469	13.310	17.657	**28,3**	**26,3**

(1) Age moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe					
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1981	**65,81**	10,49	37,67	12,35	3,31	1,13	0,50	0,36
1982	**64,81**	9,20	37,13	12,95	3,52	1,17	0,50	0,34
1983	**61,50**	7,52	35,19	13,21	3,58	1,17	0,51	0,32
1984	**56,91**	6,20	32,20	13,29	3,59	1,19	0,49	0,31
1985	**53,70**	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1986	**52,63**	3,86	28,30	14,31	3,99	1,29	0,55	0,33
1987	**51,97**	3,15	26,80	15,33	4,37	1,43	0,57	0,32
1988	**53,24**	2,68	26,55	16,72	4,74	1,57	0,61	0,37
1989	**54,89**	2,41	26,40	18,30	5,32	1,75	0,66	0,41
1990	**56,30**	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1991	**54,82**	1,99	23,42	20,05	6,16	2,04	0,74	0,42
1992	*r* **53,00**	1,63	21,12	20,50	6,42	2,11	0,79	0,43
1993 p	**49,56**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges (1) et état matrimonial

Année 1992

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1992-1991	moins d'1 an	**5.075**	**3.012**	3.012	—	—	—	**2.063**	2.063	—	—	—
1991-1987	1 à 4	**1.026**	**614**	614	—	—	—	**412**	412	—	—	—
1987-1983	5 à 9	**617**	**343**	343	—	—	—	**274**	274	—	—	—
1982-1978	10 à 14	**706**	**424**	424	—	—	—	**282**	282	—	—	—
1977-1973	15 à 19	**2.091**	**1.495**	1.493	2	—	—	**596**	592	4	—	—
1972-1968	20 à 24	**3.994**	**3.069**	2.978	86	1	4	**925**	832	86	4	3
1967-1963	25 à 29	**4.727**	**3.527**	2.928	551	8	40	**1.200**	787	352	13	48
1962-1958	30 à 34	**5.818**	**4.226**	2.724	1.237	26	239	**1.592**	638	802	23	129
1957-1953	35 à 39	**7.340**	**5.205**	2.258	2.231	59	657	**2.135**	554	1.196	65	320
1952-1948	40 à 44	**10.384**	**7.433**	2.227	3.844	114	1.248	**2.951**	527	1.855	121	448
1947-1943	45 à 49	**12.177**	**8.661**	1.954	5.050	182	1.475	**3.516**	470	2.279	217	550
1942-1938	50 à 54	**13.905**	**9.917**	1.927	6.298	313	1.379	**3.988**	479	2.674	428	407
1937-1933	55 à 59	**21.562**	**15.318**	2.721	10.275	755	1.567	**6.244**	661	4.058	1.000	525
1932-1928	60 à 64	**32.657**	**23.174**	3.495	16.431	1.543	1.705	**9.483**	988	5.654	2.219	622
1927-1923	65 à 69	**43.117**	**29.159**	3.621	21.395	2.668	1.475	**13.958**	1.368	7.187	4.627	776
1922-1918	70 à 74	**49.473**	**31.292**	3.066	23.075	3.932	1.219	**18.181**	1.668	7.645	7.993	875
1917-1913	75 à 79	**54.912**	**30.465**	2.758	21.160	5.744	803	**24.447**	2.209	7.043	14.199	996
1912-1908	80 à 84	**90.894**	**42.647**	3.299	26.384	12.031	933	**48.247**	4.260	9.428	32.902	1.657
1907-1903	85 à 89	**87.684**	**32.644**	2.330	16.247	13.493	574	**55.040**	5.172	5.758	42.480	1.630
1902-1898	90 à 94	**53.997**	**15.313**	853	5.484	8.789	187	**38.684**	3.882	1.821	31.997	984
1897 et avant	95 et plus	**19.374**	**3.568**	152	812	2.565	39	**15.806**	1.795	336	13.321	354
Total		**521.530**	**271.506**	**45.177**	**160.562**	**52.223**	**13.544**	**250.024**	**29.913**	**58.178**	**151.609**	**10.324**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à la méthodologie.

TABLEAU B.02-13

Evolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1983	3,8	5,0	4,1	9,1	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1986	3,2	4,3	3,7	8,0	10,4	15,1	7,2
1987	3,0	4,1	3,8	7,8	9,9	14,6	6,9
1988	3,0	4,1	3,8	7,8	9,2	14,0	6,2
1989	2,8	3,8	3,7	7,5	8,9	13,6	6,1
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1991	2,5	3,5	3,8	7,3	8,2	12,9	5,7
1992	2,3	3,3	3,5	6,8	7,7	12,2	5,4

(1) Pour 1.000 nés vivants.
(2) Pour 1.000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1982	10,0	9,5	0,52	0,29	0,27	0,76	1,16	1,09	1,19
1983	10,2	9,1	0,55	0,29	0,26	0,70	1,17	1,11	1,23
1984	9,9	8,3	0,48	0,26	0,25	0,67	1,14	1,09	1,24
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1986	9,8	8,0	0,45	0,25	0,23	0,62	1,04	1,03	1,21
1987	9,4	7,8	0,41	0,24	0,22	0,55	0,97	1,01	1,18
1988	9,3	7,8	0,42	0,21	0,21	0,57	0,99	1,02	1,20
1989	9,4	7,5	0,40	0,21	0,22	0,57	1,01	1,06	1,24
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1991	9,2	7,3	0,39	0,20	0,20	0,55	0,98	1,12	1,32
1992	9,1	6,8	0,34	0,18	0,18	0,53	0,92	1,09	1,35
Sexe masculin									
1982	10,6	10,7	0,57	0,33	0,32	1,07	1,76	1,57	1,62
1983	10,8	10,3	0,60	0,35	0,31	0,97	1,77	1,59	1,70
1984	10,5	9,2	0,55	0,30	0,30	0,91	1,73	1,58	1,71
1985	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1986	10,5	9,0	0,49	0,29	0,27	0,85	1,58	1,51	1,73
1987	10,1	9,1	0,46	0,27	0,27	0,77	1,47	1,50	1,68
1988	10,0	8,9	0,47	0,25	0,24	0,80	1,50	1,49	1,75
1989	10,0	8,6	0,45	0,24	0,24	0,80	1,53	1,59	1,80
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1991	9,8	8,3	0,42	0,22	0,23	0,77	1,49	1,67	1,96
1992	9,7	7,9	0,40	0,20	0,21	0,74	1,40	1,63	1,96
Sexe féminin									
1982	9,3	8,1	0,46	0,25	0,21	0,45	0,56	0,60	0,74
1983	9,7	7,9	0,50	0,24	0,21	0,43	0,57	0,63	0,75
1984	9,2	7,3	0,41	0,21	0,20	0,42	0,54	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1986	9,2	7,0	0,40	0,20	0,18	0,39	0,50	0,56	0,69
1987	8,8	6,5	0,36	0,21	0,17	0,33	0,47	0,52	0,69
1988	8,8	6,7	0,37	0,17	0,17	0,34	0,46	0,55	0,66
1989	8,8	6,4	0,36	0,18	0,19	0,32	0,48	0,53	0,69
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1991	8,6	6,1	0,35	0,17	0,16	0,32	0,45	0,57	0,68
1992	8,5	5,7	0,28	0,16	0,15	0,31	0,43	0,56	0,74

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1982	1,67	2,57	4,17	6,53	9,3	13,0	20,0	40,1	121
1983	1,67	2,51	4,09	6,52	9,3	13,1	19,9	40,4	126
1984	1,62	2,48	3,96	6,26	9,2	12,9	18,8	38,5	119
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1986	1,61	2,44	3,80	6,06	8,9	12,7	17,7	38,6	119
1987	1,61	2,36	3,64	5,78	8,6	12,1	17,3	37,1	113
1988	1,62	2,35	3,58	5,59	8,4	11,9	16,9	36,2	111
1989	1,63	2,36	3,51	5,50	8,2	11,8	16,9	35,4	111
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
1991	1,67	2,41	3,45	5,10	7,6	11,4	16,1	31,7	107
1992	1,72	2,38	3,43	5,03	7,4	11,0	16,0	30,2	105
Sexe masculin									
1982	2,23	3,52	5,92	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
1983	2,25	3,43	5,76	9,40	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1984	2,20	3,38	5,56	9,10	13,7	19,4	27,8	54,4	141
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1986	2,22	3,37	5,33	8,77	13,2	19,0	26,3	54,6	142
1987	2,22	3,26	5,08	8,32	12,6	18,3	25,7	52,6	135
1988	2,24	3,24	4,92	7,96	12,5	17,8	25,0	51,1	132
1989	2,28	3,25	4,88	7,89	12,1	17,7	25,2	50,1	131
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
1991	2,41	3,40	4,83	7,24	11,2	17,0	24,1	44,8	128
1992	2,45	3,39	4,83	7,15	10,8	16,5	23,9	43,1	124
Sexe féminin									
1982	1,08	1,58	2,41	3,64	5,2	7,5	12,4	29,2	112
1983	1,06	1,56	2,39	3,69	5,2	7,6	12,1	29,4	117
1984	1,01	1,55	2,34	3,47	5,0	7,3	11,5	27,8	110
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	112
1986	0,98	1,48	2,24	3,40	4,8	7,1	10,6	27,8	109
1987	0,98	1,44	2,18	3,28	4,7	6,8	10,3	26,6	103
1988	0,99	1,43	2,20	3,24	4,6	6,6	10,2	26,2	101
1989	0,98	1,45	2,10	3,13	4,5	6,6	10,1	25,3	102
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100
1991	0,94	1,39	2,04	2,96	4,3	6,3	9,6	22,5	98
1992	1,00	1,36	2,00	2,89	4,2	6,1	9,4	21,1	96

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1982	10.000	9.892	9.884	9.878	9.873	9.869	9.854	9.837	9.779	9.694	9.618
1983	10.000	9.897	9.888	9.882	9.878	9.874	9.857	9.841	9.788	9.702	9.624
1984	10.000	9.906	9.899	9.893	9.888	9.885	9.870	9.854	9.805	9.720	9.643
1985	10.000	9.904	9.897	9.892	9.888	9.884	9.871	9.855	9.807	9.730	9.655
1986	10.000	9.909	9.902	9.897	9.893	9.889	9.875	9.861	9.814	9.737	9.663
1987	10.000	9.909	9.902	9.897	9.894	9.890	9.877	9.864	9.821	9.749	9.675
1988	10.000	9.910	9.902	9.898	9.894	9.891	9.879	9.867	9.822	9.748	9.675
1989	10.000	9.913	9.906	9.902	9.899	9.896	9.884	9.871	9.827	9.751	9.674
1990	10.000	9.916	9.909	9.904	9.901	9.898	9.888	9.876	9.833	9.758	9.679
1991	10.000	9.916	9.910	9.905	9.902	9.900	9.888	9.876	9.835	9.760	9.677
1992	10.000	9.921	9.915	9.911	9.908	9.905	9.896	9.884	9.845	9.774	9.694
Sexe féminin											
1982	10.000	9.918	9.911	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.854	9.826	9.769
1983	10.000	9.921	9.913	9.909	9.905	9.902	9.890	9.879	9.857	9.829	9.798
1984	10.000	9.926	9.920	9.916	9.913	9.910	9.900	9.889	9.868	9.841	9.812
1985	10.000	9.928	9.922	9.918	9.915	9.912	9.902	9.892	9.872	9.846	9.817
1986	10.000	9.930	9.924	9.920	9.916	9.914	9.904	9.895	9.874	9.849	9.821
1987	10.000	9.935	9.929	9.925	9.922	9.920	9.910	9 901	9.884	9.860	9.834
1988	10.000	9.932	9.926	9.923	9.920	9.918	9.909	9.901	9.883	9.860	9.833
1989	10.000	9.936	9.930	9.926	9.924	9.921	9.912	9.903	9.886	9.862	9.835
1990	10.000	9.938	9.932	9.929	9.927	9.925	9.917	9.909	9.892	9.870	9.843
1991	10.000	9.938	9.933	9.929	9.926	9.924	9.916	9.908	9.891	9.868	9.840
1992	10.000	9.943	9.938	9.936	9.934	9.932	9.924	9.916	9.900	9.878	9.850
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2	47,6	43,0
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1	47,6	42,9
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5	47,9	43,3
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1986	71,5	71,2	70,2	69,3	68,3	67,3	62,4	57,5	52,8	48,2	43,5
1987	72,1	71,7	70,8	69,8	68,8	67,8	62,9	58,0	53,2	48,6	44,0
1988	72,3	72,0	71,0	70,1	69,1	68,1	63,2	58,3	53,5	48,9	44,3
1989	72,5	72,1	71,1	70,2	69,2	68,2	63,3	58,4	53,6	49,0	44,4
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1991	72,9	72,5	71,6	70,6	69,6	68,6	63,7	58,8	54,0	49,4	44,8
1992	73,2	72,8	71,8	70,8	69,9	68,9	63,9	59,0	54,2	49,6	45,0
Sexe féminin											
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	74,7	69,7	64,8	60,0	55,1	50,3
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	69,7	64,7	59,9	55,0	50,2
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3	55,5	50,7
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1986	79,7	79,3	78,3	77,3	76,4	75,4	70,5	65,5	60,7	55,8	51,0
1987	80,3	79,8	78,8	77,9	76,9	75,9	71,0	66,0	61,2	56,3	51,4
1988	80,5	80,0	79,1	78,1	77,1	76,1	71,2	66,2	61,4	56,5	51,6
1989	80,6	80,2	79,2	78,2	77,3	76,3	71,3	66,4	61,5	56,7	51,8
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1991	81,1	80,6	79,7	78,7	77,7	76,7	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3
1992	81,4	80,9	79,9	78,9	78,0	77,0	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1982	9.539	9.427	9.255	8.971	8.539	7.951	7.177	6.174	4.873	3.315	1.780
1983	9.542	9.429	9.260	8.985	8.555	7.968	7.194	6.184	4.881	3.304	1.741
1984	9.560	9.449	9.283	9.015	8.598	8.007	7.242	6.257	4.987	3.432	1.877
1985	9.574	9.464	9.298	9.033	8.620	8.033	7.270	6.282	5.018	3.455	1.867
1986	9.579	9.469	9.301	9.048	8.641	8.068	7.311	6.337	5.092	3.541	1.950
1987	9.592	9.484	9.320	9.076	8.691	8.138	7.397	6.450	5.222	3.715	2.112
1988	9.590	9.479	9.317	9.080	8.710	8.164	7.442	6.522	5.324	3.831	2.216
1989	9.586	9.474	9.313	9.077	8.710	8.180	7.459	6.545	5.365	3.883	2.264
1990	9.588	9.471	9.310	9.076	8.730	8.222	7.516	6.629	5.457	4.000	2.356
1991	9.582	9.463	9.299	9.067	8.731	8.238	7.540	6.651	5.509	4.063	2.426
1992	9.597	9.477	9.312	9.079	8.748	8.270	7.587	6.700	5.557	4.131	2.511
Sexe féminin											
1982	9.760	9.704	9.625	9.505	9.326	9.078	8.718	8.186	7.324	5.919	3.950
1983	9.760	9.705	9.627	9.508	9.328	9.080	8.725	8.195	7.334	5.914	3.902
1984	9.774	9.721	9.643	9.526	9.357	9.118	8.775	8.260	7.436	6.075	4.120
1985	9.781	9.728	9.655	9.543	9.373	9.135	8.796	8.286	7.465	6.104	4.134
1986	9.787	9.737	9.661	9.550	9.384	9.151	8.817	8.318	7.524	6.198	4.243
1987	9.800	9.751	9.676	9.568	9.405	9.180	8.861	8.379	7.620	6.355	4.463
1988	9.799	9.750	9.675	9.566	9.408	9.188	8.876	8.405	7.654	6.420	4.556
1989	9.801	9.751	9.677	9.572	9.418	9.202	8.891	8.437	7.710	6.507	4.638
1990	9.809	9.760	9.691	9.588	9.439	9.226	8.927	8.490	7.768	6.587	4.744
1991	9.805	9.758	9.688	9.585	9.440	9.234	8.935	8.495	7.800	6.652	4.843
1992	9.813	9.763	9.694	9.593	9.449	9.246	8.955	8.525	7.843	6.724	4.958
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1982	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	17,7	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
1983	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
1984	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,4	8,6	6,3	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1986	38,9	34,3	29,9	25,6	21,7	18,1	14,7	11,5	8,7	6,4	4,5
1987	39,3	34,8	30,3	26,1	22,1	18,4	15,0	11,8	9,0	6,6	4,7
1988	39,6	35,1	30,6	26,4	22,4	18,7	17,5	12,0	9,2	6,7	4,8
1989	39,8	35,2	30,8	26,5	22,5	18,8	15,4	12,2	9,2	6,8	4,9
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1991	40,2	35,7	31,3	27,0	23,0	19,2	15,7	12,5	9,5	7,0	5,0
1992	40,4	35,9	31,5	27,2	23,2	19,4	15,9	12,6	9,7	7,1	5,1
Sexe féminin											
1982	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5
1983	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
1984	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1986	46,1	41,4	36,7	32,1	27,6	23,2	19,0	15,0	11,3	8,1	5,6
1987	46,6	41,8	37,1	32,5	28,0	23,7	19,4	15,4	11,6	8,4	5,9
1988	46,8	42,0	37,3	32,7	28,2	23,9	19,6	15,5	11,8	8,6	6,0
1989	47,0	42,2	37,5	32,9	28,4	24,0	19,7	15,6	11,9	8,6	6,0
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1991	47,4	42,6	37,9	33,3	28,8	24,4	20,1	16,1	12,2	8,8	6,1
1992	47,7	42,9	38,2	33,6	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,3

(1) Ages en années.
(2) Nombre moyen restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1990-1992 p

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100.000	821	72,94	100.000	602	81,15	**100.000**	**714**	**76,95**
1	99.179	70	72,54	99.398	54	80,64	**99.286**	**62**	**76,50**
2	99.110	44	71,59	99.344	31	79,69	**99.224**	**38**	**75,55**
3	99.066	32	70,63	99.313	23	78,71	**99.186**	**27**	**74,58**
4	99.034	26	69,65	99.290	20	77,73	**99.159**	**23**	**73,60**
5	99.008	25	68,67	99.270	20	76,74	**99.136**	**23**	**72,61**
6	98.983	22	67,68	99.250	17	75,76	**99.113**	**19**	**71,63**
7	98.961	19	66,70	99.233	15	74,77	**99.094**	**17**	**70,64**
8	98.942	19	65,71	99.218	16	73,78	**99.077**	**17**	**69,66**
9	98.923	18	64,72	99.202	14	72,80	**99.060**	**17**	**68,67**
10	98.905	19	63,74	99.188	15	71,81	**99.043**	**17**	**67,68**
11	98.886	21	62,75	99.173	14	70,82	**99.026**	**18**	**66,69**
12	98.865	22	61,76	99.159	15	69,83	**99.008**	**18**	**65,70**
13	98.843	23	60,78	99.144	17	68,84	**98.990**	**20**	**64,72**
14	98.820	32	59,79	99.127	19	67,85	**98.970**	**26**	**63,73**
15	98.788	43	58,81	99.108	23	66,86	**98.944**	**33**	**62,74**
16	98.746	59	57,83	99.085	27	65,88	**98.911**	**42**	**61,77**
17	98.688	79	56,87	99.058	34	64,90	**98.869**	**58**	**60,79**
18	98.610	112	55,91	99.024	39	63,92	**98.812**	**77**	**59,83**
19	98.500	127	54,97	98.985	42	62,94	**98.736**	**85**	**58,87**
20	98.375	135	54,04	98.943	42	61,97	**98.652**	**89**	**57,92**
21	98.242	150	53,11	98.901	42	60,99	**98.564**	**97**	**56,97**
22	98.095	154	52,19	98.859	45	60,02	**98.468**	**101**	**56,03**
23	97.944	152	51,27	98.815	46	59,05	**98.369**	**101**	**55,08**
24	97.795	155	50,35	98.770	48	58,07	**98.270**	**102**	**54,14**
25	97.643	159	49,43	98.723	52	57,10	**98.170**	**106**	**53,19**
26	97.488	162	48,51	98.672	57	56,13	**98.066**	**110**	**52,25**
27	97.330	164	47,58	98.616	57	55,16	**97.958**	**112**	**51,31**
28	97.170	171	46,66	98.560	57	54,19	**97.848**	**114**	**50,36**
29	97.004	176	45,74	98.504	61	53,22	**97.736**	**120**	**49,42**
30	96.833	184	44,82	98.444	64	52,26	**97.619**	**125**	**48,48**
31	96.655	193	43,90	98.381	66	51,29	**97.497**	**130**	**47,54**
32	96.468	192	42,99	98.316	70	50,32	**97.370**	**132**	**46,60**
33	96.283	197	42,07	98.247	75	49,36	**97.241**	**137**	**45,66**
34	96.093	209	41,15	98.173	84	48,39	**97.108**	**147**	**44,72**
35	95.892	223	40,24	98.091	93	47,43	**96.965**	**159**	**43,79**
36	95.678	234	39,32	98.000	89	46,48	**96.811**	**162**	**42,86**
37	95.454	244	38,42	97.913	95	45,52	**96.654**	**171**	**41,93**
38	95.221	263	37,51	97.820	106	44,56	**96.489**	**186**	**41,00**
39	94.971	281	36,61	97.716	115	43,61	**96.310**	**198**	**40,07**
40	94.704	300	35,71	97.604	122	42,66	**96.119**	**212**	**39,15**
41	94.420	320	34,81	97.485	131	41,71	**95.915**	**226**	**38,23**
42	94.118	338	33,92	97.357	140	40,76	**95.698**	**239**	**37,32**
43	93.800	373	33,04	97.221	152	39,82	**95.469**	**263**	**36,41**
44	93.450	408	32,16	97.073	168	38,88	**95.218**	**289**	**35,50**
45	93.069	436	31,29	96.910	180	37,94	**94.943**	**309**	**34,60**
46	92.663	471	30,42	96.736	197	37,01	**94.650**	**334**	**33,71**
47	92.227	505	29,56	96.545	216	36,08	**94.334**	**360**	**32,82**
48	91.761	535	28,71	96.336	228	35,16	**93.994**	**382**	**31,94**
49	91.270	581	27,86	96.116	239	34,24	**93.635**	**409**	**31,06**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1990-1992 p

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	90.740	629	27,02	95.886	257	33,32	**93.252**	**443**	**30,18**
51	90.169	684	26,19	95.640	282	32,41	**92.839**	**483**	**29,32**
52	89.552	748	25,37	95.370	308	31,50	**92.391**	**526**	**28,46**
53	88.882	819	24,56	95.076	332	30,59	**91.905**	**573**	**27,60**
54	88.154	896	23,75	94.760	355	29,69	**91.378**	**623**	**26,76**
55	87.364	979	22,97	94.424	379	28,80	**90.809**	**674**	**25,92**
56	86.509	1.054	22,19	94.066	402	27,90	**90.197**	**723**	**25,10**
57	85.597	1.137	21,42	93.688	437	27,01	**89.545**	**778**	**24,28**
58	84.624	1.246	20,66	93.279	482	26,13	**88.848**	**855**	**23,46**
59	83.570	1.362	19,91	92.829	514	25,25	**88.088**	**925**	**22,66**
60	82.432	1.490	19,18	92.352	547	24,38	**87.273**	**1.004**	**21,87**
61	81.204	1.623	18,46	91.847	593	23,51	**86.397**	**1.088**	**21,08**
62	79.886	1.754	17,76	91.302	644	22,65	**85.457**	**1.175**	**20,31**
63	78.485	1.877	17,07	90.714	702	21,80	**84.453**	**1.262**	**19,55**
64	77.012	1.994	16,38	90.077	759	20,95	**83.387**	**1.343**	**18,79**
65	75.476	2.119	15,71	89.393	808	20,10	**82.267**	**1.423**	**18,04**
66	73.877	2.265	15,04	88.671	890	19,26	**81.096**	**1.530**	**17,29**
67	72.204	2.482	14,37	87.882	985	18,43	**79.855**	**1.678**	**16,55**
68	70.412	2.649	13,73	87.016	1.089	17,61	**78.515**	**1.806**	**15,83**
69	68.547	2.842	13,09	86.068	1.200	16,80	**77.097**	**1.947**	**15,11**
70	66.599	3.065	12,46	85.035	1.330	16,00	**75.596**	**2.113**	**14,40**
71	64.558	3.391	11,83	83.904	1.483	15,20	**73.999**	**2.335**	**13,70**
72	62.369	3.701	11,23	82.660	1.673	14,43	**72.271**	**2.568**	**13,01**
73	60.061	4.061	10,64	81.277	1.892	13,66	**70.415**	**2.840**	**12,34**
74	57.622	4.420	10,07	79.739	2.136	12,92	**68.415**	**3.121**	**11,69**
75	55.075	4.872	9,52	78.036	2.419	12,19	**66.280**	**3.463**	**11,05**
76	52.392	5.291	8,98	76.148	2.728	11,48	**63.985**	**3.802**	**10,43**
77	49.620	5.812	8,45	74.071	3.065	10,78	**61.552**	**4.198**	**9,82**
78	46.736	6.415	7,94	71.801	3.458	10,11	**58.968**	**4.658**	**9,23**
79	43.738	7.074	7,45	69.318	4.002	9,45	**56.221**	**5.226**	**8,66**
80	40.644	7.863	6,98	66.544	4.604	8,83	**53.283**	**5.876**	**8,11**
81	37.448	8.761	6,53	63.480	5.280	8,23	**50.152**	**6.612**	**7,58**
82	34.167	9.638	6,11	60.128	6.045	7,66	**46.836**	**7.387**	**7,08**
83	30.874	10.760	5,71	56.493	6.886	7,12	**43.376**	**8.297**	**6,61**
84	27.552	11.796	5,34	52.603	7.840	6,61	**39.777**	**9.244**	**6,16**
85	24.302	12.843	4,99	48.479	8.868	6,13	**36.100**	**10.235**	**5,74**
86	21.181	14.060	4,65	44.180	9.952	5,68	**32.405**	**11.328**	**5,33**
87	18.203	15.481	4,33	39.783	11.181	5,25	**28.734**	**12.574**	**4,95**
88	15.385	17.049	4,03	35.335	12.568	4,85	**25.121**	**13.976**	**4,59**
89	12.762	18.555	3,75	30.894	14.038	4,47	**21.610**	**15.405**	**4,26**
90	10.394	19.992	3,49	26.557	15.619	4,12	**18.281**	**16.886**	**3,94**
91	8.316	21.753	3,24	22.409	17.341	3,79	**15.194**	**18.580**	**3,64**
92	6.507	24.066	3,00	18.523	19.387	3,48	**12.371**	**20.653**	**3,35**
93	4.941	25.885	2,80	14.932	21.209	3,20	**9.816**	**22.402**	**3,10**
94	3.662	27.526	2,60	11.765	23.179	2,93	**7.617**	**24.248**	**2,85**
95	2.654	29.088	2,40	9.038	24.640	2,66	**5.770**	**25.702**	**2,60**
96	1.882	30.818	2,18	6.811	26.795	2,37	**4.287**	**27.688**	**2,33**
97	1.302	32.104	1,93	4.986	28.159	2,05	**3.100**	**29.000**	**2,02**
98	884	32.805	1,60	3.582	30.179	1,66	**2.201**	**30.713**	**1,65**
99	594	36.027	1,14	2.501	33.986	1,16	**1.525**	**34.426**	**1,16**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100.000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1992

Sources : EUROSTAT
Organisation des Nations-unies

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000)	Espérance de vie à la naissance	
	Accroissement total (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette	naissances)	Hommes	Femmes
Allemagne	8,7	10,0	11,0	5,6	1,7	(3) 0,65	(3) 0,64	6,2	(2) 72,6	(2) 79,1
Belgique	4,6	12,5	10,3	5,8	2,2	(5) 0,77	(5) 0,76	8,2	(2) 73,1	(2) 79,8
Danemark	3,6	13,1	11,8	6,2	2,5	0,86	0,85	6,6	(2) 72,6	(2) 77,9
Espagne	1,5	10,0	8,7	(2) 5,5	(3) 0,7	(3) 0,64	(3) 0,62	(3) 7,2	(3) 73,3	(3) 80,5
France	**5,4**	**13,0**	**9,1**	**4,7**	**(3) 1,9**	**0,84**	**(2) 0,83**	**6,8**	**(2) 73,2**	**(2) 81,5**
Grèce	6,5	10,1	9,5	4,7	0,6	0,67	0,65	8,4	(2) 74,6	(2) 79,8
Irlande	4,6	14,5	8,7	(2) 4,5	(6) —	1,02	1,01	6,7	(2) 72,6	(2) 78,2
Italie	(2) 3,6	9,9	9,5	5,3	0,5	(4) 0,64	(4) 0,63	(2) 8,3	(3) 73,6	(3) 80,3
Luxembourg	13,8	13,1	10,2	6,4	1,8	(3) 0,78	(3) 0,76	8,5	(2) 71,9	(2) 78,5
Pays-Bas	7,2	13,0	8,6	6,2	2,0	0,77	0,76	6,3	(2) 74,3	(2) 80,3
Portugal	0,4	11,7	10,3	7,1	1,3	(2) 0,75	(2) 0,74	9,3	(2) 70,7	(2) 78,1
Royaume-Uni	3,2	13,5	10,9	(3) 6,1	(3) 3,0	(2) 0,88	0,87	6,6	(2) 73,6	(2) 79,00
Europe des Douze	**5,0**	**11,4**	**10,0**	**(2) 5,4**	**(3) 1,6**	**(2) 0,74**	**(2) 0,72**	**(2) 7,0**	**(3) 72,9**	**(3) 79,5**
Etats-Unis	(5) 9,0	16,0	9,0	(5) 9,40	(5) 4,7	...	...	10,0	72,8	79,9
Japon	(5) 4,0	11,0	6,0	(5) 5,80	(5) 1,3	...	...	4,5	75,9	81,7
URSS (ex)	(5) 8,0	13,4	11,1	(5) 9,20	(5) 3,4	...	...	17,6	(4) 63,8	(4) 74,3

(1) L'accroissement total tient compte du solde migratoire.
(2) Chiffres provisoires.
(3) 1991
(4) 1990
(5) 1985 - 1989
(6) Chiffre rigoureusement nul, du fait de l'interdiction du divorce (inscrite dans la Constitution).

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1992

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Autres	**Total 1992**	**r Total 1991**
Européens	**27.253**	**6.484**	**3.063**	**171**	**2.005**	**419**	**94**	**139**	**39.628**	**26.972**
CEE	23.768	23	335	43	2	2	0	23	**24.196**	**9.333**
Autres Européens	1.410	1.800	1.963	91	612	130	66	92	**6.164**	**8.216**
Turcs	2.075	4.661	765	37	1.391	287	28	24	**9.268**	**9.423**
Asiatiques	**3.847**	**2.602**	**1.664**	**142**	**5.797**	**229**	**30**	**170**	**14.481**	**20.822**
dont : Libanais	899	494	125	20	40	1	7	45	**1.631**	**3.504**
Sri Lankais	—	—	—	—	3.028	—	—	—	**3.028**	**4.050**
Vietnamiens	72	44	135	15	963	52	0	13	**1.294**	**3.168**
Africains	**8.396**	**21.804**	**12.228**	**2.288**	**1.741**	**307**	**1.098**	**734**	**48.596**	**46.858**
Maghreb	1.406	18.939	9.072	240	91	23	1.070	459	**31.300**	**33.632**
Algériens	513	5.039	4.521	0	15	3	1.049	223	**11.363**	**11.776**
Marocains	643	11.343	3.691	184	25	18	17	186	**16.107**	**17.778**
Tunisiens	250	2.557	860	56	51	2	4	50	**3.830**	**4.077**
Africains hors Maghreb	6.990	2.865	3.156	2.048	1.650	284	28	275	**17.296**	**13.226**
Américains	**2.653**	**1.651**	**1.942**	**350**	**698**	**105**	**57**	**56**	**7.512**	**7.392**
Autres	**106**	**124**	**148**	**35**	**25**	**5**	**3**	**6**	**452**	**439**
Ensemble	**42.255**	**32.665**	**19.045**	**2.986**	**10.266**	**1.065**	**1.282**	**1.105**	**110.669**	**102.483**

TABLEAU B.02-19

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1992

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	Total des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**1.504**	906	13	598	21
20 à 24 ans	**7.974**	4.397	533	3.577	430
25 à 29 ans	**12.414**	8.031	2.380	4.383	1.106
30 à 34 ans	**9.813**	7.140	3.411	2.673	944
35 à 39 ans	**5.610**	4.235	2.579	1.375	580
40 à 44 ans	**2.579**	1.916	1.310	663	311
45 ans et plus	**2.361**	1.758	1.352	603	278
Total	**42.255**	**28.383**	**11.578**	**13.872**	**3.670**

TABLEAU B.02-20

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	1992 Total	1991 Total
Activité économique (1)											
Forêts	1	15	2	344	—	3	—	79	10	**454**	46
Agriculture, pêche	5	27	8	424	4	34	4	36	116	**658**	259
Combustibles minéraux solides	4	5	5	1	—	1	—	—	41	**57**	8
Autres industries extractives	—	—	1	4	—	2	—	2	7	**16**	17
Production et transformation des métaux (2)	110	33	55	117	11	20	10	32	856	**1.244**	1.290
Verre et matériaux de construction	4	1	1	26	—	1	—	7	60	**100**	93
Bâtiment et travaux publics	29	184	324	7.571	60	34	22	857	2.470	**11.551**	3.078
Autres industries	104	63	81	289	41	55	22	685	2.468	**3.808**	3.309
Commerce (3)	312	203	430	1.174	93	186	61	293	4.591	**7.343**	6.331
Services	27	113	62	4.715	46	50	16	21	1.735	**6.785**	1.801
Autres activités (4)	623	318	468	556	258	257	115	63	7.581	**10.239**	9.375
Total	**1.219**	**962**	**1.437**	**15.221**	**513**	**643**	**250**	**2.075**	**19.935**	**42.255**	**25.607**
Profession											
Manoeuvres et ouvriers spécialisés	174	331	420	10.050	214	255	97	1.307	8.142	**20.990**	8.349
Ouvriers professionnels et qualifiés	565	404	659	5.078	134	233	55	741	7.591	**15.460**	10.092
Cadres et techniciens	480	227	358	93	165	155	98	27	4.202	**5.805**	7.166
Total	**1.219**	**962**	**1.437**	**15.221**	**513**	**643**	**250**	**2.075**	**19.935**	**42.255**	**25.607**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI.
(2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement.
(3) Y compris : hôtels, cafés, restaurants.
(4) Transports, banques, assurances, professions libérales, administrations, santé, enseignement et recherche.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
GUADELOUPE								
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.282
1987	363,7	1.880	404	6.855	107	2.244	122	4.611
1988	372,0	1.868	387	7.126	107	2.228	92	4.898
1989	380,9	1.854	472	7.644	100	2.314	76	5.330
1990	390,7	2.021	485	7.570	110	2.331	75	5.239
1991	407,5	1.928	...	7.547	107	2.147	58	5.400
1992	410,5	1.932	...	7.309	72	2.291	76	5.018
GUYANE								
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.465
1987	100,1	365	*r* 74	2.700	*r* 53	562	65	2.138
1988	105,5	325	*r* 124	2.887	*r* 56	526	71	*r* 2.361
1989	111,1	392	*r* 82	3.197	*r* 55	546	*r* 74	*r* 2.651
1990	*r* 118,5	*r* 463	*r* 99	*r* 3.609	*r* 72	*r* 597	*r* 64	*r* 3.012
1991	*r* 127,6	537	88	*r* 3.921	*r* 83	*r* 579	*r* 70	*r* 3.342
1992	134,5	716	95	3.957	54	567	61	3.390
MARTINIQUE								
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.199
1987	345,1	1.537	357	6.338	84	2.146	67	4.192
1988	350,3	1.556	374	6.386	56	2.092	58	4.358
1989	355,9	1.571	288	6.571	67	2.157	62	4.408
1990	361,9	1.572	321	6.437	54	2.220	46	4.217
1991	368,4	1.612	...	6.313	75	2.177	51	4.136
1992	372,5	1.650	...	6.304	65	2.180	40	4.124
REUNION								
1980	507,8	3.057	*r* 498	12.302	272	3.258	193	9.036
1987	575,5	3.001	*r* 844	12.599	172	3.090	123	9.509
1988	580,1	3.354	*r* 687	13.561	166	3.163	89	10.398
1989	590,5	3.553	*r* 851	13.898	159	3.307	116	10.591
1990	600,0	3.716	*r* 798	13.877	148	3.151	94	10.726
1991	611,6	3.818	736	14.107	147	3.415	103	10.692
1992	624,4	3.791	872	14.239	150	3.314	77	10.925

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1.000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1980	4,9	19,7	6,6	13,1	18
1987	5,2	18,8	6,2	12,7	18
1988	5,0	19,2	6,0	13,4	13
1989	4,9	20,1	6,1	14,0	10
1990	5,2	19,4	6,0	13,4	10
1991	4,7	18,5	5,3	13,3	8
1992	4,1	17,8	5,6	12,2	10
GUYANE					
1980	3,0	28,1	6,8	21,3	33
1987	3,6	27,0	5,6	21,4	24
1988	3,1	27,4	5,0	22,4	25
1989	3,5	28,8	4,9	23,8	19
1990	3,9	30,8	5,1	25,7	17
1991	4,2	30,7	4,4	26,3	17
1992	5,3	29,4	4,2	25,2	15
MARTINIQUE					
1980	3,7	16,4	6,6	9,8	20
1987	4,5	18,4	6,2	12,1	11
1988	4,4	18,2	6,0	12,4	9
1989	4,4	18,5	6,1	12,4	9
1990	4,3	17,8	6,1	11,7	7
1991	4,4	17,1	5,9	11,2	8
1992	4,4	16,9	5,8	11,1	6
REUNION					
1980	6,0	24,2	6,4	17,8	16
1987	5,2	21,9	5,4	16,5	10
1988	5,8	23,4	5,5	17,9	7
1989	6,0	23,5	5,6	17,9	8
1990	6,2	23,2	5,3	17,9	7
1991	6,2	23,1	5,6	17,5	7
1992	6,1	22,8	5,3	17,5	5

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1980	*r* 140,1	3.668	1.008	2.660	26,2	7,2	*r* 19,0	27
1987	160,5	4.122	913	3.209	25,7	5,7	20,0	14
1988	163,7	4.035	962	3.073	*r* 24,7	5,9	18,8	9
1989	166,7	*r* 3.944	990	*r* 2.954	23,7	5,9	17,7	11
1990	*r* 170,0	*r* 4.378	*r* 928	*r* 3.450	*r* 25,8	5,5	*r* 20,6	*r* 11
1991	*r* 173,5	*r* 4.501	978	*r* 3.523	*r* 25,9	5,6	20,3	8
1992	177,0	4.405	931	3.474	24,9	5,3	19,6	9

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1.000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Etudes Economiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1980	150,9	4.544	1.005	3.539	30,1	6,7	23,5	41
1987	182,9	5.409	1.055	4.354	29,6	5,8	23,8	20
1988	187,7	5.797	985	4.812	30,9	5,2	25,6	16
1989	*r* 192,5	5.507	1.088	4.419	28,6	5,7	23,0	16
1990	*r* 197,0	5.565	982	4.583	28,2	5,0	23,3	11
1991	201,5	5.391	*r* 1.021	*r* 4.370	26,8	5,1	21,7	12
1992 r	205,8	5.301	1.056	4.245	25,8	5,1	20,6	12

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1.000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			(2) Taux pour 1.000		
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1980	6,0	90	39	51	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	95	50	45	*r* 15,2	*r* 7,8	*r* 6,4
1987	6,3	82	50	32	13,0	7,9	5,1
1988	6,4	80	45	35	*r* 12,6	*r* 7,1	5,5
1989 r	6,4	82	47	35	12,8	7,4	5,5
1990	6,4	74	38	36	11,5	5,9	5,6
1991	6,4	83	46	37	12,9	7,2	5,8
1992	6,4	96	38	58	14,9	5,9	9

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité. Départements d'outre-mer.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule statistique et études sur les populations étrangères et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, la Direction de la population et des migrations du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, ainsi que du service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à une caractéristique invariable : le lieu de naissance. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1990, 3.597.000 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint désormais 6,3 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5 % en 1975. Les chiffres par nationalité des trois derniers recensements indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de la Communauté européenne. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. Une forte proportion des immigrés les plus anciens ont acquis la nationalité française; par ailleurs, la plupart de ceux qui sont nés étrangers en France sont devenus français à leur majorité. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1.000.000, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de familles). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

Les immigrés sont au nombre de 4.166.000 en 1990, environ 2.858.000 d'entre eux sont étrangers, les 1.308.000 autres étant français par acquisition.

Les moins de 30 ans dans la population des immigrés représentent 25 % contre 40 % pour la France entière. Pour les âges les moins élevés, la différence est encore plus forte. Ceci est tout à fait logique et découle de la définition même de l'« immigration » qui est un flux alimenté uniquement par les naissances à l'étranger et non par les naissances en France d'enfants d'immigrés. À contrario, la part des 30-59 ans est beaucoup plus forte pour les immigrés que pour l'ensemble des individus résidant en France : 53 % contre 38 %.

L'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes parmi les immigrés découle de l'histoire de l'immigration. En effet, durant les périodes où l'immigration était importante, elle était le fait de travailleurs qui partaient souvent seuls en laissant leur famille au pays.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les *acquisitions* de la nationalité française, les statistiques sont obtenues par comptage à partir des actes juridiques centralisés à la direction de la Population et des Migrations — sous-direction des Naturalisations — ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville à Rezé (Loire-Atlantique).

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les *acquisitions* et les *pertes* contrôlées par le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (direction de la Population et des Migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

Le Code de la nationalité a été modifié par la loi du 22 juillet 1993, tant en ce qui concerne les règles d'attribution que les règles d'acquisition de la nationalité française.

3. DÉFINITIONS

Acquisitions de la nationalité française

Jusqu'en 1992 les acquisitions volontaires de la nationalité française, comprennent les acquisitions accordées par décret et les déclarations de nationalité, donc à l'exclusion des acquisitions obtenues de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de l'âge de la majorité).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont au moins un est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

- Les acquisitions obtenues par décret

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser ces acquisitions.

Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

● Les déclarations de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la nationalité française pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française, que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

La loi du 22 juillet 1993 a profondément rénové le droit de la nationalité, notamment en ce qui concerne les divers modes d'acquisition de la nationalité française : acquisition par les jeunes nés en France, par mariage ou par naturalisation.

Les jeunes étrangers nés en France et y résidant doivent désormais, pour acquérir la nationalité française, en manifester la volonté entre 16 et 21 ans.

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités » (1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'ont été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : République de Djibouti, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles. Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

---

(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume de la série *INSEE-Résultat,* n° 217, « Recensement de la population de 1990, nationalités », novembre 1992.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, direction de la Population et des Migrations.
— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

Publications :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 ». *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 novembre 1974, édité par La Documentation française, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « La nationalité française ». Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, La Documentation française, 1985, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* 64 pages, INSEE, La Documentation française, 1986.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

— *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France 1989-1990,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », novembre 1990, 119 pages.

— « La main-d'œuvre étrangère au 31 décembre 1988 », Chambet-Rosset (M. C.), *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 65, décembre 1990, 35 pages.

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.

— *Immigration et présence étrangère en France 1990-1991. Les données, les faits,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », décembre 1991, 117 pages.

— *OMISTATS (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales. Régulièrement publié sous ce titre depuis 1985; dernier paru, *OMISTATS 1992.*

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992, 4 pages.

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/20e, *INSEE-Résultats,* n° 197, juillet 1992 et résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992.

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992.

— « La politique de la nationalité dans les chiffres 1990-1991 », ministère des Affaires sociales et de l'intégration, direction de la Population et des Migrations, octobre 1992.

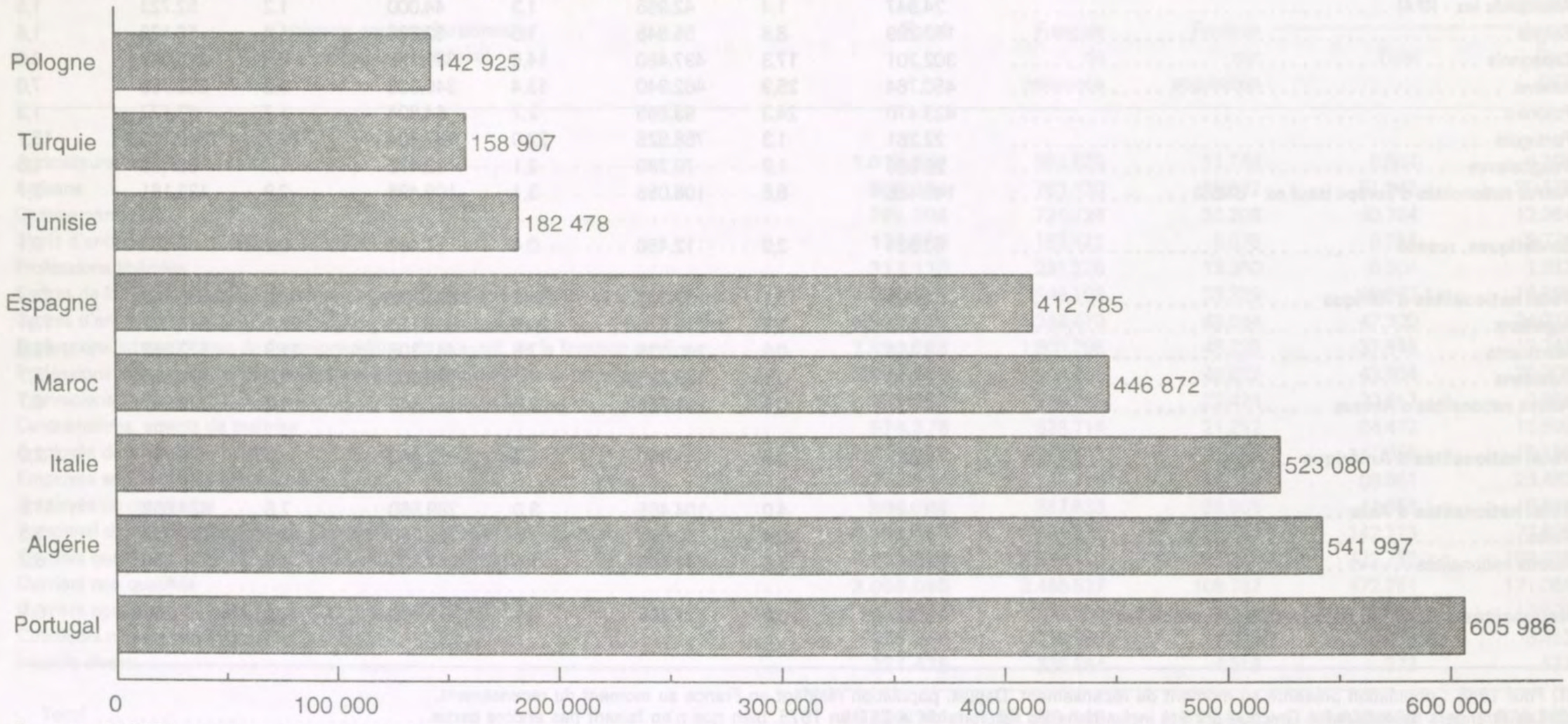
— « La politique de la nationalité dans les chiffres en 1992 », ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, direction de la Population et des Migrations, octobre 1993.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994.

*
* *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine



Source : INSEE, recensement de 1990

TABLEAU B.03-1

Etrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39.848.182**	///	**52.599.430**	///	**54.295.612**	///	**56.651.955**	///
Total étrangers	**1.743.619**	**100,0**	**3.442.415**	**100,0**	**3.714.200**	**100,0**	**3.596.602**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	1.547.286	88,7	2.090.235	60,7	1.768.176	47,6	1.459.113	40,6
dont : CEE	///	///	1.963.590	57,0	1.659.580	44,7	1.311.892	36,5
Allemands (ex - RFA)	24.947	1,4	42.955	1,3	44.000	1,2	52.723	1,5
Belges	153.299	8,8	55.945	1,6	52.636	1,4	56.129	1,6
Espagnols	302.201	17,3	497.480	14,5	327.156	8,8	216.047	6,0
Italiens	450.764	25,9	462.940	13,4	340.308	9,2	252.759	7,0
Polonais	423.470	24,3	93.665	2,7	64.804	1,7	47.127	1,3
Portugais	22.261	1,3	758.925	22,0	767.304	20,7	649.714	18,1
Yougoslaves	20.858	1,2	70.280	2,1	62.472	1,7	52.453	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex - URSS)	149.486	8,6	108.055	3,1	109.496	2,9	132.161	3,7
Soviétiques, russes	50.934	2,9	12.450	0,4	7.452	0,2	4.661	0,1
Total nationalités d'Afrique	54.005	3,1	1.192.300	34,6	1.594.772	43,0	1.633.142	45,4
Algériens	22.114	1,3	710.690	20,6	805.116	21,7	614.207	17,1
Marocains	16.458	0,9	260.025	7,6	441.308	11,9	572.652	15,9
Tunisiens	1.916	0,1	139.735	4,1	190.800	5,2	206.336	5,7
Autres nationalités d'Afrique	13.517	0,8	81.850	2,3	157.548	4,2	239.947	6,7
Total nationalités d'Amérique	8.267	0,5	41.560	1,2	52.840	1,4	72.758	2,0
Total nationalités d'Asie	69.741	4,0	104.465	3,0	289.560	7,8	424.668	11,8
Turcs	7.770	0,4	50.860	1,5	122.260	3,3	197.712	5,5
Autres nationalités	61.971	3,6	53.605	1,5	167.300	4,5	226.956	6,3
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	13.386	0,8	1.405	0,1	1.400	ε	2.260	0,1

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalité Grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE

Age atteint en 1990	**Total**	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes . . .	**3.596.602**	**1.311.892**	**216.047**	**252.759**	**649.714**	**614.207**	**572.652**	**206.336**	**176.745**	**112.915**	**197.712**	**597.515**
0 à 14 ans	**758.980**	153.331	13.798	13.577	106.533	124.535	204.989	67.983	43.538	31.763	69.317	82.947
15 à 24 ans	**512.306**	173.161	17.537	14.701	117.705	72.837	93.375	26.159	30.360	21.750	43.997	73.885
25 à 34 ans	**636.876**	216.475	26.448	25.432	124.351	95.602	82.752	34.801	50.759	23.050	31.900	141.781
35 à 44 ans	**636.568**	224.893	25.236	32.837	132.764	109.513	101.608	41.160	34.719	16.760	32.542	109.429
45 à 54 ans	**469.017**	202.934	33.580	40.352	104.885	112.332	59.620	22.445	13.544	7.400	14.944	59.915
55 à 64 ans	**302.671**	161.999	43.392	51.568	48.056	71.592	24.168	10.168	3.168	5.536	3.368	41.655
65 ans et plus . . .	**280.184**	179.099	56.056	74.292	15.420	27.796	6.140	3.620	657	6.656	1.644	87.903
Sexe masculin . . .	**1.982.352**	**697.953**	**112.339**	**144.727**	**345.466**	**360.261**	**321.943**	**121.572**	**103.775**	**60.062**	**110.210**	**301.997**
0 à 14 ans	**389.070**	79.175	7.114	7.093	54.696	63.794	104.782	34.833	21.420	16.573	35.969	42.796
15 à 24 ans	**262.990**	88.979	9.177	8.165	62.662	37.193	48.657	13.481	14.678	12.070	23.495	33.412
25 à 34 ans	**328.550**	114.657	15.312	16.692	66.335	46.561	36.552	18.601	27.222	13.248	19.000	69.027
35 à 44 ans	**360.358**	120.949	13.560	21.661	69.316	54.645	62.800	26.720	25.391	9.343	19.014	57.908
45 à 54 ans	**305.341**	113.766	17.196	25.248	57.877	82.428	45.588	17.517	11.996	3.728	9.884	33.879
55 à 64 ans	**196.330**	92.798	23.032	31.204	27.112	55.332	19.400	8.396	2.720	2.508	2.144	24.482
65 ans et plus . . .	**139.713**	87.629	26.948	34.664	7.468	20.308	4.164	2.024	348	2.592	704	40.493
Sexe féminin	**1.614.250**	**613.939**	**103.708**	**108.032**	**304.248**	**253.946**	**250.709**	**84.764**	**72.970**	**52.853**	**87.502**	**295.518**
0 à 14 ans	**369.910**	74.156	6.684	6.484	51.837	60.741	100.207	33.150	22.118	15.190	33.348	40.151
15 à 24 ans	**249.316**	84.182	8.360	6.536	55.043	35.644	44.718	12.678	15.682	9.680	20.502	40.473
25 à 34 ans	**308.326**	101.818	11.136	8.740	58.016	49.041	46.200	16.200	23.537	9.802	12.900	72.754
35 à 44 ans	**276.210**	103.944	11.676	11.176	63.448	54.868	38.808	14.440	9.328	7.417	13.528	51.521
45 à 54 ans	**163.676**	89.168	16.384	15.104	47.008	29.904	14.032	4.928	1.548	3.672	5.060	26.036
55 à 64 ans	**106.341**	69.201	20.360	20.364	20.944	16.260	4.768	1.772	448	3.028	1.224	17.173
65 ans et plus . . .	**140.471**	91.470	29.108	39.628	7.952	7.488	1.976	1.596	309	4.064	940	47.410

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	**Total**	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	
				Total	*Dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1.012.937**	992.525	11.748	8.664	6.200
Artisans	**850.464**	763.730	35.692	51.042	30.122
Commerçants	**795.706**	721.734	33.208	40.764	12.964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176.686**	163.422	6.676	6.588	3.772
Professions libérales	**311.110**	291.226	13.380	6.504	2.932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1.022.129**	949.108	33.329	39.692	12.656
Cadres d'entreprises	**1.359.823**	1.269.479	43.044	47.300	24.232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1.984.939**	1.901.796	45.225	37.918	13.745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1.392.225**	1.304.969	43.652	43.604	20.900
Techniciens	**762.430**	719.389	22.424	20.617	9.081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574.378**	528.714	21.252	24.412	16.696
Employés de la fonction publique	**2.411.670**	2.296.418	67.616	47.636	18.180
Employés administratifs d'entreprises	**2.343.544**	2.199.715	75.148	68.681	28.492
Employés de commerce	**968.749**	887.633	36.508	44.608	18.816
Personnel des services directs aux pareticuliers	**1.188.837**	993.272	52.852	142.713	77.825
Ouvriers qualifiés	**4.273.230**	3.697.190	153.258	422.782	188.555
Ouvriers non qualifiés	**3.068.065**	2.486.527	108.787	472.751	171.068
Ouvriers agricoles	**282.048**	232.000	7.144	42.904	15.576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276.266**	213.985	11.645	50.636	6.412
Inactifs divers	**231.475**	226.884	4.218	373	171
Total	**25.286.711**	**22.839.716**	**826.806**	**1.620.189**	**678.395**

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (14 postes) et le sexe

Année 1992

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Activité économique regroupée	Code	Les deux sexes		Homme		Femmes	
		Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Activité indéterminée	///	**3.232**	**10,5**	**1.889**	**11,3**	**1.343**	**9,6**
Agriculture	**01**	**33.967**	**12,5**	**27.386**	**14,0**	**6.581**	**8,5**
Industries agricoles et alimentaires	02	**24.828**	**4,6**	15.325	4,6	9.503	4,8
Energie	03	**6.533**	**2,7**	6.533	3,4	—	—
Industrie des biens intermédiaires	04	**76.341**	**6,7**	65.451	7,3	10.890	4,6
Industrie des biens d'équipement	05	**77.575**	**5,4**	67.361	6,1	10.214	3,1
Industrie des biens de consommation	06	**82.568**	**7,6**	43.919	8,0	38.649	7,2
Industrie	**02 à 06**	**267.845**	**6,0**	**198.589**	**6,5**	**69.256**	**5,1**
Bâtiment, génie civil et agricole	**07**	**240.364**	**18,6**	**235.194**	**19,7**	**5.170**	**5,3**
Commerce	08	**92.006**	**4,4**	54.510	5,3	37.496	3,6
Transports et télécommunications	09	**31.327**	**2,4**	26.606	2,9	4.721	1,3
Services marchands	10	**293.693**	**6,9**	160.068	8,9	133.625	5,5
Institutions financières	11 à 13	15.813	2,3	10.008	3,1	5.805	1,5
Services non marchands	14	133.911	2,8	41.311	2,0	92.600	3,5
Tertiaire	**08 à 14**	**566.750**	**4,4**	**292.503**	**4,8**	**274.247**	**4,0**
Total		**1.112.158**	**5,9**	**755.561**	**7,1**	**356.597**	**4,3**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*Dont* CE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15.391.088**	**1.000.056**	**470.212**	**81.608**	**112.820**	**216.132**	**166.832**	**110.352**	**47.908**	**33.880**	**24.972**	**40.844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8.635.556**	405.576	250.396	54.372	76.352	82.204	49.264	21.744	10.140	6.996	7.916	7.496
1 enfant	**3.095.560**	205.524	103.620	13.904	17.668	61.752	32.400	16.316	8.704	7.376	4.948	8.032
2 enfants	**2.448.208**	172.912	81.312	9.196	12.880	50.928	28.464	16.404	9.168	6.184	4.452	8.512
3 enfants	**900.972**	106.500	28.064	3.344	4.744	17.184	24.140	19.748	9.692	5.008	3.900	8.548
4 enfants ou plus	**310.792**	108.544	6.820	792	1.176	4.064	32.564	36.140	8.316	8.316	3.756	8.256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12.089.972**	**1.391.440**	**379.788**	**45.808**	**62.732**	**232.588**	**318.308**	**280.460**	**103.440**	**78.976**	**43.580**	**88.092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Evolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Source : Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville

	1980		1988		1989		1990		1991	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisition par décret	31.504	60,5	26.961	49,7	33.040	55,5	34.899	53,7	39.445	54,6
dont : enfants mineurs	9.324	29,6	7.948	29,5	10.178	30,8	10.610	30,4	12.558	31,8
Acquisition par déclaration	20.599	39,5	27.338	50,3	26.468	44,5	30.077	46,3	32.768	45,4
Total acquisitions	**52.103**	**100,0**	**54.299**	**100,0**	**59.508**	**100,0**	**64.976**	**100,0**	**72.213**	**100,0**

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Ensemble des lieux de résidence (1) (2)

Source : Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville

Nationalité antérieure	1987	1988	1989	1990	1991
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7.472**	**7.130**	**7.083**	**6.408**	**6.024**
CEE des Douze	**6.154**	**5.740**	**4.928**	**4.249**	**4.104**
dont : Belges	153	148	155	149	111
Britanniques	90	83	141	67	69
Espagnols	1.453	1.300	977	809	629
Italiens	1.084	989	850	732	542
Portugais	3.248	3.119	2.671	2.350	2.611
Hors CEE	**1.318**	**1.390**	**2.155**	**2.159**	**1.920**
dont : Polonais	501	673	1.052	977	752
Roumains	137	164	282	281	220
Yougoslaves	491	388	598	680	729
Nationalités d'Afrique	**4.584**	**5.599**	**7.112**	**9.503**	**12.431**
dont : Algériens	1.328	2.038	2.619	3.647	4.440
Marocains	1.402	1.634	2.230	3.220	4.577
Mauriciens	561	542	445	280	254
Togolais	160	163	139	203	214
Tunisiens	657	715	950	1.117	1.593
Nationalités d'Amérique	**620**	**519**	**801**	**813**	**897**
dont : Chiliens	158	114	176	231	203
Haïtiens	180	161	276	266	296
Nationalités d'Asie / Océanie	**5.056**	**5.697**	**7.749**	**7.456**	**7.468**
dont : Cambodgiens	1.044	1.224	1.485	1.521	1.389
Chinois	108	130	170	204	304
Iraniens	176	163	310	274	345
Laotiens	996	1.123	1.152	1.288	1.168
Libanais	520	563	874	807	859
Syriens	133	111	191	150	131
Turcs (3)	389	407	687	626	713
Vietnamiens	1.423	1.632	2.151	1.986	1.778
Soviétiques	**72**	**40**	**85**	**68**	**50**
Diverses ou non précisées	**50**	**28**	**32**	**41**	**17**
Total	**17.584**	**19.013**	**22.862**	**24.289**	**26.887**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.
(2) Les enfants mineurs, donc devenus français par effet collectif, ne sont pas compris dans la ventilation par nationalité.
(3) Y compris les Arméniens.

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387.034**	**24.992**	**189.187**	**12.516**	**197.847**	**12.476**
0 à 14 ans	**96.353**	**5.116**	48.709	2.523	47.644	2.593
15 à 24 ans	**78.080**	**4.163**	39.130	1.915	38.950	2.248
25 à 39 ans	**95.151**	**10.839**	46.779	5.446	48.372	5.393
40 à 59 ans	**72.036**	**4.227**	34.697	2.303	37.339	1.924
60 ans ou plus	**45.414**	**647**	19.872	329	25.542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117.516**	**10.201**	68.258	6.403	49.258	3.798
Salariés	**93.809**	**8.174**	49.795	5.086	44.014	3.088
Non salariés	**23.707**	**2.027**	18.463	1.317	5.244	710
Chômeurs	**53.553**	**4.947**	24.325	2.203	29.228	2.744
GUYANE						
Population totale	**114.808**	**34.002**	**59.799**	**18.631**	**55.009**	**15.371**
0 à 14 ans	**38.311**	**8.769**	19.473	4.477	18.838	4.292
15 à 24 ans	**20.555**	**6.270**	10.593	3.275	9.962	2.995
25 à 39 ans	**30.303**	**11.395**	16.061	6.363	14.242	5.032
40 à 59 ans	**18.868**	**6.261**	10.348	3.746	8.520	2.515
60 ans ou plus	**6.771**	**1.307**	3.324	770	3.447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36.584**	**9.975**	23.430	7.692	13.154	2.283
Salariés	**30.173**	**7.560**	19.296	6.293	10.877	1.267
Non salariés	**6.411**	**2.415**	4.134	1.399	2.277	1.016
Chômeurs	**11.812**	**5.872**	6.333	3.446	5.479	2.426
MARTINIQUE						
Population totale	**359.579**	**3.133**	**173.878**	**1.613**	**185.701**	**1.520**
0 à 14 ans	**82.989**	**398**	42.113	203	40.876	195
15 à 24 ans	**69.794**	**413**	35.197	200	34.597	213
25 à 39 ans	**86.980**	**1.341**	42.033	672	44.947	669
40 à 59 ans	**69.509**	**823**	32.703	459	36.806	364
60 ans ou plus	**50.307**	**158**	21.832	79	28.475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110.117**	**1.328**	60.137	897	49.980	431
Salariés	**94.356**	**934**	48.054	610	46.302	324
Non salariés	**15.761**	**394**	12.083	287	3.678	107
Chômeurs	**52.967**	**627**	24.628	259	28.339	368
RÉUNION						
Population totale	**597.828**	**2.251**	**294.256**	**1.078**	**303.572**	**1.173**
0 à 14 ans	**176.608**	**270**	89.177	140	87.431	130
15 à 24 ans	**120.647**	**432**	60.085	197	60.562	235
25 à 39 ans	**146.174**	**894**	72.220	393	73.954	501
40 à 59 ans	**103.003**	**455**	51.076	248	51.927	207
60 ans ou plus	**51.396**	**200**	21.698	100	29.698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146.253**	**592**	90.526	431	55.727	161
Salariés	**124.044**	**462**	72.597	332	51.447	130
Non salariés	**22.209**	**130**	17.929	99	4.280	31
Chômeurs	**86.108**	**398**	45.889	177	40.219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990

Source : INSEE

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	Total	Français par acquisition	Total	Française par acquisition
Population totale	**56.651.955**	**1.780.279**	**27.565.056**	**791.396**	**29.086.899**	**988.883**
Total immigrés	**4.165.952**	**1.307.926**	**2.168.271**	**570.693**	**1.997.681**	**737.233**
Total nationalités d'Europe	**2.145.306**	**914.791**	**1.017.323**	**373.235**	**1.127.983**	**541.556**
dont : Communauté Européenne	1.839.100	740.128	888.887	306.558	950.213	433.570
Allemagne (ex - RFA)	98.633	48.344	36.073	11.697	62.560	36.647
Belgique	92.415	40.555	36.486	10.732	55.929	29.823
Espagne	412.785	222.699	194.032	96.114	218.753	126.585
Italie	523.080	300.185	258.735	132.452	264.345	167.733
Pologne	142.925	98.242	52.656	35.814	90.269	62.428
Portugal	605.986	101.446	316.557	47.350	289.429	54.096
Yougoslavie	66.758	23.529	34.946	11.785	31.812	11.744
Autres pays d'Europe (sauf ex - URSS)	202.724	79.791	87.838	27.291	114.886	52.500
EX- URSS	**17.913**	**13.384**	**6.241**	**4.248**	**11.672**	**9.136**
Total pays d'Afrique	**1.432.300**	**223.225**	**845.937**	**118.807**	**586.363**	**104.418**
Algérie	541.997	68.669	325.021	37.354	216.976	31.315
Maroc	446.872	50.466	259.791	27.120	187.081	23.346
Tunisie	182.478	46.994	110.095	24.797	72.383	22.197
Autres pays d'Afrique	260.953	57.096	151.030	29.536	109.923	27.560
Total pays d'Amérique	**91.789**	**24.205**	**41.203**	**9.689**	**50.586**	**14.516**
Total pays d'Asie	**475.940**	**131.781**	**256.311**	**64.530**	**219.629**	**67.251**
Turquie	158.907	12.264	90.121	6.268	68.786	5.996
Autres pays d'Asie	317.033	119.517	166.190	58.262	150.843	61.255
Océanie	**2.704**	**540**	**1.256**	**184**	**1.448**	**356**

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine

Source : INSEE

Age atteint en 1990	Total	*dont* CEE	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turquie	Autres
Les deux sexes . . .	**4.165.952**	**1.839.100**	**412.785**	**523.080**	**605.986**	**541.997**	**446.872**	**182.478**	**182.479**	**158.075**	**158.907**	**953.923**
0 à 14 ans	**237.199**	33.448	2.749	3.129	14.033	32.635	52.426	9.902	19.907	13.854	23.144	65.420
15 à 24 ans	**448.089**	120.240	10.045	7.655	77.939	61.517	78.031	16.706	34.809	35.197	41.609	84.581
25 à 34 ans	**763.635**	285.612	51.129	33.305	154.713	85.880	93.930	41.229	58.630	36.795	33.260	174.764
35 à 44 ans	**861.967**	341.250	61.570	70.295	159.856	118.905	115.261	52.884	44.380	33.061	34.586	171.169
45 à 54 ans	**656.766**	314.891	66.368	82.604	121.757	125.356	67.492	30.521	18.588	15.620	15.772	112.688
55 à 64 ans	**503.690**	299.190	90.592	113.816	56.888	81.416	29.316	17.656	4.904	11.628	4.284	93.190
65 ans et plus . . .	**694.606**	444.469	130.332	212.276	20.800	36.288	10.416	13.580	1.261	11.920	6.252	251.481
Sexe masculin . . .	**2.168.271**	**888.887**	**194.032**	**258.735**	**316.557**	**325.021**	**259.791**	**110.095**	**108.377**	**80.150**	**90.121**	**425.392**
0 à 14 ans	**122.202**	17.445	1.433	1.621	7.273	16.611	27.702	5.213	9.525	7.177	12.244	33.403
15 à 24 ans	**225.563**	58.282	4.841	3.927	40.042	31.171	40.918	8.720	17.051	18.656	22.159	38.078
25 à 34 ans	**376.622**	138.666	25.452	17.697	77.509	40.178	41.950	21.921	30.729	19.357	19.796	82.033
35 à 44 ans	**465.083**	170.888	29.686	37.930	83.376	59.517	70.953	33.748	31.120	17.580	20.306	80.867
45 à 54 ans	**389.653**	158.786	30.072	44.476	66.577	90.464	50.004	21.765	15.424	8.096	10.388	52.387
55 à 64 ans	**286.166**	151.866	42.988	60.816	31.448	61.796	21.896	12.096	3.896	4.704	2.568	43.958
65 ans et plus . . .	**302.982**	192.954	59.560	92.268	10.332	25.284	6.368	6.632	632	4.580	2.660	94.666
Sexe féminin	**1.997.681**	**950.213**	**218.753**	**264.345**	**289.429**	**216.976**	**187.081**	**72.383**	**74.102**	**77.925**	**68.786**	**527.901**
0 à 14 ans	**114.997**	16.003	1.316	1.508	6.760	16.024	24.724	4.689	10.382	6.677	10.900	32.017
15 à 24 ans	**222.526**	61.958	5.204	3.728	37.897	30.346	37.113	7.986	17.758	16.541	19.450	46.503
25 à 34 ans	**387.013**	146.946	25.677	15.608	77.204	45.702	51.980	19.308	27.901	17.438	13.464	92.731
35 à 44 ans	**396.884**	170.362	31.884	32.365	76.480	59.388	44.308	19.136	13.260	15.481	14.280	90.302
45 à 54 ans	**267.113**	156.105	36.296	38.128	55.180	34.892	17.488	8.756	3.164	7.524	5.384	60.301
55 à 64 ans	**217.524**	147.324	47.604	53.000	25.440	19.620	7.420	5.560	1.008	6.924	1.716	49.232
65 ans et plus . . .	**391.624**	251.515	70.772	120.008	10.468	11.004	4.048	6.948	629	7.340	3.592	156.815

(1) Cambodge, Laos et Vietnam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution de la structure des ménages aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1. Nombre de ménages.
2. Ménages selon le nombre de personnes à différents recensements.
3. Catégories de population par sexe à différents recensements.
4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.
5. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.
6. Ménages selon le nombre de personnes à différents recensements. DOM.
7. Structure des ménages, au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » et de la division « Études sur le logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en comptait plus que 3,1 en 1968 et 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivent seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement est surtout notable entre 20 et 55 ans, en raison des ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de *familles* à un seul parent est également en progression, et le divorce et les séparations ont remplacé le veuvage en tant que principale cause de création de familles monoparentales. Un jeune de moins de vingt ans sur dix vit aujourd'hui avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

Selon une nouvelle projection, le nombre de ménages augmenterait d'un quart en trente ans, à partir de 1990, pour atteindre 27 millions en 2020. Mais sa progression se ralentirait sensiblement : 140.000 ménages supplémentaires par an, en moyenne, au terme de la projection, soit 100.000 de moins qu'entre 1982 et 1990.

Mouvements de générations, mortalité et migrations sont à l'origine de 216.000 ménages supplémentaires, en moyenne chaque année de 1990 à 1995, soit 87 % de l'accroissement total.

Plus que jamais la croissance démographique et les mouvements des générations rythmeront l'évolution du nombre de ménages. Dès maintenant, arrivent à l'âge adulte les enfants issus des générations de l'après-guerre, moins nombreux que leurs parents. Vers 2010, lorsque ces derniers atteindront l'âge de la retraite, seul augmentera donc le nombre des ménages les plus âgés.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou à défaut d'actif le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Pour plus de précision voir le chapitre A.01 : « Territoire et population ».

Projection de ménages

La projection repose, dans un premier temps, sur une extrapolation tendancielle des modes de cohabitation, à sexe et âge donné.

Ensuite les taux de personnes de référence, également différenciés selon le sexe, l'âge et le mode de cohabitation, sont eux aussi prolongés, puis appliqués à la projection des individus, qu'ils transforment en une répartition des personnes de référence selon les mêmes critères.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

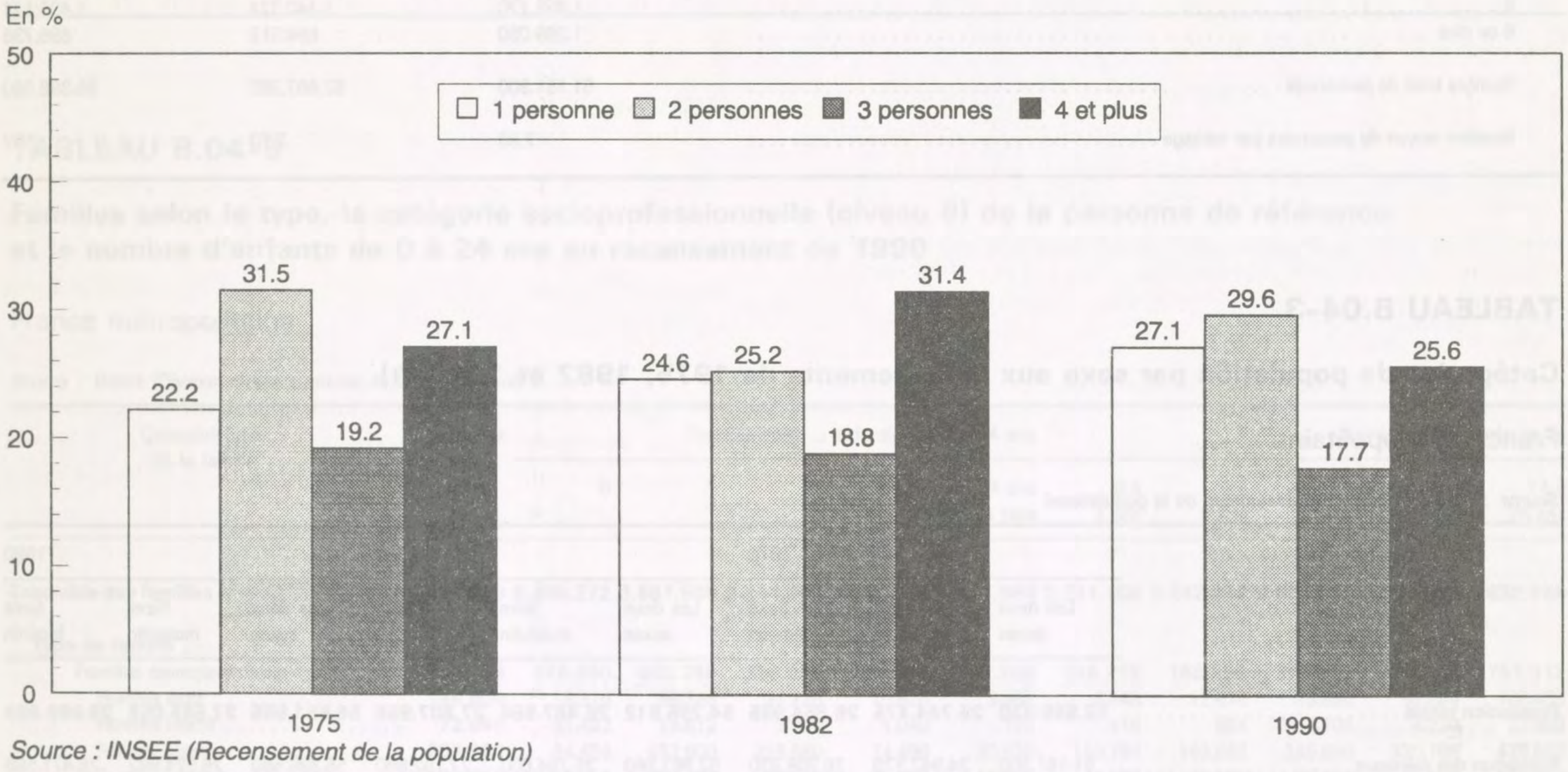
Voir le chapitre B.01 : « Structure de la population ».

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* série Démographie-Société, n° 34, juillet 1994.

* * *

GRAPHIQUE B.04

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990



Source : INSEE (Recensement de la population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE (Division «Logement»)

Unité : millier

	(2) 1975	(2) 1982	(2) 1990	1991	1992	1993	1994	2000	2005	2010	2015	2020
Nombre de ménages	17.745	19.589	21.520	21.774	22.041	22.280	22.516	23.800	24.722	25.551	26.262	26.953

(1) Il s'agit de projections calculées à partir du recensement de 1990, «projection à taux variable» se basant sur une répartition des individus selon trois critères : le sexe, l'âge et le mode de cohabitation.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	r 1990
Ensemble des ménages	**17.744.985**	**19.588.924**	**21.542.152**
Nombre de personnes :			
1	3.935.260	4.811.476	5.845.140
2	5.591.208	4.937.025	6.368.948
3	3.401.060	3.679.188	3.821.700
4	2.729.820	3.172.216	3.371.484
5	1.452.770	1.440.324	1.439.144
6 ou plus	1.289.050	894.512	695.736
Nombre total de personnes	51.151.300	52.987.260	55.396.580
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.651.955**	**27.565.056**	**29.086.899**
Population des ménages	51.151.300	24.942.370	26.208.930	52.987.260	25.794.600	27.192.660	55.396.580	26.924.992	28.471.588
Population non réintégrée	50.150.270	24.228.820	25.921.450	52.208.428	25.225.036	26.983.392	54.624.828	26.344.412	28.280.416
Population réintégrée	1.001.030	713.550	287.480	778.832	569.564	209.268	771.752	580.580	191.172
dont : Elèves internes	642.910	383.060	259.850	512.864	314.992	197.872	523.592	335.624	187.968
Militaires	307.450	298.950	8.500	241.792	240.104	1.688	248.160	244.956	3.204
Population des collectivités	1.154.005	600.030	553.975	1.045.428	516.024	529.404	1.005.092	469.120	535.972
Foyers de travailleurs	264.810	237.370	27.440	203.932	180.292	23.640	176.232	151.772	24.460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127.520	69.580	57.940	129.764	69.904	59.860	137.664	69.872	67.792
Maisons de retraite, hospices	356.965	121.350	235.615	329.152	102.600	226.552	357.268	99.212	258.056
Hospitalisation longue durée	173.100	87.225	85.875	192.772	89.780	102.992	140.784	60.952	79.832
Communautés religieuses	104.330	19.495	84.835	87.324	17.204	70.120	70.280	14.956	55.324
Autres collectivités	127.280	65.010	62.270	102.484	56.244	46.240	122.864	72.356	50.508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163.940	95.870	68.070	135.792	73.500	62.292	151.377	82.417	68.960
Population non réintégrée des établissements	130.185	106.205	23.980	127.132	103.532	23.600	98.906	88.527	10.379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21.542.152**	**874.036**	**1.811.904**	**4.410.532**	**4.050.376**	**3.293.588**	**4.410.584**	**2.691.132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2.171.364**	217.844	299.600	428.628	302.760	263.824	375.352	283.356
femme	**3.673.776**	250.252	244.384	283.872	218.624	334.980	1.074.292	1.267.372
Autre ménage sans famille	**443.148**	68.664	47.132	62.512	54.904	63.268	63.044	83.624
Famille principale monoparentale :	**1.551.824**	34.452	90.300	366.244	424.280	258.240	227.124	151.184
Homme avec enfant(s)	**225.924**	648	3.340	31.032	72.836	53.288	40.392	24.388
Femme avec enfant(s)	**1.325.900**	33.804	86.960	335.212	351.444	204.952	186.732	126.796
Famille principale comprenant un couple :	**13.702.040**	302.824	1.130.488	3.269.276	3.049.808	2.373.276	2.670.772	905.596
Homme et femme actifs	**6.935.276**	229.176	903.016	2.393.808	2.119.740	1.150.392	135.500	3.644
Homme actif et femme inactive	**2.924.320**	47.344	205.340	838.564	874.876	791.200	160.632	6.364
Homme inactif et femme active	**591.076**	11.224	14.008	22.512	30.512	155.260	344.352	13.208
Homme et femme inactifs	**3.251.368**	15.080	8.124	14.392	24.680	276.424	2.030.288	882.380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	**Ensemble**	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15.391.088**	**6.484.272**	**3.667.508**	**3.344.508**	**1.348.936**	**545.864**	**2.331.108**	**2.242.448**	**3.825.444**	**3.690.972**	**4.832.748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1.601.704**	**426.260**	**683.788**	**336.080**	**107.868**	**47.708**	**159.212**	**185.292**	**368.696**	**433.336**	**751.312**
Homme actif	**159.804**	19.316	88.748	37.228	10.620	3.892	6.440	12.676	33.896	53.284	106.436
Homme inactif	**72.996**	51.432	15.812	3.920	1.040	792	416	564	1.708	4.220	23.592
Femme active	**907.952**	64.456	487.800	255.680	74.496	25.520	110.784	143.892	285.696	320.168	475.552
Femme inactive	**460.952**	291.056	91.428	39.252	21.712	17.504	41.572	28.160	47.396	55.664	145.732
Familles comprenant un couple :	**13.789.384**	**6.058.012**	**2.983.720**	**3.008.428**	**1.241.068**	**498.156**	**2.171.896**	**2.057.156**	**3.456.748**	**3.257.636**	**4.081.436**
Homme et femme actifs	**6.956.572**	1.940.296	2.087.528	2.149.012	630.360	149.376	1.363.556	1.268.696	2.088.596	1.980.736	2.228.284
Homme actif et femme inactive	**2.933.384**	683.240	599.660	762.260	571.620	316.604	774.232	756.112	1.297.240	1.150.632	1.349.512
Homme inactif et femme active	**599.312**	424.064	110.660	42.732	14.580	7.276	16.368	14.396	30.120	48.676	163.652
Homme et femme inactifs	**3.300.116**	3.010.412	185.872	54.424	24.508	24.900	17.740	17.952	40.792	77.592	339.988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480.860**	150.212	119.668	129.420	61.476	20.084	68.580	70.244	132.504	148.332	230.672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.094.644**	309.236	316.248	323.980	111.360	33.820	151.328	161.576	318.460	350.404	468.736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1.611.408**	413.656	448.496	515.580	188.356	45.320	303.116	292.692	521.656	522.064	599.076
4. Professions intermédiaires	**2.203.768**	552.308	691.328	694.612	219.640	45.880	405.492	395.872	690.728	660.288	785.140
5. Employés	**1.476.544**	307.348	546.960	422.304	152.560	47.372	297.956	293.556	480.144	438.712	549.932
6. Ouvriers	**4.054.456**	964.100	1.128.892	1.111.600	550.120	299.744	1.016.176	958.204	1.550.876	1.376.036	1.516.392
7. Retraités	**3.886.448**	3.508.412	273.692	67.012	21.272	16.060	7.100	8.640	26.860	72.732	435.272
8. Autres sans activité professionnelle	**582.960**	279.000	142.224	80.000	44.152	37.584	81.360	61.664	104.216	122.404	247.528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76.752**	**85.629**	**112.478**	**15.647**	**21.063**	**33.285**	**76.135**	**82.265**	**106.536**	**103.962**	**120.861**	**157.853**
Nombre de personnes :												
1	16.202	17.746	22.265	4.186	5.138	7.300	16.230	16.982	22.790	14.325	13.874	20.481
2	12.315	14.775	22.077	2.829	4.399	6.701	11.342	14.932	21.293	15.420	17.954	26.477
3	9.561	12.511	19.987	2.233	3.431	5.731	9.618	12.635	18.572	14.776	20.037	30.229
4	9.264	12.374	19.238	2.043	2.902	5.153	8.999	12.868	18.070	14.561	21.979	32.171
5	7.562	9.502	12.807	1.449	1.914	3.422	7.611	9.673	11.423	11.916	16.611	21.817
6 ou plus	21.848	18.721	16.104	2.907	3.279	4.978	22.355	18.175	14.388	32.964	30.406	26.678
Nombre total de personnes	**320.678**	**323.400**	**383.627**	**54.415**	**70.241**	**112.953**	**321.323**	**321.811**	**355.498**	**475.532**	**509.232**	**593.684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112.478**	**106.536**	**33.285**	**157.853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22.265	22.790	7.300	20.481
Homme	12.165	12.375	4.888	11.044
Femme	10.100	10.415	2.412	9.437
Autre ménage sans famille	6.569	5.311	2.664	5.648
Famille principale monoparentale :	24.033	23.608	6.094	26.859
Homme + enfant(s)	3.589	3.185	1.274	4.192
Femme + enfant(s)	20.444	20.423	4.820	22.667
Famille principale comprenant un couple :	59.611	54.827	17.227	104.865
Homme et femme actifs	31.707	30.381	9.106	45.335
Homme actif et femme inactive	15.342	11.048	5.944	39.259
Homme inactif et femme active	2.660	2.899	461	4.070
Homme et femme inactifs	9.902	10.499	1.716	16.201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4.355	2.367	1.667	6.703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11.620	8.317	2.512	8.489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5.572	6.126	2.233	7.870
4. Professions intermédiaires	9.523	10.291	3.995	13.206
5. Employés	20.884	19.651	5.492	34.022
6. Ouvriers	25.220	23.696	9.761	47.906
7. Retraités	23.277	25.339	3.142	23.211
8. Autres sans activité professionnelle	12.027	10.749	4.483	26.446

C

Emploi, revenus et salaires

4 pages d'informations économiques et sociales

EN AVANT-PREMIÈRE SUR VOTRE BUREAU

Les analyses et les commentaires des meilleurs experts

RECEVEZ 60 FOIS PAR AN LES DERNIERS RÉSULTATS DES ÉTUDES DE L'INSEE

Quelques titres parus :

- L'agriculture en 1993
- Taille des familles et milieu social
- Les "fonctions stratégiques" dans cinquante villes de France
- Les diplômes des Français
- Emploi et chômage dans les DOM en 1993
- Les Comptes de la Nation en 1993
- L'implantation des firmes françaises à l'étranger
- Les restructurations industrielles de 1979 à 1991
- L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1993
- Hommes et femmes sur le marché du travail 1973-1993
- La construction au creux du cycle en 1993
- Les Français ont la main verte

INSEE

24 h sur 24 h
L'INSEE vous informe
au 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles.
*2,19 F la minute

Abonnement 1 an, 60 numéros : 485 FF*

**Tarifs applicables du 1er janvier au 31 décembre 1995*

France : **485 FF***
Etranger : **606 FF***
Etranger par avion : **770 FF***

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

Code postal ⌊_____⌋ Ville .....

BON DE COMMANDE A RETOURNER A

INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

❑ Oui, je souhaite m'abonner à "INSEE PREMIÈRE", 1 an 60 numéros
France : **485 FF*** - Etranger : **606 FF*** - Etranger par avion : **770 FF***
Tarifs applicables du 1er janvier au 31 décembre 1995

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

LES PERIODIQUES DE L'INSEE

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Pyramide des âges de la population au chômage.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent. Moyennes annuelles.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.
8. Effectifs des agents de l'État, des exploitants publics La Poste et France-Télécom et des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.
9. Actifs à temps partiel.
10. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
11. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France-Télécom par catégorie statutaire et sexe.
12. Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
13. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
14. Intérim et contrats à durée déterminée.
15. Importance du recours au travail intérimaire.
16. Indicateurs du marché du travail.
17. Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle.
18. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
19. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.
20. Dépenses pour l'emploi.
21. Effectifs de la fonction publique territoriale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et les divisions « Exploitations des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au fil des vingt-cinq dernières années, l'emploi s'est concentré sur les adultes d'âge intermédiaire : les 25-49 ans occupent les trois quarts des emplois en 1992 contre un peu plus de la moitié en 1970. Les jeunes, qui poursuivent plus longtemps leurs études, s'insèrent plus tard et plus difficilement sur le marché du travail, en passant par une alternance de périodes de chômage et d'emplois temporaires. Pour les plus âgés, l'instauration des préretraites, puis l'abaissement de l'âge de la retraite favorisent le passage précoce à l'inactivité.

De mars 1993 à mars 1994, la croissance de la population active s'est effectuée au même rythme que l'année précédente, soit une hausse de 159.000 personnes. Le ralentissement de l'activité économique a entraîné une contraction de l'emploi de 175.000 actifs occupés; l'industrie surtout a perdu des emplois. Le temps partiel s'est développé, essentiellement dans le privé. Près de quatre personnes sur dix à temps partiel souhaiteraient cependant travailler davantage.

Le chômage au sens du BIT s'est accentué. Avec 334.000 chômeurs supplémentaires, le taux de chômage atteint 12,4 % de la population active en mars 1994 contre 11,1 % l'année précédente. Parmi les jeunes de 20 à 24 ans, 14 % sont au chômage, soit 28 % des jeunes actifs.

Dans les départements d'outre-mer, les taux de chômage sont nettement plus élevés qu'en métropole : deux fois plus dans les Antilles et en Guyane, presque trois fois plus à la Réunion. On y entre plus jeune sur le marché du travail, on y reste plus tard. Chômage de longue durée, temps partiel, emplois temporaires sont courants dans un contexte où les emplois non qualifiés et de type artisanal sont particulièrement nombreux. Partout, le sous-emploi est important : plus de la moitié des actifs à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

Au cours de 1992, les collectivités territoriales ont créé moins d'emplois que les années précédentes. Leurs effectifs salariés ont augmenté de 1,3 % au lieu de 2 % en 1991 et 2,4 % en 1990 et 1989. L'année 1992 a été marquée par l'achèvement presque complet de la construction statutaire de la fonction publique territoriale par filière, catégorie, cadre d'emploi et grade. Points saillants de cette refonte, dont la traduction dans les faits s'est poursuivie au-delà de 1992 : la catégorie C a absorbé la catégorie D, à laquelle appartenait en 1991 le quart des effectifs, et les emplois dits de service ont en tant que tels disparu des statuts.

2. MÉTHODOLOGIE

Population employée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

La base du 31 décembre 1989 a été réalisée à partir des résultats du recensement de la population de mars 1990.

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques trimestrielles des ASSEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Ces statistiques trimestrielles permettent de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches, La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissement au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;

— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques UNEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête activement de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. À partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie a été mis en place pour les personnels de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat.

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats fournis chaque mois par les agences d'intérim au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle permettent de dresser une statistique exhaustive mensuelle du nombre de contrats conclus.

Jusqu'à la fin 1991, grâce à une exploitation approfondie d'un échantillon de contrats, une statistique plus complète est produite trimestriellement. Elle apporte notamment des précisions sur la durée des contrats et sur la répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socioprofessionnelle. Les résultats de 1991 sont les derniers d'une série initiée en 1974. À partir de 1992, les relevés de contrats sont en effet sensiblement modifiés, avec pour conséquence une réforme de l'exploitation statistique de ces relevés.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaire, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes concernent à la fois les contrats d'intérim et les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;
— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes ACEMO) du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

— une enquête ACEMO spécifique aux emplois temporaires est réalisée tous les trois ans (la plus récente datant de 1990) : elle fournit des informations sur le stock et sur la répartition des intérimaires et des salariés sous contrats à durée déterminée selon la durée des contrats et les motifs d'utilisation.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;
— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;
— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée (CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du Travail et de l'Emploi ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture, de l'Économie, du Budget, de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :
— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).
— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).
— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais recherchant activement un travail.

Outre les différences de critère il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail et celui calculé à partir de l'enquête emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête emploi, cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;
— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;
— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interminis-

tériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;
— la promotion de l'emploi et création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;
— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;
— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;
— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;
— catégorie B, chargée des fonctions d'application;
— catégories C et D, assurent les tâches d'exécution.

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi en fin de mois (OEFM)

Les offres d'emploi en fin de mois (OEFM) sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM) sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).
— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 209, avril 1988 : Dossier « L'emploi non salarié » et « Avec le développement des stages, la France ne perd plus d'emplois depuis 1985 »;

N° 215, novembre 1988 : Dossier « L'évolution récente de l'emploi et du chômage »;

N° 220, avril 1989 : « L'emploi industriel cesse de décliner en 1988 » (B. Belloc et T. Lacroix);

N° 226, novembre 1989 : « La croissance économique fait reculer le chômage » (T. Lacroix).

N° 331, avril 1990 : « Créations d'emplois stables et nouveau recul du chômage en 1989 » (B. Belloc et T. Lacroix).

INSEE Première :

N° 8 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1987 »;

N° 10 : « Où frappe le chômage ? »;

N° 31 : « 2 213 000 agents dans les services civils de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 34 : « Amélioration du marché du travail entre mars 1988 et mars 1989 »;

N° 39 : « Le déclin de l'emploi dans les grands établissements industriels 1977-1987 »;

N° 70 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1988 »;

N° 71 : « Un recul du chômage plus marqué dans la moitié nord du pays »;

N° 91 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi 1990 »;

N° 99 : « 4 millions d'actifs ont 30 ans de carrière »;

N° 118 : « Les chômeurs de longue durée »;

N° 151 : « Croissance de l'emploi salarié dans toutes les régions 1987-1989 »;

N° 155 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1991 »;

N° 172 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1985 »;

N° 212 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1992 »;

N° 237 : « La montée du temps partiel »;

N° 250 : « Les collectivités territoriales ont encore embauché en 1991 »;

N° 262 : « Emploi et chômage des cadres 1990-1992 »;

N° 266 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1993 ».

INSEE-Résultats :

N° 118 : « L'activité féminine » (février 1991);

N° 126 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1989 »;

N° 127 : « Bilan formation emploi 1988 »;

N° 143 : « Les entreprises de travail temporaire en 1989 »;

N° 158-160 : « Les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus. Années 1984 à 1990 »;

N° 161 : « Structure des emplois au 31 décembre 1989. Résultats détaillés »;

N° 189-190 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 215 : « Structure des emplois au 31 décembre 1990 »;

N° 222-223 : « Enquêtes sur l'emploi de 1990 et 1991 »;

N° 307 : « Emploi et chômage dans les DOM en 1993 »;

N° 317-318 : « Les effectifs des collectivités territoriales », août 1994;

N° 326 : « Générations et emploi depuis 1970 »;

N° 330 : « Chômage et emploi en mars 1994 ».

Données sociales, INSEE, édition 1993;

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières synthèses, n° 41, janvier 1994 : « Comptes de l'emploi et de la formation professionnelle 1992 »;

Premières synthèses, n° 5, avril 1990 : « Quinze ans de politique de l'emploi »;

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistique du travail,* n^{os} 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^{os} 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^{os} 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Premières synthèses, n° 2, octobre 1989 : « Le développement des emplois temporaires ».

● *Main-d'œuvre étrangère :*

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n° 29, 1987 : « L'immigration en France ».

Travail et Emploi n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Travail et Emploi n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

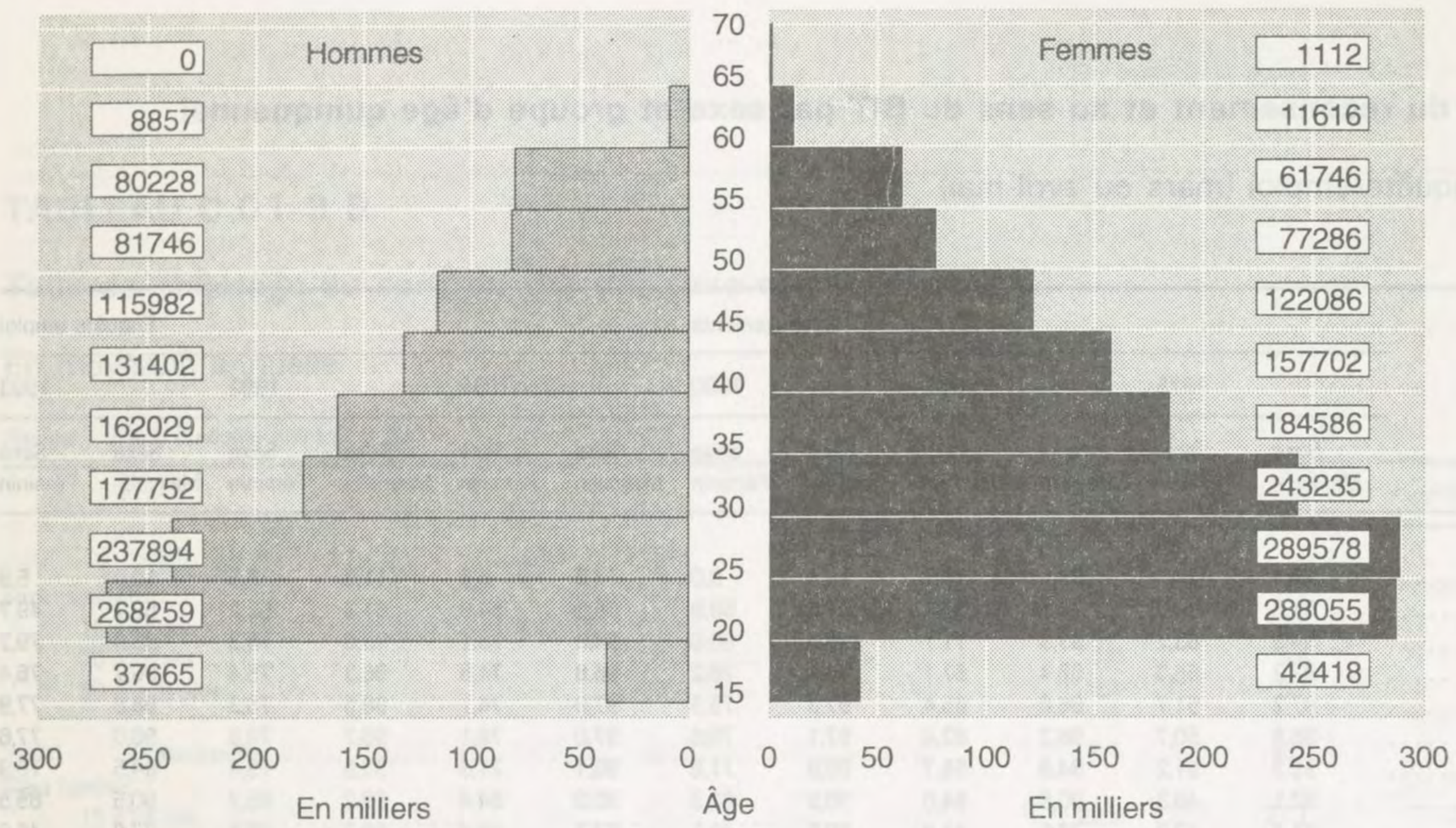
Préparation au X^{e} plan;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 110, septembre-octobre 1988.

*
* *

GRAPHIQUE C.01

Pyramide des âges de la population au chômage en 1993



Source : INSEE, enquête emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent. Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*p* 1992
Salariés :										
Sexe masculin	10.808,1	10.624,3	10.542,7	10.554,6	10.566,6	10.672,3	10.857,9	10.987,2	10.974,0	10.843,4
Sexe féminin	7.567,7	7.633,8	7.733,2	7.865,0	7.971,7	8.105,1	8.295,0	8.481,2	8.607,4	8.675,3
Les deux sexes	**18.375,8**	**18.258,1**	**18.275,9**	**18.419,6**	**18.538,3**	**18.777,4**	**19.152,9**	**19.468,4**	**19.581,4**	**19.518,7**
Non salariés :										
Sexe masculin	2.090,7	2.048,7	2.002,5	1.983,0	1.962,2	1.931,5	1.907,0	1.882,3	1.847,8	1.793,3
Sexe féminin	1.227,3	1.202,2	1.172,0	1.148,0	1.130,9	1.120,7	1.086,5	1.045,8	1.009,0	965,1
Les deux sexes	**3.318,0**	**3.250,9**	**3.174,5**	**3.131,0**	**3.093,1**	**3.052,2**	**2.993,5**	**2.928,1**	**2.856,8**	**2.758,4**
Chômeurs :										
Sexe masculin	913,1	1.103,7	1.179,1	1.190,5	1.169,3	1.092,5	998,9	947,8	1.031,8	1.168,3
Sexe féminin	1.105,7	1.253,3	1.294,5	1.329,9	1.398,0	1.363,5	1.324,1	1.257,0	1.317,1	1.422,5
Les deux sexes	**2.018,8**	**2.357,0**	**2.473,6**	**2.520,3**	**2.567,2**	**2.456,0**	**2.323,0**	**2.204,9**	**2.348,9**	**2.590,8**
Militaires du contingent	**259,4**	**256,2**	**256,0**	**250,3**	**251,1**	**260,9**	**254,1**	**251,5**	**237,6**	**221,1**
Population active totale :										
Sexe masculin	14.071,3	14.032,9	13.980,3	13.978,4	13.949,2	13.957,2	14.017,8	14.068,8	14.091,2	14.026,1
Sexe féminin	9.900,7	10.089,3	10.199,6	10.342,9	10.500,6	10.589,3	10.705,6	10.784,1	10.933,5	11.062,9
Les deux sexes	**23.972,0**	**24.122,2**	**24.179,9**	**24.321,2**	**24.449,7**	**24.546,5**	**24.723,4**	**24.852,9**	**25.024,7**	**25.089,0**

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 19 le traitement effectué à l'occasion du recencement de 1982.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues)	Recensements						Enquête emploi					
	1975		1982		1990		*r* 1991		1992		1993	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	14,6	6,8	11,5	6,5	10,0	5,9
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	65,0	54,0	61,3	52,2	57,7	49,7
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	94,0	78,1	93,6	78,3	93,4	79,2
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	96,8	74,5	96,3	75,4	96,7	76,4
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	97,0	74,7	96,5	76,3	96,8	77,9
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	97,0	76,1	96,7	76,8	96,0	77,6
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	96,1	71,3	95,5	73,4	94,5	75,9
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	90,0	64,4	89,8	65,2	90,5	65,5
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	67,7	45,4	68,7	45,8	67,8	46,6
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	22,8	16,0	19,2	15,2	19,0	15,0
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	6,6	3,3	6,1	3,3	5,5	3,4
De 70 à 74 ans	7,6	4,0	4,6	2,1	(1) 1,6	(1) 0,7	2,7	1,1	3,0	0,8	2,8	0,7
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	1,7	0,5	1,3	0,4	1,2	0,5
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**64,3**	**46,0**	**63,6**	**46,4**	**63,0**	**46,8**

(1) Ce chiffre concerne les 70 ans et plus depuis le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3 A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : Millier

	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	270,8	249,6	265,9	283,3	336,4
25 à 49 ans	567,1	555,4	614,6	709,8	872,8
50 ans et plus	161,0	142,9	151,3	175,2	174,8
Total	**998,9**	**947,9**	**1.031,8**	**1.168,3**	**1.384,0**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	373,6	337,4	342,7	351,6	367,4
25 à 49 ans	801,6	774,7	825,5	915,6	1.015,3
50 ans et plus	148,9	144,8	148,9	155,3	144,7
Total	**1.324,1**	**1.256,9**	**1.317,1**	**1.422,5**	**1.527,4**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	644,4	587,0	608,6	634,9	703,8
25 à 49 ans	1.368,7	1.330,1	1.440,1	1.625,3	1.888,1
50 ans et plus	309,9	287,7	300,2	330,5	319,5
Total	**2.323,0**	**2.204,8**	**2.348,9**	**2.590,7**	**2.911,4**

TABLEAU C.01-3 B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : %

	1989	1990	*r* 1991	r 1992	1993
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	13,5	12,8	14,3	15,9	19,6
25 à 49 ans	6,0	5,8	6,3	7,2	8,8
50 ans et plus	6,3	5,7	6,1	7,3	7,4
Ensemble	**7,1**	**6,7**	**7,3**	**8,3**	**9,9**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	22,5	21,1	22,4	23,8	26,4
25 à 49 ans	11,1	10,5	10,8	11,7	12,8
50 ans et plus	8,1	7,9	8,3	8,8	8,4
Ensemble	**12,4**	**11,7**	**12,0**	**12,9**	**13,8**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	17,5	16,5	17,9	19,5	22,7
25 à 49 ans	8,2	7,8	8,3	9,2	10,6
50 ans et plus	7,1	6,6	7,0	7,9	7,8
Ensemble	**9,4**	**8,9**	**9,4**	**10,3**	**11,6**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Allemagne [ex.RFA]	7,1	7,1	6,4	6,2	6,2	5,6	*r* 4,8	4,2	4,6	5,8
Belgique	12,1	11,3	11,2	11,0	9,7	8,0	7,2	7,2	7,9	9,1
Espagne	19,7	21,1	20,8	20,1	19,1	16,9	15,9	16,0	18,1	22,4
France	**9,7**	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,0**	**9,4**	**8,9**	**9,4**	**10,4**	**11,6**
Irlande	15,5	17,0	*r* 17,0	16,7	16,2	14,7	*r* 13,3	14,7	15,5	15,8
Italie	9,4	9,6	10,5	10,9	11,0	10,9	10,3	9,9	10,5	10,2
Pays-Bas	11,8	10,6	9,9	9,6	*r* 9,1	8,3	7,5	7,0	6,7	8,3
Portugal	8,4	8,5	*r* 8,4	7,0	5,7	5,0	4,6	4,1	4,1	5,5
Royaume-Uni (1)	11,7	11,2	11,2	10,3	8,6	7,2	6,8	8,7	9,9	10,3
Canada	11,2	10,4	9,5	8,8	7,7	7,5	8,1	10,2	11,2	11,1
Etats-Unis d'Amérique	7,4	7,1	6,9	6,1	5,4	5,2	5,4	6,6	7,3	6,7
Japon	2,7	2,6	2,8	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5
CEE	**10,7**	**10,9**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**9,0**	**8,4**	**8,6**	**9,5**	**10,7**
OCDE	**8,0**	**7,8**	**7,7**	**7,3**	**6,7**	**6,2**	**6,1**	**6,8**	**7,5**	**7,8**

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		*r* 1991		1992	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	1.340,6	269,9	1.276,9	266,8	1.220,1	260,6	1.172,4	259,6	1.127,3	258,1
Industries de la viande et du lait	T 02	186,2	182,9	186,9	183,7	188,6	185,6	189,3	186,4	186,0	183,2
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	440,3	365,6	439,8	366,9	429,3	361,8	420,9	356,8	412,3	352,0
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	28,6	28,6	25,0	25,0	21,8	21,8	19,5	19,4	17,8	17,8
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	33,3	33,2	31,8	31,7	30,6	30,5	29,6	29,5	28,1	28,0
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	208,0	207,7	206,4	206,1	204,1	203,8	203,5	203,2	201,6	201,4
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	104,2	104,1	99,2	99,1	95,8	95,7	90,7	90,6	84,4	84,3
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	56,4	56,3	55,9	55,7	53,9	53,7	52,0	51,9	49,5	49,3
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	152,4	144,6	153,4	145,7	151,0	143,5	146,8	139,5	139,5	132,4
Industrie du verre	T 10	58,4	57,4	59,5	58,6	59,8	58,9	59,0	58,1	58,6	57,7
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	124,3	123,8	125,3	124,9	121,5	121,1	116,8	116,4	114,0	113,6
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	191,0	190,0	195,6	194,6	199,6	198,7	199,4	198,4	198,6	197,6
Fonderie et travail des métaux	T 13	428,6	412,1	452,6	436,5	463,8	447,7	451,3	435,7	431,8	415,8
Construction mécanique	T 14	440,4	418,9	453,8	432,6	464,0	443,4	451,8	431,7	432,8	412,9
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	478,6	472,6	491,0	485,1	500,9	495,0	489,2	483,4	468,7	463,1
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	61,9	61,5	61,6	61,2	59,1	58,7	57,5	57,1	55,2	54,8
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	367,0	365,3	369,3	367,7	370,0	368,4	359,4	357,8	351,7	350,1
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	188,9	188,2	186,0	185,4	184,3	183,6	180,8	180,1	172,7	172,1
Industries textiles et habillement	T 18	392,5	375,3	381,7	365,2	365,8	349,7	340,6	325,5	321,8	306,8
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	78,0	75,0	76,9	74,0	75,1	72,5	69,3	66,7	65,5	63,0
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	328,4	285,3	333,8	292,0	333,7	291,0	321,9	280,2	307,0	266,6
Industries du papier et du carton	T 21	106,9	106,1	109,1	108,4	108,6	107,9	107,3	106,6	105,4	104,7
Imprimerie, presse, édition	T 22	254,3	236,7	259,9	242,6	260,8	243,3	254,5	237,5	246,3	230,0
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	215,1	212,6	223,2	220,8	228,7	226,4	222,6	220,4	219,7	217,7
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.606,1	1.290,4	1.630,3	1.317,5	1.635,0	1.327,4	1.603,9	1.305,1	1.525,6	1.244,4
Commerce de gros alimentaire	T 25	284,5	263,9	283,0	263,5	279,3	260,9	271,3	254,0	263,1	246,2
Commerce de gros non alimentaire	T 26	723,4	684,1	745,7	707,2	760,3	722,8	748,1	711,0	726,9	690,2
Commerce de détail alimentaire	T 27	687,2	540,9	691,7	550,0	697,0	556,9	697,3	558,9	689,7	552,6
Commerce de détail non alimentaire	T 28	955,0	688,1	965,5	705,2	962,2	707,1	950,2	702,7	934,4	694,7
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	405,6	338,4	410,9	343,4	404,6	338,3	398,2	333,4	394,7	332,3
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	701,9	505,1	734,1	536,1	754,1	555,8	763,5	564,9	763,2	569,6
Transports	T 31	911,6	846,2	929,4	863,4	948,3	880,8	945,6	878,7	933,5	869,1
Télécommunications et poste	T 32	482,8	482,5	481,5	481,2	479,4	479,1	488,9	488,6	489,0	488,7
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	1.516,0	1.315,4	1.658,4	1.453,9	1.732,6	1.522,4	1.736,2	1.525,2	1.682,2	1.478,8
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	2.384,7	1.977,5	2.457,7	2.046,4	2.510,1	2.093,2	2.562,9	2.147,3	2.596,5	2.198,8
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	73,9	71,4	75,8	73,3	82,7	80,1	84,0	81,4	85,2	82,7
Assurances	T 36	163,0	160,5	163,0	160,5	163,3	160,8	164,2	161,7	161,9	159,5
Organismes financiers	T 37	460,8	460,5	459,1	458,8	458,0	457,7	456,7	456,4	446,4	446,1
Services non marchands	T 38	4.286,1	4.278,7	4.296,6	4.289,0	4.317,3	4.309,8	4.448,5	4.440,9	4.586,2	4.578,6
Total	**T 01 à T 38**	**21.906,9**	**18.877,3**	**22.237,0**	**19.279,5**	**22.375,2**	**19.476,2**	**22.325,3**	**19.502,9**	**22.074,7**	**19.364,8**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-5 (suite et fin)

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE

Unité : Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		*r* 1991		1992	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T03	626,5	548,4	626,6	550,6	617,9	547,4	610,2	543,2	598,3	535,2
Energie	T 04 à T 06	269,9	269,5	263,1	262,8	256,5	256,2	252,6	252,1	247,5	247,2
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	1.246,2	1.217,1	1.278,1	1.249,6	1.283,2	1.255,0	1.246,5	1.219,2	1.202,9	1.175,5
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.536,8	1.506,6	1.561,7	1.531,9	1.578,4	1.549,2	1.538,7	1.510,1	1.481,1	1.453,0
Industrie des biens de consommation	T 12, T22, T 18 à T 20	1.244,2	1.162,2	1.247,8	1.168,4	1.235,1	1.155,2	1.185,7	1.108,3	1.139,2	1.064,0
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	4.923,6	4.703,8	4.977,3	4.763,3	4.971,1	4.763,0	4.833,7	4.632,9	4.669,0	4.474,9
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	6.529,7	5.994,2	6.607,6	6.080,8	6.606,1	6.090,4	6.437,6	5.938,0	6.194,6	5.719,3
Commerces	T 25 à T 28	2.650,1	2.177,1	2.685,9	2.225,8	2.698,8	2.247,8	2.666,9	2.226,6	2.614,1	2.183,7
Transports et télécommunications	T 31, T 32	1.394,4	1.328,8	1.410,9	1.344,5	1.427,7	1.359,9	1.434,5	1.367,3	1.422,5	1.357,8
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	5.008,2	4.136,4	5.261,0	4.379,8	5.401,4	4.509,7	5.460,8	4.570,8	5.436,6	4.579,5
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	9.750,5	8.334,7	10.055,8	8.642,8	10.231,8	8.815,9	10.267,1	8.864,2	10.166,7	8.809,3
Tertiaire	T 25 à T 38	14.036,6	12.613,4	14.352,4	12.931,8	14.549,1	13.125,7	14.715,6	13.305,1	14.752,9	13.387,9
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	16.280,2	16.159,7	16.663,4	14.723,6	16.837,9	14.906,3	16.704,7	14.802,2	16.361,3	14.528,6

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-6

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		*r* 1991		1992	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	208,5	61,4	205,5	61,3	200,2	60,4	199,3	60,4	197,8	60,3
Industries de la viande et du lait	T 02	123,9	58,9	123,0	60,7	123,5	62,1	123,9	62,5	122,0	61,2
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	229,5	136,0	229,1	137,8	223,1	138,7	217,2	139,6	214,6	137,4
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	27,3	1,3	23,8	1,2	20,7	1,1	18,6	0,9	16,9	0,9
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	25,9	7,3	24,5	7,2	23,2	7,3	22,6	6,9	21,3	6,7
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	166,1	41,7	164,3	41,7	162,0	41,8	161,8	41,4	160,1	41,3
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	94,7	9,3	89,9	9,2	86,5	9,2	81,4	9,1	75,7	8,6
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	48,0	8,3	47,6	8,2	45,7	8,0	44,2	7,8	42,1	7,2
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	121,6	23,0	122,0	23,6	119,7	23,8	116,2	23,3	110,0	22,4
Industrie du verre	T 10	46,3	11,1	47,2	11,4	47,4	11,5	46,9	11,2	46,3	11,3
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	100,3	23,5	100,3	24,6	97,5	23,6	93,7	22,6	91,2	22,3
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	100,9	89,1	102,5	92,2	103,8	94,9	103,3	95,1	102,5	95,1
Fonderie et travail des métaux	T 13	336,0	76,1	356,1	80,4	365,1	82,6	355,9	79,8	339,1	76,7
Construction mécanique	T 14	337,1	81,8	347,3	85,3	355,9	87,5	346,7	85,1	330,7	82,3
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	319,9	152,7	328,6	156,5	336,4	158,6	331,4	152,0	319,1	143,9
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	33,9	27,6	33,9	27,3	32,0	26,8	31,6	25,5	30,6	24,2
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	299,5	65,9	301,0	66,7	301,2	67,2	292,7	65,1	286,5	63,6
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	160,9	27,4	157,6	27,8	156,3	27,3	153,2	27,0	146,3	25,8
Industries textiles et habillement	T 18	130,5	244,8	126,9	238,3	120,3	229,3	113,0	212,6	108,1	198,8
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	28,4	46,5	27,5	46,4	26,6	45,9	24,6	42,1	23,2	39,8
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	201,6	83,7	205,5	86,5	204,7	86,2	196,6	83,6	187,1	79,5
Industries du papier et du carton	T 21	74,1	32,0	75,6	32,7	75,5	32,3	75,2	31,4	74,4	30,2
Imprimerie, presse, édition	T 22	145,9	90,8	148,3	94,3	147,6	95,8	143,4	94,0	139,0	91,1
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	151,8	60,8	157,5	63,3	161,6	64,8	157,2	63,2	156,1	61,6
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.192,5	97,9	1.215,3	102,2	1.222,5	104,9	1.199,9	105,2	1.141,5	102,9
Commerce de gros alimentaire	T 25	184,4	79,5	183,1	80,4	180,5	80,4	175,7	78,3	170,7	75,4
Commerce de gros non alimentaire	T 26	451,5	232,6	465,9	241,3	476,1	246,7	467,4	243,6	454,2	236,0
Commerce de détail alimentaire	T 27	228,4	312,4	229,2	320,8	227,7	329,2	225,3	333,6	222,8	329,8
Commerce de détail non alimentaire	T 28	244,3	443,8	250,0	455,3	247,2	459,9	243,9	458,8	242,2	452,5
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	275,6	62,8	278,3	65,1	273,7	64,6	269,4	64,0	268,2	64,1
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	258,0	247,1	273,2	262,9	282,1	273,7	284,9	280,0	287,2	282,4
Transports	T 31	683,3	162,9	700,1	163,3	710,1	170,6	707,2	171,5	697,9	171,2
Télécommunications et poste	T 32	278,9	203,6	276,6	204,6	274,6	204,5	277,4	211,2	275,5	213,2
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	692,2	623,2	771,3	682,6	800,7	721,7	800,1	725,2	767,4	711,3
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	560,7	1.416,9	580,6	1.465,8	592,0	1.501,1	608,4	1.538,9	625,0	1.573,8
Location et crédit-bail immobiliers	T 37	35,8	35,6	35,5	37,8	38,4	41,7	37,8	43,7	37,7	45,0
Assurances	T 36	65,1	95,4	64,5	96,0	64,2	96,6	64,2	97,5	63,9	95,6
Organismes financiers	T 37	227,6	232,9	225,1	233,7	224,0	233,7	222,7	233,7	217,5	228,6
Services non marchands	T 38	1.830,8	2.447,9	1.813,6	2.475,4	1.811,4	2.498,4	1.847,9	2.593,0	1.888,3	2.690,3
Total	**T 01 à T 38**	**10.721,9**	**8.155,5**	**10.907,9**	**8.371,6**	**10.961,7**	**8.514,5**	**10.882,5**	**8.620,4**	**10.700,5**	**8.664,3**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-6 (suite et fin)

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE

Unité : Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		*r* 1991		1992	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T03	353,4	195,0	352,1	198,5	346,6	200,8	341,1	202,1	336,6	198,6
Energie	T 04 à T 06	219,2	50,3	212,6	50,2	206,0	50,2	203,0	49,2	198,3	48,9
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	972,9	244,2	996,2	253,4	999,1	255,9	970,7	248,4	934,9	240,3
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.151,2	355,4	1.168,3	363,6	1.181,8	367,4	1.155,6	354,7	1.113,2	339,8
Industrie des biens de consommation	T 12, T22, T 18 à T 20	607,3	554,9	610,7	557,7	603,0	552,2	580,9	527,4	559,9	504,3
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	3.304,0	1.399,8	3.339,9	1.423,4	3.336,5	1.426,5	3.251,3	1.381,8	3.142,9	1.331,9
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	4.496,5	1.497,7	4.555,2	1.525,6	4.559,0	1.531,4	4.451,2	1.487,0	4.284,4	1.434,8
Commerces	T 25 à T 28	1.108,7	1.068,4	1.128,1	1.097,7	1.131,5	1.116,3	1.112,3	1.114,3	1.089,9	1.093,7
Transports et télécommunications	T 31, T 32	962,3	366,5	976,7	367,8	984,8	375,1	984,6	382,7	973,4	384,4
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	1.786,5	2.349,9	1.903,5	2.476,3	1.948,5	2.561,2	1.962,8	2.608,1	1.947,8	2.631,6
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	4.186,0	4.148,7	4.333,5	4.309,3	4.391,4	4.424,5	4.384,4	4.480,0	4.330,2	4.478,9
Tertiaire	T 25 à T 38	6.016,8	6.596,6	6.147,1	6.784,7	6.202,8	6.922,9	6.232,3	7.073,0	6.218,5	7.169,2
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	10.513,3	5.646,4	8.888,7	5.834,9	8.950,4	5.955,9	8.835,6	5.967,0	8.614,6	5.913,7

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* %

Taille de l'établissement	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	1991	1992
Ensemble					
1 à 9 salariés	24,2	24,1	24,2	24,3	24,8
10 à 49 salariés	28,3	28,5	28,7	28,9	29,0
50 à 199 salariés	22,7	22,7	22,9	22,8	22,6
200 à 499 salariés	11,7	11,8	11,6	11,6	11,5
500 salariés et plus	13,1	12,9	12,9	12,4	12,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13.139**	**13.569**	**13.821**	**13.737**	**13.469**
dont :					
Industrie (1)					
1 à 9 salariés	10,1	10,0	10,2	10,3	10,6
10 à 49 salariés	21,8	21,8	22,5	22,7	22,8
50 à 199 salariés	24,7	24,6	25,0	24,9	24,8
200 à 499 salariés	17,8	18,5	17,6	17,8	17,8
500 salariés et plus	25,6	25,1	24,7	24,3	24,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4.318**	**4.428**	**4.339**	**4.214**	**4.063**
Bâtiment, génie civil et agricole					
1 à 9 salariés	31,5	31,4	31,3	31,1	31,6
10 à 49 salariés	36,0	36,2	36,0	36,2	36,4
50 à 199 salariés	21,1	20,6	20,7	20,4	20,5
200 à 499 salariés	7,3	7,4	7,4	7,7	7,1
500 salariés et plus	4,1	4,4	4,6	4,6	4,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1.274**	**1.299**	**1.315**	**1.288**	**1.227**
Tertiaire					
1 à 9 salariés	30,9	30,5	30,7	30,5	30,8
10 à 49 salariés	30,8	30,8	30,9	30,9	31,0
50 à 199 salariés	21,8	22,0	22,1	22,2	22,0
200 à 499 salariés	9,0	9,4	9,1	9,1	9,7
500 salariés et plus	7,5	7,3	7,2	7,3	7,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**7.518**	**7.861**	**8.092**	**8.127**	**8.085**

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-8

Effectifs des agents de l'Etat, des exploitants publics «la Poste» et «France-Télécom» et des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.

Situation au 31 décembre 1992 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	dont militaires	**Total**	dont ouvriers d'Etat	dont militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	dont temps partiel moins de mi-temps
1. Etat :								
11. Ministères civils, Poste et France-Télécom :								
Métropole	**1.914.321**	650	**284.429**	15.716	20	**2.198.750**	244.667	54.847
dont : PTT (2)	**420.214**	—	**65.945**	375	—	**486.159**	53.573	24.890
DOM-TOM	**57.099**	720	**8.743**	279	80	**65.842**	2.592	871
Etranger	**14.997**	1.350	**10.872**	—	2.200	**25.869**	682	602
Total	**1.986.417**	**2.720**	**304.044**	**15.995**	**2.300**	**2.290.461**	**247.941**	**56.320**
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	**304.401**	272.382	**94.808**	67.376	21.054	**399.209**	6.082	98
Tous ministères, Poste et France-Télécom :								
Métropole	**2.195.004**	250.310	**370.609**	79.659	16.100	**2.565.613**	250.585	54.940
DOM-TOM	**63.698**	7.281	**10.065**	374	1.307	**73.763**	2.683	871
Etranger	**32.116**	17.511	**18.178**	3.338	5.947	**50.294**	755	607
Total	**2.290.818**	**275.102**	**398.852**	**83.371**	**23.354**	**2.689.670**	**254.023**	**56.418**
2. Etablissements publics nationaux (3) :								
Métropole	**68.752**	85	**107.240**	2.105	—	**175.992**	20.056	14.967
Métropole, DOM-TOM, étranger	**70.419**	104	**112.693**	2.109	133	**183.112**	20.491	15.164
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'Etat) :								
Métropole	**1.176**	—	**131.249**	—	—	**132.425**	23.797	4.040
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1.187**	—	**135.532**	—	—	**136.719**	24.021	4.100

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) La Poste et France Télécom transformés en «exploitants publics» à compter du 1er janvier 1991
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.

TABLEAU C.01-9A

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Millier

	Numéro de secteur	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
		1992		1993		1992		1993		1992		1993	
		Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Agriculture, sylviculture, pêche	U 01	60,6	7,2	56,9	7,5	150,0	31,9	131,1	30,3	210,6	16,1	188,0	15,8
Industries agricoles et alimentaires	U 02	6,7	1,7	5,7	1,5	37,8	15,9	37,6	17,1	44,4	7,1	43,3	7,3
Energie	U 03	0,1	0,1	0,9	0,4	4,9	9,9	5,7	11,2	5,1	2,1	6,6	2,7
Industrie des biens intermédiaires	U 04	10,7	1,2	11,4	1,3	24,6	10,2	26,0	11,7	35,3	3,0	37,4	3,4
Industrie des biens d'équipement	U 05	12,1	1,1	13,8	1,3	30,8	9,2	25,5	8,1	43,0	2,9	39,3	2,8
Industrie des biens de consommation	U 06	10,8	1,7	13,4	2,3	63,8	11,2	57,9	11,4	74,6	6,2	71,3	6,5
Industrie (non compris BGCA)	U 02 à U 06	40,4	1,2	45,2	1,4	162,0	11,3	152,7	11,6	202,4	4,3	197,9	4,5
Bâtiment et génie civil et agricole	U 07	14,0	0,9	18,5	1,3	52,2	36,3	46,9	34,8	66,2	4,0	65,4	4,3
Commerce	U 08	36,2	2,7	36,3	2,8	316,3	24,6	338,3	26,8	352,5	13,5	374,6	14,6
Transports et télécommunications	U 09	18,4	1,8	23,6	2,4	90,1	24,5	106,2	28,2	108,5	8,0	129,8	9,6
Services marchands	U 10	139,7	5,8	169,0	6,8	685,5	24,3	768,8	25,8	825,2	15,8	937,8	17,2
Institutions financières	U 11 à U 13	6,9	2,1	7,6	2,1	59,8	15,7	73,1	18,9	66,7	9,4	80,7	10,8
Services non marchands	U 14	139,4	6,7	152,3	7,0	824,4	31,5	917,3	33,6	963,8	20,5	1.069,6	21,8
Tertiaire	U 08 à U 14	340,6	4,8	388,8	5,3	1.976,1	26,4	2.203,7	28,5	2.316,8	15,8	2.592,5	17,2
Activité indéterminée		0,7	3,5	1,2	6,8	2,7	17,3	4,1	24,3	3,4	9,7	5,3	15,2
Total		**456,4**	**3,6**	**510,6**	**4,1**	**2.343,0**	**24,5**	**2.538,5**	**26,3**	**2.799,4**	**12,5**	**3.049,1**	**13,7**

TABLEAU C.01-9 B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1992		1993		1992		1993		1992		1993	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	62,5	3,0	58,9	3,0	109,7	15,8	107,0	16,3	172,1	6,2	165,9	6,4
Aides familiaux	33,5	37,4	31,8	34,1	173,9	37,1	146,5	34,7	207,5	37,1	178,3	34,6
Salariés des services domestiques	5,1	41,2	5,0	29,9	179,1	64,1	222,3	65,5	184,2	63,2	227,3	63,9
Autres salariés du secteur privé	207,1	2,5	240,7	3,0	1.143,5	21,9	1.203,6	23,3	1.350,6	10,0	1.444,3	10,9
Salariés de l'Etat	27,9	2,7	23,0	2,0	175,1	21,8	225,8	25,7	203,0	11,1	248,8	12,4
Salariés des collectivités locales	58,9	5,9	61,9	6,2	428,9	22,8	441,6	22,9	487,9	16,9	503,5	17,2
Stagiaires et contrats aidés	60,6	50,2	88,7	60,0	132,9	66,2	191,7	76,4	193,4	60,2	280,4	70,3
Total	**455,6**	**3,6**	**510,0**	**4,2**	**2.343,0**	**24,5**	**2.538,5**	**26,4**	**2.798,6**	**12,7**	**3.048,5**	**13,9**

TABLEAU C.01-10

Répartition des agents de l'Etat par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1988	1990	*p* 1991	*p* 1992	1988	1990	*p* 1991	*p* 1992
Education nationale : enseignement scolaire	867.633	875.510	881.540	881.590	955.803	979.387	991.257	992.293
Education nationale : enseignement supérieur	81.545	85.099	86.994	94.244	90.938	96.337	99.455	108.942
Jeunesse et Sports (1)	6.327	6.485	6.524	6.549	7.916	7.879	7.889	7.792
Total	**955.505**	**967.094**	**975.058**	**982.383**	**1.054.657**	**1.083.603**	**1.098.601**	**1.109.027**
dont : Enseignements 1er degré (2)	312.352	315.863	315.891	315.010	312.875	316.890	317.465	317.053
Enseignements 2e degré (2)	484.300	473.610	484.217	487.326	563.083	564.377	578.787	582.967
Enseignements supérieurs (2)	78.152	80.628	82.551	89.714	86.238	91.429	94.534	104.010
Economie, Finances et Budget	185.226	183.693	184.053	184.584	197.005	197.417	197.138	198.851
dont : Services extérieurs du Trésor	59.490	59.435	59.810	59.964	60.842	61.149	61.098	61.141
Services extérieurs des Impôts	84.466	84.287	84.461	85.265	89.612	91.416	91.411	93.408
Services extérieurs des Douanes	20.526	19.578	19.446	18.934	20.652	19.858	19.714	19.196
INSEE	7.042	7.020	7.022	7.064	7.603	7.511	7.506	7.541
Intérieur et DOM-TOM	149.690	153.373	153.340	158.847	155.616	158.951	159.022	164.437
dont : Services des péfectures	21.160	23.774	24.188	25.967	23.203	25.736	26.213	27.829
Police nationale	120.721	121.489	121.179	122.300	123.181	123.837	123.537	124.513
DOM-TOM	2.015	2.199	2.208	3.040	2.745	2.790	2.799	3.633
Equipement, Transports	87.517	96.881	97.224	97.701	122.108	119.809	120.961	121.489
Equipement. et logement	75.760	84.264	84.448	84.589	107.133	104.462	105.480	105.676
Transports, Mer	11.757	12.617	12.776	13.112	14.975	15.347	15.481	15.813
Justice	47.770	51.464	53.950	54.634	49.083	53.218	55.689	56.685
dont : Services judiciaires	22.362	22.867	23.439	23.390	22.819	23.770	24.220	24.392
Services pénitentiaires	17.393	20.043	21.185	21.765	17.711	20.392	21.551	22.204
Protection judiciaire de la jeunesse	5.198	5.208	5.358	5.279	5.358	5.320	5.517	5.443
Agriculture	24.527	24.424	24.676	25.281	31.904	30.881	30.994	31.816
dont : Services extérieurs	12.106	11.895	10.862	11.220	16.816	15.502	14.407	14.839
Enseignement agricole	11.036	11.094	12.258	12.421	13.256	13.518	14.540	14.856
Santé et Travail	21.903	21.477	20.406	20.427	25.154	25.719	23.166	23.608
dont : Services extérieurs Santé	11.005	10.837	9.819	9.949	12.866	13.807	11.232	11.604
Services extérieurs Travai, Emploi	8.370	7.983	7.911	8.073	9.294	8.630	8.583	8.945
Relations extérieures	16.437	15.827	15.269	16.327	26.470	25.439	24.873	25.980
Affaires étrangères	10.542	10.316	10.404	10.655	17.123	16.389	16.469	16.769
Coopération	5.895	5.511	4.865	5.672	9.347	9.050	8.404	9.211
Culture	9.657	9.727	9.714	10.210	12.091	12.889	12.778	12.868
Industrie, Commerce, Recherche	5.038	4.912	4.915	5.165	8.156	10.080	12.587	14.607
Anciens combattants	3.848	3.474	3.351	2.968	4.303	3.934	3.794	3.355
Services du Premier ministre	1.287	1.328	1.298	1.240	2.816	3.046	3.024	2.797
Total ministères civils (hors PTT)	**1.508.405**	**1.533.674**	**1.543.254**	**1.559.767**	**1.689.363**	**1.724.986**	**1.742.627**	**1.765.520**
Défense	307.810	307.178	305.196	304.401	438.497	412.752	404.312	399.111
Tous ministères (hors PTT)	**1.816.215**	**1.840.852**	**1.848.450**	**1.864.168**	**2.127.860**	**2.137.738**	**2.146.939**	**2.164.631**
Pour mémoire :								
Poste et Télécommunications	439.572	436.555	432.185	426.650	469.906	466.076	469.025	468.621
dont : Poste	275.424	275.809	277.845	272.735	300.254	299.138	310.805	310.827
Télécommunications	155.769	151.963	153.614	153.198	159.554	156.648	157.448	157.043

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation des adultes et bibliothèques universitaires.

TABLEAU C.01-11

Effectifs des agents de l'Etat, de la Poste et France-Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe (1)

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Unité : Agent

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1988	1990	*p* 1992	1988	1990	*p* 1992	1988	1990	*p* 1992
Tous agents	**2.597.766**	**2.603.814**	**2.633.252**	**1.431.651**	**1.410.642**	**1.405.804**	**1.166.115**	**1.193.172**	**1.227.448**
A	671.771	698.858	768.726	390.676	401.346	425.202	281.095	297.512	343.524
B	904.249	917.553	885.566	474.669	475.450	459.071	429.580	442.103	426.495
C et D	1.013.896	978.727	969.432	561.845	529.826	517.042	452.051	448.901	452.390
***dont :* personnels enseignants (2)**	**865.761**	**892.098**	**915.669**	**353.463**	**361.007**	**366.945**	**512.298**	**531.091**	**548.724**
A	469.657	493.965	556.722	236.429	246.498	268.328	233.228	247.467	288.394
B	396.058	398.063	358.941	117.031	114.507	98.613	279.027	283.556	260.328
C et D	46	70	6	3	2	4	43	68	2
***dont :* personnels non enseignants**	**1.732.005**	**1.711.716**	**1.717.583**	**1.078.188**	**1.049.635**	**1.038.859**	**653.817**	**662.081**	**678.724**
A	202.114	204.893	212.004	154.247	154.848	156.874	47.867	50.045	55.130
B	508.191	519.490	526.625	357.638	360.943	360.458	150.553	158.547	166.167
C et D	1.013.850	978.657	969.426	561.842	529.824	517.038	452.008	448.833	452.388
***dont :* titulaires civils**	**1.981.751**	**2.001.205**	**2.014.220**	**966.908**	**967.364**	**963.404**	**1.014.843**	**1.033.841**	**1.050.816**
A	576.907	590.117	649.716	318.133	323.879	343.366	258.774	266.238	306.350
B	621.015	631.701	601.186	242.696	243.217	229.799	378.319	388.484	371.387
C et D	783.829	779.387	763.312	406.079	400.268	390.234	377.750	379.119	373.078
***dont :* militaires**	**307.121**	**303.427**	**299.989**	**288.018**	**283.345**	**278.575**	**19.103**	**20.082**	**21.414**
officiers	44.168	44.449	44.291	42.840	42.889	42.624	1.328	1.560	1.667
sous-officiers	205.911	207.077	206.040	191.817	192.313	190.444	14.094	14.764	15.596
hommes du rang	57.042	49.618	49.658	53.361	45.973	45.507	3.681	3.645	4.151

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-12

Les effectifs féminins de l'Etat : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) — *Unité :* %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1988	1990	*p* 1992	1988	1990	*p* 1992	1988	1990	*p* 1992
Statuts :									
Titulaires civils	51,2	51,7	52,2	14,5	15,0	15,7	92,6	92,0	91,0
Non-titulaires civils (1)	42,8	46,5	48,7	27,9	28,6	32,2	69,9	69,7	68,6
Tous personnels civils	**50,1**	**51,0**	**51,7**	**16,0**	**16,6**	**17,8**	**86,9**	**86,3**	**84,6**
Militaires	6,2	6,6	7,1	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**44,9**	**45,8**	**46,6**	**15,7**	**16,3**	**17,5**	**86,9**	**86,3**	**84,6**
Catégories statutaires (civils) :									
A	44,6	45,1	47,2	13,6	11,9	12,7	82,3	84,0	74,6
B	59,5	61,5	60,5	12,7	11,5	15,0	83,4	92,7	83,8
C et D	46,7	48,6	48,7	20,4	20,7	23,8	91,4	95,1	90,3
Ministères (regroupés) :									
Education, universités, jeunesse et sports	61,7	62,0	62,4	12,0	12,0	12,5	83,7	82,5	81,3
PTT (2)	40,5	41,0	41,9	19,5	19,8	23,3	87,8	88,2	84,5
Economie, Finances et Budget	61,1	61,8	62,1	28,5	30,7	31,8	95,4	95,2	94,9
Intérieur, DOM-TOM	21,3	22,8	24,6	16,8	17,9	19,3	95,1	94,8	95,3
Equipement, logement et transports	25,0	25,7	25,8	24,4	25,4	26,4	86,0	85,7	85,2
Justice	49,6	48,8	49,0	18,0	21,1	22,0	95,6	95,9	95,3
Agriculture	44,6	44,5	45,5	22,2	23,9	25,5	75,0	73,8	73,9
Santé et travail	75,2	76,2	74,5	26,8	30,5	33,5	95,1	95,1	95,5
Culture	51,4	52,1	52,5	16,5	19,2	18,7	80,3	78,5	81,4
Ensemble des ministères civils	**51,2**	**51,8**	**52,4**	**16,1**	**16,7**	**17,9**	**87,2**	**86,4**	**84,5**
Défense	13,9	14,1	14,5	9,2	9,5	9,4	78,3	81,9	87,8

(1) Y compris ouvriers d'Etat.
(2) Y compris la Poste et France-Télécom.

TABLEAU C.01-13

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1988	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992
Nombre d'établissements	3.617	4.072	4.725	5.467	5.071
Effectifs salariés (1) en milliers :					
Hommes	185,0	219,1	207,3	197,3	165,6
Femmes	*r* 67,4	83,7	84,2	80,0	72,4
Ensemble	***r* 252,4**	**302,8**	**291,5**	**277,3**	**238,0**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-14

Intérim et contrats à durée déterminée

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* millier

	1991			1992			1993		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	50,1	95,8	1.259,0	42,8	104,9	1.236,4	11,8	84,9	4.124,6
25 à 39 ans	70,7	131,4	4.892,4	74,3	137,6	4.839,0	3,4	37,8	1.461,7
40 ans et plus	29,2	38,4	4.510,7	24,7	44,7	4.554,6	106,3	159,2	4.721,8
Total	**150,0**	**265,6**	**10.662,1**	**141,8**	**287,2**	**10.630,0**	**121,5**	**281,9**	**10.535,1**
Femmes : Moins de 25 ans	18,8	102,2	934,6	19,1	103,9	890,4	5,7	79,2	2.763,8
25 à 39 ans	35,5	134,0	3.939,6	38,2	128,7	3.904,7	22,1	177,6	4.668,2
40 ans et plus	11,0	47,8	3.467,3	12,0	56,6	3.585,9	21,4	77,5	1.131,4
Total	**65,3**	**284,0**	**8.341,5**	**69,3**	**289,2**	**8.381,0**	**49,2**	**334,3**	**8.566,1**
Ensemble : Moins de 25 ans	68,9	198,0	2.193,6	61,9	208,8	2.126,8	17,5	164,1	6.888,4
25 à 39 ans	106,2	265,4	8.832,0	112,5	266,3	8.743,7	25,5	215,4	6.129,9
40 ans et plus	40,2	86,2	7.978,0	36,7	101,3	8.140,5	127,7	236,7	5.853,2
Total	**215,3**	**549,6**	**19.003,6**	**211,1**	**576,4**	**19.011,0**	**170,7**	**616,2**	**19.101,2**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	13,9	67,0	3.995,6	10,0	73,7	4.021,7	40,2	91,4	1.081,6
Employés	8,2	32,8	1.367,7	3,6	34,5	1.368,8	61,8	138,9	4.828,2
Ouvriers	127,9	165,8	5.030,7	128,2	179,0	4.962,5	23,0	55,3	4.625,3
Total	**150,0**	**265,6**	**10.662,1**	**141,8**	**287,2**	**10.630,0**	**125,0**	**285,6**	**10.535,1**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	6,2	55,1	2.542,3	9,1	55,5	2.604,3	14,9	118,4	811,4
Employés	33,6	148,7	4.518,8	35,7	157,2	4.532,0	27,4	155,1	3.963,7
Ouvriers	25,5	80,2	1.270,2	24,5	76,5	1.227,8	9,5	69,3	3.791,0
Total	**65,3**	**284,0**	**8.341,5**	**69,3**	**289,2**	**8.381,0**	**51,8**	**342,8**	**8.566,1**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	20,1	122,1	6.537,9	19,1	129,2	6.626,0	55,1	209,9	1.893,0
Employés	41,8	181,5	5.886,5	39,3	191,7	5.900,8	89,2	294,0	8.791,9
Ouvriers	153,4	246,0	6.300,9	152,7	255,5	6.190,3	32,4	124,5	8.416,3
Total	**215,3**	**549,6**	**19.003,6**	**211,1**	**576,4**	**19.011,0**	**176,8**	**628,4**	**19.101,2**

TABLEAU C.01-15

Importance du recours au travail intérimaire

Sources : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES); Enquête sur l'emploi de l'INSEE

Unités : Nombre : millier
Taux : pour mille

	1989			1990			1991		
	Nombre de contrats conclus	Nombre de semaines-travail correspondantes	Taux d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus	Nombre de semaines-travail correspondantes	Taux d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus	Nombre de semaines-travail correspondantes	Taux d'utilisation de l'intérim
Total	**6.687,3**	**13.916,0**	**23,1**	**7.518,4**	**15.203,6**	**25,1**	**7.399,6**	**15.876,3**	**25,7**
Secteur d'activité économique de l'établissement utilisateur :									
Pêche, forêts, agriculture	17,5	27,7	2,3	22,5	27,1	2,4	21,5	25,7	2,2
Industrie	2.953,8	7.209,0	34,8	3.351,7	7.904,0	38,2	3.188,6	7.746,2	37,7
dont : Energie, industries extractives	81,7	293,6	24,5	109,2	821,1	46,5	108,6	516,4	48,6
Industries de transformation (non compris le bâtiment)	2.872,1	6.915,4	35,5	2.697,4	6.572,0	38,2	2.445,8	6.299,5	36,9
Bâtiment et travaux publics	1.344,9	2.801,9	47,7	1.586,5	3.284,1	55,8	1.448,4	3.319,7	56,0
Transports, commerces, services	1.985,3	2.976,2	9,3	2.381,8	3.388,3	10,7	2.345,5	3.867,3	11,4
dont : Transports et télécommunications	409,7	501,2	14,1	487,3	605,2	16,5	455,0	632,3	6,5
Commerces, banques, services	1.575,6	2.475,0	8,7	521,7	748,2	10,0	1.890,5	3.235,0	10,8
Type d'emploi (1) du travailleur intérimaire :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures (ingénieurs et cadres)	28,8	84,3	1,5	42,3	96,1	1,6	14,8	40,2	0,6
Professions intermédiaires (techniciens, dessinateurs, personnel d'encadrement)	356,8	747,2	6,4	395,0	744,1	6,3	498,0	939,6	7,7
Employés	1.168,7	2.483,8	14,7	1.244,6	2.828,4	16,7	1.153,9	2.756,9	16,3
Ouvriers	5.100,0	10.532,9	41,0	5.787,9	443,7	44,3	5.628,9	11.868,5	46,1
dont : Ouvriers qualifiés	1.998,6	5.086,1	34,1	2.151,3	5.498,1	35,5	1.962,0	5.259,4	32,5
Ouvriers non qualifiés	3.101,4	5.446,8	50,5	3.636,6	5.938,6	57,5	3.666,8	6.609,1	69,2
Sexe du travailleur intérimaire :									
Sexe masculin	4.813,2	10.156,7	27,7	5.405.1	11.126,8	30,4	5.262,7	11.388,7	30,6
Sexe féminin	1.873,4	3.759,3	16,1	2.117,9	4.076,8	17,0	2.136,9	4.487,6	18,3
Tranche d'âges du travailleur intérimaire :									
Moins de 18 ans	28,0	56,0	16,3	25,6	42,5	15,5	19,5	37,6	18,3
18 à 21 ans	1.398,4	2.654,2	91,8	1.508,9	2.750,7	111,2	1.453,7	2.772,9	122,5
22 à 24 ans	1.353,3	2.916,9	57,9	1.487,6	3.028,7	62,5	1.492,1	3.253,7	70,5
25 à 39 ans	2.807,6	5.881,4	20,6	3.189,3	6.603,9	23,0	3.058,8	6.648,8	22,8
40 à 49 ans	740,8	1.670,4	12,1	860,0	1.882,3	12,7	824,8	1.868,1	11,8
50 à 59 ans	257,2	596,9	7,1	303,6	639,3	7,6	264,8	632,6	7,4
60 ans et plus	45,5	86,8	7,5	54,4	88,1	7,5	29,2	57,2	5,5
Nationalité du travailleur intérimaire :									
Française	5.703,7	11.888,0	21,6	6.403,6	13.060,0	23,4	6.408,0	13.759,8	24,2
Etrangère de la CEE	140,3	354,3	14,4	146,5	346,5	13,8	125,0	286,5	12,1
dont : Italienne	23,6	61,7	19,3	28,2	71,0	24,3	21,7	64,8	23,1
Espagnole	15,4	44,3	14,3	19,0	40,5	10,9	16,8	36,6	11,3
Portugaise	91,2	226,9	14,5	88,1	202,0	12,6	73,2	154,6	9,9
Autres étrangères de la CEE	10,1	21,4	7,9	11,2	33,0	13,9	13,3	30,5	15,3
Maghrébine	443,4	924,7	60,0	512,2	1.007,8	71,4	460,2	1.022,4	74,3
dont : Algérienne	240,1	505,1	67,9	259,8	498,1	73,9	228,4	489,2	75,6
Marocaine	115,6	239,6	40,7	145,6	293,2	56,3	150,0	344,7	65,4
Tunisienne	87,7	180,0	85,6	106,8	216,5	100,0	81,8	188,6	93,4
Turque	46,3	101,0	50,8	61,1	124,1	84,6	44,4	134,4	112,9
Yougoslave	13,1	35,7	32,4	13,7	35,7	36,0	12,8	40,9	51,8
Ressortissante d'Afrique noire	179,4	277,9	162,3	244,1	362,9	229,5	253,8	408,8	228,7
Autres nationalités	45,1	102,0	17,5	57,8	116,7	19,9	61,0	155,8	36,2

NB. Le cumul des résultats est inférieur au total car il subsiste une valeur indéterminée de chaque critère.
(1) La nomenclature de base est devenue, à compter de l'année 1986, la nomenclature PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) en 347 postes.

TABLEAU C.01-16

Indicateurs du marché du travail

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1989	1990	1991	1992	1993
Chômage BIT :					
Hommes	998,9	947,8	*r* 1031,8	*r* 1.168,3	1.384,0
Femmes	1.324,1	1.257,0	*r* 1317,1	*r* 1.422,5	1.527,4
Total	**2.323,0**	**2.204,8**	***r* 2.348,9**	***r* 2.590,7**	**2.911,4**
Demandes d'emploi en fin de mois :					
Hommes	1.177,5	1.148,7	1.266,4	1.404,6	1.603,9
Femmes	1.354,5	1.356,0	1.442,7	1.506,6	1.568,1
Total	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**	**3.172,0**
Chômage indemnisé	1.805,5	1.808,4	2.000,0	2.220,8	2.442,4
Allocation unique dégressive (1)	///	///	///	///	2.048,5
Allocation de base	1.073,1	1.083,1	1.249,0	1.478,0	///
Allocation de fin de droit	268,5	261,5	287,4	325,6	///
Allocation forfaitaire	148,0	136,8	121,0	66,4	21,1
Allocation de secours exceptionnel	315,9	327,0	342,7	350,9	372,4
Ancienneté moyenne de chômage (en mois) [2]	16,3	14,1	14,0	13,3	12,4
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	42,0	35,5	34,4	33,1	31,4
Bénéficiaires de la garantie de ressources	155,6	111,6	70,9	36,2	13,3
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	188,6	176,1	163,8	162,9	166,6
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	22,2	36,0	128,6	167,5	...
Journées indemnisables	150,0	204,1	633,4	891,8	2.004,2
Offres d'emploi en fin de mois	76,2	79,5	61,7	52,9	43,0
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4.164,3	3.947,5	4.128,4	4.308,2	4.326,8
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	485,6	426,0	477,1	542,9	609,9
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année	4.176,9	3.945,9	3.777,4	3.944,0	3.668,7
dont : reprises d'emploi	2.090,7	1.792,4	1.604,7	1.593,0	1.479,3
autres motifs de sortie	2.086,2	2.153,5	2.172,7	2.351,0	2.189,4

(1) L'allocation unique dégressive a remplacé depuis janvier 1993 l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle, l'allocation de fin de droits et l'allocation de base dégressive.
(2) A l'enquête emploi.

TABLEAU C.01-17

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1989	1990	1991	1992	(1) 1993
Métiers regroupés :					
Métiers primaires	51,5	50,0	53,6	58,4	66,8
Métiers de l'industrie	614,7	583,1	617,4	641,6	691,7
Métiers du bâtiment et des travaux publics	239,2	228,1	245,4	280,7	335,2
Métiers tertiaires	1.626,6	1.643,5	1.792,7	1.930,5	2.077,3
Total	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**	**3.171,0**
Qualification professionnelle :					
Manoeuvre ordinaire	181,8	180,4	169,6	164,2	166,2
Personnel spécialisé	812,4	806,0	859,4	883,9	917,7
Personnel qualifié	1.358,0	1.328,1	1.444,4	1.563,7	1.723,0
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	179,8	190,2	235,7	299,4	364,1
Total	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**	**3.171,0**

(1) Cette colonne ne tient pas compte de 11.430 DEFM en région Rhône-Alpes, non comptabilisés en décembre 1993.

TABLEAU C.01-18

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387.034**	96.353	42.455	71.582	59.194	42.037	29.999	45.414
dont : Actifs	**172.442**	///	6.583	56.776	50.346	34.247	19.619	4.871
Sexe masculin :								
Population totale	**189.187**	48.709	21.600	35.392	28.917	20.331	14.366	19.872
dont : Actifs	**93.949**	///	3.954	29.789	27.093	18.810	11.376	3.027
Sexe féminin :								
Population totale	**197.847**	47.644	20.855	36.190	30.277	21.706	15.633	25.542
dont : Actifs	**78.493**	///	2.629	26.987	23.253	15.437	8.243	1.944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114.808**	38.311	10.662	20.676	19.520	12.291	6.577	6.771
dont : Actifs	**48.803**	///	1.786	15.397	15.811	9.915	4.593	1.301
Sexe masculin :								
Population totale	**59.799**	19.473	5.363	10.975	10.316	6.776	3.572	3.324
dont : Actifs	**30.169**	///	1.030	9.279	9.652	6.355	2.990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55.009**	18.838	5.299	9.701	9.204	5.515	3.005	3.447
dont : Actifs	**18.634**	///	756	6.118	6.159	3.560	1.603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359.579**	82.989	35.549	68.421	52.804	38.134	31.375	50.347
dont : Actifs	**164.877**	///	4.579	54.834	46.511	32.474	21.311	5.168
Sexe masculin :								
Population totale	**173.878**	42.113	18.145	33.859	25.226	17.952	14.751	21.837
dont : Actifs	**86.553**	///	2.928	28.665	23.610	16.692	11.659	2.999
Sexe féminin :								
Population totale	**185.701**	40.876	17.404	34.562	27.578	20.182	16.624	28.475
dont : Actifs	**78.324**	///	1.651	26.169	22.901	15.792	99.652	2.169

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-18 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
REUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597.828**	176.608	62.092	116.227	88.502	59.391	43.612	51.396
dont : Actifs	**233.622**	///	10.622	87.503	67.830	42.300	22.600	2.867
Sexe masculin :								
Population totale	**294.256**	89.177	31.431	57.245	43.629	29.826	21.250	21.698
dont : Actifs	**137.658**	///	6.151	48.585	40.124	26.238	14.723	1.937
Sexe féminin :								
Population totale	**303.572**	87.431	30.661	58.982	44.873	29.565	22.362	29.698
dont : Actifs	**95.964**	///	4.471	38.918	27.706	16.162	7.777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-19

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

TABLEAU C.01-20

Dépenses pour l'emploi

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	*r* 1991	1992	*p* 1993
Indemnisation du chômage total	76.815,0	79.196,2	87.406,0	101.807,7	115.090,2	122.873,5
Incitation au retrait d'activité	45,135,5	41.072,6	37.120,0	32.664,2	28.918,9	27.641,4
Maintien de l'emploi	2.858,8	2.683,5	*r* 3.465,1	3.482,1	4.056,6	6.278,7
Promotion de l'emploi et création d'emplois	12.441,9	11.283,2	14.575,1	18.355,4	22.830,9	34.336,3
Incitation à l'activité	3.770,3	4.140,7	4.504,4	4.432,3	4.440,7	5.137,5
Formation professionnelle	*r* 57.048,4	*r* 60.661,0	*r* 67.371,5	74.052,3	81.416,7	87.827,0
Fonctionnement du marché du travail	2.903,0	3.084,9	3.780,4	4.229,5	4.745,0	5.003,2
Total	***r* 200.972,9**	**202.122,2**	***r* 218.222,5**	**239.023,6**	**261.499,0**	**289.097,6**
Variation annuelle (en %)	4,5	0,6	8,0	9,5	9,4	10,6

TABLEAU C.01-21

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1988	1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992
Effectifs par type de collectivités (1)					
Organismes régionaux et départementaux	174.691	176.272	177.948	179.230	179.945
dont : métropole	166.056	166.708	168.256	169.035	169.635
Régions	4.209	4.511	5.015	5.720	6.099
Départements	142.224	141.816	141.493	141.049	140.070
Services de l'état	24.623	20.731	17.404	14.575	10.500
Services du département	15.594	82.584	87.027	90.918	94.689
Assistantes maternelles	39.875	38.498	37.062	35.555	34.881
Autres établissements publics départementaux	—	—	11.805	12.273	12.669
Organismes communaux et inter-communaux	823.880	842.641	862.539	876.797	887.500
dont : métropole	791.795	809.833	829.402	843.484	854.272
Organismes communaux	760.267	715.830	795.918	807.630	816.617
dont : communes	701.476	715.830	732.750	742.140	749.594
Organismes inter-communaux	63.613	64.496	66.620	69.165	70.883
Organismes divers d'action locale	24.383	28.491	32.256	36.200	39.502
Ensemble des administrations locales	1.022.955	1.047.405	1.072.743	1.092.227	1.106.947
dont : métropole	980.488	1.003.236	1.028.112	1.046.735	1.061.571
Autres organismes (2)	50.195	51.053	51.986	52.581	51.790
Ensemble	**1.073.151**	**1.098.459**	**1.124.729**	**1.144.808**	**1.158.737**
Travaux d'utilité publique (3)	**89.570**	**72.873**	**99.808**	**138.830**	**181.256**
Effectifs par sexe, statut et condition d'emploi (4) :					
Titulaires	815.676	829.643	843.732	858.026	867.242
dont : femmes (%)	51,7	52,3	52,8	53,2	53,4
Non-titulaires	330.705	346.098	313.120	318.019	321.320
dont : femmes (%)	67,1	67,6	68,4	68,3	68,6
Assistantes maternelles à domicile	57.612	57.412	56.619	56.095	56.095
Total des administrations locales	**1.203.993**	**1.233.153**	**1.213.471**	**1.232.481**	**1.244.657**
Hommes	504.473	508.601	499.587	504.344	506.565
Femmes	699.258	724.552	731.884	728.137	738.092
Temps complet	861.680	879.340	874.776	886.241	894.763
Temps partiel	342.313	353.813	338.695	346.240	349.894
dont : Femmes (%)	78,0	78,9	80,0	80,0	80,2
Titulaires (%)	36,3	35,7	38,8	39,4	39,9

(1) Tous les emplois sont convertis en « équivalent temps complet » au 1er janvier.
(2) OPHLM, CCM, EPIC, associations syndicales autorisées.
(3) A partir de 1990, CES (contrat d'emploi et de solidarité).
(4) Tous les emplois au 31 décembre.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résultats des élections aux comités d'entreprise.

1. Conditions de travail et relations professionnelles.
2. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
3. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.
4. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle selon le nombre de dimanches et le nombre de samedis travaillés dans l'année.
5. Les pénibilités mentales et physiques et les risques liés au travail.
6. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
7. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
8. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
9. Taux de fréquence des accidents de travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
10. Taux de gravité des accidents de travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Conflits du travail.
12. Pourcentage d'absents selon l'activité économique, le sexe et la catégorie.
13. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
14. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements.
15. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
16. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
17. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
18. Décisions prises sur recours hiérarchiques en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre de l'ensemble des maladies indemnisées a peu évolué ces dix dernières années. Ce chiffre global a cependant une signification très relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application. Certaines maladies ont un poids de plus en plus réduit, principalement du fait de la disparition d'activités économiques liées à cette maladie (silicose), plus rarement du fait de préventions mises en œuvre (hépatite virale). D'autres ont un poids croissant, comme celles liées au bruit ou les affections périarticulaires. L'amélioration de l'indemnisation, avec notamment l'élargissement des conditions requises, en est la principale raison.

De 1979 à 1986, le nombre d'accidents avec arrêt et le nombre de morts diminuent régulièrement. Un retournement de cette tendance, commune à des secteurs différemment exposés, se confirme sur les quatre dernières années 1987 à 1990. Cette évolution est également sensible sur le taux de gravité de ces accidents.

Au cours de ces dix dernières années l'importance des conflits évaluée en nombre de jours de grève n'a pratiquement pas cessé de décroître. Mais si les salariés font moins grève, ils la font surtout autrement : le recours croissant aux débrayages réduit le volume des arrêts de travail, sinon leur nombre, tout en maintenant une pression qui rend le climat social toujours pesant. La baisse massive des jours de grève ne s'accompagne donc pas d'un ralentissement équivalent de la fréquence des conflits. Sans qu'on puisse parler de renversement de tendance, en 1993 on assiste même à une très légère remontée des journées de grève par rapport à 1992.

En 1990, le taux d'absence au travail est identique à ce qu'il était dans les années soixante-dix. Il s'élève à 5,3 %. Les ouvriers sont plus souvent absents que les non-ouvriers. L'absentéisme décroît quand on passe des emplois non qualifiés vers des emplois plus qualifiés. La maladie est la principale cause d'absence. Le taux d'absence pour maladie baisse dans l'industrie et augmente dans les services. Celui dû à des accidents de travail a augmenté dans le bâtiment et les services entre 1974 et 1990. Celui provenant d'autres causes que la maladie et les accidents de travail a également augmenté entre les deux dates, mais il reste faible : 1 %.

Trois caractéristiques principales se dégagent de l'étude des résultats des élections aux comités d'entreprise entre 1980 et 1991 : la forte baisse de la participation d'une part; la perte d'influence des organisations syndicales et principalement de la CGT d'autre part; enfin la progression concomitante et rapide des scores réalisés par les candidats non syndiqués.

La baisse de la participation s'accélère depuis 1982-1983 : en cinq élections, le pourcentage d'électeurs inscrits ayant participé au scrutin est passé de 71 % en 1982 à 65 % en 1990.

Le recul continu de la CGT depuis 1966 se poursuit, à un rythme toutefois moins rapide depuis 1986 que durant la décennie précédente.

Il s'accompagne d'un progrès constant des scores réalisés par les listes non syndicales depuis la fin des années 70.

Depuis le milieu des années 80, on observe pour les quatre autres grandes confédérations syndicales un recul certes moins important que celui de la CGT mais néanmoins sensible. Le corollaire en est l'accélération de la progression des non-syndiqués. En 1989, 1990 et 1991 ceux-ci ont obtenu davantage de suffrages que la CGT.

Le recul de l'implantation syndicale se poursuit — de 1987 à 1989 le nombre d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un délégué syndical est passé de 18.600 à 17.600. En parallèle, le nombre des délégués syndicaux est, lui aussi, en baisse sensible, de 43.400 à 41.500; ce recul affecte toutes les grandes centrales syndicales : le nombre des délégués diminue de 8 % pour la CFE-CGC, de 6 % pour la CGT, de 4 % pour la CFDT et la CGT-FO, de 2 % pour la CFTC; il est en hausse de 5 % pour les « autres syndicats ».

De 1987 à 1989, le pourcentage d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) est passé de 67 à 65 %, et le pourcentage des salariés couverts par l'institution, de 82 à 80 %.

En ce qui concerne les licenciements des représentants du personnel, cinq traits essentiels se dégagent en 1991 et 1992 :

— une forte hausse des demandes de licenciement de salariés protégés, notamment pour motif économique;

— une prédominance, parmi ces demandes, de salariés protégés non affiliés à une organisation syndicale;

— une concentration des demandes sur les mandats de délégué du personnel et de membre du comité d'entreprise;

— une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation;

— enfin, les recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail augmentent.

Une forte hausse des demandes de licenciement : 16.750 salariés protégés ont fait l'objet d'une demande de licenciement en 1992, 13 820 en 1991. Après une hausse de 28 % en 1991, l'augmentation est, en 1992, de 21 %. Alors qu'entre 1986 et 1989, il y avait eu une baisse régulière de ce type de licenciement, depuis 1989, la hausse est continue. En 1991 et 1992, les demandes de licenciement pour motif économique constituent l'essentiel de la hausse générale.

Parmi ces demandes de licenciement, on constate une prépondérance de salariés protégés non affiliés à une organisation syndicale : en 1992, environ deux tiers des demandes de licenciement concernent des salariés protégés non affiliés à une organisation syndicale ou d'affiliation non connue. Depuis 1989, la part de cette catégorie n'a cessé d'augmenter : 51 % en 1989, 56 % en 1990, 60 % en 1991.

Les mandats les plus touchés sont ceux de délégué du personnel et de membre de comité d'entreprise. Les autres mandats sont moins affectés, à l'exception de celui de représentant salarié des entreprises en redressement judiciaire, en forte hausse, du fait de la récession. Cette hiérarchie entre mandats est à peu près conforme à l'importance numérique respective de chacun d'eux.

85 % de ces demandes de licenciement font l'objet d'une autorisation. Ce ratio est, depuis 1989, assez stable. Il faut différencier entre les demandes pour motif

économique et celles pour motifs autres : les taux d'autorisations des licenciements pour motif économique sont nettement plus élevés (88 %) que ceux des demandes pour autres motifs (73 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

Les résultats présentés ici sont issus de la troisième enquête sur les conditions de travail, réalisée en mars 1991 et de la deuxième enquête sur les techniques et l'organisation du travail réalisée en mars 1993. Les enquêtes précédentes ont eu lieu en 1978, 1984 et 1987. Organisées et exploitées par la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, ces enquêtes sont réalisées en complément de l'enquête emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi dans un ménage sur trois de l'échantillon de l'enquête emploi, soit environ 21.000 personnes, salariés et non-salariés. Un travailleur sur 900 environ a été interrogé.

Le champ des enquêtes est celui de l'enquête emploi : il inclut l'ensemble des ménages ordinaires de la France métropolitaine, et une partie de la population des communautés, dans la mesure où leurs membres ont des liens familiaux avec des ménages ordinaires. Les personnes sont interrogées, elles-mêmes, à leur domicile, par un enquêteur de l'INSEE. Ces enquêtes fournissent des informations sur le travail, les nouvelles technologies et sur l'organisation du travail tels qu'ils sont perçus par les travailleurs. Dans la mesure du possible, on a cherché à éviter les questions trop subjectives, du type « enquête d'opinion ». Les questions sont les plus factuelles possible.

Avec ces enquêtes, il est possible de comparer les conditions, l'organisation du travail ou l'usage des nouvelles technologies, de professions, de secteurs d'activité différents : les mêmes questions sont posées à toutes les personnes interrogées, quelle que soit la profession exercée.

Il est impossible de déterminer à priori qui est concerné par une contrainte ou une autre. Les résultats des enquêtes ont d'ailleurs montré que si certaines contraintes ou nuisances concernent massivement certaines catégories, elles ne sont pas pour autant totalement absentes dans les autres catégories.

L'enquête permet de connaître la proportion de personnes qui déclarent subir une pénibilité du travail, mais ne fournit pas une mesure de son intensité.

Les thèmes abordés en 1978 et en 1984 ont été maintenus :

— le temps de travail et son organisation : étendue de la journée, temps de transport, type d'horaire, nombre de jours travaillés dans la semaine, contrôle d'horaire;
— l'organisation du travail, les contraintes de rythme, la répétitivité du travail;
— les charges physiques de travail, postures, déplacement, bruit, température;
— les risques infectieux, chimiques, les risques d'accident.

De nouveaux thèmes ont été développés en 1991. Des questions tentent de décrire quelques aspects de la charge cognitive du travail. À des titres et des degrés divers, elles concernent tous les salariés. Mais ces questions nouvelles s'appliquent mieux aux tâches de type tertiaire que les questions traditionnelles de l'enquête sur les pénibilités physiques, les nuisances, les risques. Ainsi l'enquête s'étend, du monde ouvrier industriel, vers des catégories sociales ou des secteurs d'activité plus diversifiés.

La nouvelle enquête « techniques et organisation du travail » de 1993 reprend en partie des questions posées dans la précédente enquête de 1987, ainsi que des questions de l'enquête « conditions de travail » de 1991. Cependant le contexte n'est plus le même qu'en 1991, ce qui rend les comparaisons délicates.

Dénombrer les utilisateurs de matériels modernes n'est pas simple. Il n'existe pas de nomenclature officielle des matériels; ceux-ci subissent un mouvement de transformation rapide, qui rend malaisé la permanence des classifications dans le temps. Les définitions retenues et proposées aux enquêtés sont plutôt extensives. L'utilisation du matériel doit être personnelle. Dans le cas de certains matériels, des cas-frontières existent (exemple, lorsque des postes de travail sont alimentés par un robot, sans que les salariés de ces postes n'interviennent directement dessus). Les durées sont assez approximatives. On considère comme occasionnelles les utilisations de moins d'une heure par jour en moyenne, et comme « gros utilisateurs » ceux qui atteignent ou dépassent trois heures.

L'objectif des enquêtes « techniques et organisation du travail » est d'arriver à caractériser les modes d'organisation du travail à l'aide d'indicateurs indirects; il est très difficile à un salarié de répondre à la question « êtes-vous autonome? »; cette question ne se pose pas forcément ainsi pour lui. D'où un risque de non-réponse ou de réponse pour faire plaisir, se faire valoir. Ce sont donc des questions factuelles et précises qui sont posées dans ces enquêtes, comme par exemple la question « pour faire votre travail, avez-vous la possibilité de faire varier les délais fixés ? ». C'est la manière dont le mode d'organisation est effectivement ressenti par les salarié qui nous intéresse ici, on ne cherche pas à cerner un fonctionnement théorique mais une réalité.

Des questions de l'enquête « techniques et organisation du travail » (enquête complémentaire à l'enquête emploi de 1987) ont également été reprises. L'utilisation des nouvelles technologies est en effet susceptible de modifier les conditions de travail. Il en va de même des nouvelles formes d'organisation qui privilégient l'autonomie ou les capacités d'adaptation à de nouveaux postes de travail.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente.

Dans le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM-TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF, GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T 42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM-TS, Mines et SNCF), le T 46 réglemente celle des salariés agricoles.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère pour une proportion non négligeable de ces accidents de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;
— les accidents de salariés des DOM-TOM;
— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;
— les accidents de titulaires de l'État;
— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales départementales ou locales.

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

La statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en métropole, à l'exclusion de l'agriculture, de la Fonction publique et des agents des collectivités territoriales.

Les données statistiques sur les conflits du travail sont tirées, par agrégations successives, des relevés mensuels eux-mêmes établis par les services extérieurs à partir des fiches rédigées par les inspecteurs du travail à l'occasion de chaque conflit. Elles font l'objet d'une publication dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* du ministère. Un « *Premières informations* » est consacré à la présentation du bilan annuel.

Élections aux comités d'entreprise

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise mis en place en 1974 repose sur l'envoi, par les entreprises concernées, à la section d'inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

Ces procès-verbaux (environ 12.000 par an) sont par la suite codifiés et saisis par les cellules statistiques des directions régionales du Travail et de l'Emploi puis traités à l'Administration centrale. Le système prend en compte les données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du travail ainsi que celles relevant du contrôle des services d'inspection du travail de l'Agriculture et des Transports. Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences (qui tendent à s'atténuer) de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit donc être comparé à ceux des années de même parité.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques du Travail et de l'Emploi.*

Délégués syndicaux

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Cette statistique est couplée depuis 1987 avec celle des délégués syndicaux. Elle concerne les établissements, de 50 salariés et plus, assujettis et relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Représentants du personnel

Depuis 1974, le ministère du Travail procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère du Travail (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève : si ce mot d'ordre est interne à l'établissement où il y a cessation de travail, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est commun à plusieurs établissements

d'entreprises différentes ou à un ensemble d'entreprises, il s'agit d'un conflit généralisé. Ce type de conflit peut donc aussi bien désigner une simple grève sur un petit site industriel local qu'une grande journée nationale d'action.

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit élection pour la création du comité, soit élection pour son renouvellement.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sur les mêmes principes, les conventions et accords pré-électoraux peuvent aller au-delà du 3^{e} collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège : ouvriers d'une part, employés d'autre part.

Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre du Travail.

Taux d'absence

Le taux d'absence est défini comme le nombre d'absents hors congé de maternité rapporté aux effectifs inscrits.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle; direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques;
— INSEE-division « Emploi »;
— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS).

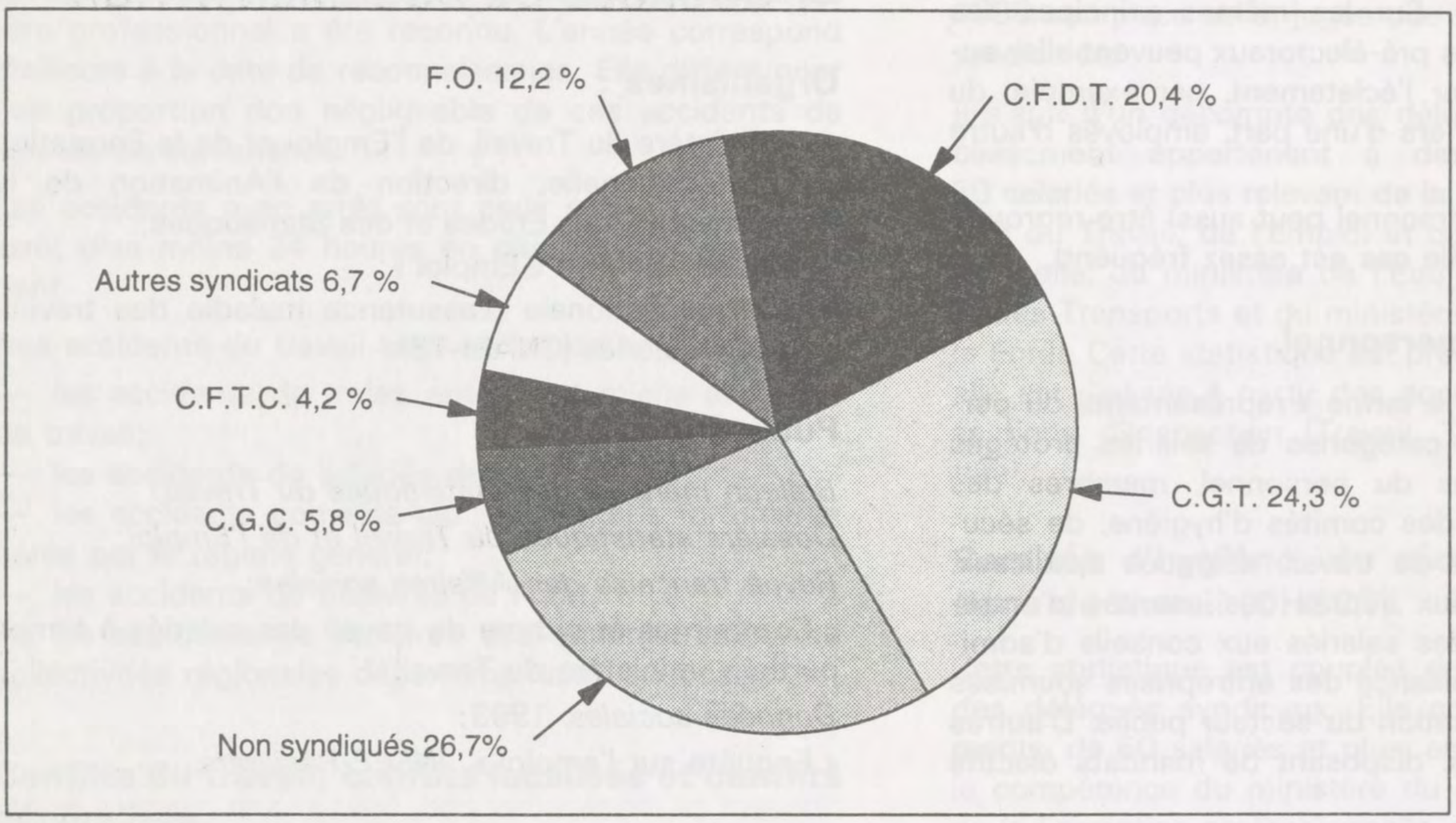
Publications :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;
Dossiers statistiques du Travail et de l'Emploi;
Revue française des Affaires sociales;
« Contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel », ministère du Travail;
Données sociales, 1993;
« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats.*

*
* *

GRAPHIQUE C.02

Résultats des élections aux comités d'entreprise



Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

TABLEAU C.02-1

Conditions de travail et relations professionnelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Conflits du travail :							
Nombre de journées individuelles non travaillées.							
Total	**969.000**	**1.242.200**	**904.400**	**693.700**	**665.500**	**490.500**	**533.200**
dont : imputables aux conflits localisés	511.500	1.094.600	800.200	528.000	497.300	359.200	510.900
Délégués syndicaux :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué	55,1	///	50,9	///	///	///	///
Effectif correspondant	6.171.298	///	6.260.498	///	///	///	///
CHSCT (1) :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	67,1	///	65,0	///	///	///	///
Effectif correspondant (millier)	6.355,8	///	6.313,1	///	///	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-2

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

NAP niveau 15 en U et 40 en T		1989		1990		1991		1992		1993	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	(r) durée effective	durée offerte	(r) durée effective	durée offerte	(r) durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	U 01	1.774	1.578	1.779	1.580	1.779	1.572	1.771	1.549	1.761	1.538
INDUSTRIE (hors BGCA)	U 02 à U 06	1.757	1.615	1.758	1.609	1.758	1.603	1.764	1.607	1.757	1.601
dont : Viandes et produits laitiers	T 02	1.764	1.619	1.764	1.626	1.764	1.625	1.775	1.634	1.764	1.625
Autres produits agricoles et alimentaires	T 03	1.766	1.594	1.766	1.576	1.766	1.574	1.767	1.574	1.761	1.567
Combustibles minéraux solides et cokes	T 04	1.722	1.573	1.722	1.545	1.722	1.535	1.723	1.548	1.722	1.534
Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	T 05	1.729	1.630	1.729	1.634	1.729	1.632	1.734	1.637	1.724	1.628
Electricité, gaz et eau	T 06	1.717	1.596	1.717	1.609	1.717	1.612	1.722	1.617	1.717	1.611
Minerais et métaux ferreux	T 07	1.724	1.585	1.724	1.577	1.733	1.580	1.743	1.588	1.733	1.580
Minerais et métaux non ferreux	T 08	1.737	1.594	1.732	1.582	1.732	1.564	1.742	1.559	1.737	1.555
Matériaux de construction	T 09	1.775	1.637	1.775	1.631	1.775	1.619	1.780	1.620	1.775	1.612
Verre	T 10	1.750	1.609	1.754	1.613	1.750	1.603	1.760	1.610	1.750	1.602
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	T 11	1.711	1.572	1.711	1.565	1.711	1.561	1.721	1.568	1.715	1.564
Parachimie et pharmacie	T 12	1.741	1.587	1.737	1.579	1.737	1.571	1.742	1.572	1.737	1.567
Fonderie et travail des métaux	T 13	1.774	1.643	1.778	1.642	1.774	1.634	1.779	1.638	1.774	1.634
Mécanique	T 14	1.766	1.647	1.766	1.640	1.766	1.634	1.772	1.635	1.766	1.631
Matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	1.748	1.603	1.748	1.598	1.752	1.598	1.758	1.602	1.748	1.594
Biens d'équipement ménager	T 15 B	1.743	1.592	1.743	1.587	1.743	1.581	1.749	1.588	1.743	1.584
Matériels de transport terrestre	T 16	1.759	1.617	1.758	1.609	1.757	1.603	1.763	1.609	1.762	1.609
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.729	1.587	1.729	1.587	1.734	1.587	1.744	1.593	1.739	1.589
Textiles et habillement	T 18	1.777	1.607	1.777	1.586	1.777	1.578	1.782	1.581	1.777	1.577
Cuirs et chaussures	T 19	1.781	1.630	1.781	1.605	1.781	1.595	1.787	1.596	1.777	1.588
Bois, meubles et industries diverses	T 20	1.779	1.641	1.784	1.644	1.779	1.631	1.785	1.632	1.775	1.624
Papier, carton	T 21	1.755	1.622	1.755	1.611	1.755	1.606	1.761	1.609	1.755	1.605
Presse et édition	T 22	1.747	1.611	1.747	1.599	1.747	1.589	1.753	1.591	1.747	1.587
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	1.768	1.626	1.767	1.620	1.767	1.612	1.773	1.612	1.767	1.608
BÂTIMENT, GENIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	U 07	1.784	1.679	1.782	1.677	1.782	1.675	1.787	1.674	1.775	1.665
COMMERCE	U 08	1.761	1.563	1.761	1.566	1.761	1.562	1.767	1.562	1.761	1.558
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	U 09	1.770	1.634	1.770	1.619	1.773	1.620	1.778	1.628	1.770	1.620
dont : Transports	T 31	1.789	1.675	1.789	1.663	1.794	1.667	1.799	1.678	1.789	1.669
Télécommunications et postes	T 32	1.736	1.562	1.736	1.542	1.736	1.536	1.741	1.539	1.736	1.534
SERVICES MARCHANDS (1)	U 10	1.769	1.598	1.770	1.594	1.770	1.590	1.776	1.589	1.770	1.584
dont : Réparation et commerce de l'automobile	T 29	1.788	1.678	1.788	1.673	1.788	1.665	1.794	1.661	1.784	1.653
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	1.817	1.594	1.822	1.591	1.826	1.592	1.827	1.593	1.826	1.593
Services marchands aux entreprises	T 33	1.759	1.624	1.759	1.629	1.759	1.626	1.765	1.628	1.759	1.624
Services marchands aux particuliers	T 34	1.753	1.527	1.753	1.505	1.753	1.499	1.759	1.496	1.753	1.493
SERVICES D'ASSURANCE	U 12	1.715	1.559	1.719	1.552	1.719	1.549	1.720	1.546	1.715	1.542
SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	U 13	1.751	1.600	1.751	1.592	1.751	1.594	1.756	1.599	1.751	1.595
SERVICES NON MARCHANDS	U 14	1.627	1.397	1.527	1.378	1.614	1.389	1.619	1.388	1.592	1.364
Ensemble		**1.724**	**1.547**	**1.716**	**1.539**	**1.721**	**1.538**	**1.725**	**1.537**	**1.710**	**1.523**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-3

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socio-professionnelle

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de Travail et techniques et organisation du travail) *Unité :* %

Catégories socio-professionnelles	Même horaire tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables fixés par l'entreprise	Horaires à la carte	Horaires libres
Cadres					
1984	37	—	18	8	36
1991	23	—	20	13	44
1993	—	1	—	—	—
Professions intermédiaires					
1984	53	5	19	8	16
1991	45	7	16	13	19
1993	—	8	—	—	—
Employés					
1984	62	5	20	7	6
1991	56	8	18	10	9
1993	—	9	—	—	—
Ouvriers					
1984	66	14	13	2	4
1991	63	15	12	4	6
1993	—	18	—	—	—
Ensemble des salariés					
1984	**59**	**8**	**17**	**6**	**10**
1991	**52**	**9**	**16**	**9**	**14**
1993	—	**11**	—	—	—

TABLEAU C.02-4A

Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle selon le nombre de dimanches travaillés dans l'année

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de travail et techniques et organisation du travail)

Catégories socio-professionnelles	Aucun dimanche	De 1 à 15 dimanches	De 16 à 40 dimanches	Plus de 41 dimanches
Cadres				
1984	76	17	5	2
1991	76	17	6	1
1993	78	6	5	1
Professions intermédiaires				
1984	81	11	6	2
1991	79	12	8	1
1993	78	6	7	1
Employés				
1984	78	7	10	5
1991	75	9	13	4
1993	75	4	12	3
Ouvriers				
1984	87	6	5	3
1991	84	8	6	2
1993	84	9	6	2
Ensemble des salariés				
1984	**82**	**9**	**7**	**3**
1991	**79**	**10**	**8**	**2**
1993	**79**	**4**	**8**	**2**

TABLEAU C.02-4B

Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle selon le nombre de samedis travaillés dans l'année

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de travail et techniques et organisation du travail)

Catégories socio-professionnelles	Aucun samedi	De 1 à 15 samedis	De 16 à 40 samedis	Plus de 41 samedis
Cadres				
1984	52	22	8	18
1991	53	22	16	8
1993	57	10	13	5
Professions intermédiaires				
1984	53	15	10	21
1991	52	19	21	8
1993	54	9	19	7
Employés				
1984	49	9	13	28
1991	48	9	20	23
1993	49	6	20	20
Ouvriers				
1984	66	13	8	13
1991	58	19	12	10
1993	58	8	12	9
Ensemble des salariés				
1984	**56**	**13**	**10**	**20**
1991	**53**	**16**	**17**	**14**
1993	**54**	**8**	**16**	**12**

TABLEAU C.02-5

Les pénibilités mentales et physiques et les risques liés au travail

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de Travail)

	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		(1) Ouvriers		Ensemble	
	1984	1991	1984	1991	1984	1991	1984	1991	1984	1991
Principales pénibilités et nuisances physiques										
Rester lontemps debout	20	23	43	44	42	48	68	73	49	53
Respirer des poussières	7	11	15	22	16	25	51	63	27	35
Porter des charges lourdes	4	6	10	19	15	26	40	54	21	31
Pointes de bruits très forts ou très aigus	11	17	22	29	13	20	40	51	24	32
Rester lontemps dans une posture pénible	5	10	9	19	13	26	28	46	17	29
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	10	13	18	27	16	28	19	34	17	28
Ne pas quitter son travail des yeux	6	12	10	20	11	22	26	40	16	26
Risquer des accidents de la circulation en cours de travail	19	28	18	29	10	13	23	32	17	25
Respirer des fumées	6	13	11	17	13	19	21	29	12	21
Risquer de faire une chute grave	4	6	8	13	7	14	27	38	14	21
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	5	6	8	13	4	8	28	40	13	19
Ne pas entendre une personne qui leur parle	—	1	1	2	1	1	6	8	3	4
Facteurs de pénibilité mentale										
Devoir retenir beaucoup d'informations à la fois	///	91	///	80	///	54	///	38	///	57
Devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue	///	55	///	52	///	51	///	42	///	48
Ne pas pouvoir faire varier le délais fixés	///	25	///	27	///	36	///	48	///	37
Ne pas pouvoir interrompre son travail en dehors des pauses	///	20	///	25	///	28	///	30	///	28
Même de niveau modéré, le bruit gêne	///	33	///	34	///	22	///	23	///	26
Ne pas quitter son travail des yeux	///	12	///	20	///	22	///	40	///	26

(1) Pour les facteurs de pénibilité mentale n'ont été pris en compte que les ouvriers qualifiés.

TABLEAU C.02-6

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes sur les conditions de travail) *Unité :* %

	Professions											
	Cadres		intermédiaires		Employés		Ouvriers qualifiés		Ouvriers non qualifiés		Ensemble	
	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993
Terminal relié à un ordinateur	35	38	28	30	24	24	7	9	3	4	20	22
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	37	45	26	33	6	8	3	4	35	31
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	—	47	—	36	—	10	—	5	—	32	—
Minitel	44	56	32	44	25	34	4	7	1	2	21	30
Vidéo	17	24	13	20	3	7	2	4	1	2	7	11
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	2	—	—	3	4	2	3	1	2
Machine à commande numérique	1	1	1	2	—	—	4	7	2	5	1	3
Instruments de mesure	—	12	—	11	—	4	—	10	—	5	—	8
Instruments médicaux	—	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	1
Autres outils	—	4	—	3	—	2	—	2	—	1	—	2

TABLEAU C.02-7

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Affections provoquées par le bruit :						
Total	**1.079**	**1.109**	**860**	**897**	**849**	**941**
T. 42 a (1)	1.044	1.071	820	871	836	925
T. 46 b (1)	35	38	40	26	13	16
Affections périarticulaires :						
Total	**761**	**956**	**1.134**	**1.215**	**1.559**	**2.602**
T. 57 a	655	839	986	1.057	1.360	2.413
T. 39 b	106	117	148	158	199	189
Silicoses :						
Total	**641**	**682**	**776**	**752**	**655**	**290**
T. 25 a	640	682	776	752	654	288
T. 22 b	1	—	—	—	1	2
Ciment :						
Total	**311**	**357**	**372**	**379**	**368**	**369**
T. 8 a	300	342	359	365	358	361
T. 14 b	11	15	13	14	10	8
Amiante :						
Total	**262**	**344**	**371**	**411**	**504**	**507**
T. 30 a	262	344	369	411	504	507
T. 47 b	—	—	2	—	—	—
Hépatites virales :						
Total	**135**	**83**	**78**	**64**	**73**	**76**
T. 45 a	135	83	77	63	73	76
T. 33 b	—	—	1	1	—	—
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :						
Total	**193**	**197**	**236**	**292**	**353**	**314**
T. 65 a	144	146	182	220	306	259
T. 44 b	49	51	54	72	47	55
Bois :						
Total	**108**	**107**	**102**	**105**	**118**	**111**
T. 47 a	99	98	89	85	108	105
T. 36 b (bois exotiques)	9	9	13	20	10	6
Affections respiratoires de mécanisme allergique :						
Total	**162**	**157**	**191**	**218**	**226**	**194**
T. 66 a	96	104	108	144	171	139
T. 45 b	66	53	83	74	55	55
Vibrations et chocs d'outils :						
Total	**120**	**141**	**152**	**147**	**135**	**142**
T. 35 + 48, T. 69 a	95	111	123	115	116	120
T. 29 b	25	30	29	32	19	22
Brucelloses :						
Total	**128**	**101**	**109**	**111**	**88**	**47**
T. 24 a	55	43	38	62	40	5
T. 6 b	73	58	71	49	48	42
Dermatoses dues aux lubrifiants :						
Total	**71**	**77**	**113**	**94**	**116**	**106**
T. 36 a	71	76	110	91	115	106
T. 25 b	—	1	3	3	1	—
Isocyanates organiques :						
Total	**58**	**74**	**72**	**78**	**88**	**111**
T. 62 a	58	74	72	77	88	110
T. 43 b	—	—	—	1	—	1
Amines aromatiques :						
T. 15 a	52	51	54	52	72	68
Acides chromiques, chromates :						
Total	**48**	**29**	**33**	**64**	**49**	**46**
T. 10 a	48	29	32	63	47	44
T. 34 b	—	—	1	1	2	2

NB.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.02-7 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Dérivés halogénés de l'éthylène :							
T. 12 a	**52**	**25**	**31**	**29**	**35**	**42**	**29**
Benzolisme :							
Total	**48**	**45**	**35**	**22**	**29**	**27**	**29**
T. 4 a	48	45	35	21	29	27	29
T. 19 b	—	—	—	1	—	—	—
Aldéhyde formique et polymères :							
Total	**40**	**29**	**39**	**43**	**42**	**53**	**46**
T. 43 a	40	27	39	41	40	52	46
T. 28 b	—	2	—	2	2	1	—
Sidérose (oxyde de fer) :							
T. 44 a	48	38	37	47	55	27	30
Résines époxydiques :							
Total	**71**	**65**	**73**	**62**	**72**	**115**	**73**
T. 51 a	71	65	73	61	72	115	73
T. 37 b	—	—	—	1	—	—	—
Amines aliphatiques et alicycliques :							
T. 49 a	22	21	27	23	16	14	21
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :							
T. 76 a	25	30	19	30	21	33	27
Kératoconjonctivites virales :							
T. 80 a	10	9	8	15	2	8	22
Total des maladies listées	**5.178**	**4.399**	**4.752**	**4.934**	**5.163**	**5.584**	**6.201**
a	**4.795**	**4.019**	**4.369**	**4.470**	**4.707**	**5.174**	**5.803**
b	**383**	**380**	**383**	**464**	**456**	**410**	**398**
Total des maladies indemnisées	**5.395**	**4.632**	**5.022**	**5.269**	**5.537**	**6.012**	**6.533**
a	**4.939**	**4.188**	**4.580**	**4.738**	**5.029**	**5.564**	**6.079**
b	**456**	**444**	**442**	**531**	**508**	**448**	**454**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1.000 salariés et nombre de morts

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salarié (CNAM-TS)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre d'arrêts pour 1.000 salariés						
CNAM-TS	50	50	53	53	54	52
Régimes spéciaux	45	43	43	45	...	...
Ensemble	**49**	**50**	**52**	**52**	...	...
Nombre de morts						
CNAM-TS	1.004	1.112	1.177	1.213	1.082	1.026
Régimes spéciaux	131	130	124	115	...	...
Total	**1.135**	**1.242**	**1.301**	**1.328**	...	...

TABLEAU C.02-9

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1988	1989	1990	1991	1992
Bâtiment, travaux publics (3)	68	70	70	72	71
Industrie du bois	46	48	51	51	50
Pierres et terre à feux	44	46	49	48	47
Transports et manutention	44	46	46	47	45
Alimentation	34	37	38	39	39
Caoutchouc et papier-carton	32	35	33	34	33
Métallurgie	31	32	33	34	32
Industries textiles	24	25	29	28	28
Ensemble du régime général	**27**	**29**	**29**	**29**	**28**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) X 1.000.000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-10

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1988	1989	1990	1991	1992
Bâtiment, travaux publics (3)	2,83	3,00	3,05	3,19	3,27
Industrie du bois	1,36	1,41	1,47	1,55	1,53
Pierres et terre à feux	1,58	1,64	1,73	1,79	1,76
Transports et manutention	1,93	2,10	2,03	2,14	2,09
Alimentation	0,99	1,10	1,13	1,18	1,21
Caoutchouc et papier-carton	0,97	1,08	1,08	1,11	1,09
Métallurgie	0,87	0,92	0,94	0,99	0,99
Industries textiles	0,72	0,79	0,85	0,89	0,89
Ensemble du régime général	**0,93**	**1,00**	**1,00**	**1,07**	**1,06**

(1) Taux de gravité = nombre de journées perdues x 1.000 / nombre d'heures travaillées
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris

TABLEAU C.02-11

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	2.040	1.790	1.572	1.494	1.472
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	243,6	222,0	225,6	195,1	238,7
Journées individuelles non travaillées	Millier	800,2	528,0	497,3	395,2	510,9
Conflits généralisés						
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	54,9	55,8	183,0	123,1	18,4
Journées individuelles non travaillées	Millier	104,2	165,7	168,2	131,3	22,3

TABLEAU C.02-12

Pourcentage d'absents selon l'activité économique, le sexe et la catégorie

En 1990 (par rapport à l'ensemble des salariés)

Source : Ministère du Travail

Secteurs d'activités économiques	Code	Hommes	Femmes	Ouvriers	Non ouvriers	**Ensemble**
Industries de la viande et du lait	02	3,2	2,5	5,0	0,7	**5,7**
Autres industries alimentaires	03	3,1	2,4	4,5	1,0	**5,5**
Pétrole et gaz naturel	05	2,8	1,2	0,8	3,2	**4,0**
Minerais et métaux ferreux	07	4,6	0,4	3,7	1,3	**5,0**
Minerais et métaux non ferreux	08	4,9	0,8	4,5	1,2	**5,7**
Matériaux de construction, minéraux divers	09	5,1	0,8	5,0	0,9	**5,9**
Industrie du verre	10	4,1	1,4	4,9	0,6	**5,5**
Chimie de base, fibres artificielles	11	4,2	0,9	3,2	1,9	**5,1**
Parachimie et pharmacie	12	2,3	2,9	2,9	2,3	**5,2**
Fonderie et travail des métaux	13	4,2	1,4	4,9	0,7	**5,6**
Construction mécanique	14	3,9	1,0	3,9	1,0	**4,9**
Construction électrique	15	2,5	2,6	3,3	1,8	**5,1**
Matériel de transport terrestre	16	4,1	1,5	4,6	1,0	**5,6**
Constructions navale et aéronautique	17	3,9	0,9	2,7	2,0	**4,8**
Industrie textile et habillement	18	1,5	5,0	5,7	0,8	**6,5**
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1,6	4,4	5,5	0,5	**6,0**
Bois, meubles, industries diverses	20	3,3	2,1	4,6	0,7	**5,3**
Papier-carton	21	3,4	1,7	4,4	0,7	**5,1**
Imprimerie, presse, édition	22	2,7	2,0	3,2	1,5	**4,7**
Caoutchouc et matières plastiques	23	3,3	2,3	4,8	0,8	**5,6**
Bâtiment, génie civil et agricole	24	6,2	0,2	5,7	0,7	**6,4**
Commerce de gros alimentaire	25	3,2	1,7	3,2	1,7	**4,9**
Commerce de gros non alimentaire	26	2,5	1,6	1,4	2,7	**4,1**
Commerce de détail alimentaire	27	1,4	4,2	1,1	4,5	**5,6**
Commerce de détail non alimentaire	28	1,5	3,5	0,8	4,2	**5,0**
Réparation et commerce de l'automobile	29	4,1	0,8	3,1	1,7	**4,9**
Hôtels, cafés, restaurants	30	2,1	4,2	1,6	4,8	**6,4**
Transports	31	3,9	1,1	3,2	1,8	**5,0**
Services marchands rendus aux entreprises	33	1,6	1,9	0,7	2,8	**3,5**
Services marchands rendus aux particuliers	34	1,8	4,3	2,8	3,3	**6,1**
Location crédit-bail immobilier	35	2,4	2,6	3,2	1,8	**5,0**
Assurances	36	1,4	4,1	///	5,5	**5,6**
Organismes financiers	37	1,5	3,1	///	4,6	**4,6**
Ensemble des secteurs		**3,1**	**2,2**	**3,3**	**2,2**	**5,3**

TABLEAU C.02-13

Résultats des élections aux comités d'entreprise

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* % des suffrages exprimés

	1988	1989		1990	(1) 1991	1992	
		Avec SNCF	Sans SNCF			Avec SNCF	Sans SNCF
Ensemble des salariés :							
CGT	26,7	25,1	23,0	24,9	20,4	24,3	22,7
CFDT	20,7	21,0	20,3	19,9	20,5	20,4	19,6
CFTC	3,7	4,6	4,4	3,6	4,5	4,2	4,0
FO	13,7	11,2	11,6	12,8	11,7	12,2	12,7
CGC	6,8	5,5	5,9	6,5	6,5	5,8	6,2
Autres syndicats	4,8	6,3	5,6	5,6	5,6	6,7	6,0
Non syndiqués	23,5	26,4	29,1	26,6	30,9	26,4	28,9
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :							
CGT	32,6	30,4	28,1	30,4	25,2	27,9	29,7
CFDT	20,8	21,8	21,0	20,3	20,7	19,9	20,8
CFTC	3,5	4,4	4,1	3,4	4,3	4,0	4,2
FO	14,1	11,9	12,3	13,2	12,3	13,2	12,7
CGC	0,8	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	0,7
Autres syndicats	4,7	5,0	5,1	5,5	5,3	5,5	5,4
Non syndiqués	23,6	26,0	28,8	26,6	31,3	28,7	26,3
Maîtrise, techniciens et cadres deuxième et troisième collèges (2) :							
CGT	12,4	11,2	10,1	11,7	9,6	10,5	11,6
CFDT	20,4	19,0	18,4	19,0	20,2	18,8	19,3
CFTC	4,4	5,2	5,1	4,1	4,8	4,1	4,3
FO	12,7	9,3	9,7	11,7	10,3	11,5	10,9
CGC	21,7	18,1	19,4	20,7	19,0	18,8	17,7
Autres syndicats	5,1	9,7	7,2	6,1	6,3	7,1	9,5
Non syndiqués	23,3	27,5	30,1	26,8	29,8	29,1	26,8

(1) Les élections SNCF prévues en 1991 ont été reportées en 1992.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-14

Etablissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Etablissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectifs des établissements avec délégués (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
50 à 99 salariés	17.528	18.512	39,6	35,7	1.235.948	1.298.556	40,9	37,1
100 à 199 salariés	9.343	9.690	61,4	58,4	1.291.661	1.340.893	62,6	59,6
200 à 499 salariés	5.161	5.189	82,7	77,8	1.553.333	1.551.184	84,0	79,2
500 à 999 salariés	1.252	1.256	93,2	89,4	861.388	850.144	93,4	89,5
1.000 salariés et plus	549	522	95,4	92,3	1.238.968	1.219.721	95,6	91,5
Total	**33.833**	**35.169**	**55,1**	**50,9**	**6.171.298**	**6.260.498**	**74,5**	**70,1**

TABLEAU C.02-15

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Syndicats	1987		1989	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	12.753	29,4	11.930	28,8
CFDT	10.602	24,4	10.200	24,6
CGT-FO	7.967	18,4	7.674	18,5
CFE-CGC	6.086	14,0	5.625	13,6
CFTC	3.196	7,4	3.124	7,5
Autres syndicats	2.774	6,4	2.907	7,0
Total	**43.378**	**100,0**	**41.460**	**100,0**

TABLEAU C.02-16

Etablissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Etablissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
Moins de 300 salariés	28.197	29.169	63,5	61,5	3.100,1	3.179,1	70,7	69,2
De 300 à 499 salariés	2.168	2.142	91,1	88,6	828,8	812,6	91,1	88,8
500 salariés et plus	1.883	1.839	94,1	92,4	2.426,9	2.321,4	94,2	92,7
Total	**32.248**	**33.150**	**67,1**	**65,0**	**6.355,8**	**6.313,1**	**82,3**	**80,4**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-17

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Motifs économiques		Autres motifs		Tous motifs	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992
Nombre de représentants du personnel	11.333	14.229	2.489	2.522	13.822	16.751
Variation par rapport à l'année précédente	34	25	6	1	28	21
Nombres d'autorisations	10.242	12.497	1.844	1.848	12.086	14.345
Pourcentage d'autorisations par rapport aux demandes	90	88	74	73	87	85

TABLEAU C.02-18

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Motifs économiques		Autres motifs		Tous motifs	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992
Nombre de représentants du personnel concernés	278	14.229	2.489	2.522	13.822	16.751
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente	−10	33	6	7	−3	22

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
3. Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
4. Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5. Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public).
7. Salaire minimum de croissance SMIC .
8. Gains mensuels des salariés.
9. Gains mensuels selon l'activité des établissements.
10. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique.
11. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification.
12. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique.
13. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification.
14. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, masculins et féminins dans les secteurs privé et semi-public.
15. Les salaires annuels moyens nets de prélèvements, dans les secteurs privé et semi-public selon la catégorie socioprofessionnelle.
16. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
17. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut.
18. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
21. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans 6 pays de la Communauté européenne.
22. Coût horaire de la main-d'œuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, et les divisions « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus, patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Dans le secteur privé et semi-public, le salaire offert en 1993 pour un travail à temps complet s'établit en moyenne à 10.100 F par mois, déduction faite des prélèvements à la source (cotisations sociales et CSG). La moitié des salariés gagnent moins de 8.250 F par mois, un quart d'entre eux moins de 6.450 F par mois.

Entre 1992 et 1993, le salaire moyen net de prélèvement à la source progresse de 2,5 %, soit 0,4 % en francs constants, ce qui traduit un net ralentissement par rapport aux années précédentes. Si on élimine les effets de structure qui correspondent essentiellement à l'augmentation des qualifications, la hausse est de 1,5 % en francs courants, ce qui conduit à une baisse de 0,6 % en francs constants.

En 1992, les agents des services civils de l'État ont perçu en moyenne un salaire net de prélèvements, c'est-à-dire net de cotisations sociales et de CSG, de 127.220 F soit 10.600 F par mois. Entre 1991 et 1992, le salaire brut moyen par tête a augmenté de 5,2 %. Compte tenu d'une progression des prix à la consommation de 2,4 %, la hausse est de 2,8 % en francs constants. Le salaire moyen net de prélèvements a augmenté de 2,2 % en termes réels; l'évolution est de 3,3 % pour les seules personnes en place. À corps, grade et échelon identiques, la progression est de 0,9 %, toujours en francs constants.

2. MÉTHODOLOGIE

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur les revenus fiscaux...).

Les revenus

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Les comptes de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle sont établis en répartissant le compte de revenu existant dans la comptabilité nationale entre les différentes catégories à partir d'un certain nombre de clés de ventilation dont la plupart sont fournies par l'enquête sur les revenus fiscaux des ménages.

La dernière enquête étant relative aux revenus de l'année 1984, on actualise ses résultats pour obtenir les clés de ventilation relatives à l'année 1989, qui sont donc plus « imprécises » que celles obtenues pour l'année 1984. Les postes les moins biens suivis par cette méthode sont sans doute ceux relatifs aux revenus de la propriété.

Les comptes présentés pour l'année 1989 sont donc une actualisation de ceux établis pour 1984; les évolutions constatées pour certains postes d'une année sur l'autre sont à manipuler avec précaution car elles proviennent dans certains cas d'une actualisation assez « frustre ».

L'exploitation de cette enquête a une périodicité quinquennale, elle porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Le revenu fiscal est constitué de la totalité des ressources des ménages qui sont par nature imposables. On y ajoute les allocations de vieillesse non imposables dites du « minimum vieillesse ».

C'est un revenu avant impôt et transferts familiaux. Il ne s'agit pas du revenu imposable au sens fiscal (base de l'impôt), les divers abattements et déductions prévus par la législation fiscale n'ayant pas été déduits.

Les principaux revenus partiels entrant dans le revenu fiscal sont : les traitements et salaires, les pensions et rentes viagères, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles, les rémunérations de gérants et associés, les revenus de valeurs mobilières, les revenus fonciers.

À partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux des ménages » et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations

familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôt (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

Les salaires

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique et par qualification. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de plus de 10 salariés : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Depuis octobre 1988, date du début de la nouvelle série des enquêtes gains, les gains moyens sont calculés sur l'ensemble des salariés rémunérés pendant le mois d'enquête. Sont donc inclus les salariés à temps partiel et ceux qui sont arrivés dans l'établissement ou qui l'ont quitté au cours du mois d'enquête. Les données collectées concernent le salaire de base, hors primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités.

Les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de la Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) ont deux niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, en 1989, les distributions de primes et d'indemnités se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Le coût de la main-d'œuvre

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 puis sur 1988, et sera réalisée tous les quatre ans à partir de cette date dans les pays de la Communauté, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. En 1988, pour la première fois, certains secteurs des services sont également enquêtés.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes qui ne sont pas versées mensuellement (primes de vacances, primes de fin d'année), les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, préposés de La Poste, commis des administrations centrales et des services extérieures), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes.

Revenu disponible brut

C'est le montant des revenus de l'année qui reste à la disposition des ménages, une fois l'impôt payé, pour consommer ou épargner. Le revenu disponible est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues.

Revenu fiscal

Sous l'étiquette de revenu fiscal, on amalgame différents revenus dont la signification n'est pas la même. Si les salaires et les pensions déclarés par les contribuables correspondent bien à des revenus effectivement perçus, il n'en est pas de même des revenus des entrepreneurs individuels dont l'imposition est souvent basée sur une évaluation forfaitaire. Les revenus d'activité non salariaux estimés par la source fiscale sont très inférieurs aux évaluations plus économiques de ces mêmes revenus en comptabilité nationale. Par suite, les revenus des ménages sont connus avec une précision variable selon les cas : en moyenne bien meilleure pour les salariés et les inactifs que pour les indépendants et les agriculteurs.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1). Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Direction générale des Impôts;

— *Journal officiel;*

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle;

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

---

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moin 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

Publications :

Articles d'*Économie et Statistique :*

« L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales », n° 177, mai 1985;

« Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis », n° 180, septembre 1985;

« Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes continuent à se réduire », n° 210, mai 1988;

« En 1988, les salaires nets ont gagné, 0,7 % de pouvoir d'achat en moyenne », n° 221, mai 1989;

« Les écarts de salaires à l'intérieur de huit pays de la Communauté européenne : des pratiques nationales divergentes », n° 219, mars 1989;

« Au voisinage du SMIC », n° 221, mai 1989;

« Les salaires par modification », n° 221, mai 1989;

« Les salaires et carrières des ingénieurs diplomés », n° 221, mai 1989;

« Ressources et niveau de vie des personnes âgées », Économie et Statistique, n° 222, juin 1989;

« Les inégalités de revenus : quasi-statu quo entre 1979 et 1984 pour les salariés et les inactifs », n° 230, mars 1990;

Autres publications :

« Les salaires dans le secteur privé à la mi-1989 », n° 41, travail et emploi, mars 1989;

« Rencontre européenne sur les salaires :
— quelques manifestations de flexibilités salariales;
— le déplacement du niveau de la négociation salariale;
— les déterminants du salaire;
— pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances;
— le rôle normatif de la négociation salariale de branche », travail et emploi, n° 45, juin 1990.

« Les salaires en 1989. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 93, août 1990;

« La structure des salaires en France - La dernière enquête de 1986 », *INSEE-Résultats,* n° 157, octobre 1991;

« Les agents de l'État au 31 décembre 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 189-190, mai 1992;

« Les salaires en 1990. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 192, juin 1992;

« Les salaires des agents de l'État en 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 201-202, juillet 1992;

« Les salaires des agents de l'État en 1992 », *INSEE-Première*, n° 286, novembre 1993;

« Les salaires des agents de l'État en 1991 et 1992 », *INSEE-Résultats,* n° 333, septembre 1994;

« Les comptes de revenu des ménages par CSP 1984-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 226, décembre 1992;

« Les salaires en 1990. Tome 2 : la fonction publique d'État », *INSEE-Résultats,* n° 238, mai 1993;

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1991 », *INSEE-Première,* n° 211, juillet 1992;

« L'évolution les salaires des agents de l'État en 1991 », *INSEE-Première,* n° 232, novembre 1992;

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1992 », *INSEE-Première,* n° 275, août 1993.

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1993 », *INSEE-Première*, n° 321, juin 1994;

« Le revenu des ménages », *Données sociales,* 1993;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1985-1988 », *Documents du CERC,* n° 93, 1989;

« Les Français et leurs revenus : le tournant des années 1980 », *Documents du CERC,* n° 94, 1989;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France 1986-1989 », *Documents du CERC,* n° 97, 1990;

« Les revenus fiscaux des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 139, 1989;

« Les salaires et la négociation salariale dans le secteur privé à la mi-1992 : la fin d'un cycle ? », *Premières synthèses,* n° 29 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu des ménages par catégorie socio-professionnelle

Année 1989

Source : INSEE — *Unité :* Francs 1989

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	215.990	274.000	260.850	169.900	113.960	112.130	18.240	112.470
Travail salarié	19.350	83.800	251.190	164.160	111.390	109.930	13.600	87.250
Entreprise individuelle	196.640	190.200	9.660	5.740	2.570	2.200	4.640	25.220
Revenu de la production des ménages « purs »	14.280	23.270	14.350	9.440	4.040	3.990	18.330	12.630
Revenu de la propriété	19.400	52.350	26.780	8.850	3.200	3.390	20.140	16.550
Revenu primaire brut	249.670	349.620	301.980	188.190	121.200	119.510	56.710	141.650
Prestations sociales	39.050	30.550	43.130	41.610	38.460	49.430	104.060	65.120
dont : Vieillesse/Survie	10.410	8.460	8.070	5.820	6.830	4.030	76.630	32.200
Revenu disponible avant impôts	288.720	380.170	345.110	229.800	159.660	168.940	160.770	206.770
Impôts sur le revenu et le patrimoine	18.310	51.590	40.070	19.340	10.520	7.400	11.520	17.200
dont : Impôt sur le revenu	11.420	38.500	31.200	14.550	6.960	4.800	6.020	11.690
Revenu disponible brut	270.410	328.580	305.040	210.460	149.140	161.540	149.250	189.570
Nombre de ménages (en milliers)	597,2	1.797,8	1.673,7	2.553,7	2.340	4.631,5	7.951,1	21.545,1

TABLEAU C.03-2

Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Source : Direction générale des impôts et INSEE — *Unité :* Franc

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Revenu fiscal moyen en 1984 r	Evolution 1979-1984 base 100 = 1979
Agriculteurs exploitants	758.352	2.644.424	88.100	191
Professions indépendantes	1.559.529	4.997.084	193.600	168
Cadres supérieurs	1.406.851	4.340.921	229.300	164
Professions intermédiaires	2.616.571	7.753.721	147.800	169
Employés	2.186.235	5.603.742	103.400	171
Ouvriers	4.759.951	15.920.154	95.000	166
Inactifs	7.085.843	12.856.760	81.800	175
Total	**20.373.332**	**54.116.806**	**114.700**	**172**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-3

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Sources : Direction générale des impôts et INSEE — *Unité :* %

Tranche de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Professions indépendantes	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 30.000	18,7	7,7	1,6	1,8	5,0	4,2	14,6	8,2
De 30.000 à moins de 45.000	14,3	4,8	1,0	1,2	5,4	6,1	14,5	8,2
De 45.000 à moins de 60.000	13,5	7,2	1,2	3,6	11,5	14,1	19,1	12,8
De 60.000 à moins de 80.000	14,2	9,0	1,9	9,0	20,0	19,1	15,0	14,3
De 80.000 à moins de 100.000	10,8	8,8	3,2	11,3	14,5	16,6	10,9	12,0
De 100.000 à moins de 125.000	8,2	10,6	8,7	16,4	14,6	17,1	9,5	12,7
De 125.000 à moins de 150.000	6,1	8,6	9,6	14,3	11,8	11,1	6,0	9,3
De 150.000 à moins de 200.000	5,9	12,6	20,2	23,5	11,6	9,0	5,6	10,9
De 200.000 à moins de 300.000	4,7	12,8	32,8	16,0	4,7	2,4	3,4	7,7
300.000 et plus	3,6	17,9	19,8	2,9	0,9	0,3	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-4

Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Source : INSEE — *Unité :* %

	25 ans ou moins	26 à 30 ans	31 à 40 ans	41 à 50 ans	51 à 60 ans	61 à 70 ans	66 à 70 ans	71 ans ou plus	Ensemble
Moins de 30.000	14,4	6,3	5,1	5,6	8,8	7,8	6,3	13,9	8,2
30.000 à moins de 45.000	12,6	5,0	3,3	3,9	6,6	10,2	10,0	19,0	8,2
45.000 à moins de 60.000	21,6	10,5	7,7	7,3	10,1	15,2	22,9	21,6	12,8
60.000 à moins de 80.000	21,0	18,7	13,6	10,8	12,6	16,0	15,9	14,7	14,3
80.000 à moins de 100.000	12,7	16,0	13,3	11,0	11,5	11,7	11,6	9,4	12,0
100.000 à moins de 125.000	10,4	17,4	14,7	13,1	12,9	13,1	11,5	7,9	12,7
125.000 à moins de 150.000	4,6	12,3	12,9	11,1	9,1	7,8	7,4	4,7	9,3
150.000 à moins de 200.000	1,8	9,9	15,9	15,7	12,1	7,7	7,7	4,6	10,9
200.000 à moins de 300.000	0,6	3,0	9,6	14,4	10,4	6,5	3,5	2,8	7,7
300.000 et plus	0,3	0,9	3,9	7,1	5,9	4,0	3,2	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéros de la nomenclature	Etablissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (2)			Effectifs présents au 31 décembre		
		1988	1989	1991	1988	1989	1991	1988	1989	1991
Pêche	T 01	2.974	3.282	2.779	1.629,4	1.531,5	1.432,1	12,8	12,8	12,3
Industries de la viande et du lait	T 02	4.723	4.572	4.233	16.543,4	17.638,0	18.239,4	166,5	178,0	160,1
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	46.364	44.122	43.085	35.708,9	36.553,0	39.387,2	379,4	367,4	363,0
Production de combustibles minéraux solides	T 04	30	27	29	3.547,6	3.849,6	3.157,4	29,7	29,0	24,4
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	288	239	216	6.799,1	6.833,5	7.585,9	33,8	32,4	33,9
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	1.939	1.549	1.649	26.262,6	27.950,7	30.362,1	187,5	192,6	191,7
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	626	613	605	13.020,0	12.064,7	13.193,7	104,6	93,5	91,2
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	492	498	507	6.762,8	6.864,3	7.332,9	50,8	48,6	47,0
Production de matériaux de construction	T 09	8.739	8.509	8.568	15.811,9	16.058,9	16.367,6	145,4	140,2	130,6
Industrie du verre	T 10	1.112	1.112	1.097	6.418,7	6.767,5	7.244,7	55,7	55,3	56,4
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	1.600	1.558	1.538	17.367,5	17.837,6	19.306,5	116,3	117,4	114,8
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3.237	3.242	3.224	25.549,4	27.961,7	31.409,5	181,7	191,1	193,8
Fonderie et travail des métaux	T 13	20.380	20.440	20.836	44.236,3	48.047,4	53.708,8	415,9	434,7	430,7
Construction mécanique	T 14	22.474	22.043	22.927	50.557,6	53.262,3	58.374,3	428,0	435,1	430,0
Construction électrique et électronique	T 15	12.991	13.219	13.803	71.272,1	74.972,6	83.423,3	533,8	539,4	536,1
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2.572	2.581	2.620	39.204,8	42.371,6	45.731,1	348,2	364,7	352,5
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.124	1.071	1.067	21.183,4	22.480,8	24.190,3	135,2	134,1	137,2
Industrie textile et habillement	T 18	17.968	16.552	15.294	33.779,9	33.410,0	33.295,6	387,0	362,3	325,7
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	2.850	2.683	2.459	6.518,0	6.514,0	6.550,5	76,3	75,0	67,2
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	24.084	23.206	22.827	24.816,5	26.050,2	27.836,7	277,4	274,5	264,6
Industrie du papier et du carton	T 21	2.061	2.020	2.041	12.389,6	13.097,2	14.590,9	105,0	106,1	106,3
Imprimerie, presse, édition	T 22	17.140	17.204	17.668	32.622,9	32.809,5	35.257,5	253,5	262,3	254,9
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	5.205	5.294	5.524	19.646,2	23.499,0	26.502,3	191,9	215,4	216,2
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	180.243	173.807	171.604	121.526,3	128.347,6	146.994,3	1.264,8	1.257,2	1.254,5
Commerce de gros alimentaire	T 25	24.841	23.293	22.510	27.822,5	27.403,0	28.679,8	266,8	248,5	239,3
Commerce de gros non alimentaire	T 26	74.474	75.136	78.649	92.884,2	99.219,6	110.683,0	738,5	751,4	755,0
Commerce de détail alimentaire	T 27	72.875	70.139	67.284	41.101,6	42.171,9	47.392,9	539,3	544,0	555,4
Commerce de détail non alimentaire	T 28	172.793	169.311	168.862	60.089,7	63.398,7	69.412,6	738,6	748,0	760,6
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	57.218	55.212	53.606	32.558,2	34.062,5	37.109,6	340,1	337,0	333,6
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	122.006	120.658	125.812	39.677,2	42.983,5	51.568,3	524,9	573,6	633,9
Transports	T 31	46.328	45.978	47.396	93.122,9	98.932,2	109.951,6	840,5	849,1	863,7
Télécommunications et postes	T 32	433	477	575	896,2	1.058,4	1.594,9	7,8	8,3	11,6
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	180.698	194.341	216.521	172.228,4	195.966,4	237.376,7	1.515,0	1.785,1	1.844,9
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	174.239	173.108	179.267	169.587,8	180.836,6	205.231,9	2.014,1	2.062,0	2.190,7
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	9.726	16.742	35.030	7.207,7	8.798,5	9.896,8	85,3	99,2	118,2
Assurances	T 36	7.315	7.590	6.073	20.975,7	21.392,4	23.366,0	163,0	159,9	159,6
Organismes financiers	T 37	14.377	14.507	14.981	63.550,9	65.519,3	71.225,7	425,7	415,7	406,7
Services non marchands	T 38	67.795	66.458	76.474	67.227,8	69.975,4	79.868,9	859,9	873,0	968,9
Total		**1.406.334**	**1.402.393**	**1.459.240**	**1.542.105,7**	**1.638.491,6**	**1.834.833,3**	**14.940,7**	**15.373,9**	**15.637,4**

(1) Non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature.

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1989

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Source : INSEE

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéro de la nomen-clature	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen						
			Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (4)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs (3)	Cadres moyens	Employés	Ouvriers
Pêche	T 01	14,1	131.847	136.386	60.993	136.504	103.192	84.106	95.391
Industries de la viande et du lait	T 02	152,5	87.732	95.869	70.271	204.803	106.201	79.388	69.617
Autres indust. agricoles et alimentaires	T 03	300,6	91.753	102.764	71.000	198.736	114.320	77.738	71.838
Production de combustibles minéraux solides	T 04	24,5	110.200	111.094	93.035	216.672	112.422	88.425	82.382
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	31,1	169.735	183.646	119.669	239.328	135.160	113.933	105.679
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	185,3	124.394	129.337	103.682	206.023	118.932	95.661	88.887
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	97,3	102.783	103.865	91.532	228.191	107.711	91.762	80.925
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	46,6	120.087	123.526	98.904	224.596	123.939	98.058	82.750
Production de matériaux de construction	T 09	129,1	97.146	99.725	81.759	206.655	114.603	94.769	69.347
Industrie du verre	T 10	54,4	106.971	112.035	81.842	227.180	119.937	88.058	77.289
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	111,9	128.432	133.728	102.376	228.838	126.928	99.333	88.166
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	175,8	126.031	146.441	101.352	219.515	127.210	96.750	80.285
Fonderie et travail des métaux	T 13	397,1	95.563	99.471	76.280	203.035	112.412	84.747	71.492
Construction mécanique	T 14	403,7	104.406	109.168	82.216	195.649	114.006	86.184	73.731
Construction électrique et électronique	T 15	495,2	119.234	136.343	83.814	207.087	110.912	95.437	74.657
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	349,1	99.050	103.402	78.826	206.799	112.675	94.808	77.882
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	130,8	133.713	138.108	103.457	203.584	121.445	105.234	90.275
Industrie textile et habillement	T 18	331,4	78.705	104.099	63.921	216.166	113.212	81.384	63.363
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	65,1	76.155	94.395	63.444	197.669	106.856	82.936	63.691
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	246,6	83.340	88.881	69.169	184.417	107.194	79.577	65.015
Industrie du papier et du carton	T 21	100,9	102.678	112.119	79.203	227.297	124.292	92.574	76.628
Imprimerie, presse, édition	T 22	191,3	128.270	144.671	99.666	215.676	137.622	93.900	89.465
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	192,8	92.610	100.863	71.550	207.910	108.933	83.126	70.154
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.137,6	88.552	88.826	84.279	184.373	115.246	84.377	61.725
Commerce de gros alimentaire	T 25	211,3	95.792	103.843	74.295	189.584	106.186	79.142	64.843
Commerce de gros non alimentaire	T 26	644,1	117.628	130.632	89.061	208.404	117.987	82.503	68.875
Commerce de détail alimentaire	T 27	370,9	77.108	90.556	63.329	179.862	92.888	62.021	63.472
Commerce de détail non alimentaire	T 28	496,7	88.228	105.607	75.149	162.629	95.675	72.124	64.267
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	288,7	91.317	94.148	77.313	157.979	113.682	76.035	65.630
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	357,9	76.074	83.943	64.967	147.981	86.482	62.879	62.921
Transports	T 31	754,8	103.059	105.296	91.837	197.270	116.287	87.591	78.687
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	955,5	129.359	155.872	97.043	213.181	114.269	84.542	69.850
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	1.393,2	89.755	101.614	84.166	172.719	107.949	75.475	63.119
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	70,6	87.812	98.308	74.146	182.496	100.502	71.977	62.510
Assurances	T 36	134,0	122.093	154.294	95.932	197.289	114.422	91.854	85.394
Organismes financiers	T 37	376,6	138.594	165.193	109.855	215.887	121.429	101.552	103.451
Services non marchands	T 38	462,1	94.937	110.718	85.075	151.373	100.509	79.293	60.550
Ensemble (5)		**11.881,2**	**101.667**	**111.804**	**83.466**	**195.537**	**112.555**	**79.899**	**70.428**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris les dirigeants d'entreprise
(4) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(5) Non compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-7

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles du salaire horaire

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1989	1990	1991	1992	1993
Métropole :					
SMIC	29,54	30,80	32,30	33,58	34,45
Minimum garanti	15,26	15,76	16,30	16,74	17,02
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane	24,62	25,71	25,71	29	30,79
Réunion	22,98	24,36	24,36	29	30,79

TABLEAU C.03-8

Gains mensuels des salariés

Ensemble des activités du secteur privé

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	1989 Octobre	1990 Octobre	1991 Octobre	1991/90 Octobre (1)	1992 Avril	Avril 92/ Octobre 91 (1)	1992 Octobre
Gains mensuels :							
Cadres	19.370	20.126	21.032	2,8	21.604	2,2	21.812
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	10.659	11.051	11.526	3,3	11.757	1,5	11.974
Employés	7.688	8.016	8.445	3,0	8.601	1,6	8.728
Ouvriers	7.175	7.501	7.879	3,3	7.997	1,1	8.134
Ensemble des salariés	**9.433**	**9.823**	**10.422**	**3,1**	**10.650**	**1,5**	...

(1) Les évolutions en % dans la nouvelle enquête sont calculées sur la partie commune à deux enquêtes successives.

TABLEAU C.03-9

Gains mensuels selon l'activité économique des établissements

Situation en octobre 1993

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	Industrie (non compris le bâtiment)	Bâtiment génie civil et agricole	Industrie (y compris le bâtiment)	Transport (non compris SNCF et RATP)	Commerce	Service	**Total (1)**
Gains mensuels :							
Cadres	22.982	21.700	22.796	20.981	21.434	21.951	**22.162**
Agent de maîtrise, techniciens	12.695	11.882	12.561	12.238	11.715	11.988	**12.297**
Employés	9.757	9.717	9.752	8.799	8.031	9.259	**8.994**
Ouvriers	8.500	8.221	8.441	8.803	7.932	7.883	**8.325**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-10

Evolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

De janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993
Industries de la viande et du lait	T 02	3,2	4,9	3,6	3,9	2,4
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	3,9	5,1	3,8	3,7	2,4
Production de minerais et métaux ferreux; première transformation de l'acier	T 07	5,5	5,6	3,8	...	...
Prod. de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	5,6	4,0	4,2	3,3	3,0
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	3,6	4,7	3,8	3,9	2,5
Industrie du verre	T 10	4,0	4,4	3,0	3,7	2,0
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	4,6	3,8	4,8	3,3	2,4
dont : chimie de base-17		3,9	4,0	4,5	3,1	2,4
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	4,3	4,7	4,0	3,2	3,0
dont : parachimie-18		4,4	4,7	4,0	3,0	2,5
Industrie pharmaceutique-19		4,3	4,7	3,9	...	...
Fonderie et travail des métaux	T 13	4,1	5,3	3,7	3,4	2,0
Construction mécanique	T 14	4,2	4,7	3,6	2,9	2,1
Construction électrique et électronique	T 15	3,8	4,3	3,5	3,0	2,2
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	6,1	2,8	2,6	3,1	2,5
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	3,5	3,2	4,2	4,7	...
Industries du textile et de l'habillement	T 18	4,2	5,1	4,0	3,5	2,6
dont : Industrie textile-44		4,1	5,0	4,1	3,6	2,7
Industrie de l'habillement-47		4,2	5,1	3,8	3,3	2,5
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	4,1	5,2	3,5	3,6	2,4
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	4,1	5,1	3,9	3,2	2,3
dont : Travail mécanique du bois-48		4,5	5,2	3,9	3,4	2,4
Industrie de l'ameublement-49		4,3	4,9	4,2	3,2	2,8
Industries du papier et du carton	T 21	3,7	4,5	3,8	3,9	2,2
Imprimerie, presse, édition	T 22	4,3	6,5	2,0	2,7	3,2
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	3,9	4,4	3,1	3,3	2,1
dont : Industrie du caoutchouc-52		3,9	4,5	3,0	3,8	2,3
Transformation des matières plastiques-53		3,9	4,3	3,2	2,9	2,1
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	5,7	7,5	7,8	4,9	2,8
Commerce de gros alimentaire	T 25	4,9	4,8	3,3	3,8	2,3
Commerce de gros non alimentaire	T 26	4,8	5,0	3,3	3,5	2,5
Commerce de détail alimentaire	T 27	4,3	4,0	3,1	3,4	...
Commerce de détail non alimentaire	T 28	5,1	5,4	2,6	2,9	2,3
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	4,8	5,1	3,6	4,0	2,7
Transports (2)	T 31	3,1	5,0	3,6	2,3	2,8
Regroupement						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	3,6	5,0	3,7	3,8	2,4
Industries des biens intermédiaires	U 04	4,2	4,8	3,7	3,4	2,2
Industries des biens d'équipement	U 05	4,6	3,8	3,2	3,2	1,8
Industries des biens de consommation courante	U 06	4,2	5,2	3,7	3,2	2,6
Commerce	U 08	4,7	4,7	3,2	3,5	2,3
Services marchands	U 10	4,2	5,1	3,3	3,5	2,4
Industrie, non compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 06**	**4,2**	**4,6**	**3,5**	**3,3**	**2,2**
dont : Industrie chimique-17-18-19		4,2	4,4	4,2	3,1	2,7
Industrie, y compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 07**	**4,5**	**5,2**	**4,4**	**3,7**	**2,3**
Tertiaire (2)	**U 08 à U 14**	**4,1**	**4,9**	**3,4**	**3,3**	**2,4**
Services	**U 10 à U 14**	**4,1**	**5,1**	**3,3**	**3,6**	**2,4**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**4,4**	**5,1**	**4,1**	**3,5**	**2,4**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris SNCF et RATP.
(3) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et T 06 : électricité, gaz et eau.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-11

Evolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

De janvier à janvier

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* %

	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993
Manoeuvre :					
Niveau 1	4,2	5,1	3,4	3,8	2,2
Niveau 2	4,1	4,9	3,7	3,4	2,3
Ouvrier spécialisé :					
Niveau 3	4,3	4,8	3,6	3,4	2,4
Niveau 4	4,7	4,6	4,1	3,4	2,3
Ouvrier qualifié :					
Niveau 5	4,4	5,4	4,5	3,5	2,4
Niveau 6	4,4	5,5	4,6	3,7	2,3
Ouvrier hautement qualifié :					
Niveau 7	4,6	6,1	5,1	3,8	2,6
Ensemble des ouvriers	**4,4**	**5,1**	**4,1**	**3,5**	**2,4**

TABLEAU C.03-12

Evolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique

De janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993
Industries de la viande et du lait	T 02	4,0	4,4	2,8	3,9	2,9
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	4,3	5,3	3,2	3,8	2,8
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	3,6	4,5	3,5	3,4	2,8
Industrie du verre	T 10	5,2	4,8	4,0	3,7	2,1
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	4,2	5,2	3,7	3,7	2,1
dont : chimie de base-17		4,2	5,2	3,8	3,5	2,0
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3,9	4,0	4,8	3,2	2,5
dont : parachimie-18		3,5	3,9	4,4	3,2	2,2
Industrie pharmaceutique-19		4,3	4,0	5,2	3,2	3,0
Fonderie et travail des métaux	T 13	4,2	5,6	4,2	3,8	1,4
Construction mécanique	T 14	4,4	5,0	3,5	3,5	2,2
Construction électrique et électronique	T 15	3,9	4,4	3,3	2,2	2,5
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	3,7	4,4	4,3	2,6	2,1
Industries du textile et de l'habillement	T 18	4,3	5,6	4,1	3,5	2,0
dont : Industrie textile-44		4,3	4,6	4,1	3,6	2,2
Industrie de l'habillement-47		4,4	6,9	4,0	3,4	1,6
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	5,4	5,0	4,5	3,2	2,7
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	4,9	5,5	3,9	2,7	2,9
dont : Travail mécanique du bois-48		4,8	6,4	3,3	3,7	1,6
Industrie de l'ameublement-49		5,5	4,5	4,3	2,9	3,2
Industries du papier et du carton	T 21	3,8	4,8	3,6	3,6	1,6
Imprimerie, presse, édition	T 22	4,9	4,6	3,8	2,8	2,5
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	4,7	3,7	3,9	3,6	1,8
dont : Industrie du caoutchouc-52		5,0	2,6	3,8	4,4	2,4
Transformation des matières plastiques-53		4,5	4,5	3,9	2,9	1,4
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	5,4	5,5	5,1	3,6	2,4
Commerce de gros alimentaire	T 25	4,6	5,6	3,4	3,4	1,9
Commerce de gros non alimentaire	T 26	4,6	5,5	3,2	3,6	1,8
Commerce de détail alimentaire	T 27	3,9	5,6	2,8	3,5	2,4
Commerce de détail non alimentaire	T 28	4,3	6,1	2,8	2,8	2,0
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	5,0	4,9	4,2	3,5	2,6
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	5,0	5,3	3,2	3,2	1,3
Services marchands aux entreprises	T 33	4,5	5,5	3,8	3,2	2,3
Services marchands aux particuliers	T 34	...	4,5	2,6	4,6	2,7
Assurance	T 36	4,2	4,5	3,8	5,5	1,7
Organismes financiers	T 37	4,1	4,1	2,7	3,6	2,5
Regroupements :						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	4,2	4,9	3,1	3,8	2,8
Industries des biens intermédiaires	U 04	4,5	4,9	4,0	3,7	1,8
Industries des biens d'équipement	U 05	4,0	4,3	3,7	2,8	2,1
Industries des biens de consommation courante	U 06	4,5	4,8	4,2	3,1	2,4
Commerce	U 08	4,3	5,7	3,0	3,3	2,0
Services marchands	U 10	4,5	5,1	3,4	3,6	2,3
Industrie, non compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 06**	**4,2**	**4,6**	**3,9**	**3,1**	**2,2**
dont : Industrie chimique-17-18-19-		4,0	4,4	4,4	3,3	2,4
Industrie, y compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 07**	**4,4**	**4,8**	**4,0**	**3,2**	**2,2**
Tertiaire (3)	**U 08 à U 14**	**4,3**	**5,1**	**3,2**	**3,5**	**2,3**
Services	**U 10 à U 14**	**4,4**	**4,8**	**3,2**	**3,7**	**2,5**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**4,4**	**5,0**	**3,5**	**3,4**	**2,3**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et T 06 : électricité, gaz et eau.
(3) Non compris SNCF et RATP.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-13

Evolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993
Agents de maîtrise (production) :					
Niveau 1	4,8	4,7	3,8	3,4	2,3
Niveau 2	4,4	4,6	3,5	3,4	2,4
Employés peu qualifiés	4,0	5,0	3,2	3,6	2,1
Employés qualifiés	4,4	5,3	3,3	3,5	2,2
Maîtrise administrative et commerciale	4,2	5,1	2,9	3,4	2,3
Techniciens :					
Niveau 1	4,3	4,6	3,7	3,5	2,3
Niveau 2	4,2	4,6	3,2	2,9	2,3
Ingénieurs et cadres :					
Débutants	4,3	4,3	4,6	2,8	2,2
Confirmés	4,7	4,8	4,4	3,2	2,4
Ensemble des non-ouvriers	**4,4**	**5,0**	**3,5**	**3,4**	**2,3**

TABLEAU C.03-14

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les secteurs privé et semi-public

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1984 et 1991, actualisées pour 1993 — *Unité :* Francs courants

	1991			*r* 1992			1993		
Déciles	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D 1	65.000	56.200	**60.900**	67.300	57.900	**62.900**	68.500	59.100	**64.100**
D 2	73.800	63.700	**69.400**	76.400	65.600	**71.700**	78.000	67.100	**73.200**
D 3	82.400	70.100	**77.500**	85.200	72.300	**80.100**	86.800	74.100	**81.900**
D 4	90.000	77.000	**85.200**	93.100	79.400	**88.000**	95.000	81.600	**90.000**
D 5	99.000	84.500	**93.700**	102.300	87.200	**96.800**	104.400	89.900	**99.100**
D 6	109.900	93.300	**103.800**	113.700	96.400	**107.200**	116.000	99.400	**109.700**
D 7	126.300	104.400	**117.300**	130.800	1.078.000	**121.300**	133.800	111.100	**124.200**
D 8	153.000	119.900	**139.100**	159.400	123.800	**143.900**	162.200	127.300	**147.600**
D 9	207.700	144.300	**184.400**	215.600	149.100	**191.400**	221.400	153.200	**196.900**
D 9/D 1	3,2	2,57	**3,03**	3,2	2,58	**3,04**	3,23	2,59	**3,07**
Salaire moyen	92.000	69.000	**84.000**	109.900	82.900	**100.200**	129.800	99.100	**118.700**

(1) Cotisations sociales et, à partir de 1991, contribution sociale généralisée (CSG)

TABLEAU C.03-15

Les salaires annuels moyens nets de prélèvements (1) dans les secteurs privé et semi-public selon la catégorie socio-professionnelle (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1991 actualisées pour 1993

Unité : francs

	Salaire net moyen			Variation annuelle en % (francs constants)	
	r 1991	*r* 1992	1993	*r* 1992/91	1993/92
Ensemble des salariés	**114.400**	**118.400**	**121.300**	**1,1**	**0,4**
Cadres supérieurs (2)	242.900	248.900	251.900	0,1	−0,9
Professions intermédiaires	128.900	131.600	133.200	−0,3	−0,9
dont : Techniciens, agents de maîtrise	130.100	133.500	135.000	0,2	−1,0
Autres professions	128.200	130.600	132.200	−0,5	−0,8
Employés	85.800	87.700	89.400	0,5	−0,4
Ouvriers	85.700	88.500	89.900	0,8	−0,5
dont : Qualifiés	90.600	93.400	94.700	0,7	−0,8
Non qualifiés	74.400	76.400	77.400	0,3	−0,9
Sexe masculin	125.000	129.500	132.500	1,2	0,3
Sexe féminin	95.700	99.000	101.800	1,0	0,7

(1) Cotisations sociales et, à partir de 1991, contribution sociale généralisée (CSG).
(2) Y compris les salariés chefs d'entreprise.

TABLEAU C.03-16

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'Etat (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense

Année 1992 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat). *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Autres personnels		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**535.300**	**189,7**	**203,4**	**167,3**	**191,4**	**205,2**	**168,2**	**162,7**	**177,3**	**134,2**
Cadres	195.200	204,9	213,3	174,5	205,4	213,6	175,6	199,0	211,1	165,2
Personnels de direction (3)	9.200	367,3	373,0	324,7	369,2	375,1	325,6	316,6	318,3	307,3
Magistrats	5.200	247,9	258,4	236,0	248,3	259,1	236,1	205,2	205,9	198,0
Cadres administratifs	107.400	187,2	196,6	165,7	187,0	195,7	166,3	190,1	208,8	159,1
Cadres techniques	32.000	210,0	216,8	174,0	211,2	218,1	173,2	206,1	212,6	176,3
Officiers (non généraux)	41.400	205,5	207,2	161,8	206,1	207,7	165,0	—	—	—
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	340.100	180,9	194,9	165,3	183,6	198,2	167,6	128,2	137,6	114,4
dont : Enseignants du supérieur	52.700	207,7	219,6	176,2	228,6	239,4	197,8	112,3	118,5	100,4
Personnels de direction du secondaire (4)	31.100	185,7	195,1	170,5	186,1	195,2	171,3	98,6	120,0	94,3
Professeurs agrégés et certifiés (5)	242.200	173,1	184,1	163,3	173,2	184,2	163,5	140,0	158,0	119,2
Professions intermédiaires	**1.019.800**	**125,6**	**128,8**	**121,6**	**128,5**	**131,2**	**125,1**	**100,2**	**108,6**	**88,0**
Instituteurs, professeurs de collège et divers	485.100	126,2	131,1	123,6	132,4	140,2	128,6	84,5	86,6	82,8
dont : Professeurs de collège (non certifiés) et assimilés	171.000	136,9	141,8	132,4	147,4	152,8	142,4	96,4	98,7	94,3
Instituteurs	287.400	125,0	128,8	123,7	125,3	129,0	124,0	83,3	92,6	80,4
Professions de la santé et du travail social, clergé	13.800	112,5	113,4	112,0	114,9	118,4	113,3	88,4	89,8	85,3
Professions administratives	197.800	125,4	131,3	119,3	125,6	131,5	119,5	121,2	127,9	113,3
Techniciens	60.000	135,4	137,0	120,3	135,9	137,3	122,5	132,3	135,5	112,1
Contremaîtres et agents de maîtrise, agents techniques	58.800	113,3	114,4	103,2	107,8	108,7	98,0	123,6	125,1	110,8
Sous-officiers	204.300	125,9	127,4	109,0	125,9	127,4	109,0	—	—	—
Employés et ouvriers	**771.700**	**97,6**	**103,3**	**89,6**	**99,6**	**105,3**	**91,8**	**85,5**	**92,0**	**74,2**
Employés, agents de service et divers	472.700	95,0	100,8	90,8	97,1	102,2	93,2	71,0	75,1	69,5
dont : Employés	403.100	98,4	103,9	94,4	100,4	105,0	96,8	71,6	76,1	70,3
Agents de service	67.300	74,7	80,1	71,6	75,9	81,5	72,6	66,7	70,4	64,6
Personnels de la police et des prisons	110.200	124,3	125,4	105,4	124,3	125,4	105,5	80,6	115,3	70,6
Militaires du rang (engagés)	38.900	85,5	86,2	77,3	87,6	88,8	78,5	82,1	82,4	68,4
Ouvriers	149.900	89,2	92,3	80,4	85,0	87,9	78,1	96,4	99,1	85,9
Toutes catégories	**2.326.800**	**131,0**	**138,6**	**120,6**	**134,5**	**142,1**	**124,1**	**102,0**	**110,8**	**87,6**

(1) Salaire imposable et indemnité pour charges militaires, non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d' inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Ycompris professeurs du nouveau corps des écoles et professeurs de collége hors classe.

TABLEAU C.03-17

Taux des rémunérations annexes des agents de l'Etat (1) par profession et sexe ou statut

Métropole, agents à temps complet (y compris Défense)

Année 1992 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	508.800	184.300	**22,4**	23,0	11,7	26,3	15,9
dont : Personnels de direction	8.800	356.900	**41,7**	42,9	14,4	42,8	34,1
Magistrats	5.000	243.900	**38,6**	38,7	30,9	40,4	36,6
Cadres administratifs	103.300	180.400	**30,5**	31,8	13,9	31,9	27,0
Cadres techniques	30.200	200.900	**40,0**	46,5	21,5	41,5	31,4
Officiers (non généraux)	37.100	204.300	**45,1**	45,1	—	45,5	33,8
Enseignants du supérieur ou chercheurs	52.200	206.300	**11,8**	12,9	2,4	12,6	9,3
Directeurs et inspecteurs du secondaire	29.700	181.000	**10,3**	10,3	4,6	11,0	9,0
Professeurs agrégés et certifiés (2)	234.400	169.900	**16,7**	16,7	9,4	20,3	13,4
Professions intermédiaires	967.200	123.200	**19,0**	19,3	16,2	24,0	13,2
dont : Professeurs de collèges	159.300	132.000	**15,8**	15,6	16,8	16,6	14,9
Instituteurs	272.300	122.100	**9,4**	9,5	2,0	9,5	9,4
Travailleurs sociaux	13.300	110.500	**11,1**	10,8	14,9	12,9	10,1
Professions intermédiaires administratives (3)	192.300	123.000	**22,0**	22,3	15,0	24,3	19,6
Professions intermédiaires techniques	58.500	133.600	**25,1**	27,2	16,3	25,3	23,4
Contremaîtres et agents de maîtrise	57.800	112.700	**22,1**	18,3	28,6	22,8	15,9
Sous-officiers	187.500	125.700	**35,1**	35,1	—	36,0	24,0
Employés et ouvriers	741.300	96.200	**22,2**	21,8	24,7	26,1	16,4
dont : Employés	388.500	96.200	**21,3**	21,1	25,0	24,2	19,0
Personnels de service	64.900	73.500	**8,2**	8,6	4,9	12,2	5,7
Personnels de la police et des prisons	108.000	123.100	**37,0**	37,1	14,2	37,0	37,7
Ouvriers	146.500	88.500	**14,6**	9,1	23,5	16,8	8,0
Ensemble	**2.217.300**	**128.200**	**20,9**	**21,2**	**18,3**	**25,3**	**14,7**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes nettes au salaire net hors rémunérations annexes et hors supplément familial de traitement.
(2) Y compris professeurs du nouveau corps des écoles et professeurs de collége hors classe.
(3) Y compris professions intermédiaires de la police et des prisons.

TABLEAU C.03-18

Eventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles - Hors échelle-lettres

Source : INSEE — *Unité :* franc

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Minimun mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	4.948	5.106	5.265	5.505	5.686	5.782
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	18.517	18.924	19.463	19.824	20.351	20.905

(1) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (exemple «1 % »).
(2) Indice majoré de janvier 1985 à septembre 1988 = 812; d'octobre 1988 à janvier 1989 = 814; de février 1989 à juillet 1990 = 815; à partir de août 1990 = 818.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'Etat (1)

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1989	1990	1991	Ancien Indice (2) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1993
Indices bruts par catégorie :						
Catégorie A	511,6	522,1	533,4	550,1	101,5	104,3
Catégorie B	553,9	567,2	582,2	600,5	101,6	104,7
Catégorie C	583,9	593,4	608,8	629,5	///	///
Catégorie D	670,7	683,3	710,3	739,8	///	///
Catégories C + D	598,4	608,3	625,6	647,6	101,9	105,6
Indice brut d'ensemble	558,7	570,0	584,7	603,8	101,6	104,6
Indice net d'ensemble	518,2	527,7	547,1	562,8	101,6	104,6

(1) A l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'Etat a été rénové en 1992, il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été intégrés dans la catégorie C de 1990 à 1994.

TABLEAU C.03-20

Evolution de la structure des coûts de la main-d'oeuvre

Source : INSEE-OSCE (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre) — *Unité :* %

Eléments du coût de la main-d'oeuvre	Industrie et bâtiment			Commerces, banques, assurances			Total		
	1981	1984	1988	1981	1984	1988	1981	1984	1988
Salaire direct et primes occasionnelles	60,3	57,0	56,1	61,0	57,2	56,3	60,4	57,0	56,1
Congés payés et jours fériés chômés payés	7,3	8,5	8,3	8,0	8,4	8,0	7,3	8,5	8,3
Sécurité sociale légale (URSSAF) (1)	18,9	19,5	19,1	17,7	18,6	18,0	18,6	19,2	18,8
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	7,8	8,2	8,1	7,7	8,4	8,2	7,8	8,2	8,2
Assurance vieillesse et allocations familiales	8,9	9,2	8,9	8,6	8,8	8,6	8,8	9,1	8,8
Accidents du travail	2,2	2,1	2,1	1,4	1,4	1,2	2,0	1,9	1,8
Sécurité sociale conventionnelle	7,6	8,7	9,6	7,0	8,3	9,0	7,5	8,6	9,4
dont : ASSEDICS et FNGS	2,0	2,8	2,8	1,9	2,8	3,0	1,8	2,7	2,9
Caisses complémentaires de retraite et prévoyance	4,5	4,7	5,0	4,5	4,6	4,7	4,5	4,7	4,9
Autres charges sociales diverses	5,9	6,3	6,9	7,3	7,5	8,7	6,2	6,7	7,4
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	8.728	11.913	15.021	9.337	12.510	15.695	8.865	12.062	15.205
Masse des salaires sous plafond (en % du total)	77,0	81,6	80,7	72,9	77,9	76,8	76,1	80,6	79,6

(1) A l'exclusion de l'allocation destinée au Fonds national d'aide au logement (0,10 % sous plafond) et de la taxe sur les transports (assise aussi sur les salaires sous plafond) reportées dans « autres charges ».

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

Unité : % du coût total

	Gain direct	Primes gratifications	Rémunération journalière non ouvrière	Avantages en nature	Coût direct	Charges légales sécurité sociale	Charges conventionnelles sécurité sociale	Formation professionnelle	Autres	Coût indirect
DANEMARK										
1978	86,5	0,7	7,1	0,1	94,4	2,7	1,4	1,4	0,1	5,6
1981	85,4	0,7	8,2	0,1	94,4	2,6	1,2	1,6	0,1	5,5
1984	83,6	0,7	8,0	0,1	92,4	4,6	1,1	1,9	0,1	7,7
1988	83,1	0,8	12,3	0,0	96,2	1,9	1,1	2,3	— 1,5	3,8
ALLEMAGNE (ex-RFA)										
1978	59,4	8,0	10,5	0,2	78,1	16,6	3,4	1,2	0,5	21,7
1981	57,6	8,5	11,3	0,2	77,6	16,6	3,6	1,5	0,7	22,4
1984	56,5	8,6	11,4	0,2	76,7	16,4	4,6	1,6	0,7	23,3
1988	56,0	8,8	11,4	0,2	76,4	16,9	4,6	1,6	0,6	23,7
FRANCE										
1978	56,2	5,3	8,1	1,0	70,6	19,5	6,3	1,4	2,2	29,4
1981	55,6	5,2	8,1	1,1	70,0	18,9	7,6	1,5	2,0	30,0
1984	52,5	5,0	9,4	1,2	68,1	19,4	8,7	1,6	2,2	31,9
1988	51,4	6,2	9,4	1,0	68,0	19,1	9,4	1,8	1,7	32,0
IRLANDE										
1978	77,3	0,9	7,7	0,1	86,0	5,9	5,1	2,1	0,9	14,0
1981	73,9	0,9	9,2	0,1	84,1	7,0	5,6	2,1	1,2	15,9
1984	69,7	1,0	11,7	0,2	82,6	8,6	6,1	1,3	1,4	17,4
1988	70,4	1,4	10,3	0,1	82,2	8,1	7,0	1,1	1,6	17,8
PORTUGAL										
1978										
1981	58,6	11,1	6,1	0,0	75,8	16,2	2,0	2,0	4,0	24,2
1984	58,7	10,3	5,3	0,2	74,5	16,3	2,1	2,0	5,1	25,5
1988	56,0	11,8	6,0	0,4	74,2	18,9	2,8	2,8	1,3	25,8
ROYAUME-UNI										
1978	72,3	1,1	8,3	0,3	82,0	8,9	6,3	1,9	0,9	18,0
1981	69,3	1,0	10,4	0,4	81,1	9,4	6,8	2,0	0,7	18,9
1984	71,3	1,1	10,4	0,2	83,0	7,6	7,0	1,5	0,9	17,0
1988	73,0	1,3	11,0	0,2	85,5	7,3	4,6	1,5	1,1	14,5

TABLEAU C.03-22

Le coût horaire de la main-d'oeuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens (1)

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

Secteurs	NACE	Volume travail en %	Coût horaire Indice (Industrie = 100)						Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année					
			DK	D	FR	IRL	P	UK	DK	D	FR	IRL	P	UK
Energie, eau	1	6,1	—	134,4	153,1	140,4	203,9	135,3	—	1.603	1.541	1.736	1.753	1.758
dont : Electricité, gaz, vapeur	16	3,3	113,8	132,5	163,6	141,4	251,9	123,8	1.728	1.692	1.480	1.731	1.690	1.828
Industrie manufacturière		80,1	98,0	100,3	99,6	95,6	97,8	98,1	1.678	1.645	1.684	1.960	1.947	1.913
dont : Production, transformation des métaux	22	2,6	96,9	107,6	112,3	103,3	153,6	115,7	1.690	1.628	1.645	2.029	1.890	1.886
Production minéraux non métalliques	24	3,3	98,7	88,2	97,2	127,7	103,0	91,3	1.693	1.700	1.702	1.978	1.965	1.938
Industrie chimique	25	6,1	113,2	124,4	132,3	126,1	167,5	123,0	1.696	1.697	1.649	1.992	1.836	1.836
Production de fibres artificielles	26	0,2	—	119.1	123,0	—	177,3	133,2	—	1.673	1.568	—	1.742	1.816
Fabrication d'ouvrages en métaux	31	7,4	93,4	90,4	90,4	88,6	99,6	94,8	1.694	1.644	1.700	2.004	1.973	1.948
Machines, matériel mécanique	32	8,9	95,6	103,0	98,6	86,7	103,7	93,2	1.696	1.644	1.700	1.963	1.987	1.941
Construction machines de bureau	33	1,3	113,6	143,9	178,3	106,2	—	147,5	1.730	1.623	1.678	1.971	—	1.822
Construction électrique, électronique	34	10,1	100,8	105,9	108,8	83,5	147,7	100,8	1.704	1.594	1.682	1.943	1.902	1.861
Automobiles, pièces détachées	35	6,6	90,5	118,9	97,1	64,4	138,9	91,7	1.695	1.566	1.673	1.996	1.968	2.257
Autres matériels de transport	36	2,8	101,1	117,7	130,2	101,3	153,1	115,5	1.687	1.623	1.638	2.040	1.975	1.859
Instruments de précision, optique	37	1,4	94,1	89,3	90,2	89,1	99,6	105,0	1.713	1.647	1.701	1.910	1.902	1.851
Alimentation, boissons, tabac	41-42	7,6	95,8	81,6	87,5	101,1	99,4	85,7	1.626	1.734	1.709	2.011	1.946	1.960
Industrie textile	43	4,0	86,4	73,1	78,3	75,1	75,7	67,5	1.625	1.678	1.670	1.862	1.951	1.883
Industrie du cuir	44	0,3	87,1	63,8	75,2	61,9	78,5	72,2	1.648	1.686	1.683	1.849	1.996	1.954
Ind. des chaussures, de l'habillement	45	3,6	75,1	62,8	68,3	51,7	68,2	57,6	1.629	1.663	1.654	1.880	1.972	1.818
Ind. du bois, meubles en bois	46	3,1	85,2	80,0	74,6	72,3	70,8	85,9	1.684	1.684	1.717	1.984	1.961	1.979
Ind. du papier, imprimerie	47	5,8	119,5	97,7	106,6	117,0	136,9	116,1	1.697	1.668	1.703	1.919	1.914	1.868
Ind. du caoutchouc, plastique	48	3,7	93,8	85,4	87,3	88,8	102,2	87,7	1.670	1.673	1.699	1.940	1.915	1.907
Autres industries manufacturières	49	0,8	93,9	77,4	85,6	82,4	81,3	88,5	1.671	1.643	1.675	1.868	1.958	1.863
Bâtiments, génie civil	50	13,7	106,3	85,7	87,1	92,1	87,2	89,9	1.679	1.664	1.713	2.024	1.984	2.022
Ensemble industrie	**1 à 5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**1.680**	**1.645**	**1.681**	**1.945**	**1.944**	**1.912**

(1) DK = Danemark, IRL = Irlande, P = Portugal, UK = Royaume Uni, D = Allemagne (ex-RFA), F = France.

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts des retraites dans le PIB pour les pays de la Communauté européenne.

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Ensemble de la protection sociale. Prestations sociales par régime et par risque.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par risque dans la CE.
5. Dépenses de protection sociale en pourcentage par rapport au PIB dans la CE.
6. Recettes de protection sociale par type de financement dans la CE.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon la nature du risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie versées par le régime général et l'ensemble des régimes, ventilées par type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale par type.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales : ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales : ensemble des régimes. Familles allocataires, enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales : ensemble des régimes. Montants détaillés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants et bénéficiaires par allocation.
15. Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation.
16. Montant global moyen des retraites selon le sexe.
17. Montant moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité.
18. Prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité. Montants et nombre de bénéficiaires.
19. Minimum vieillesse.
20. Montant annuel des allocations de chômage et de préretraites et nombre de bénéficiaires.
21. Familles bénéficiaires du RMI et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire.
23. Revenu mensuel minimum d'insertion (RMI).

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la division « Études sociales » de l'INSEE, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI).

1. PRÉSENTATION

Sept catégories de régimes, cinq grands risques, un peu plus de 2.000 milliards de dépenses, soit près de 30 % du PIB. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

La protection sociale se définit autant par les risques qu'elle couvre que par les institutions qui la mettent en œuvre.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des Comptes de la protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou les œuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs).

2. MÉTHODOLOGIE

Généralités

À l'heure actuelle, la quasi-totalité de la population bénéficie d'une couverture sociale, l'affiliation à un régime d'assurance sociale s'effectuant avec le versement d'une cotisation qui a un caractère obligatoire. Cependant l'ouverture des droits n'est pas nécessairement la contrepartie d'un versement contributif, notamment pour les prestations accordées au titre de la solidarité comme par exemple le minimum vieillesse.

La protection sociale est variable selon la nature des risques couverts, selon les professions. Sa structure complexe reste marquée par le poids de l'histoire : diversité des régimes, des institutions, variabilité des taux de prise en charge ou de financement.

Les Comptes de la protection sociale — compte satellite de la Comptabilité nationale — retrace l'ensemble des emplois et des ressources qui concourent à l'équilibre du système.

Les prestations sociales sont réparties en six postes :

— le poste « santé » recouvre les assurances maladie, invalidité, infirmité, accidents du travail et maladies professionnelles;

— le poste « vieillesse » correspond aux préretraites, aux pensions contributives ou de solidarité;

— le poste « survie » correspond aux pensions de reversion;

— le poste « maternité-famille » compense une partie des charges liées à la naissance et à l'entretien des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— le poste « chômage-inadaptation professionnelle » regroupe les diverses allocations servies aux personnes privées d'emploi ou certains émoluments versés en vue d'une adaptation professionnelle;

— le poste « divers » regroupe certaines allocations d'assistance ou d'aide sociale. Il comprend le revenu minimum d'insertion (RMI).

L'enquête retraite

En 1988, le SESI a mené, en collaboration avec les caisses de retraite, une opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France. Les organismes de sécurité sociale qui versent des avantages vieillesse ont fourni des informations sur la nature et le montant des prestations servies à un échantillon de personnes âgées tiré du répertoire national d'identification des personnes physiques. Le SESI a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus.

En 1993, cinq générations nées en 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926 sont représentées dans l'échantillon. La population étudiée comprend environ 26 000 personnes qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse; cette population est approximativement représentative de la population globale des retraités.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit sur une base homogène des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents états membres.

3. DÉFINITIONS

L'allocation de solidarité spécifique

Elle fait suite aux allocations du régime d'assurance. Elle concerne les chômeurs de longue durée. À l'opposé, l'allocation d'insertion s'adresse aux personnes qui n'ont pas de référence de travail.

L'assistance : aide sociale et insertion

L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance.

Cette aide dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission ». L'aide sociale est donc un droit qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

La décentralisation, effective depuis le 1er janvier 1984, s'est traduite par un transfert de compétence de l'État aux départements, accompagné du transfert de ressources correspondantes. On distingue désormais les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État.

Les conseils généraux gèrent désormais la très grosse majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution ainsi que le montant minimum des prestations restent toutefois fixés au niveau national.

L'assurance accident du travail et accident de trajet

Elle intervient en cas d'accident ou de maladies subies dans l'exercice de leurs professions par les salariés, en versant des remboursements de dépenses médicales et des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité permanente.

L'assurance décès

Elle garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

L'assurance invalidité

Elle accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

Dépenses et recettes de protection sociale

Les dépenses sont principalement constituées par des prestations : prestations sociales lorsque celles-ci sont servies aux ménages, prestations de services sociaux lorsqu'elles sont, comme les hôpitaux publics dont l'accès est gratuit ou quasi gratuit, versées à des institutions. Sont considérées comme des prestations fiscales, les exonérations ou réductions d'impôt accordées au titre de l'un des risques (quotient familial).

Les recettes de protection sociale sont essentiellement composées de cotisations assises presque exclusivement sur les revenus d'activité professionnelle. Cependant une part importante du financement est assurée par la puissance publique : impôts et taxes affectés, subventions à certains régimes déficitaires, prise en charge des prestations qui relèvent de la solidarité.

Le minimum vieillesse et le fonds national de solidarité

Institué par la loi du 30 juin 1956, le fonds national de solidarité (FNS) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pension de vieillesse ou d'invalidité, dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le « minimum vieillesse ».

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations : le premier étage, dont le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS ...), le second étage est l'allocation du Fonds national de solidarité.

Préretraite

Divers régimes « nationaux » de préretraite se sont succédé. Le premier dispositif important a été celui de la garantie de ressources pour les chômeurs ayant plus de 60 ans et licenciés (GRL). Une extension est intervenue en ouvrant la garantie de ressources aux salariés démissionnaires (GRD). En 1983, l'accès direct à ces dispositifs a été fermé. En 1982 et 1983 la formule de la préretraite démission est offerte aux salariés d'une entreprise ayant conclu un contrat de solidarité avec l'État. Ce régime ne subsiste qu'en cas de préretraite progressive (activité à mi-temps). Le seul régime encore offert est celui de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi versé aux salariés âgés menacés de licenciement et dont l'entreprise a signé avec l'État une convention dans le cadre d'un plan social. Le financement des allocations de préretraite est assuré par l'État.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité qui prend en charge ceux qui ne peuvent pas ou plus se prévaloir du régime d'assurance.

Les prestations familiales

Depuis 1978, les prestations familiales sont ouvertes à l'ensemble des ménages sans référence à des conditions d'activité professionnelle. Les critères d'attribution sont multiples : âge, rang ou nombre des enfants, situation matrimoniale, niveau de ressources.

Les prestations en nature

- Les honoraires privés comprennent :

— les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et de soins divers (D).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux, honoraires);

— des versements au secteur privé (frais de séjour uniquement).

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, KB) : les actes en B et BP sont des actes d'analyses effectuées dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les actes de biologie effectués par les laboratoires dont le directeur n'est pas médecin sont cotés en KB depuis 1981. Les actes d'immunologie utilisant un marqueur sont cotés en BM depuis 1985;

— les remboursements d'appareillages optiques et orthoptiques.

Les prestations en espèces

Elles comprennent les indemnités journalières, les pensions, les rentes.

Les prestations de santé

Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces) les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

Ces prestations (assurances) sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le régime général est le plus important, celui dont bénéficient les salariés du commerce et de l'industrie, ceux du secteur public et diverses catégories non salariées (membres des professions médicales et paramédicales conventionnées, artistes peintres et sculpteurs, étudiants et invalides de guerre).

Les autres régimes sont :

— les régimes agricoles, exploitants et salariés;

— le régime des non-salariés non agricoles (CANAM);

— enfin les régimes des mines, de la SNCF, des militaires, des marins, de la RATP, de la Banque de France, de la Compagnie générale des eaux et des clercs de notaires.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de reversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

La protection sociale

Par protection sociale, on désigne l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui couvrent certains « risques » encourus par les ménages : maladie, chômage, vieillesse, famille...

Le régime d'assurance chômage

Il recouvre les allocations de base et de fin de droits. Elles concernent les travailleurs ayant perdu leur emploi. Lorsque la durée limite des allocations de base est atteinte, l'allocation de fin de droits prend le relais. La durée de versement de ces allocations dépend des durées d'affiliation antérieure.

Les régimes de prestations sociales

Les prestations sociales sont versées par divers régimes qu'on peut regrouper en cinq grands types :

— Les régimes d'assurances sociales : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— Les régimes d'employeurs : sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement,...).

— Les sociétés mutualistes : sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation y est le plus souvent facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation.

— Les régimes d'interventions sociales des pouvoirs publics regroupent trois types de régime :

  — l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante;
  — le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;
  — les autres régimes d'interventions sociales comprennent principalement l'aide au logement (aide personnalisée au logement).

— Les régimes d'interventions sociales des administrations privées : ils sont constitués des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

La retraite de base

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

— le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAVTS) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

— les régimes de non-salariés :
  — la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA);
  — la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC);
  — la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL);
  — la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles;
  — la Caisse nationale des barreaux français (CNBF);
  — la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

— les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais on y rencontre aussi des salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire).

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans ou assumant la charge d'un ou plusieurs enfants. Les étrangers, titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour, peuvent également y prétendre.

Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle ne peuvent bénéficier de l'allocation, sauf si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu a été fixé, au début de la mise en œuvre de la loi, à 2.000 F par mois pour une personne seule. La majoration pour le conjoint ou la première personne à charge (s'il n'y a pas de conjoint) était à cette date de 1.000 F, la majoration pour les autres personnes à charge de 600 F.

En décembre 1992, 575.035 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 96.208 dans les DOM.

Les montants sont régulièrement réévalués depuis la loi. Les majorations pour familles nombreuses ont été accrues en avril 1990.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

En décembre 1992, près de 45 % des allocataires du RMI (depuis au moins 3 mois) avaient signé un contrat d'insertion.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.
— Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville.
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
— Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
— Caisse nationale des allocations familiales.
— Caisse des dépôts et consignations.
— Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
— Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
— Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville :

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (annuel).
— *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).
— *Solidarité-santé. Études statistiques.*
— *Cahiers statistiques solidarité-santé.*
— *Comptes nationaux de la santé* (annuel).

« La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit le poids des prestations » et « Aide à la famille et coûts des enfants », *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987.

« Les comptes de la protection sociale 1981-1990 ». *Documents statistiques,* n° 125, septembre 1991.

« Assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison,* numéro spécial, UNEDIC, janvier 1989.

« L'avenir des retraites », dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

« Les retraites 1993 ». Direction de la Sécurité sociale.

« Les retraites remplacent 80 % du salaire, en moyenne, pour les salariés de la génération 1992 », *Informations rapides,* n° 1.

« En 1990, seule une personne âgée sur huit a encore recours au Fonds national de solidarité », *Informations rapides,* n° 14.

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

Données sociales, INSEE, édition 1993.

« Les prestations familiales au 1er janvier 1993 », Direction de la Sécurité sociale.

« Les bénéficiaires de l'aide sociale, Évolution 1984-1988, Résultats 1988 », *Informations rapides* (ancienne série), n° 171, décembre 1990.

« Les dépenses d'aide sociale, Évolution 1984-1988, Résultats 1988 », *Informations rapides* (ancienne série), n° 172, décembre 1990.

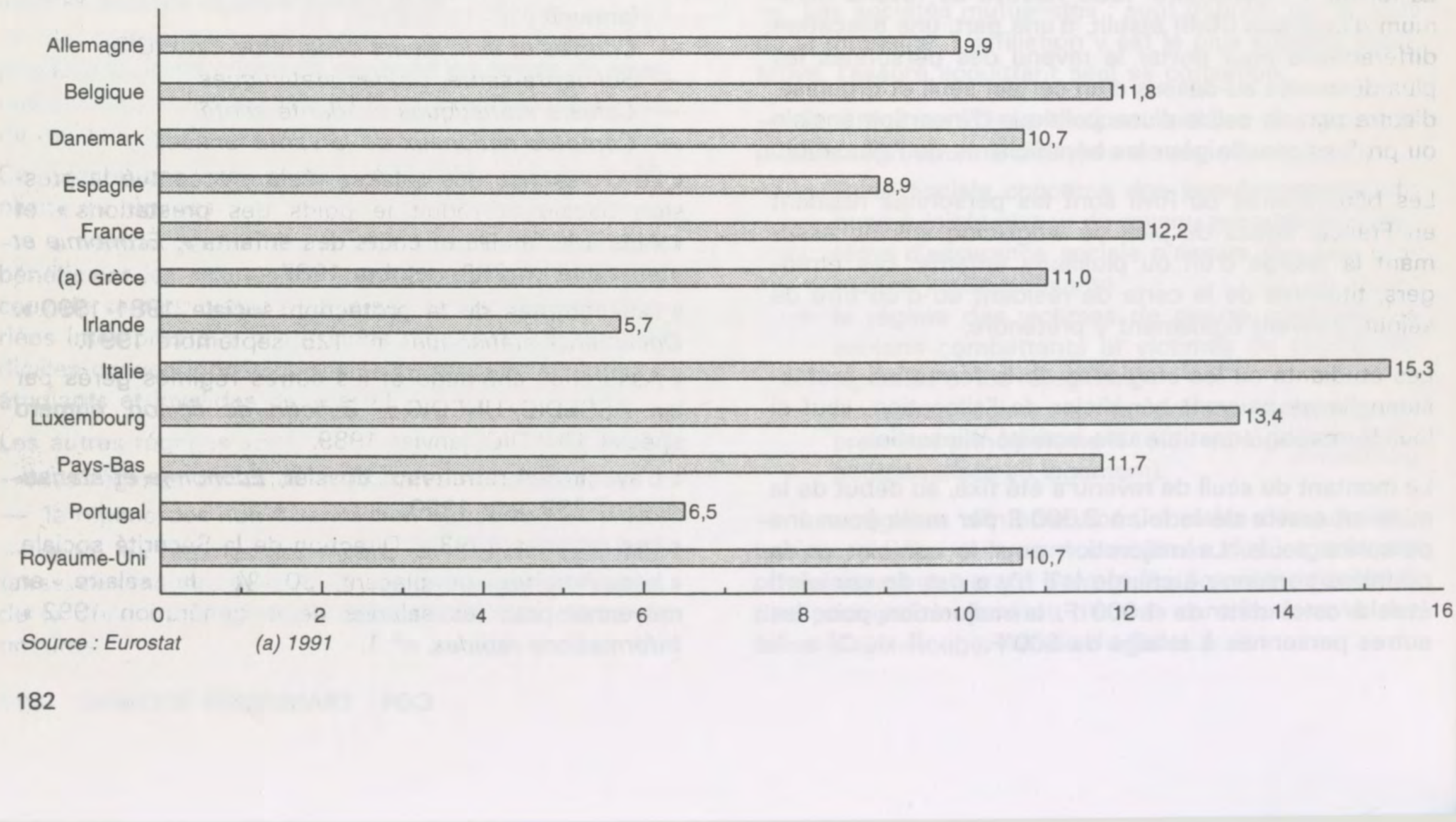
« Dépenses et bénéficiaires d'aide sociale, Résultats 1990 », *Documents statistiques,* n° 164, décembre 1992.

« Profil des signataires et nature des contrats d'insertion du RMI », *Documents statistiques,* n° 137, mai 1992.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Part des retraites dans le PIB pour les pays de la communauté européenne
Année 1992



Source : Eurostat *(a) 1991*

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Unité : Million de francs

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	*p* 1992
EMPLOIS							
Prestations sociales	1.207.500	1.254.694	1.343.066	1.416.020	1.503.082	1.604.306	1.698.128
Prestations de services sociaux	162.909	169.775	180.086	200.078	211.369	222.683	239.854
Prestations fiscales	46.520	50.950	52.230	54.350	57.750	60.800	64.900
Frais de gestion	61.243	62.785	65.624	68.160	72.401	73.914	78.266
Transferts entre régimes	150.363	164.053	177.273	194.365	221.858	232.790	235.376
Frais financiers	2.231	2.258	2.045	1.997	1.672	2.088	4.765
Autres dépenses	7.473	6.992	6.764	6.056	5.717	10.708	13.511
Solde des opérations des DOM	3.640	3.898	3.948	4.004	4.113	6.772	7.373
Total des emplois	**1.641.879**	**1.715.405**	**1.831.036**	**1.945.030**	**2.077.962**	**2.214.061**	**2.342.173**
RESSOURCES							
Cotisations	1.134.665	1.207.154	1.285.780	1.389.779	1.474.573	1.543.412	1.613.895
Impôts et taxes affectés	43.182	51.873	54.959	53.239	63.827	85.220	93.016
Transferts	150.363	164.000	177.273	194.365	221.858	232.790	235.375
Contributions publiques	220.893	224.834	241.660	245.968	240.598	255.496	265.493
Contrepartie des prestations fiscales	46.520	50.950	52.230	54.350	57.750	60.800	64.900
Recours contre tiers	4.127	4.545	4.760	4.321	4.515	4.809	5.090
Revenus des capitaux	24.415	20.932	20.842	21.406	20.688	21.572	21.660
Autres recettes	12.630	14.227	17.317	15.565	20.155	23.100	21.715
Total des ressources	**1.636.795**	**1.738.515**	**1.854.821**	**1.978.993**	**2.103.964**	**2.227.199**	**2.321.144**
Solde opérations courantes	**— 5.084**	**23.110**	**23.785**	**33.963**	**26.002**	**13.138**	**—21.029**

TABLEAU C.04-2

Ensemble de la protection sociale. — Prestations sociales par régimes et par risques

Année 1992 (provisoire)

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Unité : Million de francs

	Santé	Vieillesse survie	Maternité famille	Emploi	Divers	**Total**
REGIMES D'ASSURANCES SOCIALES						
Régimes généraux	**294.275**	**270.445**	**142.483**	**99.198**		**806.401**
Régime général	292.151	263.987	142.483	—	—	**698.621**
Indemnisation du chômage	—	3.963	—	99.198	—	**103.161**
Fonds spéciaux	2.124	2.495	—	—	—	**4.619**
Régimes de salariés	**58.928**	**453.292**	**928**	**812**		**513.960**
Régime direct	12.520	165.444	83	69	—	**178.116**
Régime de salariés agricoles	11.035	23.697	383	—	—	**35.115**
Autres régimes particuliers	24.714	59.104	387	743	—	**84.948**
Régimes complémentaires	10.659	205.047	75	—	—	**215.781**
Régimes de non-salariés	**30.668**	**85.834**	**430**			**116.932**
Exploitants agricoles	18.276	44.747	196	—	—	**63.219**
Non-salariés non agricoles	12.392	41.087	234	—	—	**53.713**
Régimes d'employeurs	**9.543**	**4.795**	**20.369**	**12.840**	—	**47.547**
Sociétés mutualistes	**37.506**	**1.722**	**274**	—	—	**39.502**
Interventions sociales des administrations publiques	**38.905**	**36.709**	**48.179**	**32.522**	**13.441**	**169.756**
Aide sociale	21.343	6.717	2.620	86	1.213	**31.979**
Victimes de guerre	13.961	10.330	—	—	202	**24.493**
Autres interventions sociales	3.601	19.662	45.559	32.436	12.026	**113.284**
Administrations privées	—	—	—	—	**4.030**	**4.030**
Ensemble des régimes	**469.825**	**852.797**	**212.663**	**145.372**	**17.471**	**1.698.128**

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque

Source : Ministère des Affaires sociales,de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Million de francs

	r 1988	r 1989	r 1990	r 1991	r 1992
Santé	**369.574**	**395.235**	**419.035**	**441.430**	**466.280**
Maladie	241.592	263.274	280.038	297.085	316.369
Invalidité, infirmité	96.202	99.632	104.089	108.753	113.169
Accidents du travail, maladies professionnelles	31.780	32.329	34.908	35.592	36.742
Vieillesse-survie	**674.712**	**709.880**	**749.205**	**791.967**	**844.576**
Vieillesse	556.929	586.793	620.346	658.022	702.142
Survie	117.783	123.087	128.859	133.945	142.434
Maternité-famille	**182.643**	**187.846**	**195.825**	**203.927**	**212.173**
Maternité	20.446	17.442	19.132	20.228	20.831
Famille	162.197	170.404	176.693	183.699	191.342
Emploi	**99.706**	**100.007**	**109.032**	**129.875**	**145.372**
Inadaptation professionnelle	17.507	12.527	15.934	20.774	22.948
Chômage	82.199	87.840	93.098	109.101	122.424
Divers	**3.777**	**9.845**	**13.411**	**19.594**	**17.471**
Prestations à des résidents	**1.330.412**	**1.402.813**	**1.486.508**	**1.586.793**	**1.685.872**
Prestations à des non-résidents	**12.644**	**13.493**	**13.063**	**13.320**	**12.256**
Total des prestations sociales	**1.343.056**	**1.416.306**	**1.499.571**	**1.600.113**	**1.698.128**

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par risque dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* %

	1985	1986	1987	1988	1989
Santé (1) :					
Belgique	32,8	33,4	34,2	34,2	35,0
Danemark	31,4	32,2	31,3	31,2	31,2
Allemagne (ex-RFA)	40,5	40,8	40,5	40,2	39,4
Grèce	28,1	28,1	28,0	28,0	...
Espagne	34,3	34,0	34,9	35,4	36,0
France	**33,9**	**34,3**	**34,2**	**34,2**	**34,8**
Irlande	35,6	35,3	34,4	34,3	34,8
Italie	32,0	31,6	33,1	33,5	33,8
Luxembourg	41,1	41,2	40,9	40,6	40,1
Pays-Bas	44,6	44,6	45,6	45,7	46,8
Portugal	49,8	46,7	43,9	46,4	46,2
Royaume-Uni	28,7	29,4	30,7	32,7	...
Europe des Douze	**35,0**	**35,2**	**35,7**	**36,1**	**e 36,2**
Vieillesse/Survie :					
Belgique	42,7	42,6	42,8	43,5	43,4
Danemark	37,2	38,1	37,6	36,6	36,4
Allemagne (ex-RFA)	42,1	41,8	41,6	41,8	42,5
Grèce	57,5	57,9	58,3	58,3	...
Espagne	45,1	46,3	46,9	46,8	46,7
France	**45,6**	**45,1**	**45,1**	**45,0**	**44,6**
Irlande	30,6	30,4	31,1	31,7	32,1
Italie	58,7	59,9	59,6	59,4	59,6
Luxembourg	47,3	46,8	47,2	48,0	47,4
Pays-Bas	30,3	31,4	31,9	34,1	34,5
Portugal	37,2	39,2	42,3	40,6	40,4
Royaume-Uni	41,9	42,3	43,3	43,4	...
Europe des Douze	**44,9**	**45,2**	**45,4**	**45,7**	**e 45,9**
Familles/Maternité :					
Belgique	9,7	9,4	9,3	9,2	9,0
Danemark	10,5	10,8	12,1	12,5	12,0
Allemagne (ex-RFA)	7,6	7,8	7,9	7,8	8,0
Grèce	3,1	2,5	1,9	1,9	...
Espagne	2,3	2,1	2,0	1,9	1,8
France	**11,1**	**10,8**	**10,7**	**10,6**	**10,2**
Irlande	11,8	12,3	12,7	12,4	12,4
Italie	5,8	5,2	4,8	5,0	4,8
Luxembourg	9,5	10,0	9,6	9,7	10,9
Pays-Bas	9,7	9,2	7,2	6,3	5,5
Portugal	7,4	7,7	7,6	7,0	6,9
Royaume-Uni	11,6	11,0	10,8	11,1	...
Europe des Douze	**8,7**	**8,4**	**8,1**	**8,1**	**e 7,9**
Emploi/Chômage :					
Belgique	13,3	13,3	12,4	11,9	11,5
Danemark	15,3	13,2	12,8	, 13,7	14,6
Allemagne (ex-RFA)	6,6	6,5	6,7	6,8	6,3
Grèce	3,0	3,2	3,2	3,2	...
Espagne	17,9	17,1	15,7	15,2	14,7
France	**6,0**	**6,5**	**6,6**	**6,8**	**6,6**
Irlande	16,1	16,3	16,2	15,7	15,1
Italie	3,4	3,0	2,4	2,0	1,7
Luxembourg	1,3	1,3	1,4	1,0	0,8
Pays-Bas	12,1	11,5	11,1	10,3	9,6
Portugal	2,6	3,5	3,1	2,7	3,0
Royaume-Uni	10,8	9,9	7,9	6,2	...
Europe des Douze	**8,2**	**7,9**	**7,3**	**6,9**	**e 6,6**

NB.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite et fin)

Prestations de protection sociale par risque dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : %

	1985	1986	1987	1988	1989
Autres : logement et divers :					
Belgique	1,5	1,3	1,3	1,2	1,1
Danemark	5,5	5,6	6,2	6,1	5,8
Allemagne (ex-RFA)	3,1	3,2	3,3	3,3	3,8
Grèce	8,3	8,2	8,6	8,6	...
Espagne	0,4	0,4	0,6	0,8	0,8
France	**3,4**	**3,4**	**3,4**	**3,4**	**3,7**
Irlande	5,8	5,7	5,6	6,0	5,5
Italie	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0
Luxembourg	0,8	0,7	0,9	0,7	0,8
Pays-Bas	3,2	3,3	4,2	3,6	3,7
Portugal	2,9	2,9	3,2	3,2	3,5
Royaume-Uni	7,0	7,4	7,3	6,5	...
Europe des Douze	**3,3**	**3,4**	**3,4**	**3,2**	**e 3,3**

(1) Santé : maladie; invalidité-infirmité; accident du travail et maladie professionnelle.

TABLEAU C.04-5

Dépenses de protection sociale en pourcentage du PIB dans la CEE (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : %

	1988	1989	1990	1991	1992
Belgique	27,7	26,7	27,0	27,6	27,8
Danemark	29,3	29,6	29,6	30,7	31,4
Allemagne (ex-RFA)	28,3	27,3	27,0	27,0	27,3
Grèce	16,5	16,3	20,5	20,2	19,3
Espagne	17,2	17,3	20,6	21,7	22,5
France	**28,2**	**28,0**	**27,6**	**28,5**	**29,2**
Irlande	22,4	20,6	19,7	20,9	21,6
Italie	23,1	23,2	23,3	24,6	25,6
Luxembourg	26,2	25,6	25,9	27,6	28,0
Pays-Bas	30,9	30,2	32,2	32,5	33,0
Portugal	17,1	18,1	14,9	16,9	17,6
Royaume-Uni	22,1	20,6	22,7	24,7	27,2
Europe des Douze	**25,3**	**24,7**	**25,3**	**26,1**	**27,1**

(1) Prestations de protection sociale + coûts administratifs + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes de protection sociale par type de financement dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : % du total des recettes courantes

	1985	1986	1987	1988	1989
Total des recettes courantes en millions d'Ecu :					
Belgique	31.712	34.083	34.984	36.547	37.552
Danemark	23.523	24.581	26.539	29.148	30.758
Allemagne (ex-RFA)	242.373	266.911	285.513	297.388	312.247
Grèce	6.447	5.699	6.114	6.982	8.052
Espagne	38.232	41.592	45.097	52.012	62.234
France	**203.700**	**211.756**	**219.926**	**230.821**	**246.525**
Irlande	5.929	6.206	6.080	6.193	6.360
Italie	132.709	143.735	153.668	165.885	190.191
Luxembourg	1.288	1.451	1.514	1.622	1.802
Pays-Bas	63.534	65.640	68.866	71.527	72.141
Portugal	4.611	5.322	5.592	5.894	7.180
Royaume-Uni	169.814	158.610	163.208	183.917	193.078
Europe des Douze	**923.901**	**965.586**	**1.017.100**	**1.087.937**	**1.168.120**
Cotisations sociales d'employeurs :					
Belgique	40,2	40,5	41,3	40,6	41,2
Danemark	10,1	10,5	10,7	8,4	8,7
Allemagne (ex-RFA)	40,9	41,1	40,9	40,8	40,4
Grèce	46,9	46,1	41,2	41,2	...
Espagne	52,4	51,4	52,3	51,7	53,2
France	**52,3**	**52,8**	**52,2**	**51,8**	**51,7**
Irlande	22,2	22,0	22,1	23,3	23,6
Italie	52,6	53,4	52,2	51,9	52,6
Luxembourg	33,4	32,2	33,4	32,3	32,6
Pays-Bas	31,9	33,3	33,3	32,7	31,2
Portugal	47,7	52,8	51,9	49,5	49,1
Royaume-Uni	29,6	28,7	28,4	29,2	...
Europe des Douze	**42,0**	**42,5**	**42,2**	**41,9**	**42,2**
Cotisations sociales de personnes protégées :					
Belgique	24,3	24,9	26,7	25,9	26,4
Danemark	4,0	4,1	4,3	4,4	5,0
Allemagne (ex-RFA)	30,1	30,2	30,2	30,4	30,5
Grèce	37,1	37,4	33,8	33,8	...
Espagne	19,9	20,2	19,4	18,8	18,5
France	**25,0**	**26,0**	**27,0**	**27,4**	**28,7**
Irlande	12,4	12,3	13,1	14,7	15,2
Italie	14,6	15,6	16,1	15,6	14,7
Luxembourg	25,6	23,7	23,3	22,9	22,9
Pays-Bas	36,1	34,5	35,8	36,0	34,9
Portugal	16,1	16,2	19,3	18,7	18,6
Royaume-Uni	16,6	16,8	16,8	17,3	...
Europe des Douze	**23,3**	**23,8**	**24,2**	**24,1**	**24,0**
Contributions publiques :					
Belgique	31,5	30,6	28,0	29,5	28,4
Danemark	78,5	77,7	78,1	80,3	79,6
Allemagne (ex-RFA)	25,4	25,2	25,5	25,6	26,2
Grèce	7,5	9,5	16,8	16,8	...
Espagne	25,8	26,5	26,1	27,4	26,3
France	**19,6**	**18,3**	**18,2**	**18,2**	**17,2**
Irlande	64,5	64,9	63,9	61,1	60,0
Italie	29,5	27,8	28,7	29,5	29,8
Luxembourg	34,1	37,6	36,8	38,6	37,7
Pays-Bas	16,3	15,6	14,0	14,5	16,6
Portugal	33,2	27,0	24,7	27,0	27,2
Royaume-Uni	43,7	43,9	42,6	41,3	...
Europe des Douze	**29,2**	**28,3**	**28,0**	**28,4**	**28,4**
Autres recettes en % du total des recettes courantes :					
Europe des Douze	**5,6**	**5,4**	**5,6**	**5,6**	**5,4**

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon la nature du risque et le type de prestation

Unités : Million de francs
%

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1985	1988	1989	1990	1991	Evolution annuelle moyenne 1980-1991
Assurance maladie :						
Soins de santé	276.872	335.264	368.488	394.052	417.366	9,9
Indemnités journalières	18.366	17.809	19.116	20.931	22.694	6,1
Total maladie	**295.238**	**353.073**	**387.604**	**414.983**	**440.060**	**9,7**
Assurance maternité :						
Soins de santé	8.245	9.437	9.641	10.093	10.560	7,1
Indemnités journalières	7.077	7.692	8.230	8.944	9.755	8,4
Total maternité	**15.322**	**17.129**	**17.871**	**19.037**	**20.315**	**7,7**
Assurance invalidité	**14.530**	**15.807**	**15.992**	**16.174**	**16.470**	**6,5**
Assurance décès	**952**	**904**	**917**	**961**	**987**	**2,6**
Assurances AT et MP (1) :						
Soins de santé	4.175	4.785	5.158	6.774	5.894	6,8
Prestations en espèces	4.763	5.259	5.953	6.693	7.341	7,8
Incapacité permanente (2)	22.317	22.835	23.426	24.147	24.607	5,6
Total AT + MP (1)	**31.254**	**32.880**	**34.537**	**37.614**	**37.842**	**6,2**
TOTAL GENERAL	**357.296**	**419.793**	**456.921**	**488.769**	**515.674**	**9,2**

(1) AT = Accidents du travail; MP = Maladies professionnelles.
(2) Rentes + autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie versées par le régime général et l'ensemble des régimes, ventilées par type de prestation

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Unité : Million de francs

	Régime général				Ensemble des régimes			
	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991
Consultations	15.530	16.434	17.629	18.998	18.616	19.582	20.885	22.299
Visites	4.923	5.330	5.662	5.928	6.419	6.918	7.342	7.603
Chirurgie [K, KC] (1)	9.287	10.480	11.592	12.878	11.927	13.011	14.361	15.797
Radiologie [(Z, ZB] (2)	5.787	6.462	6.715	6.896	7.099	7.897	8.184	8.359
Autres	2.117	2.335	2.572	2.681	2.860	3.485	3.740	3.907
Total honoraires médicaux	**37.644**	**41.041**	**44.170**	**47.381**	**46.921**	**50.893**	**54.512**	**57.965**
Honoraires dentaires	9.603	10.071	10.310	10.728	11.588	12.093	12.318	12.722
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**47.247**	**51.112**	**54.480**	**58.109**	**58.509**	**62.986**	**66.830**	**70.687**
Versements aux établissements du secteur public	130.386	142.629	153.709	161.356	...	(3) 175.585	(3) 189.292	198.434
Versements aux établissements du secteur privé	18.547	20.415	21.957	22.829	...	(3) 28.717	(3) 30.685	31.414
Total versements aux établissements d'hospitalisation	**148.933**	**163.044**	**175.666**	**184.185**	**187.781**	**204.334**	**220.001**	**229.848**
Pharmacie	36.075	41.697	43.453	47.406	47.905	54.923	57.127	61.604
Actes en AM et SFI (4)	11.183	12.818	14.068	15.672	14.685	16.733	18.375	20.329
Actes en B, BP, BM et KB (5)	8.405	9.361	9.173	9.817	10.549	11.727	11.421	12.094
Optique et orthopédie	2.724	3.172	3.974	4.683	3.578	4.134	5.155	5.994
Total prescriptions	**58.387**	**67.048**	**70.668**	**77.578**	**76.717**	**87.517**	**92.078**	**100.021**
Autres prestations	9.456	10.496	11.491	12.775	12.257	13.651	*r* 15.141	16810
Prestations en espèces	16.706	17.974	19.724	21.434	17.809	19.116	20.931	22694
Total maladie	**280.729**	**309.674**	**332.029**	**354.081**	**353.073**	**387.604**	***r* 414.991**	**440.060**

(1) K, KC : actes de chirurgie et de spécialités.
(2) Z, ZB : actes utilisant des radiations ionisantes.
(3) Avant 1991 les versements aux établissements d'hospitalisation effectués par la Compagnie des eaux ne pouvaient pas être ventilés entre établissements publics et établissements privés; par la suite le total des versements était légèrement supérieur à la somme des montants figurant dans les lignes « établissements publics et établissements privés ». A compter de 1991 le régime de la Compagnie des eaux est absorbé par le régime général.
(4) AM, SFI : actes auxiliaires médicaux.
(5) B, BP, BM, KB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale par type

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Unité : Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
DEPENSES BRUTES (1)					
Aide médicale :					
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	///
Interruption volontaire de grossesse	7,4	5,8	5,6	4,9	4,8
Hospitalisation des alcooliques dangereux	0,0	0,0	0,0	///	///
Total	**7,4**	**5,8**	**5,6**	**4,9**	**4,8**
Aide sociale aux personnes âgées :					
Allocations simples	96,9	96,3	97,7	97,2	102,0
Aide sociale aux personnes handicapées :					
Placement en :					
Centre de rééducation professionnelle	6,9	2,1	1,0	4,6	0,5
Centre d'aide par le travail	3.115,9	3.284,7	3.487,4	3.801,4	4.097,2
Sous-total placement	3.122,8	3.286,8	3.488,4	3.806,0	4.097,7
Allocation différentielle	123,4	109,9	99,9	86,4	78,9
Total	**3.246,2**	**3.396,7**	**3.588,3**	**3.892,4**	**4.176,6**
Aide sociale en matière d'hébergement (2)	**1.698,1**	**1.724,0**	**1.781,2**	**1.933,7**	**2.024,7**
Prévention et réadaptation sociale	**35,3**	**51,8**	**88,0**	**105,5**	**47,1**
Sans domicile de secours	**1.081,3**	**1.144,7**	**1.105,7**	**1.040,1**	**1.116,4**
Allocations diverses :					
Allocation de loyer	—	—	—	—	—
Allocation militaire	7,8	7,2	3,0	2,4	2,2
Allocation supplémentaire (FNS)	133,9	93,3	104,2	105,6	109,7
Total	**141,7**	**100,5**	**107,2**	**108,0**	**111,9**
Divers	**149,1**	**155,3**	**185,1**	**124,7**	**153,3**
Frais d'administration et de contrôle	///	///	///	///	///
Total	**6.456,0**	**6.675,1**	**6.958,8**	**7.306,5**	**7.736,8**
DEPENSES NETTES (3)					
Aide sociale à l'enfance	**16.205,9**	**16.695,5**	**16.772,2**	**17.613,9**	...
Aide médicale :					
Aide médicale générale	2.014,9	2.126,3	2.470,9	3.074,3	...
A domicile	644,2	719,2	850,7	875,7	...
Hospitalière	956,4	915,3	887,4	803,7	...
Cotisation d'assurance personnelle (4)	414,3	491,8	732,7	1.394,7	...
Aide médicale aux tuberculeux	15,5	7,6	7,8	7,2	...
Aide médicale aux malades mentaux	136,7	133,6	128,6	133,0	...
Contraception	—	—	—	—	—
Total	**2.167,1**	**2.267,5**	**2.607,3**	**3.214,5**	...
Aide sociale aux personnes âgées	**6.054,4**	**6.010,7**	**5.998,5**	**6.211,5**	...
A domicile	1.566,1	1.439,1	1.445,1	1.481,3	...
Hébergement	4.488,3	457,6	4.553,4	4.730,0	...
Aide sociale aux personnes handicapées	**9.631,6**	**10.184,3**	**10.958,5**	**12.254,4**	...
A domicile	5.175,5	5.449,3	5.916,3	6.467,2	...
Hébergement	4.356,7	4.653,3	4.988,3	5.717,6	...
Education spécialisée	99,4	81,7	54,0	69,6	...
Service social départemental	**2.318,2**	**2.462,4**	**2.510,5**	**2.667,4**	...
Frais communs	**1.187,6**	**1.281,3**	**1.365,9**	**1.531,6**	...
Total	**37.564,8**	**38.901,7**	**40.212,9**	**43.475,3**	...

(1) Aide sociale relevant de l'Etat.
(2) Centre d'hébergement et de réadaptation sociale.
(3) Aide sociale relevant du département. Les dépenses nettes correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes .
(4) Dépenses brutes en 1985 et 1986, dépenses nettes depuis 1987.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville—SESI

	1987	1988	1989	1990	1991
AIDE RELEVANT DE L'ETAT					
Aide médicale :					
Interruption volontaire de grossesse	8.933	8.342	7.398	7.100	7.200
Aide sociale aux personnes âgées :					
Allocations simples	5.720	5.927	5.666	6.100	5.900
Aide sociale aux personnes handicapées :					
Allocation différentielle	7.671	6.587	5.522	5.000	4.600
Sans domicile de secours :					
Aide médicale générale (3)	93.000	98.000	e 103.000	e 95.000	e 92.500
Hébergement des personnes âgées	3.668	3.728	e 3.417	e 3.400	e 3.400
Hébergement des personnes handicapées	1.558	1.112	e 874	e 800	e 800
Allocations diverses :					
Allocation militaire	931	904	706	600	500
Allocation supplémentaire (FNS)	4.283	4.777	5.071	4.900	4.800
AIDE RELEVANT DU DEPARTEMENT					
Aide sociale à l'enfance :					
Pupilles	8.249	7.012	6.287	5.800	5.150
Décisions judiciaires confiées à l'aide sociale à l'enfance	67.135	66.585	67.038	67.200	67.400
Accueil provisoire	39.057	37.910	35.912	34.100	33.600
Sous-total enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance	114.441	111.507	109.237	107.100	106.150
Enfants sous protection conjointe	26.634	27.513	25.363	24.800	25.100
Enfants AEMO (4)	105.262	108.656	111.533	113.100	114.200
Aide médicale :					
Aide médicale générale :					
Aide hospitalière (5)	290.825	301.410	301.851	313.000	317.300
Assurance volontaire ou personnelle (6)	93.909	96.609	e 159.903	208.200	235.800
Aide médicale aux tuberculeux	689	587	635	700	—
Aide médicale aux malades mentaux	13.656	14.163	16.744	17.400	18.700
Aide sociale aux personnes âgées :					
Hébergement :					
En établissement	142.769	141.480	141.400	140.700	137.800
Chez un particulier	466	450	490	500	750
Sous-total hébergement	143.235	141.930	141.890	141.200	138.550

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.04-10 (suite et fin)

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	1987	1988	1989	1990	1991
Aide à domicile :					
Allocations représentatives de services ménagers	3.500	3.000	2.500	2.100	1.700
Services ménagers	111.700	111.700	111.700	109.100	103.300
Aide sociale aux personnes handicapées :					
Hébergement :					
En établissement	66.452	64.580	67.225	69.500	70.800
Chez un particulier	2.570	2.623	2.573	2.700	2.950
Sous-total hébergement	69.022	67.203	69.798	72.200	73.750
Aide à domicile :					
Aide ménagère	6.866	6.945	7.640	8.100	8.200
Allocation compensatrice	169.980	179.123	194.051	205.600	223.400

(1) De 1981 à 1985 il s'agit de la prise en charge des non-assurés sociaux ou du ticket modérateur, à partir de 1986 il s'agit uniquement de la prise en charge des frais de repas et d'un forfait éventuel.
(2) Nombre d'admissions dans l'année.
(3) Admissions à l'aide médicale à domicile + aide médicale hospitalière.
(4) AEMO, action éducative en milieu ouvert.
(5) Nombre d'admissions dans l'année.
(6) En 1989, y compris les bénéficiaires de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales : Ensemble des régimes. Montant global

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	1991	1992
Tous régimes (1)	125.013	128.817	134.006	138.909	143.713
Hors contribution au FNH (2)	114.307	116.515	120.204	124.009	127.921
Régime général	105.643	109.258	114.449	119.585	124.590
Hors contribution au FNH (2)	95.731	98.125	101.903	105.934	110.093

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales (FNPF); celles versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et du Fonds national de l'habitation (FNH) sont exclues. Les soldes et bonifications des prêts, les accords CEE et l'allocation de logement virtuelle sont pris en compte. L'allocation de logement virtuelle est la contribution de la CNAF au FNH correspondant à l'allocation logement qui serait versée si l'Aide personnalisée au logement (APL) n'existait pas.
(2) Sans compter l'allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales : Ensemble des régimes. Familles allocataires, enfants bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Millier de bénéficiaires

	1987	1988	1989	1990	1991
Familles allocataires :					
Tous régimes	5.873	5.863	5.833	5.856	5.879
dont : régime général	4.803	4.814	4.823	4.863	4.905
Enfants bénéficiaires :					
Tous régimes	12.435	12.430	12.379	12.411	12.433
dont : régime général	10.091	10.154	10.181	10.253	10.326

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales. Ensemble des régimes. Montants détaillés par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unité : Million de francs

	1990	1991	1992
Prestations complément de revenu :			
Allocations familiales	62.834	64.497	65.745
Complément familial	8.364	8.699	9.030
Allocation de parent isolé	3.756	3.841	3.998
Prestations liées à la maternité :			
Allocation pour jeune enfant	19.295	19.953	20.339
Allocation parentale d'éducation	5.971	5.923	5.777
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	279	282
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	...	534	1.804
Prestations spécifiques :			
Allocation de soutien familial	3.515	3.629	3.727
Allocation d'éducation spéciale	1.244	1.331	1.407
Allocation de rentrée scolaire	1.935	1.986	2.047
Logement :			
Allocation de logement à caractère familial	11.901	12.268	12.634
Prime de déménagement	25	24	20
Dépenses diverses :			
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	274	282
Allocation différentielle	167	184	186
Dépenses techniques	530	573	623
Bonification des prêts aux jeunes ménages	63	—	—
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	14	20
Total Prestations familiales (1)	**120.218**	**124.009**	**127.921**
Prestations versées au titre du Fonds national d'Aide au logement [FNAL] (2) :			
Allocation de logement à caractère social	9.327	10.160	12.821
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :			
Aide personnalisée au logement	27.568	29.501	31.162
Prime de déménagement	31	31	23

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement. Ne sont pas pris en compte les services particuliers (SNCF, EDF, GDF, RATP) et les services spéciaux (PTT, autres fonctionnaires, offices et établissements).

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Million de francs
Millier de bénéficiaires

	1990			1991			1992		
	Montants	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	51.345	3.652	9.214	53.163	3.675	9.269	54.577	3.685	9.287
Complément familial	6.867	742	///	7.185	757	///	7.517	775	2.628
Allocation de parent isolé	3.717	129	///	3.803	131	///	3.962	136	227
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant (1)	16.909	1.647	///	17.567	1.659	///	18.020	1.648	2.831
Allocation parentale d'éducation	5.119	156	///	5.105	149	///	4.999	142	483
Allocation de garde d'enfant à domicile	225	1	///	239	11	///	268	14	33
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	///	///	///	517	106	///	1.743	159	249
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	3.167	417	617	3.293	423	///	3.405	426	714
Allocation d'éducation spéciale	1.033	77	80	1.114	80	82	1.184	82	85
Allocation de rentrée scolaire	1.649	2.245	4.397	1.702	2.340	4.431	1.767	2.282	5.743
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	10.817	993	///	11.244	957	///	11.592	939	1.759
Prime de déménagement	23	///	///	22	///	///	20	///	///
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	263	99	///	231	93	326	236	86	296
Allocation différentielle	167	18	///	184	19	42	186	17	38
Dépenses techniques	508	///	///	551	///	///	597	///	///
Bonification des prêts aux jeunes ménages	62	///	///	—	///	///	—	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	6	///	///	14	///	///	20	///	///
Total des prestations familiales (2)	**101.902**	///	///	**105.934**	///	///	**110.093**	///	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) (2) :									
Allocation de logement à caractère social	8.132	911	///	8.849	935	///	11.428	1.308	—
Prestations versées au titre du Fonds national de l'habitation (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	26.214	2.280	///	28.074	2.406	///	29.685	2.450	3.576
Prime de déménagement	30	///	///	30	///	///	20	///	///

(1) Bénéficiaires d'au moins une des prestations énumérées.
(2) Hors allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-15

Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation (1)

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance — avantages principaux uniquement

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Montant mensuel en francs

Régimes de base versant des droits directs	1991 Sexe masculin	1991 Sexe féminin	1991 **Les deux sexes**	1993 Sexe masculin	1993 Sexe féminin	1993 **Les deux sexes**
Un seul régime d'affiliation :						
Régime général (RG)	9.424	5.639	**7.917**	10.322	6.034	**8.459**
Cadres 15 ans et plus (2)	15.045	10.750	**14.473**	15.729	11.079	**14.972**
Cadres moins de 15 ans (2)	9.488	8.236	**9.159**	10.725	8.710	**10.192**
Autres (3)	6.890	5.142	**6.051**	7.446	5.451	**6.395**
Exploitants agricoles	2.350	1.442	**1.883**	2.501	1.500	**1.935**
Fonctionnaires	11.306	9.421	**10.713**	12.175	9.997	**11.230**
dont : Fonctionnaires civils	11.437	9.478	**10.680**	12.171	10.003	**11.135**
Catégories A	14.552	12.167	**13.961**	15.423	12.879	**14.588**
Catégories B	9.124	9.093	**9.106**	9.660	97.771	**9.730**
Autres (C, D)	6.103	6.378	**6.213**	6.793	6.899	**6.858**
Artisans ou commerçants	3.228	2.855	**3.152**	3.427	3.108	**3.366**
Salariés agricoles	4.069	3.027	**3.873**	4.655	4.429	**4.612**
Autres régimes de base (mines, marins, EDF, SNCF)	8.857	3.998	**7.866**	9.984	5.311	**8.789**
Plusieurs régimes d'affiliation :						
RG + salariés agricoles	6.268	4.254	**5.449**	7.062	5.002	**6.690**
RG + artisans ou commerçants	6.033	4.198	**5.286**	6.480	4.885	**6.194**
RG + exploitants agricoles	5.413	2.848	**3.823**	5.764	3.130	**4.156**
RG + fonctionnaires	10.682	7.006	**9.543**	11.745	7.911	**10.790**
RG + un autre régime de base	8.905	5.570	**7.626**	9.879	6.757	**9.074**
Salariés agricoles + exploitants agricoles	3.470	2.189	**3.043**	3.673	2.589	**3.490**
RG + salariés agricoles + exploitants agricoles	4.853	3.355	**4.564**	5.108	3.358	**4.722**
RG + deux ou trois autres régimes de base (sauf salariés agricoles et exploitants agricoles)	6.891	4.292	**6.177**	7.470	5.311	**7.234**
Autres situations	**6.737**	**4.795**	**6.168**	**7.504**	**5.180**	**7.305**
Ensemble des régimes	**7.402**	**4.275**	**5.982**	**8.070**	**5.014**	**6.987**

(1) Avantages principaux de base et complémentaires - hors avantages accessoires.
(2) Sont considérés ici comme cadres les salariés du régime général qui ont été affiliés à l'AGIRC au cours de leur carrière. On a, d'autre part, opéré une distinction entre les durées d'affiliation à cet organisme (plus de 15 ans, moins de 15 ans).
(3) La rubrique « autres » regroupe les non-cadres du privé, ainsi que les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

TABLEAU C.04-16

Montant global moyen des retraites selon le sexe

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance

Source : Ministère des Affaires sociales, de la santé et de la ville (SESI) — *Unité :* Montant mensuel en francs (1)

	1991 Avantages principaux de droit direct	1991 Avantages accessoires (1)	1991 Pension de reversion	1991 **Retraite totale**	1993 Avantages principaux de droit direct	1993 Avantages accessoires (1)	1993 Pension de reversion	1993 **Retraite totale**
Hommes	7.402	460	19	**7.881**	8.071	453	28	**8.552**
Femmes	4.702	253	343	**5.298**	5.014	262	490	**5.766**
Ensemble	**6.562**	**396**	**120**	**7.078**	**6.987**	**386**	**192**	**7.565**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS.

TABLEAU C.04-17

Montant moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance

Année 1993

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Unité : Montant mensuel en francs (1)

	Année de naissance du retraité					
	1906 (86 ans)	1912 (80 ans)	1918 (74 ans)	1922 (70 ans)	1926 (66 ans)	**Ensemble**
Hommes	6.538	7.422	8.262	8.381	8.270	**8.070**
Femmes	3.970	4.402	5.224	5.246	5.362	**5.041**
Ensemble	**5.352**	**6.281**	**7.244**	**7.304**	**7.294**	**6.987**

(1) Montant incluant les avantages principaux de base et complémentaires, et les avantages accessoires (bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS...).

TABLEAU C.04-18

Prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité. Montants et nombre de bénéficiaires

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Fonds national de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1.371,0	1.317,2	1.265,6	1.182,9	1.161,2	1.068,6
Montants versés	18.581	17.947	17.764	16.906	16.363	...

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse

Au 1er juillet

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville - Direction de la Sécurité sociale

Unité : Francs

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	14.130	14.490	14.990	15.365	15.800	16.010
Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS)	19.020	19.500	20.180	20.690	21.280	21.560
Minimum vieillesse :						
Personne seule	33.150	33.990	35.170	36.055	37.080	37.570
Couple	59.490	60.990	63.110	64.690	66.520	67.400

TABLEAU C.04-20

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraites et nombre de bénéficiaires

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1989		1990		1991		1992	
	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires
Chômage								
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle	54.969,7	1.077.788	58.948,9	1.096.774	70.719,6	1.248.965	83.653,5	1.477.971
Allocation de fin de droits	6.910,2	268.917	7.488,7	264.547	8.449,5	287.374	9.324,2	325.555
Total allocations du régime d'assurance	**61.880,7**	**1.346.705**	**66.437,6**	**1.361.321**	**79.169,0**	**1.536.339**	**92.978,3**	**1.803.526**
Allocation d'insertion	3.024,1	148.171	2.698,9	133.207	2.537,6	121.041	1.427,7	66.369
Allocation de solidarité spécifique	8.142,6	315.463	8.811,8	328.590	9.429,4	342.662	9.843,7	350.861
Total allocations du régime de solidarité	**11.168,2**	**463.634**	**11.511,9**	**461.798**	**11.967,1**	**463.703**	**11.271,4**	**417.230**
Total allocations de chômage	**73.048,9**	**1.810.339**	**77.949,5**	**1.923.119**	**91.136,1**	**2.000.042**	**104.249,7**	**2.220.756**
Préretraites								
Allocations spéciales FNE	14.420,4	188.561	14.240,0	176.133	13.661,9	163.771	13.587,9	162.943
Contrats de solidarité de préretraite - démission	11,8	49	—	24	—	17	—	3
Contrats de solidarité de préretraite - progressive	412,4	11.026	474,6	12.244	515,7	12.544	531,8	12.611
Total préretraites Etat	**14.844,6**	**199.636**	**14.714,6**	**188.401**	**14.177,6**	**176.332**	**14.119,7**	**175.557**
Total garanties de ressources	**14.332,4**	**155.612**	**10.475,1**	**111.642**	**6.862,7**	**70.920**	**3.882,7**	**36.205**
dont : Garanties de ressources - démission	8.799,7	97.306	6.513,5	69.942	4.250,8	43.615	2.174,9	19.379
Garanties de ressources - licenciement	5.319,4	58.306	3.935,9	41.699	2609;1	27.306	1.707,4	16.826
Total dispositifs généraux de préretraite	**29.177,0**	**355.248**	**25.189,7**	**300.043**	**21.040,3**	**247.252**	**18.002,4**	**211.762**

TABLEAU C.04-21

Familles bénéficiaires du RMI et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

Ensemble des régimes en décembre 1992

Sources : Caisse nationale des allocations familliales
Mutualité sociale agricole

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	333.767	58,0	1.716	40.391	42,0	1.452
Avec un enfant	70.910	12,3	1.960	12.385	12,9	1.751
Avec deux enfants	35.636	6,2	1.823	8.820	9,1	1.685
Avec trois enfants et plus	16.849	2,9	1.694	10.393	10,8	1.576
Couple :						
Sans enfant	25.190	4,4	1.951	2.611	2,7	1.816
Avec un enfant	29.830	5,2	2.019	5.062	5,3	1.822
Avec deux enfants	27.630	4,8	2.104	6.340	6,6	1.877
Avec trois enfants et plus	35.223	6,1	2.129	10.206	10,6	2.111
Total	**575.035**	100,0	**1.800**	**96.208**	100,0	**1.624**

(1) Les enfants figurant dans ce tableau sont à charge au sens du RMI

TABLEAU C.04-22

Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire (1)

Situation en décembre 1992

Source : CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	28.700	5,1	6.486	6,7
De 25 à 29 ans	141.112	25,3	22.751	23,6
De 30 à 39 ans	173.574	31,2	29.958	31,2
De 40 à 49 ans	122.074	21,8	18.523	19,2
De 50 à 59 ans	72.116	12,9	15.162	15,8
60 ans et plus	20.858	3,7	3.328	3,5
Total	**558.434**	**100,0**	**96.208**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre de bénéficiaires payés par les caisses d'allocations famililes. Pour les bénéficiares relevant du régime agricole, l'âge moyen des non salariés est de 47 ans, celui des salariés de 44 ans.

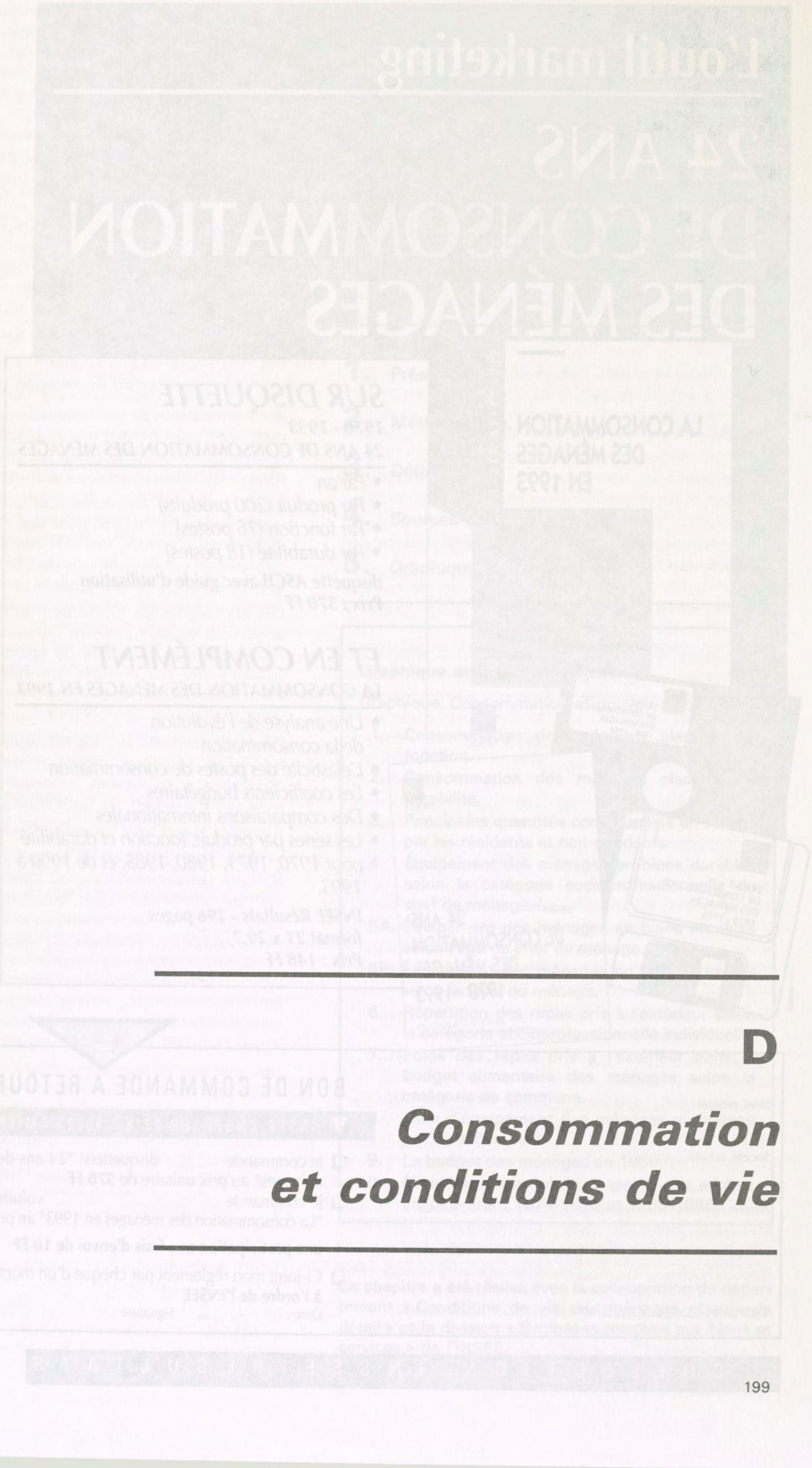
TABLEAU C.04-23

Revenu mensuel minimum d'insertion [RMI] (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) *Unité :* Francs

	Juillet 1989	Juillet 1990	Juillet 1991	Juillet 1992	Janvier 1993
Personne seule	2.025	2.110	2.163	2.224	2.253
Majoration pour conjoint ou 1re personne à charge d'une personne isolée	1.012	1.055	1.081	1.112	1.126
Majoration pour autres personnes à charge	607	(2) 633	649	667	676
Majoration pour la 3e personne à charge	—	(3) 844	865	890	901

(1) Dans les DOM, les seuils sont inférieurs de 20 %.
(2) Cette majoration concerne la 1re et la 2e personne à charge d'un couple ou une 2e personne à charge d'une personne isolée.
(3) Cette majoration concerne la 3e personne et plus à charge d'un couple ou d'une personne isolée.



D

Consommation et conditions de vie

Chapitre D.01

Consommation et conditions de vie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation et pouvoir d'achat.

1. Consommation des ménages classée par fonction.
2. Consommation des ménages classée par durabilité.
3. Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.

5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage.

5B. Équipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

6. Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle.
7. Poids des repas pris à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon la catégorie de commune.
8. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
9. Le budget des ménages en 1989.
10. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Conditions de vie des ménages et prix de détail » et la division « Synthèses relatives aux biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1993, la consommation des ménages a connu une progression très ralentie : + 0,4 % en volume après une croissance de + 1,2 % pour chacune des années 1991 et 1992. Compte tenu de la croissance de la population, la consommation par habitant n'a pas augmenté. Les achats d'automobiles neuves ont chuté. Le volume des achats d'habillement, de meubles et de matériel ménager a reculé pour la troisième année consécutive. La progression des dépenses de loisir s'est ralentie. En revanche, la consommation alimentaire, après un fléchissement en 1992, a retrouvé sa légère progression antérieure. Enfin, les dépenses liées au logement et surtout à la santé se sont détachées largement par leurs croissances respectives. Toutefois, la progression des dépenses de santé, similaire à celle de 1992, a été moindre que celle des années antérieures.

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution, qui composent ce chapitre, sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale — SECN — base 1980) : leur addition forme exactement le total « Consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :

— enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages;
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

● Les enquêtes auprès des ménages sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;

— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement sauf en 1975, est devenue bi-annuelle à partir de 1983;

— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980;

— les enquêtes habillement;
— les enquêtes logement;
— les enquêtes santé;
— les enquêtes transports.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique « Sources de documentation ».

● Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes, 265 postes à partir du 1er janvier 1993.

● Pour les statistiques de distribution différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut

---

1. Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.
(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année *n* », cf. Sources de documentation.

être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations augmentées des droits de taxes sur les importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, lave-linge, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

Les données sur la consommation alimentaire sont tirées de l'enquête réalisée tous les ans entre 1965 et 1983 (sauf en 1968 et 1975) puis tous les deux ans à partir de cette date. L'enquête porte sur un échantillon de quelque 10.000 ménages, représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain, réparti en huit vagues successives, sur l'ensemble de l'année.

Cette enquête, qui permet d'étudier la structure de la consommation alimentaire et des disparités de cette consommation entre ménages, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et sur les repas pris à l'extérieur par les membres des ménages.

3. DÉFINITIONS (en comptabilité nationale)

La consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que se servent les propriétaires à eux-mêmes est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix

hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat total de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

La consommation des ménages

La consommation des ménages comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur activité domestique, consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc les biens durables (autos, matériel ménager, etc.) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements - foyers assimilés à des locations de logements.

À l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réduction des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissement de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;
— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);
— frais de garde pour les crèches;
— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les ménages ordinaires et la population hors ménages ordinaires.

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable. La population hors ménages ordinaires comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

— Publications concernant les méthodes et les résultats d'ensemble :

« Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 140-141, juin 1987;

« Comptes de patrimoine en base 1980 : évaluations pour les années 1977 à 1987 », *INSEE,* 1990;

« Les notions de consommation élargie », *Économie et Statistique,* n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

« Consommation des ménages de 1970 à 1987 » : séries de comptabilité nationale. *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 131, juin 1988;

« Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* population en janvier de chaque année;

« Projection jusqu'en 2010 du nombre des ménages », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 129, février 1988;

« L'évolution et les perspectives des besoins des Français et leur mode de satisfaction », *Journal officiel* du 3 octobre 1989;

« La consommation des ménages en 1989 », *INSEE-Résultats,* n° 58-59, Consommation et modes de vie, mai 1990;

« Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », *Économie et Statistique,* n° 243, mai 1991;

« Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1992 », *INSEE-Résultats,* août 1993;

Sur disquette : « 24 ans de consommation des ménages », séries annuelles de consommation de 1970 à 1993, INSEE, mai 1994;

« La consommation des ménages en 1991 », *INSEE-Résultats,* n° 177-178, mai 1992;

« La consommation des ménages en 1992 », *INSEE-Résultats,* n° 239-240, mai 1993;

« La consommation des ménages en 1993 », *INSEE-Résultats,* n° 311-312, mai 1994;

« La consommation des ménages : + 1,5 % en 1992, *INSEE-Première,* n° 260, juin 1993.

— Publications des résultats d'enquête sur les conditions de vie des ménages :

« L'évolution du budget des ménages : le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Économie et Statistique,* n° 207, février 1988;

« Les budgets des ménages en 1984-1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 136, mai 1989;

« L'évolution du mode de vie », *Données sociales,* édition 1993;

« Des difficultés budgétaires accrues pour les chômeurs ouvriers », *Données sociales,* édition 1990;

« Vieillir : le repli sur soi et la sphère domestique », *Données sociales,* édition 1993;

« La structure des budgets familiaux en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 17, 1990;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 130, février 1988;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 138, mai 1989;

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1983 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 2, 1989;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 10, avril 1990;

« Tour d'horizon sur l'automobile », *Premiers résultats,* n° 145, octobre 1988;

« Le vieillissement du parc automobile se ralentit depuis deux ans », *Économie et statistique,* n° 225, octobre 1989;

« La garde-robe des Français », *INSEE-Première,* n° 5, février 1989;

« La garde-robe des Français en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 137, mars 1989;

« Les actifs financiers des ménages en 1986 : disparité de taux de possession », *Archives et documents,* n° 281, février 1989;

« Au cœur des patrimoines; le livret et le logement », *INSEE-Première,* n° 29, juin 1989;

« Le patrimoine aujourd'hui : beaucoup entre les mains de quelques-uns », *Données sociales,* édition 1993;

« Le patrimoine des Français : faits et controverses », *Données sociales,* édition 1993;

« Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1987 », *Premiers résultats,* n° 163, février 1988;

« La diffusion du magnétoscope de 1982 à 1988 », *Dossier rectangle,* septembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : évolution et situation à la mi-1986 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 135, novembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : Évolution et situation à la mi-1988 », *Document de travail,* n° F 9104, juin 1991;

« Biens durables : la modernisation des foyers », *Premiers résultats,* n° 118, novembre 1988;

« Ameublement 88 : des meubles pour la vie », *Premiers résultats,* n° 166, décembre 1988;

« Habitat 88 : Quelles pièces ? Pour quels usages ? », *Premiers résultats,* n° 162, décembre 1988;

« L'habitat en 1988, enquête biens durables - ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 4-5, 1989;

« La photographie amateur », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, décembre 1989;

« L'ameublement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 13-14, juillet 1990;

« Évolution de la pratique sportive des Français », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 134, octobre 1988;

« Les loisirs 20 ans après : davantage de sorties et de télévision », *Premiers résultats,* n° 148, octobre 1988;

« Les sorties : une occasion de contacts », *Économie et Statistique,* n° 214, octobre 1988;

« Les pratiques de loisir. Enquête 1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1989;

« Les pratiques de loisir, vingt ans après, 1967/1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, 1989;

« Une France un peu plus sportive qu'il y a vingt ans grâce aux femmes », *Économie et Statistique,* n° 224, septembre 1989;

« Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », *Économie et Statistique,* n° 227, décembre 1989;

« Trouver à qui parler : le sexe et l'âge de nos interlocuteurs », *Données sociales,* édition 1993;

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* n° 233, juin 1990;

« Les ménages et leurs meubles. Enquête biens durables - ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 109, janvier 1991;

« Équipements et pratiques de communication. Enquête loisirs », mai 1987-mai 1988, *INSEE-Résultats,* n° 122-123, février 1991;

« L'équipement des foyers en 1988. Enquêtes biens durables - ameublement de juin 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 124-125, mars 1991;

« Repas à l'extérieur du domicile en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 152, septembre 1991;

« Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 153-154, octobre 1991;

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 165-166, février 1992;

« Les rythmes quotidiens en France. Résultats de l'enquête 'Emplois du temps' 1985-1986 », *INSEE-Résultats,* n° 167-168, mars 1992;

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1989 », *INSEE-Résultats,* n° 210-211, août 1992;

« L'équipement des ménages en 1991 », n° 241, *INSEE-Résultats,* juin 1993;

« Le patrimoine des ménages », *INSEE-Première,* n° 210, juin 1992;

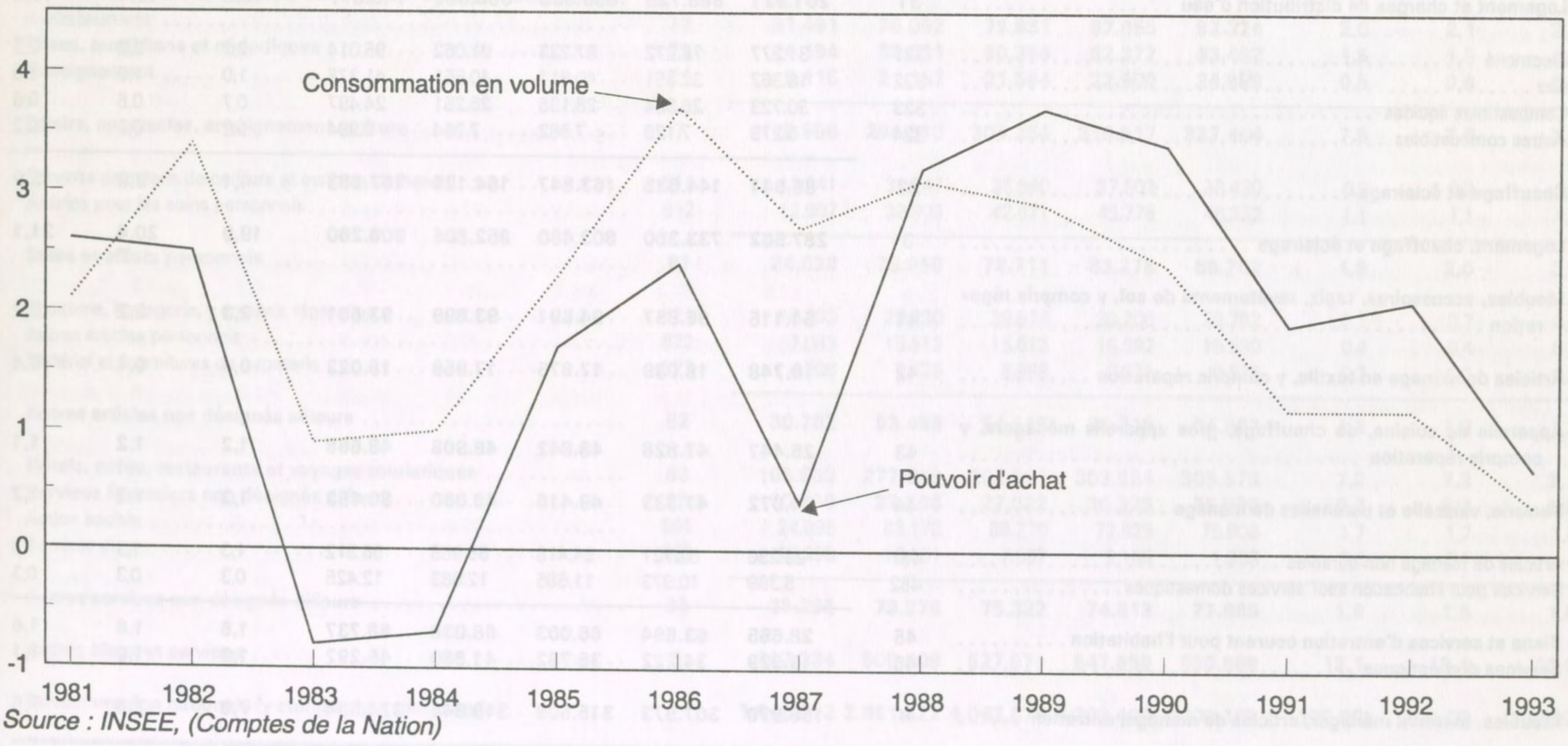
« L'automobile : 1 800 francs par mois, *INSEE-Première,* n° 216, juillet 1992;

« L'équipement des ménages en 1990; un bien récent : le micro-ondes », *INSEE-Première,* n° 225, septembre 1992.

*
* *

GRAPHIQUE D.01

Consommation et pouvoir d'achat de 1981 à 1993
(Variation par rapport à l'année précédente en %)



Source : INSEE, (Comptes de la Nation)

TABLEAU D.01-1 A

Consommation (en valeur) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires (%)		
		1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
Pain et céréales	111	39.561	79.019	82.718	85.567	86.381	2,0	2,0	2,0
Viandes	112	101.699	200.859	206.229	207.322	208.075	5,1	4,9	4,8
Poissons	113	13.612	35.427	37.771	38.625	38.141	0,9	0,9	0,9
Lait, fromages et oeufs	114	40.545	90.584	92.438	94.217	95.771	2,3	2,2	2,2
Huiles et graisses	115	14.604	22.496	22.384	22.457	21.904	0,6	0,5	0,5
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	40.473	91.082	97.660	89.659	88.578	2,4	2,1	2,1
Pommes de terre et autres tubercules	117	3.391	7.177	7.853	7.572	8.772	0,2	0,2	0,2
Sucre	118	2.608	3.602	3.637	3.925	3.663	0,1	0,1	0,1
Café, thé	119	9.280	12.465	11.720	11.416	11.445	0,3	0,3	0,3
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	22.382	60.308	63.136	65.859	68.072	1,6	1,6	1,6
Produits alimentaires	**11**	**288.155**	**603.019**	**625.546**	**626.619**	**630.802**	**15,5**	**15,0**	**14,7**
Boissons non alcoolisées	**12**	**7.225**	**21.278**	**23.128**	**23.995**	**24.873**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Boissons alcoolisées	**13**	**38.625**	**76.001**	**79.883**	**82.754**	**87.330**	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	**1.S**	**334.005**	**700.298**	**728.557**	**733.368**	**743.005**	**18,0**	**17,5**	**17,3**
Tabac	**14**	**17.549**	**43.400**	**44.995**	**49.512**	**56.184**	**1,1**	**1,2**	**1,3**
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**351.554**	**743.698**	**773.552**	**782.880**	**799.189**	**19,2**	**18,7**	**18,6**
Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	**21**	**97.006**	**206.007**	**209.763**	**211.801**	**208.597**	**5,2**	**5,1**	**4,9**
Chaussures	221	22.711	44.887	45.861	46.814	46.720	1,1	1,1	1,1
Réparation de chaussures	222	997	2.097	2.173	2.195	2.250	0,1	0,1	0,1
Chaussures, y compris réparation	**22**	**23.708**	**46.984**	**48.034**	**49.009**	**48.970**	**1,2**	**1,2**	**1,1**
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**120.714**	**252.991**	**257.797**	**260.810**	**257.567**	**6,4**	**6,2**	**6,0**
Logement	311	191.084	564.312	613.129	659.194	708.661	15,2	15,7	16,5
Charges de distribution d'eau	312	10.837	24.413	26.504	29.486	31.716	0,7	0,7	0,7
Logement et charges de distribution d'eau	**31**	**201.921**	**588.725**	**639.633**	**688.680**	**740.377**	**15,8**	**16,4**	**17,2**
Electricité	321	31.277	78.272	87.233	91.062	95.014	2,2	2,2	2,2
Gaz	322	18.362	32.851	40.817	40.551	41.378	1,0	1,0	1,0
Combustibles liquides	323	30.723	26.384	28.135	25.251	24.497	0,7	0,6	0,6
Autres combustibles	324	5.279	7.128	7.662	7.264	6.994	0,2	0,2	0,2
Chauffage et éclairage	**32**	**85.641**	**144.635**	**163.847**	**164.128**	**167.883**	**4,1**	**3,9**	**3,9**
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**287.562**	**733.360**	**803.480**	**852.808**	**908.260**	**19,9**	**20,4**	**21,1**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	**41**	**51.115**	**96.857**	**94.591**	**93.899**	**93.661**	**2,3**	**2,2**	**2,2**
Articles de ménage en textile, y compris réparation	**42**	**10.748**	**18.039**	**17.875**	**17.959**	**18.023**	**0,4**	**0,4**	**0,4**
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	**43**	**25.447**	**47.828**	**48.842**	**48.908**	**48.668**	**1,2**	**1,2**	**1,1**
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	**44**	**24.072**	**47.333**	**49.416**	**48.860**	**50.153**	**1,2**	**1,2**	**1,2**
Articles de ménage non durables	451	23.296	52.721	54.418	55.955	56.312	1,3	1,3	1,3
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	5.369	10.973	11.585	12.083	12.425	0,3	0,3	0,3
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	**45**	**28.665**	**63.694**	**66.003**	**68.038**	**68.737**	**1,6**	**1,6**	**1,6**
Services domestiques	**46**	**16.929**	**34.222**	**38.782**	**41.880**	**45.292**	**1,0**	**1,0**	**1,1**
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**156.976**	**307.973**	**315.509**	**319.544**	**324.534**	**7,8**	**7,8**	**7,5**

TABLEAU D.01-1 A (suite et fin)

Consommation (en valeur) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité :* Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires %		
		1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	**51**	**34.657**	**98.342**	**104.802**	**111.296**	**119.147**	**2,6**	**2,7**	**2,8**
Appareils et matériels thérapeutiques	**52**	**3.720**	**13.262**	**15.023**	**16.369**	**17.175**	**0,4**	**0,4**	**0,4**
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	**53**	**53.227**	**164.390**	**176.393**	**187.187**	**195.578**	**4,4**	**4,5**	**4,5**
Soins des hôpitaux et assimilés	**54**	**29.280**	**72.337**	**77.065**	**81.848**	**87.063**	**1,9**	**2,0**	**2,0**
Assurances maladie et accident	**55**	**6.400**	**19.506**	**21.065**	**23.164**	**24.058**	**0,5**	**0,6**	**0,6**
Services médicaux et de santé	**5**	**127.284**	**367.837**	**394.348**	**419.864**	**443.021**	**9,8**	**10,0**	**10,3**
Achats d'automobiles	611	59.286	158.039	144.692	152.088	132.182	3,6	3,6	3,1
Caravanes, cycles et motocycles	612	7.054	10.767	10.932	10.558	11.231	0,3	0,3	0,3
Achats de véhicules	**61**	**66.340**	**168.806**	**155.624**	**162.646**	**143.413**	**3,9**	**3,9**	**3,3**
Pneus, accessoires, frais de réparation	621	58.567	152.649	160.275	171.991	178.242	4,0	4,1	4,1
Carburants, lubrifiants	622	72.503	140.670	143.083	142.207	147.316	3,5	3,4	3,4
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	14.472	45.758	47.046	46.922	47.172	1,2	1,1	1,1
Dépenses d'utilisation des véhicules	**62**	**145.542**	**339.077**	**350.404**	**361.120**	**372.730**	**8,7**	**8,6**	**8,7**
Achats de services de transport	**63**	**36.735**	**84.751**	**87.680**	**93.907**	**93.627**	**2,2**	**2,2**	**2,2**
Télécommunications et postes	**64**	**25.025**	**63.210**	**67.101**	**70.337**	**73.469**	**1,7**	**1,7**	**1,7**
Transports et communications	**6**	**273.642**	**655.844**	**660.809**	**688.010**	**683.239**	**16,4**	**16,4**	**15,9**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	17.141	39.786	38.225	36.715	34.914	0,9	0,9	0,8
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	6.475	10.917	10.730	10.279	9.916	0,3	0,2	0,2
Autres articles récréatifs	713	34.540	88.017	93.668	96.491	97.840	2,3	2,3	2,3
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	**71**	**58.156**	**138.720**	**142.623**	**143.485**	**142.670**	**3,5**	**3,4**	**3,3**
Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	**72**	**31.491**	**76.092**	**79.681**	**87.455**	**92.324**	**2,0**	**2,1**	**2,1**
Livres, quotidiens et périodiques	**73**	**24.194**	**58.031**	**60.396**	**62.377**	**63.492**	**1,5**	**1,5**	**1,5**
Enseignement	**74**	**6.115**	**21.167**	**21.564**	**23.500**	**24.998**	**0,5**	**0,6**	**0,6**
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**119.956**	**294.010**	**304.264**	**316.817**	**323.484**	**7,5**	**7,6**	**7,5**
Services de salons de coiffure et instituts de beauté	811	11.841	33.747	35.840	37.503	38.430	0,9	0,9	0,9
Articles pour les soins personnels	812	12.997	39.903	42.871	45.775	48.332	1,1	1,1	1,1
Soins et effets personnels	**81**	**24.838**	**73.650**	**78.711**	**83.278**	**86.762**	**1,9**	**2,0**	**2,0**
Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	821	19.193	29.230	29.514	30.206	29.782	0,7	0,7	0,7
Autres articles personnels	822	7.083	15.513	15.613	15.892	15.530	0,4	0,4	0,4
Matériel et fournitures de papeterie	823	4.506	8.725	8.988	9.221	9.575	0,2	0,2	0,2
Autres articles non désignés ailleurs	**82**	**30.782**	**53.468**	**54.115**	**55.319**	**54.887**	**1,3**	**1,3**	**1,3**
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	**83**	**105.639**	**277.819**	**292.201**	**303.924**	**305.579**	**7,2**	**7,3**	**7,1**
Services financiers non désignés ailleurs	**85**	**10.839**	**27.396**	**27.622**	**30.325**	**35.795**	**0,7**	**0,7**	**0,8**
Action sociale	861	24.996	63.175	68.270	72.625	75.908	1,7	1,7	1,8
Services divers	862	10.290	10.101	7.052	2.188	1.958	0,2	0,1	—
Autres services non désignés ailleurs	**86**	**35.286**	**73.276**	**75.322**	**74.813**	**77.866**	**1,9**	**1,8**	**1,8**
Autres biens et services	**8**	**207.384**	**505.609**	**527.971**	**547.659**	**560.889**	**13,1**	**13,1**	**13,0**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**3.861.322**	**4.043.874**	**4.208.404**	**4.300.183**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-1 B

Consommation (en volume) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Référence : 100 de l'année précédente.

Intitulé du poste	Code	Indices de volume					Taux de variation (%)		
		1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	De 1980 à 1985	De 1985 à 1993	De 1980 à 1993
Pain et céréales	111	100,6	99,0	101,3	100,1	98,7	0,3	0,5	0,4
Viandes	112	102,5	101,3	101,3	98,6	100,7	1,1	0,6	0,8
Poissons	113	100,5	104,4	102,3	102,0	101,2	1,1	3,5	2,6
Lait, fromages et oeufs	114	104,2	100,3	101,6	101,0	101,1	3,1	1,6	2,1
Huiles et graisses	115	99,0	97,0	98,8	98,8	96,9	—	−0,9	−0,5
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	97,1	99,9	98,1	101,7	101,2	1,0	0,9	1,0
Pommes de terre et autres tubercules	117	96,8	92,3	103,7	108,9	110,6	1,5	−0,5	0,2
Sucre	118	101,0	98,0	98,5	104,8	90,7	−2,9	−2,6	−2,7
Café, thé	119	103,1	99,2	99,6	99,3	102,5	0,3	0,6	0,5
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	105,2	103,7	102,6	101,7	102,4	2,3	3,9	3,3
Produits alimentaires	11	101,5	100,7	100,9	100,4	100,7	1,3	1,1	1,2
Boissons non alcoolisées	12	100,2	112,2	104,7	100,1	102,4	4,2	5,7	5,2
Boissons alcoolisées	13	102,7	100,4	100,3	100,6	105,5	−0,1	1,6	0,9
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	1.S	101,6	101,0	101,0	100,4	101,3	1,2	1,3	1,3
Tabac	14	102,5	102,2	102,5	99,4	95,1	3,1	0,2	1,3
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**101,7**	**101,1**	**101,1**	**100,3**	**100,9**	**1,3**	**1,3**	**1,3**
Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	21	98,8	101,7	98,6	98,5	97,5	1,3	−0,3	0,3
Chaussures	221	100,4	102,4	99,0	99,2	99,5	0,5	0,3	0,4
Réparation de chaussures	222	93,8	92,2	99,0	97,2	99,0	−2,5	−0,7	−1,4
Chaussures, y compris réparation	22	100,1	101,9	99,0	99,7	99,5	0,4	0,3	0,3
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**99,1**	**101,8**	**98,7**	**98,6**	**97,8**	**1,1**	**−0,2**	**0,3**
Logement	311	104,6	103,4	103,5	103,0	102,8	3,9	3,4	3,6
Charges de distribution d'eau	312	100,7	101,2	101,6	100,2	99,4	1,1	0,9	1,0
Logement et charges de distribution d'eau	31	104,4	103,3	103,2	102,9	102,6	3,7	3,3	3,4
Electricité	321	105,8	102,7	108,4	102,1	103,0	6,0	3,0	4,1
Gaz	322	106,5	102,2	115,1	100,0	103,6	3,4	2,1	2,6
Combustibles liquides	323	92,6	97,3	105,6	99,1	96,3	−6,1	−2,3	− 3,8
Autres combustibles	324	89,9	99,7	105,7	92,3	95,0	−1,1	−3,3	−2,5
Chauffage et éclairage	32	100,2	101,4	109,3	100,6	101,8	1,2	1,3	1,3
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**103,2**	**102,9**	**104,4**	**102,4**	**102,5**	**3,0**	**2,8**	**2,9**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	41	103,8	101,1	94,4	96,4	98,2	−0,9	− 0,2	−0,5
Articles de ménage en textile y compris réparation	42	99,4	98,5	95,3	96,8	99,6	−1,2	−1,8	−1,6
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	43	102,9	97,2	101,1	99,8	99,4	0,2	2,5	1,6
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	44	98,0	102,1	99,6	95,1	100,1	−1,0	0,5	−0,1
Articles de ménage non durables	451	103,0	100,2	101,4	101,7	100,0	2,0	2,0	2,0
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	101,2	104,2	100,9	99,2	98,8	−2,3	0,9	−0,4
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	45	102,7	100,8	101,3	101,3	99,8	1,2	1,8	1,6
Services domestiques	46	93,3	102,8	105,3	103,6	105,1	−1,8	2,5	0,8
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**101,0**	**100,6**	**98,9**	**98,6**	**100,0**	**−0,4**	**1,0**	**0,4**

TABLEAU D.01-1 B (suite et fin)

Consommation (en volume) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Référence : 100 de l'année précédente.

Intitulé du poste	Code	Indices de volume					Taux de variation (%)		
		1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	De 1980 à 1985	De 1985 à 1993	De 1980 à 1993
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	106,2	109,5	106,4	105,6	106,0	8,2	7,5	7,8
Appareils et matériels thérapeutiques	52	100,7	112,0	108,2	104,6	101,6	5,9	6,3	6,2
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	105,6	108,3	106,3	104,4	103,7	6,9	6,6	6,7
Soins des hôpitaux et assimilés	54	100,9	103,0	103,3	102,6	103,4	3,7	2,3	2,8
Assurances maladie et accident	55	106,3	116,4	104,8	97,4	105,1	— 1,4	5,0	2,5
Services médicaux et de santé	**5**	**104,6**	**108,1**	**105,7**	**104,0**	**104,2**	**6,2**	**6,0**	**6,1**
Achats d'automobiles	611	96,3	100,7	89,1	103,5	84,9	1,7	1,0	1,2
Caravanes, cycles et motocyles	612	97,5	109,6	98,1	93,3	104,6	— 8,6	2,2	—2,1
Achats de véhicules	61	96,4	101,2	89,6	102,8	86,2	0,8	1,0	0,9
Pneus, accessoires, frais de réparation	621	99,7	101,6	99,5	101,7	100,1	0,7	1,8	1,4
Carburants, lubrifiants	622	101,0	101,5	100,9	101,2	99,7	1,2	1,7	1,5
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	100,4	101,3	103,4	104,3	104,5	0,8	3,8	2,7
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	100,4	101,5	100,6	101,8	100,5	1,0	2,0	1,6
Achats de services de transport	63	101,1	101,3	97,7	102,7	97,5	1,7	1,0	1,3
Télécommunications et postes	64	115,7	107,3	106,1	104,6	104,0	7,9	5,5	6,4
Transports et communications	**6**	**100,8**	**102,0**	**97,9**	**102,5**	**97,1**	**1,8**	**2,1**	**2,0**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	110,0	114,1	100,7	100,7	99,3	8,2	8,0	8,0
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	109,0	101,8	97,7	94,5	95,9	— 2,4	0,8	—0,5
Autres articles récréatifs	713	99,9	105,2	102,2	99,7	100,6	1,8	4,3	3,3
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	71	103,8	107,5	101,4	99,6	99,9	3,4	5,5	4,7
Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	101,6	102,9	102,9	104,6	102,2	0,8	3,5	2,5
Livres, quotidiens et périodiques	73	100,5	100,8	99,4	99,0	99,5	1,2	0,6	0,8
Enseignement	74	105,8	93,5	96,5	104,2	102,2	5,1	3,1	3,8
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**102,7**	**103,9**	**101,1**	**101,1**	**100,6**	**2,4**	**4,1**	**3,4**
Services de salons de coiffure et instituts de beauté	811	101,4	102,6	101,0	100,3	98,7	1,8	1,4	1,5
Articles pour les soins personnels	812	99,8	102,0	102,4	102,5	102,1	4,1	4,4	4,3
Soins et effets personnels	81	100,6	102,3	101,8	101,5	100,6	3,1	3,1	3,1
Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	821	71,5	101,3	103,0	105,7	101,0	— 2,7	3,0	0,8
Autres articles personnels	822	97,5	103,4	97,9	99,1	96,1	1,7	0,6	1,0
Matériel et fournitures de papeterie	823	99,6	102,3	102,2	99,4	101,2	— 0,2	0,2	—
Autres articles non désignés ailleurs	82	81,4	102,1	101,4	102,7	99,6	— 1,2	2,0	0,7
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	100,8	102,0	100,1	99,6	97,0	1,3	1,1	1,2
Services financiers non désignés ailleurs	85	115,3	101,1	99,8	103,8	110,9	10,6	5,4	7,4
Action sociale	861	103,7	98,9	105,1	103,5	101,4	4,1	2,9	3,4
Services divers	862	91,7	78,8	54,5	17,7	54,9	— 30,4	///	///
Autres services non désignés ailleurs	86	99,9	95,7	98,1	95,4	100,0	— 1,8	1,0	—0,1
Autres biens et services	**8**	**98,3**	**101,0**	**100,2**	**99,8**	**99,0**	**1,3**	**1,9**	**1,6**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**102,4**	**101,2**	**101,2**	**100,4**	**2,0**	**2,4**	**2,2**

TABLEAU D.01-2 A

Consommation (en valeur) des ménages classée par durabilité

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale) *Unité :* Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires (%)			
		1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	1980	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
Automobiles neuves	111	49.823	134.477	120.299	125.428	106.645	3,03	3,0	3,0	2,5
Automobiles autres	112	9.463	23.562	24.393	26.660	25.537	0,58	0,6	0,6	0,6
Automobiles	**11**	**59.286**	**158.039**	**144.692**	**152.088**	**132.182**	**3,60**	**3,6**	**3,6**	**3,1**
Téléviseurs	**12**	**9.126**	**13.440**	**12.398**	**12.304**	**12.053**	**0,55**	**0,3**	**0,3**	**0,3**
Réfrigérateurs congélateurs	**13**	**3.702**	**7.099**	**6.878**	**6.809**	**6.557**	**0,23**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Machines à laver	**14**	**3.684**	**7.402**	**7.446**	**7.587**	**7.533**	**0,22**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Meubles	**15**	**39.622**	**72.467**	**70.537**	**70.345**	**70.201**	**2,41**	**1,7**	**1,7**	**1,6**
Autres biens durables importants	**16**	**31.642**	**67.137**	**67.867**	**65.961**	**64.932**	**1,92**	**1,7**	**1,6**	**1,5**
Biens durables importants	**1**	**147.062**	**325.584**	**309.818**	**315.094**	**293.458**	**8,94**	**7,7**	**7,5**	**6,8**
Textiles cuirs	**21**	**139.541**	**286.881**	**291.229**	**294.402**	**290.688**	**8,48**	**7,2**	**7,0**	**6,8**
Autres biens semi-durables	**22**	**135.624**	**284.572**	**297.037**	**305.634**	**310.433**	**8,24**	**7,4**	**7,3**	**7,2**
Biens semi-durables	**2**	**275.165**	**571.453**	**588.266**	**600.036**	**601.121**	**16,73**	**14,6**	**14,3**	**14,0**
Energie, y compris sylviculture	311	168.981	309.718	333.434	335.821	346.915	10,27	8,3	8,0	8,1
Autres biens non durables non alimentaires	312	116.271	311.124	327.353	345.183	364.696	7,07	8,1	8,2	8,5
Biens non durables non alimentaires	**31**	**285.252**	**620.842**	**660.787**	**681.004**	**711.611**	**17,34**	**16,4**	**16,3**	**16,5**
Alimentation, y compris animale	**32**	**335.739**	**707.096**	**735.678**	**741.078**	**751.094**	**20,41**	**18,2**	**17,7**	**17,5**
Biens non durables	**3**	**620.991**	**1.327.938**	**1.396.465**	**1.422.082**	**1.462.705**	**37,75**	**34,6**	**34,0**	**34,0**
Logement, y compris entretien	**41**	**183.212**	**547.185**	**591.483**	**640.285**	**687.347**	**11,14**	**14,6**	**15,3**	**16,0**
Services de santé, y compris vétérinaires	**42**	**82.841**	**237.981**	**254.815**	**270.457**	**284.170**	**5,04**	**6,3**	**6,5**	**6,6**
Transports en commun et PTT	**43**	**66.873**	**165.385**	**173.338**	**184.784**	**189.107**	**4,07**	**4,3**	**4,4**	**4,4**
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	**44**	**104.327**	**273.788**	**288.195**	**299.297**	**301.052**	**6,34**	**7,1**	**7,1**	**7,0**
Action sociale, y compris services domestiques	451	41.925	97.397	107.052	114.505	121.200	2,55	2,7	2,7	2,8
Autres services divers	452	122.676	314.611	328.298	341.852	360.023	7,5	8,1	8,2	8,4
Autres services	**45**	**164.601**	**412.008**	**435.350**	**456.357**	**481.223**	**10.01**	**10,8**	**10,9**	**11,2**
Services	**4**	**601.854**	**1.636.347**	**1.743.181**	**1.851.180**	**1.942.899**	**36.59**	**43,2**	**44,2**	**45,2**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**3.872.286**	**4.037.730**	**4.188.392**	**4.300.183**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2 B

Consommation (en volume) des ménages classée par durabilité

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)		
		1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	De 1980 à 1985	De 1985 à 1993	De 1980 à 1993
Automobiles neuves	111	94,4	99,9	87,4	102,8	83,1	2,2	0,2	0,9
Automobiles autres	112	107,9	106,0	98,8	107,0	93,6	— 1,2	5,2	2,7
Automobiles	11	96,3	100,7	89,1	103,5	84,9	1,7	1,0	1,2
Téléviseurs	12	109,0	107,0	95,5	102,2	101,1	1,8	4,6	3,5
Réfrigérateurs, congélateurs	13	102,8	104,9	96,2	99,2	96,6	— 2,2	2,8	0,8
Machines à laver	14	104,3	98,9	101,0	101,9	100,0	1,1	4,4	3,1
Meubles	15	103,6	101,2	93,8	96,7	98,0	— 2,1	—0,1	—0,9
Autres biens durables importants	16	104,3	106,2	102,4	99,1	100,4	3,1	6,0	4,9
Biens durables importants	**1**	**101,1**	**102,2**	**93,6**	**100,8**	**92,3**	**0,9**	**2,5**	**1,9**
Textiles cuirs	21	99,1	101,6	98,4	98,5	97,8	0,9	—0,3	0,2
Autres biens semi-durables	22	96,2	102,3	100,8	100,0	99,9	—	1,9	1,2
Biens semi-durables	**2**	**97,7**	**102,0**	**99,6**	**99,3**	**98,9**	**0,5**	**0,8**	**0,7**
Energie, y compris sylviculture	311	100,6	101,4	104,9	100,8	100,7	1,2	1,5	1,4
Autres biens non durables non alimentaires	312	103,0	104,5	103,0	102,0	101,6	4,4	4,4	4,4
Biens non durables non alimentaires	31	101,6	103,0	104,0	101,4	101,2	2,6	2,9	2,8
Alimentation, y compris animale	32	101,7	101,0	101,0	100,4	101,4	1,2	1,4	1,3
Biens non durables	**3**	**101,7**	**101,9**	**102,4**	**100,9**	**101,3**	**1,9**	**2,1**	**2,0**
Logements, y compris entretien	41	104,4	103,0	103,1	103,0	102,9	4,1	3,3	3,6
Services de santé, y compris vétérinaires	42	103,9	106,7	105,4	103,9	103,6	5,8	5,3	5,5
Transport en commun et PTT	43	106,5	103,8	101,3	103,7	100,5	4,4	3,5	3,8
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	100,7	102,0	100,2	99,4	97,0	1,3	1,1	1,2
Action sociale, y compris services domestiques	451	99,3	100,2	105,2	103,5	102,7	1,9	2,8	2,4
Autres services divers	452	101,5	101,8	99,8	100,6	101,9	0,3	2,6	1,7
Autres services	45	100,9	101,4	101,0	101,3	102,1	0,7	2,6	1,9
Services	**4**	**103,0**	**103,1**	**102,2**	**102,2**	**101,6**	**3,0**	**3,2**	**3,1**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**102,4**	**101,2**	**101,2**	**100,4**	**2,0**	**2,4**	**2,2**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1989	1990	1991	1992
CONSOMMATION ALIMENTAIRE						
Population intérieure moyenne	**10^6**	**53,90**	**56,40**	**56,70**	**57,10**	**57,30**
Semoule de blé dur	kg	0,84	0,93	1,08	1,08	0,97
Farine de froment	//	5,20	5,10	5,09	*r* 5,21	5,21
Riz	//	3,39	3,57	3,72	3,99	4,29
Biscottes	//	2,12	1,87	1,79	1,75	1,78
Biscuits et pains d'épices	//	5,91	8,53	8,78	9,23	9,13
Farines diététiques de l'enfance	//	0,18	0,16	0,16	0,15	0,15
Entremets et desserts instantanés	//	0,56	0,56	0,57	c	c
Pâtes alimentaires	//	6,20	6,50	6,76	6,74	6,71
Pain, préemballé non compris	//	70,64	64,76	63,38	63,62	62,52
Pommes de terre*	//	89,01	66,69	62,43	*r* 64,67	69,78
Légumes frais*	//	88,41	91,01	*r* 88,35	*r* 91,05	91,19
Légumes surgelés	//	1,89	5,27	5,18	*r* 5,87	6,52
Légumes secs*	//	1,89	1,47	1,56	1,44	1,50
Conserves de légumes	//	17,63	21,83	23,23	24,71	25,31
Avocats	//	0,42	0,90	0,94	1,01	1,04
Bananes	//	7,07	6,85	7,13	6,99	7,11
Agrumes	//	16,03	16,91	16,75	15,95	15,36
Autres fruits frais*	//	43,37	47,33	46,77	39,61	42,18
Fruits surgelés	//	0,12	0,13	0,10	0,11	0,05
Fruits secs*	//	1,18	1,19	1,13	1,20	1,33
Fruits au sirop	//	2,70	2,64	3,12	3,12	2,77
Confitures et gelées	//	1,86	2,54	2,56	2,58	2,58
Compote de fruits	//	0,94	1,52	1,63	1,85	1,89
Porc frais* (2)	//	9,25	9,86	9,85	9,86	10,10
Jambon (2)	//	5,09	5,54	5,59	6,10	6,48
Autres charcuteries et conserves de viande (2)	//	11,59	14,03	14,25	14,63	14,64
Triperie* (2)	//	5,15	4,46	4,49	4,58	4,50
Boeuf (2)	//	19,25	18,29	17,60	*r* 17,76	17,68
Veau (2)	//	5,43	4,32	4,41	4,45	4,45
Mouton, agneau (2)	//	2,91	3,51	3,63	3,73	3,77
Cheval (2)	//	1,09	0,69	0,65	0,60	0,54
Volailles*	//	19,29	22,26	22,25	22,33	22,44
Produits carnés surgelés	//	1,43	3,01	3,21	3,02	2,77
Lapin, gibier*	//	5,49	4,96	4,59	4,21	4,27
Oeufs*	//	14,25	14,93	14,34	14,72	14,47
Poissons, crustacés, coquillages (3)	//	12,85	14,38	14,76	15,41	15,65
Poissons et crustacés surgelés	//	2,48	4,15	4,20	4,18	4,13
Conserves de poisson	//	2,75	*r* 5,49	*r* 5,81	*r* 5,69	5,90
Laits liquides*	litre	74,03	78,73	75,57	79,19	77,61
Crème fraîche*	kg	1,65	2,81	2,77	3,01	3,66
Yaourts	//	8,71	15,83	16,31	16,65	17,27
Desserts lactés frais	//	3,04	5,41	5,89	6,37	6,45
Fromages frais	//	4,19	6,55	6,71	6,73	6,67
Fromages*	//	15,25	16,98	17,05	17,20	17,23
Beurre*	//	9,42	8,49	8,43	8,49	8,32
Huile*	//	10,84	12,12	11,38	11,76	12,21
Margarine	//	2,31	2,29	2,34	2,22	2,15
Sucre	//	14,98	10,39	10,02	9,81	10,25
Chocolat (poudre et tablettes)	//	2,92	3,37	3,39	3,73	3,87
Confiserie de sucre	//	2,79	2,62	2,71	2,72	2,86
Confiserie de chocolat	//	1,50	1,59	1,64	1,70	1,82
Miel*	//	0,36	0,41	0,41	0,39	0,40
Crèmes glacées	litre	3,51	6,32	6,50	6,44	6,44
Plats cuisinés surgelés	kg	0,40	1,87	2,12	2,23	1,93
Vins courants* (4)	litre	77,07	47,87	46,28	45,12	43,90
Vins AOC* (4)	//	14,92	22,66	23,73	*r* 22,83	22,89
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	//	1,87	1,59	1,55	1,55	1,55
Champagne	//	1,69	2,05	1,95	1,82	1,84
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	//	4,03	3,32	3,36	3,31	3,37
Eaux de vie et liqueurs*	//	3,12	3,57	3,16	3,26	3,54
Bière	//	44,22	38,98	39,67	38,77	38,84

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 1)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1989	1990	1991	1992
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE						
Cidre*	litre	7,51	6,86	6,47	6,65	6,48
Eaux minérales et de source	//	54,68	84,91	92,43	94,10	92,76
Boissons gazeuses	//	23,70	33,35	35,82	34,71	33,55
Jus de fruits, y compris nectars	//	2,60	5,63	6,84	8,00	8,65
Café (5) (6)	kg	4,71	4,33	4,41	4,58	4,59
Thé et maté (6)	//	0,16	0,18	0,20	0,21	0,21
Infusions*	g	59,80	66,30	65,70	64,90	68,10
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)						
Biens durables :						
Réfrigérateurs (7) (8)	10^3	1.500	1.780	1.953	1.808	1.772
Machines à laver (7) (8)	//	1.530	1.840	1.890	1.856	1.884
Lave-vaisselle	//	475	760	780	718	712
Récepteurs de télévision (7)	//	2.440	3.610	3.630	3.515	3.656
dont : télévision couleur (7)	//	1.720	3.250	3.400	3.352	3.500
Automobiles (9)	//	1.873	2.274	2.309	2.031	2.106
Chauffage et éclairage :						
Electricité (10)	10^9 kWh	61,60	92,90	96,90	106,80	109,80
Gaz de ville (11)	10^9 kWh	97,10	120,40	124,00	144,00	142,36
Butane, propane (12)	10^6 KWh	25,80	20,30	20,20	22,30	21,91
Charbon (13)	10^6 tonnes	5,00	2,70	2,60	2,70	2,20
Fioul domestique (14)	10^3 m^3	33,70	20,70	20,20	21,30	21,20
Transports :						
Carburants (15)	10^3 m^3	18.806	21.330	20.823	20.328	20.095
Chemins de fer (16) :						
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	46,88	55,36	54,97	■ 52,35	52,93
Banlieue de Paris	//	7,61	8,82	8,99	■ 9,95	9,94
Régie autonome des transports parisiens :						
Réseau ferré :						
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyageurs	1.095	1.223	1.222	1.188	1.201
Réseau express régional (17)	//	205	326	362	361	367
Réseau autobus (18)	//	754	833	841	830	853
Autres biens et services :						
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	37,00	21,80	21,10	20,60	19,40
Savons de toilette, etc. (19)	//	32,90	30,70	28,30	26,40	27,40
Poudres à laver le linge ménagères	//	418,70	519,00	483,90	*r* 460,00	481,40
Cinéma	10^6 spectateurs	175,40	120,90	121,90	117,50	115,36
Cigarettes (20)	10^6	85.650	94.929	95.809	99.100	96.310
Cigares et cigarillos (20)	//	1.927	1.459	1.474	1.477	1.377
Scaferlatis (20)	tonne	7.037	4.988	4.933	4.905	4.969

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 2 et fin)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1989	1990	1991	1992
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS (21)						
Réfrigérateurs	10^3	19.900	22.904	23.514	24.119	24.340
Machines à laver	//	16.200	19.350	19.869	20.470	20.528
Lave-vaisselle	//	3.400	6.276	6.679	7.191	7.617
Récepteurs de télévision	//	18.800	23.850	24.608	25.589	26.399
dont : télévision couleur	//	8.700	19.990	21.457	22.868	24.075
Automobiles	//	16.900	21.585	22.471	23.070	23.520

* Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.

(1) Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : a. La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; b. L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; c. La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); d. Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.).
(2) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets).
(3) Les produits de la mer sont exprimés en poids vif, c'est-à-dire tels qu'ils sont pêchés. —
(4) Depuis 1983, les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) figurent avec les vins AOC et non plus avec les vins courants.
(5) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que *soit sa présentation :* en grains, moulu ou soluble.
(6) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. —
(7) Estimation des ventes aux ménages.
(8) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs.
(9) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(10) Electricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par EDF et les distributeurs non nationalisés.
(11) Gaz pour usages domestiques, livré par Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées.
(12) Usages domestiques.
(13) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke.
(14) En acquitté total des factures des distributeurs.
(15) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole.
(16) Y compris les déplacements professionnels. En 1991, extension de la région des transports parisiens à l'ensemble de l' Ile de France.
(17) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir du 10 décembre 1981) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER.
(18) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation.
(19) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc.
(20) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée) supprimées à partir du 1er mars 1987.
(21) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984, les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre. Les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats 1980 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année n et de janvier de l'année n + 1 : les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année n.

TABLEAU D.01-4

Equipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble des ménages	Groupe socioprofessionnel (1)									
			Agriculteurs	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (2)	Autres actifs (2)	Non actifs
Automobile (3)	Mi-1988	74,6	94,7	81,1	92,1	95,0	90,3	78,9	85,4	56,1	89,4	51,9
	Mi-1989	75,0	95,1	78,3	93,9	94,8	93,0	75,7	86,6	58,3	87,7	51,5
	Mi-1990	76,5	95,9	74,7	95,2	94,4	93,3	78,3	87,2	59,3	90,2	54,6
	Mi-1991	76,8	95,8	82,5	93,5	95,6	92,3	79,8	88,4	63,0	88,3	55,1
	Mi-1992	76,7	95,9	81,1	91,8	92,5	91,1	80,4	87,8	49,1	89,1	57,5
Téléviseur	Mi-1988	94,3	93,9	91,9	96,0	93,4	91,3	92,5	95,7	96,8	91,4	94,8
	Mi-1989	93,9	91,6	91,3	94,6	92,3	91,4	91,5	96,3	91,0	90,8	94,4
	Mi-1990	94,5	93,3	89,7	95,1	93,3	92,3	92,7	96,2	91,0	94,9	95,0
	Mi-1991	94,7	94,2	90,0	96,0	91,9	92,2	92,4	97,0	90,7	91,9	95,5
	Mi-1992	94,9	97,4	93,2	94,0	91,3	91,9	92,0	97,0	93,3	93,0	96,2
Téléviseur couleur	Mi-1988	81,7	64,3	66,2	87,2	86,0	82,6	79,7	84,3	84,0	82,1	79,9
	Mi-1989	84,2	70,1	71,7	89,0	88,8	85,1	83,4	87,2	77,3	85,6	81,7
	Mi-1990	87,1	78,8	77,0	90,2	90,0	88,3	85,5	89,2	83,1	88,8	85,3
	Mi-1991	89,1	81,5	76,3	92,7	90,0	89,6	87,1	92,5	81,9	86,4	87,7
	Mi-1992	90,3	86,5	83,8	91,7	89,8	88,9	87,7	92,9	85,0	91,3	90,1
Réfrigérateur	Mi-1988	97,5	96,6	95,9	97,0	99,6	98,1	98,7	97,8	95,7	98,3	96,6
	Mi-1989	97,7	97,8	97,8	97,3	98,8	98,7	98,5	98,6	95,7	99,3	96,3
	Mi-1990	97,8	97,2	95,4	98,6	98,8	98,7	98,3	98,0	95,2	98,9	97,0
	Mi-1991	97,9	98,7	95,0	97,3	99,2	98,1	98,2	98,8	93,1	98,4	97,1
	Mi-1992	98,1	99,1	98,7	98,6	99,0	98,7	97,2	98,7	96,6	97,1	97,6
Congélateur	Mi-1988	39,7	80,2	48,6	51,5	41,2	39,3	31,7	46,0	23,5	44,7	32,1
	Mi-1989	40,2	80,6	52,2	53,3	43,8	42,0	29,6	47,3	30,8	39,1	31,4
	Mi-1990	42,6	78,6	55,2	57,0	43,8	43,1	33,3	50,8	24,9	38,8	34,4
	Mi-1991	43,3	87,3	51,3	53,5	44,0	43,0	34,8	50,9	32,4	35,6	36,1
	Mi-1992	44,3	82,7	63,8	54,7	43,3	42,9	36,6	51,5	28,4	40,2	38,9
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1988	35,8	15,3	31,1	37,7	49,2	40,6	38,4	38,8	33,2	48,0	29,4
	Mi-1989	38,4	20,5	26,1	40,5	52,3	44,9	44,8	39,1	35,1	51,8	31,6
	Mi-1990	39,7	20,4	33,3	43,0	53,1	47,3	43,4	40,3	45,0	56,5	32,5
	Mi-1991	41,0	19,8	31,3	42,9	55,3	46,5	44,0	43,9	39,8	45,3	34,5
	Mi-1992	42,5	19,4	30,7	45,2	57,3	47,4	47,2	42,4	36,6	50,6	37,5
Lave-linge	Mi-1988	86,5	93,9	85,1	93,6	93,2	89,6	84,7	90,8	82,4	90,1	79,6
	Mi-1989	87,0	94,1	88,0	93,3	93,6	91,1	87,8	92,3	77,7	86,6	79,0
	Mi-1990	87,9	94,8	82,8	95,1	92,7	90,1	87,3	92,8	78,3	87,3	81,7
	Mi-1991	88,4	96,6	88,8	92,7	93,8	90,2	88,0	92,6	85,2	90,6	82,6
	Mi-1992	88,9	96,4	89,2	93,8	92,0	90,2	87,3	93,2	72,3	91,4	84,7
Lave-vaisselle	Mi-1988	27,9	35,4	12,2	51,0	61,1	41,3	27,0	23,7	18,2	33,4	15,1
	Mi-1989	28,4	39,6	13,0	53,6	64,0	43,6	25,0	24,4	10,9	29,6	14,6
	Mi-1990	30,0	45,2	12,6	57,0	64,4	42,8	25,8	25,5	11,6	34,4	16,8
	Mi-1991	31,5	43,9	13,8	57,5	65,3	44,8	29,0	28,5	17,6	31,1	17,7
	Mi-1992	(4) 31,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Téléphone	Mi-1988	91,9	93,9	74,3	95,9	98,5	96,2	91,8	88,5	84,5	91,1	91,2
	Mi-1989	92,5	93,8	77,2	96,4	98,7	96,5	93,1	89,7	87,2	94,7	91,3
	Mi-1990	93,7	95,6	71,3	97,0	98,3	97,1	94,2	90,8	89,4	96,7	93,0
	Mi-1991	94,2	97,1	88,8	95,8	98,3	97,8	94,8	92,6	84,3	95,5	93,1
	Mi-1992	94,9	96,9	87,9	96,9	99,0	97,3	93,6	92,6	90,5	97,7	94,6
Micro-ondes (5)	Mi-1990	18,9	11,5	(6)	31,0	42,8	29,7	20,2	17,0	8,0	26,3	(7) 9,8
Nombre de ménages en millions (8)	Mi-1992	**22,0**	**0,5**	**0,1**	**1,2**	**2,0**	**2,5**	**1,8**	**5,1**	**0,4**	**0,4**	**8,0**

(1) Code des catégories socioprofessionnelles (insee 1969) [n° des groupes 0 à 9]
(2) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.
(3) Voitures particuliaires et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à loa disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(4) L'équipement en lave-vaisselle n'a pas été détaillé en 1992.
(5) L'enquête sur les micro-ondes n'a pas lieu tous les ans.
(6) Les salariés agricoles sont regroupés avec les agriculteurs.
(7) Ces informations ne concernent que les retraités.
(8) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-5A

Equipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage .

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages)

Nature de l'équipement	Date	Ensemble	Âge du chef de ménage							
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus
Automobile (1)	Mi-1988	74,6	65,2	84,3	88,9	88,1	87,7	78,4	74,9	62,6	35,0
	Mi-1989	75,0	65,8	85,7	89,2	89,4	85,6	80,6	74,6	61,6	35,7
	Mi-1990	76,5	65,8	85,0	88,2	90,9	85,1	83,3	80,3	65,3	39,1
	Mi-1991	76,8	68,9	85,1	89,6	91,6	87,2	84,0	76,5	68,4	37,8
	Mi-1992	76,4	24,4	58,1	83,0	88,3	87,0	83,7	79,3	69,6	45,6
Téléviseur	Mi-1988	94,3	78,2	89,6	94,0	95,6	96,9	96,5	97,9	96,3	95,0
	Mi-1989	93,9	82,6	88,3	92,7	95,9	96,1	95,2	96,2	97,4	95,0
	Mi-1990	94,5	79,7	88,7	94,2	96,0	96,1	96,6	96,6	97,1	95,9
	Mi-1991	94,7	81,8	90,0	93,7	95,6	97,3	97,3	97,1	96,6	96,3
	Mi-1992	94,8	82,3	89,2	92,6	96,0	97,1	96,2	97,0	97,4	97,2
Téléviseur couleur	Mi-1988	81,7	56,0	75,0	83,8	86,4	85,7	83,2	84,6	82,6	79,5
	Mi-1989	84,2	66,0	78,3	85,6	89,0	89,1	84,8	86,5	85,9	81,1
	Mi-1990	87,1	67,7	81,1	88,3	91,5	90,5	88,7	88,4	88,3	84,8
	Mi-1991	89,1	70,9	84,3	89,8	92,2	92,6	92,4	91,5	88,6	87,9
	Mi-1992	90,2	70,2	83,4	89,5	93,1	92,6	91,4	91,3	92,9	91,2
Réfrigérateur	Mi-1988	97,5	95,4	97,9	98,4	98,0	97,5	97,1	98,0	96,9	96,6
	Mi-1989	97,7	96,9	97,3	98,8	98,3	98,6	98,1	97,4	97,7	95,2
	Mi-1990	97,8	91,0	98,3	97,5	98,4	99,1	97,6	98,5	98,3	96,6
	Mi-1991	97,9	95,2	97,5	98,5	98,8	98,4	98,6	98,1	98,0	96,3
	Mi-1992	98,1	94,9	97,2	98,9	98,9	97,9	98,6	98,0	97,8	97,4
Congélateur	Mi-1988	39,7	11,2	26,6	45,6	51,2	49,2	44,2	45,5	40,8	22,8
	Mi-1989	40,2	12,5	26,0	46,2	53,3	52,4	46,3	43,8	37,8	23,7
	Mi-1990	42,6	14,8	28,6	45,0	57,2	53,7	48,6	46,5	43,2	26,6
	Mi-1991	43,3	15,9	29,0	47,4	54,3	53,8	51,8	48,3	43,1	27,7
	Mi-1992	44,5	10,3	26,4	46,3	55,0	53,9	55,3	48,7	47,7	31,9
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1988	35,8	30,5	44,2	41,1	39,2	37,5	35,4	33,9	33,4	23,9
	Mi-1989	38,4	33,2	45,5	45,2	41,3	36,1	38,9	37,4	35,8	26,5
	Mi-1990	39,7	29,5	48,2	46,3	41,5	39,8	39,2	39,1	35,9	29,4
	Mi-1991	41,0	37,0	47,5	47,9	44,5	39,3	39,3	41,6	37,7	29,9
	Mi-1992	42,7	34,0	45,7	48,7	44,6	41,7	41,6	38,7	43,7	35,5
Lave-linge	Mi-1988	86,5	58,1	82,6	92,1	93,3	93,5	90,2	91,9	87,0	72,4
	Mi-1989	87,0	60,4	84,9	92,2	94,7	94,6	93,4	90,3	86,6	72,4
	Mi-1990	87,9	59,0	80,9	92,1	94,6	94,2	94,6	91,5	89,4	76,9
	Mi-1991	88,4	60,5	82,2	93,7	93,7	94,7	94,7	93,5	89,3	77,2
	Mi-1992	88,8	54,7	81,2	91,7	94,0	93,6	94,1	92,4	92,2	82,1
Lave-vaisselle	Mi-1988	27,9	5,8	17,3	39,1	44,3	35,4	25,1	24,6	18,5	10,1
	Mi-1989	28,4	6,0	15,8	37,0	48,5	37,7	29,8	24,8	18,2	9,5
	Mi-1990	30,0	4,5	15,8	37,5	49,3	39,8	32,0	28,0	22,1	11,0
	Mi-1991	31,5	5,2	15,3	40,1	51,6	41,3	32,0	28,2	23,5	12,4
	Mi-1992	33,1	5,4	13,8	38,5	52,9	46,7	34,8	31,4	25,1	14,9
Téléphone	Mi-1988	91,9	73,1	90,5	92,5	93,6	93,3	92,3	94,9	94,1	91,2
	Mi-1989	92,5	78,5	89,4	93,9	95,0	93,2	93,5	92,8	94,7	91,4
	Mi-1990	93,7	76,8	92,0	94,3	95,0	95,0	94,3	95,1	96,1	93,8
	Mi-1991	94,2	81,8	91,5	94,8	95,5	96,7	95,9	95,9	95,8	93,1
	Mi-1992	94,9	83,1	93,2	95,0	95,8	96,4	95,3	95,7	95,7	95,2
Nombre de ménages [en millions]	Mi-1992	22,0	0,7	1,6	4,4	4,6	1,5	1,7	1,8	1,7	3,9

(1) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.

TABLEAU D.01-5B

Equipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (1)	Mi-1988	74,6	38,9	78,7	89,8	94,4	91,9	81,5
	Mi-1989	75,0	40,1	79,1	91,8	94,4	92,8	81,5
	Mi-1990	76,5	42,6	82,0	91,8	94,7	93,9	84,4
	Mi-1991	76,8	42,7	82,8	92,0	95,3	93,0	87,6
	Mi-1992	76,5	44,3	81,6	91,8	94,8	91,5	80,9
Téléviseur	Mi-1988	94,3	86,9	95,9	97,0	97,1	98,3	97,3
	Mi-1989	93,9	86,7	95,2	96,8	97,5	97,5	96,9
	Mi-1990	94,5	87,6	95,7	93,3	97,7	98,3	99,0
	Mi-1991	94,7	89,0	96,1	97,6	96,7	97,3	96,5
	Mi-1992	94,9	89,4	96,4	97,0	97,1	97,6	95,8
Téléviseur couleur	Mi-1988	81,7	67,8	84,0	87,4	88,2	89,3	83,1
	Mi-1989	84,2	71,9	85,9	89,3	91,3	90,6	89,4
	Mi-1990	87,1	75,8	88,4	92,2	93,5	92,7	92,8
	Mi-1991	89,1	79,1	90,7	94,0	94,3	94,2	91,8
	Mi-1992	90,2	81,0	92,5	93,7	94,8	94,6	90,8
Réfrigérateur	Mi-1988	97,5	94,8	98,1	98,8	98,2	98,7	99,5
	Mi-1989	97,7	94,0	98,8	98,7	99,2	99,3	99,0
	Mi-1990	97,8	94,7	98,5	99,1	99,1	99,4	99,0
	Mi-1991	97,9	95,3	98,3	99,1	99,4	99,2	99,0
	Mi-1992	98,1	95,4	98,7	99,3	99,6	98,7	99,6
Congélateur	Mi-1988	39,7	15,2	39,0	46,3	57,6	64,4	52,7
	Mi-1989	40,2	15,9	39,3	48,5	57,4	65,8	54,8
	Mi-1990	42,6	18,0	42,1	50,4	61,0	657,6	57,9
	Mi-1991	43,3	18,8	43,1	52,0	60,9	66,0	63,2
	Mi-1992	44,3	20,1	44,6	51,8	60,8	69,7	63,9
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1988	35,8	23,4	37,2	43,7	41,3	36,6	41,3
	Mi-1989	38,4	25,7	40,0	45,8	45,1	41,7	40,6
	Mi-1990	39,7	29,8	41,1	46,4	43,6	43,4	39,7
	Mi-1991	41,0	30,5	42,5	46,6	48,1	41,2	46,5
	Mi-1992	42,5	31,7	46,0	46,7	47,6	43,8	44,1
Lave-linge	Mi-1988	86,5	61,6	90,1	97,0	98,2	98,7	93,8
	Mi-1989	87,0	63,4	91,1	97,0	98,3	98,8	98,1
	Mi-1990	87,9	65,5	92,2	97,6	98,6	98,7	97,4
	Mi-1991	88,4	67,7	92,5	97,5	98,3	98,1	97,8
	Mi-1992	88,8	68,5	93,3	96,5	98,9	99,6	94,6
Lave-vaisselle	Mi-1988	27,9	7,6	23,6	36,3	48,8	47,1	29,0
	Mi-1989	28,4	8,1	23,2	38,5	50,7	45,5	34,4
	Mi-1990	30,0	8,9	26,9	37,5	52,5	49,8	33,9
	Mi-1991	31,5	9,4	28,9	38,8	54,5	53,2	36,8
	Mi-1992	32,9	10,7	29,1	40,8	57,9	56,0	35,0
Téléphone	Mi-1988	91,9	84,5	94,2	94,6	94,4	95,8	89,0
	Mi-1989	92,5	84,3	95,0	95,8	96,4	95,1	90,9
	Mi-1990	93,7	87,2	95,3	96,7	97,4	95,9	89,4
	Mi-1991	94,2	88,5	95,7	97,0	97,6	95,1	91,8
	Mi-1992	94,9	89,9	96,4	96,6	97,8	96,9	91,6
Nombre de ménages [en millions]	Mi-1992	22,0	5,6	7,0	3,8	3,5	1,4	0,6

(1) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.

TABLEAU D.01-6

Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle

Année 1991

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire)

Unité : %

	Restaurant	Cantine restaurant d'entreprise	Cantine scolaire réfectoire restaurant universitaire	Casse-croûte dans un café	Casse-croûte emporté avec soi	Payé par employeur ou autre foyer	Invitation dans autre foyer	Autre repas	**Ensemble**
Selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle									
Agriculteurs exploitants	0,49	0,07	—	—	0,23	0,40	1,52	0,31	0,65
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,51	0,77	0,03	3,67	4,36	5,71	2,94	4,36	3,96
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	17,70	15,67	1,34	13,15	3,38	1,95	4,97	3,58	7,61
Professions intermédiaires	19,31	29,00	3,16	20,63	13,14	4,82	10,38	6,86	12,71
Employés	14,94	29,09	1,90	20,32	19,11	21,54	13,44	6,07	13,61
Ouvriers	13,13	16,45	1,20	15,92	44,01	20,91	12,43	8,32	13,51
Retraités	7,90	1,70	0,44	0,88	1,30	5,88	12,18	13,85	7,45
Enfants, élèves, étudiants, militaires du contingent	12,39	6,30	90,53	23,68	12,95	36,73	33,90	49,31	35,83
Inactifs de moins de 60 ans	2,55	0,65	1,32	1,58	1,47	0,26	5,75	4,29	3,22
Inactifs de 60 ans et plus	1,07	0,30	0,09	0,17	0,06	1,82	2,50	3,05	1,46
Total	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Selon la catégorie de commune									
Communes rurales	21,15	17,17	34,46	8,13	26,66	22,24	24,98	24,37	24,60
Unités urbaines :									
De moins de 10.000 habitants	7,45	6,46	10,04	3,45	9,63	10,89	10,58	9,28	9,16
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	4,81	4,07	4,97	4,68	4,52	6,85	5,20	8,13	5,29
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	10,15	10,58	10,14	6,00	9,84	12,90	12,87	12,21	11,30
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	5,73	6,12	6,71	5,20	4,65	5,01	7,56	5,02	6,32
De 200.000 habitants et plus sauf UU Paris	22,58	19,87	15,89	17,92	26,76	17,61	22,93	22,20	21,41
Ensemble des unités urbaines (sauf UU de Paris)	**50,71**	**47,10**	**47,74**	**37,26**	**55,41**	**53,26**	**59,13**	**56,84**	**53,49**
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	17,53	28,45	13,58	29,62	14,58	19,11	10,51	12,65	15,32
Ville de Paris	10,61	7,28	4,21	24,99	3,35	5,39	5,38	6,15	6,59
Total unité urbaine de Paris	**28,14**	**35,73**	**17,79**	**54,61**	**17,93**	**24,50**	**15,89**	**18,80**	**21,91**
Nombre moyen de repas pris à l'extérieur par semaine et par personne	0,50	0,31	0,44	0,05	0,21	0,09	0,92	0,32	2,84

TABLEAU D.01-7

Poids des repas pris à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon la catégorie de commune

Année 1991

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire)

Catégorie de commune	Dépense alimentaire totale par ménage par an en francs	Dépense en repas pris à l'extérieur par an en francs	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Population agricole :			
Des communes rurales	26.760	1.842	6,9
Des communes urbaines	28.049	2.445	8,7
Population non agricole :			
Des communes rurales	32.133	5.155	16,0
Des unités urbaines :			
De moins de 10.000 habitants	29.218	3.807	13,0
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	30.318	6.163	20,3
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	30.481	4.628	15,2
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	30.163	4.424	14,7
De 200.000 habitants et plus (sauf UU Paris)	32.540	6.058	18,6
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	38.090	9.204	24,2
Ville de Paris	35.187	11.577	32,9
Ensemble	32.001	5.725	17,9

TABLEAU D.01-8

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Source : Eurostat : (Enquêtes budget de famille harmonisées) *Unité :* %

	Allemagne (ex-RFA)	**France**	Italie	Pays-Bas	Irlande	Espagne	Royaume-Uni	Belgique	Danemark	Grèce	Luxembourg	Portugal
	1988	**1989**	1990	1989	1987	1981	1989	1988	1987	1988	1987	1989
Voiture (neuve ou d'occasion)	67,8	**75,1**	75,3	64,0	62,2	51,5	66,0	79,7	62,2	37,6	88,5	38,8
Caravane (y compris caravane pliante)	2,9	**4,9**	///	8,0	2,5	///	///	6,1	5,0	0,5	4,1	///
Motocyclette, scooter, cyclomoteur	7,2	**11,3**	25,9	3,0	2,1	12,8	///	8,6	8,0	9,6	///	19,3
Télévision en noir et blanc	19,4	**23,4**	95,7	23,0	20,9	72,0	98,0	13,8	19,0	54,9	75,0	88,2
Téléviseur en couleur	87,4	**84,1**	///	94,0	82,7	26,5	91,0	87,1	86,0	51,4	91,4	///
Réfrigérateur	99,0	**98,0**	96,3	98,0	97,2	91,1	98,0	97,8	98,0	98,2	96,0	90,1
Congélateur	51,7	**40,4**	///	49,0	15,7	///	///	67,3	64,0	3,2	///	30,0
Machine à laver la vaisselle	28,7	**27,6**	19,4	10,0	7,6	6,3	10,0	30,5	25,0	8,2	45,3	7,6
Machine à coudre électrique	53,0	**37,8**	///	63,0	///	///	///	55,2	55,0	13,5	///	10,1
Machine à laver	85,7	**84,3**	92,5	89,0	77,1	64,3	86,0	88,6	66,0	69,8	96,2	51,7
Résidence secondaire	///	**9,5**	4,6	2,0	2,2	10,6	///	6,8	12,0	12,5	9,4	///
Magnétoscope	26,2	**24,1**	26,6	///	20,5	///	57,0	///	21,0	24,6	///	///
Microordinateur personnel	12,0	///	9,7	///	///	///	17,0	///	9,0	2,5	///	4,4

TABLEAU D.01-9

Le budget des ménages en 1989

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

Unité : %

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	**Total (1)**
Âge du chef de ménage :									
Moins de 25 ans	12,8	5,7	*r* 8,1	26,2	5,9	*r* 17,5	11,7	12,1	100,0
25 à 34 ans	14,4	5,2	6,2	29,0	*r* 6,1	15,6	7,3	*r* 16,2	100,0
35 à 44 ans	15,9	4,7	6,2	27,7	5,7	*r* 14,1	7,4	*r* 18,3	100,0
45 à 54 ans	16,6	4,1	6,6	23,4	5,7	14,9	7,0	21,7	100,0
55 à 64 ans	18,4	3,3	5,4	25,0	7,1	12,9	6,0	21,9	100,0
65 à 74 ans	20,7	2,5	*r* 5,2	24,8	10,0	11,7	5,1	19,9	100,0
75 et plus	22,4	3,0	4,9	25,4	13,2	7,7	4,3	19,1	100,0
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (nouvelle CS) :									
Exploitants agricoles	23,9	3,0	5,9	23,2	7,1	14,8	5,2	16,9	100,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	15,8	*r* 4,6	5,7	24,6	*r* 4,6	14,3	6,5	*r* 23,8	100,0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,1	4,7	6,9	24,9	*r* 4,9	13,4	7,1	*r* 26,8	100,0
Professions intermédiaires	14,1	5,1	6,4	26,1	6,2	15,4	7,3	19,4	100,0
Employés	16,8	4,5	*r* 6,3	28,4	*r* 6,7	14,0	7,0	16,3	100,0
Ouvriers	19,1	4,1	5,8	28,4	6,5	15,0	7,1	14,0	100,0
Retraités	21,0	2,8	5,1	24,9	10,1	11,4	5,5	19,2	100,0
Autres inactifs	18,7	3,9	7,1	26,7	8,1	*r* 12,4	9,0	14,1	100,0
Type de ménage :									
Personne seule :									
< 65 ans	*r* 12,2	6,0	6,4	28,4	5,4	13,9	7,2	20,4	100,0
⩾ 65 ans	20,4	2,9	5,2	28,7	11,6	6,9	4,3	20,0	100,0
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
< 35 ans	11,7	5,8	6,7	25,6	5,3	18,6	9,0	*r* 17,2	100,0
35 à < 65 ans	17,2	3,1	5,1	24,8	6,3	13,4	5,8	24,3	100,0
⩾ 65 ans	22,1	2,5	*r* 5,1	23,6	11,5	10,7	4,8	*r* 19,7	100,0
Couples avec :									
1 enfant	15,9	4,0	6,0	24,7	6,5	15,5	6,7	*r* 20,6	100,0
2 enfants	16,3	4,6	*r* 6,1	*r* 27,1	5,8	*r* 14,8	7,4	*r* 17,9	100,0
3 enfants ou plus	19,4	4,1	7,0	28,5	6,2	13,0	7,4	14,4	100,0
Autres ménages de :									
2 personnes	17,0	4,0	6,9	25,8	9,3	12,2	7,0	17,8	100,0
3 personnes	19,5	4,0	5,6	26,1	7,7	13,7	6,2	17,2	100,0
> 3 personnes	19,9	4,3	6,4	23,6	6,8	13,4	8,1	17,5	100,0
Type d'habitat de résidence :									
Population agricole :									
Communes rurales	25,7	2,6	5,7	22,9	8,5	13,7	4,9	16,0	100,0
Toutes communes	25,0	2,6	5,5	23,1	8,4	14,1	4,8	16,5	100,0
Population non agricole :									
Communes rurales	18,1	3,9	5,5	26,9	6,5	15,0	6,7	17,4	100,0
Unités urbaines de moins de 20.000 habitants	17,3	3,6	5,5	27,1	6,6	15,2	7,1	17,6	100,0
Unités urbaines de 20.000 à 99.999 habitants	17,0	3,8	6,8	25,5	6,7	14,3	7,0	*r* 18,8	100,0
Unités urbaines de 100.000 habitants et plus	16,8	4,0	6,3	26,5	7,0	13,2	7,0	*r* 19,2	100,0
Complexe agglomération de Paris	14,0	5,5	6,1	25,8	7,1	12,2	6,7	22,6	100,0
Toutes communes	16,5	4,2	*r* 6,1	26,4	6,8	13,8	6,9	*r* 19,4	100,0
Revenu moyen par unité de consommation :									
1 à 32.499	*r* 22,2	3,7	6,4	26,9	7,1	12,9	6,2	14,6	100,0
32.500 à 39.999	23,9	3,4	6,1	28,4	7,8	11,7	6,8	11,9	100,0
40.000 à 46.999	22,8	3,5	5,9	28,4	7,8	12,2	6,9	12,5	100,0
47.000 à 54.999	20,8	3,3	5,7	28,1	7,8	13,6	7,1	13,6	100,0
55.000 à 67.999	18,7	4,1	5,8	27,1	8,1	14,0	6,7	15,5	100,0
68.000 à 94.999	16,3	4,4	5,8	26,9	*r* 7,2	14,3	6,5	*r* 18,6	100,0
Plus de 94.999	11,7	*r* 4,6	6,3	24,0	5,7	14,5	7,0	*r* 26,2	100,0
Non déclarés	20,0	3,8	5,5	25,7	7,1	14,5	6,6	19,8	100,0
Ensemble	**16,9**	**4,2**	**6,0**	**26,2**	**6,9**	**13,8**	**6,8**	**19,2**	100,0

(1) En consommation annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-10 A

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Ensemble	
	Actif		Inactif		Active		Inactive			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	11 h 40	11 h 17	13 h 04	12 h 23	11 h 20	11 h 15	12 h 08	12 h 06	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 33	1 h 23	1 h 47	1 h 37	1 h 28	1 h 18	1 h 54	1 h 37	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 42	0 h 40	0 h 40	0 h 31	0 h 26	0 h 33	0 h 15	0 h 21	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	6 h 49	6 h 21	2 h 06	1 h 59	5 h 36	5 h 16	0 h 38	0 h 57	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	6 h 05	5 h 36	0 h 20	0 h 15	4 h 58	4 h 38	0 h 05	0 h 08	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 04	0 h 05	1 h 35	1 h 31	0 h 06	0 h 04	0 h 28	0 h 41	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 40	0 h 40	0 h 11	0 h 13	0 h 32	0 h 34	0 h 05	0 h 08	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	2 h 20	2 h 41	3 h 34	4 h 05	4 h 42	4 h 38	7 h 47	6 h 53	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	0 h 54	1 h 05	1 h 31	1 h 38	3 h 15	3 h 09	5 h 14	4 h 17	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 21	0 h 24	0 h 21	0 h 36	0 h 13	0 h 11	0 h 30	0 h 23	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 41	0 h 43	1 h 02	1 h 07	0 h 39	0 h 41	0 h 51	0 h 54	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 12	0 h 12	0 h 10	0 h 11	0 h 28	0 h 28	1 h 02	0 h 55	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	3 h 11	3 h 41	5 h 16	5 h 33	2 h 22	2 h 51	3 h 27	4 h 04	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 20	1 h 38	1 h 43	2 h 18	0 h 59	1 h 10	1 h 25	1 h 51	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 05	0 h 11	0 h 09	0 h 17	0 h 02	0 h 05	0 h 02	0 h 05	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 08	0 h 09	0 h 09	0 h 15	0 h 05	0 h 09	0 h 03	0 h 08	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 09	0 h 10	0 h 13	0 h 21	0 h 05	0 h 06	0 h 04	0 h 08	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 18 à 64 ans.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU D.01-10 B

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Ensemble	
	Seul		En famille		Seule		En famille			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	13 h 57	13 h 05	14 h 04	13 h 10	13 h 46	13 h 32	13 h 50	13 h 10	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 29	1 h 22	2 h 10	2 h 06	1 h 38	1 h 35	2 h 08	1 h 55	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 39	0 h 34	0 h 12	0 h 08	0 h 15	0 h 15	0 h 07	0 h 04	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	0 h 08	0 h 16	0 h 50	0 h 21	0 h 20	0 h 07	0 h 15	0 h 04	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	0 h 06	0 h 11	0 h 42	0 h 19	0 h 19	0 h 06	0 h 11	0 h 04	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 01	0 h 03	0 h 01	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 02	0 h 00	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 01	0 h 02	0 h 07	0 h 01	0 h 01	0 h 01	0 h 02	0 h 00	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	4 h 46	4 h 31	3 h 23	4 h 08	5 h 19	5 h 04	5 h 48	5 h 57	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	2 h 54	2 h 52	1 h 32	1 h 48	2 h 53	2 h 37	4 h 32	4 h 30	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 16	0 h 09	0 h 20	0 h 28	0 h 35	0 h 28	0 h 25	0 h 33	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 54	0 h 54	0 h 37	0 h 44	0 h 36	0 h 36	0 h 27	0 h 28	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 05	0 h 04	0 h 08	0 h 10	0 h 03	0 h 05	0 h 06	0 h 10	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	5 h 09	6 h 08	5 h 43	6 h 21	4 h 35	5 h 17	4 h 07	4 h 49	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 42	2 h 29	2 h 07	2 h 56	1 h 35	2 h 26	1 h 46	2 h 24	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 01	0 h 07	0 h 05	0 h 07	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 01	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 05	0 h 02	0 h 04	0 h 03	0 h 02	0 h 05	0 h 01	0 h 01	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 12	0 h 24	0 h 16	0 h 16	0 h 05	0 h 16	0 h 09	0 h 14	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 65 ans et plus.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résidences principales selon le statut d'occupation.

1. Catégories de logement par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé.
5. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
6. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
7. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
8. Charges financières des accédants et locataires selon le secteur du logement.
9. Taux d'effort selon le secteur du logement et la catégorie socioprofessionnelle.
10. Résidences principales selon le nombre de pièces, les caractéristiques de confort et le statut d'occupation dans les DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En novembre 1992, le parc de logements comptait 27 millions d'unités dont 22 millions de résidences principales.

De 1988 à 1992, la part des propriétaires occupants est restée quasiment stable passant de 53,6 % à 53,8 %. Depuis l'après-guerre, une progression aussi faible n'avait jamais été observée. Les acquisitions récentes ont diminué de 16 % entre 1985-1988 et 1989-1992. Les ménages les plus jeunes et les ouvriers sont ceux dont les possibilités d'acquérir une résidence principale se sont trouvées les plus réduites.

En léger recul entre 1984 et 1988, l'offre locative s'est accrue et diversifiée au cours des quatre années suivantes. Sur 8,7 millions de résidences principales à statut locatif, 4,9 millions font partie du secteur privé. Celui-ci a regagné 280.000 logements de 1988 à 1992, grâce à un investissement plus soutenu des bailleurs privés.

La mobilité résidentielle des ménages s'est réduite, notamment dans le parc HLM. Moins de ménages sont devenus propriétaires à l'occasion d'un changement de domicile.

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes logements

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978, 1984 et 1988. Une dixième enquête a été effectuée en 1992.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère du Logement pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

En 1988, l'échantillon comprenait d'une part, les logements déjà enquêtés en 1984 et des logements neufs, d'autre part.

La taille de l'échantillon était en 1978 de 31.000 logements, en 1984, de 38.000 logements en 1988, de 36.000 logements (en 1988, l'échantillon de la région Île-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage) et en 1992 de 48.000 logements dont une extension régionale Nord - Pas-de-Calais d'environ 2.800 logements.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort, environnement) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété, travaux de gros entretien et d'amélioration).

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

L'indice de peuplement

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

- *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;

— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;

— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;

— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;

— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;

— 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et des salariés logés;

— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;

— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;

— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

3. DÉFINITIONS

Logements occasionnels

Logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement sont recensées dans leur résidence principale.

Logements vacants

Logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement.

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si celle-ci a plus de 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bains, etc.

Résidences principales

Logements occupés de façon permanente et à titre principal par un ménage. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels et les garnis, les constructions provisoires et les habitations de fortune.

Résidences secondaires

Logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Sont également classés en résidences secondaires les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

● Ouvrages :

« Le logement aujourd'hui et demain », *INSEE-Résultats,* n^{os} 43-44 (*Consommation - modes de vie,* n^{os} 7-8);

« Le patrimoine de logements en 1984 », *INSEE-Résultats,* n° 55 (*Consommation - modes de vie,* n° 9);

« Le parc de logements et son occupation, mouvements annuels 1982-1988 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 86-87, n^{os} 15-16;

« Accession, endettement, surendettement », *INSEE-Première,* n° 60 (avril 1990);

« Tendances récentes du marché du logement », *INSEE-Première,* n° 74 (juin 1990);

« Le logement des Français en 1988, plus d'espace, moins d'insatisfaits », *INSEE-Première,* n° 98 (août 1990);

« Pourquoi l'on devient propriétaire », *INSEE-Première,* n° 124 (mars 1991);

« Moins de logements neufs, plus de rénovation. RP 1990 », *INSEE-Première,* n° 147 (juin 1991);

« Les conditions de logement des ménages en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;

« Les conditions de logement des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* volume M 133;

« Les conditions de logement fin 1984 », *Premiers résultats,* n° 70, août 1986;

Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/4 du RP 90);

Volume « Logements - Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 90);

Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 90);

« Projection du nombre de ménages 1975-2000 », *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;

« Logements, population, emploi 1975-1982-1990 » (RP 90);

« Les conditions de logement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 171-172 (avril 1992);

« Le logement locatif de 1984 à 1989 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 201-202 (août 1992).

« Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », *INSEE-Première,* n° 313 (mai 1994).

« Le logement locatif de 1984 à 1992 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 57-58 (janvier 1994).

● Articles d'*Économie et Statistique* :

« Le nombre de ménages croît plus vite que la population », mars 1986, n° 186;

« L'accession à tout prix, les charges de copropriétés, le parc locatif et ses occupants, loyers et charges locatives : près de 14 % du revenu, la valeur du parc de logements : près de 8.000 milliards de francs », septembre 1987, n° 202;

« Le logement de 1978 à 1984 : toujours plus grand et toujours mieux, les HLM : une vocation sociale qui s'accentue », janvier 1988, n° 206;

« La croissance du nombre de ménages soutiendra la construction neuve jusqu'au milieu des années 90 », octobre 1989, n° 225;

« L'opinion des Français sur leur logement. Les économies d'énergie dans le logement : un gain durable », février 1991, n° 240. « Accession : l'ancien réhabilité. Portrait du locataire », février 1991, n° 240.

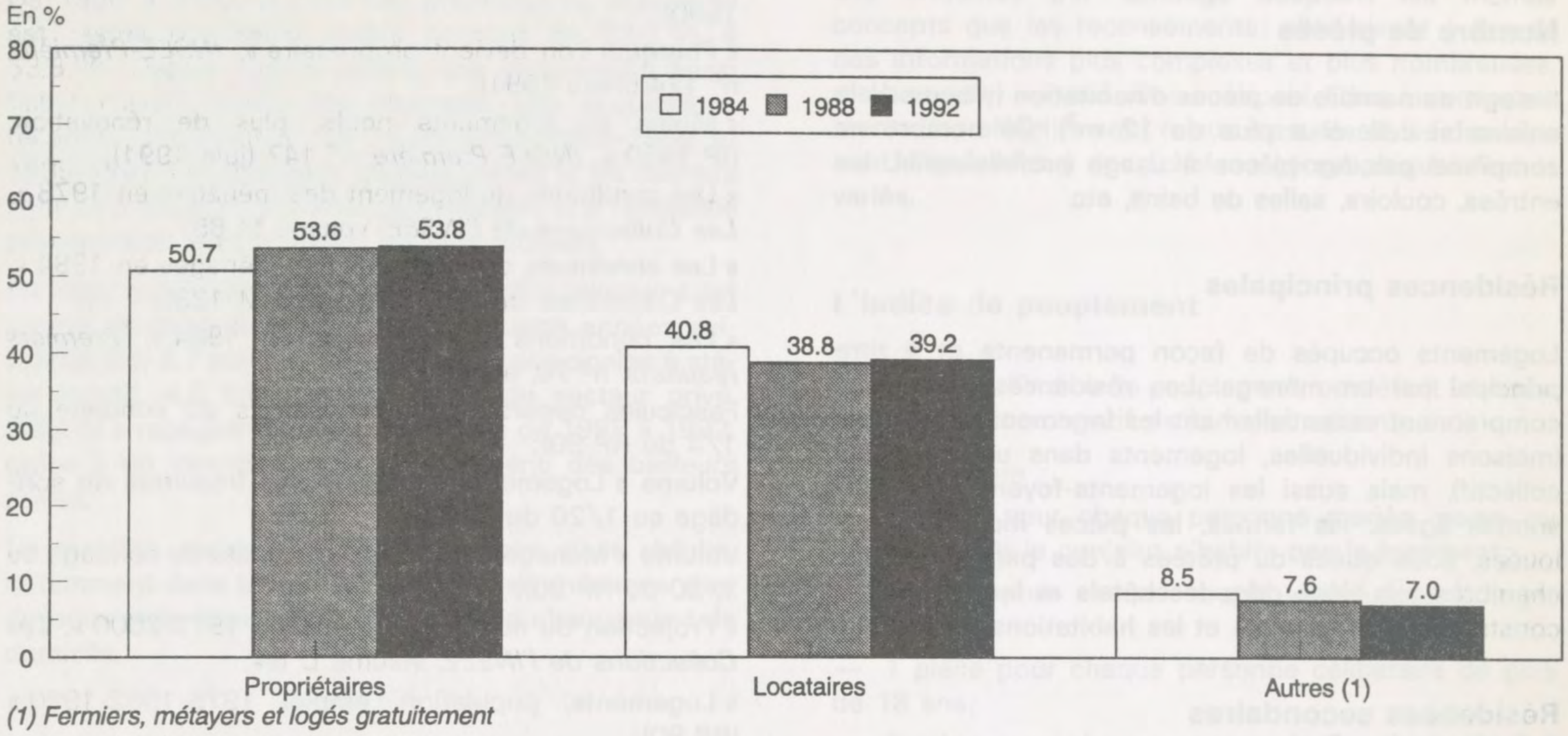
« De la location à la propriété : le parc de logements se redistribue », février 1992, n° 251.

« Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite — une projection à l'horizon 2020 », juillet 1993, n° 267.

*
* *

GRAPHIQUE D.02

Résidences principales selon le statut d'occupation



(1) Fermiers, métayers et logés gratuitement

Source : INSEE (Enquêtes logement)

TABLEAU D.02-1

Catégorie de logement par catégorie de commune

Source : INSEE (Enquêtes logement) — *Unité :* Millier

	(1) 1984	(1) 1988	(1) 1992
Résidences principales :			
Communes rurales	5.081,8	5.447,3	5.339,2
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	5.893,7	6.149,7	6.493,2
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	5.777,3	5.952,7	6.422,2
Agglomération parisienne	3.611,3	3.706,3	3.876,1
France entière	**20.364,1**	**21.256,0**	**22.130,7**
Logements vacants (2) :			
Communes rurales	683,7	726,3	654,8
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	555,1	670,2	584,9
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	429,5	517,3	487,9
Agglomération parisienne	250,6	241,9	269,3
France entière	**1.918,9**	**2.155,7**	**1.996,9**
Résidences secondaires (2) :			
Communes rurales	1.335,7	1.353,0	1.511,3
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	635,0	634,0	882,0
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	235,7	243,5	320,7
Agglomération parisienne	87,0	66,3	134,4
France entière	**2.293,4**	**2.296,8**	**2.848,4**
Tous logements :			
Communes rurales	**7.101,2**	**7.526,5**	**7.505,3**
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	**7.083,8**	**7.454,0**	**7.960,2**
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	**6.442,5**	**6.713,5**	**7.230,9**
Agglomération parisienne	**3.948,9**	**4.014,6**	**4.279,8**
France entière	**24.576,4**	**25.708,5**	**26.976,2**

(1) La catégorie de commune retenue pour 1984 et 1988 repose sur le découpage du territoire établi à la suite du recensement de 1982 alors que 1992 utilise le découpage consécutif au recensement de 1990. L'actualisation du zonage géographique réalisée en 1990 explique, pour une part, l'augmentation du nombre de logements en milieu urbain.

(2) L'introduction de la catégorie des logements occasionnels et les progrès du repérage des logements autres que principaux au recensement de 1990 (pourvoyeur de l'échantillon principal de l'enquête logement 1992/93) perturbent les comparaisons avec les données antérieures. Au total, la mesure des résidences secondaires (y compris logements occasionnels) est plus large d'environ 400.000 à 450.000 en 1992 alors que celle des logements vacants l'est un peu moins (50.000 à 100.000).

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation, et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1992)

Unité : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	353,7	1.966,3	2.718,8	2.142,3	3.367,6	1.364,2	**11.912,9**
Locataire HLM	674,4	819,1	603,8	412,6	566,9	299,0	**3.375,8**
Locataire non HLM	1.464,1	1.261,4	785,4	434,4	596,7	418,0	**4.960,0**
Locataire d'un logement meublé	171,4	63,6	36,7	27,6	21,0	18,5	**338,8**
Locataire d'un logement gratuit	1,6	9,1	10,3	18,0	14,8	1,1	**54,9**
Fermiers métayers	265,5	242,0	227,5	146,3	292,9	313,9	**1.488,1**
Logé gratuit	215,0	246,0	189,0	151,0	211,0	266,0	**2.784,0**
Ensemble	**2.930,8**	**4.361,5**	**4.382,5**	**3.181,2**	**4.859,9**	**2.414,7**	**22.130,6**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1992)

Unité : millier

	Agriculteurs	Artisants Commerçants Chefs d'entreprises	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	34,4	9,2	5,1	16,4	39,9	112,5	342,2	95,1	**654,7**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	10,5	7,0	2,9	12,6	17,8	48,0	287,9	63,7	**450,4**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	16,2	16,0	5,9	13,4	26,0	67,5	84,1	34,8	**263,8**
Baignoire ou douche, WC intérieur, sans chauffage central	120,8	160,8	154,7	276,3	303,0	742,5	1.052,1	281,8	**3.091,9**
Baignoire ou douche, WC intérieur, avec chauffage central	281,4	980,2	2.022,3	2.739,6	2.142,9	3.482,0	4.863,6	1.158,1	**17.670,0**
Total	**463,3**	**1.173,2**	**2.190,9**	**3.058,3**	**2.529,6**	**4.452,5**	**6.629,9**	**1.633,5**	**22.130,8**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé

Source : INSEE (Enquête logement 1992) — *Unité :* Millier

	Résidences Principales	dont achevées avant 1949
Aucun mode de chauffage	44,9	20,2
Chauffage autre que chauffage central	4.017,2	2.859,2
Fioul domestique	452,5	330,9
Gaz de ville	320,4	246,6
Butane-propane (bouteille, citerne)	85,7	56,4
Electricité	1.573,8	949,0
Charbon et /ou bois	1.567,9	1.267,1
Autre énergie	16,9	9,1
Chauffage central individuel	13.130,7	4.687,2
Fioul domestique	2.845,3	1.164,5
Gaz de ville	4.342,8	1.657,1
Butane-propane (bouteille, citerne)	427,7	172,1
Electricité	4.994,1	1.403,6
Charbon et /ou bois	513,6	289,8
Autre énergie	7,2	–
Chauffage central collectif	4.937,9	568,7
Fioul domestique	2.080,0	299,4
Gaz de ville	1.689,1	159,8
Butane-propane (bouteille, citerne)	37,6	8,9
Electricité	217,1	16,5
Charbon et /ou bois	98,0	23,1
Urbain	657,0	54,9
Autre énergie	159,0	6,0
Total	**22.130,8**	**8.135,3**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Enquête logement 1992) — *Unité :* Millier

Année d'achèvement	Type d'immeuble			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	**Total**	
Avant 1915	3.385,7	1.715,4	**5.101,1**	4,02
De 1915 à 1948	1.923,2	1.111,0	**3.034,2**	3,89
De 1949 à 1967	1.734,0	2.643,6	**4.377,6**	3,77
De 1967 à 1974	1.395,3	1.962,9	**3.358,2**	3,90
De 1975 à 1981	1.831,3	1.192,5	**3.023,9**	4,21
De 1982 à 1989	1.691,5	839,3	**2.530,8**	4,20
1990 et après	381,9	323,2	**705,1**	3,87
Total	**12.343,0**	**9.787,8**	**22.130,8**	**3,98**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1992) — *Unité :* Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						Total
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	803,0	2.001,1	611,6	525,7	204,4	67,0	**4.213,0**
Sous-peuplement prononcé	987,1	1.778,7	769,0	717,2	239,5	74,0	**4.565,8**
Sous-peuplement modéré	1.501,9	1.709,2	1.108,9	1.066,2	411,1	107,3	**5.904,8**
Peuplement normal	1.568,2	1.104,0	977,3	836,7	394,4	155,4	**5.036,3**
Surpeuplement modéré	1.086,8	321,6	231,6	217,3	140,4	122,6	**2.120,7**
Surpeuplement accentué	—	46,4	59,6	45,6	40,0	98,1	**289,9**
Total	**5.947,0**	**6.961,0**	**3.758,0**	**3.408,7**	**1.429,8**	**624,4**	**22.130,8**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1992) — *Unité :* Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
15 à moins de 30 ans	2.930,8	2,09	0,77
30 à moins de 40 ans	4.361,5	3,25	0,80
40 à moins de 50 ans	4.382,5	3,4	0,75
50 à moins de 60 ans	3.181,3	2,59	0,59
60 à moins de 75 ans	4.859,9	1,87	0,45
75 ans ou plus	2.414,7	1,47	0,41
Total	**22.130,7**	**2,54**	**0,64**

TABLEAU D.02-8

Charges financières des accédants et locataires selon le secteur de logement

Source : INSEE (Enquêtes logement de 1984 et 1988) — *Unité :* Francs courants

Secteur	Brutes par an		Brutes par an et m^2		Nettes par an		Nettes par an et m^2	
	1984	1988	1984	1988	1984	1988	1984	1988
Accédants PAP	31.065	37.415	302	355	26.183	30.637	255	291
Accédants prêts conventionnés	34.917	41.430	326	379	32.137	37.993	300	348
Autres accédants	17.803	23.532	174	225	17.401	23.105	170	221
Ensemble	**21.944**	**29.406**	**213**	**279**	**20.491**	**27.184**	**199**	**258**
Location HLM conventionnée	11.823	14.751	164	209	7.344	9.514	102	135
Location HLM non conventionnée	8.892	11.203	128	162	6.498	8.648	94	125
Location sociale non HLM	12.193	16.607	181	247	10.511	14.517	156	215
Location loi de 48	9.405	14.273	152	219	8.389	12.877	136	198
Location libre avant 49	11.825	18.297	183	277	10.309	16.417	160	249
Location libre après 48	17.044	22.072	249	321	15.320	20.137	224	293
Ensemble des locataires d'un local loué vide	**12.036**	**16.684**	**179**	**244**	**9.973**	**13.960**	**150**	**205**

TABLEAU D.02-9

Taux d'effort selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (Enquêtes logement 1984 et 1988)

Unité : %

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Industriels, commerçants	17,9	16,9	11,3	9,2	16,6	15,8
Professions libérales, cadres supérieurs	14,6	14,5	11,9	11,4	14,7	14,5
Professions intermédiaires	16,7	16,0	11,1	9,9	15,9	15,2
Employés	20,5	18,8	13,6	10,1	19,6	17,1
Ouvriers	20,9	17,6	12,6	8,2	14,6	12,1
Retraités	12,1	11,7	15,2	11,2	17,7	15,3
Inactifs	18,4	15,2	20,6	7,8	30,2	24,4
Ensemble	**17,3**	**16,0**	**13,2**	**9,6**	**16,5**	**15,0**

TABLEAU D.02-10

Résidences principales selon le nombre de pièces, les caractéristiques de confort et le statut d'occupation.

Source : INSEE (RP 1982 et 1990)

Unité : effectifs

	1982	1990
GUADELOUPE		
Ensemble des résidences principales	**85.629**	**112.478**
Nombre de pièces :		
1	4.922	7.555
2	16.318	16.623
3	19.127	24.679
4	28.431	34.901
5	10.099	17.047
6 ou plus	6.732	11.673
Caractéristiques de confort :		
Electricité	66.136	100.603
Eau froide dans le logement	59.495	93.616
Baignoire ou douche	45.821	83.360
W-C intérieurs avec chasse d'eau	48.345	85.320
Statut d'occupation :		
Propriétaire	55.363	70.369
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	19.997
Logé à titre gracieux	4.543	5.919
Locataire ou sous-locataire	25.723	36.190
GUYANE		
Ensemble des résidences principales	21.063	33.285
Nombre de pièces :		
1	4.733	5.652
2	5.025	7.772
3	4.563	7.026
4	4.465	7.811
5	1.559	3.388
6 ou plus	718	1.636
Caractéristiques de confort :		
Electricité	16.925	28.872
Eau froide dans le logement	14.481	22.379
Baignoire ou douche	12.906	22.457
W-C intérieurs avec chasse d'eau	12.653	20.218
Statut d'occupation :		
Propriétaire	7.346	13.742
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	5.573
Logé à titre gracieux	2.228	3.939
Locataire ou sous-locataire	11.489	15.604

TABLEAU D.02-10 (suite et fin)

Résidences principales selon le nombre de pièces, les caractéristiques de confort et le statut d'occupation.

Source : INSEE (RP 1982 et 1990) — *Unité :* effectifs

	1982	1990
MARTINIQUE		
Ensemble des résidences principales	**85.265**	**106.536**
Nombre de pièces :		
1	3.966	3.752
2	13.999	13.124
3	25.595	29.243
4	27.610	37.646
5	9.893	15.373
6 ou plus	4.202	7.398
Caractéristiques de confort :		
Electricité	61.682	96.221
Eau froide dans le logement	66.984	96.098
Baignoire ou douche	53.957	87.901
W-C intérieurs avec chasse d'eau	53.980	88.809
Statut d'occupation :		
Propriétaire	52.692	64.861
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	14.440
Logé à titre gracieux	5.662	7.046
Locataire ou sous-locataire	26.911	34.629
RÉUNION		
Ensemble des résidences principales	**120.861**	**157.853**
Nombre de pièces :		
1	5.702	6.353
2	19.248	18.462
3	29.153	35.816
4	40.024	49.466
5	17.983	29.655
6 ou plus	8.751	18.101
Caractéristiques de confort :		
Electricité	98.607	150.441
Eau froide dans le logement	79.348	129.344
Baignoire ou douche	63.300	117.556
W-C intérieurs avec chasse d'eau	61.257	109.216
Statut d'occupation :		
Propriétaire	66.657	88.844
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	18.731
Logé à titre gracieux	12.022	12.613
Locataire ou sous-locataire	42.182	56.396

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des dépenses de santé dans la consommation des ménages entre 1970 et 1991 dans la Communauté européenne.

Graphique. La dépense de santé en 1992.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépense courante de santé.
3. L'évolution des recours aux soins.
4. Couverture maladie selon la catégorie socio-professionnelle en 1980 et 1991.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Habitants par médecin dans divers pays.
7. Personnels hospitaliers.
8. Professions sociales par secteur d'activité.
9. Établissements d'hospitalisation.
10. Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.
11. Équipement et activité des établissements hospitaliers.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI).

1. PRÉSENTATION

Les Français se soignent plus dans les années quatre-vingt que dans les années soixante-dix, mais la croissance des soins médicaux s'est ralentie. Les consultations de médecins et autres praticiens ont progressé de 2,2 % par personne et par an entre 1980 et 1991 au lieu de 4,5 % sur les dix années précédentes; les séances chez les dentistes ont même diminué. L'hospitalisation est également devenue un peu moins fréquente. Les disparités entre catégories socioprofessionnelles se sont réduites en ce qui concerne le recours aux soins. Mais du point de vue des sommes déboursées, les écarts se sont creusés.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé décrivent à l'échelon national l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Les comptes de la Santé

Ils fournissent une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées par les particuliers, par le système de protection sociale et les collectivités publiques ou privées. Le modèle d'évaluation utilisé pour l'élaboration des comptes a fait l'objet, depuis 1984, d'une mise à jour importante en raison notamment des modifications techniques et institutionnelles intervenues dans le secteur de la Santé. L'élaboration de la nouvelle base des comptes de la Santé a débouché sur des séries entièrement revues.

Dépenses courantes de santé

L'analyse des dépenses courantes de santé repose sur un croisement entre l'origine (payeurs) et la destination finale (prestataires de soins, distributeurs de soins médicaux) des flux financiers. La structure de financement se présente par grandes opérations :

— prestations sociales;

— dotation globale;

— autres transferts et subventions;

— dépense courante;

— participation des ménages.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu.

Il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville recense dans son fichier décentralisé (ADELI) tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Dans les tableaux de ce chapitre, la rubrique « spécialistes » inclut les compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier. Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine, pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système hospitalier français englobe des établissements dont les différents statuts juridiques, établissements publics, privés à caractère commercial, privés à but non lucratif, fondent la distinction entre le secteur public et le secteur privé.

Le fondement de la planification hospitalière s'établit sur la carte sanitaire. La carte sanitaire détermine une répartition des équipements et des lits nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Elle est la référence essentielle pour la planification et la programmation des équipements.

Établissements sanitaires et sociaux, et établissements pour handicapés

Les établissements sanitaires et sociaux présentés dans ce chapitre regroupent :

— les établissements d'hospitalisation publics, privés et psychiatriques;

— les établissements concernant les personnes âgées;

— les établissements concernant l'accueil des jeunes enfants;

— les établissements pour handicapés;

— les centres de transfusion sanguine.

Le nombre d'établissements et le nombre de lits ou places offerts constituent, de façon presque exhaustive, la capacité d'accueil sanitaire et social de la France.

Hospitalisation complète et hébergement complet.

Les lits correspondent aux lits installés à une date donnée. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement elles représentent la somme des entrées normales dans cette discipline et des entrées par mutation.

Les journées d'hospitalisation sont établies pour l'enquête de 1980 (ensemble des établissements d'hospitalisation publics) sur le nombre de présents à minuit, le jour de sortie n'étant pas comptabilisé sauf en cas de décès.

Pour l'enquête EHP (ensemble des établissements d'hospitalisation privés) les journées d'hospitalisation correspondent aux journées facturées, les établissements dont le prix de journée est fixé conventionnellement avec la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) facturant en particulier la journée de sortie.

La durée moyenne de séjour se définit comme le rapport entre le nombre de journées et le nombre d'entrées. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : $\frac{\text{journées réalisées}}{\text{entrées totales}}$

— pour le secteur privé :

$$\frac{\text{(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie)}}{\text{entrées}}$$

Les professions sociales

Dans la plupart des professions sociales, il a été créé au cours des années 1960 soit un diplôme d'État soit un certificat d'aptitude.

SIDA

La surveillance nationale du SIDA a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission.

Causes médicales de décès

La statistique des causes de décès résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès. La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) s'élève à environ 6 % en 1988; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent un peu plus de 1 %.

Malgré ces motifs d'imprécision, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le code utilisé pour les causes médicales de décès est la classification internationale des maladies 9^{e} révision. Des résultats provisoires nationaux sont publiés par sexe en distinguant les enfants de moins d'un an; les données définitives sont ventilées par sexe, âge détaillé et rapportées à la population.

Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

Ces résultats sont extraits de l'État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale. L'article L. 324-1 du Code de la sécurité sociale précise qu'en cas de maladie de longue durée et en cas d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Jusqu'en 1986, cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et en section de cure médicale;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses de santé

Les différentes composantes des dépenses courantes de santé sont les suivantes :

● Les dépenses pour les malades qui comprennent :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

— les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),

— les soins aux collectivités (armées, prisons),

— les médicaments,

— les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins (subventions aux médecins, aux hôpitaux privés et aux centres de soins);

● Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

● Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

● Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

— Pour les enfants handicapés.

Les établissements d'éducation spéciale pour déficients mentaux. Ils regroupent les instituts médico-éducatifs (IME), les instituts médico-pédagogiques (IMP), et les instituts médico-professionnels (IM-Pro). Ces établissements assurent des soins et une éducation spéciale : un enseignement général et pratique aux enfants de 3 à 14 ans et un enseignement professionnel aux jeunes de 14 à 20 ans (avec possibilité d'aller jusqu'à 25 ans). Le handicap de leur clientèle est une déficience à prédominance intellectuelle liée à des troubles neuropsychiatriques. Quant aux établissements d'éducation spéciale pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement, on y dispense des soins et une éducation spéciale aux enfants présentant des troubles du caractère et du comportement susceptibles d'une rééducation psychothérapique sous contrôle médical.

— Pour les adultes handicapés.

Les établissements et services pour adultes handicapés regroupent deux types d'organismes :

— les structures d'hébergement;

— les structures de travail qui offrent un emploi protégé ou une activité de réinsertion professionnelle.

Une même personne peut être dénombrée dans la clientèle de chaque type d'établissement. Le cas le plus fréquent est l'adulte handicapé travaillant en centre d'aide par le travail et qui est hébergé en foyer d'hébergement.

Les centres d'aide par le travail (CAT) et les foyers d'hébergement emploient et hébergent la majorité des adultes handicapés en institutions. Les CAT accueillent momentanément ou durablement les personnes handicapées dont l'état ne leur permet pas de mener une vie professionnelle normale. Ils y mènent une activité grâce à une structure et des conditions de travail aménagées qui peuvent leur assurer l'insertion en atelier protégé ou en milieu ordinaire. Les foyers d'hébergement accueillent en fin de journée et en fin de semaine les personnes handicapées travaillant soit en établissement de travail protégé, soit en milieu ordinaire ou encore en centre de rééducation professionnelle. Le foyer d'hébergement est fréquemment l'annexe d'un CAT.

Professions médicales et sociales

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories les généralistes, compétents, compétents exclusifs et spécialistes :

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont toujours classés en salariés);

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, Protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont statistiquement classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

4. Sources de documentation

Organismes :

— Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville - Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) :

● Les Comptes nationaux de la Santé — 1988 — 1989 — 1990 — 1991 — 1992.

● Enquête sur la santé et la protection sociale en 1991, « premiers résultats » Credes, bibliographie n° 934.

● Annuaire des statistiques sanitaires et sociales (annuel).

● *Solidarité - Santé. — Études statistiques :*

— N° 1, 1991 : « La santé du corps médical ou combien de médecins demain et pour quel exercice ? »;

— N° 3, 1991 : « L'accroissement du corps médical : des réalités différentes selon les disciplines. Les médecins à exercice discontinu. Les infirmiers diplômés d'État, formation et emploi : un équilibre fragile ».

— N° 1, 1993 : « Masseurs-kinésithérapeutes : une profession largement tournée vers l'activité libérale. Les infirmiers : incidence démographique des réformes en cours »;

— N° 2, 1993 : « La fréquentation hospitalière régionale. La prise en charge de l'urgence. Évolution du partage de la clientèle entre hôpital et clinique ».

● *Documents statistiques :*

— N° 148, juillet 1992 : « Les écoles de formation aux professions de la santé en 1991-1992 »;

— N° 170, mars 1993 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1993, résultats synthétiques »;

— N° 171, juin 1993 : « Fiches de synthèses des hôpitaux publics en 1991 »;

— N° 172, juin 1993 : « La formation aux professions de santé en 1992-1993 »;

— N° 178, juillet 1993 : « Les hôpitaux publics en 1991 »;

— N° 179, juillet 1993 : « Les établissements d'hospitalisation privés en 1991 ».

● *Informations rapides :*

— N° 168, octobre 1990 : « Les professions de santé au 1er janvier 1989 »;

— N° 2, mai 1991 (nouvelle série) : « L'hôpital public change »;

— N° 8, octobre 1991 (nouvelle série) : « Les médecins salariés : une répartition géographique inégale ».

— N° 47, décembre 1993 : « Perspectives démographiques du corps médical »;

— N° 48, décembre 1993 : « Horizon 2010 : plus de spécialistes médicaux moins de chirurgiens »;

● *Documents statistiques :*

— N° 88, mai 1990 : « Les professions médicales. Départements et régions au 1er janvier 1989 »;

— N° 99, septembre 1990 : « Les sages-femmes et les paramédicaux en activité au 1er janvier 1989 »;

— N° 115, mars 1991 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, résultats synthétiques »;

— N° 115 *bis* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, France ».

— N° 115 *ter* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991 par interrégion ».

— N° 126, octobre 1991 : « Les professions médicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— « Les sages-femmes et les professions paramédicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— N° 93, juillet 1990 : « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux départementaux et des services conventionnés au 1er janvier 1988 »;

— N° 121, juillet 1991 : « Les établissements d'hospitalisation privés en 1989 »;

— N° 122, juillet 1991 : « Les hôpitaux publics en 1989 »;

— N° 123, juillet 1991 : « Fiches de synthèse des hôpitaux publics ».

INSEE :

● *INSEE-Première :*

— Les décès en 1990, n° 182 (février 1992);

— Les causes de mortalité en 1990, n° 196 (mai 1992);

— Le recours aux soins se ralentit (premiers résultats de l'enquête Santé), n° 238 (décembre 1992);

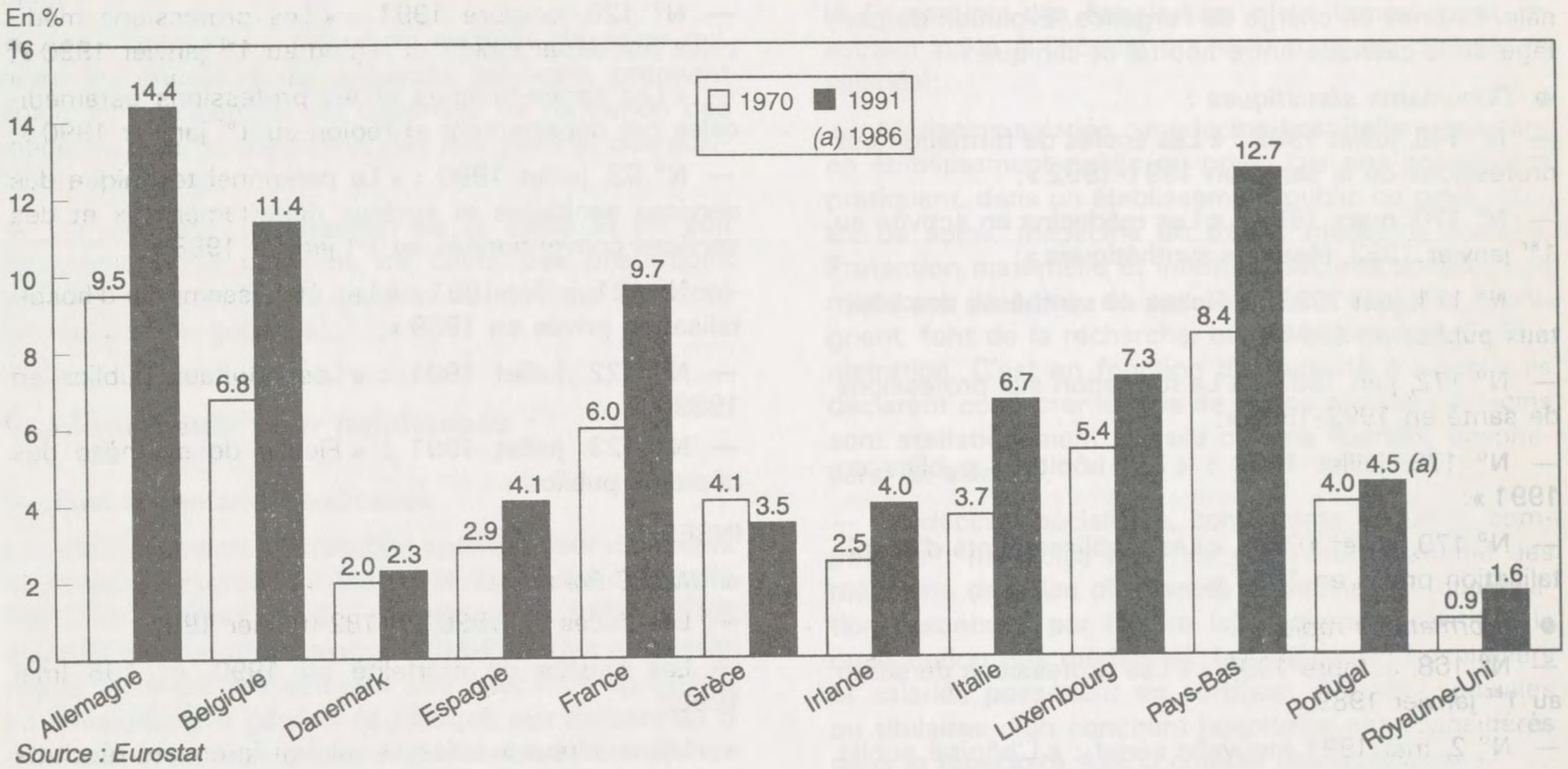
— La consommation régulière des psychotropes, n° 310 (avril 1994).

● « La Société française », *Données sociales,* INSEE, édition 1993.

*
* *

GRAPHIQUE D.03 - 1

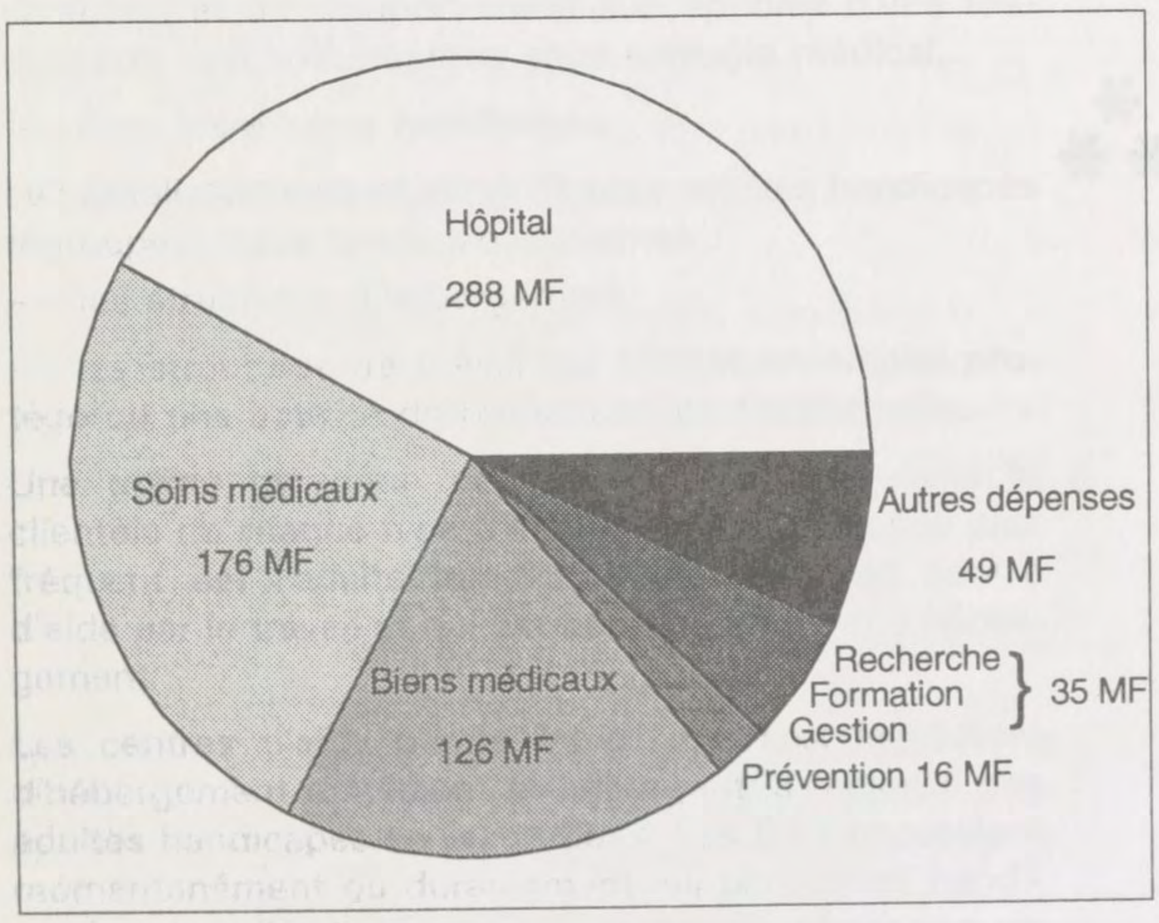
Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans la Communauté européenne



Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03 - 2

La dépense de santé en 1992



Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville - SESI.

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	1992
Dépense courante de santé :					
En valeur (million)	515.977	562.245	606.325	647.008	690.215
Taux d'évolution en %	8,0	9,0	7,8	6,7	6,7
En % du produit intérieur brut	9,0	9,1	9,3	9,6	9,9
Consommation médicale totale :					
En valeur (million)	459.447	500.783	540.174	574.893	612.375
Taux d'évolution en %	8,0	9,0	7,9	6,4	6,5
En % du produit intérieur brut	8,0	8,1	8,3	8,5	8,8

TABLEAU D.03-2

Dépense courante de santé

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	1992
Dépenses de soins et biens médicaux	**448.474**	**490.521**	**528.519**	**562.588**	**600.107**
Soins aux particuliers	**355.731**	**388.652**	**418.325**	**444.224**	**473.658**
Soins hospitaliers (1)	*r* 218.293	237.342	255.731	269.652	288.102
Soins ambulatoires	131.633	144.830	155.142	166.191	176.351
Transports de malades	5.805	6.480	7.452	8.381	9.205
Soins aux collectivités	808	807	807	811	844
Médicaments	82.093	89.815	96.125	102.530	108.990
Prothèses	9.842	11.247	13.262	15.023	16.615
Aide aux malades	**30.795**	**33.300**	**36.480**	**39.789**	**41.953**
Subventions au système de soins	**4.861**	**4.861**	**5.544**	**6.435**	**7.621**
Dépenses pour les malades	**484.130**	**528.682**	**570.543**	**608.812**	**649.681**
Médecine préventive	10.410	10.988	11.634	12.294	13.025
Prévention collective et contrôle sanitaire	1.985	2.053	2.364	2.758	2.780
Dépenses de prévention	**12.395**	**13.041**	**13.998**	**15.052**	**15.895**
Dépenses de recherche médicale pharmaceutique	16.409	17.873	19.077	20.435	21.997
Dépenses de formation	2.741	2.760	2.920	3.017	3.065
Dépenses en faveur du système de soins	**19.150**	**20.633**	**21.997**	**23.452**	**25.062**
Gestion générale	7.662	8.269	8.807	9.472	10.208
Double compte	— 7.360	— 8.380	— 9.020	—9.780	—10.631
Total dépenses de santé	**515.977**	**562.245**	**606.325**	**647.008**	**690.215**

(1) Et en sections médicalisées.

TABLEAU D.03-3

Evolution des recours aux soins.

Source : INSEE (Enquêtes santé)

Type de soin	Nombre moyen de recours par an et par individu		Rythme de variation annuel moyen (en %)	
	1980 (1)	1991 (1)	1970-80	1980-91 (1)
Séances de médecins	5,0	6,4	4,2	2,3
Généralistes	3,5	4,3	3,1	1,9
Visites à domicile	1,4	1,3	2,7	−0,5
Autres consultations	2,1	3,0	3,4	3,3
Spécialistes	1,5	2,2	7,4	3,3
Séances d'analyses (2)	1,0	1,4	...	3,1
Analyses, examens, radios	1,8	3,6	10,2	6,5
dont : Examens par rayons	0,3	0,5	6,2	4,4
Analyses-Examens	1,4	3,0	11,8	6,9
Séances d'auxiliaires médicaux	3,7	5,0	4,3	2,7
dont : Infirmières	2,4	2,9	4,6	1,6
Kinésithérapeutes	1,1	1,8	7,4	4,3
Séances de dentistes	1,4	1,3	1,5	−0,9
Ensemble séances pratitiens	**11,2**	**14,2**	**4,5**	**2,2**
Pharmacie (3)	26,1	35,7	4,2	2,9
Prescrite	22,7	31,7	5,4	3,1
Sans ordonnance	3,4	4,0	−1,1	1,4
Sorties d'hospitalisation pour 100 personnes	15,3	14,3	3,0	−0,6

(1) Données établies sur les 3 premières vagues et non redressées.
(2) On a regroupé en une séance d'analyses (ou examens) l'ensemble des actes affectés au même patient, le même jour, au même endroit.
(3) Nombre de boites ou unités de conditionnement.

TABLEAU D.03-4

Couverture-maladie selon la catégorie socio-professionnelle

Source : INSEE (Enquêtes santé) *Unité :* %

Catégorie socioprofessionnelle (1)	1980			1991		
	100% Sécurité sociale	Sécurité sociale et couverture complémentaire	Sécurité sociale seule	100% Sécurité sociale	Sécurité sociale et couverture complémentaire	Sécurité sociale seule
Agriculteurs	9,3	51,9	38,0	13,3	72,3	13,2
Commerçants et artisants	5,8	66,3	26,7	9,4	76,3	13,6
Cadres supérieurs	5,1	78,6	15,6	5,8	84,4	9,5
Professions intermédiaires	5,8	80,7	13,1	6,5	85,8	7,2
Employés	5,3	74,5	15,7	12,1	75,4	11,9
Ouvriers	11,8	61,8	11,6	11,2	73,3	15,2
Ensemble	**9,5**	**66,4**	**23,2**	**9,6**	**77,6**	**12,2**

(1) Les totaux en ligne sont légèrement inférieurs à 100, en raison des individus non couverts par la Sécurité sociale.

TABLEAU D.03-5 A

Effectifs des professions de santé

France métropolitaine : au 1er janvier

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	1989	1990	1991	1992	Pourcentage femmes	Nombre moyen d'habitants par profession
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	143.438	148.089	152.096	155.896	29	367
Chirurgiens-dentistes	37.056	37.931	38.146	38.451	29	1.488
Sages-femmes	10.356	10.705	10.872	11.205	...	...
Pharmaciens (1)	50.670	51.367	50.940	51.613	60	1.109
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'Etat et autorisés	240.711	242.953	247.813	253.514	...	226
Infirmiers de secteur psychiatrique	61.204	61.527	60.328	59.960	...	954
Masseurs-kinésithérapeutes	38.524	38.257	39.323	40.254	...	1.421
Orthophonistes	10.148	e 10.000	10.239	10.460	...	5.470
Orthoptistes	1.387	1.445	1.506	1.536	...	37.251

(1) Pharmaciens inscrits à l'Ordre, toutes activités confondues, chaque pharmacien n'étant compté qu'une fois (activité principale).

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Médecins	590	200	625	1.039
Pharmaciens	192	33	199	260
Chirurgiens-dentistes	119	27	121	278
Sages-femmes	107	31	130	119
Infirmiers diplômés	1.154	427	1.264	1.784
Infirmiers psychiatriques	322	62	303	400
Masseurs-kinésithérapeutes	101	26	96	231
Orthophonistes	41	9	36	72
Orthoptistes	5	3	6	8
Nombre de médecins pour 100.000 habitants	152	174	174	174

TABLEAU D.03-6

Habitants par médecin dans divers pays

Source : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

	1985	1987	1988	1989	1990
Allemagne (ex-RFA)	379	356	347	330	324
Belgique	318	311	303	297	292
Danemark	389	390	375	350	360
France	**431**	**401**	**391**	**381**	**373**
Grèce	341	300	311	303	294
Irlande	...	708	977	673	651
Italie	...	279	221	210	210
Luxembourg	552	559	526	507	496
Pays-Bas	435	424	412	412	399
Royaume-Uni	...	729	722	709	704
Espagne	305	296	279	270	262
Portugal	417	390	368	358	352
Suède	...	373	352	351	348
Japon	...	638	633	...	606

TABLEAU D.03-7

Personnels hospitaliers

Effectifs au 1er janvier 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Public		Privé		**Ensemble**	
	Total	Dont temps plein	**Total (1)**	Dont temps plein	**Total**	**Dont temps plein**
Médecins et biologistes	**72.040**	29.090	**61.878**	14.018	**133.918**	**43.108**
Internes et étudiants (2)	**34.667**	...	**3.655**	...	**38.322**	...
Personnel administratif	**74.057**	60.735	**33.107**	26.582	**107.164**	**87.317**
Personnel de direction	**3.795**	3.428	**5.639**	4.348	**9.404**	**7.776**
Personnel d'administration	**67.866**	55.318	**27.041**	21.889	**94.907**	**77.207**
Personnel des écoles de cadres et professions para-médicales	**2.396**	1.989	**427**	345	**2.823**	**2.344**
Personnel soignant et éducatif	**458.019**	400.388	**148.096**	121.906	**606.115**	**522.294**
Sages-femmes (3)	**6.025**	4.925	**3.113**	2.434	**9.138**	**7.359**
Psychologues	**4.247**	2.688	**1.273**	345	**5.520**	**3.033**
Personnel des services médicaux	**441.004**	387.494	**138.056**	115.177	**579.060**	**502.671**
dont : Personnel encadrement infirmier	**24.065**	22.995	**5.971**	5.545	**30.036**	**28.540**
Infirmiers (4)	**166.082**	139.717	**52.608**	43.328	**218.690**	**183.045**
Masseurs kinésithérapeutes	**5.274**	3.504	**5.589**	2.830	**11.001**	**6.334**
Aides-soignants (5)	**143.738**	131.468	**41.579**	36.792	**188.575**	**168.260**
Agents des services hospitaliers (6)	**87.955**	80.004	**24.786**	21.564	**110.944**	**101.568**
Autre personnel des services médicaux	**6.144**	6.429	**7.523**	5.118	**14.142**	**11.547**
Personnel éducatif	**3.103**	2.568	**4.798**	3.497	**8.011**	**6.065**
Assistantes de services sociaux	**3.408**	2.714	**856**	453	**4.386**	**3.167**
Personnel médico-technique	**31.558**	26.590	**9.032**	5.805	**41.259**	**32.395**
Pharmaciens (7)	**608**	84	**1.651**	224	**2.297**	**308**
Personnel des services de pharmacie	**3.561**	3.107	**1.138**	687	**4.763**	**3.794**
Personnel des services de laboratoire	**16.120**	13.171	**2.770**	2.053	**19.256**	**15.224**
Personnel des services d'électroradiologie	**10.719**	9.748	**2.961**	2.438	**13.886**	**12.709**
Autre personnel médico-technique	**550**	480	**512**	403	**1.057**	**883**
Personnel technique	**96.981**	90.699	**46.460**	39.947	**142.473**	**130.646**
Personnel des services techniques	**2.053**	2.125	**3.298**	2.859	**5.470**	**4.984**
Personnel des services informatiques	**2.903**	2.761	**949**	785	**3.975**	**3.546**
Personnel des services ouvriers du parc auto et des services intérieurs	**92.025**	85.813	**42.213**	36.303	**133.028**	**122.116**
Total des personnels	**654.497**	**578.412**	**236.692**	**194.240**	**897.008**	**772.652**

(1) Y compris bénévoles et libéraux dans les cliniques privées.
(2) Etudiants des DCEM 3 et DCEM 4.
(3) Non compris le personnel des écoles.
(4) Toutes spécialités confondues, y c. les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers, non compris les personnels des écoles, ainsi que les élèves.
(5) Non compris les élèves.
(6) Non compris les autres emplois secondaires des services médicaux.
(7) Pharmaciens n'ayant pas opté pour le statut des praticiens hospitaliers.

TABLEAU D.03-8

Professions sociales par secteur d'activité

Emplois à temps plein et temps partiel

Situation au 1er janvier 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Educateurs spécialisés	Moniteurs éducateurs	Educateurs de jeunes enfants	Educateurs techniques spécialisés	Educateurs techniques	Aides médico-psychologiques	Animateurs socio-culturels
Etablissements d'hospitalisation	2.771	1.154	942	111	338	793	224
Etablissements et services pour adultes et enfants handicapés ou en difficulté (1)	35.474	16.227	1.668	11.314	2.679	10.939	1.466
Autres secteurs, y compris établissements autonomes d'hébergement pour personnes âgées	—	—	—	—	—	137	624
Services sanitaires et sociaux départementaux (2)	1973	39	78	—	—	—	—
Services sanitaires et sociaux DDASS Etat (2)	55	—	—	—	—	—	—

(1) Au 1er janvier 1990.
(2) Non compris les services conventionnés.

TABLEAU D.03-9

Etablissements d'hospitalisation

Equipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Catégorie d'établissement	Etablissements (1) ou entités juridiques	Lits et places			
		Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	**Total des lits ou places**
Public					
Centre hospitalier régional	29	95.361	5.593	4.539	**105.493**
Centre hospitalier	493	171.439	63.054	6.742	**241.235**
Hôpital local	316	19.421	30.630	—	**50.051**
Centre de moyen et long séjour	123	14.262	7.976	—	**22.238**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	97	52.133	764	12.605	**65.502**
Autres établissements	4	499	327	—	**826**
Total public	**1.033**	**353.115**	**108.344**	**23.886**	**485.345**
Privé					
Etablissement de soins aigus	1.297	111.150	465	1.227	112.842
Maison d'enfants à caractère sanitaire	109	6.661	60	161	6.882
Etablissement de moyen et/ou long séjour	728	48.429	790	2.211	51.430
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	27	12.765	—	2.229	14.994
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales	299	14.255	7	3.167	17.429
Traitements et soins à domicile-dialyse ambulatoire	312	48	—	50	98
Total privé	**2.772**	**193.308**	**1.322**	**9.045**	**203.675**
Total public et privé	**3.834**	**546.423**	**109.666**	**32.881**	**689.020**
Hébergement et long séjour pour personnes âgées (1991)					
Hébergement					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	///	///	///	107.432
Hospices et maisons de retraite publics (2)	1.353	///	///	///	102.725
Hospices et maisons de retraite privés (2)	2.568	///	///	///	139.797
Logements-foyers	2.587	///	///	///	142.150
Autres établissements autonomes	315	///	///	///	7.929
Etablissements d'hospitalisation privés	10	///	///	///	709
Total	**7.688**	///	///	///	**500.742**
Long séjour					
Hôpitaux publics	736	///	///	///	63.711
Etablissements d'hospitalisation privés	81	///	///	///	4.820
Hospices et maisons de retraite publics	...	///	///	///	337
Hospices et maisons de retraite privés	...	///	///	///	—
Total	...	///	///	///	**68.868**
Etablissements pour handicapés 1990					
Etablissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	1.934	///	///	///	**115.733**
Services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	1.033	///	///	///	**111.236**
Etablissements et services d'hébergement pour handicapés	1.897	///	///	///	**63.708**
dont : Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1.093	///	///	///	**34.963**
Etablissements et services de travail pour handicapés adultes	...	///	///	///	...
dont : Centres d'aide par le travail	1.111	///	///	///	**73.010**
Ateliers protégés	268	///	///	///	**9.757**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	83	///	///	///	**9.429**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.

Situation au 31 décembre.

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville

	1985	1988	1989	1990	1991
Crèches collectives (1)	84.300	100.700	107.000	112.400	116.000
Crèches familiales (2)	46.400	56.900	58.900	61.500	66.000
Jardins d'enfants	13.300	12.200	12.100	12.300	12.000
Haltes-garderies (1)	37.000	47.100	50.600	52.900	55.750

(1) Y compris parentales et multi-accueil.
(2) Enfants inscrits.

TABLEAU D.03-11

Equipement et activité des établissements hospitaliers.

Année 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la santé et de la Ville

	Public	Privé	**Total**
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales (1)	103.765	31.821	**135.586**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	60.002	64.061	**124.063**
Gynécologie , obstétrique	17.005	12.092	**29.097**
Total court séjour	**180.772**	**107.974**	**288.746**
Moyen séjour	41.200	53.010	**94.210**
Long séjour	65.832	5.003	**70.835**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	65.311	27.321	**92.632**
Total	**353.115**	**193.308**	**546.423**
Entrées			
Médecine et spécialités médicales (1)	3.887.208	996.220	**4.883.428**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2.346.901	3.595.148	**5.942.049**
Gynécologie , obstétrique	766.954	541.203	**1.308.157**
Total court séjour	**7.001.063**	**5.132.571**	**12.133.634**
Moyen séjour	325.238	411.248	**736.486**
Long séjour	49.460	3.180	**52.640**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	355.294	155.946	**511.240**
Total	**7.731.055**	**5.702.945**	**13.434.000**

(1) La discipline médecine intègre désormais la lutte contre le cancer qui n'apparait plus en tant que telle.

TABLEAU D.03-12

Etablissements pour handicapés

Au 31 décembre

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Nombre d'établissements			Nombre de places		
	1987	1989	1991	1987	1989	1991
Etablissement d'éducation spéciale pour déficients mentaux et polyhandicapés	1.279	1.308	1.276	82.772	82.959	79.972
Etablissement pour arriérés profonds	—	—	—	—	—	—
Etablissement d'éducation spéciale pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement	265	265	266	13.282	13.466	13.630
Etablissement d'éducation spéciale pour handicapés moteurs	128	124	123	8.119	7.491	7.368
Etablissement d'éducation spéciale pour déficients sensoriels	144	152	151	12.241	12.430	12.188
Etablissement et services d'hébergement pour handicapés	72	89	92	1.677	2.068	2.143
Etablissements expérimentaux en faveur de l'enfance handicapée	22	31	26	354	354	432
Total des établissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	**1.910**	**1.969**	**1.934**	**118.445**	**118.768**	**115.733**
Centre médico-psycho-pédagogique	514	515	538	///	88.001	90.321
Centre d'action médico-sociale précoce	135	170	182	///	10.730	13.137
Service de soins et d'éducation spécialisée à domicile	180	246	313	4.801	6.020	7.778
Total services à domicile ou ambulatoires pour enfants handicapés	**829**	**931**	**1.033**	///	**104.751**	**111.236**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	935	1.018	1.093	30.884	32.816	34.963
Centre de placement familial pour adultes handicapés	9	9	12	427	465	521
Maison d'accueil spécialisée	118	164	189	4.711	6.322	7.519
Foyer de vie pour handicapés	345	471	603	13.715	17.428	20.705
Total établissements et services d'hébergement pour adultes handicapés	**1.407**	**1.662**	**1.897**	**49.737**	**57.031**	**63.708**
Centre d'aide par le travail (CAT)	990	1.060	1.111	64.362	68.513	73.010
Atelier protégé et centre de distribution de travail à domicile	143	186	268	6.610	8.015	9.757
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	78	80	83	9.014	9.373	9.429
Autre établissement de réinsertion professionnelle pour handicapés adultes	8	15	8	131	357	233
Equipe de préparation et de suite du reclassement	13	16	18	—	—	—
Etablissement expérimental en faveur des adultes handicapés	42	95	...	955	1.595	...
Total établissements et services de travail pour handicapés adultes	**1.274**	**1.452**	...	**81.072**	**87.853**	...

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Nature de l'affection	1989	1990	1991	1992
Tuberculose évolutive	8.098	8.851	8.473	7.221
Lèpre	214	106	89	93
Bilharziose compliquée	39	80	74	51
Tumeurs malignes	128.496	143.262	143.109	126.499
Diabète	60.194	60.848	59.403	50.928
Hémophilie	421	400	386	343
Maladies mentales	102.268	102.523	82.031	88.585
Accident vasculaire cérébral	26.149	26.393	29.122	19.932
Sclérose en plaques	2.867	2.525	2.569	2.401
Maladie de Parkinson	5.253	6.282	6.630	4.578
Paraplégie	4.927	4.205	2.030	3.640
Infarctus aigu du myocarde	13.957	13.848	15.081	12.189
Hypertension artérielle sévère	46.289	52.644	51.683	37.387
Néphropathie chronique grave	5.160	4.816	4.614	3.980
Spondylite ankylosante	2.344	2.430	2.538	2.318
Polyarthrite chronique évolutive	8.160	8.453	8.394	7.299
Troubles neuro-musculaires	5.484	5.481	2.392	4.831
Mucoviscidose	303	263	252	223
Artériopathies chroniques évolutives	65.196	65.920	62.141	48.547
Cardiopathie congénitale	31.555	34.677	31.426	27.884
Insuffisance respiratoire	22.238	23.615	12.321	19.208
Aplasie médullaire	999	1.123	586	1.021
Cirrhose du foie décompensée	8.526	9.662	10.119	9.192
Déficit immunitaire primitif	866	...	...	252
Syndrome immunitaire acquis	4.791	7.319	9.180	8.914
Hémoglobinopathies homozygotes	673	566	564	563
Maladies métaboliques héréditaires	3.171	3.600	1.241	3.266
Périarthrite	2.050	2.130	2.095	1.974
Rectocolite hémorragiques	4.398	4.574	4.896	4.966
Scoliose structurée évolutive	2.641	2.674	2.886	2.350
Suite de transplantation d'organes	281	242	203	154
Total	**568.008**	**599.512**	**556.528**	**500.789**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1989			1990			1991		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires	**8.839**	**5.013**	**3.826**	**9.674**	**5.784**	**3.890**	**10.475**	**6.435**	**4.040**
Tumeurs	**142.383**	**86.205**	**56.178**	**141.831**	**86.166**	**55.665**	**143.267**	**86.998**	**56.269**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5.522**	4.918	604	**5.537**	4.865	672	**5.390**	4.745	645
Tumeurs malignes de l'oesophage	**4.961**	4.331	630	**5.016**	4.311	705	**4.843**	4.198	645
Tumeurs malignes de l'estomac	**6.863**	4.039	2.824	**6.798**	3.962	2.836	**6.471**	3.839	2.632
Tumeurs malignes de l'intestin	**15.825**	8.053	7.772	**15.760**	8.035	7.725	**16.080**	8.364	7.716
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**10.843**	6.430	4.413	**10.768**	6.539	4.229	**11.013**	6.767	4.246
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**21.607**	18.754	2.853	**21.617**	1.805	2.812	**22.322**	19.284	3.038
Tumeurs malignes du sein	**10.268**	145	10.123	**10.302**	129	10.173	**10.435**	121	10.314
Tumeurs malignes de l'utérus	**3.276**	///	3.276	**3.339**	///	3.139	**3.193**	///	3.193
Tumeurs malignes de la prostate	**9.132**	9.132	///	**9.211**	9.211	///	**9.165**	9.165	///
Leucémies	**4.772**	2.559	2.213	**4.747**	2.515	2.232	**4.693**	2.537	2.156
Maladies endocriniennes	**12.999**	**4.961**	**8.038**	**13.333**	**5.042**	**8.291**	**13.263**	**5.064**	**8.199**
dont : Diabète	**6.642**	2.671	3.971	**6.472**	2.545	3.927	**6.326**	2.554	3.772
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2.421**	**1.155**	**1.266**	**2.570**	**1.193**	**1.377**	**2.589**	**1.149**	**1.440**
Troubles mentaux	**12.630**	**5.463**	**7.167**	**12.912**	**5.485**	**7.427**	**12.544**	**5.402**	**7.142**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2.955**	2.366	589	**2.821**	2.258	563	**2.635**	2.116	519
Maladies du système nerveux, des organes des sens	**11.086**	**5.318**	**5.768**	**11.293**	**5.419**	**5.874**	**11.104**	**5.293**	**5.811**
Maladies de l'appareil circulatoire	**179.020**	**81.298**	**97.722**	**174.544**	**79.357**	**95.187**	**175.681**	**80.023**	**95.658**
dont : Cardiopathies ischémiques	**50.248**	27.274	22.974	**49.288**	26.724	22.564	**49.485**	26.974	22.511
Maladies vasculaires cérébrales	**50.759**	20.736	30.023	**48.528**	19.718	28.810	**48.555**	19.798	28.757
Maladies de l'appareil respiratoire	**35.592**	**18.798**	**16.794**	**38.086**	**19.800**	**18.286**	**36.015**	**19.179**	**16.836**
Maladies de l'appareil digestif	**27.707**	**14.938**	**12.769**	**27.082**	**14.486**	**12.596**	**26.646**	**13.986**	**12.660**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**10.033**	6.988	3.045	**9.641**	6.725	2.916	**9.275**	6.409	2.866
Maladies des organes génito-urinaires	**7.344**	**3.793**	**3.551**	**7.178**	**3.615**	**3.563**	**7.220**	**3.600**	**3.620**
Complications grossesse-accouchement	**65**	///	**65**	**79**	///	**79**	**90**	///	**90**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2.031**	**592**	**1.439**	**2.100**	**638**	**1.462**	**2.158**	**594**	**1.564**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2.555**	791	1.764	**2.551**	816	1.735	**2.635**	853	1.782
Anomalies congénitales	**1.870**	**990**	**880**	**1.819**	**975**	**844**	**1.749**	**935**	**814**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1.445**	**863**	**582**	**1.427**	**829**	**598**	**1.365**	**788**	**577**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**33.091**	**15.036**	**18.055**	**31.468**	**14.020**	**17.448**	**30.678**	**13.868**	**16.810**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**48.205**	29.049	19.156	**48.254**	23.039	19.215	**47.206**	28.393	18.813
dont : Accidents de la circulation	**10.268**	7.481	2.787	**10.071**	7.368	2.703	**9.477**	6.950	2.527
Suicides	**11.715**	8.343	3.372	**11.403**	8.178	3.225	**11.502**	8.221	3.281
Total (toutes causes)	**529.283**	**274.263**	**255.020**	**526.201**	**272.664**	**253.537**	**524.685**	**272.560**	**252.125**

TABLEAU D.03-15

Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic

Situation au 31 mars 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville

Groupes de transmission	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992
Homo-bisexuels	1.562	1.833	2.033	1.974	1.845
%	51,8	48,9	48,7	46,5	44,4
Toxicomanes	629	879	1.029	1.115	1.092
%	20,8	23,5	24,7	26,3	26,3
Homo-bisexuels et toxicomanes	43	76	51	55	44
%	1,4	2,0	1,2	1,3	1,1
Hémophiles et troubles de la coagulation	51	72	41	59	50
%	1,7	1,9	1,0	1,4	1,2
Hérérosexuels	340	423	474	518	552
%	11,3	11,3	11,4	12,2	13,3
Transfusés	209	221	185	156	141
%	6,9	5,9	4,4	3,7	3,4
Transmissions materno-foetale	54	56	56	48	19
%	1,8	1,5	1,3	1,1	0,5
Inconnus	130	186	304	322	410
%	4,3	5,0	7,3	7,6	9,9
Total	**3.018**	**3.746**	**4.173**	**4.247**	**4.153**
%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1989			1990			1991		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	52	43	**95**	51	37	**88**	51	45	**96**
dont : Maladies infectieuses intestinales	24	16	**40**	16	10	**26**	20	15	**35**
Infections à méningocoques	2	3	**5**	3	1	**4**	3	1	**4**
Septicémie	4	3	**7**	13	4	**17**	16	5	**21**
Sida et infections par le V.I.H	2	4	**6**	5	6	**11**	4	5	**9**
Tumeurs	30	24	**54**	25	15	**40**	18	18	**36**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoiétiques	9	5	**14**	5	5	**10**	5	6	**11**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	39	25	**64**	41	32	**73**	50	28	**78**
dont : Maladies des glandes endocrines	3	—	**3**	1	1	**2**	3	2	**5**
Maladies du sang et des organes hématopoietiques	10	6	**16**	11	8	**19**	6	4	**10**
dont : Anomalies de la coagulation	8	2	**10**	5	3	**8**	2	1	**3**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	93	61	**154**	81	60	**141**	85	72	**157**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	38	22	**60**	32	19	**51**	24	23	**47**
Maladies de l'appareil circulatoire	48	37	**85**	49	39	**88**	40	41	**81**
Maladies de l'appareil respiratoire	64	41	**105**	68	48	**116**	77	56	**133**
dont : Affections aigues des voies respiratoires	24	20	**44**	33	17	**50**	46	30	**76**
Pneumonie et grippe	21	15	**36**	22	20	**42**	12	17	**29**
Maladies de l'appareil digestif	30	18	**48**	37	19	**56**	30	19	**49**
Maladies des organes génito-urinaires	8	5	**13**	4	5	**9**	12	4	**16**
Anomalies congénitales	639	533	**1.172**	620	512	**1.132**	576	460	**1.036**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	75	67	**142**	89	62	**151**	62	52	**114**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	348	291	**639**	351	280	**631**	322	274	**596**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	854	581	**1.435**	823	595	**1.418**	780	577	**1.357**
dont : Prématurité	42	38	**80**	60	39	**99**	43	29	**72**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	137	97	**234**	136	111	**247**	118	115	**233**
Syndrome de détresse respiratoire	189	101	**290**	171	105	**276**	162	68	**230**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	162	113	**275**	155	109	**264**	155	119	**274**
Infections spécifiques de la période périnatal	92	64	**156**	92	71	**163**	75	59	**134**
Hémorragie néonatale	81	45	**126**	65	46	**111**	91	58	**149**
Symptômes, signes et états morbides mal définis (1)	1.348	892	**2.240**	1.285	818	**2.103**	1.346	833	**2.179**
dont : Syndrôme de la mort subite chez le nourisson	870	535	**1.405**	869	500	**1.369**	943	521	**1.464**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées (1)	432	327	**759**	367	287	**654**	363	295	**658**
Traumatismes et empoisonnements	163	125	**288**	189	127	**316**	170	112	**282**
dont : Accidents de la circulation	14	12	**26**	18	18	**36**	15	14	**29**
Aspiration ou indigestion de prodiuts alimentaires provoquant obstruction des voies respiratoires ou suffocation	91	70	**161**	118	65	**183**	100	59	**159**
TOTAL	3.378	2.391	**5.769**	3.284	2315	**5.599**	3.242	2.269	**5.511**

(1). Dont 585 faux morts-nés qui ne donnent pas lieu à l'établissement d'un certificat médical de décés.

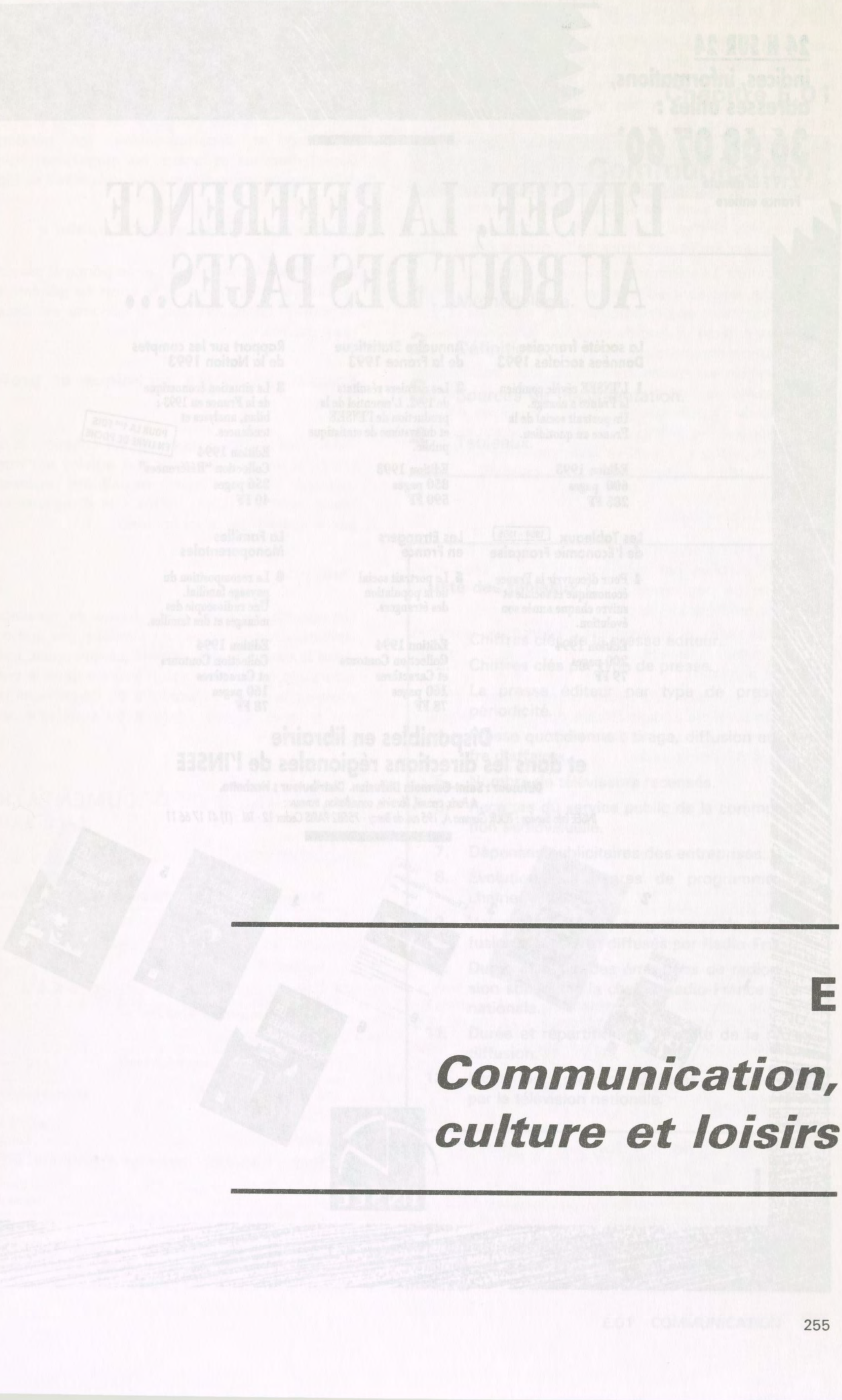
TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1990

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	723	31,1	142	24,6	751	33,9	1.032	32,5
Tumeurs	469	20,1	65	11,3	489	22,1	519	16,4
Traumatismes et empoisonnements	282	12,1	120	20,8	198	8,9	365	11,5
Maladies de l'appareil digestif	115	4,9	15	2,6	113	5,1	255	8,0
Maladies de l'appareil respiratoire	118	5,1	28	4,9	123	5,5	268	8,4
Maladies endocriniennes	106	4,6	24	4,2	111	5,0	134	4,2
Troubles mentaux	78	3,4	8	1,4	58	2,6	153	4,8
Maladies infectieuses	84	3,6	63	10,9	79	3,6	73	2,3
Autres	353	15,2	112	19,4	295	13,3	375	11,8
Total	**2.328**	**100,0**	**577**	**100,0**	**2.217**	**100,0**	**3.174**	**100,0**



E

Communication, culture et loisirs

24 H SUR 24

indices, informations, adresses utiles :

36 68 07 60*

* 2,19 F la minute
France entière

L'INSEE, LA REFERENCE AU BOUT DES PAGES...

La société française Données sociales 1993

1 L'INSEE révèle combien la France a changé. Un portrait social de la France au quotidien.

Edition 1993
600 pages
285 FF

Annuaire Statistique de la France 1993

2 Les derniers résultats de 1992. L'essentiel de la production de l'INSEE et du système de statistique public.

Edition 1993
850 pages
590 FF

Rapport sur les comptes de la Nation 1993

3 La situation économique de la France en 1993 : bilan, analyses et tendances.

POUR LA 1ÈRE FOIS EN LIVRE DE POCHE

Edition 1994
Collection "Références"
256 pages
40 FF

Les Tableaux de l'Economie Française

1994 - 1995

4 Pour découvrir la France économique et sociale et suivre chaque année son évolution.

Edition 1994
200 pages
79 FF

Les Etrangers en France

5 Le portrait social de la population des étrangers.

Edition 1994
Collection Contours et Caractères
160 pages
78 FF

La Familles Monoparentales

6 La recomposition du paysage familial. Une radioscopie des ménages et des familles.

Edition 1994
Collection Contours et Caractères
160 pages
78 FF

Disponibles en librairie et dans les directions régionales de l'INSEE

Diffuseur : Saint-Germain Diffusion. Distributeur : Hachette.

A Paris, accueil, librairie, consultation, travaux :
INSEE Info Service : TOUR Gamma A, 195 rue de Bercy - 75582 PARIS Cedex 12 - Tél. : (1) 41 17 66 11

INSEE

CREATONE

Chapitre E.01

Communication

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés.
6. Recettes du service public de la communication audiovisuelle.
7. Dépenses publicitaires des entreprises.
8. Évolution des genres de programme par chaîne.
9. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France.
10. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale.
11. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion.
12. Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du service juridique et technique de l'information du Premier ministre.

1. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par types de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1). Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant cinq types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant la durée d'écoute par individu sont établies par médiamétrie sur la base d'un échantillon de population âgée de 15 ans et plus et selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews assistées par ordinateur menées dans le cadre de quatre enquêtes annuelles.

— pour la télévision, elles sont fournies chaque mois à l'aide d'un système audiométrique donnant une mesure quantitative de l'audience des individus constituant un panel de 4 820 personnes.

2. DÉFINITIONS

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération en paiement similaire par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Culture et de la Francophonie.
— Ministère de l'Éducation nationale.
— Service juridique et technique de l'Information, bureau de la statistique.
— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).
— Télédiffusion de France.
— Radio-France.
— Radio-France internationale.
— Télévision française.
— France 2.
— France 3.
— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1982.

— La Sept.
— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).
— Service de la Redevance radio-télévision.
— Médiamétrie.
— Institut national de l'audiovisuel (INA).

Publications :

Tableaux statistiques de la Presse. Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France. Documentation française/SJTI (Service juridique et technique de l'information) [annuel].

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

*
* *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	22,18	24,11	26,26	27,52	27,94	29,12	29,98	31,65	32,93	34,05
Publicité	14,57	16,75	17,57	19,25	21,69	25,34	27,18	25,16	23,96	22,03
Total	**36,75**	**40,86**	**43,83**	**46,77**	**49,63**	**54,46**	**57,16**	**56,81**	**56,89**	**56,08**
Tirage total annuel (2) :										
Total	**7,74**	**7,80**	**8,05**	**8,03**	**7,92**	**7,99**	**8,08**	**8,12**	**8,28**	**8,25**
Hors gratuits d'annonces	6,34	6,33	6,56	6,51	6,43	6,43	6,42	6,45	6,57	6,51
Diffusion totale annuelle (2) :										
Total	**6,63**	**6,61**	**6,85**	**6,84**	**6,74**	**6,83**	**6,93**	**6,91**	**7,05**	**7,03**
Hors gratuits d'annonces	5,22	5,21	5,35	5,31	5,25	5,26	5,27	5,25	5,33	5,29
Consommation de papier (3)	1.154	1.162	1.205	1.218	1.298	1.384	1.396	1.377	1.321	...
Charges de fabrication (1) (4)	...	14,18	15,14	15,89	16,22	17,18	17,52	16,65	15,90	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par types de presse

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

	1982	1989	Evolution en %	1990	Evolution en %	1991	Evolution en %	*r* 1992	Evolution en %	*p* 1993	Evolution en %
Presse nationale d'information générale et politique											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	3,43	5,12	— 5,2	5,30	3,5	5,56	5,1	5,83	4,8	6,02	3,3
Publicité	2,64	5,33	19,5	5,71	7,1	4,82	— 15,7	4,26	— 11,4	3,60	— 15,5
Total	**6,07**	**10,45**	**6,0**	**11,01**	**5,4**	**10,38**	**— 5,7**	**10,09**	**— 2,7**	**9,62**	**— 4,7**
Tirage total annuel (2)	1,21	1,10	— 0,9	1,09	— 0,6	1,08	— 0,9	1,06	— 1,9	1,06	— 0,4
Diffusion totale annuelle (2)	0,93	0,82	— 2,4	0,81	— 1,3	0,80	— 1,1	0,79	— 1,6	0,80	0,8
Consommation de papier (3)	...	292,40	3,0	294,20	0,6	284,60	— 3,5	262,70	— 7,7	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	3,17	5,0	3,12	— 1,8	2,93	— 6,2	2,73	—6,6	...	///
Presse locale d'information générale et politique											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	5,57	8,10	2,0	8,27	2,1	8,54	3,3	8,85	3,7	9,00	1,7
Publicité	4,10	6,60	10,2	6,91	4,7	6,51	— 5,8	6,15	— 5,5	5,77	— 6 ,3
Total	**9,67**	**14,70**	**5,5**	**15,18**	**3,2**	**15,05**	**— 0,9**	**15,00**	**— 0,3**	**14,77**	**— 1,6**
Tirage total annuel (2)	2,74	2,60	— 1,5	2,58	— 0,9	2,57	— 0,4	2,61	1,8	2,58	— 1,1
Diffusion totale annuelle (2)	2,43	2,32	— 0,9	2,31	— 0,6	2,29	— 0,7	2,32	1,5	2,30	— 1,0
Consommation de papier (3)	...	395,10	1,6	396,50	0,4	385,80	— 2,7	377,20	— 2,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	4,97	2,9	5,07	2,1	4,58	— 9,7	4,30	— 6,1	...	///
Presse spécialisée grand public											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	8,89	13,48	11,2	13,77	2,2	14,97	8,3	15,56	4,6	16,22	4,2
Publicité	3,50	5,82	14,8	6,25	7,5	5,94	— 4,9	5,99	0,9	5,56	— 7,2
Total	**12,39**	**19,30**	**12,3**	**20,02**	**3,7**	**20,91**	**4,2**	**21,55**	**3,6**	**21,78**	**1,0**
Tirage total annuel (2)	2,18	2,37	2,2	2,39	0,7	2,45	2,6	2,57	4,7	2,55	—0,8
Diffusion totale annuelle (2)	1,75	1,80	3,4	1,82	1,3	1,85	1,3	1,92	3,9	1,90	— 1,2
Consommation de papier (3)	...	487,90	10,2	492,90	1,0	495,00	0,4	488,00	— 1,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	6,13	7,0	6,16	0,5	6,11	— 0,8	6,15	0,6	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	1,40	2,42	— 2,4	2,64	8,9	2,68	1,6	2,69	0,3	2,81	4,7
Publicité	1,94	4,12	17,7	4,46	8,3	4,18	— 6,4	3,78	— 9,4	3,40	— 10,3
Total	**3,34**	**6,54**	**9,2**	**7,10**	**8,5**	**6,86**	**— 3,4**	**6,47**	**— 5,6**	**6,21**	**— 4,1**
Tirage total annuel (2)	0,36	0,35	— 2,8	0,36	2,7	0,35	— 3,9	0,33	— 6,6	0,32	— 0,4
Diffusion totale annuelle (2)	0,32	0,32	—	0,33	1,0	0,31	— 5,9	0,30	— 3,3	0,29	0,6
Consommation de papier (3)	...	67,60	3,4	71,20	5,3	66,70	— 6,4	62,80	— 5,8	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	1,67	7,7	1,77	5,6	1,70	— 3,9	1,54	— 9,4	...	///
Presse gratuite d'annonces											
Chiffre d'affaires (1) :											
Total	**1,34**	**3,47**	**29,6**	**3,85**	**11,1**	**3,71**	**— 3,7**	**3,78**	**2,0**	**3,70**	**— 2,2**
Diffusion totale annuelle (2)	1,51	1,57	5,4	1,66	5,8	1,67	0,4	1,71	2,8	1,73	1,2
Consommation de papier (3)	...	141,40	3,4	141,70	0,2	144,60	2,1	129,90	— 10,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	1,24	12,7	1,40	12,9	1,33	— 4,9	1,19	— 11,1	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1992

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdomadaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	(1) Chiffre d'affaires Total
Presse nationale d'information générale et politique	**75**	**9**	**32**	**22**	**789.748**	**10.096.211**
Information générale et politique	22	9	4	6	571.313	**6.178.166**
Presse d'opinion	40	—	19	12	39.481	**454.687**
Magazine	13	—	9	4	178.954	**3.463.358**
Presse locale d'information générale et politique	**410**	**69**	**293**	**15**	**2.325.081**	**15.004.747**
Information générale et politique	317	69	220	5	2.285.090	**14.607.484**
Magazine	21	—	1	10	2.732	**32.799**
Annonces judiciaires et légales	72	—	72	—	37.259	**364.464**
Presse spécialisée grand public	**931**	**4**	**91**	**504**	**1.915.213**	**21.558.600**
Journaux d'annonces	43	—	6	24	18.220	**698.550**
Bande dessinée	28	—	3	17	32.755	**430.572**
Presse culturelle	54	—	—	35	27.875	**557.854**
Maison et décoration	36	—	1	13	40.447	**860.187**
Economie	17	2	5	8	90.317	**1.210.830**
Presse féminine	76	—	10	33	345.827	**4.279.509**
Presse des jeunes	70	—	5	49	62.944	**1.094.924**
Loisirs	396	—	7	207	146.583	**3.028.236**
Presse masculine	7	—	—	6	5.314	**176.858**
Sport	106	2	20	67	289.307	**2.641.881**
Science et technique	13	—	—	10	16.993	**380.880**
Télévision-Spectacle	30	—	25	4	623.006	**4.237.364**
Sensation-Evasion	25	—	8	12	154.610	**1.027.790**
Famille-Société	30	—	1	19	61.015	**933.165**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1.261**	**10**	**157**	**612**	**298.278**	**6.473.460**
Presse agricole	155	—	69	69	67.642	**661.946**
Bâtiment-travaux publics	55	—	4	30	11.288	**516.074**
Commerce	74	—	5	49	8.189	**351.611**
Presse médicale	292	3	22	130	87.757	**1.125.594**
Biens d'équipements	46	—	4	22	5.806	**205.312**
Finances-activité boursière	21	3	3	6	3.977	**137.437**
Agro-alimentaire	41	1	6	23	5.663	**122.242**
Biens intermédiaires	35	—	1	23	1.044	**103.697**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	14	—	—	11	1.785	**25.688**
Services marchands	295	2	30	158	84.229	**2.518.605**
Services non marchands	135	—	2	40	7.587	**220.044**
Production-Distribution d'énergie	11	—	—	7	323	**22.362**
Assurance	8	—	1	6	1.619	**47.949**
Transport et Télécommunication	26	1	5	15	7.510	**186.408**
Biens de consommation	53	—	5	23	3.859	**228.491**
Journaux gratuits d'annonces	**380**	**—**	**342**	**38**	**1.714.472**	**3.778.476**
Total	**3.057**	**92**	**915**	**1.191**	**7.042.793**	**56.911.496**

(1) Diffusion et chiffre d'affaires, en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1992

Source : Service juridique et technique de l'information

Unités : recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	Diffusion totale	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique	**548.162**	55,4	15,4	2,5	73,3	26,7	3.083.889	2.884.426	**5.968.315**
Presse locale d'information générale et politique ...	**2.140.396**	63,8	22,0	3,3	89,1	10,9	8.314.345	5.217.711	**13.532.056**
quotidiens du matin	**1.945.580**	62,4	23,3	3,5	89,2	10,8	7.432.728	4.795.378	**12.228.106**
quotidiens du soir	**13.536**	65,6	11,8	5,3	82,7	17,3	45.325	26.536	**71.861**
7e jour	**181.279**	79,0	7,7	1,6	88,3	11,7	836.292	395.797	**1.232.090**
Presse spécialisée grand public	**196.090**	54,3	14,0	3,6	71,9	28,1	1.036.050	325.300	**1.361.350**
Presse spécialisée, technique et professionnelle ...	**56.684**	0,4	61,5	36,4	98,3	1,7	109.694	387.774	**497.468**
Total	**2.941.332**	**60,2**	**20,6**	**3,7**	**84,5**	**15,5**	**12.543.979**	**8.815.210**	**21.359.189**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés

Source : Service de la Redevance

	1982	1990	1991	1992	1993	1994
Nombre de comptes [en milliers] (1) :						
Télévision noir et blanc	7.682	2.377	2.001	1.687	1.347	1.074
Télévision couleur	8.815	16.695	17.491	18.001	18.487	18.830
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (2)						
Télévision noir et blanc	280	355	364	373	390	405
Télévision couleur	424	552	566	580	606	631

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

Unité : Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994
Redevance (2)	7.373,7	7.783,7	8.577,0	8.718,5	9.431,9
Concours du budget de l'Etat (3)	416,5	886,6	1.373,6	*r* 2.045,3	1.697,8
Services rendus aux administrations	50,9	44,2	60,5	42,8	36,1
Publicité	2.364,0	2.145,1	2.257,3	2.675,7	2.785,4
Parrainage	60,0	60,0	106,5	195,0	172,8
Autres ressources propres	4.238,9	656,4	572,2	624,0	763,5
Total	**12.089,1**	**11.576,0**	**12.947,1**	*r* **14.301,3**	**14.887,5**

(1) Recettes des organismes suivants : de 1989 à 1990 INA, TDF, A2 , FR, La sept, RFO, Radio France et RFI. De 1991 à 1994 INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI.
(2) Exploitation et équipement.
(3) La compensation par le budget de l'Etat des exonérations de redevance a été prise en compte de la manière suivante : en 1990 et 1991, ces crédits sont intégrés au produit de la redevance. A partir de 1992 ils sont inscrits sous la ligne «concours du budget de l'Etat». La compensation par le budget de l'Etat des exonérations de redevances s'est élevé à 70 MF en 1990, 117 MF en 1991, 362,6 MF en 1992, 370,8 MF en 1993 et 1.216,7 MF en 1994.

TABLEAU E.01-7

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP). *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1988	1989	1990	1991	1992
Télévision	2.127	4.625	10.160	11.460	12.600	13.364	14.309
Cinéma	220	475	370	375	409	311	320
Total	**2.347**	**5.100**	**10.530**	**11.835**	**13.009**	**13.675**	**14.629**
Indice	100	217,3	448,7	504,3	554,3	582,7	623,3

TABLEAU E.01-8

Evolution des genres de programme par chaîne

Source : Commission Nationale de la Communication et des Libertés ou Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

	(1) 1988	1989	(2) 1990	1991	1992
Volume horaire (en heures)	**36.277**	**36.693**	**38.287**	**31.925**	**32.392**
Répartition en % :					
Information	13,71	14,00	14,06	13,73	12,04
Documentaire	11,46	13,56	14,34	16,01	16,70
Fiction	43,86	43,86	43,22	30,27	28,93
Musique et divertissement	18,15	16,10	15,82	19,27	18,85
Sport	5,20	4,46	4,28	4,45	5,60
Jeunesse	—	—	—	7,89	8,25
Autres émissions (3)	4,66	5,46	5,40	5,82	6,93
Autres éléments (4)	2,92	2,56	2,88	2,50	2,70

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF 1, d'Antenne 2, de FR 3, de La Cinq et de M 6; la rubrique jeunesse supprimée et les émissions qui concernent le public « jeunes » sont incluses dans les genres correspondants.
(2) A partir de 1990, La Cinq et M6 figurent en année civile.
(3) Emissions qui procèdent de conventions particulières avec des organismes extérieurs, y compris la publicité. Aucun chiffre n'a été publié pour la Cinq qui a cessé ses activités le 7 avril 1992.
(4) Interstices : déroulants, présentations, sonals («jingle»), bandes-annonces, indicatifs.

TABLEAU E.01-9

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France (1)

Source : Radio-France *Unité :* heure

	1988	1989	1990	1991	1992
France-Inter GO (2)	8.576	8.552	8.869	8.705	8.582
France-Inter MF(2)	8.784	8.760	8.760	8.760	8.784
France-Culture MF (2)	8.784	8.760	8.760	8.760	8.784
France-Musique (2)	8.784	8.760	8.760	8.760	8.784
Radio-Bleue (3)	1.768	1.772	4.153	4.390	4.432
FIP MF (4) (5)	5.124	5.122	5.395	8.711	8.784
France-Info : (6)	6.954	8.760	8.760	8.760	8.784
Stations décentralisées de Radio-France	326.908	335.006	413.303	413.349	(7) 414.998
Hector (8)	///	4.380	8.760	8.760	8.784
Victor (8)	///	4.380	8.760	8.760	8.784

(1) Non compris les productions de Sorbonne, Radio-France et les émissions universitaires.
(2) Le programme de chacune de ces deux chaînes est diffusé 24 h sur 24 en MF uniquement.
(3) Le programme de Radio-Bleue est diffusé sur le réseau B d'ondes moyennes chaque jour de 7 h à 12 h (sauf le dimanche où il est diffusé de 8 h à 12 h). Depuis le 1er janvier 1990, il est diffusé tous les jours de 7h à 1 (4) Les cinq stations FIP régionales (FIP Bordeaux, FIP Lille, FIP Metz, FIP Nantes, FIP Strasbourg) diffusent en MF le programme musical de FIP Paris de 7 h à 21 h (5.110 h), et le programme « Modulation France » de 21 h à 7 h (3.650 h). Depuis le 8 janvier 1991, les huit stations FIP (Paris, Bordeaux, Lille, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Strasbourg) diffusent 24h sur 24h.
(5) FIP Paris est diffusé à Paris et dans la région parisienne en MF et en OM de 7 h à 21 h. De 21 h à 7 h, FIP Paris prend le relais du programme de France-Inter.
(6) Le programme d'information continue « France-Info », mis en service le 1er juin 1987, est réalisé à la Maison de Radio-France à Paris et relayé dans un certain nombre de villes réparties sur l'ensemble du territoire français. En 1989, ce programme a été produit 24 h sur 24. Le nombre de villes desservies est passé de 65 en 1988 à 90 en décembre 1989, et le cap des 110 a été dépassé en 1991.
(7) Ce volume se décompose comme suit : Radios locales 344.726 heures, 8 stations FIP en régions : 70.272 heures, (Lille, Metz, Strasbourg, Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux, Nantes).
(8) Ces programmmes (musical pour HECTOR - généraliste pour VICTOR), mis en service le 1 er juillet 1989, sont diffusés 24 h sur 24 h par satellite de diffusion directe.

TABLEAU E.01-10

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1988	1989	1990	1991	1992
EMISSIONS DESTINEES AUX ETRANGERS RESIDANT EN FRANCE					
Durée totale des émissions	**557**	**556**	**530**	**560**	**554**
Pour les Maghrébins	142	142	132	143	142
En espagnol	35	35	34	36	35
En polonais	130	130	130	130	130
En portugais	142	142	132	143	142
En turc	32	31	31	32	31
En serbo-croate	36	35	34	36	35
Pour Africains francophones	15	15	15	16	15
Pour Cambodgiens	8	8	7	8	8
Pour Laotiens	8	8	7	8	8
Pour Vietnamiens	8	8	8	8	8
EMISSIONS DESTINEES AUX AUDITEURS DE L'ETRANGER					
Durée totale des émissions	**74.838**	**75.840**	**83.154**	**93.241**	**87.355**
Emissions diffusées	**38.350**	**40.770**	**42.673**	**40.246**	**39.473**
Emissions en français vers l' Afrique	6.800	6.805	7.000	7.280	7.290
Emissions de service pour les stations africaines (coopération)	645	645	645	364	364
Programmes nationaux vers l'Afrique	318	313	300	///	///
Emissions en anglais vers l'Afrique	546	546	365	728	365
Emissions en portugais vers l'Afrique	728	365	365	365	365
Emissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	365	365	183	///	///
Emissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365
Emissions en portugais vers le Portugal	365	365	365	///	///
Emissions en polonais vers la Pologne	485	821	821	819	819
Emissions en allemand	728	728	913	730	730
Emissions en russe	455	730	730	730	730
Emissions vers l'Asie du Sud-Est	2.010	3.284	4.015	4.186	3.650
Emissions en roumain	365	730	730	730	730
Emissions en français vers l'Amérique latine	7.488	7.144	7.144	4.368	4.380
Emissions vers l'Amérique du Nord	10.062	10.089	9.673	9.672	9.490
Emissions en français vers l'Est	5.642	6.113	6.844	6.734	6.935
Emissions en créole	26	26	26	26	26
Emissions en Serbo-Croate	637	730	730	730	730
Emissions en arabe vers le Maghreb et le Proche-Orient (1)	278	365	515	730	730
Emissions de service pour les stations australiennes	34	34	34	31	31
Emission envoyée à la radio FM JWAVE au Japon (2)	8	100	100	100	100
Emission en mandarin vers la Chine (3)	///	107	540	730	730
Emission en Vietnamien (4)	///	///	270	548	548
Emission en Persan (5)	///	///	///	280	365
Programmes spécifiques distribués à des radiodiffuseurs étrangers	**36.486**	**35.070**	**40.481**	**52.995**	**47.882**
Par les ambassades	8.995	7.342	10.898	22.134	18.426
Dans le cadre de la coopération	27.491	27.728	29.583	30.861	29.456

(1) Depuis le 28 mars 1988.
(2) Depuis octobre 1988.
(3) Depuis juin 1989.
(4) Depuis juillet 1990.
(5) Depuis mars 1991.

TABLEAU E.01-11

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion

Source : Service juridique et technique de l'information (1)

	Part de marché en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1989	1990	1991	1992	1993	1989	1990	1991	1992	1993
RADIODIFFUSION (2)	///	///	///	///	///	144	135	146	145	148
Stations de Radio-France	19,0	17,8	20,2	20,4	21,6	27	24	30	29	32
dont : France-Inter	10,3	8,2	8,9	8,8	9,2	15	11	13	13	14
France-Info	///	1,5	4,4	4,1	4,6	3	2	7	6	7
Stations périphériques (3)	37,0	38,0	34,7	33,2	///	54	51	50	48	///
dont : Europe 1	10,1	9,6	9,4	9,5	9,5	15	13	14	13	14
RTL	21,1	22,2	21,2	20,2	19,3	30	30	31	29	29
RMC	4,9	4,4	4,1	3,5	3,4	7	6	6	5	5
Radios locales privées (3)	39,0	38,5	39,9	41,3	///	57	52	58	61	///
dont : Europe 2	4,4	5,2	4,1	3,7	3,8	6	7	6	5	6
Fun Radio	2,7	3,0	3,4	4,7	4,6	4	4	5	7	7
Nostalgie	4,6	3,7	4,1	4,0	4,3	7	5	6	6	6
NRJ	9,1	8,1	8,0	7,8	7,8	13	11	12	11	12
Sky Rock	2,7	4,4	4,4	4,0	3,1	4	6	6	6	5
Autres stations [étrangères et non identifiées] (3)	5,0	5,7	5,2	5,1	///	6	8	8	7	///
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	///					
TELEVISION (2)	///	///	///	///	///	184	192	197	190	187
TF1	40,9	42,0	42,0	40,6	39,8	75	81	84	78	75
Antenne 2	24,2	22,6	21,6	24,5	25,7	45	43	43	46	48
FR 3	10,3	11,2	11,6	13,8	15,0	19	22	23	26	27
Canal +	4,4	4,2	4,5	5,0	4,9	9	8	9	10	9
La Cinq [Arte] (4)	12,4	11,3	10,7	///	1,0	23	22	22	///	1
M 6	6,3	7,1	7,9	10,1	11,0	12	14	16	19	20
Autres stations (5)	1,5	1,6	1,7	6,0	2,7	///	///	3	11	4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**					

(1) Chiffres calculés à partir des données de Médiamétrie depuis 1988.
(2) Cible : 15 ans et plus.
(3) Les données n'existent plus pour ces agrégats.
(4) L'audience d'Arte est distincte de celle des autres stations à partir de 1993.
(5) Compte tenu de l'arrêt des émissions de la Cinq le 7/4/1992, la part de marché et la durée d'écoute quotidienne par individu ont été intégrées pour l'année 1992 sous la rubrique «Autres stations».

TABLEAU E.01-12

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Centre National de la Cinématographie — *Unité :* Film

	1988	1989	1990	(2) 1991	1992
Chaînes non cryptées :					
TOTAL	**913**	**901**	**933**	**897**	**741**
TF 1	**160**	**170**	**170**	**234**	**170**
Français	**103**	**119**	**116**	**114**	**106**
Etrangers	57	51	54	120	64
A 2	**174**	**164**	**186**	**218**	**188**
Français	**110**	**101**	**104**	**102**	**93**
Etrangers	64	63	82	116	95
FR 3	**192**	**192**	**193**	**215**	**192**
Français	**95**	**96**	**97**	**98**	**96**
Etrangers	97	96	96	117	96
La 5 (3)	**193**	**184**	**192**	///	///
Français	**85**	**96**	**102**	///	///
Etrangers	108	88	90	///	///
M 6	**194**	**191**	**192**	**230**	**191**
Français	**107**	**91**	**95**	**95**	**88**
Etrangers	87	100	97	135	103
Chaînes cryptées :					
TOTAL	**417**	**388**	**429**	**441**	**450**
Canal +	**417**	**388**	**429**	**441**	**450**
Français	**208**	**193**	**196**	**197**	**196**
Etrangers	209	195	233	244	254

(1) Ces chiffres concernent des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.
(2) En 1991 chiffres établis par le CSA.
(3) Emissions interrompues depuis le 7/4/1992.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2. Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie.
3. Entrées dans les monuments historiques de l'État.
4. Entrées à la tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres.
12. Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Nombre de titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
17. Bibliothèques municipales.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Pratiques culturelles des Français.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Francophonie, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 32 conservatoires nationaux de région (CNR), des 103 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 200). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique dont les effectifs (environ 1.700 élèves) ne sont pas repris dans le tableau.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

56 écoles d'art de statut national ou municipal (8 écoles nationales et 45 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles (environ 16.000 élèves concernés).

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène car comptabilisé en général en « prix de cession » il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Francophonie, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer avec exactitude. Une enquête a été menée en 1990 par le département des études et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale et de la Culture auprès de 3.900 établissements.

Phonogrammes - vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit à partir d'une enquête aupres des distributeurs des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

Les données sur les pratiques culturelles des Français sont extraites des enquêtes portant sur ce thème réalisées par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Francophonie. L'échantillon de l'enquête portait sur 2.000 individus en 1973, 4.000 en 1981 et 5.000 en 1989.

En 1992, une enquête sur le cirque a permis de mettre à jour les taux de pratique des différents modes culturels.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1988 (INSEE) recense 4.708 communes ayant au moins une troupe de théâtre (y compris le théâtre amateur) et 2.732 communes équipées d'au moins une salle de spectacle.

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1993, il existe 33 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ) et 61 scènes nationales.

Par ailleurs la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;
— le sauvetage;
— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui regroupe quatre éléments distincts : la Bibliothèque publique d'information (BPI), le Musée national d'art moderne (MNAM), l'Institut de recherche et de coordination acoustique - musique (IRCAM), le Centre de création industrielle (CCI).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

Un arrêté de protection peut concerner un monument, une partie de monument ou un ensemble de monuments. Des gisements archéologiques peuvent également être protégés.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.
— Ministère de la Culture et de la Francophonie, département des études et de la prospective.
— Syndicat national de l'édition.
— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Francophonie :
Des chiffres pour la culture, La Documentation française, 1980.

Repères sur les monuments historiques protégés, La Documentation française, 1987.

Les pratiques culturelles des Français. Évolution 1973-1989, Olivier Donnat, Denis Cogneau, La Découverte, La Documentation française, 1990.

Nouvelle enquête sur les pratiques culturelles des Français en 1989, La Documentation française, 1990.

« Les musées français en 1988. Nature des collections et fréquentation », *Développement culturel,* n° 90, mars 1991.

Chiffres clés 1993, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 1993.

« Les pratiques de loisirs », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-Modes de vie », n° 1, 1989.

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* INSEE, n° 233, juin 1990.

« Le cinéma des années quatre-vingt », *INSEE-Première,* n° 174, décembre 1991.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

Autres organismes :

CNC Info, Centre national de la cinématographie, bimestriel.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

*
* *

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie

	1992	1993
Monuments protégés :		
classés	13.200	13.365
inscrits	24.056	24.444
Total	37.256	37.809
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :		
Classements	180	166
Inscriptions	762	595
Total	942	761

TABLEAU E.02-2

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation fin 1991

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie.

Catégorie de monuments	Total	Type de propriétaires			
		Commune	Privé	Etat	Autres
Total	**12.740**	**7.755**	**3.690**	**715**	**580**
Antiquités préhistoriques	**1.319**	244	795	115	165
Antiquités historiques	**525**	245	167	48	65
Châteaux, manoirs	**1.476**	294	998	84	100
Architecture militaire	**501**	356	76	60	9
Cathédrales	**87**	—	—	87	—
Eglises, temples, synagogues	**4.427**	4.325	75	16	11
Chapelles, oratoires	**639**	487	120	13	19
Monastères	**598**	257	241	45	55
Edifices civils publics	**550**	344	47	97	62
Edifices civils privés	**1.231**	232	921	46	32
Divers	**1.387**	971	250	104	62

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments historiques de l'Etat

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* Millier

	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Total	**7.490**	**8.524**	**8.418**	**8.391**	**8.298**	**8.082**
dont : Abbaye du Mont Saint- Michel	653	783	826	857	854	844
Arc de Triomphe de l'Etoile	736	701	775	618	759	787
Château de Chambord	589	706	730	755	743	743
Sainte Chapelle	638	737	696	646	698	635
Château du Haut-Koenigsbourg	528	594	591	634	598	600
Tours de Notre-Dame	631	651	452	349	416	319
Château d'Azay-le-Rideau	359	403	425	438	387	378
Cité de Carcassonne	234	266	272	261	246	251
Conciergerie	232	322	251	275	233	229
Panthéon	155	223	220	182	179	184
Entrées payantes	6.833	7.686	7.545	7.243	7.274	6.978
Entrées gratuites	657	838	873	1.148	1.024	1.104

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel — *Unité :* Millier

	1980	1985	1990	1991	1992	1993
Total	**3.594**	**4.369**	**5.699**	**5.442**	**5.747**	**5.537**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux — *Unité :* Millier

	1989	1990	1991	1992	1993
Total	**14.380**	**16.025**	**15.011**	**14.057**	**13.985**
dont : Arts africains et océaniens	265	297	259	268	323
Chagall (Nice)	129	132	127	139	140
Cluny	163	194	201	264	280
Compiègne	257	215	208	185	235
Les Eyzies-de-Tayac	166	158	160	112	108
Fontainebleau	503	419	407	418	403
Louvre	3.809	5.338	4.978	4.673	4.919
Orangerie	334	332	342	443	446
Orsay	3.085	3.000	2.787	2.579	2.516
Picasso	476	509	470	377	442
Versailles	4.163	4.339	3.941	3.668	3.262
Entrées payantes	9.144	10.096	9.626	9.952	9.644
Entrées gratuites	5.236	5.929	5.385	4.105	4.341

(1) Concernent les 30 musées nationaux gérés directement par la Direction des musées de France.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1.147.977	11.480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505.929	9.199
Renoir	1985	793.544	8.625
Manet	1983	735.197	8.079
Monet	1980	504.422	7.760
Toutankhamon	1967	1.240.975	7.343
Gauguin	1989	623.739	7.253
Toulouse-Lautrec	1992	654.714	7.116
Turner	1983	548.496	6.943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430.760	6.627
Picasso (oeuvres reçues en dation)	1979	457.326	6.098
Picasso	1966	403.819	5.609
Vermeer	1966	317.702	5.574
Degas	1988	439.886	5.431
Van Gogh	1972	493.237	5.304
Watteau	1984	432.803	5.278
Aménophis III	1993	387698	5239
Goya	1970	311.636	5.109
Pissaro	1981	369.462	4.993
Cézanne	1978	385.740	4.822
Le Titien	1993	359612	4495
Chardin	1979	341.479	4.493
Or des Scythes	1975	359.596	4.385
Van Gogh	1988	364.287	4.286
Fragonard	1987	344.999	4.012
Le Douanier Rousseau	1984	396.016	4.000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4.000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1993.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris

Collections permanentes et expositions temporaires (1)

Source : Ville de Paris — *Unité :* Millier d'entrées

	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Total	**1.367,7**	**977,1**	**1.168,0**	**1.026,6**	**1.314,9**	**1.423,2**
dont : Art moderne	485,1	185,8	272,9	265,8	407,3	420,9
Carnavalet	254,3	180,8	258,5	201,1	211,7	248,1
Mode et costume	92,7	107,2	92,1	70,9	162,0	94,2
Petit-Palais	203,4	268,8	289,5	167,3	233,0	374,4
Victor-Hugo	155,7	77,2	109,9	107,2	114,0	91,7

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité :* Millier

	1985	(2) 1989	1990	1991	1992	1993
Fréquentation générale	7.367	7.112	8.263	7.450	7.658	7.996
Bibliothèque publique d'information	4.252	3.328	3.938	3.714	3.800	3.814
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	987	1.096	885	1.053	989
Expositions temporaires	2.285	918	1.012	798	1.359	1.236

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.
(2) En 1989, le Centre a été fermé à deux reprises.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840.662	8.083
Balthus	1983	288.093	4.175
Bonnard	1984	488.093	6.341
Kandinsky	1984-1985	349.656	4.351
Matisse	1993	734.896	7.349
Vienne	1986	450.000	6.429
Andy Warhol	1990	306.958	4.323

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 4.000 entrées par jour en moyenne.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie — *Unité :* Millier

	1988	1989	1990	1991	1992
Cité, Géode, Cinaxe (1)	4.400	4.800	5.000	5.300	5.700
Dont : expositions (2)	1.405	1.561	1.562	1.593	1.647
Géode	1.010	1.076	1.071	1.042	1.042
Médiathèque (gratuit)	700	918	901	1.025	1.183
Total des entrées payantes (3)	**2.480**	**2.729**	**2.741**	**2.950**	**3.000**

(1) Une partie des personnes qui pénètrent dans la Cité ne font que découvrir le site.
(2) Non compris les abonnés qui fréquentent le site environ 4 fois par an. Le nombre d'abonnés est passé progressivement de 2.000 en 1988 à 11.000 en 1992.
(3) Aux expositions, au Centre des Congrés Villette (CCV) et au Cinaxe (à partir du 18 mai 1991).

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie. — *Unité :* Opération de fouilles

	1980	1985	1990	1991	1992	1993
Fouilles programmées autorisées	389	406	327	265	252	262
Sauvetages programmés (1)	151	268	240	150	1.047	1.090
Sauvetages urgents (1)	511	766	...	948	943	1.127
Sondages autorisés	176	299	...	624		

(1) A partir de 1992 les sauvetages programmés et urgents sont regroupés.

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1989	1990	1991	1992	1993
Total	**40.919**	**41.982**	**44.530**	**45.576**	**44.036**

TABLEAU E02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1991	1992	1993
250 millions et plus	13	15	16	16
De 100 à moins de 250 millions	12	17	17	17
De 50 à moins de 100 millions	28	29	29	26
De 20 à moins de 50 millions	44	35	34	38
De 10 à moins de 20 millions	47	38	42	42
De 1 à moins de 10 millions	183	169	174	172
Moins de 1million	85	80	76	64
Total	**412**	**383**	**388**	**375**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxe).

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1989	1990	1991	1992	1993	dont nouveautés
Titres produits :						
Livres scolaires	5.308	5.228	5.854	5.069	5.624	1.601
Livres scientifiques, professionnels et techniques	2.921	3.189	3.305	3.518	3.213	1.908
Livres de sciences humaines	4.590	5.042	4.964	5.398	6.344	3.349
Littérature	11.330	11.809	11.598	11.863	12.996	5.721
Encyclopédies et dictionnaires	523	509	473	541	559	104
Livres d'art	1.488	1.325	1.336	1.175	1.075	695
Livres pour la jeunesse	6.063	7.682	7.478	6.326	6.493	2.320
Livres pratiques (1)	4.102	4.270	4.484	4.726	4.612	1.632
Total	**36.325**	**39.504**	**39.492**	**38.616**	**40.916**	**17.330**
Exemplaires produits (en milliers) :						
Livres scolaires	72.259	63.238	68.467	60.028	65.236	24.759
Livres scientifiques, professionnels et techniques	9.337	9.942	9.097	9.253	7.817	4.504
Livres de sciences humaines	20.942	23.842	22.435	23.742	25.607	11.399
Littérature générale	152.899	134.606	137.975	135.234	126.739	55.207
Encyclopédies et dictionnaires	13.587	14.895	11.770	11.295	12.209	2.629
Livres d'art	10.351	8.466	6.843	6.618	6.863	4.248
Livres pour la jeunesse	70.257	81.933	73.394	61.485	61.443	23.248
Livres pratiques (1)	46.256	49.243	46.180	46.828	44.851	14.914
Total	**396.068**	**386.165**	**376.161**	**354.483**	**350.765**	**140.908**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993
Livres scolaires	1.850,6	1.786,4	1.751,7	1.743,6	2.048,0
Livres scientifiques, professionnels et techniques	666,5	736,6	744,7	813,5	789,4
Livres de sciences humaines	1.168,2	1.329,7	1.314,7	1.434,0	1.550,2
Littérature	2.695,2	2.848,5	2.875,6	3.037,2	3.093,4
Encyclopédies et dictionnaires	2.427,9	2.615,2	2.420,8	2.289,1	2.351,4
Livres d'art	958,7	836,5	782,9	809,4	730,1
Livres pour la jeunesse	1.198,2	1.325,4	1.307,4	1.269,1	1.258,4
Livres pratiques (1)	1.417,7	1.442,1	1.560,7	1.694,9	1.832,8
Divers non ventilés	82,3	101,7	69,3	64,5	96,3
Total des ventes de livres	**12.465,3**	**13.022,1**	**12.827,8**	**13.155,4**	**13.750,0**
Cessions de droits	383,4	352,9	460,8	474,5	442,5
Total	**12.848,7**	**13.375,0**	**13.288,6**	**13.629,9**	**14.192,5**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Nombre de titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

	1989	1990	1991	1992	1993
Phonogrammes	**17.565**	**17.213**	**16.319**	**17.357**	**18.580**
Disques 45 tours	1.808	1.490	942	812	233
Disques 33 tours	3.970	3.196	1.698	948	1.011
Diques compacts	6.851	8.040	8.566	10.761	12.651
Cassettes	4.936	4.487	5.113	4.836	4.665
Vidéogrammes	**2.099**	**4.079**	**4.005**	**9.100**	**6.950**

TABLEAU E.02-17

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Francophonie.

	1990	1991
Nombres de bibliothèques municipales	**1.614**	**1.885**
Ayant une discothèque de prêt	576	587
Ayant une vidéothèque de prêt	104	123
Collections pour 100 habitants :		
Livres	228	240
Phonogrammes	16,0	17,1
Cassettes vidéo	...	1,4
Prêts pour cent 100 habitants :		
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4.605	5.813
soit en % de la population desservie	16	18
Prêts de livres	325	330
Prêts de phonogrammes	63	66
Prêts de cassettes vidéo	8	13

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1989	1990	1991	*r* 1992	1993
Quantité (1)	**132.825**	**131.511**	**123.540**	**120.744**	**127.672**
Disques 45 tours	35.550	26.622	14.475	5.602	448
Disques 33 tours	16.174	6.708	1.281	208	138
Disques compacts	40.973	56.220	67.407	77.079	92.916
Cassettes	40.128	41.961	40.377	37.107	33.757
Tous supports et livres	///	///	///	748	413
Facturation (2)	**4.810**	**5.343**	**5.487**	**5.820**	**6.073**
Disques 45 tours	459	349	195	80	11
Disques 33 tours	499	204	38	5	2
Disques compacts	2.386	3.177	3.833	4.370	4.862
Cassettes	1.466	1.613	1.421	1.344	1.186
Tous supports et livres	///	///	///	21	12

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1989	1990	1991	1992	1993
Production cinématographique					
Sociétés de production de long métrage (1) :					
Autorisées	1.251	1.357	1.443	1.552	1.646
Actives	174	214	193	188	...
Réalisateurs actifs de long métrage	87	97	92	106	...
Films de long métrage produits	**136**	**146**	**156**	**155**	**152**
Films d'initiative française	101	106	108	113	101
Intégralement français	66	81	73	72	67
De coproduction	35	25	35	41	34
Films de coproduction à majorité étrangère	35	37	36	31	36
Films bénéficiaires de l'aide du Fonds ECO (2)	—	3	12	11	15
Montant des investissements (million de F)	**2.848**	**3.289**	**3.767**	**3.654**	**3.116**
Français	1.949	2.296	2.653	2.856	2.238
Etrangers	899	993	1.114	798	878
Coût médian des films produits (million de F)	16,0	16,4	17,0	18,5	17,2
Sociétés de production de court métrage (3) :					
Autorisées	3.104	3.146	3.696	4.034	4.202
Actives	223	224	210	254	...
Réalisateurs actifs de court métrage	300	327	307	384	...
Films de court métrage produits	346	366	346	415	366
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	367	391	413	425	425
dont : ayant enregistré des résultats	164	162	164	163	163
Chiffre d'affaires (million de F)	1.483,7	1.547,2	1.546,0	1.559,8	1.749,2
Films distribués	4.218	4.086	3.983	4.116	3.644
Films sortis pour la première fois	366	370	438	381	359
dont : films français	120	129	140	162	133
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12	4.658	4.518	4.441	4.402	4.397
Fauteuils des salles standard (millier)	1.052	1.007	983	972	962
Complexes cinématographiques	897	860	841	835	824
Salles de complexes	3.183	3.078	3.011	2.978	2.950
Fauteuils des complexes (millier)	607	584	571	565	556
Spectateurs (million)	120,9	121,9	117,5	115,4	*p* 133,3
Recette (million de F) (4)	3.678,8	3.826,1	3.881,0	3.920,7	*p* 4.519,4
Pourcentage du film français dans la recette guichet	33,8	37,4	30,1	35,1	*p* 34,2

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1.600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale
(3) Court métrage : film de longueur inférieure à 1.600 m pour un format de 35 mm.
(4) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1992

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.).

	CEE	Espagne	**France**	Italie	Allemagne	Royaune-Uni	Etats-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	(1) 468	52	**155**	127	63	48	(2) 210	240
Exploitation								
Nombre de films distribués	2.550	(3) 226	**381**	437	(4) 288	232	413	617
Salles de cinéma	17.100	1.807	**4.402**	3.522	3.630	1.860	25.105	1.744
Spectateurs (en millions)	558,0	83,3	**115,4**	83,6	105,9	102,9	971,2	125,6
Population totale (en millions)	346,0	39,1	**57,2**	57,8	79,5	58,0	249,0	124,0
Fréquentation moyenne par habitant	1,6	2,1	**2,0**	1,4	1,3	1,8	3,9	1,0
Nombre d'entrées par salle	32.600	46.100	**26.200**	23.700	29.200	55.300	38.700	72.000
Recettes guichet (en millions d'unités locales)	(5) 2.166,0	36.332,0	**3.939,5**	663,1	891,4	290,0	(6) 4.650,0	(6) 152,0
Recettes (en millions de FF)	14.300,0	1.520,0	**3.939,5**	2.250,0	3.070,0	2.520,0	27.430,0	8.200,0
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	17,0	9,3	**35,1**	24,3	(4) 9,5	3,6	98,7	45,1
Recettes réalisées par les films américains (en %)	73,0	77,1	**58,3**	59,0	(4) 82,8	85,8	98,7	52,2

(1) Hors coproductions franco-européennes.
(2) Ce chiffre concerne uniquement les films qui ont fait l'objet d'une sortie en salles.
(3) Chiffres 1991.
(4) Données concernant l'ex-RFA.
(5) En ECU.
(6) En milliards.

TABLEAU E02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la culture et de la francophonie.

Unités : Spectateurs : millier

	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Opéra de Paris [1] (2)					
Représentations	...	...	322	389	374
Spectateurs	...	...	534	654	649
Théâtres nationaux (1)					
Comédie française :					
Représentations	391	392	382	380	450
Spectateurs	283	296	295	267	302
Théâtre national de l'Odéon :					
Représentations	335	328	323	351	339
Spectateurs	103	89	103	126	145
Théâtre national de Chaillot :					
Représentations	209	306	428	383	295
Spectateurs	90	162	210	168	180
Théâtre de la Colline (3) :					
Représentations	288	302	332	392	393
Spectateurs	70	77	119	127	132
Théâtre national de Strasbourg :					
Représentations	139	151	152	89	104
Spectateurs	39	32	51	43	32
Centres dramatiques nationaux (4)					
Représentations r	5.869	5.407	7.167	7.422	7.395
Spectateurs r	1.479	1.557	2.086	1.832	1.782
Scènes nationales (4)					
Représentations	...	22.445	23.047	22.898	23.995
Spectateurs	...	1.921	2.114	1.970	2.028
Théâtres privés parisiens (5)					
Représentations	12.440	11.285	11.501	11.664	...
Spectateurs	3.319	3.475	3.093	2.898	...

(1) Non compris les tournées.
(2) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille
(3) Jusqu'à la saison 1987/88, Théâtre national de l'Est parisien.
(4) Tous spectacles, spectateurs payants.
(5) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.02-22

Elèves des établissements d'enseignement artistique (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Francophonie

	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1.096	...	1.142	1.211
Conservatoire national supérieur de Lyon	350	371	382	398	426
Conservatoires nationaux de région	45.208	46.421	46.647	46.635	45.842
Ecoles nationales de musique	81.731	85.336	88.521	88.207	88.377
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur	78	83	73	81	92
Ecole du théâtre national de Strasbourg	37	35	41	38	35
Ecole supérieure des arts du cirque	33	45	38	33	29
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	120	111	108	104	117
Arts plastiques					
Ecole nationale supérieure des beaux-arts	1.184	1.101	858	691	591
Ecole nationale supérieure des arts décoratifs	693	698	761	688	656
Ecole nationale supérieure de création industrielle (2)	164	159	167	192	189
Institut français de restauration des oeuvres d'art	47	41	39	45	52
Ecoles nationales d'art	1.293	1.214	1.108	1.054	1.097
Ecoles régionales et municipales d'art	7.360	7.304	7.104	6.884	6.936
Patrimoine					
Ecole du Louvre (3)	2.562	2.775	2.958	3.033	2.811
Ecole du patrimoine	26	35	32	43	73

(1) Etablissements dépendant du ou contrôlés par le ministère de la Culture.
(2) Non compris les stagiaires.
(3) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes — *Unité :* Million de francs

	1985	1988	1989	1990	1991	1992
Exportations						
Total	**6.694**	**9.232**	**10.807**	**12.012**	**9.746**	**9.685**
Livres	2.153	2.567	2.915	2.979	3.161	3.278
Presse	1.661	1.781	1.934	2.111	2.133	2.120
Phono-vidéogrammes	573	622	768	899	936	994
Partitions musicales	19	22	27	20	21	25
Instruments de musique	280	339	390	420	423	491
Objets d'art	2.008	3.901	4.773	5.583	3.072	2.777
Importations						
Total	**5.729**	**8.489**	**10.477**	**22.326**	**10.285**	9.491
Livres	2.038	2.632	2.972	3.262	3.469	3.369
Presse	1.628	2.062	2.144	2.311	2.343	2.299
Phono-vidéogrammes	445	876	1.167	1.433	1.409	1.544
Partitions musicales	20	27	30	32	36	37
Instruments de musique	777	1.045	1.064	1.107	1.092	1.045
Objets d'art	821	1.847	3.100	3.896	1.936	1.197

TABLEAU E.02-24

Pratiques culturelles des Français

Année 1992

Source : Ministère de la Culture et de la Francophonie.

Unités : %

Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui déclarent avoir fréquenté :	Au cours des 12 derniers mois	Déjà, mais non au cours des 12 derniers mois	Jamais
Opéra	3	14	83
Concert jazz	7	14	79
Opérette	2	20	78
Danse professionnelle	5	20	75
Concert rock	12	15	73
Concert classique	8	24	68
Parc d'attractions	14	26	60
Galerie d'art	15	27	58
Music-hall, variétés	9	33	58
Danse folklorique	11	35	54
Théâtre professionnel	12	38	50
Spectacle d'amateurs	16	37	47
Exposition temporaire (peinture, sculpture)	23	34	43
Monument historique	30	49	21
Musée	28	53	19
Cirque	14	73	13
Cinéma	49	42	9

TABLEAU E.02-22

Elèves des établissements d'arts graphiques artistiques (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale

Chapitre E.03

Tourisme

1. Méthodologie.

2. Définitions.

3. Sources de documentation.

4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.
4. Les vacances sur l'ensemble de l'année.
5. Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ.
6. Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours et journées à l'étranger selon le pays de destination.
7. Les vacances d'été.
8. Les vacances d'hiver.
9. Taux d'équipement de loisir par groupe socioprofessionnel du chef de ménage.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, direction des industries touristiques.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 7409).

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprendra donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 22 juin 1976.

Les statistiques ne comprennent pas les terrains déclarés en mairie (dont le camping à la ferme), les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

1.2. La demande

Les départs en vacances des Français

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête couplée à l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 avril de l'année *n*.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année *n* et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année *n*, il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année *n*.

1.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

2. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Français

Il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit, qui, tout en offrant des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles, doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

---

1. Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

Taux de départ

C'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

Touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

On appelle touriste toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures (ou une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);

— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même.

Une telle définition s'applique au tourisme international. La direction des industries touristiques a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois, celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme d'agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

La définition retenue est la suivante :

Doit être considérée comme touriste, toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une durée d'au moins vingt-quatre heures et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

— Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);

— Santé (thermalisme, thalassothérapie...);

— Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);

— Voyage d'affaires;

— Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

— Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);

— Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;

— Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;

— Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;

— Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;

— Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

Vacances

Ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, direction des industries touristiques, bureau des Statistiques et de la Comptabilité économique.

— INSEE.

Publications :

La *Revue trimestrielle de la direction des industries touristiques* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :

— de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;

— de 1964 à 1973 : *Bulletin statistique*;

— de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;

— de 1979 à 1981 : *Regards sur l'économie du tourisme*;

— de 1982 à 1983 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme*;

— de 1983 à 1985 : *L'économie du tourisme*;

— depuis 1985, la revue s'intitule : *Collection de l'économie du tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982), n° 8 (décembre 1983) et n° 12 (décembre 1984) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

À l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des

données disponibles par région et département depuis dix ans.

La Direction des Industries touristiques édite également le *Mémento du tourisme*, un numéro par an, et la *Lettre de l'observation économique,* mensuel, que l'on peut se procurer en écrivant au centre de documentation de la Direction des Industries touristiques.

« Les vacances des Français en 1973 », Debrey (P.), *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1973.

« Enquête annuelle d'entreprise. Les agences de voyage en 1986 », *Archives et documents,* n° 238, 1988.

« La France sous la tente », Bertrand (M.), *Économie et Statistique,* n° 101, juin 1978.

« Vacances : en hiver aussi », Bertrand (M.), *Économie et Statistique,* n° 111, mai 1979.

« Les vacances des Français en 1981-1982 », Bertrand (M.), *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 109, octobre 1984.

« Les vacances des Français en 1983 et 1984 », Christine (M.) et Samy (Chr.), *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 114, décembre 1985.

« Les vacances des Français en 1985 », Christine (M.) et Samy (Chr.), *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 125, juillet 1987.

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1989 », Christine (M.), Filipowski (V.), Monteiro (S.), *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 32-33, janvier 1932.

« Les vacances de la saison d'hiver 1986-1987 », Christine (M.) et Samy (Chr.), *Premiers résultats,* n° 109, décembre 1987.

« Les départs en vacances de l'été 1987 », Christine (M.), *Premiers résultats,* n° 128, mai 1988.

« Les vacances de la saison d'hiver 1987-1988 », Christine (M.), *Premiers résultats,* n° 156, novembre 1988.

« Les vacances », Christine (M.), *Données sociales,* édition 1990.

« Les vacances d'hiver 1988-1989 », Filipowski (V.), *INSEE-Première,* n° 53, décembre 1989.

« La géographie des vacances », Christine (M.), *Données sociales,* édition 1990.

« Les vacances d'été 1989 », Filipowski (V.), *INSEE-Première,* n° 66, mai 1990.

« Les vacances de l'été 1990 », *INSEE-Première,* n° 166, septembre 1991.

« Les vacances de l'été 1991 », *INSEE-Première,* n° 219, août 1992.

« Les vacances de l'hiver 1991-1992 », *INSEE-Première,* n° 245, février 1993.

« Les vacances d'hiver 1992-1993 », *INSEE-Première,* n° 299, février 1994.

« Les vacances de l'été 1993 », *INSEE-Première,* n° 333, juillet 1994.

« Les vacances des Français. Résultats détaillés de 1990 à 1992 », Monteiro (S.), Rowenezyk (C.), *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 52-53, juillet 1993.

- **Autre publication :**

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF, avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

*
* *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409)

Année 1991

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise dans les services — *Unité :* Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**2.340**	**28.328**	**29.873**	**37.545,0**	**6.009,8**	**440,7**
hors tranche (1)	213	782	973	1.680,5	— 76,7	35,7
0 à 5 salariés	1.382	3.234	4.809	4.800,6	665,4	49,2
6 à 19 salariés	560	5.450	5.989	6.906,9	1.218,9	63,7
20 à 49 salariés	131	4.128	4.005	5.321,3	831,1	61,9
50 à 99 salariés	33	2.297	2.273	3.911,1	494,7	31,9
100 salariés et plus	21	12.437	11.824	14.924,6	2.876,3	198,3

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques et sources régionales.

	1988	(1) 1989	1990	1991	1992
Sans étoile (2) :					
Hôtels	125	125	495	...	...
Chambres	2.788	2.788	3.554	...	...
1 étoile :					
Hôtels	8.290	8.290	7.472	7.080	6.197
Chambres	139.921	139.921	121.566	121.964	105.867
2 étoiles :					
Hôtels	8.853	8.853	9.176	9.972	10.309
Chambres	251.939	251.939	264.907	300.807	298.559
3 étoiles :					
Hôtels	2.670	2.670	2.825	3.066	3.163
Chambres	124.195	124.195	132.499	143.664	147.725
4 étoiles et plus					
Hôtels	349	349	415	464	505
Chambres	25.014	25.014	28.320	32.701	37.065
Total :					
Hôtels	**20.287**	**20.287**	**20.383**	**(3) 20.582**	**(3) 20.174**
Chambres	**543.857**	**543.857**	**550.846**	**(3) 599.136**	**(3) 589.216**

(1) Absence d'enquête en 1989, on a gardé les mêmes chiffres qu'en 1988.
(2) Norme 1986.
(3) Non compris les sans étoiles.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques et sources régionales.

	1988	(1) 1989	1990	1991	1992
Nombre d'établissements :					
Terrains de camping (2)	8.352	8.352	8.527	8.564	8.662
Villages de vacances agréés	●	●	●	723	502
Auberges de jeunesse	341	341	303	263	271
Maisons familiales de vacances	152	152	128	...	...
Gîtes ruraux et communaux (3)	37.209	37.209	37.827	37.730	39.238
Chambres d'hôtes (3)	8.490	8.490	11.168	12.146	7.834
Places disponibles (ou lits) en milliers :					
Terrains de camping (2) (4)	824,7	824,7	889,9	887,4	932,9
Villages de vacances agréés	●	●	●	234,9	171,8
Auberges de jeunesse	21,0	21,0	17,6	16,2	18,2
Maisons familiales de vacances	13,8	13,8	13,7	...	...

(1) Absence d'enquête en 1989, on a gardé les mêmes chiffres qu'en 1988.
(2) A partir de 1986, le total comprend exclusivement les campings homologués.
(3) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(4) A partir de 1986, nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1989	1990	1991	1992	1993
Effectif de la population des ménages ordinaires d'après l'enquête (1)	54,8	55,4	55,1	57,7	55,3
Nombre de personnes parties en vacances	33,8	32,7	32,9	34,6	33,7
Taux de départ [%] (2)	60,7	59,1	59,8	60,0	60,9
NOMBRE DE SEJOURS DE VACANCES	64,0	63,1	64,0	67,1	66,3
En France	**52,6**	**52,0**	**53,7**	**56,4**	**55,6**
A l'étranger	11,4	11,1	10,3	10,7	10,7
NOMBRE DE JOURNEES DE VACANCES	928	913	899	922	905
En France	**729**	**725**	**727**	**742**	**725**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	3,8	3,5	4,6	4,4	4,2
Mer	43,9	43,6	38,2	40,8	36,9
Montagne	18,4	17,6	21,0	19,1	22,0
Campagne	25,6	26,0	26,1	26,3	25,4
Ville	8,5	9,3	10,0	9,4	11,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	5,4	5,2	5,1	5,4	7,7
Location	16,4	17,1	17,9	16,7	16,9
Résidence secondaire	14,1	15,4	14,5	13,7	10,3
Résidence principale de parents et amis	31,5	30,9	31,8	30,3	34,2
Résidence secondaire de parents et amis	10,3	10,4	10,8	12,7	12,0
Tente ou caravane	15,5	14,4	13,8	13,6	11,2
Village de vacances	4,5	4,4	3,1	4,3	5,1
Autres (3)	2,3	2,2	3,0	3,3	2,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	199	188	172	180	180
Selon le genre de séjour :					
Circuit	20,0	19,3	16,7	18,6	22,4
Mer	32,8	33,8	33,7	33,5	32,0
Montagne	6,4	6,0	6,5	6,2	8,6
Campagne	18,4	20,0	18,1	17,6	17,6
Ville	22,4	20,9	25,0	24,1	19,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	23,0	22,9	17,6	22,5	37,7
Location	8,4	9,6	6,9	5,8	5,9
Résidence secondaire	6,6	6,6	9,4	10,2	6,2
Résidence principale de parents et amis	44,4	43,5	52,5	45,1	34,0
Résidence secondaire de parents et amis	4,3	4,9	5,0	3,7	3,7
Tente ou caravane	7,2	5,3	4,0	5,3	4,5
Village de vacances	6,1	1,8	1,0	1,9	2,2
Autres (3)	—	5,4	3,6	5,5	5,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : cette estimation, obtenue à partir de l'échantillon nécessairement différent de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ.
(2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 septembre de l'année (n).
(3) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE — *Unité :* %

	1989	1990	1991	1992	1993
TAUX DE DEPART POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION DES MENAGES ORDINAIRES	60,7	59,1	59,8	60,0	60,9
Suivant l'âge :					
0-13 ans	68,2	65,1	67,7	67,4	68,9
14-19 ans	68,6	65,2	64,0	65,4	67,7
20-24 ans	57,9	55,3	58,4	57,7	56,4
25-29 ans	62,5	61,1	62,1	60,2	64,0
30-39 ans	66,4	63,2	65,0	66,3	67,5
40-49 ans	66,4	67,1	65,7	63,7	64,6
50-54 ans	61,3	56,2	62,6	60,9	60,5
55-59 ans	50,5	50,6	55,6	54,7	55,0
60-64 ans	52,5	53,9	51,0	55,7	52,2
65-69 ans	52,2	50,4	48,5	48,9	52,0
70 ans et plus	33,9	32,6	33,1	37,2	38,6
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :					
Exploitants et salariés agricoles	33,9	36,3	31,8	30,6	37,0
Patrons industrie et commerce	63,7	58,2	58,9	62,5	64,3
Cadres supérieurs, professions libérales	89,4	88,2	89,6	89,0	91,7
Cadres moyens	80,0	82,5	81,1	79,8	83,3
Employés	67,5	68,6	67,1	66,2	62,0
Ouvriers	55,6	52,1	55,4	55,8	56,0
Personnels de service	55,3	54,4	52,8	50,8	53,5
Autres actifs	69,7	76,2	72,4	71,4	70,9
Inactifs	46,3	44,0	43,2	45,2	45,6
Retraités	46,4	44,0	43,2	46,3	45,5
Autres inactifs	45,9	43,9	43,6	40,6	46,3
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :					
Communes rurales	49,4	45,9	46,7	42,2	47,9
Agglomérations de moins de 20.000 habitants	56,9	55,0	55,3	52,3	55,9
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	62,7	61,1	63,3	59,3	56,9
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	64,0	64,1	64,3	66,1	67,6
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	77,4	75,7	79,8	78,7	77,0
Paris	78,6	81,3	79,5	86,1	80,1
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	27,9	27,9	27,3	26,7	26,9

(1) Selon les délimitations du recensement de 1982 pour les résultats de 1986 à 1991.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours et journées à l'étranger selon le pays de destination

Source : INSEE

Pays de destination	1989	1990	1991	1992	1993
Séjours de vacances (millier) :					
Espagne (1)	2.339	2.056	1.914	1.968	1.991
Portugal	1.080	1.280	1.018	941	1.157
Italie	1.033	1.037	974	943	707
Suisse	361	317	341	323	255
Allemagne, Autriche (2)	698	763	786	798	612
Benelux, Scandinavie	408	373	508	893	785
Îles britanniques	657	779	743	691	653
Grèce	329	306	360	260	289
Autres pays méditerranéens (3)	621	711	250	399	352
Pays de l'Est	207	249	313	324	228
Algérie	322	229	348	307	314
Maroc	779	745	530	534	645
Tunisie	564	319	278	295	441
Autres pays d'Afrique	457	181	235	290	231
Etats-Unis d'Amérique	325	241	326	311	198
Autres pays d'Amérique	286	269	300	253	295
Asie, Océanie	313	312	494	359	233
Total (4)	**10.779**	**10.167**	**9.718**	**9.889**	**9.386**
Journées de vacances (million) :					
Espagne (1)	36,3	28,3	27,9	30,6	28,8
Portugal	26,9	28,1	23,8	23,1	26,3
Italie	13,8	16,6	13,0	11,8	10,8
Suisse	3,5	3,4	4,5	3,3	3,1
Allemagne , Autriche (2)	8,3	8,4	8,1	8,0	8,7
Benelux, Scandinavie	4,6	4,8	6,1	12,6	12,4
Îles britanniques	8,4	10,4	8,1	8,6	7,5
Grèce	5,0	4,4	5,3	3,0	5,1
Autres pays méditerranéens (3)	11,2	13,6	5,4	7,7	7,9
Pays de l'Est	4,9	4,0	4,7	4,6	4,1
Algérie	10,2	7,1	15,8	11,2	10,2
Maroc	20,8	19,8	13,2	14,5	15,8
Tunisie	11,3	4,3	6,6	6,0	8,3
Autres pays d'Afrique	7,1	3,0	4,6	6,1	4,6
Etats-Unis d'Amérique	6,4	6,1	6,0	6,2	5,7
Autres pays d'Amérique	5,8	4,7	5,7	5,2	6,0
Asie, Océanie	6,3	5,6	7,7	6,2	5,9
Non déclarés	7,3	15,4	8,8	11,3	...
Total	**199,0**	**188,0**	**172,0**	**180,0**	**171,1**

(1) Y compris Andorre.
(2) République fédérale d'Allemagne jusqu'en 1990 inclus.
(3) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël.
(4) La différence constatée entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-7

Les vacances d'été

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre de personnes parties en vacances d'été	31,0	30,5	30,6	31,9	31,3
Taux de départ en été [%] (1)	56,5	55,4	55,6	55,3	56,7
NOMBRE DE SEJOURS DE VACANCES	42,1	41,5	42,5	44,0	43,2
En France	**34,0**	**33,7**	**35,1**	**36,5**	**35,8**
Selon le mode de transport :					
Train	10,5	10,1	8,8	8,7	9,4
Auto	83,0	82,9	85,1	84,7	84,0
Car	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5
Avion	2,6	3,2	2,2	2,8	2,6
Autres	1,4	1,4	1,4	1,3	1,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	4,6	4,7	5,7	5,5	5,5
Mer	48,5	48,9	45,1	45,4	46,7
Montagne	14,9	14,9	16,1	16,4	8,6
Campagne	23,8	23,5	26,0	24,5	15,3
Ville	8,2	8,0	7,1	8,2	23,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	7,9	7,2	7,7	7,9	7,7
Location	16,0	18,4	16,9	17,7	17,3
Résidence secondaire	9,3	10,0	11,2	9,7	9,6
Résidence principale de parents et amis	29,8	28,9	27,4	27,5	28,3
Résidence secondaire de parents et amis	10,9	10,5	11,6	12,1	12,2
Tente ou caravane	18,3	17,5	17,2	16,4	16,5
Village de vacances	4,6	5,0	4,6	0,7	5,5
Autres (2)	3,2	2,5	3,4	8,0	2,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	8,1	7,8	7,4	7,5	7,4
NOMBRE DE JOURNEES DE VACANCES	722	711	693	705	686
Selon le mois de départ :					
Mai	5,2	5,5	6,1	5,7	4,8
Juin	9,5	9,8	6,6	7,2	8,8
Juillet	46,5	44,2	43,9	40,1	41,8
Août	34,1	35,8	38,2	42,5	39,9
Septembre	4,7	4,7	5,2	4,5	4,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
En France	**561**	**560**	**553**	**561**	**543**
A l'étranger	161	151	140	144	143

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (n).
(2) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-8

Les vacances d'hiver

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	15,0	14,9	14,9	15,7	15,8
Taux de départ en hiver [en %] (1)	27,3	26,7	26,3	28,9	28,0
NOMBRE DE SEJOURS DE VACANCES	21,9	21,6	21,5	23,0	23,1
En France	**18,6**	**18,3**	**18,6**	**19,9**	**19,8**
Selon le mode de transport :					
Train	14,7	16,3	16,7	16,4	13,9
Auto	77,4	78,4	77,2	76,5	79,7
Car	3,0	2,3	1,9	2,6	2,7
Avion	4,2	2,9	3,9	3,7	3,2
Autres	0,7	0,1	0,3	0,8	0,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	2,3	2,0	2,2	1,8	2,0
Mer	18,8	19,6	18,2	19,4	19,1
Montagne	33,2	31,7	33,6	33,6	34,2
Campagne	29,2	29,8	28,9	28,8	28,2
Ville	16,5	16,9	17,1	16,3	16,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	8,3	8,9	7,1	7,5	7,6
Location	16,7	14,2	17,7	13,9	16,2
Résidence secondaire	12,7	13,4	12,9	11,0	11,6
Résidence principale de parents et amis	43,2	44,1	45,1	45,6	45,0
Résidence secondaire de parents et amis	11,5	11,1	10,8	13,7	11,6
Village de vacances	3,4	3,9	3,3	4,0	4,3
Autres (2)	4,2	4,4	3,1	4,3	3,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	3,3	3,4	2,9	3,1	3,3
NOMBRE DE JOURNEES DE VACANCES	206	202	206	218	219
En France	**168**	**165**	**174**	**181**	**182**
A l'étranger	38	37	32	37	37

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.
(2) Y compris auberge de jeunesse, tente et caravane.

TABLEAU E.03-9

Taux d'équipement de loisir par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Année 1992

Source : INSEE. Enquête de conjoncture auprès des ménages — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Ensemble des ménages	Agriculteurs exploitants	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (1)	Autres actifs	Non actifs
Résidence secondaire :										
Propriétaire	8,9	4,6	13,3	21,3	9,2	4,0	4,4	1,5	9,6	9,5
Locataire (à l'année)	0,3	—	0,1	0,6	0,2	0,1	0,4	1,6	—	0,2
Disposant à titre gratuit	4,5	1,0	5,8	8,7	7,6	6,2	4,1	4,3	7,3	2,6
Tente	14,6	10,4	12,8	27,0	28,4	16,5	18,9	11,2	19,4	5,0
Caravane	5,8	2,4	8,5	6,8	7,6	4,1	8,6	4,3	6,4	3,6
Bateau de plaisance	1,7	1,2	3,5	4,9	2,4	0,5	1,0	—	0,3	1,3
Ski	13,4	12,6	20,4	34,3	27,8	11,7	12,0	5,8	21,7	4,4
Planche à voile	3,3	2,2	5,1	11,3	6,2	3,1	2,2	1,2	4,5	1,1

(1) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité :* Million de francs

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Recettes	66.401	71.356	67.350	71.348	82.097	103.646	109.924	120.509	*r* 133.361	132.536
Dépenses	37.324	40.942	45.107	51.048	57.852	63.997	66.756	69.500	73.659	72.502
Soldes	**29.077**	**30.414**	**22.243**	**20.300**	**24.245**	**39.649**	**43.168**	**51.009**	*r* **59.702**	**60.034**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grandes zones

Source : Balance des paiements — *Unité :* Million

	1986	1987	1988	1989	(1) 1990	1991	1992	1993
OCDE	59.356	64.008	72.138	93.572	100.573	110.847	*r* 123.365	123.020
dont : CEE	24.528	29.071	33.343	42.998	47.610	54.196	*r* 60.378	58.847
dont : Allemagne (ex-RFA)	8.163	8.421	9.182	11.014	12.393	14.123	*r* 16.414	16.690
Royaume-Uni	5.786	7.017	7.879	10.495	11.300	13.089	13.772	13.472
Italie	3.003	4.103	4.382	6.110	6.627	8.281	9.951	7.711
Espagne	1.771	2.762	3.686	5.713	6.703	7.167	6.929	5.689
Portugal	115	155	150	195	238	296	405	477
Grèce	50	50	84	84	146	94	159	183
UEBL	3.370	3.973	4.574	4.772	5.447	6.386	7.561	8.627
Pays-Bas	1.872	2.183	2.955	3.869	4.125	4.040	4.379	5.117
Danemark	267	267	300	610	497	597	658	643
Irlande	82	125	106	126	135	124	144	149
Etats-Unis-Canada	18.878	16.108	15.864	20.766	17.736	15.622	18.259	19.511
Hors OCDE	7.994	7.340	9.959	10.074	9.351	9.662	9.996	9.516
Total	**67.350**	**71.348**	**82.097**	**103.646**	**109.924**	**120.509**	**133.361**	**132.536**

(1) A partir de 1990 Allemagne (y compris ex-RDA).

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premiers sports français en 1992.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances »; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Licences sportives par type de fédération.
9. Fédérations olympiques : nombre de sections, de clubs et de licences sportives.
10. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : nombre de sections, de clubs et de licences sportives.
11. Fédérations non olympiques agréées : nombre de sections, de clubs et de licences sportives.
12. Fédérations et groupements multisports : nombre de sections, de clubs et de licences sportives.
13. Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections, de clubs et de licences sportives.
14. Brevet d'État d'éducateurs et de cadres sportifs.
15. Centres permanents d'entraînement et de formation pour le sport de haut niveau.
16. Sportifs de haut niveau.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Jeunesse et vie associative (CVL et CLSH)

Les centres de vacances et de loisirs (CVL) se distinguent en deux types :

— les centres de vacances (CV), qui fonctionnent essentiellement pendant les vacances scolaires et principalement durant l'été, puisque les trois quarts des jeunes sont accueillis dans des séjours d'été (en particulier en juillet). Les effectifs accueillis dépassent nettement le million ce qui montre l'importance de ce dispositif en France;

— les centres de loisirs sans hébergement (CLSH) fonctionnent au fil de l'an (en particulier le mercredi). Bien que l'on ait constaté en 1991 une légère baisse d'affluence, l'activité d'accueil de ces centres est en croissance régulière (en 1992, plus de 3,6 millions d'accueils).

Sport

Le premier million de licenciés fut atteint en France en 1945 et dès lors, la création d'institutions non olympiques, élargies aux activités non compétitives, le développement du mouvement associatif sportif et du bénévolat et parallèlement le décompte des scolaires permirent d'observer un accroissement considérable du nombre de licenciés, symptomatique de l'essor du mouvement sportif. En 1958, le nombre de licenciés atteint 2,5 millions. Entre 1960 et 1964, il dépasse les 3,5 millions. Il passe les 12 millions en 1985, et le cap des 13 millions en 1992 (13,6 millions). Le scolaire représente aujourd'hui 19,4 % de l'ensemble.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs et les différentes formations sont issues des services déconcentrés ou des services gestionnaires et font l'objet d'une enquête annuelle. Les données portant sur les clubs et licences sportifs proviennent des fédérations sportives. Pour l'année 1991, ont été recensées 98 fédérations ou groupements : 27 olympiques, 71 agréées par le ministre chargé des sports mais non olympiques (46 délégataires, 11 non délégataires), enfin 9 groupements multisports et 5 scolaires et universitaires.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique (en centre) puis une session de perfectionnement (6 jours).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

C'est le brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP) :

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée et sont en général situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports :
Directions départementales et régionales.

Statistiques :

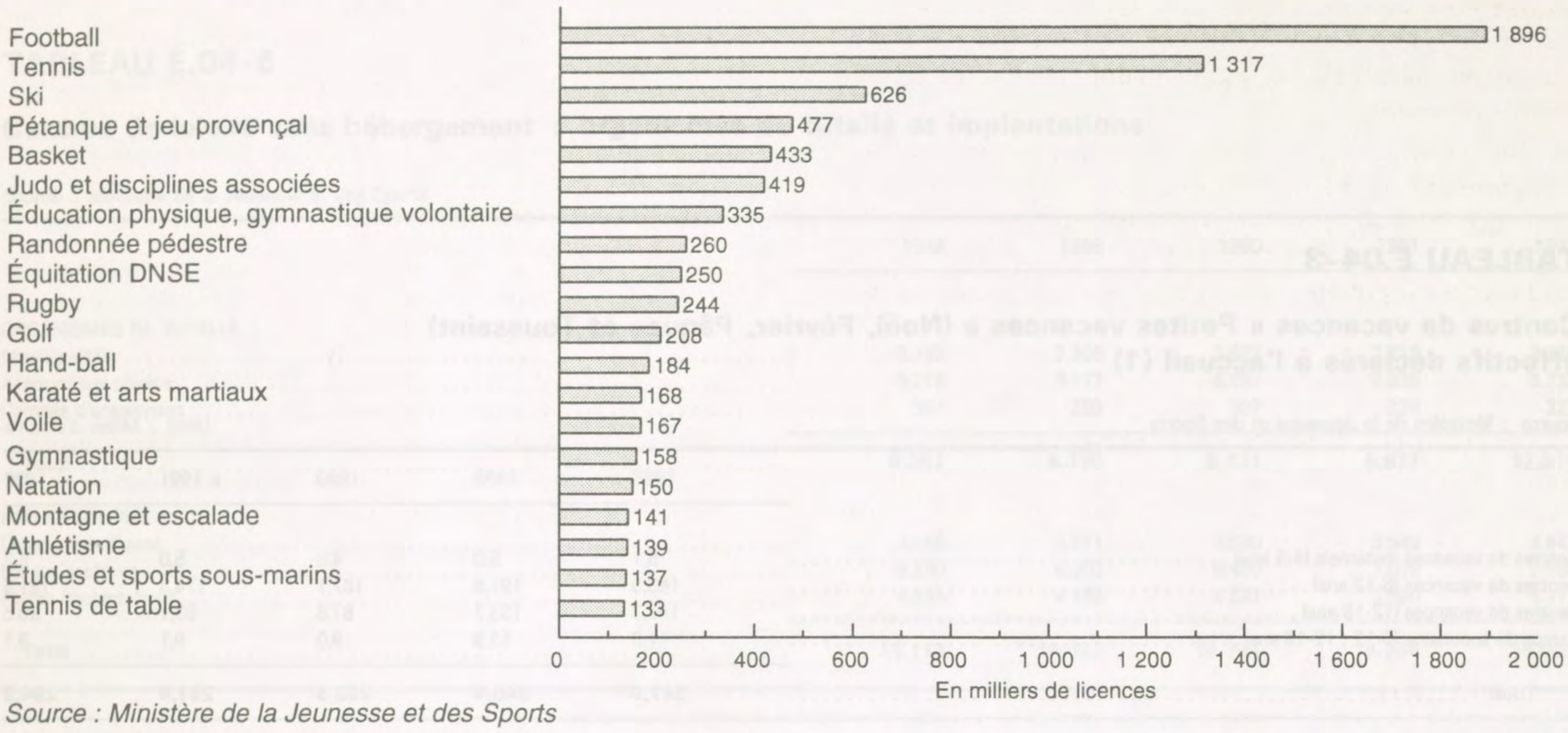
— statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports;

— statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

*
* *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premiers sports français en 1992



Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	Année scolaire				
	1988	1989	1990	1991	1992
DEFA (1)					
Diplômes délivrés	352	376	197	222	228
BEATEP (2)					
Diplômes délivrés	101	127	44	196	522

(1) Le DEFA (diplôme relatif aux fonctions d'animateur) remplace le CAPASE (certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives) qui a été supprimé en 1980.
(2) BEATEP : brevet d'état d'animateur technicien de l'éducation populaire (à partir de 1988).

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports — *Unité :* Millier d'enfants

	1988	1989	1990	e 1991	1992
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	23,7	23,9	20,1	21,1	22,0
Centres de vacances (6-12 ans)	498,8	497,9	492,9	503,9	514,8
Centres de vacances (12-18 ans)	301,2	279,4	266,7	269,1	271,5
Camps de scoutisme (6-18 ans)	109,6	130,7	84,0	86,7	89,3
Total	**933,3**	**931,9**	**863,7**	**880,7**	**897,6**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Pâques et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

Unité : Millier d'enfants

	1988	1989	1990	e 1991	1992
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	5,1	6,0	4,8	5,0	5,2
Centres de vacances (6-12 ans)	183,3	191,8	167,1	174,3	181,5
Centres de vacances (12-18 ans)	147,7	133,7	87,6	93,1	98,5
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	11,5	13,9	9,0	9,1	9,1
Total	**347,6**	**345,4**	**268,5**	**281,4**	**294,3**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participés à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1988	1989	1990	1991	1992
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs (BAFD)	2.566	2.225	2.117	2.028	2.235
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs (BAFA)	34.243	37.293	38.567	43.263	43.637

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre d'unités de direction	24.951	26.192	27.889	29.430	33.213
DIRECTEURS :					
Diplômes BAFA (1) + BAFD (2)	14.778	15.737	17.977	18.792	22.460
Stagiaires	9.872	9.712	9.992	10.741	11.873
Exerçants par dérogation	1.544	1.468	1.629	1.473	1.810
ANIMATEURS :					
BAFA	80.900	84.374	89.083	96.672	112.354
Stagiaires	49.518	51.137	60.218	64.946	76.777
Sans diplômes	42.085	44.840	51.212	51.105	58.052

(1) BAFA : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(2) BAFD : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

	1988	1989	1990	1991	1992
ORGANISMES DE TUTELLE :					
Municipalités	2.732	2.305	2.657	2.716	3.316
Associations privées	6.268	6.172	6.857	6.935	8.732
Comités d'entreprises	357	293	307	326	327
Total	**9.357**	**8.770**	**9.821**	**9.977**	**12.375**
IMPLANTATIONS :					
Locaux spécifiques	3.488	3.611	3.690	3.646	4.843
Locaux scolaires	6.230	6.302	6.490	7.018	7.588
Autres implantations	4.395	4.186	5.531	5.590	6.777
Total	**14.113**	**14.099**	**15.711**	**16.254**	**19.208**

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

Source : Ministère de la jeunesse et des sports

Période	Effectifs d'enfants				
	1988	1989	1990	1991	1992
Mercredi	437.585	422.784	454.870	411.072	474.916
Semaine sauf mercredi	177.614	182.634	198.893	209.741	242.316
Février	267.247	227.802	309.758	337.087	389.440
Pâques	287.414	307.376	332.808	328.474	379.489
Vacances d'été	1.202.723	1.240.814	1.430.640	1.411.029	1.630.176
Toussaint	244.689	287.116	283.519	276.793	319.782
Noël	209.577	214.463	208.307	198.738	229.604
Total (1)	**2.826.849**	**2.882.989**	**3.218.795**	**3.172.934**	**3.665.723**

(1) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (des entrées). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

	1988	1989	1990	1991	1992
Fédérations olympiques	6.452.304	6.285.724	6.220.078	6.467.326	6.605.382
Fédérations non olympiques	2.574.536	2.669.012	2.746.804	2.839.793	2.867.042
Fédérations multisports	1.367.131	1.370.170	1.360.333	1.387.591	1.470.678
Fédérations scolaires et universitaires	2.453.354	2.557.646	2.500.208	2.557.218	2.625.787
Total	**12.847.325**	**12.882.552**	**12.827.423**	**13.251.928**	**13.568.889**

TABLEAU E.04-9

Fédérations olympiques : nombre de sections de clubs et de licences sportives

France métropolitaine,collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs pour la pratique sportive					Effectifs de sportives et sportifs				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
Fédération française d'athlétisme	1.727	1.724	1.794	1.819	1.798	120.723	126.804	129.512	135.181	139.311
Fédération française de badminton (1)	387	483	518	587	588	11.935	14.317	17.789	18.550	24.185
Fédération française de base-ball et soft-ball (2)	182	182	212	235	245	10.142	10.142	10.627	11.342	12.122
Fédération française de basket	4.698	4.555	4.648	4.555	4.556	346.263	337.105	345.584	386.214	432.588
Fédération française de boxe	524	517	515	499	503	13.284	12.643	12.427	13.114	13.974
Fédération française de canoë-kayak	789	939	778	779	705	78.464	25.468	24.177	115.544	112.877
Fédération française de cyclisme	2.185	2.302	2.642	2.607	2.597	82.052	75.842	89.758	91.034	94.230
Fédération française d'équitation. DNSE (3)	2.664	4.035	4.263	4.066	4.193	213.934	218.883	240.242	225.662	249.869
Fédération française d'escrime	731	730	736	709	705	33.241	33.347	42.363	76.249	90.373
Fédération française de football	22.379	22.058	22.053	21.629	22.088	1.769.179	1.725.505	1.831.294	1.920.199	1.896.974
Fédération française de gymnastique	1.249	1.333	1.333	1.381	1.420	130.516	140.781	140.781	157.723	158.050
Fédération française d'haltérophilie et musculation, culturisme	600	479	607	586	595	26.732	21.199	22.525	22.251	23.364
Fédération française de hand-ball	2.481	2.448	2.448	2.336	2.297	178.486	179.840	179.840	183.457	183.619
Fédération française de hockey	130	123	145	149	155	8.586	8.443	9.184	9.742	10.543
Fédération française de judo et disciplines associées	5.106	5.039	5.018	5.177	5.164	420.885	455.815	455.481	424.391	419.056
Fédération française de lutte	246	247	216	231	228	10.416	9.860	9.069	10.291	9.285
Fédération française de natation	1.237	1.272	1.258	1.238	1.246	128.614	139.627	142.618	143.071	150.122
Fédération française de pentathlon moderne	9	9	10	9	9	154	153	205	222	244
Fédération française de ski	2.412	2.335	2.258	2.239	2.240	921.191	784.688	552.688	561.105	625.683
Fédération française des sociétés d'aviron	283	286	283	269	293	31.669	33.818	38.963	46.602	43.770
Fédération française des sports de glace	218	216	229	236	252	25.602	25.142	27.001	24.570	29.307
Fédération française de tennis	9.755	9.927	10.206	10.224	10.111	1.364.902	1.362.752	1.363.962	1.339.409	1.317.319
Fédération française de tennis de table	4.709	4.803	4.717	4.658	4.589	121.314	123.570	124.711	126.522	132.666
Fédération française de tir	2.102	2.114	2.107	2.168	1.954	126.249	127.484	127.674	125.632	128.392
Fédération française de tir à l'arc	1.512	1.449	1.564	1.484	1.608	32.038	33.923	34.130	34.492	36.800
Fédération française de volley-ball	1.738	1.771	1.773	1.789	1.763	95.193	97.152	97.186	95.515	93.405
Fédération française de voile	1.471	1.446	1.212	1.339	1.298	150.540	161.421	170.150	169.242	177.254
Total	**71.524**	**72.822**	**73.543**	**72.998**	**73.200**	**6.452.304**	**6.285.724**	**6.239.941**	**6.467.326**	**6.605.382**

(1) Depuis 1985 le badminton est discipline olympique.
(2) Depuis 1988 les Fédérations françaises de base-ball et soft-ball deviennnent des disciplines olympiques.
(3) Délégation Nationale aux Sports Equestres (DNSE).

TABLEAU E.04-10

Fédérations dites non olympiques agréées et délégataires : nombre de sections de clubs et de licences sportives

France métropolitaine, collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs pour la pratique sportive					Effectifs de sportives et sportifs				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
Fédération française d'aéromodélisme	423	451	519	541	544	11.797	14.253	16.109	16.349	22.383
Fédération nationale aéronautique	531	539	557	556	555	45.062	53.077	50.637	50.730	55.753
Fédération française de ballon au poing	37	39	40	40	40	824	894	916	1.394	1.560
Fédération française de ball-trap (1)	///	///	476	553	538	///	///	8.320	11.180	33.278
Fédération française de billard	451	485	544	553	584	14.674	16.116	17.188	17.393	17.549
Fédération française de boxe française	590	596	566	591	603	20.639	19.929	20.353	20.673	24.605
Fédération française de char à voile	60	68	69	79	72	2.334	2.869	3.231	3.505	4.026
Fédération française de course d'orientation	202	197	233	210	233	21.232	32.267	53.354	48.754	39.110
Fédération française de danse	696	660	706	658	602	37.619	37.332	37.644	35.593	32.475
Fédération française des études et sports sous-marins	1.439	1.500	1.594	1.657	1.738	98.272	112.558	123.142	130.647	136.768
Fédération française de golf	532	643	749	878	970	135.146	159.796	180.853	195.194	207.896
Fédération française du jeu à XIII	306	306	311	311	310	30.065	30.169	30.453	30.300	30.100
Fédération française du jeu balle au tambourin	39	47	47	50	48	1.693	2.166	2.334	2.011	3.475
Fédération française du jeu de paume	17	17	17	23	22	700	700	1.180	1.321	1.624
Fédération française de karaté et arts martiaux	2.822	2.611	2.850	2.937	3.308	167.642	170.631	168.594	163.469	168.479
Fédération française de longue paume	44	43	42	44	44	1.624	1.565	1.604	1.550	1.460
Fédération française de montagne et d'escalade	614	722	710	771	829	127.626	123.394	122.895	138.730	140.801
Fédération française de motocyclisme	960	1.029	1.109	1.047	1.041	51.059	49.016	24.727	31.306	33.227
Fédération française motonautique	104	122	154	155	172	2.003	1.507	2.308	2.574	4.062
Fédération française de parachutisme	398	409	450	328	312	25.640	30.304	28.131	25.284	25.360
Fédération française de patinage sur roulettes (roller skating)	296	314	323	314	323	13.712	14.583	15.789	15.585	15.735
Fédération française de pêche au coup	523	555	633	680	724	6.218	6.240	6.595	6.717	6.978
Fédération française des pêcheurs en mer	192	201	206	221	225	13.032	13.554	13.649	13.651	13.785
Fédération française des pêcheurs sportifs	48	44	58	62	66	1.046	1.242	1.253	1.370	1.394
Fédération française de pelote basque	269	280	291	292	300	13.086	14.293	14.976	15.244	15.372
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7.786	7.812	7.832	7.788	7.772	474.152	485.658	491.045	486.618	476.840
Fédération française de planeur ultra léger motorisé	191	199	249	257	287	4.023	5.182	4.972	5.802	5.130
Fédération française de rugby	1.806	1.778	1.756	1.765	1.764	224.621	224.588	234.581	238.632	244.013
Fédération française de sauvetage et secourisme	202	202	234	197	225	17.918	17.918	24.413	19.304	19.850
Fédération française de ski nautique	201	198	203	211	214	11.063	12.071	13.050	12.602	12.692
Fédération française de sports automobiles	223	215	217	218	215	23.816	24.605	25.387	24.411	24.089
Fédération française de sport de boules	3.240	3.198	3.199	3.240	3.079	130.500	127.146	126.236	122.832	113.705
Fédération française des sports de quilles	646	727	708	702	792	21.829	21.094	21.215	21.497	23.524
Fédération française de squash raquettes	264	278	402	360	336	23.037	24.154	25.296	24.404	21.149
Fédération française de surf et skate	97	206	224	103	113	5.461	4.807	8.303	5.557	5.853
Fédération française de trampoline	100	95	105	111	121	6.643	8.157	8.964	9.212	9.443
Fédération française de twirling bâton	527	489	450	432	412	11.375	10.290	9.869	9.852	9.484
Fédération française de vol libre	303	303	497	436	474	17.200	17.200	22.512	23.524	27.169
Fédération française de vol à voile	177	164	162	176	168	19.034	19.616	23.744	25.137	26.391
Fédération française de football américain	65	57	78	109	80	2.480	2.649	4.057	4.604	5.010
C.O.N.A.D.E.T : (Triathlon)	333	405	408	444	439	7.084	9.435	10.351	10.763	10.959
Total général	**27.754**	**28.204**	**29.946**	**30.100**	**30.694**	**1.842.981**	**1.923.025**	**2.000.230**	**2.025.275**	**2.072.556**

(1) En 1990, cette fédération reçoit une délégation.

TABLEAU E.04-11

Fédérations non olympiques agréées : nombre de sections de clubs et de licences sportives

France métropolitaine, collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs pour la pratique sportive					Effectifs de sportives et sportifs				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
Fédération française d'Aiki-budo affinitaire	650	527	590	588	597	16.830	18.674	19.171	19.298	19.100
Fédération française d'Aikido et de budo	721	715	654	725	701	20.511	21.595	21.880	21.539	22.280
Fédération française de ball-trap (1)	455	465	///	///	///	10.769	15.060	///	///	///
Fédération française de course camarguaise	211	211	211	214	237	1.257	1.257	1.436	1.511	2.031
Fédération française de course landaise	209	209	209	283	331	2.066	2.069	2.069	2.069	3.469
Fédération française de cyclotourisme	2.786	2.803	2.911	2.905	2.973	96.243	95.405	105.114	108.847	111.531
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire	5.547	5.520	5.212	5.682	6.013	315.621	313.263	313.263	321.756	334.830
Fédération française de javelot, tir, cible	108	111	120	118	89	2.597	2.631	2.815	2.727	2.328
Fédération de joutes et sauvetage nautique	75	76	75	73	65	3.097	3.210	3.309	3.168	3.200
Fédération française de randonnée pédestre	756	756	756	1.282	1.092	238.634	239.050	245.034	293.223	259.630
Fédération française de la retraite sportive	280	166	169	177	502	9.161	11.857	11.861	12.523	16.380
Fédération française de spéléologie	555	569	573	561	586	7.490	7.593	7.734	8.602	7.862
Fédération française de Tchouk-ball	62	62	62	50	65	2.815	5.826	5.826	5.844	5.968
Fédération française de Viet-Vo-Dao	95	95	95	177	197	4.464	2.249	3.706	5.785	5.868
Total	**12.510**	**12.285**	**11.637**	**12.835**	**13.448**	**731.555**	**739.739**	**743.218**	**806.892**	**794.477**

(1) En 1990, cette fédération reçoit une délégation et figure dans le tableau précédent.

TABLEAU E.04-12

Fédérations et groupements multisports : nombre de sections de clubs et de licences sportives

France métropolitaine, collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs pour pratique sportive					Effectifs de sportives et sportifs				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2.364	2.225	2.433	2.220	2.836	136.384	136.505	135.070	138.228	140.387
Fédération française du sport adapté	364	372	320	281	412	15.209	17.860	21.873	20.111	19.054
Fédération des sourds de France	61	63	69	62	70	2.125	2.465	2.206	2.501	2.922
Fédération de handisport	280	280	302	344	376	10.432	10.804	11.036	11.174	11.306
Fédération sportive et culturelle de France	2.197	2.131	2.094	2.564	2.198	201.730	199.475	194.726	189.879	199.015
Fédération sportive et gymnique du travail	3.824	3.807	3.835	5.752	4.160	275.808	274.945	268.489	288.055	289.238
Fédération sportive et culturelle de France	8	8	8	47	52	2.279	2.279	2.279	3.235	3.463
Union française des oeuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	10.924	10.509	10.604	12.515	12.250	423.742	419.308	437.869	445.599	435.305
Fédération sportive de la Police française	42	104	106	327	352	16.132	17.382	18.028	25.444	27.763
Fédération française du sport travailliste	1.138	1.180	1.180	256	1.077	101.050	111.407	100.528	30.725	33.375
Fédération de France espérance arabe	259	259	259	1.119	1.541	110.268	105.347	93.123	167.222	209.679
Fédération nationale du sport en milieu rural	1.222	1.342	1.074	1.299	2.233	71.972	78.351	57.961	65.418	99.171
Total	**22.683**	**22.280**	**22.284**	**26.786**	**27.557**	**1.367.131**	**1.376.128**	**1.343.188**	**1.387.591**	**1.470.678**

TABLEAU E.04-13

Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections de clubs et de licences sportives

France métropolitaine,collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs pour pratique sportive					Effectifs de sportives et de sportifs				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
Union nationale du sport scolaire (UNSS)	8.906	9.104	9.248	9.410	9.442	947.039	974.062	800.171	799.443	819.689
Union nationale des clubs universitaires (UNCU)	12	22	32	32	42	18.486	26.709	67.368	69.495	67.649
Fédération nationale du sport universitaire (FNSU)	575	545	545	528	528	66.132	69.196	78.575	79.919	85.885
Union du sport de l'enseignement du premier degré (USEP)	13.053	13.527	13.592	13.775	13.775	807.954	830.121	889.469	916.648	922.264
Union générale du sport de l'enseignement libre (UGSEL)	3.558	3.399	2.764	2.429	2.939	613.743	657.558	665.263	691.713	730.300
Total	**26.104**	**26.597**	**26.181**	**26.174**	**26.726**	**2.453.354**	**2.557.646**	**2.500.846**	**2.557.218**	**2.625.787**

TABLEAU E.04-14

Brevets d'Etat d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs (BEES)

Bilan national : France métropolitaine, collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports.

	1988	1989	1990	1991	1992
1er degré	6.494	6.020	4.869	6.515	5.940
2e degré	763	527	263	341	359
3e degré	10	3	3	3	4
Total	**7.267**	**6.550**	**5.135**	**6.859**	**6.303**

TABLEAU E.04-15

Centres permanents d'entraînement et de formation pour le sport de haut niveau (CREPS - écoles et instituts)

Nombre de sections ouvertes et effectifs concernés, tous sports confondus

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Sections jeunesse et sports (1)	Effectifs de sportives et sportifs			
	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Sections sportives	1.025	1.025	1.036	1.192
C.P.E.F. (1)	110	108	(2) 150	160
Nombre de spécialités sportives	38	40	40	41
Effectif	6.273	23.012	23.507	29.782

(1) A partir de 1990-1991, le dispositif se présente à deux niveaux : national (CPEF et CNE) ; déconcentré (sections sportives, dans les lycées et collèges). Mais les libellés «sport-études» et «promotionnelles» ont disparu.
(2) Ce passage de 108 à 150 CPEF correspond au rajout des CNE (centres natinaux d'entraînement) implantés à l'INSEP (institut national du sport et de l'éducation physique).

TABLEAU E.04-16

Sportifs de haut niveau

France métropolitaine, collectivités territoriales, départements et territoires d'outre-mer.

Situation au 15 octobre

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

Sportives et sportifs classés (1)	1991	1992	(2) 1993	1994
Elite A et Espoirs internationaux	3.912	4.385	5.067	5.600

(1) Des textes régissent les conditions de sélection des sportifs de haut niuveau : loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 et décret n° 87-161 du 5 mars 1987. Le bilan ci-dessus, bien qu'étant établi en période pré-olympique, concerne en 1991 les sportifs de 52 fédérations et ne se limite pas au programme olympique.
(2) La nouvelle classification des sportifs de haut niveau prend effet au 1/1/1993.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Produits des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux.
3. Recettes des hippodromes et montant des paris engagés.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Flotte de plaisance.
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine.
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer.
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions. France-métropolitaine.
10. Ménages équipés en matériel électronique par groupe socioprofessionnel du chef de ménage.
11. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère du Budget, direction de la Comptabilité publique, du secrétariat d'État chargé de la Mer et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 13 septembre 1985, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989 et du 31 août 1990.

Loterie

La loi de finances du 31 mai 1933 autorise l'organisation d'une loterie nationale dont les bénéfices seront affectés au soutien de grandes causes (anciens combattants...).

En 1976, il y a eu la création du Loto national.

En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le bureau de la navigation de plaisance, à Paris, et le centre administratif des Affaires maritimes, à Saint-Malo.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des Affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées, des mutations de propriétés, destructions, ...

D'autre part, la production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.11 « Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

Équipement des ménages pour certains biens de loisirs

L'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats », effectuée trois fois par an, donne périodiquement des informations sur certains biens de loisirs.

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Bookmatch

En 1990, la formule « Bookmatch » a été créée à l'occasion de la Coupe du monde de football.

Ce jeu consiste à établir un pronostic sur le nombre de buts marqués au cours de la rencontre par chacune des deux équipes.

Un numéro « pactole » permet de doubler les gains. La mise minimum est de 10 F.

Jeux instantanés

Depuis le 3 avril 1989, La Française des Jeux a procédé à l'émission de 7 jeux instantanés :

— CASH du 3 avril 1989 au 31 décembre 1989 (10 F);

— SURF du 12 juin 1989 au 31 mars 1990 (10 F);

— 421 du 4 septembre 1989 au 31 mai 1990 (10 F);

— JACKPOT du 8 janvier 1990 au 30 avril 1991 (10 F);

— COUP DOUBLE du 4 mars 1991 au 30 novembre 1991 (10 F);

— BANCO le 28 mai 1990 (5 F);

— LE MILLIONNAIRE le 29 septembre 1991 (10 F).

Loterie nationale — Tac o Tac

Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus fin 1990.

Depuis le 25 janvier 1984, existe un deuxième type de loterie : le Tac o Tac. Le billet de Tac o Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30.000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400.000 F).

Le 19 février 1993, Tac o Tac est entièrement repensé et modernisé : le tirage est supprimé, et le nouveau Tac o Tac est désormais composé d'un double grattage :

— le 1er jeu, permet de savoir instantanément si on a gagné et combien;

— le 2e jeu, laisse apparaître un numéro de six chiffres, qu'il convient de comparer avec le numéro préimprimé sur le billet.

Le prix de vente est de 20 F, et le jeu offre des gains allant de 20 F à 10.000 F pour le 1er jeu, et de 20 F à 2.000.000 F pour le 2e jeu.

Loto 6/49

Depuis mai 1976, un tirage est effectué chaque semaine par extraction au hasard, de 6 boules plus une 7e, d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49. Pour participer au tirage, le joueur coche selon le type de bulletin : 6 numéros par grille pour un bulletin simple et 7, 8, 9 ou 10 numéros par grille pour le bulletin multiple. Il fait enregistrer son bulletin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. La mise minimum est de 2 F pour deux grilles à 6 numéros. Une formule d'abonnement sur 5 semaines est également disponible. Il existe 5 rangs de gains, de 3 à 6 bons numéros y compris 5 numéros plus le numéro complémentaire.

À partir de mars 1984, un deuxième tirage hebdomadaire est effectué le samedi. Le joueur utilise le même bulletin pour le Loto du mercredi.

Depuis septembre 1990, le Loto double ses tirages en proposant 4 rendez-vous hebdomadaires : 2 le mercredi et 2 le samedi. Les bulletins diffèrent selon le jour du tirage : bandeau bleu pour le mercredi et bandeau rouge pour le samedi. Le prix de la grille pour le samedi passe à 2 F, soit une mise minimum de 4 F. Le joueur peut choisir de ne participer qu'à 1 seul des 2 tirages.

Il peut au choix cocher ses numéros sur un bulletin ou demander un reçu de jeu Loto Système Flash.

Loto sportif

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, il y a eu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée chaque semaine au *Journal officiel*. Le joueur coche sur un bulletin, pour chaque rencontre, une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit (1 : équipe locale gagnante, N : match nul, 2 : équipe visiteur gagnante).

La mise minimum est de 5 F pour un jeu simple. Les bulletins comportant 13, 12 ou 11 bons résultats sont gagnants. Les gains sont doublés si le bulletin comporte le numéro « pactole » compris entre 0 et 9, numéro attribué aléatoirement lors de la validation des bulletins.

Matchs du jour

Le 21 juillet 1989 apparaît la première formule avec 1 match du jour, le 4 février 1990 la deuxième formule avec 3 matchs du jour.

Les joueurs ont la possibilité d'établir un pronostic sur le résultat d'un match ou de plusieurs matchs. Ce pronostic consiste à indiquer le nombre exact de buts marqués par chacune des équipes du match du jour. La mise de base de ce jeu est de 5 F. Les bulletins comportant le numéro « pactole » voient leurs gains doubler.

Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire est le premier jeu en France qui associe le principe d'un jeu instantané à une émission télévisée.

Au grattage, si vous découvrez trois fois la même somme, vous gagnez cette somme (de 10 F à 50.000 F). Si vous découvrez 3 symboles TV, vous avez gagné le droit de tourner la roue lors de l'émission TV pour gagner de 100.000 F à 1 million de F. Son prix est de 10 F.

Poker, Black Jack et Bingo

Bingo a élé lancé le 7 juin 1993. Il rejoint la famille de Poker et de Black Jack, lancés simultanément le 15 juin 1992 et dont les tickets de jeu ont été modernisés à l'occasion du lancement de Bingo.

Au Poker, le joueur a cinq cartes à gratter. S'il découvre trois cartes identiques, n'importe où sous la surface à gratter, il a gagné.

Le prix de vente est de 10 F, et le jeu offre des gains allant de 10 F à 100.000 F.

Black Jack est le premier jeu instantané associant le principe d'un score à battre et d'une case gain.

Le joueur doit gratter ses trois jeux, la Banque et la case gain. Si l'un de ses jeux est supérieur à celui de la banque, il gagne la somme inscrite sous la case gain.

Le prix de vente est de 10 F et le jeu offre des gains allant de 10 F à 100.000 F.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret n° 90-868 du 27 septembre 1990;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 22 % au 1er janvier 1991 appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

Pronostics sportifs

Le terme pronostic sportif regroupe tous les jeux à thème sportif : le Loto sportif, les matchs du jour et le Bookmatch créé en 1990 et supprimé en 1991.

Tapis vert

Le 15 octobre 1987 est lancé le premier jeu quotidien en France : le Tapis Vert.

Ce jeu consiste à choisir 4 cartes parmi les 32 cartes qui composent une table de jeu (le joueur ne doit choisir qu'une carte par couleur). La mise minimum est de 2 F pour une table, chaque bulletin comportant 6 tables de jeu : 2, 5, 10, 20, 50 et 100 F. Il est possible de s'abonner à 3 ou 7 tirages consécutifs.

Le tirage du Tapis Vert est quotidien. À partir de quatre sphères affectées à chacune des quatre couleurs (Pique, Cœur, Carreau, Trèfle) et contenant chacune huit boules marquées de l'As jusqu'au 7, sont extraites les quatre boules qui déterminent les quatre cartes gagnantes.

Avec quatre bonnes cartes, le joueur gagne 1.000 fois sa mise, avec trois bonnes cartes 30 fois sa mise et avec deux bonnes cartes 2 fois sa mise.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère du Budget, direction de la Comptabilité publique.

— Secrétariat d'État chargé de la Mer :
  — Centre administratif des Affaires maritimes;
  — Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », secrétariat d'État à la Mer, centre administratif des affaires maritimes, novembre 1992.

INSEE :

« Les relations de voisinage », Heran (F.), *Données sociales,* 1987.

« Les animaux domestiques », Heran (F.), *Données sociales,* 1987.

« Comment les Français voisinent », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 195, janvier 1987.

« Au cœur du monde associatif : les multiadhérents », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 208, mars 1988.

« La sociabilité, une pratique culturelle », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 216, décembre 1988.

« Le monde associatif », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 208, mars 1988.

« Les sorties, une occasion de contacts », Choquet (O.), *Économie et Statistique,* n° 214, octobre 1988.

« Les pratiques de loisirs. Enquête 1987-1988 », Dumontier (F.), Valdelièvre (H.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1989.

« Les pratiques de loisirs 20 ans après 1967/1987-1988 », Dumontier (F.), Valdelièvre (H.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 3, 1989.

« La photographie amateur », Mormiche (P.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 8, décembre 1989.

« Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », Arnal (N.), Dumontier (F.), Paire (R.), *Économie et Statistique,* n° 227, décembre 1989.

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », Dumontier (F.), Singly (F. de), Thélot (C.), *Économie et Statistique,* n° 233, juin 1990.

« Les Français font leurs jeux », *INSEE-Première,* n° 270, juillet 1993.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, avril 1994.

*
* *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

A compter du 1er janvier 1993

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité :* en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU			
	Départements métropolitains			DOM	Département métropolitains			
	Paris (Auteuil Longchamp Vincennes)	Région parisienne (Enghien, Evry Maisons-Laffitte Saint-Cloud)	Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique	Paris (Auteuil Longchamp Vincennes)	Région parisienne (Enghien, Evry Maisons-Laffitte Saint-Cloud)	Autres hippodromes plus du quart du réseau PMU	Autres hippodromes moins du quart Réseau du PMH
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (1)								
Sociétés de courses (HT)	10,500	10,500	13,000	13,000	10,797	10,616	10,664	13,000
Budget général	1,736	1,736	0,418	0,418	—	—	—	0,418
Comptes spéciaux du Trésor :								
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,264	2,264	—	—	2,790	1,653	1,079	—
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	—	—	1,082	1,082	0,739	2,057	2,579	1,082
Fonds national pour le développement du sport	—	—	—	—	0,100	0,100	0,100	—
Fonds national pour le développement de la vie associative	—	—	—	—	0,074	0,074	0,074	—
Total	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,496**	**14,500**
2. Prélèvements fiscaux (2)								
Timbre	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300
TVA sur prélèvements sociétés	1,953	1,953	2,415	(3) 0,975	2,008	1,975	1,984	2,418
Total	**6,253**	**6,253**	**6,715**	**5,275**	**6,308**	**6,275**	**6,284**	**6,718**
Total général	**20,753**	**20,753**	**21,215**	**19,775**	**20,808**	**20,775**	**20,780**	**21,218**

(1) Décret n° 93-273 du 1er mars 1993.
(2) Loi de finances pour 1993 (n° 91-716 du 26/07/1991).
(3) Pour mémoire le taux majoré de la TVA dans les DOM est égal à 14 %.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité :* Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU)	2.675,7	2.685,4	2.572,7	2.416,6	2.418,9

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité :* million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993
Montant des entrées	///	///	///	///	48
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	3.959	3.798	3.510	3.197	2.514
Sommes engagées au pari mutuel urbain	31.345	33.879	34.851	34.900	34.528
dont : tiercé et quarté (1)	16.740	18.733	19.331	19.689	18.856

(1) Jusqu'en 1986 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul. En 1987 et 1988, tiercé, quarté et quarté +. En 1989, tiercé, quarté, quarté + et quinté +. Depuis 1990 tiercé, quarté + et quinté +.

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : Société de la loterie nationale et du loto national

	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
LOTERIE NATIONALE ET TAC O TAC :						
Nombre de tranches	Tranche	104	71	52	53	7
Nombre de billets placés	Millier	32.193	25.732	24.945	21.334	12.731
Placements nets	Million de F	2.034	1.545	1.794	1.331	117
Lots à payer	»	1.250	957	1.076	798	76
Prélèvements non fiscaux	»	693	529	522	388	38
Prélèvements fiscaux	»	91	59	52	38	3
LOTO NATIONAL :						
Nombre de bulletins	Millier	607.010	614.505	615.312	564.450	486.932
Montant des mises	Million de F	11.802	12.994	14.950	13.848	12.848
Lots à payer	»	6.019	6.740	7.681	7.108	6.602
Prélèvements non fiscaux	»	4.849	5.252	6.989	5.442	5.027
dont : Mouvement sportif	»	295	325	373	344	445
Prélèvements fiscaux	»	934	1.002	1.141	1.051	980
dont : TVA	»	533	524	529	488	382
Prélèvements progressifs	Million de F	238	224	174	173	158
Produit des arrondis	Million de F	122	106	105	93	82
LOTO SPORTIF :						
Nombre de bulletins	Millier	96.288	51.188	39.598	36.654	37.456
Montant des mises	Million de F	1.331	760	603	588	581
Lots à payer	»	665	380	292	282	305
Prélèvements non fiscaux	»	572	327	260	253	220
dont : Mouvement sportif	»	399	228	18	176	145
Prélèvements fiscaux	»	94	53	42	41	41
dont : TVA	»	48	25	17	17	14
Prélèvements progressifs	Million de F	21	11	9	12	14
Produit des arrondis	Million de F	1	1	0,5	0,3	0,6
MATCH DU JOUR :						
Nombre de bulletins	Millier	17.403	18.902	10.701	8.301	7.091
Montant des mises	Million de F	121	148	76	57	47
Lots à payer	»	73	89	45	34	28
Prélèvements non fiscaux	»	40	49	25	19	16
dont : Mouvement sportif	»	24	30	15	11	9
Prélèvements fiscaux	»	8	10	5	4	3
dont : TVA	»	4	5	2	2	1
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	ε	—
Produit des arrondis	Million de F	///	///	0,6	0,4	0,4
TAPIS VERT (1) :						
Nombre de bulletins	Millier	101.585	91.919	96.414	96.545	55.699
Montant des mises	Million de F	858	742	721	694	393
Lots à payer	»	508	424	421	407	264
Prélèvements non fiscaux	»	314	286	268	257	112
Prélèvements fiscaux	»	36	32	31	30	18
dont : TVA	»	///	///	25	24	11
JEUX INSTANTANES (2) :						
Nombre de tickets placés	Millier	258.497	226.877	369.715	1.562.197	1.820.627
Montant des placements	Million de F	2.585	1.609	3.107	13.655	16.585
Lots à payer	»	1.293	805	1.890	8.291	10.142
Prélèvements non fiscaux	»	1.164	724	1.065	4.697	5.629
Prélèvements fiscaux	»	128	80	151	666	814
Dont : TVA	»	///	///	124	543	555
KENO (3) :						
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	12.955
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	564.001
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	///	///	///	///	367.738
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	212.140
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	13.461
Dont T.V.A	»	///	///	///	///	13.461

(1) Jeu TAPIS VERT dernier tirage le 15/09/1993.
(2) Nouveau TAC O TAC intégré aux jeux instantanés à partir du 05/03/1993.
(3) Jeu KENO premier tirage le 16/09/1993.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité nationale — *Unité :* Millier

	1989/90	1990/91	1991/92	1992/93
Produit brut total	2.299.123,5	2.400.764,2	3.031.317,8	3.995.248,5
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1.461.515,8	1.666.255,3	2.540.699,3	3.560.128,1
dont : Produit des machines à sous seulement	971.379,1	1.087.606,3	1.861.620,2	2.875.746,6
dont : Prélèvements des communes	69.196,4	74.333,8	369.369,9	464.663,2

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n—1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 31 août

Source : Secrétariat d'Etat à la Mer (Bureau de la plaisance)

	1989	1990	1991	1992	1993
Métropole :					
Voiliers	**229.422**	**232.091**	**234.732**	**237.445**	**239.976**
2 tonneaux et moins	127.672	128.725	129.782	130.847	131.800
Plus de 2 tonneaux	101.750	103.366	104.950	106.598	108.176
Navires à moteurs	**504.670**	**523.172**	**540.719**	**556.568**	**571.513**
2 tonneaux et moins	407.571	420.595	432.910	443.157	452.882
Plus de 2 tonneaux	97.099	102.577	107.809	113.411	118.631
Total des navires	**734.092**	**755.263**	**775.451**	**794.013**	**811.489**
2 tonneaux et moins	**535.243**	**549.320**	**562.692**	**574.004**	**584.682**
Plus de 2 tonneaux	**198.849**	**205.943**	**212.759**	**220.009**	**226.807**
Départements d'outre-mer (1) :					
Voiliers	**1.419**	**1.960**	**2.164**	**2.365**	**2.466**
2 tonneaux et moins	189	495	514	357	367
Plus de 2 tonneaux	1.230	1.465	1.650	2.008	2.099
Navires à moteurs	**7.707**	**8.110**	**8.536**	**10.219**	**10.869**
2 tonneaux et moins	5.501	5.690	5.938	7.529	7.974
Plus de 2 tonneaux	2.206	2.420	2.598	2.690	2.895
Total des navires	**9.126**	**10.070**	**10.700**	**12.584**	**13.335**
Territoires d'outre-mer (2) :					
Voiliers	**825**	**850**	**886**	**944**	**1.021**
2 tonneaux et moins	102	102	102	102	102
Plus de 2 tonneaux	723	748	784	842	919
Navires à moteurs	**8.575**	**9.092**	**10.012**	**10.864**	**12.010**
2 tonneaux et moins	6.298	6.658	7.206	7.764	8.461
Plus de 2 tonneaux	2.277	2.434	2.806	3.100	3.549
Total des navires	**9.400**	**9.942**	**10.898**	**11.808**	**13.031**

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine

Période du 1er septembre au 31 août

Source : Secrétariat d'Etat à la Mer (Bureau de la plaisance)

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**
1988-1989												
Moins de 2 tonneaux	155	615	195	203	299	**1.467**	1.996	1.879	1.000	1.337	4.917	**11.129**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	66	236	102	99	165	**668**	622	589	439	777	2.307	**4.734**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	60	116	93	98	284	**651**	70	76	77	114	556	**893**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	67	115	92	134	400	**808**	29	33	48	47	376	**533**
25 tonneaux et plus	1	3	10	13	26	**53**	2	2	2	4	49	**59**
Total	**349**	**1.085**	**492**	**547**	**1.174**	**3.647**	**2.719**	**2.579**	**1.566**	**2.279**	**8.205**	**17.348**
1989-1990 (1)												
Moins de 2 tonneaux	134	404	111	111	293	**1.053**	2.245	2.302	1.207	1.549	6.221	**13.524**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	57	143	56	83	120	**459**	531	584	400	682	2.043	**4.240**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	53	135	76	81	197	**542**	58	72	55	102	413	**700**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	53	94	64	85	285	**581**	29	33	49	23	352	**486**
25 tonneaux et plus	3	2	7	1	21	**34**	2	-	1	9	40	**52**
Total	**300**	**778**	**314**	**361**	**916**	**2.269**	**2.865**	**2.991**	**1.712**	**2.365**	**9.069**	**19.002**
1990-1991												
Moins de 2 tonneaux	96	406	120	144	291	**1.057**	1.827	2.058	943	1.425	5.222	**11.475**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	44	139	49	57	135	**424**	505	556	392	608	1.910	**3.971**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	62	123	75	66	168	**494**	39	108	45	96	450	**738**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	61	88	76	72	294	**591**	27	31	40	41	296	**435**
25 tonneaux et plus	7	6	13	9	40	**75**	2	3	6	10	67	**88**
Total	**270**	**762**	**333**	**348**	**928**	**2.641**	**2.400**	**2.756**	**1.426**	**2.180**	**7.945**	**16.707**
1991-1992												
Moins de 2 tonneaux	89	527	89	71	289	**1.065**	1.898	2.041	966	1.294	4.888	**11.087**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	40	174	50	54	130	**448**	580	597	362	634	2.014	**4.187**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	53	183	89	61	175	**561**	71	134	82	111	500	**898**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	54	80	72	77	255	**538**	39	31	22	39	289	**420**
25 tonneaux et plus	8	7	19	27	40	**101**	5	8	4	10	70	**97**
Total	**244**	**971**	**319**	**290**	**889**	**2.713**	**2.593**	**2.811**	**1.436**	**2.088**	**7.761**	**16.689**
1992-1993												
Moins de 2 tonneaux	70	508	94	89	192	**953**	1.540	2.001	899	1.104	4.181	**9.725**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	67	199	78	76	115	**535**	527	616	339	639	1.858	**3.979**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	33	86	72	75	154	**420**	69	90	66	99	476	**800**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	50	104	52	74	277	**557**	30	39	22	26	249	**366**
25 tonneaux et plus	7	9	8	13	29	**66**	4	5	2	10	54	**75**
Total	**227**	**906**	**304**	**327**	**767**	**2.531**	**2.170**	**2.751**	**1.328**	**1.878**	**6.818**	**14.945**

(1) Période du 01/10/89 au 31/08/90.

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance (1). Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1992 au 31 août 1993

Source : Secrétariat d'Etat à la Mer (Bureau de la plaisance)

	Moins de deux tonneaux			Plus de deux tonneaux			Total
	Voiliers	Moteurs	**Total**	Voiliers	Moteurs	**Total**	**général**
DOM							
Martinique	8	157	**165**	44	67	**111**	**276**
Guadeloupe	2	168	**170**	44	78	**122**	**292**
Guyane	—	44	**44**	1	23	**24**	**68**
Réunion	—	42	**42**	2	12	**14**	**56**
Saint-Pierre-et-Miquelon (2)	—	34	**34**	—	25	**25**	**59**
Total	10	**445**	**455**	**91**	**205**	**296**	**751**
TOM							
Nouvelle-Calédonie	—	659	**659**	50	264	**314**	**973**
Polynésie française	—	32	**32**	15	148	**163**	**195**
Total	—	**691**	**691**	**65**	**412**	**477**	**1.168**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Collectivité territoriale.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.

France métropolitaine.

Source : Secrétariat d'Etat chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Nature des événements	1989		1990		1991		1992		1993	
	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	27	2	29	4	32	2	20	2	34	2
Echouements	351	7	—	—	—	—	394	2	411	2
Heurts	—	—	335	—	399	5	30	1	32	4
Chavirements	210	19	163	18	116	27	85	15	166	15
Incendies, explosions	33	—	46	—	40	1	67	3	61	—
Voies d'eau (envahies par l'eau)	140	3	139	—	154	7	158	—	180	1
Disparitions inexpliquées	3	1	14	29	8	15	22	8	15	26
Pannes et avaries	878	1	995	3	1.083	2	1.266	—	1.651	2
Hommes à la mer	35	21	53	27	44	32	47	26	45	26

TABLEAU E.05-10

Ménages équipés en matériel électronique par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE. Enquête de conjoncture auprès des ménages — *Unité :* %

Nature de l'equipement	Date	Ensemble des ménages	Agriculteurs et salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (1)	Autres actifs (1)	Non actifs
Magnétoscope	Janvier 1991	**37,1**	28,6	58,1	62,9	48,8	38,4	48,4	33,3	51,6	15,9
Baladeur	Mai 1991	**30,3**	22,4	39,0	54,9	50,3	42,9	38,5	28,9	49,7	8,2
Caméscope	Janvier 1992	**7,1**	6,5	11,3	17,0	11,0	6,7	6,4	0,8	9,3	2,5
Micro-ordinateur	Mai 1992	**11,3**	7,2	18,5	31,4	19,0	11,5	11,8	5,0	19,4	2,5
Lecteurs de disques compacts	Mai 1993	**36,1**	25,7	44,4	73,9	59,0	47,2	38,7	32,4	60,3	15,0

(1) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU E.05-11

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse.
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1989	1990	1991	1992	1993
CHASSE (1)						
Permis délivrés [en milliers] (2)	2.016,5	1.721,4	1.689,2	1.659,2	*r* 1.628,3	1.602,8
PÊCHE FLUVIALE						
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :						
Amateurs	15.045	10.644	11.609	8.496	8.187	8.263
Professionnels	///	1.007	962	854	751	727
Pêcheurs à la ligne :						
Associations agréées	4.110	4.020	4.000	4.000	4.061	4.050
Permis délivrés [en milliers] (3)	2.359,4	1.949,1	1.875,0	1.887,4	1.797,1	1.765,0

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires ; période de juillet de l'année n — 1 à juin de l'année n.
(3) Timbres piscicoles ordinaires délivrés.

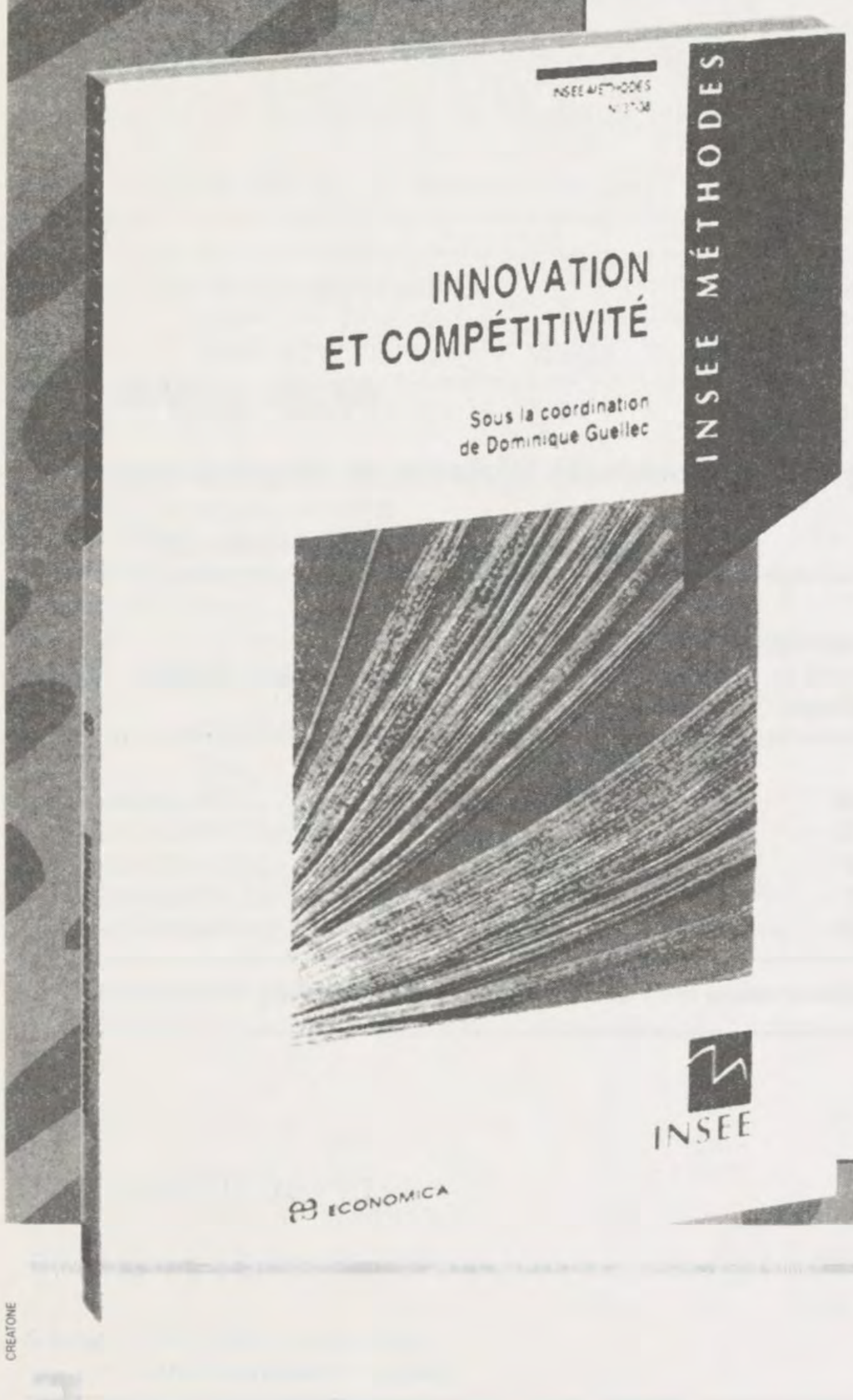
F

Enseignement, formation, recherche

Un outil d'analyse économique

INNOVATION ET COMPÉTITIVITÉ

L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE : SON IMPACT AUJOURD'HUI. SES EFFETS SUR LA CROISSANCE, LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LES COMPORTEMENTS DES ENTREPRISES.



Un livre capital pour tous ceux qui souhaitent approfondir les notions d'innovation et de compétitivité

- *L'innovation technologique, source majeure de la croissance économique, argument décisif dans la concurrence entre les firmes et entre les nations, permet également l'augmentation de la productivité et de la qualité des biens.*
- *Les études rassemblées dans ce livre visent à mesurer le progrès technique et l'estimation statistique de ses effets sur l'économie, et proposent également des pistes de recherches nouvelles, aussi bien macro que micro-économiques.*

Les thèmes abordés couvrent notamment :

- *La théorie économique de l'innovation.*
- *La mesure du progrès technique et ses effets sur la croissance et la compétitivité des nations.*
- *Les comportements des entreprises en matière de recherche-développement.*

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

246 pages, format 16 x 24, **144 FF**
* 10 FF par envoi pour la france,
20 FF par ouvrage, pour l'étranger

CREATONE

BON DE COMMANDE A RETOURNER A

INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

❑ Je commande ..... ouvrage(s) "INNOVATION ET COMPÉTITIVITÉ" **au prix unitaire de 144 FF + frais d'envoi ***

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF, **à l'ordre de l'INSEE**

Date : Signature :

JUILLET 1994

SERIE INSEE MÉTHODES

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Niveau des étudiants quittant l'enseignement supérieur selon la discipline en 1991.

1. Effectifs d'élèves d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1970-1993.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1960-1993.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe de premier degré. Évolution 1960-1993.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1980-1993.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1980-1993.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, Direction de l'Évaluation et de la Prospective, du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.
11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1987-1994.
12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1993.
13. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1986-1993.
14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1980-1992.
15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.
16. Écoles dépendant du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville.
17. Formation professionnelle continue : bilan des formations.
18. Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.
19. Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.
20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1992.
21. Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.
22. Effectifs des classes supérieures selon le sexe.
23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).
24. Répartition d'étudiants français dans les universités par discipline et selon l'origine socio-professionnelle du chef de famille.
25. Répartition d'étudiants français dans les écoles d'enseignement supérieur non universitaire, du public et du privé, selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.
26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.
27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.
28. Enseignants à temps complet ou à temps partiel : enseignement public.
29. La dépense globale d'éducation.
30. La dépense intérieure d'éducation.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves et des étudiants, en 1992-1993 et en France métropolitaine, représente 25,3 % de la population totale et près de 88 % des jeunes de 2 à 22 ans.

Globalement pendant la dernière décennie, la population scolaire et universitaire s'est accrue de plus de 650.000 élèves ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminuait de 650.000 individus.

C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, s'est accru de plus de 11 points.

La combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire aboutit à des variations de population scolaire par degré très contrastées :

— diminution dans les écoles primaires et dans les collèges couvrant les âges de scolarisation obligatoire;
— augmentation très sensible dans les classes maternelles, dans les seconds cycles de lycées et surtout dans les niveaux post-baccalauréat.

Ces augmentations correspondent aux grands objectifs de la période :

— extension de la préscolarisation;
— renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé sous contrat compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment plus de 5 % de la population active occupée.

De 1988 à 1993, le nombre d'enseignants de l'enseignement public a augmenté de 6,2 %.

Le budget et le compte de l'éducation

Le budget de l'Éducation nationale en 1992 représentait 20,1 % du budget de l'État et 4,0 % du produit intérieur brut (PIB).

En 1993 la dépense intérieure d'éducation qui totalise la contribution des divers agents économiques, — État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages —, représentait 7,2 % du PIB.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1993, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) a été de 71,9 % et près de 55 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La proportion d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale était de 34 % en 1980-1981 et de 62,6 % en 1993-1994 (65,5 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les jeunes sortant avec un diplôme supérieur au baccalauréat sont de plus en plus nombreux et représentent en 1992 près de 33 % de l'ensemble des sortants; pourtant, un nombre encore important de jeunes, 9,5 %, entre sur le marché du travail sans qualification (ils étaient 15,5 % en 1980).

L'insertion professionnelle des jeunes

Durant l'année 1993, on peut évaluer à 125.000 le nombre de jeunes entrés dans une première étape du crédit formation individualisé (CFI) [formation alternée ou autres mesures]. Au cours de cette année, 110.000 jeunes sont entrés dans une première étape de formation alternée, autant qu'en 1992; la répartition par type d'étape d'entrée est de 43,6 % en mobilisation, 28,1 % en pré-qualification et 28,3 % en qualification. Par ailleurs, 13.480 jeunes sont entrés à la suite d'une formation alternée dans une autre mesure (CES, contrat de qualification, etc.).

L'ensemble de ces actions représentait en 1992 un coût global de 5,4 milliards de francs pour l'État dont 2,5 milliards pour la formation elle-même, 0,7 milliard pour les programmes d'accompagnement et 2,2 milliards pour la rémunération des stagiaires.

2. MÉTHOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir d'enquêtes statistiques exhaustives sous la forme, soit de remontées « papier » soit à partir de remontées d'extraits de fichiers de gestion de la scolarité en établissement. Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les résultats sont issus de traitements statistiques des fichiers de paie du mois de janvier de chaque année et ne concernent que les personnels enseignants des établissements publics de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes

exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages), pour ne citer que les principales.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif le calcul s'opère d'une façon générale selon le principe de la non-réinscription. Les sorties d'une classe sont mesurées par différence entre les effectifs inscrits dans cette classe pour l'année scolaire *n*-1, et les effectifs originaires de cette classe réinscrits l'année scolaire *n*, quelle que soit leur destination. Le résultat est d'autant plus précis que l'on connaît mieux les passages de classe à classe et entre filières de formation. Cependant les outils ne sont pas les mêmes pour l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur, l'enseignement agricole (qui relève du ministère de l'Agriculture) ou les formations sanitaires et sociales (qui dépendent du ministère de la Santé et de la Solidarité nationale).

On estime d'abord les sorties « brutes » de l'enseignement secondaire du ministère de l'Éducation nationale. Puis on met en évidence les entrées dans l'enseignement supérieur, dans l'enseignement agricole et dans les formations sanitaires et sociales, que l'on retranche des sorties brutes. On ajoute ensuite les sorties de ces mêmes enseignements. On obtient ainsi les sorties « nettes » de la formation initiale.

Si l'on admet que l'apprentissage fait partie du système de formation initiale, on déduit les entrées en apprentissage et on ajoute les sorties d'apprentissage pour obtenir les sorties nettes du système éducatif, apprentissage inclus.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

Formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

Formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget des ministères du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

— les conventions de formation professionnelle;
— le fonds national de l'emploi (FNE);
— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);
— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);
— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

Formation professionnelle continue financée par les entreprises

La loi du 16 juillet 1971 fait obligation à toutes les entreprises employant plus de 9 salariés, de consacrer au moins 1,1 % de leur masse salariale à la formation continue (1,2 % à compter de 1987). L'accord du 3 juillet 1991 prévoit l'extension de cette obligation aux entreprises de moins de 10 salariés et aux travailleurs indépendants et aux professions libérales.

Celles-ci s'acquittent principalement de cette obligation en organisant elles-mêmes des formations (ex. : le centre de formation de la régie Renault), ou en envoyant leurs salariés suivre des stages dans des centres de formations extérieurs, publics ou privés, au titre du plan de formation de l'entreprise ou des congés individuels de formation, en versant leurs contributions à des organismes chargés de gérer ces sommes pour leur compte (Fonds d'assurance formation, organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation), et en versant une somme égale à 0,3 % de leur masse salariale pour la formation des jeunes demandeurs d'emploi.

Toutefois, à compter de 1985, est offerte aux entreprises une possibilité d'exonération partielle ou totale des versements dus au Trésor public au titre du « 0,2 % », dans le cadre des formations en alternance (stages d'initiation à la vie professionnelle, contrats de qualification et contrats d'adaptation). Les dépenses ainsi engagées par les entreprises pour les jeunes de moins de 26 ans peuvent donner lieu à imputation directe ou à versement à un organisme de mutualisation agréé par l'État (OMA).

Par ailleurs, l'État participe à la rémunération des jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle, et à partir de juillet 1986, les diverses modalités d'accueil des jeunes dans les entreprises offrent la possibilité à l'employeur d'être exonéré partiellement ou totalement des charges sociales afférentes.

Enfin, il faut noter qu'en moyenne, les entreprises dépassent leur obligation légale et financent principalement des formations de perfectionnement de courte durée, dont les cadres et techniciens bénéficient le plus souvent.

Formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert a été réalisé le 1er juin 1983.

Dès lors, une grande partie des actions de formation professionnelle continue, autrefois prises en charge par l'État, sont passées dans le champ de compétence des régions, sous la forme de conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture

On distingue :

— L'enseignement technique agricole

Les formations du cycle professionnel, du cycle général et technologique et du cycle supérieur court de l'enseignement technique agricole sont mises en place dans des centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ), des lycées professionnels agricoles (LPA) ainsi que dans des lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA) pour le secteur public.

Des formations semblables existent dans des établissements privés.

Les diplômes CAPA, BEPA, BTA et BTSA peuvent être préparés par la voie de :

— la formation initiale;
— la formation professionnelle continue;
— l'apprentissage;
— l'enseignement à distance.

Pour certains CAPA et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

— Le cycle professionnel

L'enseignement se prépare dans des lycées professionnels agricoles, des centres de formation professionnelle agricole pour jeunes et autres établissements de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à préparer les élèves à un CAPA ou un BEPA.

Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général ou technique permettant une poursuite d'études vers un brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) ou une seconde de détermination.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle;
— l'autre de poursuites d'études (BTA, bac professionnel).

— Le second cycle général et technologique

Organisé dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les lycées professionnels agricoles, le second cycle général et technologique conduit en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde de détermination :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);
— soit vers le baccalauréat professionnel.

Le cycle long peut conduire aussi en trois ans, les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat de sciences agronomiques et techniques (D').

En 1993, seront créées des séries du baccalauréat technologique dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles.

— Le cycle supérieur court

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole;
— les titulaires des baccalauréats C, D, D', E, F1, F2, F3, F5, F6, F7, F7';
— les titulaires d'un baccalauréat A, B, H, G1, G2 et G3 ainsi que certains brevets de technicien peuvent être admis dans certaines options.

Des arrêtés préciseront la liste des baccalauréats de technologie et des brevets de technicien du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Peuvent être admis en classe préparatoire aux écoles nationales supérieures agronomiques et agro-alimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation, trois ans de formation) :

— les titulaires des baccalauréats D' pour le concours option technologique;
— les titulaires d'un baccalauréat scientifique pour le concours option générale;
— peuvent être admis les titulaires du baccalauréat D' et BTA, en classe préparatoire aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation, quatre ans de formation).

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou d'un DUT de biologie appliquée.

3. DÉFINITIONS

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend

aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine.

CIPPA-MOREA

Cycle d'insertion professionnelle par alternance et module de représentation d'examen par alternance.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Compte économique de l'éducation

Compte satellite de la comptabilité nationale décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance de valeurs et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Le public visé est les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Contrats emploi-solidarité (CES)

Succédant aux différentes formules d'activités d'intérêt collectif réalisées sous forme de stage, les contrats emploi-solidarité, véritables contrats de travail à mi-temps, rémunérés sur la base du SMIC, connaissent une montée en charge progressive depuis le mois de février 1990. Les CES sont de plus destinés aux demandeurs d'emploi de plus de 26 ans inscrits depuis au moins 12 mois à l'ANPE et aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI).

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre un ministère ou une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des classes spéciales ou des établissements spécialisés.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, sauf de 1960-1961 à 1975-1976 des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Les actions d'insertion et de formation du FNE (AIF) sont des formations destinées aux chômeurs de longue durée (ayant connu 12 mois de chômage au cours des 18 mois précédant l'entrée en stage). Les AIF visent prioritairement les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 ans à l'ANPE, les personnes âgées de plus de 50 ans et les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI).

Ce dispositif fait suite à l'ensemble des actions relevant en 1989 du programme FNE-chômeurs de longue durée, de celui des stages modulaires de l'ANPE et de celui des stages de réinsertion en alternance du FFPPS.

Les actions d'insertion et de formation doivent permettre une combinaison des modalités suivantes :

— actions de formation collectives;
— accès individuels à des stages existants;
— actions modularisées pouvant comporter un tronc commun d'évaluation-orientation-redynamisation, un appui personnalisé, des modules de formation et d'accompagnement de la recherche d'emploi.

Par ailleurs le recours à l'alternance est recherché de manière systématique.

Formation des cadres privés d'emploi (FNE)

Ces formations particulières visent à accueillir des cadres privés d'emploi, éprouvant des difficultés importantes de réinsertion professionnelle et pour lesquels les autres dispositifs financés par l'État en faveur des chômeurs ne conviennent pas. Fondées sur un recyclage, un perfectionnement ou une amorce de reconversion, ces actions touchent principalement des cadres moyens.

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES et GCA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels ou abandonnant la scolarité du second cycle long avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, instituteurs, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1982-1983 sont issues des dernières évaluations de l'INSEE fondées sur les recensements de 1982 et de 1989.

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1989.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

6e à 3e, fin d'études primaires, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA » (dont les effectifs étaient précédemment associés à ceux des écoles de commerce), d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités (qui, jusqu'alors, n'étaient pas comptabilisés).

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections A, B, C, D ou E) ou technologique (sections F, G, H) ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

A : littéraire;
B : sciences économiques et sociales;
C : mathématiques et sciences physiques;
D : mathématiques et sciences de la nature;
D' : sciences agronomiques et techniques (lycées agricoles);
E : mathématiques et techniques;
F : technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10), techniques de laboratoire (F5 à F7), médico-social (F8) et arts (F11 et F12);
G : secrétariat (G1), comptabilité (G2) et commerce (G3);
H : techniques informatiques;
BT : brevet de technicien;
BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP)

Ce stage a pour objectif de permettre à des jeunes demandeurs d'emploi non titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou titulaires d'un diplôme de l'enseignement général de niveau IV inscrits depuis plus de six mois à l'ANPE, ou jeune inscrit à l'ANPE depuis plus de un an, de s'initier par une insertion dans l'entreprise aux métiers de celle-ci. Ce stage doit contribuer à la définition d'une orientation et d'une trajectoire d'insertion. Ils durent de 3 à 6 mois. Le jeune a le statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Remplacé par le contrat d'orientation et le contrat local d'orientation (CLO) :

— contrat à durée déterminée de 3 à 6 mois destiné à permettre à des jeunes de moins de 23 ans non qualifiés rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi de s'insérer dans la vie professionnelle. Ils bénéficient de 32 heures d'orientation active par mois;
— le CLO qui se substitue au CES pour les jeunes de 16-17 ans avec les mêmes objectifs.

Stages de mise à niveau (ANPE)

Ce sont des stages de formation destinés à adapter la qualification des demandeurs d'emploi à des postes à pourvoir correspondant à des offres d'emploi déposées à l'ANPE et non satisfaites. L'ANPE organise à l'intention de demandeurs d'emploi dont la qualification est proche de celle requise, des formations spécifiques dont le coût est partagé entre les pouvoirs publics et l'entreprise, qui s'engage de plus à réserver ses offres à ces demandeurs.

Remplacé en 1991 par les stages d'accès à l'emploi (SAE). Trois types de SAE :

— adaptation spécifique précédant l'embauche d'un demandeur d'emploi (97 % des personnes formées);
— peut être utilisé par un salarié en place dans l'entreprise qui, après un stage d'adaptation, pourvoira un poste de travail non pourvu;
— l'emploi libéré étant pris par un troisième demandeur d'emploi.

Stages de reclassement professionnel (ANPE)

Les stages de reclassement professionnel visent à prévenir le risque de chômage de longue durée pour des demandeurs d'emploi de plus de 25 ans, dotés d'une expérience professionnelle. Ce sont des formations courtes axées sur le maintien, l'élargissement ou la modernisation des compétences.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1974 au moment de la rentrée 1992, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Travaux d'utilité collective (TUC)

Ces travaux d'abord réservés aux jeunes de 16 à 21 ans sans emploi ont été étendus en 1985 aux demandeurs d'emploi de 21 à 25 ans en chômage depuis plus d'un an. Ils ne sont offerts que par des organismes relevant du secteur non lucratif : collectivités territoriales, établissements publics, associations.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, direction de l'Évaluation et de la Prospective.
— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.
— Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information.
— Délégation à la formation professionnelle (DFP).
— INSEE.

Publications :

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1994;

Vade-mecum statistique, ministère de l'Éducation nationale, direction de l'Évolution et de la Prospective, 1993 (disquette contenant les principales données chronologiques et régionales sur l'éducation. La disquette contient également le logiciel qui permet de visualiser des tableaux, d'opérer des calculs, de réaliser des graphiques et des cartes, d'imprimer et de transférer des données);

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1994;

« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1994;

« Le compte économique de la formation professionnelle », DFP.

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1994.

« RP 90 Formation : résultats du sondage au quart », INSEE-Résultats, nos 30-31, janvier 1994.

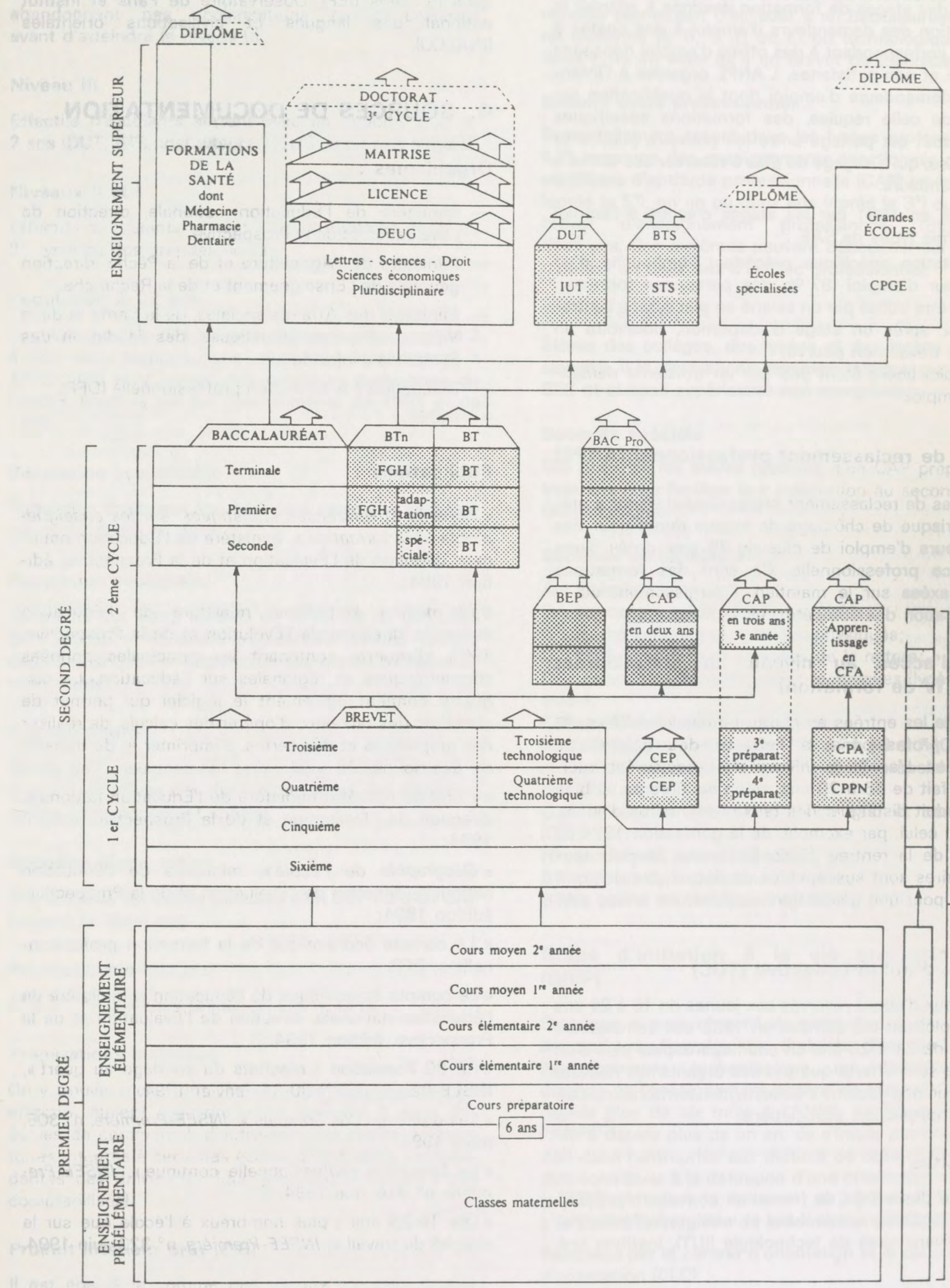
« Les diplômes des Français », *INSEE-Première*, n° 305, mars 1994.

« La formation professionnelle continue », *INSEE-Première*, n° 314, mai 1994.

« Les 16-25 ans : plus nombreux à l'école que sur le marché du travail », *INSEE-Première*, n° 323, juin 1994.

*
* *

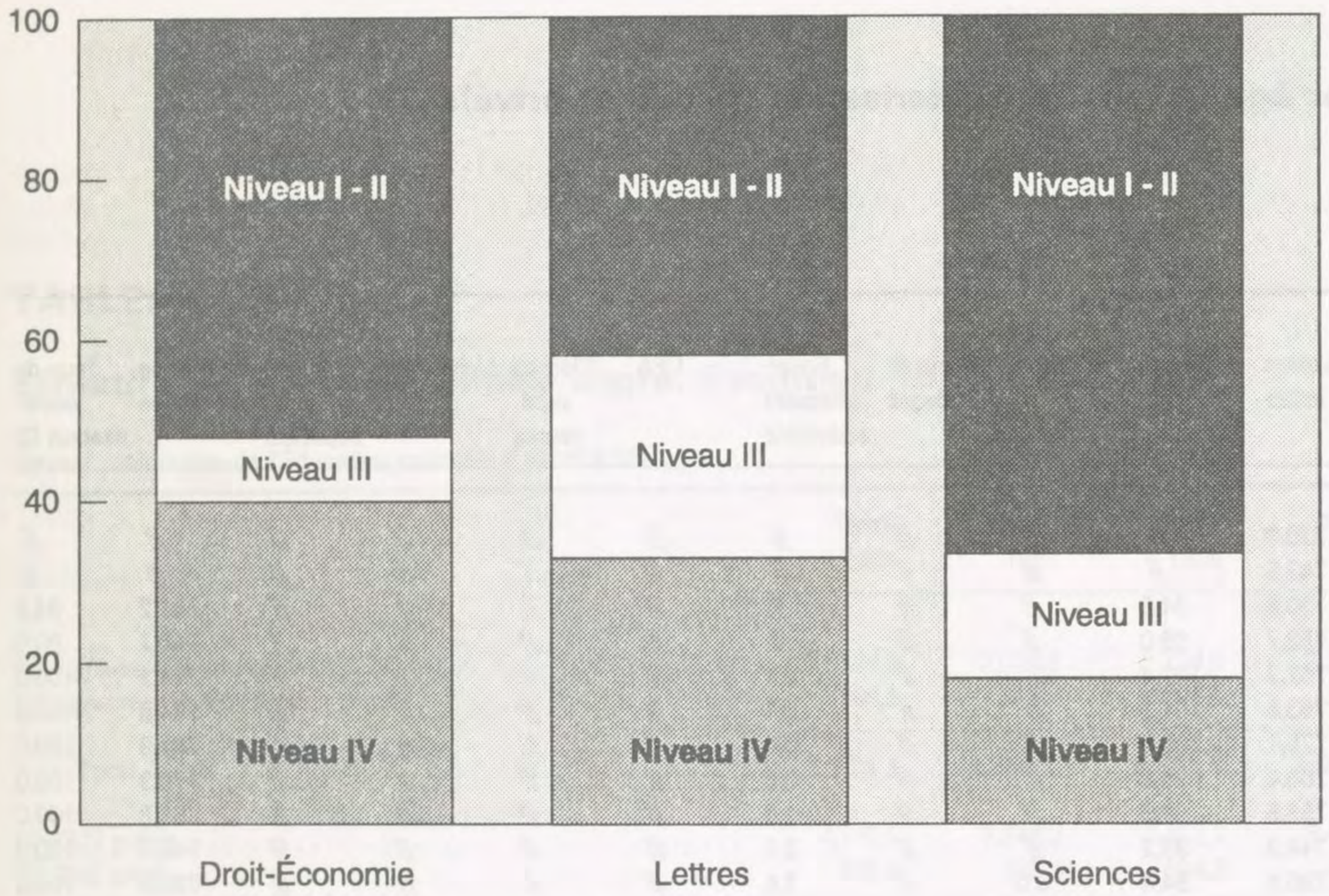
ENSEIGNEMENT SOUS TUTELLE DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE



Chaque case représente 1 année d'étude, sauf pour l'enseignement préélémentaire (de 2 à 5 ans) et pour l'enseignement supérieur

GRAPHIQUE F.01

Niveau des étudiants quittant l'enseignement supérieur selon la discipline en 1991



Source : Ministère de l'Éducation Nationale

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Evolution 1970-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE) — *Unité :* Millier

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Total 1er degré	7.219,9	7.124,5	6.686,3	6.680,5	6.699,1	6.704,8	6.668,6	6.610,0
Total 2e degré (1)	*r* 4.561,3	*r* 5.252,5	*r* 5.607,2	*r* 5.628,3	*r* 5.631,8	*r* 5.637,0	*r* 5.662,8	*r* 5692,8
Apprentis	232,6	241,6	222,1	239,2	234,4	221,7	211,7	207,0
Spécial santé	...	94,7	88,6	86,8	86,6	86,8	85,5	84,1
Total enseignement supérieur	850,3	1.176,8	1.357,9	1.477,1	*r* 1.585,3	1.698,7	1.840,3	1.952,0
Autres (2)	4,1	1,8	15,2	*r* 17,1	16,4	15,8	13,4	12,5
Total général	***r* 12.868,2**	***r* 13.891,9**	***r* 13.977,3**	***r* 14.129,0**	***r* 14.253,6**	***r* 14.364,8**	***r* 14.482,3**	***r* 14558,4**
Population 2-22 ans (3)	17.698,7	17.407,0	17.131,5	16.843,1	16.766,6	16.711,6	16.647,2	16.571,4
Total/population 2-22 ans en %	*r* 72,7	*r* 79,8	81,6	83,9	85,0	86,0	87,0	87,9

(1) Y compris Agriculture .
(2) Préparations diverses et formations complémentaires.
(3) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé). (1)

Année 1992-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Année de naissance	Âge	Population totale	1er degré	2e degré	Agricole 2e degré	Enseignement spécialisé	CFA	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée	Taux de scolarisation (2)
1992	0	730,0	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1991	1	742,5	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1990	2	750,5	34,8	///	///	///	///	///	///	///	261,2	34,8
1989	3	753,7	99,0	///	///	///	///	///	///	///	746,2	99,0
1988	4	762,3	101,4	///	///	0,1	///	///	///	///	774,3	100,0
1987	5	763,8	101,3	///	///	0,1	///	///	///	///	774,8	100,0
1986	6	775,1	100,5	///	///	0,4	///	///	///	///	781,9	100,0
1985	7	765,4	99,8	///	///	0,8	///	///	///	///	770,3	100,0
1984	8	755,5	99,0	///	///	1,5	///	///	///	///	759,8	100,0
1983	9	744,9	98,2	///	///	2,2	///	///	///	///	748,4	100,0
1982	10	796,4	94,4	3,0	///	2,6	///	///	///	///	796,5	100,0
1981	11	803,8	23,4	73,6	///	2,7	///	///	///	///	801,5	100,0
1980	12	807,8	3,9	91,4	///	3,6	///	///	///	///	799,3	100,0
1979	13	763,9	0,4	94,5	0,1	4,4	///	///	///	///	759,3	100,0
1978	14	746,8	///	93,0	0,5	4,5	ε	///	///	///	732,8	100,0
1977	15	754,7	///	89,8	2,4	4,5	0,7	///	///	///	734,8	100,0
1976	16	736,6	///	84,2	3,1	2,8	6,3	ε	ε	///	710,3	96,4
1975	17	764,7	///	76,3	3,2	1,7	7,8	0,7	1,2	0,4	698,3	91,3
1974	18	815,8	///	51,6	2,6	2,0	5,0	5,8	14,4	4,2	697,3	85,5
1973	19	866,9	///	31,2	1,6	///	2,7	8,6	20,8	6,1	614,8	70,9
1972	20	887,5	///	10,2	0,8	///	1,7	9,0	22,0	6,4	444,0	50,0
1971	21	888,4	///	3,1	0,2	///	0,8	6,4	18,9	5,5	310,9	35,0
1970	22	867,0	///	1,0	ε	///	0,7	3,1	14,8	4,3	208,4	24,0
1969	23	855,0	///	ε	ε	///	0,1	1,6	11,0	3,2	137,0	16,0
1968	24	840,8	///	///	///	///	0,1	ε	7,6	2,2	84,3	10,0
1967	25	838,0	///	///	///	///	ε	ε	5,8	1,7	63,0	7,5
1966	26	861,1	///	///	///	///	///	///	4,5	1,3	49,9	5,8
1965	27	869,4	///	///	///	///	///	///	3,5	1,0	39,0	4,5
1964	28	884,0	///	///	///	///	///	///	2,9	0,9	33,6	3,8
1963	29	879,5	///	///	///	///	///	///	2,5	0,7	28,3	3,2
1962	30	857,4	///	///	///	///	///	///	2,1	0,6	23,4	2,7
1961	31	869,2	///	///	///	///	///	///	1,8	0,5	20,5	2,4
1956 à 60	32-36	4.309,4	///	///	///	///	///	///	1,3	0,4	70,6	1,6
1951 à 55	37-41	4.266,4	///	///	///	///	///	///	0,7	0,2	40,5	1,0
1950 et avant (3)	42 et +	23.152,4	///	///	///	///	///	///	0,1	ε	43,3	0,2
Total (milliers)		**57.526,6**	**6.551,6**	**5.471,2**	**113,9**	**262,7**	**207,0**	**304,6**	**1.275,3**	**372,1**	**14.558,4**	///
% de la population totale		///	11,4	9,5	0,2	0,5	0,4	0,5	2,2	0,6	///	25,3

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en différent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Evolution 1960-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Unité : Millier d'élèves

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Enseignement préélementaire public	1.177,9	2.070,5	2.234,0	2.226,8	2.241,0	2.241,6	2.232,5	2.231,0
Enseignement préélémentaire privé	196,2	313,4	329,5	309,1	314,7	317,2	317,1	317,5
Total	**1.374,1**	**2.383,9**	**2.563,5**	**2.535,9**	**2.555,7**	**2.558,8**	**2.549,6**	**2.548,8**
CP-CM2 public	4.112,8	3.946,2	3.413,1	3.463,2	3.455,7	3.427,6	3.391,5	3.358,6
CP-CM2 privé	802,6	668,9	614,2	610,9	606,5	600,4	592,7	584,6
Total	**4.915,4**	**4.615,1**	**4.027,3**	**4.074,1**	**4.062,2**	**4.028,0**	**3.984,2**	**3.943,2**
Initiation, adaptation public	...	27,7	19,7	19,9	19,7	17,4	16,1	15,8
Initiation, adaptation privé	...	2,1	2,0	1,8	1,6	1,4	1,7	1,9
Total (1)	...	**29,8**	**21,7**	**21,7**	**21,3**	**18,8**	**17,8**	**17,7**
Elémentaire public	4.112,8	3.973,9	3.432,8	3.483,1	3.475,4	3.445,0	3.407,6	3.374,4
Elémentaire privé	802,6	671,0	616,2	612,7	608,1	601,8	594,4	586,5
Total	**4.915,4**	**4.644,9**	**4.049,0**	**4.095,8**	**4.083,5**	**4.046,8**	**4.002,0**	**3.960,9**
Enseignement spécial public	72,9	90,1	69,3	63,4	61,7	59,3	55,2	49,4
Enseignement spécial privé	8,3	5,4	4,5	4,0	3,9	3,7	3,2	2,9
Total (2)	**81,2**	**95,5**	**73,8**	**67,4**	**65,6**	**63,0**	**58,4**	**52,3**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	5.290,7	6.044,4	5.666,8	5.709,9	5.716,4	5.686,6	5.640,1	5.605,4
Enseignement privé	998,8	984,4	945,7	921,8	922,8	919,0	911,5	904,0
Total	**6.298,5**	**7.028,8**	**6.612,5**	**6.631,7**	**6.639,2**	**6.605,6**	**6.551,6**	**6.509,4**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	5.363,6	6.134,5	5.736,1	5.773,4	5.778,1	5.745,9	5.695,3	5.654,8
Enseignement privé	1.007,1	989,8	950,2	925,8	926,7	922,7	914,7	906,9
Total	**6.370,7**	**7.124,3**	**6.686,3**	**6.699,1**	**6.704,8**	**6.668,6**	**6.610,0**	**6.561,7**

(1) A partir de 1988-1989, les classes d'adaptation, comptées avec l'enseignement spécial, le sont dans l'enseignement ordinaire.
(2) En 1960-1961, classes de perfectionnemnt seulement ; en 1980-1981, les classes d'adaptation, les classes ordinaires des établissements spéciaux sont comptabilisées avec les classes de l'enseignement ordinaire.

TABLEAU F.01-4

Ecoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Evolution 1960-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
ECOLES								
Enseignement public :								
Ecoles maternelles	5.920	15.721	17.394	18.280	18.436	18.589	18.646	18.660
Ecoles primaires	74.268	44.848	41.655	38.976	38.227	37.305	36.489	35.974
dont : à classe unique	19.010	11.433	9.608	8.032	7.657	7.181	6.748	6.522
Ecoles d'enseignement spécial (1)	649	133	1.048	...	...	...	...	...
Total	**80.837**	**60.702**	**59.153**	**57.256**	**56.663**	**55.894**	**55.135**	**54.634**
Enseignement privé :								
Ecoles maternelles	239	359	382	396	414	404	395	368
Ecoles primaires	9.750	6.600	6.150	5.981	5.904	5.821	5.746	5.682
dont : à classe unique	575	343	274	239	215	206	203	197
Ecoles d'enseignement spécial (1)	156	19	14	...	...	...	...	...
Total...	**10.145**	**6.978**	**6.546**	**6.377**	**6.318**	**6.225**	**6.141**	**6.050**
Total enseignement public + privé	**90.982**	**67.680**	**65.699**	**63.633**	**62.981**	**62.119**	**61.276**	**60.684**
CLASSES								
Enseignement public :								
Ecoles maternelles	20.478	58.402	66.091	67.763	68.301	68.763	68.997	69.220
Ecoles primaires	176.335	185.977	175.467	172.990	171.868	170.200	168.518	167.208
dont : classes uniques	18.843	11.433	9.608	8.032	7.657	7.181	6.748	6.522
Ecoles d'enseignement spécial (1)	2.147	749	558	...	...	...	...	...
Total	**198.960**	**245.128**	**242.116**	**240.753**	**240.169**	**238.963**	**237.515**	**236.428**
Enseignement privé :								
Ecoles maternelles	386	1.067	1.237	1.313	1.363	1.367	1.348	1.258
Ecoles primaires	29.792	36.513	36.214	36.397	36.337	36.229	36.091	35.953
dont : classes uniques	738	343	274	239	215	206	203	197
Ecoles d'enseignement spécial (1)	479	59	46	...	...	...	...	...
Total	**30.657**	**37.639**	**37.497**	**37.710**	**37.700**	**37.596**	**37.439**	**37.211**
Total enseignement public + privé	**229.617**	**282.767**	**279.613**	**278.463**	**277.869**	**276.559**	**274.954**	**273.639**
NOMBRE MOYEN D'ELEVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Ecoles maternelles	42,9	30,0	28,6	27,9	27,9	27,7	27,5	27,4
Ecoles primaires	e 28,0	23,5	21,9	22,4	22,5	22,6	22,5	22,5
Ecoles d'enseignement spécial (1)	...	14,6	12,9	...	...	...	...	...
Enseignement privé :								
Ecoles maternelles	37,6	29,9	28,8	27,3	27,2	27,5	27,3	27,0
Ecoles primaires	e 31,3	26,2	25,2	24,5	24,5	24,4	24,3	24,3
Ecoles d'enseignement spécial (1)	...	12,4	9,2	...	...	...	...	...

(1) A partir de 1989-1990, les écoles spéciales sont comptabilisées avec les écoles primaires.

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Enseignement préélémentaire :									
En école maternelle	968.013	923.927	**1.891.940**	17.284	16.622	**33.906**	985.297	940.549	**1.925.846**
En école primaire	174.097	164.936	**339.033**	144.645	138.966	**283.611**	318.742	303.902	**622.644**
Total	**1.142.110**	**1.088.863**	**2.230.973**	**161.929**	**155.588**	**317.517**	**1.304.039**	**1.244.451**	**2.548.490**
Enseignement élémentaire :									
CP	361.699	339.568	**701.267**	57.881	54.769	**112.650**	419.580	394.337	**813.917**
dont : en école maternelle	...	...	**985**	...	...	**60**	...	...	**1.050**
CE1	360.800	340.798	**701.598**	59.261	56.077	**115.338**	420.061	396.875	**816.936**
CE2	338.695	323.981	**662.676**	59.083	55.888	**114.971**	397.778	379.869	**777.647**
CM1	328.848	316.518	**645.366**	60.625	56.770	**117.395**	389.473	373.288	**762.761**
CM2	331.310	316.424	**647.734**	64.683	59.560	**124.243**	395.993	375.984	**771.977**
Total	**1.721.352**	**1.637.289**	**3.358.641**	**301.533**	**283.064**	**584.597**	**2.022.885**	**1.920.353**	**3.943.238**
Classe d'initiation	1.454	1.251	**2.705**	90	74	**164**	1.544	1.325	**2.869**
Classe d'adaptation	7.852	5.246	**13.098**	1.052	658	**1.710**	8.904	5.904	**14.808**
Total enseignement élémentaire	**1.730.658**	**1.643.786**	**3.374.444**	**302.675**	**283.796**	**586.471**	**2.033.333**	**1.927.582**	**3.960.915**
Enseignement spécial 1er degré	29.800	19.572	**49.372**	1.787	1.141	**2.928**	31.587	20.713	**52.300**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2.902.568**	**2.752.221**	**5.654.789**	**466.391**	**440.525**	**906.916**	**3.368.959**	**3.192.746**	**6.561.705**
Sans l'enseignement spécial	**2.872.768**	**2.732.649**	**5.605.417**	**464.604**	**439.384**	**903.988**	**3.337.372**	**3.172.033**	**6.509.405**

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Evolution 1980-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE) — *Unité :* Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Premier cycle du second degré :						
Enseignement public	2.532,5	2.665,9	2.485,2	2.511,3	2.560,5	2.607,2
Enseignement privé	605,4	681,0	649,4	656,5	667,8	677,5
Total	**3.137,9**	**3.346,9**	**3.134,6**	**3.167,8**	**3.228,3**	**3.284,7**
6e à 3e	2.950,4	3.204,8	3.078,4	3.130,0	3.210,3	3.275,9
dont : 4e et 3e techno	///	///	159,7	157,9	153,6	153,5
CCPN, CPA, autres niveaux	187,4	142,1	56,2	37,8	18,0	8,7
Second cycle professionnel :						
Enseignement public	601,2	619,5	534,2	529,4	524,1	530,6
Enseignement privé	172,0	186,3	162,6	157,8	153,6	151,7
Total	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**687,2**	**677,7**	**682,3**
dont : 1re et 2e année bac professionnel	///	1,3	93,7	114,0	129,4	114,0
Second cycle général et technologique :						
Enseignement public	850,0	925,9	1.243,5	1.247,8	1.224,8	1.203,9
Enseignement privé	252,6	281,7	327,4	328,1	328,0	325,6
Total	**1.102,6**	**1.207,6**	**1.570,9**	**1.575,9**	**1.552,8**	**1.529,5**
Enseignement spécial du second degré :						
Enseignement public	122,1	127,1	118,6	116,7	116,5	117,7
Enseignement privé	0,9	1,7	2,5	2,5	2,8	3,0
Total	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**119,2**	**119,3**	**120,7**
Enseignement public	3.983,7	4.211,3	4.262,9	4.288,5	4.309,4	4.341,7
Enseignement privé	1.030,0	1.149,0	1.139,4	1.142,4	1.149,4	1.154,8
Total (sans enseignement spécial)	**5.013,7**	**5,360,3**	**5.402,3**	**5.430,9**	**5.458,8**	**5.496,5**
Enseignement public	4.105,8	4.338,4	4.381,5	4.405,2	4.425,9	4.459,4
Enseignement privé	1.030,9	1.150,7	1.141,9	1.144,9	1.152,2	1.157,8
Total (avec enseignement spécial)	**5.136,7**	**5.489,1**	**5.523,4**	**5.550,1**	**5.578,1**	**5.617,2**

TABLEAU F.01-7

Etablissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Evolution 1980-1993.

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
ETABLISSEMENTS							
Enseignement public :							
Collèges	4.751	4.795	4.858	4.868	4.872	4.881	4.897
Lycées professionnels (LEP, CET) (1)	1.311	1.351	1.338	1.318	1.297	1.248	1.191
Lycées	1.119	1.139	1.234	1.269	1.298	1.337	1.389
Total	**7.181**	**7.285**	**7.430**	**7.455**	**7.467**	**7.466**	**7.477**
Enseignement privé :							
Total	**3.878**	**3.910**	**3.918**	**3.870**	**3.839**	**3.809**	**3.758**
Total public + privé	**11.059**	**11.195**	**11.348**	**11.325**	**11.306**	**11.275**	**11.235**
CLASSES ET DIVISIONS							
Enseignement public :							
1er cycle	108.652	110.031	103.663	102.506	103.332	105.424	105.869
2e cycle professionnel	25.328	26.329	26.170	26.060	*r* 26.148	26.220	26.249
2e cycle général et technologique	30.735	32.650	40.350	42.202	43.402	43.958	42.225
Total	**164.715**	**169.010**	**170.183**	**170.768**	***r* 172.882**	**175.602**	**174.343**
Enseignement privé :							
1er cycle	25.286	26.868	26.940	26.761	26.756	27.017	27.192
2e cycle professionnel	8.337	8.386	9.017	8.648	*r* 8.668	8.657	8.197
2e cycle général et technologique	11.862	12.542	13.315	13.589	13.763	13.837	13.758
Total	**45.485**	**47.796**	**49.272**	**48.998**	***r* 49 187**	**49.511**	**49.147**
Total public + privé	**210.200**	**216.806**	**219.455**	**219.766**	***r* 222.069**	**225.113**	**223.490**
NOMBRE MOYEN D'ELEVES PAR CLASSE							
Enseignement public :							
1er cycle (2)	23,4	24,3	24,2	24,3	24,4	24,3	24,6
2e cycle professionnel	24,4	24,5	23,6	23,1	*r* 22,6	21,6	21,6
2e cycle général et technologique	28,5	29,9	31,4	31,0	30,3	29,7	29,7
Enseignement privé :							
1er cycle (2)	24,0	25,5	24,3	24,3	24,6	24,7	24,9
2e cycle professionnel	20,8	22,8	21,2	21,4	*r* 20,8	20,6	20,9
2e cycle général et technologique	23,2	24,7	25,6	25,6	25,6	25,1	25,3

(1) LEP : lycée d'enseignement professionnel ; CET : collège d'enseignement technique.
(2) Y compris classe professionnelle de niveau (CPPN) et classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et non compris section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) (ex-SES et GCA). et classes-ateliers des collèges.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Education nationale. (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
6e à 3e :									
Sixième	361.320	335.303	**696.623**	91.251	79.267	**170.518**	452.571	414.570	**867.141**
Cinquième	357.110	338.368	**695.478**	91.496	81.227	**172.723**	448.606	419.595	**868.201**
Quatrième :									
Aménagée	6.726	5.753	**12.479**	2.481	1.817	**4.298**	9.207	7.570	**16.777**
Générale	258.458	287.507	**545.965**	74.899	73.510	**148.409**	333.357	361.017	**694.374**
Technologique	41.049	19.741	**60.790**	11.078	6.773	**17.851**	52.127	26.514	**78.641**
Troisième :									
D'insertion	4.929	3.810	**8.739**	943	570	**1.513**	5.872	4.380	**10.252**
Générale	243.704	277.691	**521.395**	71.736	72.604	**144.340**	315.440	350.295	**665.735**
Technologique	37.771	20.167	**57.938**	9.991	6.889	**16.880**	47.762	27.056	**74.818**
Total	**1.311.067**	**1.288.340**	**2.599.407**	**353.875**	**322.657**	**676.532**	**1.664.942**	**1.610.997**	**3.275.939**
Autres niveaux 1er cycle :									
Classe préprofessionnelle de niveau (CPPN)	515	315	**830**	385	161	**546**	900	476	**1.376**
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	4.907	2.085	**6.992**	239	140	**379**	5.146	2.225	**7.371**
Total	**5.422**	**2.400**	**7.822**	**624**	**301**	**925**	**6.046**	2.701	**8.747**
Enseignement spécial :									
SEGPA 1re et 2e années (1)	27.006	17.552	**44.558**	891	623	**1.514**	27.897	18.715	**46.612**
SEGPA Formation professionnelle (1)	35.674	25.762	**61.436**	852	602	**1.454**	36.526	26.364	**62.890**
Total	**62.680**	**43.314**	**105.994**	**1.743**	**1.225**	**2.968**	**64.423**	**44.539**	**108.962**
Ecole régionale d'enseignement adapté (EREA)	8.640	3.121	**11.761**	///	///	///	8.640	3.121	**11.761**
Total enseignement spécial	**71.320**	**46.435**	**117.755**	**1.743**	**1.225**	**2.968**	**73.063**	**47.660**	**120.723**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1.387.809**	**1.337.175**	**2.724.984**	**356.242**	**324.183**	**680.425**	**1.744.051**	**1.661.358**	**3.405.409**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1.316.489**	**1.290.740**	**2.607.229**	**354.499**	**322.958**	**677.457**	**1.670.988**	**1.613.698**	**3.284.686**

(1) SES : section d'éducation spécialisée ; GCA : groupe de classes ateliers.

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :									
4e préparatoire	6.545	2.613	**9.158**	1.696	1.031	**2.727**	8.241	3.644	**11.885**
3e préparatoire	7.715	3.113	**10.828**	1.844	1.359	**3.203**	9.559	4.472	**14.031**
Troisième année	8.851	3.959	**12.810**	1.968	1.374	**3.342**	10.819	5.333	**16.152**
Total	**23.111**	**9.685**	**32.796**	**5.508**	**3.764**	**9.272**	**28.619**	**13.449**	**42.068**
CAP en deux ans :									
Première année	6.882	6.050	**12.932**	1.599	2.992	**4.591**	8.481	9.042	**17.523**
Deuxième année	5.217	4.883	**10.100**	1.549	2.720	**4.269**	6.766	7.603	**14.369**
Total	**12.099**	**10.933**	**23.032**	**3.148**	**5.712**	**8.860**	**15.247**	**16.645**	**31.892**
CAP en un an	589	176	**765**	346	1.613	**1.959**	935	1.789	**2.724**
Brevet d'enseignement professionnel									
Première année (1)	103.982	79.296	**183.278**	23.709	24.537	**48.246**	127.691	103.833	**231.524**
Deuxième année (1)	100.313	80.071	**180.384**	21.924	24.778	**46.702**	122.237	104.849	**227.086**
Total	**204.295**	**159.367**	**363.662**	**45.633**	**49.315**	**94.948**	**249.928**	**208.682**	**458.610**
Mentions complémentaires (2)	3.194	542	**3.736**	469	160	**629**	3.663	702	**4.365**
Baccalauréat professionnel :									
Première année (3)	32.594	24.738	**57.332**	8.917	10.257	**19.174**	41.511	34.995	**76.506**
Deuxième année (3)	28.288	21.017	**49.305**	7.688	9.186	**16.874**	35.976	30.203	**66.179**
Total	**60.882**	**45.755**	**106.637**	**16.605**	**19.443**	**36.048**	**77.487**	**65.198**	**142.685**
Total second cycle professionnel	**304.170**	**226.458**	**530.628**	**71.709**	**80.007**	**151.716**	**375.879**	**306.465**	**682.344**
Rappel formation professionnelle SES-GCA (4)	35.674	25.762	**61.436**	852	602	**1.454**	36.526	26.364	**62.890**
Ecoles régionales d'enseignement adapté. (EREA)	8.640	3.121	**11.761**	///	///	///	8.640	3.121	**11.761**

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxiéme année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.
(4) SES : section d'éducation spécialisée ; GCA : groupe de classes ateliers.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Générale et technologique	176.555	212.396	**388.951**	48.316	55.750	**104.066**	224.871	268.146	**493.017**
Préparatoire baccalauréat technologique (BTn) TDM	101	161	**262**	4	24	**28**	105	185	**290**
Préparatoire baccalauréat tchnologique (BTn) hôtellerie	870	635	**1.505**	285	209	**494**	1.155	844	**1.999**
Brevet de technicien	348	392	**740**	121	501	**622**	469	893	**1.362**
Spéciale	87	29	**116**	62	114	**176**	149	143	**292**
Total	**177.961**	**213.613**	**391.574**	**48.788**	**56.598**	**105.386**	**226.749**	**270.211**	**496.960**
Première :									
Générale	114.437	147.643	**262.080**	35.408	39.898	**75.306**	149.845	187.541	**337.386**
STL, STT, STI (1)	53.494	39.483	**92.977**	11.385	8.961	**20.346**	64.879	48.444	**113.323**
SMS (2)	256	7.010	**7.266**	168	4.221	**4.389**	424	11.231	**11.655**
TMD (3)	117	158	**275**	2	22	**24**	119	180	**299**
Hôtellerie	801	548	**1.349**	311	184	**495**	1.112	732	**1.844**
Brevet de technicien	1.898	765	**2.663**	218	601	**819**	2.116	1.366	**3.482**
D'adaptation BT/Bac technologique	13.419	12.138	**25.557**	2.684	4.388	**7.072**	16.103	16.526	**32.629**
Arts appliqués	305	656	**961**	143	219	**362**	448	875	**1.323**
Total	**184.727**	**208.401**	**393.128**	**50.319**	**58.494**	**108.813**	**235.046**	**266.895**	**501.941**
Terminale :									
Générale	119.146	157.482	**276.628**	36.143	42.147	**78.290**	155.289	199.629	**354.918**
F, G, H	68.748	67.798	**136.546**	13.606	17.938	**31.544**	82.354	85.736	**168.090**
Brevet de technicien	3.119	967	**4.086**	263	647	**910**	3.382	1.614	**4.996**
Hôtellerie	1.292	631	**1.923**	454	194	**648**	1.746	825	**2.571**
Total	**192.305**	**226.878**	**419.183**	**50.466**	**60.926**	**111.392**	**242.771**	**287.804**	**530.575**
Total cycle général et technologique	**554.993**	**648.892**	**1.203.885**	**149.573**	**176.018**	**325.591**	**704.566**	**824.910**	**1.529.476**
Formations complémentaires	5.303	4.087	**9.390**	1.249	2.036	**3.285**	6.552	6.123	**12.675**

(1) STL : Sciences et techniques de laboratoire ; STT : Sciences et technologies tertiaires ; STI : Sciences et technologies industrielles.
(2) SMS : Sciences medico-sociales.
(3) TMD : Techniques de musique et danse.

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Evolution 1987-1994 (1)

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Année de naissance	Année scolaire 1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	Total entrants
1968 (848.000) :								
Entrants	61.200	27.300	10.200	—	—	—	—	(2) 349.600
%	7,2	3,2	1,2	—	—	—	—	41,2
1969 (860.000) :								
Entrants	112.000	72.000	32.500	12.800	—	—	—	(2) 377.900
%	13,0	8,4	3,8	1,5	—	—	—	44,0
1970 (871.000) :								
Entrants	137.200	121.500	82.000	37.500	15.300	—	—	(2) 408.200
%	15,8	14,0	9,4	4,3	1,7	—	—	46,9
1971 (893.000) :								
Entrants	15.400	149.000	135.000	92.000	42.600	17.100	—	451.100
%	1,7	16,7	15,1	10,3	4,8	1,9	—	50,5
1972 (889.000) :								
Entrants	—	14.700	162.400	143.000	99.200	45.500	19.000	43.800
%	—	1,7	18,3	16,1	11,2	5,1	2,1	54,5
1973 (867.000) :								
Entrants	—	—	14.500	173.500	144.300	100.200	46.600	(3) 500.000
%	—	—	1,7	20,1	*r* 16,6	11,6	5,4	57,7
1974 (814.000) :								
Entrants	—	—	—	14.000	178.100	136.000	95.300	(3) 491.000
%	—	—	—	1,7	*r* 21,9	*r* 16,7	11,7	60,3
1975 (764.000) :								
Entrants	—	—	—	—	14.600	177.000	127.900	///
%	—	—	—	—	1,9	*r* 23,2	16,7	///
1976 (738.000) :								
Entrants	—	—	—	—	—	14.400	182.400	///
%	—	—	—	—	—	*r* 1,9	24,7	///
1977 (757.000) :								
Entrants	—	—	—	—	—	—	14700,0	///
%	—	—	—	—	—	—	1,9	///
Total entrants	**(4) 352.000**	**(4) 392.000**	**436.600**	**472.800**	**494.100**	**490.200**	**485.900**	///
Taux d'accès	**40,8**	**44,9**	**49,5**	**54,0**	**58,2**	**60,5**	**62,6**	///

(1) Note de lecture. - Sur les 893.000 enfants de la génération 1971, 15.400 (soit 1,7 %) sont entrés en 1987-1988 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1987 à 1992, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 451.100 jeunes de cette génération, (soit 50,5 %), qui auront accédé au baccalauréat. Quant au flux d'entrées enregistrées en 1993-1994 (485.900), ils concernent les générations 1972 à 1977, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,6 % (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des «entrants» avant 1987-1988.
(3) Total prévu, compte tenu des élèves qui accéderont au niveau du bac lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1968.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Evolution 1980-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE) — *Unité :* Diplôme

Diplômes	1980	1985	1990	1991	1992	1993
Diplômes du 2e cycle court (1) :						
Certificats d'aptitude professionnelle	235.046	268.064	274.243	254.809	243.281	236.988
Brevets d'études professionnelles	78.905	109.162	156.543	162.530	165.039	173.384
Diplômes du 2e cycle long :						
Brevets de technicien	4.521	6.998	8.348	7.901	7.976	7.857
Baccalauréat :						
Série A	40.391	46.704	63.727	70.174	71.533	72.272
Série B	31.521	40.381	60.092	65.408	66.716	67.108
Série C	32.658	33.516	56.812	61.278	62.971	65.358
Série D et D'	48.545	44.536	58.672	61.635	62.657	63.257
Série E	5.823	5.427	7.910	8.616	8.489	9.468
Baccalauréat expérimental (2)	831	///	///	///	///	///
Baccalauréat de technicien :						
Secteur industriel (F) et autres (3)	26.612	33.179	41.948	44.045	43.496	45.942
Secteur économique (G)	35.605	48.025	70.249	70.368	74.793	70.939
Secteur informatique (H)	443	1.282	424	337	212	142
Baccalauréat professionnel	///	///	24.116	34.385	44.933	51.118

(1) A ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.
(2) Baccalauréat supprimé en 1985.
(3) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Evolution 1986-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Séries (1)	P : présentés A : admis	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Baccalauréat général :									
	P	67.544	69.003	73.600	77.373	84.991	93.831	99.366	92.356
A	A	48.420	48.627	55.441	58.057	63.727	70.174	71.533	72.272
	%	71,7	70,5	75,3	75,0	75,0	74,8	72,0	73,5
	P	69.041	72.262	77.644	83.612	87.132	85.114	100.552	98.254
B	A	44.431	46.261	52.971	59.057	60.092	65.408	66.716	67.108
	%	64,4	64,0	68,2	70,6	69,0	76,8	66,3	68,3
	P	44.357	45.358	49.807	50.616	66.457	72.654	76.421	78.851
C	A	34.750	36.259	41.645	48.173	56.812	61.278	62.971	65.358
	%	78,3	79,9	83,6	85,1	85,5	84,3	82,4	82,9
	P	63.318	66.351	67.316	70.711	76.696	81.193	82.883	83.010
D	A	44.511	47.746	49.989	53.379	57.311	60.232	61.048	61.665
	%	70,3	72,0	74,3	75,5	74,7	74,2	73,7	74,3
	P	1.806	2.009	2.221	2.040	2.032	2.230	2.410	2.472
D'	A	1.126	1.224	1.454	1.390	1.361	1.403	1.609	1.592
	%	62,3	60,9	65,5	68,1	67,0	62,9	66,8	64,4
	P	7.821	7.783	8.329	9.134	10.176	11.310	12.019	13.027
E	A	5.680	5.465	6.116	6.845	7.910	8.616	8.489	9.468
	%	72,6	70,2	73,4	74,9	77,7	76,2	70,6	72,7
	P	**253.887**	**262.766**	**278.917**	**293.486**	**327.484**	**356.332**	**373.651**	**373.970**
Total	A	**178.918**	**185.582**	**207.616**	**226.901**	**247.213**	**267.111**	**272.366**	**277.463**
	%	**70,5**	**70,6**	**74,4**	**75,8**	**75,5**	**75,0**	**72,9**	**74,2**
Baccalauréat technologique :									
	P	36.960	38.945	39.556	42.163	44.041	45.898	48.163	51.082
F1 à F7, F9, F10	A	24.459	25.906	27.134	29.377	30.843	32.186	31.655	34.602
	%	66,2	66,5	68,6	69,7	70,0	70,1	65,7	67,7
	P	12.011	12.587	12.973	13.258	14.041	14.732	15.110	15.677
F8	A	8.604	8.783	9.791	9.826	10.140	10.872	10.691	10.165
	%	71,6	69,8	75,5	74,1	72,2	73,8	70,8	64,8
	P	80.046	86.314	91.185	98.088	103.704	106.928	109.328	106.270
G1, G2, G3	A	50.920	55.154	59.937	65.897	70.249	70.368	74.793	70.939
	%	63,6	63,9	65,7	67,2	67,7	65,8	68,4	66,8
	P	683	772	845	995	1.125	1.179	1.356	1.475
F11, F' 11, F12	A	587	684	719	820	965	987	1.150	1.175
	%	85,9	88,6	85,1	82,4	85,8	83,7	84,8	79,7
	P	2.094	1.875	1.262	961	694	547	323	197
H	A	1.501	1.235	910	634	424	337	212	142
	%	71,7	65,9	72,1	66,0	61,1	61,6	65,6	72,1
	P	**131.794**	**140.493**	**145.821**	**155.465**	**163.565**	**169.284**	**174.280**	**174.701**
Total	A	**86.071**	**91.762**	**98.491**	**106.554**	**112.621**	**114.750**	**118.501**	**117.023**
	%	**65,3**	**65,3**	**67,5**	**68,5**	**68,9**	**67,8**	**68,0**	**67,0**
Baccalauréat professionnel :									
	P	///	1.157	8.607	19.587	32.382	46.397	58.835	70.869
	A	///	880	6.529	14.315	24.116	34.385	44.933	51.118
	%	///	76,0	75,9	73,1	74,5	74,1	76,4	72,1

(1) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D' : sciences agronomiques et techniques; E : sciences et techniques; F : technologique et industriel, sciences médico-sociales; G : économie; F11, F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Evolution 1980-1992

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Préparation	1980-1981	1985-1986	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	*dont :* Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	222.838	208.739	221.073	212.396	194.331	176.215	161.703	49.208
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	///	1.952	3.859	6.712	10.230	14.614	4.660
Brevet professionnel (BP)	///	///	3.636	6.651	8.802	11.133	12.673	5.510
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	///	1.873	2.890	4.223	5.794	6.843	1.736
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	222	684	1.299	2.689	3.243	1.164
Enseignement supérieur	///	///	///	///	///	312	1.517	443
Total apprentis	**222.838**	**208.739**	**228.756**	**226.480**	**215.367**	**206.373**	**200.593**	**62.721**
Classe préparatoire à l'apprentissage	18.744	13.390	10.417	7.923	6.367	5.682	6.470	1.000
Total	**241.582**	**222.129**	**239.173**	**234.403**	**221.734**	**212.055**	**207.063**	**63.721**

TABLEAU F.01-15

Etablissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Unités : Etablissement
Elève

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs				
	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
ENSEIGNEMENT PUBLIC :										
Lycées agricoles	101	103	111	117	117	34.988	35.624	38.715	41.790	43.604
Lycées d'enseignement professionnel agricole	126	125	118	107	107	19.846	19.103	17.742	16.859	18.207
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes	34	29	23	12	7	1.981	1.699	1.289	755	451
Etablissements d'enseignement supérieur (1)	4	4	2	2	2	224	194	119	112	76
Total	**265**	**261**	**254**	**238**	**233**	**57.039**	**56.620**	**57.865**	**59.516**	**62.338**
ENSEIGNEMENT PRIVE :										
Technique	770	752	718	689	665	78.209	75.790	74.672	75.974	80.706
Total	**1.044**	**1.037**	**972**	**927**	**898**	**135.248**	**132.410**	**132.537**	**135.490**	**143.044**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.

TABLEAU F.01-16

Ecoles dépendant du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

Source : Service des statistiques des études et des systèmes d'information (SESI).

Formation	Année scolaire 1991-1992			Année scolaire 1992-1993			Année scolaire 1993-1994		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1991	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1992	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1993
Ecoles de santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	e 530	e 14.400	e 14.000	530	14.853	14200	524	15.398	14.773
Auxiliaires de puériculture	67	2.480	2.266	78	2.742	2.339	83	2.841	2.533
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Laborantins d'analyse médicale	12	622	331	11	628	288	11	643	257
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	731	203	8	722	225	8	772	214
Infirmiers diplômés d'Etat	311	39.636	10.551	354	45.411	11.553	353	49.612	12.074
Infirmiers de secteur psychiatrique	78	3.887	814	73	2.754	815	66	1.435	1.106
Manipulateurs d'électroradiologie médicale (1)	18	1.071	475	18	1.563	2	18	1.540	486
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5.088	1.578	36	5.131	1.528	35	5.112	1.560
Pédicures-podologues (2)	10	922	377	10	751	441	10	1.066	23
Psychomotriciens	6	852	222	6	861	244	6	862	299
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	31	2.433	560	32	2.503	601	32	2.516	558
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	25	976	384	25	1.089	453	25	1.005	557
Infirmièrs de bloc opératoire	19	332	295	21	417	326	21	416	371
Puéricultrices	32	738	783	34	804	683	34	811	741
Cadres infirmiers diplômés d'Etat	29	910	779	28	878	876	29	989	825
Autres cadres (3)	32	419	318	30	408	311	35	422	394
Total écoles de la santé	**e 1.243**	**e 75.497**	**e 33.936**	**(4) 1.294**	**81.515**	**34.885**	**(4) 1.290**	**85.440**	**36.771**
Ecoles sociales :									
NIVEAU VI									
Aides à domicile (CAFAD)	**60**	**1.944**	**2.316**	**89**	**3.368**	**2.572**	**81**	**2.904**	**2.252**
Travailleuses familiales	**8**	**388**	**232**	**7**	**315**	**213**	**7**	**447**	**221**
NIVEAU V									
Aides médico-psychologiques	44	2.992	1.106	50	3.803	1.407	53	4.392	1.828
NIVEAU IV									
Moniteurs-éducateurs	42	2.928	1.241	47	3.211	1.208	50	3.368	1.381
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Educateurs de jeunes enfants	24	1.880	846	25	2.090	861	24	2.129	936
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	5.011	1.451	50	5.272	1.413	53	5.597	1.454
Educateurs spécialisés	49	6.965	2.210	52	7.007	2.298	53	7.212	2.172
Educateurs techniques spécialisés	28	661	220	31	735	170	31	790	231
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	38	648	404	39	724	479	40	785	535
Total écoles sociales	**344**	**23.417**	**10.026**	**390**	**26.525**	**10.621**	**392**	**27.624**	**11.010**

(1) Formation en 3 ans à partir de la rentrée 1990.
(2) Formation en 3 ans à partir de la rentrée 1991.
(3) Cette catégorie comprend principalement les cadres infirmiers psychatriques et masseurs kinésithérapeutes.
(4) La réforme des études d'infirmiers entraîne un gonflement artificiel et transitoire d'environ 50 écoles : les instituts de formation en soins infirmiers qui ont encore des élèves de secteur psychiatrique mais forment aussi des étudiants infirmiers diplomés d'Etat sont recensés deux fois.

TABLEAU F.01-17

Formation professionnelle continue : bilan des formations (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Sources de financement	Unités	1988	1989	1990	*r* 1991	*p* 1992
Stagiaires en formation (2)						
Entreprises	Millier	3.077	3.270	3.387	3.563	3.692
Prise en charge directe	»	2.379	2.472	2.559	2.637	2.719
Fonds d'assurance-formation	»	497	565	596	694	779
Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	»	21	22	26	28	32
Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	»	180	211	206	204	162
Etat (hors agents de l'Etat)	»	1.191	1.228	1.521	1.400	1.523
Régions	»	418	432	426	466	439
Total	»	**4.686**	**4.930**	**5.334**	**5.429**	**5.654**
Heures stagiaires						
Entreprises	Million	201	252	272	301	299
Prise en charge directe	»	109	116	118	121	126
Fonds d'assurance-formation	»	29	30	32	35	39
Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	»	16	18	22	27	29
Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	»	47	89	100	118	105
Etat.(hors agents de l'Etat)	»	324	346	386	412	409
Régions	»	108	113	124	136	126
Total (3)	»	**614**	**711**	**782**	**849**	**834**
Dépenses						
Etat (4)	Milliard	16,6	20,8	23,5	22,5	24,2
Régions (5)	»	3,4	3,2	3,4	3,3	3,9
Entreprises (6)	»	30,7	35,3	39,1	41,2	43,9
UNEDIC	»	—	2,5	3,3	5,0	6,0
Total	»	**50,7**	**61,8**	**69,3**	**72,0**	**78,0**

(1) L'apprentissage n'est pas compris dans ces données, de même que les stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) et les travaux d'utilité collective (T.U.C.), CRE, CES.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année civile.
(3) L'Etat, les régions et les entreprises assurent conjointement le financement de la formation d'un certain nombre de stagiaires, ce qui explique que les chiffres d'ensemble ne constituent pas toujours l'addition des lignes précédentes.
(4) Hors dotation de décentralisation (chapitre 43-06) dont le montant est transféré aux régions (1,6 milliard F en 1983 et 2,2 milliards en 1988). Les montants affichés pour l'Etat correspondent pour l'essentiel aux dépenses constatées dans l'année civile. Les fonds de concours reçus (F.S.E., F.E.O.G.A.) n'ont pas été déduits du montant des dépenses.
(5) Hors dépenses pour l'apprentissage
(6) Y compris le versement des entreprises à l'Etat, au titre de la participation au financement des actions de formation des jeunes sans emploi (0,3 %). Nette de ce versement à l'Etat, la dépense des entreprises s'élève à 12,2 milliards en 1981, 14,4 milliards en 1982, 16,9 milliards en 1983 et 18,0 milliards en 1984. Après cette date l'essentiel du « 0,2 % » puis « 0,3 % » est dépensé directement ou indirectement par les entreprises en raison de la défiscalisation. Même remarque qu'en (3).

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Etat, régions et entreprises (1)

Unités : Millier de stagiaires
%

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Catégorie professionnelle	1988	1989	1990	*r* 1991	*p* 1992
Ingénieurs et cadres (2)	660	677	708	831	904
	16	15	15	16	17
Techniciens (2)	1.112	1.127	1.224	1.402	1.436
	26	25	26	27	27
Ouvriers et employés (2)	2.487	2.706	2.779	2.961	2.978
	58	58	59	57	56
Total	**4.259**	**4.510**	**4.711**	**5.194**	**5.318**
	100	**100**	**100**	**100**	**100**
Homme	2.662	2.965	2.826	3.116	3.190
	63	63	60	60	60
Femme	1.597	1.745	1.885	2.078	2.128
	37	37	40	40	40

(1) Non compris les mesures spécifiques en faveur des jeunes.
(2) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans

Source : Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1988	1989	1990	*r* 1991	*p* 1992
Stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) :					
Jeunes entrés au cours de l'année (millier)	289	91	60	40	///
Coût pour l'Etat (milliard)	3,9	1,5	0,4	0,3	///
Travaux d'utilité collective (TUC) (1) :					
Inscriptions individuelles (millier)	329	262	50	///	///
Coût pour l'Etat (milliard)	2,2	2,8	1,7	///	///
Contrat emploi solidarité (CES) et Contrat retour à emploi (CRE) :					
Inscription individuelles (millier)	///	///	249	610	707
Coût pour l'Etat (milliard)	///	///	2,7	9,6	12,0

(1) Dispositif n'existant plus en 1991.

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Evolution 1980-1992

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
Universités	*r* **852.837**	**960.084**	**1.027.588**	**1.104.889**	**1.171.852**	**1.225.634**	**1.296.459**
Disciplines générales et de santé	*r* 799.170	898.179	960.487	1.034.995	1.097.559	1.146.891	1.211.618
dont : Ecoles d'ingénieurs dépendantes des universités	8.330	12.424	15.148	16.358	17.325	18.909	21.617
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53.667	61.905	67.101	69.894	74.293	78.743	84.841
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	///	///	54.608	64.931
Section de techniciens supérieurs (1)	**67.315**	**117.766**	**162.057**	**178.523**	**199.084**	**219.605**	**232.165**
Enseignement public MEN	40.067	61.732	85.010	94.808	107.437	121.198	131.714
Enseignement public autres ministères	3.037	5.279	6.612	8.350	9.283	10.401	11.741
Enseignement privé	24.211	50.755	70.435	75.365	82.364	88.006	88.710
Classes préparatoire aux grandes écoles	**40.123**	**47.334**	**57.881**	**62.811**	**67.465**	**71.961**	**72.445**
Enseignement public MEN	33.650	38.228	47.410	51.243	54.925	58.111	58.329
Enseignement public autres ministères	1.779	1.676	1.524	1.505	1.419	1.533	1.736
Enseignement privé	4.694	7.430	8.947	10.063	11.121	12.317	12.380
Préparations intégrées	2.788	2.790	3.887	3.867	3.965	3.645	3.128
Ecoles d'ingénieurs indépendantes des universités	**28.622**	**32.941**	**37.144**	**39.024**	**40.328**	**42.889**	**45.905**
Enseignement public MEN	12.005	13.425	14.360	15.040	15.461	16.340	17.027
Enseignement public autres ministères	8.127	9.191	10.224	10.599	10.865	11.436	12.243
Enseignement privé	8.490	10.325	12.560	13.385	14.002	15.113	16.635
Ecoles de commerce, gestion et comptabilité	15.824	26.628	30.988	35.215	46.006	53.952	59.721
Etablissements privés d'enseignement universitaire	16.256	18.435	18.361	19.162	19.971	21.355	20.279
Ecoles normales d'instituteurs	11.354	17.452	12.986	15.007	e 16.098	///	///
Ecoles normales supérieures	2.840	2.705	2.566	2.596	2.675	2.727	2.742
Ecoles juridiques et administratives	6.653	6.805	6.562	6.718	7.328	8.017	8.530
Ecoles supérieures artistiques et culturelles	e 33.000	e 35.500	33.986	35.775	41.948	45.600	48.781
Ecoles paramédicales et sociales	91.741	78.160	71.682	70.144	70.385	73.121	78.305
Autres écoles	5.588	11.297	11.389	11.558	11.611	17.193	18.603
Total enseignement supérieur	**e 1.174.941**	**e 1.357.897**	**1.477.077**	**1.585.289**	**e 1.698.716**	**1.840.307**	**1.951.994**

(1) Y compris formations complémentaires post-BTS (effectifs : 4.845 en 1992-1993).

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1992-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			**Total**
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit	40.944	62.458	**103.402**	21.654	31.716	**53.370**	10.306	10.048	**20.354**	**177.126**
Sciences économiques, administration économique et sociale	38.375	41.643	**80.018**	22.962	24.623	**47.585**	10.216	6.867	**17.083**	**144.686**
Lettres, sciences humaines	64.491	173.692	**238.183**	44.686	120.340	**165.026**	18.523	23.388	**41.911**	**445.120**
Sciences, mathématiques appliquées aux sciences sociales	83.585	50.343	**133.928**	67.389	36.338	**103.727**	31.703	15.161	**46.864**	**284.519**
Médecine	11.643	18.860	**30.503**	14.175	14.464	**28.639**	30.719	21.445	**52.164**	**111.306**
Pharmacie	3.530	7.801	**11.331**	4.107	7.987	**12.094**	2.128	2.801	**4.929**	**28.354**
Odontologie	539	478	**1.017**	2.337	1.854	**4.191**	1.934	1.141	**3.075**	**8.283**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	3.807	2.625	**6.432**	3.039	2.134	**5.173**	390	229	**619**	**12.224**
Instituts universitaires de technologie	52.752	32.089	**84.841**	—	—	—	—	—	—	**84.841**
Total	**299.666**	**389.989**	**689.655**	**180.349**	**239.456**	**419.805**	**105.919**	**81.080**	**186.999**	**1.296.459**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, selon le sexe

Année 1993-1994

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
CLasses préparatoires aux grandes écoles :	**36.938**	**22.594**	**59.532**	**8.612**	**4.429**	**13.041**	**45.550**	**27.023**	**72.573**
Education nationale	**35.504**	**22.380**	**57.884**	**8.126**	**4.268**	**12.394**	**43.630**	**26.648**	**70.278**
Première année	14.515	8.393	22.908	2.468	752	3.220	16.983	9.145	**26.128**
Deuxième année	15.998	6.980	22.978	2.397	627	3.024	18.395	7.607	**26.002**
En un an	3.605	5.201	8.806	2.020	1.675	3.695	5.625	6.876	**12.501**
Marine marchande	—	—	—	33	3	36	33	3	**36**
DECF	1.386	1.806	3.192	1.208	1.211	2.419	2.594	3.017	**5.611**
Autres ministères	**1.434**	**214**	**1.648**	**486**	**161**	**647**	**1.920**	**375**	**2.295**
Première année	619	71	690	179	52	231	798	123	**921**
Deuxième année	675	56	731	215	39	254	890	95	**985**
En un an	10	5	15	—	—	—	10	5	**15**
Prépa. BTS (1)	314	158	472	—	—	—	314	158	472
Sections de techniciens supérieurs :	**80.348**	**69.908**	**150.256**	**29.094**	**41.993**	**71.087**	**109.442**	**111.901**	**221.343**
Education nationale	**71.614**	**66.077**	**137.691**	**27.231**	**40.563**	**67.794**	**98.845**	**106.640**	**205.485**
Classe de mise à niveau (2)	980	1.473	2.453	935	953	1.888	1.915	2.426	**4.341**
Première année	36.473	32.536	69.009	12.842	18.816	31.658	49.315	51.352	**100.667**
Deuxième année	34.075	31.542	65.617	13.443	20.515	33.958	47.518	52.057	**99.575**
Troisième année	86	526	612	11	279	290	97	805	**902**
Autres ministères (3)	**8.734**	**3.831**	**12.565**	**1.863**	**1.430**	**3.293**	**10.597**	**5.261**	**15.858**
Classe de mise à niveau	—	—	—	67	39	106	67	39	**106**
Première année	4.649	2.100	6.749	1.064	720	1.784	5.713	2.820	**8.533**
Deuxième année	3.953	1.681	5.634	730	620	1.350	4.683	2.301	**6.984**
Troisième année (3)	132	50	182	2	51	53	134	101	**235**
Formations complémentaires (post-BTS)	**973**	**393**	**1.366**	**1.692**	**1.783**	**3.475**	**2.665**	**2.176**	**4.841**
Total général	**118.259**	**92.895**	**211.154**	**39.398**	**48.205**	**87.603**	**157.657**	**141.100**	**298.757**

(1) Y compris quelques élèves accédant directement en 2e année.
(2) Y compris les classes préparant aux études comptables et financières débouchant sur un diplôme de préparation aux études comptables et financières (DPECF).
(3) Public : ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Pour ce dernier les 1er et 2e années correspondent aux 1er et 2e années du BTSA en 2 ans ; dans la rubrique «3e année», figurent en fait les effectifs du BTSA en 1an.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1992-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	Garçons	Filles	**Total**
Ecoles d'ingénieurs	52.642	14.430	**67.072**
dont : Ecoles dépendantes des universités (1)	15.984	5.183	**21.167**
Ecoles normales supérieures	1.741	1.001	**2.742**
Instituts universitaires de formation des maîtres	16.752	48.179	**64.931**
Ecoles de commerce, gestion et comptabilité	31.830	27.891	**59.721**
Ecoles juridiques et administratives	3.871	4.659	**8.530**
Ecoles supérieures artistiques et culturelles	22.850	25.931	**48.781**
Ecoles paramédicales et sociales	12.547	65.758	**78.305**
Etablissements privés d'enseignement universitaire	6.733	13.546	**20.279**
Autres écoles	11.684	6.919	**18.603**
Préparations intégrées	1.650	1.478	**3.128**
Total	**178.284**	**214.975**	**393.259**

(1) Compris dans les effectifs universitaires en «sciences».

TABLEAU F.01-24

Répartition d'étudiants français dans les universités par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1992-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Sciences économiques	Lettres	Sciences STAPS (2)	Médecine	Pharmacie	Odontologie	IUT	Université Toutes disciplines	Enseignement non universitaire (1)
Agriculteurs exploitants	2,8	3,7	3,3	3,7	2,9	4,3	2,0	4,7	3,5	4,2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,7	10,5	9,2	8,1	8,6	9,1	9,9	10,4	9,4	14,3
Professions libérales et cadres supérieurs	38,8	34,5	30,2	37,9	50,3	50,7	56,8	26,8	35,3	44,5
Professions intermédiaires	18,0	19,6	23,2	23,2	18,7	19,3	17,3	23,8	21,7	16,3
Employés	12,5	12,2	12,5	11,1	7,5	6,9	6,1	12,2	11,6	10,1
Ouvriers	10,9	13,4	14,9	11,7	7,3	6,7	4,6	17,2	12,8	5,2
Retraités, inactifs	6,3	6,2	6,8	4,3	4,7	3,0	3,3	4,9	5,7	5,4
Total	**100,0**	**100,1**	**100,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif des étudiants français	161.705	129.506	395.425	266.717	90.241	25.487	7.015	81.706	1.157.982	348.000

(1) Hors CPGE (classe préparatoires aux grandes écoles) et STS (section de techniciens supérieurs).
(2) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

TABLEAU F.01-25

Répartition d'étudiants français dans les écoles d'enseignement supérieur non universitaire, du public et du privé, selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1992-1993

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE) — *Unités :* %

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		Tous cycles	
	Homme	femme	Homme	femme	Homme	femme	**Homme**	**femme**
Agriculteurs exploitants	2,6	4,0	2,8	4,2	2,9	3,8	**2,7**	**4,1**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	9,5	9,8	8,8	9,1	8,7	8,9	**9,2**	**9,5**
Professions libérales et cadres supérieurs	34,8	30,8	39,3	36,3	46,1	46,6	**37,5**	**33,7**
Professions intermédiaires	22,0	21,7	22,2	22,2	18,9	19,3	**21,7**	**21,7**
Employés	12,7	12,9	10,5	10,4	8,2	7,3	**11,5**	**11,7**
Ouvriers	13,3	15,1	10,9	12,2	7,4	7,3	**121,9**	**13,5**
Retraités	2,8	3,0	3,2	3,2	5,2	4,6	**3,2**	**3,2**
Inactifs	2,3	2,7	2,3	2,4	2,6	2,2	**2,3**	**2,6**
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif des élèves français	276.955	365.786	157.460	221.357	70.701	65.723	**505.116**	**652.866**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Capacité en droit	1.217	1.133	1.146	1.174	1.073	1.100
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	24.690	25.209	26.353	27.815	28.977	31.204
Brevet de technicien supérieur (BTS)	36.451	39.936	44.796	52.667	57.171	62.171
Diplôme d'ingénieur	13.848	14.276	14.899	16.080	16.589	17.847
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	4.582	4.900	5.183	5.617	*r* 6.352	6.559
DIPLOMES D'ETUDES UNIVERSITAIRES GENERALES (1) :						
Droit	10.056	10.672	11.614	12.184	13.941	15.068
Sciences économiques	6.121	6.871	6.960	7.561	8.443	9.241
Administration économique et sociale	4.552	5.171	5.556	6.080	6.490	6.468
Lettres	30.943	32.271	35.590	38.732	41.521	42.428
Sciences	14.927	15.382	17.075	19.645	22.616	27.338
Mathématiques appliquées et sciences sociales	813	786	878	1.013	1.067	1.121
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1.718	1.842	1.749	1.948	1.849	2.050
LICENCE (2) :						
Droit	9.668	9.957	10.145	11.284	12.204	14.080
Sciences économiques	4.252	4.553	4.897	5.248	5.624	6.540
Administration économique et sociale	2.910	3.609	4.316	4.502	5.383	5.992
Lettres	23.864	25.362	28.545	31.445	35.948	41.058
Sciences	12.056	12.918	14.245	16.423	18.591	21.259
Mathématiques appliquées et sciences sociales	165	179	232	271	335	285
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1.412	1.507	1.560	1.567	1.759	1.813
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (2) :						
Droit	8.141	8.760	9.297	9.642	10.711	11.433
Sciences économiques	5.428	5.822	6.283	6.991	7.269	7.932
Administration économique et sociale	2.049	2.354	2.922	3.397	3.622	4.039
Lettres	13.025	13.370	15.066	16.279	18.091	19.796
Sciences	11.971	12.270	13.267	14.131	15.663	17.638
Mathématiques appliquées et sciences sociales	91	116	140	189	213	233
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	279	291	367	369	382	516
DIPLÔME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES (3) :						
Droit	2.148	2.325	2.581	2.794	3.077	3.587
Sciences économiques	4.154	4.118	4.693	4.765	5.508	6.288
Lettres	2.034	2.155	2.252	2.562	2.875	3.623
Sciences	1.698	1.895	2.150	2.495	2.852	3.524
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	7	4	4	—	4	29
DIPLÔME D'ETUDES APPROFONDIES (3) :						
Droit	2.287	2.349	2.635	3.040	3.220	3.636
Sciences économiques	1.062	1.143	1.280	1.557	1.603	1.898
Lettres	4.591	4.977	5.474	5.843	6.541	7.326
Sciences	7.758	8.331	8.419	9.466	9.754	10.745
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	58	82	111	111	102	96
DOCTORAT ET DIPLOME DE DOCTEUR INGENIEUR :						
Droit	478	408	401	521	421	434
Sciences économiques	430	425	275	411	300	313
Lettres	2.262	1.871	1.540	1.513	1.755	1.816
Sciences	4.507	4.192	4.605	4.705	4.837	5.224
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	6	12	10	11	14	17
DIPLÔMES DE SANTE :						
Diplôme d'état de docteur en médecine	7.313	7.042	6.200	5.339	5.384	5.403
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	3.064	2.665	2.097	2.272	2.199	2.337
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1.507	1.510	1.173	1.186	1.081	993

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Diplômes de second cycle.
(3) Diplômes de troisième cycle.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves (1)

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1988		1989		1990		*r* 1991		1992	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI + V bis	**102.600**	**12,9**	**96.000**	**12,3**	**92.400**	**11,7**	**88.350**	**11,0**	**79.100**	**9,4**
Niveau : VI	34.200	4,3	32.500	4,2	27.000	3,4	25.800	3,2	20.000	2,3
Niveau : V bis	68.400	8,6	63.500	8,1	65.400	8,3	62.550	7,8	59.100	7,1
Niveau V	311.500	39,2	294.500	37,6	274.000	34,7	253.700	31,5	241.500	29,2
Niveau IV	**164.400**	**20,7**	**165.700**	**21,2**	**176.000**	**22,3**	**210.150**	**26,1**	**236.100**	**28,6**
Niveau : IV secondaire	64.000	8,1	65.500	8,4	69.200	8,8	89.250	11,1	111.700	13,5
Niveau : IV supérieur	100.400	12,6	100.200	12,8	106.800	13,5	120.900	15,0	124.400	15,1
Niveau III (2)	98.300	12,4	104.900	13,4	116.300	14,7	122.600	15,2	109.800	13,3
Niveaux II et I (2)	118.100	14,9	121.700	15,5	131.000	16,6	131.200	16,3	160.900	19,5
Total secondaire	**478.100**	**60,1**	**456.000**	**58,3**	**435.600**	**55,2**	**431.300**	**53,5**	**430.500**	**52,1**
Total supérieur (2)	**316.800**	**39,9**	**326.800**	**41,7**	**354.100**	**44,8**	**374.700**	**46,5**	**395.100**	**47,9**
Total niveaux	**794.900**	**100,0**	**782.800**	**100,0**	**789.700**	**100,0**	**806.000**	**100,0**	**827.400**	**100,0**

(1) Les résultats de ce tableau comprennent l'enseignement spécial (Section d'Education Spécialisée et Ecoles Régionales d'Enseignement Adapté) et l'apprentissage agricole et éducation nationale.
(2) La méthode de calcul des flux de sortie de l'enseignement supérieur s'est améliorée en 1990. Les résultats présentés ici depuis 1987 ont été recalculés avec la nouvelle méthode. Les sortants de «capacité en droit» sont pris en compte.

TABLEAU F.01-28

Enseignants à temps complet ou à temps partiel : enseignement public

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

Type d'enseignement	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993
1er degré :					
Enseignement préélémentaire	73.795	74.503	276.780	277.826	279.078
Enseignement élémentaire	198.922	198.997			
Enseignement spécial	22.860	22.786	23.032	22.583	22.266
Sous-total	**295.577**	**296.286**	**299.812**	**300.409**	**301.344**
Autres affectations	1.905	1.973	887	1.766	1.431
Total	**297.482**	**298.259**	**300.699**	**302.175**	**302.775**
2e degré :					
Lycées	101.129	108.112	114.363	119.387	122.570
Collèges	174.945	172.520	173.064	174.053	176.155
LEP	57.666	58.348	58.462	58.398	56.581
Total (1)	**333.740**	**338.980**	**345.889**	**351.838**	**355.306**
Formation d'enseignants (2)	29.282	34.684	40.236	36.425	30.745
Supérieur :					
Universités et autres établissements (3)	41.804	40.697	42.339	44.218	46.196
Instituts universitaires de technologie	5.766	5.641	5.909	6.113	6.467
Total	**45.570**	**46.338**	**48.248**	**50.331**	**52.663**
Total enseignants	**706.074**	**718.261**	**735.072**	**740.769**	**741.489**

(1) Y compris non titulaires, enseignants remplaçants non compris.
(2) Etablissements de formation : enseignants et élèves-enseignants.
(3) Ecole normale supérieure d'arts et métiers (CNAM), grands établissements.

TABLEAU F.01-29

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE)

	1975	1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	474,5	504,8	530,2
dont : Dépense intérieure :						
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	453,2	483,6	507,7
En milliards de francs, aux prix de 1993	311,5	358,0	458,9	474,2	494,8	507,7
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	6,7	6,9	7,2
Dépense intérieure par habitant :						
En francs courants	1.800	3.400	7.500	8.000	8.500	8.800
En francs, aux prix de 1993	5.900	6.600	8.100	8.300	8.600	8.800
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :						
En francs courants	6.200	11.600	26.400	27.900	29.400	30.600
En francs, aux prix de 1993	20.300	22.900	28.500	29.200	30.100	30.600
Structure du financement initial (%) :						
Etat	70,0	69,1	62,2	61,7	62,5	63,1
Collectivités territoriales	14,1	14,3	20,1	21	20,6	20,4
Autres administrations publiques	0,3	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7
Entreprises	4,9	5,5	5,4	5,3	5,1	4,9
Ménages	10,7	10,7	11,6	11,3	11,1	10,9

(1) Hors dépense pour l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-30

Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1993

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Education nationale (DEP-SDESE) — *Unité :* Million de francs

	Financeur final (2)							
			Etat					**Total**
	Education nationale	Autres ministères	**Total**	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	69.443	—	**69.443**	38.252	—	6	1.151	**108.852**
2e degré	135.145	5.354	**140.499**	29.138	251	1.956	2.794	**174.638**
Enseignement supérieur	46.000	6.278	**52.278**	4.093	1.733	2.761	4.011	**64.876**
Enseignement artistique	—	1.040	**1.040**	5.089	—	10	67	**6.206**
Apprentissage	11	24	**35**	2.082	83	1.773	92	**4.065**
Non ventilé	—	—	**—**	—	—	178	3.372	**3.550**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	2.442	23.459	**25.901**	3.491	1.586	17.895	8.824	**57.697**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**253.041**	**36.155**	**289.196**	**82.145**	**3.653**	**24.579**	**20.311**	**419.884**
ACTIVITES ANNEXES								
Administration générale	7.475	557	**8.032**	218	56	—	—	**8.306**
Cantine, internat	11.005	535	**11.540**	8.935	22	94	18.375	**38.966**
Autres	3.682	643	**4.325**	1.351	75	90	106	**5.947**
ACHATS DE BIENS ET SERVICE								
Transport scolaire	433	—	**433**	9.243	—	—	230	**9.906**
Fournitures et livres scolaires	370	—	**370**	1.500	—	—	12.051	**13.921**
Habillement, loisirs scolaires	—	—	**—**	—	—	—	4.432	**4.432**
REMUNERATION DU PERSONNEL D'EDUCATION D'EDUCATION EN FORMATION	6.376	—	**6.376**	—	—	—	—	**6.376**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**282.382**	**37.890**	**320.272**	**103.392**	**3.806**	**24.763**	**55.505**	**507.738**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Evaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur; exemple : une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'Etat : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur; les dépenses de l'Etat ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur Etat ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'Etat.
(3) Enseignement à plein temps sur un cyle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Chapitre F.02

Recherche et développement technologique

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de la recherche et du développement expérimental.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement des entreprises et son financement.
7. Dépense intérieure de recherche-développement par branche d'activité.
8. Effectifs de la recherche-développement par branche d'activité.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (direction générale de la Recherche et de la Technologie, Mission synthèse et planification).

1. PRÉSENTATION

Les structures de la recherche et du développement expérimental (R-D) sont caractérisées, en France, par l'importance du secteur public, en exécution de la R-D (38 %) comme en financement (54 %), et, dans le secteur des entreprises, par l'importance des activités de haute technologie supportées par des commandes de l'État, principalement de la Défense (aéronautique, espace, électronique...).

La recherche publique

Les universités (22 % de la recherche publique) et les établissements publics scientifiques et technologiques (25 %), comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou comme l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), assurent l'essentiel de la recherche fondamentale. Par ailleurs, des établissements publics industriels et commerciaux, comme le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ou comme l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ainsi que des services administratifs, comme certains du ministère de la Défense, réalisent des travaux de recherche appliquée et de développement expérimental de type industriel ou agronome (atome, espace, armement, cultures marines...).

Les financements publics vers les entreprises, un cinquième des dépenses intérieures de R-D de celles-ci, ne comprennent pas l'évaluation du coût pour l'État de la mesure fiscale du crédit d'impôt recherche (CIR) instaurée depuis dix ans.

Le secteur des entreprises

Depuis une dizaine d'années, le nombre d'entreprises qui exécutent des travaux de R-D de façon permanente et organisée — au sens de conventions internationales, c'est-à-dire qui emploient au moins un chercheur à temps plein — a été multiplié par près de 2,5. Ce mouvement s'est accéléré à partir de 1983 avec la mise en place de mesures fiscales en faveur de la recherche dans les entreprises (CIR). Les 3.200 unités qui, aujourd'hui, répondent à ces conditions tiennent une place importante dans le tissu industriel : elles occupent plus de 40 % des effectifs et assurent plus de 50 % de la production nationale. La R-D dans les entreprises se caractérise par une forte concentration, repérable en termes de taille comme d'activité économique :

— plus de 180 unités (6 %), la plupart de grande taille (2.000 salariés ou plus), emploient 50 chercheurs ou plus. Elles effectuent les trois quarts de l'effort de R-D des entreprises et reçoivent plus de 90 % des financements publics à la recherche des entreprises. À l'opposé, plus de 2.400 unités (76 %) qui emploient chacune moins de 10 chercheurs interviennent pour moins de 9 % dans l'effort total et bénéficient de moins de 3 % des financements publics;

— en termes d'activité économique, six branches regroupent près des trois quarts des dépenses intérieures de R-D des entreprises : l'électronique, l'aéronautique, la construction automobile, la chimie, la pharmacie et l'énergie. Dans les activités traditionnelles où prédominent souvent les petites et moyennes entreprises, une part appréciable de la recherche est exécutée par les centres techniques professionnels.

Les entreprises françaises financent elles-mêmes plus des deux tiers de leurs recherches, soit sur ressources internes, soit par des contrats de recherche d'entreprise à entreprise.

Les financements publics correspondent au cinquième des dépenses exécutées par les entreprises; ce sont des subventions ou des avances remboursables et surtout des contrats de recherche des administrations et organismes publics de recherche, plus des deux tiers de ces contrats provenant du ministère de la Défense. Les financements publics se trouvent ainsi concentrés à 85 % sur deux branches, la construction aéronautique et la construction de matériel électronique.

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD) et la dépense intérieure de R-D (DIRD).

L'effort national de recherche et développement technologique

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées : État, universités, institutions sans but lucratif (ISBL);

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIR-D/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations-entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction générale

de la Recherche et de la Technologie (DGRT) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le compte satellite de la recherche

La Comptabilité nationale appréhende les activités de R-D de deux manières dans le système élargi des comptes :

— dans les flux de services du tableau « entrées-sorties », où sa description est soumise aux contraintes générales du cadre central, classements des agents économiques et classements des opérations effectuées; seule ici la recherche faisant l'objet d'échanges marchands dits services marchands de recherche est prise en compte dans cette approche;

— dans le compte satellite, qui présente l'ensemble des aspects spécifiques du domaine, y compris la recherche pour compte propre; il décrit l'exécution de la recherche et ses circuits de financement dans une approche compatible avec le cadre central de comptabilité nationale, et selon les principes de mesure proposés par l'OCDE dans le manuel de Frascati.

Articulé sur l'analyse des secteurs institutionnels de production et de financement il propose quatre descriptions croisant le financement de l'exécution de la R-D ainsi que les dépenses intérieures et les effectifs de R-D avec, respectivement, les secteurs institutionnels et les branches d'activité.

Il utilise les mêmes classements par secteur institutionnel que la Comptabilité nationale et reclasse ainsi parmi les sociétés et quasi-sociétés non financières quelques organismes publics qui tirent le principal de leurs ressources de contrats et prestations de services sur le marché et non de leur subvention budgétaire; c'est en particulier le cas du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Les modifications de statuts récemment survenues pour plusieurs organismes ou administrations qui correspondaient à ces critères vont simplifier ce type de reclassements.

Les secteurs institutionnels et les branches du compte satellite

La branche des services non marchands de recherche rassemble pour la comptabilité nationale les travaux de R-D des administrations publiques et privées, comme ceux du CNRS ou des instituts Pasteur, dont l'essentiel des moyens financiers utilisés pour la recherche proviennent de subventions budgétaires ou de ressources propres non marchandes.

La répartition de la R-D par branche est, dans le compte satellite, présentée de deux façons :

— par branche de recherche selon l'activité industrielle qui bénéficie directement de ces travaux, ainsi, par exemple, les recherches d'un laboratoire pharmaceutique constitué en entreprise sont ici classées à la pharmacie et non aux services marchands en entreprise;

— par branche d'activité de l'unité qui a exécuté les travaux, pour l'exemple cité précédemment ce sont ici les services marchands de recherche; ce dernier classement correspondant au classement usuel des unités par la comptabilité nationale.

L'effort de recherche-développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les pays de grande taille de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celle de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celle de la France (base 100).

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire, quelle que soit l'origine nationale des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financement national des recherches exécutées à l'étranger — financement par l'étranger des recherches exécutées en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications » (1).

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer des produits nouveaux, d'établir de nouveaux procédés ou améliorer ceux qui existent déjà).

---

1. Cf. « La mesure des activités scientifiques et techniques », *Manuel de Frascati,* 1993, OCDE.

La définition de la R-D adoptée au niveau international (1) exclut donc la phase d'industrialisation et les activités d'aval de l'innovation : toute incertitude sur les applications de la technologie aux produits ou aux procédés est alors levée.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), sous-direction des synthèses et de la prospective de la recherche civile;
— INSEE.

Publications :

« Le compte de la recherche », série *INSEE-Méthodes,* n° 1, 1989, ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE;

Recherche et développement dans les organismes publics, résultats 1991. MESR, janvier 1994.

La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati,* 1993, OCDE (à paraître en 1994).

1. Le *Manuel de Frascati* (cf. Les sources de documentation).

*
* *

TABLEAU F.02-1

Evolution de l'effort national de recherche et développement

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité :* %

	1987	1988	1989	1990	1991
Effort global (DIRD/PIB) base 1980 (% du PIB) (1)	2,27	2,28	2,33	2,42	2,42
Part de l'effort national financée par les administrations	56	54	53	53	54
Part de l'effort national exécutée par les entreprises	59	59	60	61	61

(1) Dépense intérieure de recherche et de développement.

TABLEAU F.02-2

Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de la recherche et du développement expérimental

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unités :* Million de francs
Variation : %

	r 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	1991
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**121.500**	**130.000**	**142.900**	**156.800**	**162.800**
Variation annuelle en volume (1)	4,4	4,0	6,7	6,5	0,9
Financement par les administrations (2)	68.100	70.700	75.900	83.300	87.800
Variation annuelle en volume (1)	2,5	1,0	4,2	6,6	2,2
Financement par les entreprises	53.400	59.300	67.000	73.400	75.000
Variation annuelle en volume (1)	7,0	7,9	9,7	6,4	— 0,8
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**121.400**	**130.600**	**143.600**	**157.100**	**163.100**
Variation annuelle en volume (1)	4,1	4,7	6,7	6,3	0,8
Exécution par les administrations (2)	49.900	52.900	56.900	62.100	62.800
Variation annuelle en volume (1)	3,6	3,2	4,4	6,0	— 1,8
Exécution par les entreprises	71.500	77.700	86.600	95.000	100.300
Variation annuelle en volume (1)	4,4	5,7	8,2	6,5	2,5

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB (en base 1980).
(2) Administrations publiques et privées (Etat, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental (1)

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité :* Equivalent temps plein

	1987	1988	*r* 1989	*r* 1990	1991
Effectif total de Recherche et Développement	**277.900**	**283.100**	**289.300**	**293.000**	**299.200**
Entreprises	143.300	145.400	149.800	153.200	156.300
%	51,6	51,4	51,8	52,3	52,2
Etat et institution sans but lucratif (ISB)	75.200	75.500	76.200	76.300	76.800
Enseignement (2)	59.400	62.200	63.300	63.500	66.100
Effectif des seuls chercheurs et ingénieurs de Recherche et Développement	**109.400**	**115.200**	**120.400**	**124.000**	**129.800**
Entreprises	49.200	51.900	54.400	57.100	59.600
%	45,0	45,0	45,0	46,0	45,9
Etat et institution sans but lucratif (ISB)	23.700	25.100	26.200	27.000	28.000
Enseignement (2)	36.500	38.200	39.800	39.900	42.200

(1) Les chiffres sont arrondis à la centaine la plus proche.
(2) Comprend, à partir de 1981, outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE et Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

	DIRD/PIB (1) en %			DIRD (1) (2) (France base 100)			DIRD/habitant (1) (2) (France base 100)		
	r 1981	1986	1991	*r* 1981	1986	1991	*r* 1981	1986	1991
Etats-Unis	2,43	2,87	2,75	664	730	617	156	167	139
Japon	2,13	2,56	2,87	204	236	269	94	108	124
Allemagne	2,43	2,73	2,66	145	142	142	128	129	(3) 102
France	**1,97**	**2,23**	**2,42**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni	2,37	2,29	2,08	105	96	75	101	93	74
Italie (4)	0,87	1,13	1,32	41	48	52	40	46	51

(1) Chiffres les plus récents harmonisés à l'échelon international.
(2) Conversion des monnaies établie à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(3) Pour 1991, le calcul tient compte de la réunification de l'Allemagne dont la population passe de 63,3 millions en 1990 à 79,8 millions en 1991.
(4) Nouvelle base 1980.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1991

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

	Entreprises et centres techniques professionnels *dont le nombre de chercheurs est :*					
	inférieur à 10	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et d'organismes	2.409	352	234	99	85	**3.179**
%	75,8	11,1	7,3	3,1	2,7	**100,0**
Chercheurs	7.016	4.133	6.819	6.061	35.565	**59.594**
%	11,8	6,9	11,4	10,2	59,7	**100,0**
Effectif de recherche et développement	18.794	10.570	18.331	14.732	93.873	**156.300**
%	12,0	6,8	11,7	9,4	60,1	**100,0**
Dépenses intérieures	8.827	5.459	10.322	8.484	67.179	**100.271**
%	8,8	5,4	10,3	8,5	67,0	**100,0**
Financement public (million de francs)	577	432	705	1.328	19.386	**22.428**
%	2,6	1,9	3,1	5,9	86,5	**100,0**

(1) Dans la configuration actuelle des entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat .
(2) Budget total = dépenses intérieures + dépenses extérieures.

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
DIRD de l'industrie : montant total	**71.476**	**77.680**	**86.623**	**94.998**	**100.271**
en % du PIB	1,34	1,36	1,41	1,46	1,49
Variation (en %) annuelle en volume (1)	4,4	*r* 5,7	*r* 8,3	*r* 6,5	2,0
Financement de la DIRD de l'industrie.					
Fonds propres : montant	49.306	54.334	60.467	65.631	67.338
en % du total	69	70	70	69	67
Variation (en %) annuelle en volume (1)	4,3	*r* 7,2	*r* 8,0	*r* 5,4	— 0,4
Fonds publics : montant	15.905	16.211	16.720	18.775	21.432
en % du total	22	21	19	20	21
Variation (en %) annuelle en volume (1)	1,6	— 1,0	—	*r* 9,2	10,9
Autres fonds (2) : montant	6.265	7.156	9.436	10.592	11.501
en % du total	9,0	9,0	11,0	11,0	12,0

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB (en base 1980).
(2) Principalement fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépense intérieure de recherche et développement par branche d'activité (1)

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (compte satellite de la recherche) — *Unité :* Million de francs

Branche	Numéro de secteur	1987		1988		1989		1990		1991	
		Total	dont en capital	**Total**	dont en capital	**Total**	dont en capital	**Total**	dont en capital	**Total**	dont en capital
Agriculture	U 01	**325**	40	**358**	42	**331**	29	**341**	32	**320**	36
Industries agricoles et alimentaires	U 02	**772**	97	**855**	130	**1.000**	156	**1.109**	174	**1.193**	165
Energie	U 03	**2.720**	305	**2.846**	313	**2.964**	262	**2.892**	239	**2.990**	273
Biens intermédiaires	U 04	**7.870**	973	**8.135**	1.071	**8.745**	1.552	**7.898**	1.239	**8.227**	971
Biens d'équipement	U 05	**43.476**	3.109	**47.040**	3.539	**52.469**	4.426	**57.972**	3.878	**61.216**	3.867
Biens de consommation courante	U 06	**5.968**	581	**6.342**	547	**7.133**	848	**7.896**	721	**8.593**	654
Bâtiment et génie civil	U 07	**790**	51	**782**	52	**958**	84	**995**	90	**1.152**	93
Commerces	U 08	**81**	12	**135**	11	**223**	15	**276**	27	**455**	115
Transports et Télécommunications	U 09	**1.947**	483	**1.798**	346	**2.064**	446	**2.184**	613	**2.127**	495
Services marchands	U 10	**10.039**	1.121	**11.668**	1.311	**13.285**	1.360	**16.107**	1.562	**16.505**	1.474
dont : recherche marchande	S 83	**8.321**	924	**9.112**	1.046	**10.179**	1.120	**12.662**	1.323	**12.826**	1.207
Services non marchands	U 14	**47.376**	5.808	**50.672**	5.435	**54.381**	8.689	**59.476**	9.589	**60.314**	5.880
Total		**121.364**	**12.580**	**130.631**	**12.797**	**143.553**	**17.867**	**157.146**	**18.164**	**163.092**	**14.023**

(1) Les branches U 11 : Location et crédit-bail immobiliers, U 12 : Assurances et U 13 : Organismes financiers n'effectuant pas de dépenses de recherche, sont exclues de ce tableau.

TABLEAU F.02-8

Effectifs de la recherche et développement par branche d'activité (1)

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (compte satellite de la recherche) — *Unité :* Equivalent temps plein

Branche	Numéro de secteur	1987		1988		1989		1990		1991	
		Total	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs	**Total**	dont chercheurs
Agriculture	U 01	**1.037**	218	**982**	193	**866**	163	**802**	183	**759**	159
Industries agricoles et alimentaires	U 02	**2.032**	632	**2.195**	685	**2.397**	757	**2.446**	792	**2.533**	832
Energie	U 03	**3.562**	1.505	**3.381**	1.413	**3.398**	1.383	**3.211**	1.289	**3.278**	1.401
Biens intermédiaires	U 04	**18.098**	4.389	**17.272**	4.217	**17.036**	4.315	**15.523**	4.087	**16.068**	4.381
Biens d'équipement	U 05	**85.412**	30.042	**85.278**	31.334	**86.839**	32.154	**88.539**	33.635	**89.343**	34.686
Biens de consommation courante	U 06	**11.531**	3.757	**12.239**	4.030	**12.631**	4.247	**13.311**	4.574	**14.270**	4.981
Bâtiments et génie civil	U 07	**1.810**	890	**1.759**	908	**1.981**	1.069	**2.000**	1.143	**2.137**	1.212
Commerces	U 08	**197**	59	**309**	125	**485**	208	**557**	219	**753**	.326
Transports et télécommunications	U 09	**4.299**	1.446	**4.783**	2.009	**5.392**	2.420	**4.703**	2.033	**4.800**	2.101
Services marchands	U 10	**21.193**	8.136	**23.349**	9.377	**25.515**	10.517	**28.294**	11.717	**28.378**	12.095
dont : recherche marchande	S 83	**17.275**	5.723	**17.677**	6.055	**18.888**	6.328	**21.231**	7.195	**21.153**	7.222
Services non marchands	U 14	**128.750**	58.285	**131.552**	60.872	**133.425**	63.426	**133.645**	64.290	**136.854**	67.593
Total		**277.921**	**109.359**	**283.099**	**115.163**	**289.965**	**120.659**	**293.031**	**123.962**	**299.173**	**129.767**

(1) Les branches U 11 : Location et crédit-bail immobiliers, U 12 : Assurances et U 13 : Organismes financiers n'effectuant pas de dépenses de recherche, sont exclues de ce tableau.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.

Graphique. Dépôts de demandes de brevets par pays de résidence pour une protection en France.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence.
3. Répartition des demandes de brevets d'invention par secteurs techniques.
4. Dépôts de marques (premiers dépôts et renouvellements).
5. Dépôts de dessins et modèles.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur. Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

L'évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par les résidents en France demeure stable depuis 1978, année de création de l'Office européen des brevets et de l'Office mondial de la propriété intellectuelle. La progression de ces demandes par les non-résidents, pour la même période, a été marquée par une forte augmentation due aux dépôts par la voie européenne et la voie internationale. Néanmoins, si la voie européenne demeure la plus importante en nombre de dépôts, elle accuse une diminution sensible depuis 1991. En revanche, la voie internationale accentue sa progression : dépôts multipliés par 6 en 10 ans. La voie nationale est caractérisée, depuis 1978, par une stabilité des résidents et une diminution constante des non-résidents. En 1993, 350 000 brevets sont en vigueur sur le territoire français.

En ce qui concerne les dépôts des marques, les résultats pour 1993 sont en légère augmentation. La part des résidents en France est de 68 % des dépôts. Le nombre de marques ayant effet en 1993 sur le territoire français est de 860 000. Pour les dessins et modèles, 280 000 sont actuellement en vigueur.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention (1)

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale, la matière est régie par la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 qui a été plusieurs fois modifiée.

Tel a été l'objet de :

- la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 dictée essentiellement par des considérations d'harmonisation avec le droit européen en matière de conditions de brevetabilité, et à l'occasion de laquelle a été instauré un statut des inventions de salariés;
- la loi n° 84-500 du 27 juin 1984 concernant notamment certains compléments à l'action en contrefaçon, et prévoyant une assistance gratuite en faveur des inventeurs démunis de ressource;
- la loi n° 90-510 du 25 juin 1990 « tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets »;
- la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 qui apporte, en particulier, des correctifs à la procédure de délivrance ainsi qu'à la sanction des contrefaçons.

Tous ces textes sont désormais codifiés dans le livre VI du code de la propriété intellectuelle.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI); au siège de Paris ou dans un de ses 10 centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications, qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la brevetabilité de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne,

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-sept États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

Par ailleurs, le « brevet communautaire » issu de la procédure de délivrance des brevets européens sera soumis, y compris en ce qui concerne ses effets, à un même corps de règles définies dans la « Convention relative au brevet européen pour le marché commun » (signée à Luxembourg le 15 décembre 1975).

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty),

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dits PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans plus de quarante pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

---

1. L'obtention d'un brevet n'est pas automatique. La demande de brevet fait l'objet d'un examen qui permet d'effectuer la délivrance du brevet si le demandeur poursuit la procédure et paye les redevances exigées. La validité du brevet est subordonnée au paiement de redevances annuelles.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie internationale.

Ici encore, il faut en principe effectuer autant de formalités que de pays étrangers où l'on entend être protégé.

L'arrangement de Madrid, regroupant une trentaine d'États, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau internatiol de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de la protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de vingt ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Notre droit est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité.

- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 19 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, et à moins d'un refus de protection notifié dans les 6 mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de la propriété industrielle sont établis à partir de l'exploitation des dossiers des différents titres de propriété industrielle déposés pour une protection en France à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Une exploitation est faite selon le secteur technique des brevets, classés selon la classification internationale des brevets d'invention (Convention européenne du 19 décembre 1954). Il est à noter que cette nomenclature est tout à fait différente des nomenclatures d'activités et de produits utilisées pour d'autres statistiques industrielles, en particulier de la Nomenclature d'activités et de produits (NAP), utilisée à l'INSEE et au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur. Cette classification est modifiée tous les cinq ans pour tenir compte du progrès technique. La dernière modification est entrée en vigueur le 1er janvier 1990. De ce fait, les comparaisons dans le temps sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : le sabot de Denvers), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relative-

ment modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : un hublot de poêle à mazout).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile ou leur siège en France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets, la voie européenne et la voie internationale dite PCT.

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur : Institut national de la propriété industrielle.

Publications :

Législation :

— *Droit pénal propriété industrielle,* Chavanne A., Burst J.-J. Paris, Dalloz, 1993.
— *Traité des dessins et modèles,* Greffe P., Greffe F. Paris, Librairies techniques, 1988.
— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* Burst J., Kovar R. Paris, Librairies techniques, 1986.
— *Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels,* Pierre J.L., Paris, édition formation entreprise, 1993.
— *Le droit français des signes distinctifs,* Mathely P., Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.
— *Traité des brevets 1844-1968-1978. Washington, Munich, Luxembourg : l'obtention des brevets,* Mousseron J.-M. Paris, Librairies techniques, 1984.
— *Le droit des brevets,* Foyer J., Vivant M., Paris, PUF, 1990.
— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Saint-Gal Y., Paris, Delmas, 1991.
— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* Mathely P., Paris, Librairie du journal des notaires et des avocats, 1992.
— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* Phélip B. Paris, Delmas J., 1989 (encyclopédie Delmas pour la vie des affaires).

Statistiques :

— *Bulletin officiel de la propriété industrielle,* Institut national de la propriété industrielle (annuel).
— *Statistiques annuelles de la propriété industrielle,* partie I : *brevets*; partie II : *marques.*
— « Ten years of the European Patent Office ». *World Patent information,* vol. 10, n° 2, 1988.
— *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.

Publications diverses :

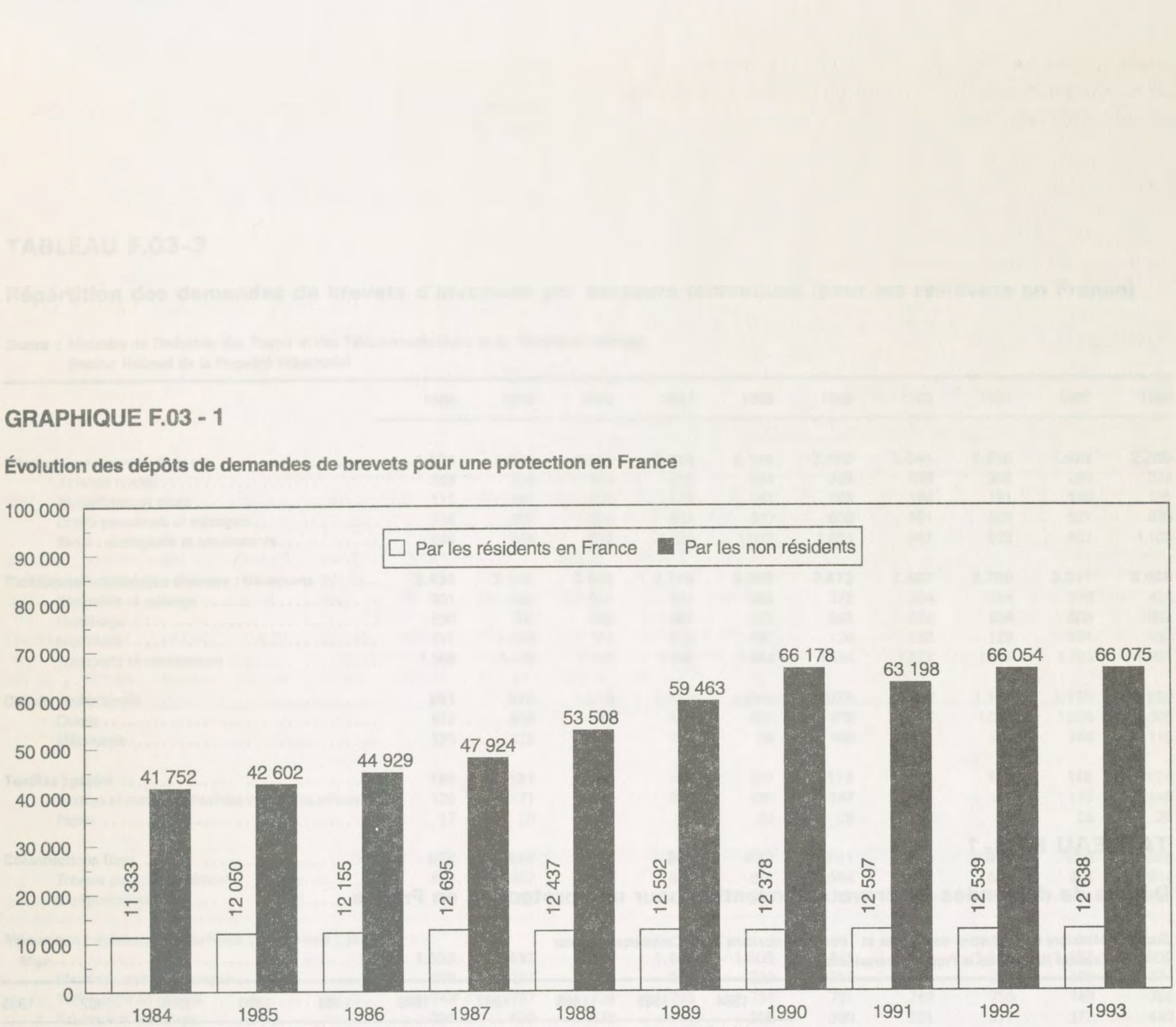
« La place et l'importance des transferts techniques dans les échanges extérieurs ». *Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 20 du 19 août 1982, séance du 8 juin 1982.

« Le marché intérieur français des licences de brevets » (étude n° 7/85). AREPIT-INPI.

* * *

GRAPHIQUE F.03 - 1

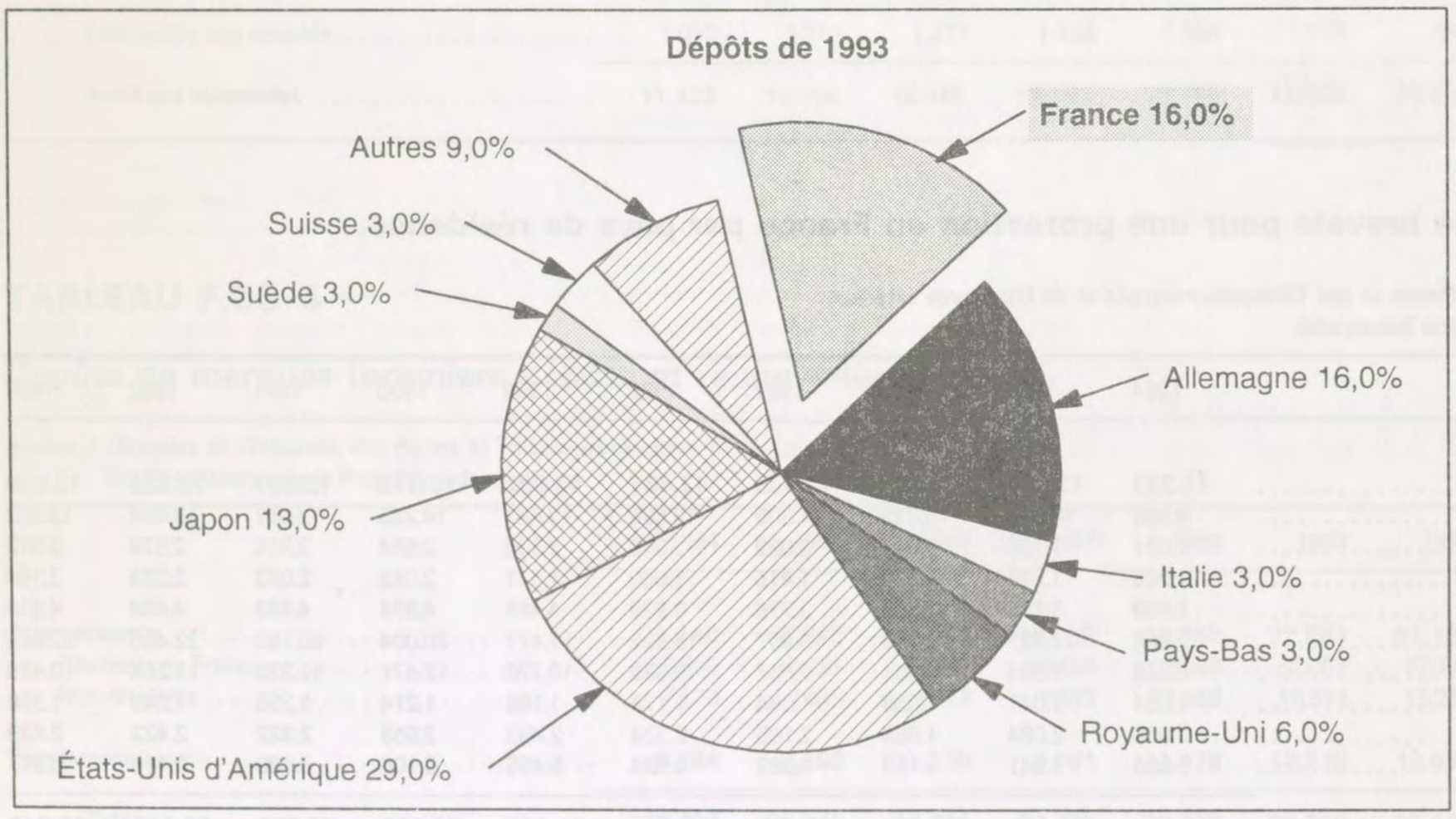
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce Extérieur

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence



Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce Extérieur

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extétieur
(Institut National de la Propriété Industrielle)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Résidents en France	11.333	12.050	12.155	12.695	12.437	12.592	12.378	12.597	12.539	12.638
Non-résidents	41.752	42.602	44.929	47.924	53.508	59.463	66.178	63.198	66.054	66.075
Voie nationale	8.867	7.543	6.369	5.875	5.194	4.986	4.260	3.908	3.547	3.402
Voie européenne	28.691	29.398	31.835	34.497	38.188	41.731	44.812	39.086	39.009	36.580
Voie internationale	4.194	5.661	6.725	7.552	10.126	12.746	17.106	20.204	23.498	26.093
Total	**53.085**	**54.652**	**57.084**	**60.619**	**65.945**	**72.055**	**78.556**	**75.795**	**78.593**	**78.713**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence.

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications et du Commerce extérieur
(Institut National de la Propriété Industrielle)

Pays de résidence	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
France	**11.333**	**12.050**	**12.155**	**12.695**	**12.437**	**12.592**	**12.378**	**12.597**	**12.539**	**12.638**
Allemagne (ex-RFA)	9.990	10.015	10.833	11.305	12.588	13.461	14.223	12.057	12.858	13.052
Italie	1.681	1.706	1.917	2.092	2.340	2.336	2.554	2.350	2.579	2.312
Pays-Bas	1.265	1.272	1.329	1.415	1.680	1.871	2.085	2.092	2.339	2.164
Royaume-Uni	2.989	3.122	3.396	3.776	3.830	4.461	4.876	4.488	4.458	4.514
Etats-Unis	12.503	12.327	13.213	13.697	15.305	17.477	20.094	20.199	22.468	22.824
Japon	6.326	7.094	6.961	7.887	9.339	10.770	12.471	12.335	11.264	10.415
Suède	1.054	1.041	1.089	1.084	1.178	1.196	1.214	1.255	1.249	1.378
Suisse	2.076	2.084	1.998	2.105	2.324	2.433	2.553	2.322	2.423	2.439
Autres	3.868	3.941	4.193	4.563	4.924	5.458	6.108	6.100	6.416	6.977
Total	**53.085**	**54.652**	**57.084**	**60.619**	**65.945**	**72.055**	**78.556**	**75.795**	**78.593**	**78.713**

TABLEAU F.03-3

Répartition des demandes de brevets d'invention par secteurs techniques (pour les résidents en France)

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications et du Commerce extérieur
(Institut National de la Propriété Industrielle)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Nécessités courantes de la vie	**1.801**	**2.044**	**2.104**	**2.244**	**2.199**	**2.180**	**2.041**	**1.955**	**1.923**	**2.200**
Activités rurales	389	396	394	386	354	359	339	303	294	322
Alimentation et tabac	172	181	209	178	183	188	164	151	156	155
Objets personnels et ménagers	594	609	629	659	600	600	551	568	521	620
Santé ; sauvegarde et amusements	646	858	872	1.021	1.062	1.033	987	933	952	1.103
Techniques industrielles diverses ; transports	**2.430**	**2.630**	**2.602**	**2.749**	**2.803**	**2.673**	**2.687**	**2.760**	**2.811**	**3.038**
Séparation et mélange	301	330	331	341	363	372	364	384	376	428
Façonnage	650	705	655	687	623	643	674	694	608	682
Imprimerie	111	119	117	155	153	124	122	129	124	137
Transports et manutention	1.368	1.476	1.499	1.566	1.664	1.534	1.527	1.553	1.703	1.791
Chimie ; métallurgie	**951**	**973**	**1.018**	**1.010**	**1.044**	**1.078**	**1.200**	**1.183**	**1.175**	**1.120**
Chimie	812	848	909	895	956	970	1.077	1.034	1.029	1.005
Métallurgie	139	125	109	115	88	108	123	149	146	115
Textiles ; papier	**145**	**191**	**160**	**178**	**157**	**176**	**178**	**165**	**145**	**174**
Textiles et matériaux flexibles (non prévu ailleurs)	128	171	135	152	135	147	145	140	119	148
Papier	17	20	25	26	22	29	33	25	26	26
Constructions fixes	**998**	**948**	**889**	**983**	**857**	**951**	**908**	**970**	**840**	**849**
Travaux publics et bâtiment	949	897	827	916	818	884	854	882	805	814
Exploitation minière	49	51	62	67	39	67	54	88	35	35
Mécanique ; éclairage ; chauffage ; armement ; sautage	**1.523**	**1.492**	**1.475**	**1.494**	**1.405**	**1.441**	**1.469**	**1.465**	**1.457**	**1.600**
Machines motrices, pompes	299	257	289	256	222	252	278	259	260	274
Technologie en général	743	757	726	735	754	731	766	730	745	786
Eclairage et chauffage	391	400	379	414	355	369	331	377	372	440
Armement ; sautage	90	78	81	89	74	89	94	99	80	100
Physique	**1.340**	**1.424**	**1.524**	**1.503**	**1.470**	**1.598**	**1.558**	**1.556**	**1.464**	**1.515**
Instruments	1.279	1.352	1.454	1.446	1.366	1.521	1.490	1.495	1.418	1.467
Science nucléaire	61	72	70	57	104	77	68	61	46	48
Electricité	**1.122**	**1.131**	**1.106**	**1.172**	**1.246**	**1.317**	**1.391**	**1.309**	**1.318**	**1.391**
Electricité	1.122	1.131	1.106	1.172	1.246	1.317	1.391	1.309	1.318	1.391
Total des demandes classées	**10.310**	**10.833**	**10.878**	**11.333**	**11.181**	**11.414**	**11.432**	**11.363**	**11.133**	**11.887**
Dermandes non classées	1.023	1.217	1.277	1.362	1.256	1.178	946	1.234	1.406	751
Total des demandes	**11.333**	**12.050**	**12.155**	**12.695**	**12.437**	**12.592**	**12.378**	**12.597**	**12.539**	**12.638**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur
(Institut National de la Propriété Industrielle)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Voie nationale	**39.640**	**48.210**	**56.684**	**66.052**	**79.948**	**77.591**	**81.139**	**71.334**	**60.884**	**63.364**
Résidents en France	32.465	40.281	47.755	56.423	65.583	67.057	67.771	59.920	50.359	51.991
Non-résidents	7.175	7.929	8.929	9.629	14.365	10.534	13.368	11.414	10.525	11.373
Voie internationale	**8.784**	**8.703**	**11.530**	**8.701**	**11.178**	**12.719**	**13.986**	**13.149**	**13.635**	**12.938**
Total	**48.424**	**56.913**	**68.214**	**74.753**	**91.126**	**90.310**	**95.125**	**84.483**	**74.519**	**76.302**

TABLEAU F.03-5

Dépôts de dessins et modèles

Source : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur
(Institut National de la Propriété Industrielle)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	*r* 1992	1993
Voie nationale	**15.937**	**17.958**	**19.638**	**21.861**	**24.813**	**25.296**	**25.295**	**28.798**	**28.560**	**32.382**
Résidents en France	13.803	15.979	17.103	19.262	22.450	22.930	23.050	26.711	24.718	23.709
Non-résidents	2.134	1.979	2.535	2.599	2.363	2.366	2.245	2.087	3.842	8.673
Voie internationale	**13.833**	**7.447**	**7.702**	**7.873**	**9.150**	**15.316**	**12.873**	**14.844**	**14.274**	**16.376**
Total	**29.770**	**25.405**	**27.340**	**29.734**	**33.963**	**40.612**	**38.168**	**43.642**	**42.834**	**48.758**

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements) *Unité :* Million de francs

	1983	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Recettes	4.501	4.575	4.734	5.365	6.802	6.615	7.501	8.670	9.401	9.368
Dépenses	6.970	8.794	8.532	9.549	13.286	11.457	11.265	12.538	13.861	13.138
Soldes	**−2.469**	**−4.219**	**−3.798**	**−4.184**	**−6.484**	**−4.842**	**−3.764**	**−3.868**	**−4.460**	**−3.770**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France *Unité :* Million de francs

Pays	1991			1992			1993		
	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**
CEE	4.995	4.052	**943**	5.057	4.829	**228**	4.955	4.272	**683**
dont : Royaume-Uni	838	1.226	**−388**	931	1.573	**−642**	801	1.670	**−869**
Pays-Bas	545	1.259	**−714**	522	1.383	**−861**	581	826	**−245**
U.E.B.L.	541	428	**113**	609	501	**108**	732	405	**327**
Allemagne (1)	1.213	729	**484**	1.212	912	**300**	1.305	810	**495**
Italie	756	233	**523**	617	270	**347**	623	284	**339**
Espagne	947	93	**854**	1.016	99	**917**	701	139	**562**
Etats-Unis	1.289	6.741	**−5.452**	1.627	7.174	**−5.547**	1.749	6.917	**−5.168**
Canada	122	100	**22**	106	82	**24**	146	82	**64**
Japon	995	283	**712**	905	239	**666**	1.014	252	**762**
Suisse	563	1.066	**−503**	838	1.145	**−307**	537	1.131	**−594**

(1) A partir de 1990 Allemagne (y compris ex-RDA).